



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

N°30 – 2023

PUBLIE LE 27 AVRIL 2023

Consultable sur le site de la préfecture du Haut-Rhin à l'adresse :

<http://www.haut-rhin.gouv.fr/publications/Recueil-des-actes-administratifs>

publication : pref-recueil-actes-administratifs@haut-rhin.gouv.fr

Sommaire

PRÉFECTURE

Cabinet

Arrêté n°BSR-2023116-1 portant agrément des médecins consultant en commission médicale primaire du département du Haut-Rhin chargés d'apprécier l'aptitude physique des candidats au permis de conduire 5

Arrêté n°BSI-2023-116-01 du 26 avril 2023 portant interdiction de rassemblements festifs de type rave-party, free party, tecknival sur l'ensemble du territoire du département du Haut-Rhin du vendredi 28 avril au mardi 2 mai 2023 8

Secrétariat général commun départemental (SGCD)

Arrêté du 26 avril 2023 fixant l'organisation du secrétariat général commun du Haut-Rhin 12

Secrétariat général

Service de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial (SCPPAT)

Arrêté du 26 avril 2023 fixant l'organisation des services de la préfecture du Haut-Rhin 14

Direction de la réglementation (DR)

Arrêté du 24 avril 2023 portant renouvellement de l'habilitation dans le domaine funéraire de l'établissement principal situé à Dannemarie (24 rue du Bassin) relevant de la société dénommée « Pompes funèbres de la Porte d'Alsace » 18

Arrêté du 24 avril 2023 portant renouvellement de l'habilitation dans le domaine funéraire de l'établissement complémentaire situé à Waldighoffen (6A Place Jeanne d'Arc) relevant de la société dénommée « Pompes funèbres de la Porte d'Alsace » 21

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

Arrêté n°2023-27 du 25 avril 2023 portant autorisation de capture et de transport de poissons à des fins de sauvetage aux Rivières de Haute Alsace (RHA) pour l'année 2023 24

Arrêté n°2023-26 du 25 avril 2023 portant autorisation de capture d'écrevisses (Astacoidea) à des fins scientifiques pour une étude d'impact dans le cours d'eau du Ruetenengraben au personnel du bureau d'études Aquabio 31

Arrêté n°2023-25 du 25 avril 2023 portant autorisation de capture et de transport de poissons à des fins scientifiques au personnel du bureau d'études DUBOST environnement et milieux aquatiques pour l'année 2023 **37**

Arrêté n°2023-24 du 21 avril 2023 prescrivant l'organisation d'actions de destruction ou de piégeage sur le territoire de la commune de Colmar **44**

Arrêté préfectoral n° 2023-23 du 18 avril 2023 portant modification de l'arrêté de mise en demeure du syndicat intercommunal d'assainissement de Lauw, Sentheim et Guewenheim pour la mise en conformité du système d'assainissement de l'agglomération d'assainissement « SENTHEIM » du 20 décembre 2022 **47**

Arrêté n°2023-001-BRUIT du 25 avril 2023 portant classement sonore des infrastructures de transports terrestres du Haut-Rhin et déterminant l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit à leur voisinage **50**

Arrêté n°2023-00336ER du 24 avril 2023 portant retrait d'une autorisation d'enseigner, à titre onéreux, la conduite des véhicules à moteur et à la sécurité routière **62**

Arrêté n°2023-0034ER du 26 avril 2023 portant retrait d'une autorisation d'enseigner, à titre onéreux, la conduite des véhicules à moteur et à la sécurité routière **64**

Arrêté n°2023-001-PR du 25 avril 2023 portant attribution d'une subvention de l'État pour l'acquisition de batardeaux, pompe à eau, au 8 rue de Rombach-le-Franc à Liepvre **66**

Récépissés de déclaration :

Rejet des eaux pluviales du lotissement Rives de la Lauch à Buhl **73**

Rejet des eaux pluviales du lotissement de Galfingue **201**

Rejet des eaux pluviales de la RD1066 à Lutterbach, Wittelsheim et Reiningue **342**

Rejet des eaux pluviales du lotissement d'activités à Ranspach-le-Bas **515**

Rejet des eaux pluviales du lotissement "Les 4 Saisons" à Mulhouse **630**

Rejet des eaux pluviales du lotissement Rue Vauban à Widensolen **674**

CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DU HAUT-RHIN

Arrêté n°2023/G-46 du 13 avril 2023 portant ouverture des concours d'éducateur territorial des activités physiques et sportives – session 2024 **698**

Arrêté n°2023/G-47 du 13 avril 2023 portant ouverture des concours d'éducateur territorial des activités physiques et sportives principal de 2^e classe -session 2024 **704**

Arrêté modificatif n°2023/G-39 du 14 avril 2023 établissant la liste des candidats admis à l'examen professionnel d'éducateur territorial des activités physique et sportives principal de 2^e classe (AVG) – session 2023 **710**

Arrêté modificatif n°2023/G-40 du 14 avril 2023 établissant la liste des candidats admis à l'examen professionnel d'éducateur territorial des activités physique et sportives principal de 1^{re} classe (AVG) - session 2023

711



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

CABINET DU PRÉFET

SERVICE DES SÉCURITÉS

BUREAU DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

ARRETÉ N°BSR-2023116-1

relatif à l'agrément des médecins consultant en commission médicale primaire du département du Haut-Rhin chargés d'apprécier l'aptitude physique des candidats au permis de conduire.

Le Préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le code de la route et, notamment ses articles L. 223-5, L. 224-14, L. 234-1, L. 234-8, L. 235-1 et L. 235-3, R. 221-10 à R. 221-19, R. 224-20 à R. 224-23, R. 226-1 à R. 226-4;
- VU le décret n°2012-886 du 17 juillet 2012 relatif au contrôle médical de l'aptitude à la conduite;
- VU le décret du 29 juillet 2020 paru au J.O. du 30 juillet 2020 portant nomination de M. Louis LAUGIER, préfet du Haut-Rhin, installé dans ses fonctions le 24 août 2020;
- VU le décret du 14 juin 2022, publié au J.O du 15 juin 2022, portant nomination de M. Mohamed ABALHASSANE, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Haut- Rhin, installé dans ses fonctions le 4 juillet 2022;
- VU l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2022 portant délégation de signature à Monsieur Mohamed ABALHASSANE, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Haut- Rhin;
- VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié relatif à l'organisation du contrôle médical de l'aptitude à la conduite;
- VU l'arrêté du 28 mars 2022 fixant la liste des affections médicales incompatibles ou compatibles avec ou sans aménagements ou restrictions pour l'obtention, le renouvellement ou le maintien du permis de conduire ou pouvant donner lieu à la délivrance de permis de conduire de durée de validité limitée;

VU le certificat de réalisation de l'action de formation du 02 mars 2023;

VU la demande présentée le 27 février 2023 par le Docteur Gérard MOLLET;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins rendu le 07 avril 2023;

considérant les besoins en médecins agréés pour la délivrance de l'aptitude médicale à la conduite

SUR proposition du Directeur de Cabinet du préfet

ARRETE

Article 1 : Le Docteur Gérard MOLLET né le 02/04/1950 est agréé en qualité de membre de la commission médicale primaire du Haut-Rhin, chargé d'apprécier l'aptitude des usagers à la conduite automobile.

Article 2 : Le renouvellement de l'agrément est subordonné au suivi de la formation continue. L'agrément peut être abrogé en cas de sanction ordinale, dès l'âge de soixante-quinze ans atteint ou en cas de non-respect de l'obligation de formation continue.

Article 3 : Le médecin remet au conducteur examiné un avis médical d'aptitude à l'aide de l'imprimé fourni par les services préfectoraux, CERFA n° 14880*02. Ces documents sont revêtus du cachet de la commission médicale, de sa signature et de la date. Si nécessaire, pour conforter sa décision.

En cas d'impossibilité pour lui de conclure à l'aptitude à la conduite de la personne examinée ou si un permis de durée de validité inférieure à la durée réglementaire doit être envisagé, le médecin informe l'usager de ses constatations et lui explique les raisons qui motivent la demande d'une consultation spécialisée.

Article 4 : Le montant honoraires de l'examen médical est fixe et n'est pas pris en charge par la sécurité sociale et ne peut donner lieu, en aucun cas, à la délivrance d'une feuille de maladie. Ce montant est fixé par arrêté ministériel.

Article 5 : Cet agrément prend effet à compter de la date de publication au recueil des actes administratifs jusqu'au 02 avril 2025.

Article 6 : Le renouvellement de l'agrément est subordonné au suivi de la formation continue. L'agrément peut être abrogé en cas de sanction ordinale, dès l'âge de soixante-quinze ans atteint ou en cas de non-respect de l'obligation de formation continue.

Article 7 : Le directeur de cabinet et le président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Haut-Rhin et dont une copie sera notifiée au Docteur Gérard MOLLET, ainsi qu'au Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins du Haut-Rhin.

À Colmar, le

Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur de cabinet

signé : Mohamed ABALHASSANE

Délais et voies de recours

1- Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, soit :

- par recours gracieux auprès de mes services à l'adresse suivante : M. le Préfet du Haut-Rhin - Cabinet/BSR - 7, rue Bruat, BP 10489 68020 COLMAR CEDEX.
- par recours hiérarchique auprès de : Ministre de l'Intérieur - Direction des Libertés Publiques et des Affaires juridiques - Place Beauvau - 75800 PARIS.

Le recours gracieux ou hiérarchique doit être adressé par écrit, être motivé en expliquant les raisons de droit et les faits qui conduisent à l'effectuer. Une copie de l'arrêté contesté et des pièces nécessaires à le faire réviser doivent y être joints.

Le recours gracieux ou hiérarchique ne suspend pas l'application du présent arrêté.

En l'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

2- Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux par écrit, contenant l'exposé des faits et les arguments juridiques précis, devant le Tribunal Administratif - 31, avenue de la Paix – BP 51038 67070 STRASBOURG CEDEX.

Le recours contentieux ne suspend pas l'application du présent arrêté. Il doit être enregistré au greffe du Tribunal Administratif dans un délai de deux mois suivant la date de publication du présent arrêté (ou bien dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la réponse obtenue de l'administration suite à une demande de recours administratif, ou au terme d'un silence gardé par celle-ci pendant deux mois à compter de la réception de la demande).



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Cabinet du préfet
Service des sécurités
Bureau de la sécurité intérieure

Arrêté n°BSI-2023 -116 -01 du 26 avril 2023 portant interdiction de rassemblements festifs de type rave-party, free party, tecknival sur l'ensemble du territoire du département du Haut-Rhin du vendredi 28 avril 2023 au mardi 2 mai 2023

Le Préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

- Vu** le code de la route ;
- Vu** le code de la voirie routière ;
- Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2215-1 ;
- Vu** le code de la sécurité intérieure, et notamment ses articles L. 211-5 à L. 211-8, L. 211-15, R. 211-2 à R. 211-9, et R. 211-27 à R. 211-30 ;
- Vu** le code pénal et notamment son article 431-9 alinéas 1 et 2 ;
- Vu** la loi n°95-73 du 21 janvier 1995 relative à certains rassemblements festifs de caractère musical ;
- Vu** la loi n°2001-1062 du 15 novembre 2001 relative à la sécurité quotidienne ;
- Vu** la loi n°2003-239 pour la sécurité intérieure ;
- Vu** le décret n°2022-887 du 3 mai 2002 relatif à certains rassemblements festifs à caractère musical
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements;
- Vu** le décret n°2006-334 du 21 mars 2006 modifiant le décret n°2022-887 du 3 mai 2002 pris pour l'application de l'article 23-1 de la loi n°95-73 du 21 janvier 1995 et relatif à certains rassemblements festifs à caractère musical;
- Vu** le décret du président de la République du 29 juillet 2020, publié au JO du 30 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Louis LAUGIER, préfet du Haut-Rhin, installé dans ses fonctions le 24 août 2020 ;

- Vu** le décret du 14 juin 2022 publié au J.O. du 15 juin 2022 portant nomination de Monsieur Mohamed ABALHASSANE, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Haut-Rhin, installé dans ses fonctions le 4 juillet 2022 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2022 portant délégation de signature à Monsieur Mohamed ABALHASSANE, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Haut-Rhin ;
- Vu** l'urgence ;

Considérant qu'un rassemblement non autorisé de type rave-party, free-party et teknival, pouvant regrouper plusieurs milliers de participants est susceptible d'être organisé dans le département du Haut-Rhin sur la période du vendredi 28 avril 2023 au mardi 2 mai 2023 ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L. 211-5 du code de la sécurité intérieure, ce type de rassemblement est soumis à l'obligation de déclaration préalable auprès du préfet de département, en indiquant le nombre prévisible de participants ainsi que les mesures envisagées par l'organisateur pour garantir la sécurité, la salubrité, l'hygiène et la tranquillité publiques ;

Considérant qu'aucune manifestation de ce type n'a fait l'objet d'une déclaration préalable en préfecture et qu'à défaut d'une telle autorisation, l'organisation d'une manifestation non déclarée est un délit prévu par l'article 431-9 alinéas 1 et 2 du code pénal ;

Considérant les risques de troubles grave à l'ordre, à la sécurité et à la salubrité publique que présenterait le déroulement d'un rassemblement dépourvu de service d'ordre et de dispositif sanitaire, et auquel pourraient participer des milliers de personnes ;

Considérant que les moyens sonores importants nécessaires à ce type d'événements peuvent susciter l'emploi de groupes électrogènes ; que l'alimentation de ces dispositifs nécessite l'achat de carburant en récipients transportables ; qu'il n'existe à ce jour aucune garantie que ces carburants soient stockés et transportés dans les conditions de sécurité requises ;

Considérant que les rassemblements festifs à caractères musicaux peuvent entraîner une consommation d'alcool importante ;

Considérant les risques, tant pour la santé des personnes qu'en matière de tranquillité publique, qu'engendre la consommation excessive d'alcool ;

Considérant l'urgence à prévenir les risques d'atteinte à l'ordre public et à la tranquillité publique, et les pouvoirs que le Préfet tient des dispositions de l'article 11 du décret du 29 avril 2004 ;

Sur proposition du sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Haut-Rhin ;

ARRÊTE

Article 1 : Tout rassemblement de type rave-party, free-party et teknival est interdit dans le département du Haut-Rhin sur la période du vendredi 28 avril 2023 18h00 au mardi 2 mai 8h00 inclus.

Article 2 : Le transport de tout matériel de sonorisation ou d'amplification susceptible d'être utilisé pour les manifestations mentionnées à l'article précédent est interdit du vendredi 28 avril 2023 18h00 au mardi 2 mai 8h00 inclus.
La circulation des poids lourds de plus de 3,5 tonnes de PTAC et des véhicules utilitaires légers est interdite sur l'ensemble des réseaux routiers (réseau routier

national et réseau routier secondaire) du département du Haut-Rhin pour les véhicules transportant du matériel susceptible d'être utilisé pour une manifestation non autorisée notamment sonorisation, sound system, amplificateurs, pour la même période.

Article 3 : Toute infraction au présent arrêté est passible des sanctions prévues à l'article R. 211-27 du code de la sécurité intérieure et peut donner lieu à la saisie du matériel en vue de sa confiscation par le tribunal judiciaire.
Les infractions au présent arrêté sont constatées par procès-verbal dressé par les forces de l'ordre.

Article 4 : Le présent arrêté fait l'objet d'une diffusion sur le site internet et les réseaux sociaux de la préfecture.

Article 5 : Le sous-préfet, directeur de cabinet, les sous-préfets d'arrondissement, le colonel, commandant du groupement de gendarmerie et le directeur départemental de la sécurité publique du département du Haut-Rhin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du département du Haut-Rhin et diffusé à l'ensemble des maires du département et dont un exemplaire sera adressé aux procureurs.

À Colmar, le 26 avril 2023

Pour le préfet,
et par délégation,
le sous-préfet, directeur de cabinet,

signé
Mohamed ABALHASSANE

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

I - Si vous estimez devoir contester la présente décision, vous avez la possibilité de former, **dans un délai de 2 mois à compter de sa notification**, soit :

Un recours gracieux auprès de mes services, à l'adresse suivante :

Monsieur le préfet du Haut-Rhin
Service des Sécurités
7, rue Bruat BP 10489
68020 COLMAR Cedex

Votre recours doit être écrit, exposer vos arguments ou faits nouveaux et comprendre la copie de la décision contestée ;

Un recours hiérarchique auprès de :

Monsieur le Ministre de l'Intérieur
Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques
Place Beauvau
75800 PARIS

Ce recours hiérarchique doit également être écrit, exposer les arguments ou faits nouveaux et

comprendre copie de la décision contestée.

Le recours gracieux ou hiérarchique ne suspend pas l'application de la présente décision.
S'il ne vous a pas été répondu dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

Il - Si vous entendez contester la légalité de la présente décision, vous pouvez également former **un recours contentieux** par écrit, contenant l'exposé des faits et arguments juridiques précis que vous invoquez, devant le :

Tribunal Administratif

31, avenue de la Paix
67070 STRASBOURG CEDEX

Ce recours juridictionnel, qui n'a, lui non plus, aucun effet suspensif, doit être enregistré au Greffe du Tribunal Administratif au plus tard avant l'expiration du 2^e mois suivant la date de notification de la présente décision (ou bien du 2^e mois suivant la date de la réponse négative à votre recours gracieux ou hiérarchique).

Le Tribunal administratif peut également être saisi d'un recours par le site : www.telerecours.fr

*Vous pouvez également exercer un **recours en référé** sur la base des articles L.521-1 à L.521-3 du code de justice administrative*



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SECRETARIAT GÉNÉRAL COMMUN DÉPARTEMENTAL

DIRECTION

Arrêté du 26 avril 2023 fixant l'organisation des services du secrétariat général commun du Haut-Rhin

Le Préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le décret n°2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n°2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret n°2020-99 du 7 février 2020 relatif à l'organisation et aux missions des secrétariats généraux communs départementaux (SGCD);

VU l'avis émis par le comité social d'administration de la préfecture du Haut-Rhin lors de sa séance du 14 avril 2023 concernant les modifications apportées dans l'organigramme du secrétariat général commun départemental ;

SUR propositions du secrétaire général de la préfecture et du directeur du SGCD,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Le secrétariat général commun départemental est un service déconcentré de l'État à vocation interministérielle relevant du ministre de l'intérieur. Il exerce ses missions sous l'autorité du préfet de département, secondé par le secrétaire général de la préfecture et sous l'autorité fonctionnelle des directeurs des DDI, pour l'exécution à leur bénéfice de ces missions.

Article 2 : le secrétariat général commun départemental est chargé des fonctions support de la préfecture et des DDI comprenant notamment les ressources humaines, la formation, l'action sociale et la médecine de prévention ; la gestion budgétaire et comptable des moyens de fonctionnement ; les achats, la logistique et l'immobilier ; les systèmes d'information et de communication ; l'hygiène et la sécurité.

Il comporte les services suivants :

- le service interministériel départemental des ressources humaines qui comporte deux bureaux :
 - le bureau de gestion des carrières et des mobilités ;
 - le bureau de la formation continue et de l'action sanitaire et sociale ;
- le service interministériel départemental du budget qui comporte deux bureaux :
 - le bureau du budget et de fonctionnement ;
 - le bureau des budgets métiers ;
- le service interministériel départemental des achats, de la logistique et de l'immobilier qui comporte deux bureaux :
 - le bureau des achats et de la logistique ;
 - le bureau de l'immobilier ;
- le service interministériel départemental des systèmes d'information et de communication qui comporte deux pôles :
 - le pôle Préfecture ;
 - le pôle Cité administrative de Colmar ;
- la mission pilotage de la performance.

Article 3 : L'arrêté préfectoral du 25 avril 2022 est abrogé.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur du SGCD du Haut-Rhin sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

À Colmar, le 26 avril 2023

Le préfet,

signé

Louis LAUGIER



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DE LA COORDINATION INTERMINISTÉRIELLE
ET DE L'APPUI TERRITORIAL

Arrêté du 26 avril 2023 fixant l'organisation des services de la mrefecture du Haut-Rhin

Le Préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

- VU le décret modifié n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU l'avis émis par le comité social d'administration de la préfecture du Haut-Rhin lors de sa séance du 14 avril 2023 concernant les modifications apportées dans l'organigramme des services de la préfecture ;
- SUR proposition du secrétaire général,

ARRÊTE

Article 1^{er} : A compter du 2 mai 2023, les services de la préfecture du Haut-Rhin sont composés de la direction du Cabinet, du secrétariat général, des sous-préfectures d'Altkirch, de Mulhouse, et de Thann-Guebwiller.

Article 2 : La **direction du cabinet** comporte :

- le **service du cabinet**,
- la **direction des sécurités**.

Le **service du cabinet** est composé :

- du **bureau des affaires réservées**, chargé de l'organisation des visites officielles, du suivi des interventions, du suivi des élections et de la vie politique, des grands ordres, des gens du voyage,

- du **Bureau du protocole et de la communication interministérielle**, chargé du protocole et des cérémonies, des médailles d'ancienneté, de la communication du préfet et des services de l'État dans le département, de la déclinaison locale des politiques gouvernementales de communication ainsi que de l'ensemble des relations avec la presse.

La **direction des sécurités** est composée :

- du **Bureau de la sécurité intérieure** qui a en charge les missions relatives à la sécurité publique, l'ordre public, les polices administratives liées à la sécurité, la prévention de la délinquance et de la radicalisation sur l'ensemble du département,
- du **Bureau de défense et de sécurité civile** qui assure l'information préventive, la planification et la gestion des risques et des crises de toute nature dans les domaines de la protection civile, de la sécurité nationale et de la défense économique,
- du **Bureau de la sécurité routière** qui coordonne les politiques gouvernementales en matière de sécurité routière et assure des missions de proximité liées aux droits à conduire et à la commission départementale de sécurité routière,
- du **standard**

Le garage, le secrétariat du corps préfectoral et la résidence sont directement rattachés au directeur de cabinet.

Article 3 : Le **secrétariat général** comporte :

- la **direction de l'immigration, de la citoyenneté et de la légalité**,
- le **service de la coordination des politiques multiples et de l'ampli territorial**.

Le service social, le chargé de mission pour l'arrondissement de Colmar-Ribeauvillé et le chargé de mission « projet de territoire Fessenheim » sont directement rattachés au secrétaire général.

Article 4 : La **direction de l'immigration, de la citoyenneté et de la légalité** est chargée :

- au titre de l'immigration : de l'accueil des étrangers et de la délivrance de leur titre de séjour, du suivi des demandeurs d'asile, de la mise en œuvre des mesures d'éloignement des ressortissants étrangers en situation irrégulière et du traitement des contentieux associés,
- au titre de la citoyenneté : de l'organisation des élections politiques, sociales et professionnelles, des missions de proximité liées aux passeports, cartes nationales d'identité et système d'immatriculation des véhicules,
- au titre de la légalité : du contrôle de légalité et budgétaire des actes des collectivités locales et de leurs groupements, des missions liées aux relations juridiques et financières avec les collectivités locales et leurs établissements publics, de l'application des dispositions législatives et réglementaires en matière de police administrative (à l'exclusion de celles liées à la sécurité), en matière de réglementation dite « générale » et de professions réglementées, de l'instruction et du versement en faveur des collectivités locales et de leurs groupements

du fonds de compensation de la TVA, des dotations de fonctionnement et des subventions d'investissement de l'État, ainsi que de la lutte contre la fraude,

- au titre de la coopération transfrontalière : de la représentation du préfet du Haut-Rhin dans les instances de coopération transfrontalière et dans les programmes de fonds européen.

Elle comporte les services et bureaux suivants :

- le **service de l'immigration et de l'intégration** qui comporte deux bureaux :
 - le bureau de l'admission au séjour
 - le bureau de l'asile et de l'éloignement, dont le guichet unique des demandeurs d'asile (GUDA)
- le **4ureau des élections et de la réglementation,**
- le **4ureau des services de proximité et de lutte contre la fraude,**
- le **4ureau des finances locales et de la coopération transfrontalière,**
- le **4ureau des relations avec les collectivités locales.**
- le **rôle juridique et documentaire.**

Article 5 : Le **service de la coordination des politiques multiples et de l'ampli territorial** assure la coordination des services de l'État et des acteurs locaux et appuie, en complémentarité avec les autres services de l'État, le préfet et les sous-préfets dans leurs missions d'animation et de territorialisation des politiques publiques. Il assure la gestion des procédures d'enquêtes publiques, les procédures liées aux installations classées pour l'environnement, le secrétariat du conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques (CODERST). Il assure également l'instruction des demandes d'octroi du concours de la force publique dans le cadre des expulsions locatives.

Il comporte les bureaux suivants :

- le **4ureau des enquêtes multiples et des installations classées,**
- le **4ureau de la coordination interministérielle et de l'ampli territorial** constitué de la coordination interministérielle, de l'animation interministérielle, des politiques sociales et de l'aménagement du territoire.

Article 6 : La **sous-préfecture de Mulhouse** comporte :

- un **secrétariat général** comprenant :
 - un **centre d'expertise et de ressources titres (CERT) « permis de conduire »,**
 - un **4ureau de la sécurité et de la réglementation,**
 - un **4ureau des affaires communales et de l'ampli territorial**
 - un **rôle départemental politique de la ville** rattaché directement au sous-préfet de Mulhouse.

Article 7 : La sous-préfecture de Thann-Guebwiller est organisée en deux pôles :

- un pôle **des sécurités**
- un pôle **d'ingénierie et d'accompagnement territoriaux**.

Article 8 : La sous-préfecture d'Altkirch est organisée en deux pôles :

- un pôle **réglementation et libertés municipales**
- un pôle **développement local et politiques municipales**.

Article 9 : L'arrêté préfectoral du 25 avril 2022 est abrogé.

Article 10 : Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

À Colmar, le 26 avril 2023

Le préfet,

Signé

Louis LAUGIER



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la réglementation
Bureau des élections et de la réglementation
MW

**Arrêté du 24 avril 2023
portant renouvellement de l'habilitation dans le domaine funéraire de l'établissement
principal, situé à Dannemarie (24, rue du Bassin), relevant de la société dénommée « Pompes
Funèbres de la Porte d'Alsace ».**

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT), notamment ses articles L.2223-23 à L.2223-25, D.2223-34 à D.2223-39, R.2223-40 à R.2223-55, D.2223-55-2 à D.2223-55-17, D.2223-110 à D.2223-115 et R.2223-62 ;
- Vu la loi n°93-23 du 8 janvier 1993 modifiant le chapitre III du titre II du livre II du Code des Communes et relative à la législation dans le domaine funéraire ;
- Vu le décret n°95-330 du 21 mars 1995 relatif aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire ;
- Vu le décret n°2012-608 du 30 avril 2012 relatif aux diplômes dans le secteur funéraire ;
- Vu le décret n°2013-1194 du 19 décembre 2013 relatif à la formation dans le secteur funéraire ;
- Vu le décret n°2020-917 du 28 juillet 2020 relatif à la durée de l'habilitation dans le secteur funéraire et à la housse mortuaire ;
- Vu le décret n° 2020-352 du 27 mars 2020 portant adaptation des règles funéraires en raison des circonstances exceptionnelles liées à l'épidémie de covid-19 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 30 avril 2012 portant application du décret n°2012-608 du 30 avril 2012 relatif aux diplômes dans le secteur funéraire ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2014-105-0006 du 15 avril 2014, portant renouvellement de l'habilitation dans le domaine funéraire jusqu'au 31 décembre 2020, à titre exceptionnel en raison de la pandémie de covid-19 et selon les dispositions du décret n°2020-352 du 27 mars 2020 précité, de l'établissement principal de l'entreprise dénommée «*Pompes funèbres de la Porte d'Alsace*», dont le siège social est situé au 24, rue du Bassin à Dannemarie (68210) et représentée par son gérant M. Victor GRETER (habilitation **N°14-68-168**) ;
- Vu le jugement n°RG 22/00930 du 18 janvier 2023 du tribunal judiciaire de Mulhouse portant ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'égard de la société susvisée, mise en place d'une période d'observations et désignation de Maître Céline MASCHI en qualité d'administratrice judiciaire ;

Vu la demande formulée initialement le 11 mars 2022 et complétée en dernier lieu le 17 avril 2023, par la société dénommée «*Pompes funèbres de la Porte d'Alsace*», dont le siège social est situé au 24, rue du Bassin à Dannemarie (68210) et représentée par son gérant M. Victor GRETER et son administratrice judiciaire Maître Céline MASCHI, en vue d'obtenir le renouvellement de l'habilitation dans le domaine funéraire pour son établissement principal (**siret n° 484 409 123 00011**) également situé au 24, rue du Bassin à Dannemarie (68210) ;

Vu l'extrait *Kbis* du 31 janvier 2023 relatif à l'immatriculation, depuis le 12 octobre 2005, au registre du commerce et des sociétés de l'entreprise précitée ;

Considérant qu'une procédure de redressement judiciaire a été ouverte à l'égard de la société pétitionnaire par jugement du tribunal judiciaire de Mulhouse du 18 janvier 2023 et qu'à ce jour, elle est autorisée à poursuivre son activité ;

Considérant que le pétitionnaire remplit à ce jour les conditions d'habilitation édictées par les dispositions du CGCT précitées et que la durée d'habilitation a été fixée à 5 ans par le décret n°2020-917 précité ;

Sur la proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin,

ARRÊTE

Article 1^{er} : L'établissement principal situé au 24, rue du Bassin à Dannemarie (68210) relevant de la société dénommée «*Pompes Funèbres de la Porte d'Alsace*», représentée par son gérant, M. Victor GRETER et son administratrice judiciaire Maître Céline MASCHI dont le siège social est également situé au 24, rue du Bassin à Dannemarie (68210) est habilité pour exercer, sur l'ensemble du territoire national, les activités funéraires ci-après :

- ⇒ *Transport de corps avant et après mise en bière,*
- ⇒ *Organisation des obsèques,*
- ⇒ *Soins de conservation (**activité sous-traitée**)*
- ⇒ *Fourniture des housses, des cercueils et de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes cinéraires,*
- ⇒ *Gestion et utilisation d'une chambre funéraire (**chambre funéraire de la Porte d'Alsace, 24 rue du Bassin à Dannemarie**),*
- ⇒ *Fourniture des corbillards,*
- ⇒ *Fourniture de personnel et des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations.*

Article 2 : Le numéro d'habilitation issu du référentiel national des opérateurs funéraires (ROF) est le **21-68-0018**.

Article 3 : La présente habilitation est valable pour une **durée de cinq ans, à compter du 1^{er} janvier 2021**, sans préjudice des changements, (*notamment dans le cadre de l'actuelle procédure de redressement judiciaire*), qui pourraient intervenir et entraîner une modification de cette durée de validité. A l'issue de ce délai (**1^{er} janvier 2026**) elle expire d'office.

Le **dossier complet de demande de renouvellement** de l'habilitation est à déposer auprès du préfet deux mois avant sa date d'échéance, soit **au plus tard le 1^{er} novembre 2025**.

Son renouvellement ou son maintien sera notamment subordonné à la présentation, dans les délais réglementaires, des justificatifs de la capacité professionnelle de l'ensemble du personnel employé par l'entreprise et de son dirigeant.

Article 4 : Les responsables de l'établissement doivent informer, par voie d'affichage, leurs salariés de la nécessité de justifier de leur aptitude professionnelle.

Article 5 : Le sous-préfet, secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le préfet et par délégation
Le directeur de la réglementation

signé

Jean-Christophe SCHNEIDER

Délai et voies de recours :

Sur le fondement des articles R.421-1, R.421-2, R.414-1 du code de justice administrative et de l'article L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

La présente décision peut faire l'objet dans le délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publication ou de notification la concernant :

↳ d'un **recours gracieux** introduit auprès du préfet du Haut-Rhin - direction de la réglementation - bureau des élections et de la réglementation, 7 RUE BRUAT, BP 10489, 68020 COLMAR CEDEX,

↳ d'un **recours hiérarchique** introduit auprès du ministre de l'intérieur, 11 rue des Saussaies – 75800 Paris.

Elle peut également faire l'objet d'un **recours contentieux** auprès du tribunal administratif de Strasbourg 11, avenue de la Paix - B.P. 1038 F - 67070 Strasbourg cedex :

↳ soit directement, en l'absence de recours préalable (recours gracieux ou recours hiérarchique), dans le délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publication ou de notification de ladite décision,

↳ soit à l'issue d'un recours préalable, dans le délai de deux mois :

- à compter de la date de notification de la réponse obtenue de l'administration, ou

- au terme d'un silence gardé par celle-ci pendant deux mois à compter de la réception de la demande.

Cette saisine du tribunal administratif peut se faire de façon dématérialisée par le biais de l'application internet dénommée *Télérecours Citoyens*, accessible à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>.

Cette voie de saisie est obligatoire pour les avocats, les personnes morales de droit public, les communes de plus de 3 500 habitants ainsi que pour les organismes de droit privé chargés de la gestion permanente d'un service public. Lorsqu'elle est présentée par une commune de moins de 3 500 habitants, la requête peut être adressée au moyen de cette application.



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la réglementation
Bureau des élections et de la réglementation
MW

**Arrêté du 24 avril 2023
portant renouvellement de l'habilitation dans le domaine funéraire de l'établissement
complémentaire, situé à Waldighoffen (6A Place Jeanne d'Arc) relevant de la société
dénommée « *Pompes Funèbres de la Porte d'Alsace* ».**

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT), notamment ses articles L.2223-23 à L.2223-25, D.2223-34 à D.2223-39, R.2223-40 à R.2223-55, D.2223-55-2 à D.2223-55-17, D.2223-110 à D.2223-115 et R.2223-62 ;
- Vu la loi n°93-23 du 8 janvier 1993 modifiant le chapitre III du titre II du livre II du Code des Communes et relative à la législation dans le domaine funéraire ;
- Vu le décret n°95-330 du 21 mars 1995 relatif aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire ;
- Vu le décret n°2012-608 du 30 avril 2012 relatif aux diplômes dans le secteur funéraire ;
- Vu le décret n°2013-1194 du 19 décembre 2013 relatif à la formation dans le secteur funéraire ;
- Vu le décret n°2020-917 du 28 juillet 2020 relatif à la durée de l'habilitation dans le secteur funéraire et à la housse mortuaire ;
- Vu l'arrêté ministériel du 30 avril 2012 portant application du décret n°2012-608 du 30 avril 2012 relatif aux diplômes dans le secteur funéraire ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2016-364 du 29 décembre 2016, portant renouvellement de l'habilitation, jusqu'au 12 novembre 2022 dans le domaine funéraire de l'établissement complémentaire, situé à 68640 Waldighoffen, 6A place Jeanne d'Arc, relevant de la société dénommée «*Pompes funèbres de la Porte d'Alsace*», dont le siège social est situé au 24, rue du Bassin à Dannemarie (68210) et représentée par son gérant M. Victor GRETER (habilitation **N° 16-68-186**) ;
- Vu le jugement n°RG 22/00930 du 18 janvier 2023 du tribunal judiciaire de Mulhouse portant ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'égard de la société susvisée, mise en place d'une période d'observations et désignation de Maître Céline MASCHI en qualité d'administratrice judiciaire ;
- Vu la demande formulée initialement le 16 mars 2023 et complétée en dernier lieu le 17 avril 2023, par la société dénommée «*Pompes funèbres de la Porte d'Alsace*», dont le siège social est situé au 24, rue du Bassin à Dannemarie (68210) et représentée par son gérant M. Victor GRETER et son administratrice judiciaire Maître Céline MASCHI, en vue

d'obtenir le renouvellement de l'habilitation dans le domaine funéraire pour son établissement complémentaire (**siret n° 484 409 123 00029**) situé au 6A, place Jeanne d'Arc à Waldighoffen (68640) ;

Vu l'extrait *Kbis* du 31 janvier 2023 relatif à l'immatriculation, depuis le 12 octobre 2005, au registre du commerce et des sociétés de l'entreprise précitée ;

Considérant qu'une procédure de redressement judiciaire a été ouverte à l'égard de la société pétitionnaire par jugement du tribunal judiciaire de Mulhouse du 18 janvier 2023 et qu'à ce jour elle est autorisée à poursuivre son activité ;

Considérant que le pétitionnaire remplit à ce jour les conditions d'habilitation édictées par les dispositions du CGCT précitées et que la durée d'habilitation a été fixée à 5 ans par le décret n°2020-917 précité ;

Sur la proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin,

ARRÊTE

Article 1^{er} : L'établissement complémentaire situé au 6A, place Jeanne d'Arc à Waldighoffen (68640) relevant de la société dénommée «*Pompes Funèbres de la Porte d'Alsace*», représentée par son gérant, M. Victor GRETER et son administratrice judiciaire Maître Céline MASCHI dont le siège social est situé au 24, rue du Bassin à Dannemarie (68210) est habilité pour exercer, sur l'ensemble du territoire national, les activités funéraires ci-après :

- ⇒ *Transport de corps avant et après mise en bière,*
- ⇒ *Organisation des obsèques,*
- ⇒ *Soins de conservation (**activité sous-traitée**)*
- ⇒ *Fourniture des housses, des cercueils et de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes cinéraires,*
- ⇒ *Fourniture des corbillards,*
- ⇒ *Fourniture de personnel et des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations.*

Article 2 : Le numéro d'habilitation issu du référentiel national des opérateurs funéraires (ROF) est le **22-68-0109**.

Article 3 : La présente habilitation est valable pour une **durée de cinq ans, à compter du 13 novembre 2022**, sans préjudice des changements, (*notamment dans le cadre de l'actuelle procédure de redressement judiciaire*), qui pourraient intervenir et entraîner une modification de cette durée de validité. A l'issue de ce délai (**13 novembre 2027**) elle expire d'office.

Le **dossier complet de demande de renouvellement** de l'habilitation est à déposer auprès du préfet deux mois avant sa date d'échéance, soit **au plus tard le 13 septembre 2027**.

Son renouvellement ou son maintien sera notamment subordonné à la présentation, dans les délais réglementaires, des justificatifs de la capacité professionnelle de l'ensemble du personnel employé par l'entreprise et de son dirigeant.

Article 4 : Les responsables de l'établissement doivent informer, par voie d'affichage, leurs salariés de la nécessité de justifier de leur aptitude professionnelle.

Article 5 : Le sous-préfet, secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le préfet et par délégation
Le directeur de la réglementation
signé

Sur le fondement des articles R.421-1, R.421-2, R.414-1 du code de justice administrative et de l'article L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

La présente décision peut faire l'objet dans le délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publication ou de notification la concernant :

↳ d'un **recours gracieux** introduit auprès du préfet du Haut-Rhin - direction de la réglementation - bureau des élections et de la réglementation, 7 RUE BRUAT, BP 10489, 68020 COLMAR CEDEX,

↳ d'un **recours hiérarchique** introduit auprès du ministre de l'intérieur, 11 rue des Saussaies – 75800 Paris.

Elle peut également faire l'objet d'un **recours contentieux** auprès du tribunal administratif de Strasbourg 11, avenue de la Paix - B.P. 1038 F - 67070 Strasbourg cedex :

↳ soit directement, en l'absence de recours préalable (recours gracieux ou recours hiérarchique), dans le délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publication ou de notification de ladite décision,

↳ soit à l'issue d'un recours préalable, dans le délai de deux mois :

- à compter de la date de notification de la réponse obtenue de l'administration, ou

- au terme d'un silence gardé par celle-ci pendant deux mois à compter de la réception de la demande.

Cette saisine du tribunal administratif peut se faire de façon dématérialisée par le biais de l'application internet dénommée *Télérecours Citoyens*, accessible à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>.

Cette voie de saisie est obligatoire pour les avocats, les personnes morales de droit public, les communes de plus de 3 500 habitants ainsi que pour les organismes de droit privé chargés de la gestion permanente d'un service public. Lorsqu'elle est présentée par une commune de moins de 3 500 habitants, la requête peut être adressée au moyen de cette application.



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
SERVICE DE L'EAU, DE L'ENVIRONNEMENT ET DES ESPACES NATURELS
BUREAU NATURE CHASSE FORÊT

Arrêté préfectoral n°2023-27 du 25 avril 2023 portant autorisation de capture et de transport de poissons à des fins de sauvetage aux Rivières de Haute Alsace (RHA) pour l'année 2023

Le Préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

- Vu l'article L.436-9 du code de l'environnement relatif aux autorisations de capture, de transport ou de vente de poissons à des fins sanitaires, scientifiques et écologiques ;
- Vu l'article L.432-10 code de l'environnement relatif aux espèces dont l'introduction dans les eaux libres est interdite ;
- Vu les articles R.432-5 à R.432-11 du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté du 6 août 2013 fixant la forme et le contenu des demandes d'autorisations prévues au 2° de l'article L. 432-10 et à l'article L. 436-9 du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 02 février 1989 portant dérogation aux prescriptions des articles 11 et 16 du décret du 14 novembre 1988 pour l'utilisation des installations de pêche à l'électricité ;
- Vu l'arrêté du 17 février 2022 portant délégation de signature à Monsieur Arnaud REVEL, directeur départemental des territoires du Haut-Rhin ;
- Vu l'arrêté 2023-01 du 17 janvier 2023, portant subdélégation de signature du directeur départemental des territoires du Haut-Rhin ;
- Vu la demande du 09 février 2023 du syndicat Rivières Haute Alsace ;
- Vu l'avis du 14 avril 2023 de la fédération du Haut-Rhin pour la pêche et la protection du milieu aquatique sur la demande des rivières de haute Alsace ;
- Vu L'avis du 24 avril 2023 de l'office français de la biodiversité sur la demande des rivières de haute Alsace ;

Sur proposition du chef du bureau nature chasse forêt ;

Considérant le contenu du dossier technique délivré par le syndicat mixte ouvert à la carte rivières haute Alsace ;

Considérant le tableau récapitulatif des habilitations électriques individuelles des agents de rivières haute Alsace pour la pêche à l'électricité ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Bénéficiaire de l'autorisation

Le syndicat mixte ouvert à la carte rivières de haute Alsace est autorisé, dans tout le département, à capturer du poisson à des fins de sauvetage et à le transporter dans les conditions fixées au présent arrêté.

Article 2 : Objet de l'opération

Le bénéficiaire est autorisé à réaliser des opérations de sauvetage et de transport du patrimoine piscicole en prévision de réalisation de chantiers dans les cours d'eau.

Article 3 : Responsables de l'exécution matérielle

- Monsieur Gregory EHRET – chef du parc engins et matériel de rivières haute Alsace ;
- Monsieur Thierry WALTZ – agent du service parc en matériel ;
- Michael URSPUNG – agent du service parc en matériel.

Article 4 : Validité

La présente autorisation est valable pour l'ensemble de l'année 2023.

Article 5 : Zone d'intervention

La zone d'intervention est constituée par l'ensemble des milieux aquatiques du département pour lesquels le bénéficiaire assure les missions d'ingénierie en matière de gestion de l'eau.

Article 6 : Moyens de capture autorisés

Le moyen de capture autorisé par l'autorité administrative est uniquement la pêche électrique à l'aide d'un groupe portatif.

Article 7 : Destination du poisson capturé

Le poisson capturé sera rejeté à l'eau, à l'endroit où le milieu se voudra être le plus adéquat et le plus proche de la zone de prélèvement. Cela afin de limiter au maximum le stress lié au transport, sauf dans les cas suivants :

- le poisson mort au cours de la pêche de sauvetage qui sera remis au détenteur du droit de pêche jusqu'à concurrence de ses frais. Au-delà, il sera remis à un représentant de l'autorité publique ou à une œuvre de bienfaisance ;
- les poissons appartenant aux espèces dont l'introduction dans les eaux libres est interdite ;

Article 8 : Précautions particulières

Il convient de désinfecter les équipements (matériel de pêche et matériel de protection) de manière préalable et postérieure à l'opération afin d'éviter tout risque de transmission de pathologies piscicoles dont notamment la peste de l'écrevisse (*Aphanomyces astaci*).

Étant donné le classement « en danger critique » de l'espèce d'écrevisse à pattes blanches (*Austropotamobius pallipes*) sur la liste rouge des écrevisses menacées en Alsace (2014), une attention particulière est apportée en cas de capture d'un ou plusieurs spécimens de l'espèce ainsi nommée lors d'opérations de sauvetage. Les individus sont remis à l'eau en milieu sain dans les plus brefs délais et les informations portant sur le nombre de prises ainsi que les points de localisation sont transmises à l'OFB dès que possible.

Il appartient au pétitionnaire de respecter ou faire respecter les règles ci-après :

- Le port, par tous les participants à l'opération de pêche, d'équipements isolants adaptés aux tensions électriques mises en jeu (bottes, gants, cuissardes ou pantalons) ;
- La bonne formation des membres de l'équipe de pêche aux règles de sécurité à observer lors d'opérations de pêche électrique ;
- Minimum deux des membres de l'escouade de pêche sont formés à l'administration des premiers soins de secourisme aux victimes d'accident électrique ;
- Un maintien en parfait état de sécurité et un contrôle annuel, auprès d'un organisme certifié, des installations de pêche électrique.

Article 9 : Déclaration préalable

Deux semaines au moins avant chaque opération, le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu d'adresser une déclaration écrite précisant le programme, les dates et lieux de captures, les moyens mis en œuvre ainsi que la destination des poissons capturés aux acteurs ci-dessous :

- Direction départementale des territoires du Haut-Rhin ;
- Service départemental de l'office français de la biodiversité ;
- Président de la fédération du Haut-Rhin pour la pêche et la protection du milieu aquatique ;
- Président de l'association interdépartementale agréée des pêcheurs professionnels en eau douce du bassin du Rhin.

Article 10 : Compte-rendu d'exécution

Dans le délai d'un mois après l'exécution de chaque opération, le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu de communiquer un compte-rendu précisant les résultats des captures et la destination des poissons aux organismes visés à l'article 9.

Article 11 : Rapport annuel

Dans un délai de six mois à compter de l'expiration de la présente autorisation, le récipiendaire adresse un rapport de synthèse sur les opérations réalisées, indiquant les lieux, dates, objets, résultats et conclusions au préfet coordonnateur de bassin (direction régionale

de l'environnement, de l'aménagement et du logement).

Article 12 : Port et présentation de l'autorisation

Le bénéficiaire ou la personne responsable de l'exécution matérielle de l'opération doit être porteur de la présente autorisation lors des opérations de capture et de transport. Il est tenu de la présenter lors de tout contrôle des agents commissionnés au titre de la police de la pêche.

Article 13 : Retrait de l'autorisation

La présente autorisation est personnelle et incessible. Elle peut être retirée à tout moment sans indemnité si le bénéficiaire n'en a pas respecté les clauses ou les prescriptions qui lui sont liées.

Article 14 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le colonel commandant le groupement de gendarmerie du Haut-Rhin, les agents assermentés du syndicat mixte des gardes champêtres intercommunaux, le directeur départemental des territoires du Haut-Rhin et le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation de cet arrêté est adressée au président de la fédération du Haut-Rhin pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

Fait à Colmar, le 25 avril 2023

Pour le préfet et par délégation
L'adjoint au chef du service de l'eau, de l'environnement
et des espaces naturels

SIGNE

Christophe KAUFFMANN

Délais et voies de recours :

Sur le fondement des articles R. 421-1, R. 421-2, R. 414-1 du code de justice administrative, et de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publication ou de notification de ladite décision :

- d'un recours gracieux auprès du préfet du Haut-Rhin
- d'un recours hiérarchique adressé au Ministère de la Transition Écologique

Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix – BP 51038 – 67070 STRASBOURG CEDEX) :

- soit directement, en l'absence de recours préalable (recours gracieux ou recours hiérarchique), dans le délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publication ou de notification de ladite décision,
- soit à l'issue d'un recours préalable, dans le délai de deux mois :
 - à compter de la date de notification de la réponse obtenue de l'administration, ou
 - au terme d'un silence gardé par celle-ci pendant deux mois à compter de la réception de la demande.

Le tribunal administratif peut également être saisi, dans les mêmes délais, par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible sur le site internet www.telerecours.fr. Cette voie de saisie est obligatoire pour les avocats, les personnes morales de droit public, les communes de plus de 3 500 habitants ainsi que pour les organismes de droit privé chargés de la gestion permanente d'un service public. Lorsqu'elle est présentée par une commune de moins de 3 500 habitants, la requête peut être adressée au moyen de cette application.

ANNEXE A L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

du 25 avril 2023

portant autorisation de capture et de transport de poisson dans
le département du Haut-Rhin

**_*_*_*_*_*_*_*

COMPTE-RENDU D'EXÉCUTION D'OPÉRATION DE CAPTURE

OBJET :

Date de l'opération :

Bénéficiaire de l'autorisation : Nom :
Qualité :
Résidence :

Responsable de l'exécution matérielle : Nom :
Qualité :
Résidence :

Cours d'eau : Affluent de :

Commune : Secteur :

Destination des poissons :

Espèces sur place	Remis à l'eau (quantité)	Détruits du droit de pêche (quantité)	Remis au détenteur (quantité) *

* Uniquement dans le cas de déséquilibre biologique ou de sauvetage.

Dans le cadre d'une autorisation de capture et de transport du poisson destiné à la reproduction ou au repeuplement :

Espèces	Quantité	Lieu de capture	Lieu de transfert

Observations éventuelles :

Visa et observations éventuelles de l'agent commissionné au titre de la police de la pêche en eau douce :

Fait à _____ , le

Destinataires :

Direction départementale des territoires du Haut-Rhin ;
Service départemental de l'office français de la biodiversité ;
Président de la fédération du Haut-Rhin pour la pêche et la protection du milieu aquatique ;
Président de l'association interdépartementale agréée des pêcheurs professionnels en eau douce du bassin du Rhin.



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
SERVICE DE L'EAU, DE L'ENVIRONNEMENT ET DES ESPACES NATURELS
BUREAU NATURE CHASSE FORÊT

Arrêté préfectoral n°2023-26 du 25 avril 2023 portant autorisation de capture d'écrevisses (*Astacoidea*) à des fins scientifiques pour une étude d'impact dans le cours d'eau du Ruetenengraben au personnel du bureau d'études Aquabio

Le Préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

- Vu l'article L.436-9 du code de l'environnement relatif aux autorisations de capture, de transport ou de vente de poissons à des fins sanitaires, scientifiques et écologiques ;
- Vu du l'article L.432-10 code de l'environnement relatif aux espèces dont l'introduction dans les eaux libres est interdite ;
- Vu les articles R.432-5 à R.432-11 du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté du 6 août 2013 fixant la forme et le contenu des demandes d'autorisations prévues au 2° de l'article L. 432-10 et à l'article L. 436-9 du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté du 21 juillet 1983 relatif à la protection des écrevisses autochtones ;
- Vu l'arrêté du 17 février 2022 portant délégation de signature à Monsieur Arnaud REVEL, directeur départemental des territoires du Haut-Rhin ;
- Vu l'arrêté 2023-01 du 17 janvier 2023, portant subdélégation de signature du directeur départemental des territoires du Haut-Rhin ;
- Vu la demande du 21 mars 2023 du bureau d'études Aquabio ;
- Vu l'avis du 14 avril 2023 de la fédération du Haut-Rhin pour la pêche et la protection du milieu aquatique sur la demande du bureau d'études Aquabio ;
- Vu l'avis du 21 avril 2023 de l'office français de la biodiversité sur la demande du bureau d'études Aquabio ;

Considérant le contenu du dossier technique délivré par le bureau d'études Aquabio ;

Considérant le caractère déterminant de la présence de l'espèce écrevisse à pieds blancs (*Austropotamobius pallipes*) pour la mise en place d'une Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) ;

- Considérant la réglementation internationale (inscrite à l'annexe 3 de la convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe) et communautaire (inscrite à l'annexe 2 et 5 de la directive habitats – faune – flore) de l'espèce écrevisse à pieds blancs (*Austropotamobius pallipes*) ;
- Considérant la nécessité de la bonne mise en œuvre d'une étude d'impact préalable à la création de deux bassins de rétention sur le Ruettenengraben ;
- Considérant la population relictuelle d'écrevisses à pieds blancs (*Austropotamobius pallipes*) abritée par le Ruettenengraben et la sensibilité élevée de cette espèce aux pathogènes véhiculés par les espèces d'écrevisses allochtones ;
- Considérant les espèces d'écrevisses allochtones présentes dans l'Ill et la proximité du site de prospection vis-à-vis de la confluence du Ruettenengraben avec l'Ill ;
- Sur proposition du chef du bureau du bureau nature chasse foret ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Bénéficiaire de l'autorisation

Le bureau d'études Aquabio – Ferme du Marot D 14 – 25 870 CHATILLON-LE-DUC est autorisé à capturer des écrevisses (Astacoidea) à des fins scientifiques dans les conditions fixées au présent arrêté.

Article 2 : Objet de l'opération et zone de prélèvements

Le bénéficiaire est autorisé à mettre en œuvre des captures d'écrevisses à titre scientifique dans le cadre de l'alimentation d'une étude d'impact relative à un projet de création de deux bassins de rétention sur le cours d'eau du Ruettenengraben.

Les prospections d'écrevisses ont lieu à Illtal – 68 960 sur le Ruettenengraben. Les opérations couvrent un linéaire allant du pont en aval (X : 1023257 ; Y : 6726910) jusqu'à 1 700 mètres en amont (X : 1024643 ; Y : 6727680).

Article 3 : Responsable(s) de l'exécution matérielle

ZEILLER Romain	MORTON Céline
CAUDIU Antoine	DEFORET Gaspard

Article 4 : Validité

La présente autorisation est valable du 01 mai au 31 juillet 2023.

Article 5 : Moyens de capture autorisés

Les ayants-droits sont autorisés à prospecter le linéaire munis de sources lumineuses portatives et de capturer les spécimens contactés manuellement.

La progression en marchant dans l'eau pour mener à bien la prospection est formellement proscrite. Les personnes habilitées par la présente autorisation doivent effectuer leurs observations en se déplaçant à pied depuis les berges.

Article 6 : Destination du poisson capturé

Les écrevisses capturées sont rejetées à l'eau après les actes de biométrie sauf dans les cas suivants :

- Les spécimens appartenant aux espèces dont l'introduction dans les eaux libres est interdite ;
- Les spécimens retrouvés morts destinés à des analyses ou des observations scientifiques.

Article 7 : Précautions particulières

Il convient de désinfecter les équipements en contact avec le milieu aquatique de manière préalable et postérieure à l'opération afin d'éviter tout risque de transmission de pathologies piscicoles.

Article 8 : Déclaration préalable

Deux semaines au moins avant chaque opération, le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu d'adresser une déclaration écrite précisant le programme, les dates et tronçons de prospection ainsi que la destination des écrevisses capturées aux acteurs ci-dessous :

- Direction départementale des territoires du Haut-Rhin ;
- Service départemental de l'office français de la biodiversité ;
- Président de la fédération du Haut-Rhin pour la pêche et la protection du milieu aquatique ;

Article 10 : Compte-rendu d'exécution

Dans le délai d'un mois après l'exécution de chaque opération, le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu de communiquer un compte-rendu précisant les résultats des prospections d'écrevisses aux organismes visés à l'article 9.

Article 11 : Rapport annuel

Dans un délai de six mois à compter de l'expiration de la présente autorisation, le récipiendaire adresse un rapport de synthèse sur les opérations réalisées, indiquant les lieux, dates, objets, résultats et conclusions au préfet coordonnateur de bassin (direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement).

Article 12 : Port et présentation de l'autorisation

Le bénéficiaire ou la personne responsable de l'exécution matérielle de l'opération doit être porteur de la présente autorisation lors des opérations de prospection. Il est tenu de la présenter lors de tout contrôle des agents commissionnés au titre de la police de la pêche.

Article 13 : Retrait de l'autorisation

La présente autorisation est personnelle et incessible. Elle peut être retirée à tout moment sans indemnité si le bénéficiaire n'en a pas respecté les clauses ou les prescriptions qui lui sont liées.

Article 14 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le colonel commandant le groupement de gendarmerie du Haut-Rhin, le directeur territorial de Strasbourg de voies navigables de France, le directeur départemental des territoires du Haut-Rhin et le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation de cet arrêté est adressée au président de la fédération du Haut-Rhin pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

Fait à Colmar, le 25 avril 2023

Pour le préfet et par délégation
L'adjoint au chef du service de l'eau, de l'environnement
et des espaces naturels

SIGNE

Christophe KAUFFMANN

Délais et voies de recours :

Sur le fondement des articles R. 421-1, R. 421-2, R. 414-1 du code de justice administrative, et de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publication ou de notification de ladite décision :

- d'un recours gracieux auprès du préfet du Haut-Rhin
- d'un recours hiérarchique adressé au Ministère de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires

Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix – BP 51038 – 67070 STRASBOURG CEDEX) :

- soit directement, en l'absence de recours préalable (recours gracieux ou recours hiérarchique), dans le délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publication ou de notification de ladite décision,
- soit à l'issue d'un recours préalable, dans le délai de deux mois :
 - à compter de la date de notification de la réponse obtenue de l'administration, ou
 - au terme d'un silence gardé par celle-ci pendant deux mois à compter de la réception de la demande.

Le tribunal administratif peut également être saisi, dans les mêmes délais, par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible sur le site internet www.telerecours.fr. Cette voie de saisie est obligatoire pour les avocats, les personnes morales de droit public, les communes de plus de 3 500 habitants ainsi que pour les organismes de droit privé chargés de la gestion permanente d'un service public. Lorsqu'elle est présentée par une commune de moins de 3 500 habitants, la requête peut être adressée au moyen de cette application.

ANNEXE A L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

du 25 avril 2023

portant autorisation de capture et de transport de poisson dans
le département du Haut-Rhin

**_*_*_*_*_*_*_

COMPTE-RENDU D'EXÉCUTION D'OPÉRATION DE CAPTURE

OBJET :

Date de l'opération :

Bénéficiaire de l'autorisation : Nom :
 Qualité :
 Résidence :

Responsable de l'exécution matérielle : Nom :
 Qualité :
 Résidence :

Cours d'eau : Affluent de :

Commune : Secteur :

Destination des poissons :

Espèces sur place	Remis à l'eau (quantité)	Détruits du droit de pêche (quantité)	Remis au détenteur (quantité) *

* Uniquement dans le cas de déséquilibre biologique ou de sauvetage.

Dans le cadre d'une autorisation de capture et de transport du poisson destiné à la reproduction ou au repeuplement :

Espèces	Quantité	Lieu de capture	Lieu de transfert

Observations éventuelles :

Visa et observations éventuelles de l'agent commissionné au titre de la police de la pêche en eau douce :

Fait à _____ , le _____

Destinataires :

Direction départementale des territoires du Haut-Rhin ;
Direction du service départemental de l'office français de la biodiversité ;
Président de la fédération du Haut-Rhin pour la pêche et la protection du milieu aquatique.



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
SERVICE DE L'EAU, DE L'ENVIRONNEMENT ET DES ESPACES NATURELS
BUREAU NATURE CHASSE FORÊT

Arrêté préfectoral n°2023-25 du 25 avril 2023 portant autorisation de capture et de transport de poissons à des fins scientifiques au personnel du bureau d'études DUBOST environnement et milieux aquatiques pour l'année 2023

Le Préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

- Vu l'article L.436-9 du code de l'environnement relatif aux autorisations de capture, de transport ou de vente de poissons à des fins sanitaires, scientifiques et écologiques ;
- Vu du l'article L.432-10 code de l'environnement relatif aux espèces dont l'introduction dans les eaux libres est interdite ;
- Vu les articles R.432-5 à R.432-11 du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté du 6 août 2013 fixant la forme et le contenu des demandes d'autorisations prévues au 2° de l'article L. 432-10 et à l'article L. 436-9 du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 02 février 1989 portant dérogation aux prescriptions des articles 11 et 16 du décret du 14 novembre 1988 pour l'utilisation des installations de pêche à l'électricité ;
- Vu l'arrêté du 17 février 2022 portant délégation de signature à Monsieur Arnaud REVEL, directeur départemental des territoires du Haut-Rhin ;
- Vu l'arrêté 2023-01 du 17 janvier 2023, portant subdélégation de signature du directeur départemental des territoires du Haut-Rhin ;
- Vu la demande du 02 mars 2023 du bureau d'études DUBOST environnement et milieux aquatiques ;
- Vu l'avis du 21 avril 2023 de l'office français de la biodiversité sur la demande du bureau d'études DUBOST environnement et milieux aquatiques ;
- Vu l'avis du 14 avril 2023 de la fédération du Haut-Rhin pour la pêche et la protection du milieu aquatique sur la demande du bureau d'études DUBOST environnement et milieux aquatiques ;

Considérant le contenu du dossier technique délivré par le bureau d'études DUBOST environnement et milieux aquatiques ;

Considérant les attestations individuelles de formation du personnel du bureau d'études DUBOST environnement et milieux aquatiques pour la pêche à l'électricité ;

Considérant le nombre fluctuant de sollicitations à l'année dont peut être destinataire le bureau d'études DUBOST pour effectuer des opérations de pêche à dessein scientifique ;

Sur proposition du chef du bureau nature chasse forêt ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Bénéficiaire de l'autorisation

Le bureau d'études DUBOST environnement et milieux aquatiques – 15 rue au Bois – 57 000 METZ est autorisé à capturer du poisson à des fins scientifiques et à le transporter dans les conditions fixées au présent arrêté.

Article 2 : Objet de l'opération

Le personnel du bureau d'études DUBOST environnement et milieux aquatiques est autorisé à réaliser des actes de pêche scientifique afin de capitaliser de la connaissance et des données de surveillance sur les milieux aquatiques dans le but de favoriser l'écologie des eaux douces sur le territoire.

Article 3 : Responsable(s) de l'exécution matérielle

Personnel du bureau d'études DUBOST environnement et milieux aquatiques :

DUBOST Nathalie	JANODY Yves
RENARD Franck	

Article 4 : Validité

La présente autorisation est valable pour l'ensemble de l'année 2023.

Article 5 : Moyens de capture autorisés

Les ayants-droits sont autorisés à mettre en œuvre tous types de pêche.

Article 6 : Destination du poisson capturé

Le poisson capturé est rejeté à l'eau sauf dans les cas suivants :

- Le poisson mort au cours de la pêche est remis au détenteur du droit de pêche jusqu'à concurrence de ses frais. Au-delà, il est remis à un représentant de l'autorité publique ou à une œuvre de bienfaisance ;
- Les poissons appartenant aux espèces dont l'introduction dans les eaux libres est interdite ;
- Les poissons destinés aux analyses ou observations scientifiques impliquant leur

destruction.

- Les poissons destinés à des expositions publiques ou à des fins pédagogiques.

Article 7 : Précautions particulières

Il convient de désinfecter les équipements (matériel de pêche et matériel de protection) de manière préalable et postérieure à l'opération afin d'éviter tout risque de transmission de pathologies piscicoles dont notamment la peste de l'écrevisse (*Aphanomyces astaci*).

Étant donné le classement « en danger critique » de l'espèce d'écrevisse à pattes blanches (*Austropotamobius pallipes*) sur la liste rouge des écrevisses menacées en Alsace (2014), les pêches d'études ne doivent pas être réalisées sur des portions de cours d'eau où la présence de cette espèce est connue.

Il appartient aux responsables des actes de pêche de respecter ou faire respecter les règles ci-après :

- Le port, par tous les participants à l'opération de pêche, d'équipements isolants adaptés aux tensions électriques mises en jeu (bottes, gants, cuissardes ou pantalons) ;
- La bonne formation des membres de l'équipe de pêche aux règles de sécurité à observer lors d'opérations de pêche électrique ;
- Minimum deux des membres de l'escouade de pêche sont formés à l'administration des premiers soins de secourisme aux victimes d'accident électrique ;
- Un maintien en parfait état de sécurité et un contrôle annuel, auprès d'un organisme certifié, des installations de pêche électrique.

Article 8 : Accord du ou des détenteurs du droit de pêche

Le personnel du bureau d'études DUBOST environnement et milieux aquatiques ne peut exercer les droits qui sont liés à la présente autorisation qu'avec l'accord du ou des détenteur(s) du droit de pêche.

Article 9 : Déclaration préalable

Deux semaines au moins avant chaque opération, le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu d'adresser une déclaration écrite précisant le programme, les dates et lieux de captures, les moyens mis en œuvre ainsi que la destination des poissons capturés aux acteurs ci-dessous :

- Direction départementale des territoires du Haut-Rhin ;
- Service départemental de l'office français de la biodiversité ;
- Président de l'association interdépartementale agréée des pêcheurs professionnels en eau douce du bassin du Rhin.
- Président de la fédération du Haut-Rhin pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

Article 10 : Compte-rendu d'exécution

Dans le délai d'un mois après l'exécution de chaque opération, le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu de communiquer un compte-rendu précisant les résultats des captures et la destination des poissons aux organismes visés à l'article 9.

Article 11 : Rapport annuel

Dans un délai de six mois à compter de l'expiration de la présente autorisation, le récipiendaire adresse un rapport de synthèse sur les opérations réalisées, indiquant les lieux, dates, objets, résultats et conclusions au préfet coordonnateur de bassin (direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement).

Article 12 : Port et présentation de l'autorisation

Le bénéficiaire ou la personne responsable de l'exécution matérielle de l'opération doit être porteur de la présente autorisation lors des opérations de capture et de transport. Il est tenu de la présenter lors de tout contrôle des agents commissionnés au titre de la police de la pêche.

Article 13 : Retrait de l'autorisation

La présente autorisation est personnelle et incessible. Elle peut être retirée à tout moment sans indemnité si le bénéficiaire n'en a pas respecté les clauses ou les prescriptions qui lui sont liées.

Article 14 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le colonel commandant le groupement de gendarmerie du Haut-Rhin, les agents assermentés du syndicat mixte des gardes champêtres intercommunaux, le directeur territorial de Strasbourg de voies navigables de France, le directeur départemental des territoires du Haut-Rhin et le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation de cet arrêté est adressée au président de la fédération du Haut-Rhin pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

Fait à Colmar, le 25 avril 2023

Pour le préfet et par délégation
L'adjoint au chef du service de l'eau, de l'environnement
et des espaces naturels

SIGNE

Christophe KAUFFMANN

Délais et voies de recours :

Sur le fondement des articles R. 421-1, R. 421-2, R. 414-1 du code de justice administrative, et de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publication ou de notification de ladite décision :

- d'un recours gracieux auprès du préfet du Haut-Rhin
- d'un recours hiérarchique adressé au Ministère de la Transition Écologique

Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix – BP 51038 – 67070 STRASBOURG CEDEX) :

- soit directement, en l'absence de recours préalable (recours gracieux ou recours hiérarchique), dans le délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publication ou de notification de ladite décision,
- soit à l'issue d'un recours préalable, dans le délai de deux mois :
 - à compter de la date de notification de la réponse obtenue de l'administration, ou
 - au terme d'un silence gardé par celle-ci pendant deux mois à compter de la réception de la demande.

Le tribunal administratif peut également être saisi, dans les mêmes délais, par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible sur le site internet www.telerecours.fr. Cette voie de saisie est obligatoire pour les avocats, les personnes morales de droit public, les communes de plus de 3 500 habitants ainsi que pour les organismes de droit privé chargés de la gestion permanente d'un service public. Lorsqu'elle est présentée par une commune de moins de 3 500 habitants, la requête peut être adressée au moyen de cette application.

ANNEXE A L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

du 25 avril 2023

portant autorisation de capture et de transport de poisson dans
le département du Haut-Rhin

**_*_*_*_*_*

COMPTE-RENDU D'EXÉCUTION D'OPÉRATION DE CAPTURE

OBJET :

Date de l'opération :

Bénéficiaire de l'autorisation : Nom :
 Qualité :
 Résidence :

Responsable de l'exécution matérielle : Nom :
 Qualité :
 Résidence :

Cours d'eau : Affluent de :

Commune : Secteur :

Destination des poissons :

Espèces sur place	Remis à l'eau (quantité)	Détruits du droit de pêche (quantité)	Remis au détenteur (quantité) *

* Uniquement dans le cas de déséquilibre biologique ou de sauvetage.

Dans le cadre d'une autorisation de capture et de transport du poisson destiné à la reproduction ou au repeuplement :

Espèces	Quantité	Lieu de capture	Lieu de transfert

Observations éventuelles :

Visa et observations éventuelles de l'agent commissionné au titre de la police de la pêche en eau douce :

Fait à _____ , le _____

Destinataires :

Direction départementale des territoires du Haut-Rhin
Service départemental de l'office français de la biodiversité
Président de l'association interdépartementale agréée des pêcheurs professionnels en eau douce du bassin du Rhin
Président de la fédération du Haut-Rhin pour la pêche et la protection du milieu aquatique



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires du Haut-Rhin**

SERVICE EAU, ENVIRONNEMENT ET ESPACES NATURELS
BUREAU NATURE CHASSE FORÊT

**Arrêté n°2023- 24 du 21 avril 2023
prescrivant l'organisation d'actions de destruction ou de piégeage
sur le territoire de la commune de COLMAR**

Le Préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

- VU le code de l'environnement et notamment L.427-1, L.427-4 à L.427-7 et R.427-4 ;
- VU l'arrêté préfectoral modifié du 20 décembre 2019 portant nomination des lieutenants de louveterie dans le Haut Rhin pour la période 2020-2024 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 17 février 2022 portant délégation de signature à M. Arnaud REVEL, directeur départemental des territoires du Haut-Rhin;
- VU l'arrêté préfectoral n°2023-01 du 17 janvier 2023 portant subdélégation de signature du directeur départemental des territoires du Haut-Rhin ;
- VU la demande de monsieur Kevin MALLET, agent technique à la Cour d'Appel de Colmar en date du 12 avril 2023 ;

Considérant que des fouines ou martres sont présentes de manière significative autour d'un bâtiment du ministère de la Justice situé 18 rue Camille Schlumberger à COLMAR ;

Considérant la nécessité de réduire la population de fouines compte tenu de l'importance et de la récurrence des dégâts constatés sur les véhicules stationnés dans la cour du bâtiment ;

SUR proposition du chef du bureau nature chasse forêt ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : objet: limite de validité

Il est procédé à des actions de destruction ou de piégeage sur le ban communal de Colmar, au 18 rue Camille Schlumberger à COLMAR et à proximité.

Ces opérations doivent se dérouler dans les conditions fixées ci-après, en vue de capturer les fouines et mettre fin aux nuisances.

Le présent arrêté est valable jusqu'au 31 mai 2023

Article 2 : direction des opérations

La direction des opérations est confiée au lieutenant de louveterie, de la (ou des) circonscription(s) concernée(s) qui peut se faire assister par les autres lieutenants de louveterie du Haut-Rhin, conformément à l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2019 portant nomination des lieutenants de louveterie et fixant leur compétence territoriale dans le Haut-Rhin.

Article 3 : modalités techniques

Ces opérations sont organisées dans les conditions suivantes :

- le lieutenant de louveterie de la circonscription concernée peut désigner un piégeur agréé pour le Haut-Rhin pour l'assister aux opérations de piégeage ou de capture de ces animaux ;
- la mise en place de pièges est opérée dans l'enceinte de l'établissement. Les animaux capturés vivants à l'aide de cages-pièges peuvent être transportés et relâchés dans le milieu naturel.

Toutes les mesures de sécurité devront être prises et notamment:

- repérage préalable des lieux,
- prévention de la circulation routière et piétonnière,
- utilisation de sources lumineuses de nuit, à des fins de sécurité publique.

Les autres conditions techniques sont déterminées par le directeur des chasses, notamment la fixation des heures et des lieux, ou la désignation des personnes désignées pour la capture des fouines ou martres.

Mesures spécifiques pour la circulation routière :

Les opérations peuvent être effectuées à l'aide de véhicules automobiles ; le n° d'immatriculation du (ou des) véhicule(s) utilisé(s) est communiqué à la gendarmerie ou à l'office français de la biodiversité, au plus tard le soir de l'opération.

Les lieutenants de louveterie désignés à l'article 1er sont autorisés à utiliser des gyrophares verts placés sur les véhicules automobiles, lors des déplacements pour réaliser ou préparer les opérations ci-dessus désignées. De plus, lorsque leur véhicule est en déplacement, les armes doivent être ouvertes ou déverrouillées.

Article 4 : avertissement des autorités

Les autorités ou personnes physiques suivantes doivent être impérativement averties par le directeur des opérations, de la date des interventions :

- le centre des opérations de gendarmerie de compétence,
- le service départemental de l'OFB
-

Article 5 : destination des animaux ou de la venaison

Le directeur des opérations est entièrement responsable de la destination des animaux capturés.

Article 6 : Encadrement

Les agents de l'OFB et les agents chargés de la police de la chasse peuvent apporter leur concours à l'exécution des dispositions ci-dessus.

Article 7 : compte-rendu

Le directeur d'opération tient informé la direction départementale des territoires du Haut-Rhin de l'évolution de la situation et des problèmes éventuellement rencontrés.

À la fin des opérations, il envoie un compte-rendu précis et détaillé dans les 48h à la direction départementale des territoires du Haut-Rhin.

Article 8 : exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le maire de la commune désignée à l'article 1er, le président de la fédération départementale des chasseurs du Haut-Rhin, le directeur territorial de l'office national des forêts, le directeur départemental des territoires, le directeur départemental de la sécurité publique, le directeur du service départemental de la police urbaine et les agents de l'office français de la biodiversité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs.

À Colmar, le 21 avril 2023

Pour le préfet et par délégation,
L'adjoint au directeur
chef du service eau, environnement
et espaces naturels

Signé

Pierre SCHERRER

Délais et voies de recours :

Sur le fondement des articles R. 421-1, R. 421-2, R. 414-1 du code de justice administrative, et de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publication ou de notification de ladite décision :

- d'un recours gracieux auprès du préfet du Haut-Rhin
- d'un recours hiérarchique adressé au Ministère de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires

Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix – BP 51038 – 67070 STRASBOURG CEDEX) :

- soit directement, en l'absence de recours préalable (recours gracieux ou recours hiérarchique), dans le délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publication ou de notification de ladite décision,
- soit à l'issue d'un recours préalable, dans le délai de deux mois :
 - à compter de la date de notification de la réponse obtenue de l'administration, ou
 - au terme d'un silence gardé par celle-ci pendant deux mois à compter de la réception de la demande.

Le tribunal administratif peut également être saisi, dans les mêmes délais, par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible sur le site internet www.telerecours.fr. Cette voie de saisie est obligatoire pour les avocats, les personnes morales de droit public, les communes de plus de 3 500 habitants ainsi que pour les organismes de droit privé chargés de la gestion permanente d'un service public. Lorsqu'elle est présentée par une commune de moins de 3 500 habitants, la requête peut être adressée au moyen de cette application.

SERVICE DE L'EAU, DE L'ENVIRONNEMENT ET DES ESPACES NATURELS

BUREAU DE L'EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

**Arrêté préfectoral n° 2023-23 du 18 avril 2023
portant modification de l'arrêté de mise en demeure du syndicat intercommunal
d'assainissement de Lauw, Sentheim et Guewenheim
pour la mise en conformité du système d'assainissement
de l'agglomération d'assainissement « SENTHEIM » du 20 décembre 2022**

Le Préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU la directive n°91/271/CEE du Conseil du 21 mai 1991 modifiée relative au traitement des eaux résiduaires urbaines ;

VU la directive cadre sur l'eau n°2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.171-6 à L.171-8, L.173-1 à L.173-12, L.211-1, L.214-1 à L.214-6, L.216-1 et R.214-1 à R.214-56 ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2224-6 à L.2224-12 et R.2224-6 à R.2224-17 ;

VU le code de la santé publique, notamment ses articles L.1331-1 à L.1331-31 et R.1331-1 à R.1331-11 ;

VU l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 modifié ;

VU l'arrêté du 18 mars 2022 portant approbation des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 des parties françaises des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse et arrêtant les programmes pluriannuels de mesures correspondants ;

VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de la Doller, approuvé le 15 janvier 2020 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2005-332-25 du 28 novembre 2005 portant autorisation, au titre de la loi sur l'eau, de l'extension de la station d'épuration du syndicat intercommunal d'assainissement de Lauw, Sentheim et Guewenheim sur le banc de la commune de Guewenheim ;

VU la procédure contentieuse à laquelle la France est soumise en raison du traitement insuffisant des eaux usées de 169 agglomérations d'assainissement dont celle de « SENTHEIM » ;

VU la demande de Monsieur le Ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, adressé à l'ensemble des préfets, par courrier en date du 25 avril 2022, de veiller avec la plus grande attention au respect du calendrier annoncé pour la mise en conformité des agglomérations d'assainissement non-conformes ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2022 portant mise en demeure du syndicat intercommunal d'assainissement de Lauw, Sentheim et Guewenheim pour la mise en conformité du système d'assainissement de l'agglomération d'assainissement « SENTHEIM » ;

VU la demande de recours gracieux adressé au préfet du Haut-Rhin par le syndicat intercommunal d'assainissement de Lauw, Sentheim et Guewenheim, reçu le 20 février 2023 ;

VU l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2023 portant délégation de signature à Monsieur Arnaud REVEL, Directeur départemental des territoires du Haut-Rhin ;

Considérant que le syndicat intercommunal d'assainissement de Lauw, Sentheim et Guewenheim ne s'est pas engagé sur un échéancier pour la réalisation des travaux de mise en conformité de l'agglomération d'assainissement « SENTHEIM » ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires du Haut-Rhin,

ARRÊTE

Article 1^{er} : L'article 3 de l'arrêté de mise en demeure du syndicat intercommunal d'assainissement de Lauw, Sentheim et Guewenheim pour la mise en conformité du système d'assainissement de l'agglomération d'assainissement « SENTHEIM » du 20 décembre 2023 est modifié comme suit :

Les résultats des études à mettre en œuvre en application de l'article 2 du présent arrêté seront transmis par le pétitionnaire au préfet (direction départementale des territoires du Haut-Rhin – service police de l'eau) avant le **30 novembre 2023**. En particulier, sur la base de ces études, le pétitionnaire proposera pour validation un programme de priorisation des travaux (avec une quantification des résultats attendus) permettant la mise en conformité de l'agglomération d'assainissement « SENTHEIM » en tenant compte des échéances des articles 4 à 6 du présent arrêté.

Article 2 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 3 : Le présent arrêté sera notifié au bénéficiaire de l'autorisation et sera publié au recueil des actes administratifs du département. Le présent arrêté sera à disposition du public sur le site internet de la préfecture du Haut-Rhin pendant une durée minimale de 4 mois.

Article 4 : Le préfet, le directeur départemental des territoires, le président du syndicat intercommunal d'assainissement de Lauw, Sentheim et Guewenheim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Copie du présent arrêté sera adressée pour information :

- à monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est ;
- à monsieur le maire de la commune de Bourbach-le-Bas ;
- à monsieur le maire de la commune de Bourbach-le-Haut ;
- à monsieur le maire de la commune de Guewenheim ;
- à monsieur le maire de la commune de Lauw ;
- à monsieur le maire de la commune de Sentheim ;
- à monsieur le directeur territorial de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse ;
- à monsieur le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité du Haut-Rhin.

À Colmar, le 18 avril 2023

L'adjoint au Directeur Départemental des
Territoires du Haut-Rhin

signé

Pierre SCHERRER

Délais et voies de recours :

Sur le fondement des articles R. 421-1, R. 421-2, R. 414-1 du code de justice administrative, et de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publication ou de notification de ladite décision :

- *d'un recours gracieux auprès du préfet du Haut-Rhin,*
- *d'un recours hiérarchique adressé au ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires.*

Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix – BP 51038 – 67070 STRASBOURG CEDEX) :

- *soit directement, en l'absence de recours préalable (recours gracieux ou recours hiérarchique), dans le délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publication ou de notification de ladite décision,*
- *soit à l'issue d'un recours préalable, dans le délai de deux mois :*
 - *à compter de la date de notification de la réponse obtenue de l'administration,*
 - *ou au terme d'un silence gardé par celle-ci pendant deux mois à compter de la réception de la demande.*

Le tribunal administratif peut également être saisi, dans les mêmes délais, par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible sur le site internet www.telerecours.fr. Cette voie de saisie est obligatoire pour les avocats, les personnes morales de droit public, les communes de plus de 3 500 habitants ainsi que pour les organismes de droit privé chargés de la gestion permanente d'un service public. Lorsqu'elle est présentée par une commune de moins de 3 500 habitants, la requête peut être adressée au moyen de cette application.



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale des territoires
SERVICE TRANSPORTS RISQUES ET SÉCURITÉ
Bureau Gestion de Crise Transports Bruit Publicité

ARRÊTÉ n°2023-001-BRUIT du 25 avril 2023

portant classement sonore des infrastructures de transports terrestres du Haut-Rhin et déterminant l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit à leur voisinage

LE PRÉFET DU HAUT-RHIN

Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment les articles L.571-1 à L.571.26 et R.571-32 à R.571-43 relatifs au recensement et au classement sonore des infrastructures de transports terrestres ;

VU le code de l'urbanisme, notamment l'article R.153-53 relatif au périmètre des secteurs situés au voisinage des infrastructures de transports terrestres, dans lesquels des prescriptions d'isolement acoustique ont été édictées ;

VU le code de la construction et de l'habitation, notamment l'article L.111-11-1 et R.111-23-1 à R.111-23-3, et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et de leurs équipements ;

VU l'arrêté du 30 mai 1996 modifié relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit ;

VU l'arrêté du 8 novembre 1999 relatif au bruit des infrastructures ferroviaires ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2013052-0009 du 21 février 2013 portant classement des infrastructures de transports terrestres du département du Haut-Rhin et déterminant l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit à leur voisinage ;

VU la circulaire du 25 juillet 1996 relative au classement des infrastructures de transports terrestres ;

VU la circulaire du 25 mai 2004 portant sur le bruit des infrastructures de transports terrestres ;

VU la consultation des communes effectuée conformément à l'article R.571-39 du code de l'environnement du 18 juillet 2022 au 17 septembre 2022 ;

VU les avis émis par les communes de Habsheim, Rixheim, Spechbach, Gundolsheim, Guémar, Saint-Louis, Dannemarie, Sierentz ;

VU les avis réputés favorables des autres communes consultées par application de l'article R.571-39 du code de l'environnement ;

Considérant que pour tenir compte des modifications sur les différents réseaux et des évolutions de trafic, l'arrêté sonore doit être révisé ;

Considérant la prise en compte des observations émises par certaines communes ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires du Haut-Rhin,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} - Le classement sonore des infrastructures de transports terrestres dans le Haut-Rhin est réalisé pour :

- les routes et rues dont le trafic moyen est supérieur à 5 000 véhicules par jour ;
- les voies de chemin de fer interurbaines de plus de 50 trains par jour ;
- les voies de chemin de fer urbaines de plus de 100 trains par jour ;
- les lignes de transport en commun en site propre de plus de 100 autobus ou rames par jour.

La détermination de la catégorie sonore est réalisée compte tenu du niveau de bruit calculé selon une méthode réglementaire (définie par l'annexe à la circulaire du 25 juillet 1996 susvisée) ou mesuré selon les normes en vigueur (NF S 31-085, NF S 31-088).

Le classement des infrastructures de transports terrestres (routes et lignes ferroviaires à grande vitesse) ainsi que la largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure sont définis en fonction des niveaux sonores de référence dans le tableau suivant :

NIVEAU SONORE DE RÉFÉRENCE LAeq (6 heures-22 heures) en dB(A)	NIVEAU SONORE DE RÉFÉRENCE LAeq (22 heures-6 heures) en dB(A)	CATÉGORIE de l'infrastructure	LARGEUR MAXIMALE DES SECTEURS affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure
L > 81	L > 76	1	d = 300 m
76 < L ≤ 81	71 < L ≤ 76	2	d = 250 m
70 < L ≤ 76	65 < L ≤ 71	3	d = 100 m
65 < L ≤ 70	60 < L ≤ 65	4	d = 30 m
60 < L ≤ 65	55 < L ≤ 60	5	d = 10 m

Pour les lignes ferroviaires conventionnelles, les valeurs limites des niveaux sonores de référence du tableau ci-dessus sont à augmenter de 3 dB(A), en application de l'arrêté du 8 novembre 1999 susvisé. Les valeurs à prendre en compte sont les suivantes :

NIVEAU SONORE DE RÉFÉRENCE LAeq (6 h-22 h) en dB(A)	NIVEAU SONORE DE RÉFÉRENCE LAeq (22 h-6 h) en dB(A)	CATÉGORIE de l'infrastructure	LARGEUR MAXIMALE DES SECTEURS affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure
L > 84	L > 79	1	d = 300 m
79 < L ≤ 84	74 < L ≤ 79	2	d = 250 m
73 < L ≤ 79	68 < L ≤ 74	3	d = 100 m
68 < L ≤ 73	63 < L ≤ 68	4	d = 30 m
63 < L ≤ 68	58 < L ≤ 63	5	d = 10 m

Ce classement permet de déterminer un secteur, de part et d'autre de l'infrastructure classée, variant de 300 mètres à 10 mètres, dans lequel des règles d'isolement acoustique sont imposées aux nouvelles constructions de bâtiments à usage d'habitation, d'enseignement, de santé, d'action sociale et de sport ainsi que les bâtiments d'hébergement à caractère touristique.

ARTICLE 2 – Le classement sonore des infrastructures de transports terrestres et les périmètres des secteurs affectés par le bruit doivent être reportés par les maires des communes concernées, ainsi que les communes limitrophes, le cas échéant, dans les annexes des documents d'urbanisme (y compris les plans locaux d'urbanisme), à titre d'information. L'annexion dans le PLU de cet arrêté, et des pièces qui l'accompagnent, procède d'une simple procédure de mise à jour (article R.153-18 du code de l'urbanisme).

Il sera également fait mention dans le PLU des lieux où cet arrêté de classement sonore peut être consulté.

Conformément aux dispositions des articles R.410-11 et suivants du code de l'urbanisme, le certificat d'urbanisme informera le demandeur, le cas échéant, que son terrain se trouve dans un secteur affecté par le bruit d'une infrastructure de transport terrestre bruyante.

ARTICLE 3 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Haut-Rhin et affiché durant un mois minimum à la mairie des communes concernées.

Il sera consultable sur le site internet des services de l'État du Haut-Rhin à l'adresse suivante :

<https://www.haut-rhin.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Bruit-des-infrastructures-de-transports/Routes-et-voies-ferrees/Classement-sonore>

ARTICLE 4 -Le directeur départemental des territoires du Haut-Rhin et les maires des communes concernées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 5 : L'arrêté préfectoral n° 2013-52-0009 du 21 février 2013 susvisé est abrogé.

Le préfet,

Délais et voies de recours :

Sur le fondement des articles R. 421-1, R. 421-2, R. 414-1 du code de justice administrative, et de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publication ou de notification de ladite décision :

- d'un recours gracieux auprès du préfet du Haut-Rhin
- d'un recours hiérarchique adressé au Ministre de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires

Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix – BP 51038 – 67070 STRASBOURG CEDEX) :

- soit directement, en l'absence de recours préalable (recours gracieux ou recours hiérarchique), dans le délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publication ou de notification de ladite décision,
- soit à l'issue d'un recours préalable, dans le délai de deux mois :
 - à compter de la date de notification de la réponse obtenue de l'administration, ou
 - au terme d'un silence gardé par celle-ci pendant deux mois à compter de la réception de la demande.

Le tribunal administratif peut également être saisi, dans les mêmes délais, par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible sur le site internet www.telerecours.fr. Cette voie de saisie est obligatoire pour les avocats, les personnes morales de droit public, les communes de plus de 3 500 habitants ainsi que pour les organismes de droit privé chargés de la gestion permanente d'un service public. Lorsqu'elle est présentée par une commune de moins de 3 500 habitants, la requête peut être adressée au moyen de cette application.

ANNEXES

à l'arrêté n°2023-001-BRUIT du 25 avril 2023

portant classement sonore des infrastructures de transports terrestres du Haut-Rhin et déterminant l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit à leur voisinage

ANNEXE 1 : Classement sonore autoroutes – routes – voies communales
ANNEXE 2 : Classement sonore réseau ferré
ANNEXE 3 : Classement sonore réseau tramway

ANNEXE 3
Arrêté n° 2023-001-BRUIT
du 25 avril 2023 portant classement sonore des ITT du Haut-Rhin

Classement sonore réseau tramway

Mulhouse	Début du tronçon	Fin du tronçon	Catégorie	Largeur En mètre
Ligne 1	Tuilerie	Rattachement	5	10
Ligne 1	Rattachement	Stade de Bourtzwiller	5	10
Ligne 1	Stade de Bourtzwiller	Doller	5	10
Ligne 1	Doller	Musée de l'Auto	5	10
Ligne 1	Cité administrative	Grand Rex	5	10
Ligne 1	Grand Rex	Av. du Pdt. Kennedy	4	30
Ligne 1 – 2 – 3 Tram-train	Av. de Colmar	Porte Jeune	4	30
Ligne 1 – 3 Tram-train	Porte Jeune	Gare centrale	5	10
Ligne 2	Nation	Bel Air	5	10
Ligne 2	Illberg	Université	5	10
Ligne 2	Palais des sports	Jonction ligne 3	5	10
Ligne 2	Jonction des lignes	Tour Nessel	5	10
Ligne 2 – 3 Tram-train	Porte Haute	Mairie	4	30
Ligne 2 – 3 Tram-train	Mairie	Av. De Colmar	4	30
Ligne 3 Tram-train	Lutterbach	Musées	5	10
Ligne 3 Tram-train	Musées	Dornach gare	5	10
Ligne 3 Tram-train	Dornach gare	Zu-Rhein	5	10
Saint-Louis				
Ligne 3	Soleil	Place Mermoz	5	10

ANNEXE 2
Arrêté n° 2023-001-BRUIT
du 25 avril 2023 portant classement sonore des ITT du Haut-Rhin

classement sonore réseau ferré

Ligne Paris-Mulhouse – 001000

Début du tronçon		Fin du tronçon		Cat	Lar- geur	Communes concernées par les secteurs
de	Montreux-Vieux (limite Territoire de Belfort)	à	Brunstatt- Didenheim	3	100	Montreux-Vieux/Valdieu-Lutran/Retzwiller/ Manspach/Dannemarie/Ballersdorf/Carspach/ Altkirch/Walheim/Tagolsheim/Ilfurth/Zillisheim/ Brunstatt-Didenheim
de	Brunstatt- Didenheim (gare)	à	Mulhouse ville (gare)	4	30	Brunstatt-Didenheim/Mulhouse ville

Ligne Strasbourg-Bâle – 115000

Début du tronçon		Fin du tronçon		Cat	Lar- geur	Communes concernées par les secteurs
de	Saint-Hippolyte (limite Bas-Rhin)	à	Mulhouse (gare)	3	100	Saint-Hippolyte/Bergheim/Guemar/Zellenberg/ Ostheim/ Bennwihr/Houssen/Colmar/Wettolsheim/ Eguisheim/Herrlisheim Pre Colmar/ Hattstatt/Rouffach/Gundolsheim/Merxheim/ Raedersheim/Bollwiller/Feldkirch/Staffelfelden/ Wittelsheim/Wittenheim/Richwiller/Pfastatt/ Lutterbach/Mulhouse
de	Mulhouse (gare)	à	Mulhouse (gare)	3	100	Mulhouse
de	Mulhouse (gare)	à	Rixheim (gare)	3	100	Mulhouse/Riedisheim/Rixheim
de	Rixheim (gare)	à	Limite gare de Habsheim	1	300	Rixheim
de	Habsheim (gare)	à	Saint-Louis (limite département)	3	100	Habsheim/Dietwiller/Schlierbach/Geispitzen/ Sierentz/Barthenheim/Blotzheim/ Saint-Louis

Ligne Lutterbach-Thann – 130000

Début du tronçon		Fin du tronçon		Cat	Lar- geur	Communes concernées par les secteurs
de	Lutterbach (gare)	à	Thann (gare)	5	10	Lutterbach/Wittelsheim/Cernay/Vieux-Thann/ Thann

Classement sonore réseau ferré par commune

		Début du tronçon		Fin du tronçon		Ancienne catégorie	Nouvelle catégorie	Largeur
ALTKIRCH								
Ligne Paris-Mulhouse - 001000	de	Montreux-Vieux (imite Territoire de Belfort) (455+253)	à	Brunstatt-Didenheim (gare) (487+500)		1	3	100
BALLERSDORF								
Ligne Paris-Mulhouse - 001000	de	Montreux-Vieux (imite Territoire de Belfort) (455+253)	à	Brunstatt-Didenheim (gare) (487+500)		1	3	100
BARTENHEIM								
Ligne Strasbourg-Bâle - 115000	de	Rixheim gare (113+676)	à	Saint-Louis (limite départementale) (138+000)		1	3	100
BENNWIHR								
Ligne Strasbourg-Bâle - 115000	de	Saint-Hippolyte (limite département) (47+872)	à	Mulhouse gare (108+316)		1	3	100
BERGHEIM								
Ligne Strasbourg-Bâle - 115000	de	Saint-Hippolyte (limite département) (47+872)	à	Mulhouse gare (108+316)		1	3	100
BLOTZHEIM								
Ligne Strasbourg-Bâle - 115000	de	Rixheim gare (113+676)	à	Saint-Louis (135+209)		1	3	100
BOLLWILLER								
Ligne Strasbourg-Bâle - 115000	de	Saint-Hippolyte (limite département) (47+872)	à	Mulhouse gare (108+316)		1	3	100
BRUNSTATT-DIDENHEIM								
Ligne Paris-Mulhouse - 001000	de	Montreux-Vieux (imite Territoire de Belfort) (455+253)	à	Brunstatt-Didenheim (gare) (487+500))		1	3	100
Ligne Paris-Mulhouse - 001000	de	Brunstatt-Didenheim (gare) (487+500)	à	Mulhouse ville gare (490+900)		1	4	30
CARSPACH								
Ligne Paris-Mulhouse - 001000	de	Montreux-Vieux (imite Territoire de Belfort) (455+253)	à	Brunstatt-Didenheim (gare) (487+500)		1	3	100
CERNAY								
Ligne Lutterbach - 130000	de	Lutterbach gare (0+000)	à	Thann gare (14+270)		4	5	10
COLMAR								
Ligne Strasbourg-Bâle - 115000	de	Saint-Hippolyte (limite département) (47+872)	à	Mulhouse gare (108+316)		1	3	100
DANNEMARIE								
Ligne Paris-Mulhouse - 001000	de	Montreux-Vieux (imite Territoire de Belfort) (455+253)	à	Brunstatt-Didenheim (gare) (487+500)		1	3	100
DIETWILLER								
Ligne Strasbourg-Bâle - 115000	de	Rixheim gare (113+676)	à	Saint-Louis (limite départementale) (138+000)		1	3	100

EGUISHEIM

Ligne Strasbourg-Bâle - 115000	de	Saint-Hippolyte (limite département) (47+872)	à	Mulhouse gare (108+316)	1	3	100
--------------------------------	----	---	---	-------------------------	---	---	-----

FELDKIRCH

Ligne Strasbourg-Bâle - 115000	de	Saint-Hippolyte (limite département) (47+872)	à	Mulhouse gare (108+316)	1	3	100
--------------------------------	----	---	---	-------------------------	---	---	-----

GEISPITZEN

Ligne Strasbourg-Bâle - 115000	de	Rixheim gare (113+676)	à	Saint-Louis (limite départementale) (138+000)	1	3	100
--------------------------------	----	------------------------	---	---	---	---	-----

GUEMAR

Ligne Strasbourg-Bâle - 115000	de	Saint-Hippolyte (limite département) (47+872)	à	Mulhouse gare (108+316)	1	3	100
--------------------------------	----	---	---	-------------------------	---	---	-----

GUNDOSHEIM

Ligne Strasbourg-Bâle - 115000	de	Saint-Hippolyte (limite département) (47+872)	à	Mulhouse gare (108+316)	1	3	100
--------------------------------	----	---	---	-------------------------	---	---	-----

HABSHEIM

Ligne Strasbourg-Bâle - 115000	de	Rixheim gare (113+676)	à	Saint-Louis (limite départementale) (138+000)	1	3	100
--------------------------------	----	------------------------	---	---	---	---	-----

HATTSTATT

Ligne Strasbourg-Bâle - 115000	de	Saint-Hippolyte (limite département) (47+872)	à	Mulhouse gare (108+316)	1	3	100
--------------------------------	----	---	---	-------------------------	---	---	-----

HERRLISHEIM-PRES-COLMAR

Ligne Strasbourg-Bâle - 115000	de	Saint-Hippolyte (limite département) (47+872)	à	Mulhouse gare (108+316)	1	3	100
--------------------------------	----	---	---	-------------------------	---	---	-----

HOUSSEN

Ligne Strasbourg-Bâle - 115000	de	Saint-Hippolyte (limite département) (47+872)	à	Mulhouse gare (108+316)	1	3	100
--------------------------------	----	---	---	-------------------------	---	---	-----

ILLFURTH

Ligne Paris-Mulhouse - 001000	de	Montreux-Vieux (imite Territoire de Belfort) (455+253)	à	Brunstatt-Didenheim (gare) (487+500)	1	3	100
-------------------------------	----	---	---	--------------------------------------	---	---	-----

LUTTERBACH

Ligne Strasbourg-Bâle - 115000	de	Saint-Hippolyte (limite département) (47+872)	à	Mulhouse gare (108+316)	1	3	100
Ligne Lutterbach - 130000	de	Lutterbach gare (0+000)	à	Thann gare (14+270)	4	5	10

MANSPACH

Ligne Paris-Mulhouse - 001000	de	Montreux-Vieux (imite Territoire de Belfort) (455+253)	à	Brunstatt-Didenheim (gare) (487+500)	1	3	100
-------------------------------	----	---	---	--------------------------------------	---	---	-----

MERXHEIM

Ligne Strasbourg-Bâle - 115000	de	Saint-Hippolyte (limite département) (47+872)	à	Mulhouse gare(108+316)	1	3	100
--------------------------------	----	---	---	------------------------	---	---	-----

MONTREUX-VIEUX

Ligne Paris-Mulhouse - 001000	de	Montreux-Vieux (imite Territoire de Belfort) (455+253)	à	Brunstatt-Didenheim (gare) (487+500)	1	3	100
-------------------------------	----	---	---	--------------------------------------	---	---	-----

MULHOUSE

Ligne Paris-Mulhouse - 001000	de	Brunstatt-Didenheim (487+500)	à	Mulhouse ville gare (490+900)	1	4	30
Ligne Strasbourg-Bâle - 115000	de	Saint-Hippolyte (limite département) (47+872)	à	Mulhouse gare (108+316)	1	3	100
Ligne Strasbourg-Bâle - 115000	de	Mulhouse gare (108+316)	à	Mulhouse gare (108+316)	3	3	100

OSTHEIM

Ligne Strasbourg-Bâle - 115000	de	Saint-Hippolyte (limite département) (47+872)	à	Mulhouse gare (108+316)	1	3	100
--------------------------------	----	---	---	-------------------------	---	---	-----

PFASTATT

Ligne Strasbourg-Bâle - 115000	de	Saint-Hippolyte (limite département) (47+872)	à	Mulhouse gare (108+316)	1	3	100
--------------------------------	----	---	---	-------------------------	---	---	-----

RAEDERSHEIM

Ligne Strasbourg-Bâle - 115000	de	Saint-Hippolyte (limite département) (47+872)	à	Mulhouse gare(108+316)	1	3	100
--------------------------------	----	---	---	------------------------	---	---	-----

REZSWILLER

Ligne Paris-Mulhouse - 001000	de	Montreux-Vieux (imite Territoire de Belfort) (455+253)	à	Brunstatt-Didenheim (gare) (487+500)	1	3	100
-------------------------------	----	---	---	--------------------------------------	---	---	-----

RICHWILLER

Ligne Strasbourg-Bâle - 115000	de	Saint-Hippolyte (limite département) (47+872)	à	Mulhouse gare (108+316)	1	3	100
--------------------------------	----	---	---	-------------------------	---	---	-----

RIXHEIM

Ligne Strasbourg-Bâle - 115000	de	Rixheim gare (113+676)	à	Saint-Louis (limite départementale) (138+000)	1	3	100
--------------------------------	----	------------------------	---	---	---	---	-----

ROUFFACH

Ligne Strasbourg-Bâle - 115000	de	Saint-Hippolyte (limite département) (47+872)	à	Mulhouse gare (108+316)	1	3	100
--------------------------------	----	---	---	-------------------------	---	---	-----

SAINT-HIPPOLYTE

Ligne Strasbourg-Bâle - 115000	de	Saint-Hippolyte (limite département) (47+872)	à	Mulhouse gare (108+316)	1	3	100
--------------------------------	----	---	---	-------------------------	---	---	-----

SAINT-LOUIS

Ligne Strasbourg-Bâle - 115000	de	Rixheim gare (113+676)	à	Saint-Louis (limite départementale) (138+000)	1	3	100
--------------------------------	----	------------------------	---	---	---	---	-----

SCHLIERBACH

Ligne Strasbourg-Bâle - 115000	de	Rixheim gare (113+676)	à	Saint-Louis (limite départementale) (138+000)	1	3	100
--------------------------------	----	------------------------	---	---	---	---	-----

SIERENTZ

Ligne Strasbourg-Bâle - 115000	de	Rixheim gare (113+676)	à	Saint-Louis (limite départementale) (138+000)	1	3	100
--------------------------------	----	------------------------	---	---	---	---	-----

STAFFELDEN

Ligne Strasbourg-Bâle - 115000	de	Saint-Hippolyte (limite département) (47+872)	à	Mulhouse gare(108+316)	1	3	100
--------------------------------	----	---	---	------------------------	---	---	-----

TAGOLSHEIM

Ligne Paris-Mulhouse - 001000	de	Montreux-Vieux (imite Territoire de Belfort) (455+253)	à	Brunstatt-Didenheim (gare) (487+500)	1	3	100 m
-------------------------------	----	---	---	--------------------------------------	---	---	-------

THANN

Ligne Lutterbach - 130000	de	Lutterbach gare (0+000)	à	Thann gare (14+270)	4	5	10
---------------------------	----	-------------------------	---	---------------------	---	---	----

VALDIEU-LUTRAN

Ligne Paris-Mulhouse - 001000	de	Montreux-Vieux (imite Territoire de Belfort) (455+253)	à	Brunstatt-Didenheim (487+500) Brunstatt-Didenheim (gare) (487+500)	1	3	100
-------------------------------	----	---	---	--	---	---	-----

VIEUX-THANN

Ligne Lutterbach - 130000	de	Lutterbach (gare) (0+000)	à	Thann gare (14+270)	4	5	10
---------------------------	----	---------------------------	---	---------------------	---	---	----

WALHEIM

Ligne Paris-Mulhouse - 001000	de	Montreux-Vieux (imite Territoire de Belfort) (455+253)	à	Brunstatt-Didenheim (gare) (487+500)	1	3	100
-------------------------------	----	---	---	--------------------------------------	---	---	-----

WETTOLSHEIM

Ligne Strasbourg-Bâle - 115000	de	Saint-Hippolyte (limite département) (47+872)	à	Mulhouse gare (108+316)	1	3	100
--------------------------------	----	---	---	-------------------------	---	---	-----

WITTELSHEIM

Ligne Strasbourg-Bâle - 115000	de	Saint-Hippolyte (limite département) (47+872)	à	Mulhouse gare (108+316)	1	3	100
Ligne Lutterbach - 130000	de	Lutterbach gare (0+000)	à	Thann gare (14+270)	4	5	10

WITTENHEIM

Ligne Strasbourg-Bâle - 115000	de	Saint-Hippolyte (limite département) (47+872)	à	Mulhouse gare (108+316)	1	3	100
--------------------------------	----	---	---	-------------------------	---	---	-----

ZELLENBERG

Ligne Strasbourg-Bâle - 115000	de	Saint-Hippolyte (limite département) (47+872)	à	Mulhouse gare (108+316)	1	3	100
--------------------------------	----	---	---	-------------------------	---	---	-----

ZILLISHEIM

Ligne Paris-Mulhouse - 001000	de	Montreux-Vieux (imite Territoire de Belfort) (455+253)	à	Brunstatt-Didenheim (gare) (487+500)	1	3	100
-------------------------------	----	---	---	--------------------------------------	---	---	-----

ANNEXE 3
Arrêté n° 2023-001-BRUIT
du 25 avril 2023 portant classement sonore des ITT du Haut-Rhin

Classement sonore réseau tramway

Mulhouse	Début du tronçon	Fin du tronçon	Catégorie	Largeur En mètre
Ligne 1	Tuilerie	Rattachement	5	10
Ligne 1	Rattachement	Stade de Bourtzwiller	5	10
Ligne 1	Stade de Bourtzwiller	Doller	5	10
Ligne 1	Doller	Musée de l'Auto	5	10
Ligne 1	Cité administrative	Grand Rex	5	10
Ligne 1	Grand Rex	Av. du Pdt. Kennedy	4	30
Ligne 1 – 2 – 3 Tram-train	Av. de Colmar	Porte Jeune	4	30
Ligne 1 – 3 Tram-train	Porte Jeune	Gare centrale	5	10
Ligne 2	Nation	Bel Air	5	10
Ligne 2	Illberg	Université	5	10
Ligne 2	Palais des sports	Jonction ligne 3	5	10
Ligne 2	Jonction des lignes	Tour Nessel	5	10
Ligne 2 – 3 Tram-train	Porte Haute	Mairie	4	30
Ligne 2 – 3 Tram-train	Mairie	Av. De Colmar	4	30
Ligne 3 Tram-train	Lutterbach	Musées	5	10
Ligne 3 Tram-train	Musées	Dornach gare	5	10
Ligne 3 Tram-train	Dornach gare	Zu-Rhein	5	10
Saint-Louis				
Ligne 3	Soleil	Place Mermoz	5	10



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Départementale des Territoires du
Haut-Rhin

Service Transports, Risques et Sécurité

Bureau Éducation Routière

**Arrêté n°2023-00336ER du 24 avril 2023
portant retrait d'une autorisation d'enseigner, à titre onéreux,
la conduite des véhicules à moteur et à la sécurité routière**

Le Préfet du Haut-Rhin

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le Code de la route et notamment ses articles L 212-1 à L 212-5 et R 212-1 à R 212-6,

VU l'arrêté n° 0100017A du ministre de l'équipement, des transports et du logement du 8 janvier 2001 modifié relatif à l'autorisation d'enseigner, à titre onéreux, la conduite des véhicules à moteur et la sécurité routière,

VU l'autorisation d'enseigner n°A 16 068 0010 0 délivrée le 15 novembre 2019 à Mme Julie BLAISE, née le 11 décembre 1989 à Colmar,

VU l'arrêté préfectoral du 17 février 2022 portant délégation de signature à M. Arnaud REVEL, Directeur Départemental des Territoires,

VU l'arrêté 2022 – 01 du 21 février 2022 de M. le Directeur Départemental des Territoires portant subdélégation de signature,

CONSIDERANT le courrier envoyé le 28 février 2023 à Mme Julie BLAISE en recommandé avec avis de réception (numéro de l'envoi : 1A 190 061 8203 0) l'informant qu'une procédure de retrait de son autorisation d'enseigner est engagée,

CONSIDERANT l'absence de réponse de l'intéressée,

ARRETE

Article 1 : L'autorisation d'enseigner, à titre onéreux, la conduite des véhicules à moteur et la sécurité routière portant le n° A 16 068 0010 0, délivrée le 15 novembre 2019 à Mme Julie BLAISE est retirée.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, le Directeur Départemental des Territoires du Haut-Rhin, le Chef du Service Transports, Risques et Sécurité et la Déléguée à l'Éducation Routière sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Colmar, le 24 avril 2023

Pour le Préfet et par délégation,
La Déléguée à l'Éducation Routière

Karine JACOBBERGER

Délais et voies de recours :

Sur le fondement des articles R. 421-1, R. 421-2, R. 414-1 du code de justice administrative, et de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publication ou de notification de ladite décision :

- d'un recours gracieux auprès du préfet du Haut-Rhin
- d'un recours hiérarchique adressé au Ministre de l'Intérieur

Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix – BP 51038 – 67070 STRASBOURG CEDEX) : soit directement, en l'absence de recours préalable (recours gracieux ou recours hiérarchique), dans le délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publication ou de notification de ladite décision, soit à l'issue d'un recours préalable, dans les deux mois à compter de la date de notification de la réponse obtenue de l'administration, ou au terme d'un silence gardé par celle-ci pendant deux mois à compter de la réception de la demande.

Le tribunal administratif peut également être saisi, dans les mêmes délais, par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible sur le site internet www.telerecours.fr. Cette voie de saisie est obligatoire pour les avocats, les personnes morales de droit public, les communes de plus de 3 500 habitants ainsi que pour les organismes de droit privé chargés de la gestion permanente d'un service public. Lorsqu'elle est présentée par une commune de moins de 3 500 habitants, la requête peut être adressée au moyen de cette application.



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Départementale des Territoires du
Haut-Rhin

Service Transports, Risques et Sécurité

Bureau Éducation Routière

Arrêté n° 2023-0034 ER du 26 avril 2023 portant retrait d'une autorisation d'enseigner, à titre onéreux, la conduite des véhicules à moteur et à la sécurité routière

Le Préfet du Haut-Rhin

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le Code de la route et notamment ses articles L 212-1 à L 212-5 et R 212-1 à R 212-6,

VU l'arrêté n° 0100017A du ministre de l'équipement, des transports et du logement du 8 janvier 2001 modifié relatif à l'autorisation d'enseigner, à titre onéreux, la conduite des véhicules à moteur et la sécurité routière,

VU l'autorisation d'enseigner n°A 15 068 0021 0 délivrée le 26 juin 2020 à M Houari BENAYAD, né le 28 janvier 1978 à Thann,

VU l'arrêté préfectoral du 17 février 2022 portant délégation de signature à M. Arnaud REVEL, Directeur Départemental des Territoires,

VU l'arrêté 2023 – 01 du 17 janvier 2023 de M. le Directeur Départemental des Territoires portant subdélégation de signature,

CONSIDERANT le courrier envoyé le 20 mars 2023 à M Houari BENAYAD en recommandé avec avis de réception (numéro de l'envoi : 1A 190 061 8204 7) l'informant qu'une procédure de retrait de son autorisation d'enseigner est engagée,

CONSIDERANT que les éléments apportés au dossier par M Houari BENAYAD au cours de l'audience du 27 mars 2023 accordée dans le cadre de la procédure contradictoire, ne permettent pas le maintien de son autorisation d'enseigner,

ARRETE

Article 1 : L'autorisation d'enseigner, à titre onéreux, la conduite des véhicules à moteur et la sécurité routière portant le n° A 15 068 0021 0, délivrée le 25 juin 2020 à M Houari BENAYAD est retirée.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, le Directeur Départemental des Territoires du Haut-Rhin, le Chef du Service Transports, Risques et Sécurité et la Déléguée à l'Éducation Routière sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Colmar, le 26 avril 2023

Pour le Préfet et par délégation,
La Déléguée à l'Éducation Routière

Karine JACOBBERGER

Délais et voies de recours :

Sur le fondement des articles R. 421-1, R. 421-2, R. 414-1 du code de justice administrative, et de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publication ou de notification de ladite décision :

- d'un recours gracieux auprès du préfet du Haut-Rhin
- d'un recours hiérarchique adressé au Ministre de l'Intérieur

Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix – BP 51038 – 67070 STRASBOURG CEDEX) : soit directement, en l'absence de recours préalable (recours gracieux ou recours hiérarchique), dans le délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publication ou de notification de ladite décision, soit à l'issue d'un recours préalable, dans les deux mois à compter de la date de notification de la réponse obtenue de l'administration, ou au terme d'un silence gardé par celle-ci pendant deux mois à compter de la réception de la demande.

Le tribunal administratif peut également être saisi, dans les mêmes délais, par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible sur le site internet www.telerecours.fr. Cette voie de saisie est obligatoire pour les avocats, les personnes morales de droit public, les communes de plus de 3 500 habitants ainsi que pour les organismes de droit privé chargés de la gestion permanente d'un service public. Lorsqu'elle est présentée par une commune de moins de 3 500 habitants, la requête peut être adressée au moyen de cette application.

SERVICE TRANSPORTS RISQUES ET SÉCURITÉ
BUREAU PRÉVENTION DES RISQUES

Arrêté N° 2023-001-PR du 25 avril 2023

**portant attribution d'une subvention de l'État pour l'acquisition et l'installation de
batardeaux, pompe à eau, au 8 rue de Rombach-le-Franc à LIEPVRE**

Le Préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

- VU le Code de l'Environnement et notamment les articles L.561-3, R.561-8, R.561-13, R.561-16 et R.561-17 ;
- VU la loi n°2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 ;
- VU le décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement ;
- VU la subdélégation d'autorisation d'engagement n°1, en date du 20 janvier 2023 du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, programme 181, action 14 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 mars 2021 portant délégation de signature à monsieur Arnaud REVEL, directeur départemental des territoires du Haut-Rhin en matière de marchés publics et d'accords-cadres et en matière d'octroi de subventions ;
- VU la demande de subvention en date du 13 décembre 2022 présentée par Mme KURTEZEMANN, propriétaire de la maison située au 8 rue de Rombach-le-Franc à 68 660 LIEPVRE ;
- VU les accusés de réception du dossier en date du 5 janvier et du 24 janvier 2023 ;
- VU l'avis du service des domaines en date du 14 avril 2023 ;
- SUR proposition du chef de service Transports, Risques et Sécurité de la direction départementale des territoires du Haut-Rhin,

ARRÊTE

Article 1^{er} : objet de la décision attributive d'une subvention

Une subvention d'un montant maximum de 1 926,40 € (mille neuf cent vingt-six euros et quarante cents) est attribuée à Mme Kurtezemann propriétaire d'un bien immobilier située au 8 rue de Rombach-le-Franc à LIEPVRE, conformément à l'annexe technique et financière jointe (annexe n°1).

Article 2 : dispositions financières

Imputation budgétaire :

Cette subvention sera imputée sur les crédits affectés au Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, programme 181, action 14.

Montant et taux de subvention :

Le montant maximum de la subvention est de 1 926,40 € (mille neuf cent vingt-six euros et quarante cents), correspondant à un taux de subvention de 80 % du coût éligible des travaux estimé à **2 408 € TTC** (deux mille quatre cent huit euros).

Le montant définitif sera calculé en fonction des dépenses éligibles effectivement réalisées par application du taux ci-dessus. En tout état de cause, le montant définitif sera plafonné au montant maximum de l'aide financière.

Si le plan de financement initial venait à être modifié, la bénéficiaire s'engage à en informer la direction départementale des territoires du Haut-Rhin, service instructeur qui pourra procéder à une réduction de l'aide afin de respecter le taux maximum d'aide publique autorisé.

Article 3 : commencement de l'exécution et durée de l'opération

Le présent arrêté prend effet à compter de sa notification.

En cas d'abandon du projet, la bénéficiaire doit en informer l'autorité compétente qui a attribué la subvention sans délai et par écrit.

La bénéficiaire s'engage à informer l'administration du commencement d'exécution du projet. Le commencement d'exécution est réputé constitué par le premier acte juridique passé pour la réalisation du projet ou, à défaut, par une déclaration sur l'honneur signée du demandeur et attestant de la date du commencement d'exécution.

Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la notification de la décision attributive, le projet au titre duquel la subvention a été accordée n'a reçu aucun commencement d'exécution, l'autorité compétente qui a attribué la subvention constate la caducité de sa décision.

La date prévisionnelle d'achèvement de l'opération est fixée au 31 décembre 2023. Cette date peut être modifiée, à la demande motivée de la bénéficiaire formulée avant l'expiration de la date prévisionnelle d'achèvement initiale, par avenant à cet arrêté préfectoral, en cas de nécessité liée à la complexité du projet ou à des circonstances particulières ne résultant pas du fait de la bénéficiaire et à condition que le projet initial ne soit pas dénaturé.

Dans un délai de douze mois à compter de la date prévisionnelle d'achèvement du projet, la bénéficiaire adresse à l'autorité compétente qui a attribué la subvention, une déclaration d'achèvement de l'opération accompagnée d'un décompte final des dépenses réellement effectuées, de la liste des aides publiques perçues et de leur montant respectif. En l'absence de réception de ces documents par l'autorité compétente au terme de cette période de douze mois, aucun paiement ne pourra intervenir au profit de la bénéficiaire.

Article 4 : paiement

Le versement de la subvention est effectué sur justification de la réalisation du projet et de la conformité de ses caractéristiques avec celles visées à l'annexe n°1.

La subvention sera versée selon les modalités suivantes :

- une avance de 30 % du montant maximum de la subvention, sur demande de la bénéficiaire,
- un ou plusieurs acomptes, sans pouvoir excéder 80 % du montant maximum de la subvention,
- un solde, calculé dans la limite du montant maximum de la subvention, déduction faite de l'avance et des acomptes versés.

Pour toute demande de paiement, la bénéficiaire devra produire à l'autorité compétente qui a attribué la subvention :

- un relevé d'identité bancaire ;
- une lettre de demande de paiement par laquelle la bénéficiaire certifie que l'opération a été réalisée dans les conditions subordonnant l'octroi de la subvention.

Pour une demande d'acompte, la bénéficiaire devra produire à la direction départementale des territoires du Haut-Rhin, service instructeur :

- un état récapitulatif des dépenses cumulées établi selon le modèle joint en annexe n°2, signé par le titulaire. Cet état récapitulatif sera certifié exact par la bénéficiaire,
- l'ensemble des factures ou pièces permettant de justifier les dépenses.

Pour la demande de solde, la bénéficiaire devra produire à la direction départementale des territoires, service instructeur, outre les pièces demandées pour un acompte :

- une déclaration d'achèvement de l'opération accompagnée d'un décompte final des dépenses réellement effectuées,
- la liste des aides publiques perçues et leur montant respectif (état récapitulatif certifié exact des sommes encaissées au titre des autres aides publiques).

Le versement sera effectué, sous réserve de la disponibilité des crédits, sur le compte suivant :

BANQUE : Crédit Mutuel

TITULAIRE : Mme Madeleine KURTEZEMANN 8 rue de Rombach-le-Franc à 68 660 LIEPVRE

IBAN : FR 76 1027 8010 0500 0207 6860 235

BIC : CMCIFR2A

Article 5 : suivi de l'opération

L'opération est réalisée selon les caractéristiques précisées à l'annexe n°1.
La bénéficiaire est tenue d'informer régulièrement la direction départementale des territoires du Haut-Rhin, service instructeur, de l'avancement de l'opération.

En cas d'abandon de l'opération, la bénéficiaire est tenue d'en informer la direction départementale des territoires du Haut-Rhin, service instructeur, afin de permettre la clôture de l'opération.

Article 6 : reversement

L'autorité compétente qui a attribué la subvention, exigera le reversement total ou partiel de la subvention versée dans les cas suivants :

- si l'objet de la subvention ou l'affectation de l'investissement subventionné ont été modifiés sans autorisation,
- si elle a connaissance ou qu'elle constate un dépassement du montant des aides publiques perçues au sens de l'article 2 de cet arrêté,
- le cas échéant, si le projet n'est pas réalisé au terme du délai prévisionnel d'achèvement de l'opération mentionné dans cet arrêté ou si la bénéficiaire n'a pas respecté ses obligations mentionnées à l'article 4 de cet arrêté pour la demande de paiement du solde,
- à l'achèvement de l'opération, si la subvention due est inférieure aux acomptes déjà versés.

La bénéficiaire s'engage à procéder au reversement des sommes à reverser dans un délai de deux mois à compter de la réception du titre de perception.

Article 7 : autres réglementations

La présente décision n'a pas pour objet de se prononcer sur le respect des autres réglementations en vigueur, susceptibles d'être applicables au projet.

Article 8 : notification

Le présent arrêté sera notifié à la bénéficiaire.

Article 9 : pièces annexées

Annexe technique et financière (annexe n°1)
Modèle d'état récapitulatif des dépenses (annexe n°2).

Article 10 : exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le directeur départemental des territoires du Haut-Rhin et le directeur départemental des Finances Publiques du Haut-Rhin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

À Colmar, le 25 avril 2023

Pour le préfet et par délégation,
Le chef du service transports, risques et sécurité

Philippe GEROMETTA

Délais et voies de recours :

Sur le fondement des articles R. 421-1, R. 421-2, R. 414-1 du Code de justice administrative, et de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publication ou de notification de ladite décision :

- d'un recours gracieux auprès du Préfet du Haut-Rhin
- d'un recours hiérarchique auprès du Ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, – Hôtel de Roquelaure 246 boulevard Saint-Germain – 75 007 Paris

Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix – BP 51 038 – 67 070 STRASBOURG CEDEX) :

- soit directement, en l'absence de recours préalable (recours gracieux ou recours hiérarchique), dans le délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publication ou de notification de ladite décision,
- soit à l'issue d'un recours préalable, dans le délai de deux mois :
 - à compter de la date de notification de la réponse obtenue de l'administration, ou
 - au terme d'un silence gardé par celle-ci pendant deux mois à compter de la réception de la demande.

Le tribunal administratif peut également être saisi, dans les mêmes délais, par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible sur le site internet www.telerecours.fr. Cette voie de saisie est obligatoire pour les avocats, les personnes morales de droit public, les communes de plus de 3 500 habitants ainsi que pour les organismes de droit privé chargés de la gestion permanente d'un service public. Lorsqu'elle est présentée par une commune de moins de 3 500 habitants, la requête peut être adressée au moyen de cette application.

Annexe n°1
Arrêté N° 2023-001-PR du 25 avril 2023

Annexe technique et financière

**« acquisition et l'installation de batardeaux et pompe à eau
au 8 rue de Rombach-le-Franc à LIEPVRE »**

1 - Description du projet

Le projet consiste en l'acquisition et l'installation d'un batardeau, pompe à eau et groupe électrogène, dans une maison d'habitation situé au 8 route de Rombach-le-Franc à Lièpvre. En cas de crue, ces équipements permettront d'éviter à l'eau de la rivière Rombach de rentrer par la fenêtre de la cave et d'éliminer les eaux résiduelles au moyen d'une pompe et d'un groupe électrogène.

La propriété de Mme Kurtezemann a fait l'objet d'un diagnostic de vulnérabilité au risque inondation par le SDEA le 29 mars 2022 dans le cadre de l'opération « Pieds au sec » inscrite dans le programme d'actions du PAPI Giessen.

Le diagnostic a inscrit l'installation d'un batardeau en priorité 1, l'aspirateur à eau/pompe à eau et groupe électrogène en priorité 2.

Les travaux sont prévus pour le 1^{er} semestre 2023.

2 - Composition de l'assiette éligible

Le coût de l'opération est estimé à 2 783,95 € TTC.

Le montant subventionnable s'élève à 2 408 € TTC, les dépenses afférentes au groupe électrogène d'un montant de 375,95 € TTC n'étant pas subventionnables.

Le taux de la subvention est de 80 % pour ce type de travaux.

Le montant maximum de la subvention s'élève à 1 926,40 €.

Annexe n°2
Arrêté N° 2023-001-PR du 25 avril 2023

Mme KURTEZEMANN Madeleine

Opération : « acquisition et l'installation de batardeaux et pompe à eau au 8 rue de Rombach-le-Franc à LIEPVRE »

État récapitulatif des travaux et dépenses réalisées acquittées

Postes de dépenses	N° facture	Date facture	Émetteur	Montant € (HT)	Montant € (TTC)	Date de paiement
TOTAL						

Certifié exact par la bénéficiaire, le

Récépissé de déclaration

Il vous est délivré un récépissé de déclaration suite au dépôt du dossier de déclaration IOTA concernant le projet Zone d'activité Les rives de la Lauch sur la commune principale Buhl 68530.

ATTENTION : CE RÉCÉPISSÉ ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE MAIS N' AUTORISE PAS LE DÉMARRAGE IMMÉDIAT DES TRAVAUX

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU les schémas directeurs et les schémas d'aménagement et de gestion des eaux mentionnés aux articles L. 212-1 et L. 212-3 potentiellement en cours de validité sur le périmètre du projet ;

VU le code général des collectivités territoriales;

VU le code civil, et notamment son article 640;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement transmis à l'administration et considéré complet en date du 18/11/2022, présenté par FRANCE IMMOBILIER FINANCE , enregistré sous le n° **DIOTA-221118-142604-873-010** et relatif à Zone d'activité Les rives de la Lauch ;

Il est donné récépissé du dépôt de sa déclaration au déclarant suivant :

FRANCE IMMOBILIER FINANCE

16 RTE DE LA SCHLUCHT

68140 STOSSWIHR

concernant :

Zone d'activité Les rives de la Lauch

dont la réalisation est prévue à :

- Buhl 68530

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement.

Tableau des rubriques des nomenclatures IOTA

* Rubrique	Alinéa	Libellé des rubriques	* Quantité totale	* Quantité projet	* Régime	Précisions sur les AIOT concernées par le projet

2.1.5.0	2	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :	1.1 ha	1.1 ha	D	Infiltration des eaux pluviales
---------	---	---	--------	--------	---	---------------------------------

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés de prescriptions générales relatifs à ces rubriques disponibles sur le site internet https://aida.ineris.fr/liste_documents/1/17940/1

Le déclarant ne peut pas débiter les travaux avant le 18/01/2023 correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet durant lequel il peut être fait une éventuelle opposition motivée à la déclaration par le préfet, conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

Si le projet est également soumis à déclaration d'intérêt général au titre de l'article R.214-88 du code de l'environnement, le préfet dispose alors de 3 mois à compter de la réception par la préfecture du dossier de l'enquête pour s'opposer à la déclaration loi sur l'eau, en application de l'article R.214-95 du code de l'environnement.

Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai, il s'exposerait à une amende pour une contravention de cinquième classe d'un montant maximum de 1 500 euros pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, ce montant est multiplié par cinq conformément à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau compétent à l'échéance de ce délai, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

À cette échéance, conformément à l'article R.214-37, copies de la déclaration et de ce récépissé, ainsi que, le cas échéant, des prescriptions spécifiques imposées ou de la décision d'opposition seront alors adressées aux communes où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture concernée durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage en mairie et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le déclarant est invité à avertir le service de police de l'eau compétent de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans, ou dans un autre délai fixé par le préfet à compter de la date du

présent réceptionné, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant réalisation à la connaissance du préfet compétent qui peut exiger une nouvelle déclaration.

En application de l'article R. 214-40-2 du code de l'environnement, toute transmission du bénéfice de la déclaration à une autre personne que celle mentionnée au dossier de déclaration doit être déclarée par le nouveau bénéficiaire au préfet dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de son activité.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux et activités, objets de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent réceptionné ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

La référence de votre dossier est : DIOTA-221118-142604-873-010

Le code postal du projet (commune principale) est : Buhl 68530

Cette référence et un numéro d'AIOT vous seront nécessaires pour déposer les éventuels compléments et pièces de procédure que sollicitera l'administration. Ce numéro d'AIOT vous sera transmis par l'administration en charge de l'instruction de votre dossier.

Votre avis nous intéresse

Dans une logique d'amélioration continue, nous vous invitons à consacrer une ou deux minutes à répondre à ce [court sondage](#).

Récapitulatif

1 - Démarche

Votre projet est-il également soumis à autorisation au titre de la nomenclature loi sur l'eau ? **Non**

Votre projet est-il soumis à évaluation environnementale ? **Non**

Votre projet est-il connexe à une ICPE ? **Non**

Nom du projet : **Zone d'activité Les rives de la Lauch**

Numéro d'AIOT : **Je ne connais pas mon numéro d'AIOT**

Numéro CASCADE : **Je ne connais pas mon numéro CASCADE**

Service instructeur coordonnateur en charge de votre dossier : **Je ne connais pas le service instructeur**

Cette démarche initiale DIOTA est-elle la première autorisation ou déclaration déposée sur le projet ? **Oui**

Conditions d'engagement du déclarant :

- **Je m'engage à ce que les fichiers déposés comprennent les informations réglementaires requises, dont les références sont rappelées pour chaque dépôt de fichier tout au long de la téléprocédure.**
- **Je m'engage à ne déposer aucun dossier contenant une ou plusieurs pièces confidentielles. Ce dossier doit être déposé directement au service instructeur coordonnateur.**
- **Je prends note que tous les plans réglementaires sont déposés en fin de la téléprocédure. (étape 6)**
- **Je reconnais avoir pris connaissance de l'ensemble des prescriptions générales applicables à mon projet**
- **En initiant le dépôt de mon dossier via la téléprocédure, je m'engage à déposer les compléments sur Service-public.fr**

2 - Déclarant(s)

Déclarant ou mandataire : **Mandataire**

N° SIRET : **77877008100017**

Organisme : **OTE INGENIERIE**

Nom : **HEITZ**

Prénom : **Pauline**

Fonction : **Chargée d'études Environnement**

Adresse email : **pauline.heiz@ote.fr**

Téléphone fixe : **+ 33 367291077**

Mandat (Pièce jointe) : **Mandat de dépôt OTE signé.pdf**

Déclarant (Personne morale) N° 1

N° SIRET : **51256903900013**

Raison sociale : **FRANCE IMMOBILIER FINANCE**

Forme Juridique : **Société à responsabilité limitée (sans autre indication)**

Adresse en France

16 RTE DE LA SCHLUCHT

68140 STOSSWIHR

Signataire

Nom : **CHERVIN**

Prénom : **Bernadette**

Qualité : **Gérante de la société**

Téléphone portable : + 33 643466396

Adresse email : didier.chervin@yahoo.fr

Référent

Nom : **CHERVIN**

Prénom : **Didier**

Fonction : **Gérant de la société**

Téléphone portable : + 33 643466396

Adresse email : didier.chervin@yahoo.fr

Adresse email d'échange avec l'administration

Adresse email : didier.chervin@yahoo.fr

3 - Localisation

Adresse du projet

Code postal et commune : **68530 Buhl**

Numéro et voie ou lieu dit : **30 Rue de la Fabrique**

Géolocalisation du projet

X : **1013076**

Y : **6766471**

Projection : **Lambert 93**

Parcelles : **Parcelle(s) du projet.csv**

4 - Activités

La déclaration est-elle une régularisation d'activité ? **Non**

Le projet se trouve-t-il dans le périmètre d'un ou plusieurs Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) ? **Oui**

Quel(s) sont les SAGE concernés ? **SAGE III-NAPPE-RHIN ; SAGE de la Lauch**

Tableau des rubriques des nomenclatures IOTA

* Rubrique	Alinéa	Libellé des rubriques	* Quantité totale	* Quantité projet	* Régime	Précisions sur les AIOT concernées par le projet
2.1.5.0	2	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :	1.1 ha	1.1 ha	D	Infiltration des eaux pluviales

Caractéristiques du projet

Le projet est-il un plan de gestion établi pour la réalisation d'une opération groupée d'entretien régulier d'un cours d'eau, canal ou plan d'eau ? **Non**

Le projet est-il une installation utilisant l'énergie hydraulique ? **Non**

5 - Documents

Résumé non technique : **RNT.pdf**

Document d'incidence ou étude d'impact : **DOCUMENT D INCIDENCE.pdf**

Évaluation des incidences Natura 2000 : **INCIDENCES N2000.pdf**

Justificatif de maîtrise foncière : **JUSTIFICATIF MAITRISE FONCIERE.pdf**

6 - Plans

Éléments graphiques, plans ou cartes du projet : **ELEMENTS GRAPHIQUES.pdf**

Précisions :



FRANCE IMMOBILIER FINANCE

Zone d'activité « Les rives de la Lauch » à
Buhl (68)



**EVALUATION DES INCIDENCES SUR LES
SITES NATURA 2000**
Déclaration au titre de l'article R.214-1 du
Code de l'Environnement



Novembre 2022



OTE INGÉNIERIE

des compétences au service de vos projets

Siège social

1 rue de la Lisière - BP 40110
67403 ILLKIRCH Cedex - FRANCE
Tél : 03 88 67 55 55
www.ote.fr

	DATE	DESCRIPTION	REDACTION/VERIFICATION	APPROBATION		N° AFFAIRE : 22010209	Page : 2/11
0	09/11/2022	Déclaration IOTA - Evaluation des incidences Natura 2000	OTE - P. HEITZ	<i>PH</i>	B. KURTZ		
P:\10-Projets\22010209 - FRANCE IMMOBILIER FINANCE - BUHL - ZONE D'ACTIVITES\98-ENV\30-RENDU							

Sommaire

Sommaire	3
Préambule	4
1. Incidences sur les sites Natura 2000	5
1.1. Localisation du projet par rapport aux sites Natura 2000	5
1.2. Présentation des sites Natura 2000	Erreur ! Signet non défini.
1.2.1. ZSC « Massif du Donon, du Schneeberg et du Grossman » (FR4201801)	Erreur ! Signet non défini.
1.2.2. ZSC « Secteur Alluvial Rhin-Ried-Bruch, Bas-Rhin » (FR4201797)	Erreur ! Signet non défini.
1.3. Incidence du projet sur les sites Natura 2000	11
1.4. Conclusion	11

Préambule

Le projet d'aménagement d'une zone d'activités par la Société France IMMOBILIER FINANCE sur le ban communal de BUHL relève de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumises à déclaration en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'environnement et nécessite le dépôt d'un dossier de déclaration.

Le projet est classé sous le régime de la Déclaration au titre de la rubrique n° 2.1.5.0 de la nomenclature IOTA.

Tableau n° 1 : Nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L 214-1 à L.214-3 du Code de l'environnement.

N° de rubrique	Intitulé de la rubrique	Description	Classement
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	Infiltration des eaux pluviales Surface du projet : 1,1 ha	Déclaration

Conformément à l'article R 214-32 du Code de l'environnement, le dossier de déclaration comprend :

- Un résumé non technique ;
- Le nom et l'adresse du demandeur ;
- L'emplacement sur lequel le projet doit être réalisé ;
- Une description du projet avec la rubrique de la nomenclature ;
- La justification des choix ;
- Un document indiquant l'incidence du projet sur la ressource en eau, le milieu aquatique, l'écoulement, le niveau et la qualité des eaux, justifiant de la compatibilité du projet avec le SDAGE, le SAGE et les objectifs de qualité ;
- L'incidence Natura 2000 ;
- Les moyens de surveillance prévu
- Les éléments graphiques utiles à la compréhension du dossier.

1. Incidences sur les sites Natura 2000

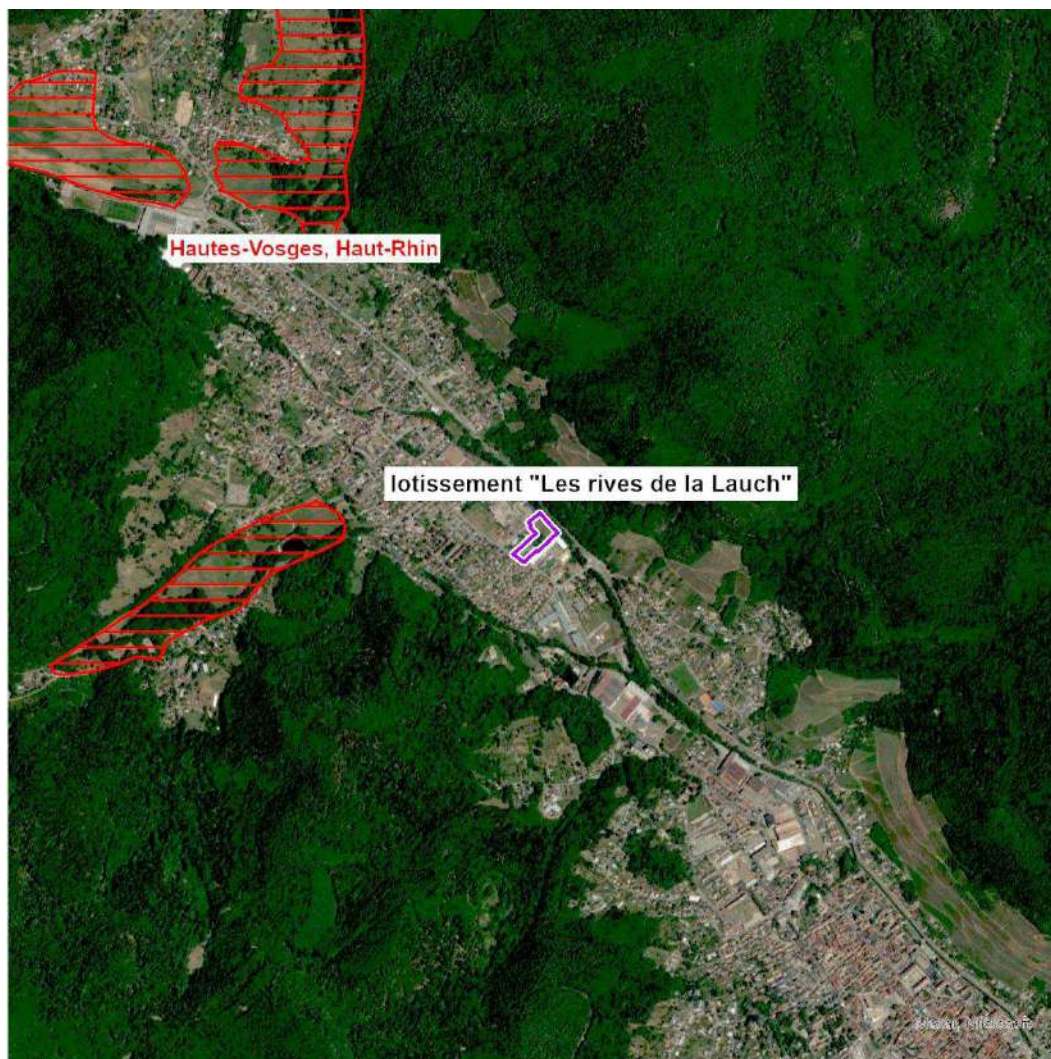
1.1. Localisation du projet par rapport aux sites Natura 2000

Le réseau Natura 2000 regroupe les sites désignés en application de deux directives européennes :


- la directive 2009/147/CE, dite directive "Oiseaux" qui prévoit la création de zones de protection spéciale (ZPS) ayant pour objectif de protéger les habitats nécessaires à la reproduction et à la survie d'oiseaux considérés comme rares ou menacés à l'échelle de l'Europe ;
- la directive 92/43/CEE dite directive "Habitats" qui prévoit la création de zones spéciales de conservation (ZSC) ayant pour objectif d'établir un réseau écologique. Lorsqu'ils ne sont pas encore validés par la Commission Européenne, ces périmètres sont dénommés "sites d'intérêt communautaire".

Le projet de lotissement de France IMMOBILIER FINANCE est situé en dehors de tout site Natura 2000.

Le sites Natura 2000 le plus proche est situé à 600 m à l'Ouest et au Sud du site d'implantation du projet. Il s'agit de la Zone Spéciale de Conservation « Site à chauves-souris des Vosges haut-rhinoises » (FR4202004).



NATURA 2000

 Directive Oiseaux (Zone de Protection Spéciale (ZPS))



SOURCES : INPN ; ESRI WORLD IMAGERY.

OCTOBRE 2022

0 200 400
m

Illustration n° 1 : Sites Natura 2000.

1.2. Présentation du site Natura 2000

1.2.1. Zone de Protection Spéciale « Hautes-Vosges, Haut-Rhin » (FR4213813)

a) Description du site

Caractéristiques du site :

Située dans la partie orientale du massif vosgien, la ZPS des Hautes-Vosges du Haut-Rhin s'étend sur 23 688 ha et concerne 69 communes. La désignation de la zone est justifiée par la présence de 16 espèces de l'annexe I de la Directive 79/409/CEE dite « Directive Oiseaux » notamment le Grand Tétrás, la Gélinothe des bois, la Chouette de Tengmalm, la Chevêchette d'Europe, le Grand-duc d'Europe, le Pic noir, le Pic cendré, le Faucon pèlerin, la Bondrée apivore et la Pie-grièche écorcheur.

Vulnérabilité :

Ce site accueille des espèces extrêmement fragiles et dont certaines ont vu leurs effectifs chuter de manière alarmante.

C'est le cas du Grand Tétrás qui est sensible au dérangement (d'origine variée, notamment accueil du public) aussi bien pendant la période de reproduction qu'en hiver.

Qualité et importance :

Le site des Hautes Vosges offre une diversité d'habitats qui accueillent un important cortège d'oiseaux boréo-alpins.

Les hêtraies-sapinières, les pessières naturelles, les chaumes, les tourbières, les falaises rocheuses et les éboulis rocheux abritent 16 espèces de l'annexe I de la Directive : le Faucon pèlerin, la Gélinothe des bois, le Grand tétras, la Chouette de Tengmalm, le Pic noir, la Chouette Chevêchette, la Bondrée apivore, le Pic cendré, le Pic mar, la Pie grièche écorcheur, le Hibou Grand-Duc, la Cigogne noire, le Pulviers guignard, le Martin pêcheur, le Milan noir, le Milan royal.

b) Oiseaux d'intérêt communautaire de la ZPS

Tableau n° 2 : Espèces visées à l'article 4 de la directive 2009/147/CE et évaluation.

ESPECES		POPULATION PRESENTE SUR LE SITE		EVALUATION DU SITE			
Nom commun	Nom scientifique	Statut	Effectifs	Population	Conservation	Isolement	Globale
Bondrée apivore	<i>Pernis apivorus</i>	Reproduction	-	2% ≥ p > 0%	Bonne	Population non isolée dans son aire de répartition élargie	Bonne
Chouette chevêchette	<i>Glaucidium passerinum</i>	Sédentaire	2 à 10 couples	2% ≥ p > 0%	Bonne	Population non isolée dans son aire de répartition élargie	Bonne
Chouette de Tengmalm	<i>Aegolius funereus</i>	Sédentaire	10 à 30 couples	2% ≥ p > 0%	Bonne	Population non isolée dans son aire de répartition élargie	Bonne
Cigogne noire	<i>Ciconia nigra</i>	Concentration	-	Non significative			
Faucon pèlerin	<i>Falco peregrinus</i>	Sédentaire	5 à 15 couples	2% ≥ p > 0%	Bonne	Population non isolée dans son aire de répartition élargie	Bonne
Gélinotte des bois	<i>Bonasia bonasia</i>	Sédentaire	-	2% ≥ p > 0%	Moyenne réduite	Population non isolée dans son aire de répartition élargie	Significative
Grand Tétrás	<i>Tetrao urogallus</i>	Sédentaire	1 à 5 mâles	2% ≥ p > 0%	Moyenne	Population (presque) isolée	Significative
Martin pêcheur	<i>Alcedo atthis</i>	Sédentaire	-	2% ≥ p > 0%	Bonne	Population non isolée dans son aire de répartition élargie	Bonne
Milan noir	<i>Milvus migrans</i>	Reproduction	-	2% ≥ p > 0%	Bonne	Population non isolée dans son aire de répartition élargie	Bonne
Milan royal	<i>Milvus milvus</i>	Reproduction	-	2% ≥ p > 0%	Bonne	Population non isolée dans son aire de répartition élargie	Bonne

ESPECES		POPULATION PRESENTE SUR LE SITE		EVALUATION DU SITE			
Nom commun	Nom scientifique	Statut	Effectifs	Population	Conservation	Isolement	Globale
Pic cendré	<i>Picus canus</i>	Sédentaire	-	2% ≥ p > 0%	Bonne	Population non isolée dans son aire de répartition élargie	Bonne
Pic mar	<i>Dendrocops medius</i>	Sédentaire	-	2% ≥ p > 0%	Bonne	Population non isolée dans son aire de répartition élargie	Bonne
Pic noir	<i>Dryocopus martius</i>	Sédentaire	-	2% ≥ p > 0%	Bonne	Population non isolée dans son aire de répartition élargie	Bonne
Pie-grièche écorcheur	<i>Lanius collurio</i>	Reproduction	150 à 300 couples	2% ≥ p > 0%	Bonne	Population non isolée dans son aire de répartition élargie	Bonne
Pluvier guignard	<i>Charadrius morinelles</i>	Concentration	-	2% ≥ p > 0%	Bonne	Population non isolée dans son aire de répartition élargie	Bonne
Sarcelle d'hiver	<i>Anas crecca</i>	Reproduction	-	Non significative			

c) Les objectifs du DOCOB de la ZPS

Objectifs de développement durable	Sous-objectifs de développement durable
1. Mettre en œuvre une gestion forestière contribuant à maintenir ou à améliorer la qualité des habitats d'espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire	1.1. Mettre en cohérence les documents de gestion forestière avec les enjeux de conservation des espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire
	1.2. Mettre en œuvre des pratiques de gestion favorables aux espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire
	1.3. Laisser évoluer naturellement les peuplements forestiers pas ou peu exploités proches de l'état naturel
2. Maintenir ou améliorer la quiétude	2.1. Contribuer au maintien ou à la restauration de zones de quiétude favorables aux espèces d'intérêt communautaire des milieux forestiers
	2.2. Contribuer au maintien ou à la restauration de zones de quiétude favorables aux espèces d'intérêt communautaire des milieux rupestres
3. Restaurer ou maintenir un équilibre forêt-gibier et des populations d'espèces gibiers à des niveaux compatibles avec les populations d'espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire	3.1. Veiller à ce que les populations de gibier soient en adéquation avec les enjeux de conservation des espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire, notamment pour la qualité de leurs habitats
	3.2. Tendre vers une gestion plus naturelle des populations d'espèces gibiers
4. Maintenir et/ou accroître un espace rural diversifié riche avec prairies, buissons et arbres par une gestion extensive et variée	4.1. Conserver les surfaces de prairies
	4.2. Soutenir la poursuite d'une gestion extensive et diversifiée des milieux ouverts
5. Décliner et accompagner les politiques nationales et régionales de préservation de la nature en cohérence avec les enjeux de conservation des espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire	5.1. Participer à la déclinaison et accompagner la mise en œuvre des politiques en faveur de la biodiversité
	5.2. Assurer la cohérence de l'ensemble des projets, programmes et politiques publiques selon les enjeux de conservation du site Natura 2000
	5.3. Mettre en cohérence les gestions appliquées dans chaque région administrative
6. Impliquer l'ensemble des acteurs	6.1. Sensibiliser, responsabiliser et impliquer les acteurs locaux, utilisateurs de l'espace (propriétaires, élus, gestionnaires, professionnels du tourisme, etc.).
7. Améliorer les connaissances écologiques et socio-économiques du site	7.1. Assurer un observatoire des espèces et des habitats
	7.2. Assurer un observatoire des activités socio-économiques en lien avec les enjeux écologiques du site

1.3. Incidence du projet sur les sites Natura 2000

Le projet de lotissement de France IMMOBILIER FINANCE est isolé par une bande urbanisée des sites Natura 2000 le plus proche.

Le projet ne induit aucun effet prévisible notable sur l'environnement : le projet s'implante sur des terrains déjà bâtis et les seuls rejets recensés sont les eaux pluviales de toitures et de voiries, sans risque de pollution, et les eaux usées domestiques, qui sont traitées dans la station d'épuration d'Issenheim.

Considérant l'éloignement des sites Natura 2000 et l'absence d'effet du projet sur l'environnement, aucune incidence sur les sites Natura 2000 n'est à prévoir.

1.4. Conclusion

L'analyse préliminaire des incidences sur les sites Natura 2000 ne permet pas de mettre en évidence d'incidences significatives du fait de la réalisation du projet. En conséquence, il n'est pas nécessaire de procéder à une analyse approfondie des incidences du projet ou de justifier de l'intérêt majeur du projet.

Récépissé de dépôt d'une demande de permis de construire ou de permis d'aménager¹

Madame, Monsieur,

Vous avez déposé une demande de permis de construire ou d'aménager. **Le délai d'instruction de votre dossier est de TROIS MOIS** et, si vous ne recevez pas de réponse de l'administration dans ce délai, vous bénéficierez d'un permis tacite.

- **Toutefois, dans le mois qui suit le dépôt de votre dossier, l'administration peut vous contacter :**
 - soit pour vous avertir qu'un autre délai est applicable, lorsque le code de l'urbanisme l'a prévu pour permettre les consultations nécessaires (si votre projet nécessite la consultation d'autres services...);
 - soit pour vous indiquer qu'il manque une ou plusieurs pièces à votre dossier;
 - soit pour vous informer que votre projet correspond à un des cas où un permis tacite n'est pas possible.
- **Si vous recevez une telle correspondance avant la fin du premier mois, celle-ci remplacera le présent récépissé.**
- **Si vous n'avez rien reçu à la fin du premier mois suivant le dépôt, le délai de trois mois ne pourra plus être modifié. Si aucune réponse de l'administration ne vous est parvenue à l'issue de ce délai de trois mois, vous pourrez commencer les travaux² après avoir :**
 - adressé au maire, par voie papier (en trois exemplaires) ou par voie électronique, une déclaration d'ouverture de chantier (vous trouverez un modèle de déclaration CERFA n° 13407 à la mairie ou sur le site officiel de l'administration française : <http://www.service-public.fr>);
 - affiché sur le terrain ce récépissé pour attester la date de dépôt;
 - installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet.Vous trouverez le modèle de panneau à la mairie, sur le site officiel de l'administration française : <http://www.service-public.fr>, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.
- **Attention : le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :**
 - dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu de vous en informer au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
 - dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal, excepté dans le cas évoqué à l'article 222 de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique. Elle est tenue de vous en informer préalablement et de vous permettre de répondre à ses observations.

2 Certains travaux ne peuvent pas être commencés dès la délivrance du permis et doivent être différés : c'est le cas des travaux situés dans un site classé, des transformations de logements en un autre usage dans les communes de plus de 200 000 habitants et dans les départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, ou des installations classées pour la protection de l'environnement. Vous pouvez vérifier auprès de la mairie que votre projet n'entre pas dans ces cas.

(à remplir par la mairie)

Le projet ayant fait l'objet d'une demande de permis n° 06805822U0001,
déposée à la mairie le : 02.09.2022
par : FRANCE IMMOBILIER FINANCE,
fera l'objet d'un permis tacite³ à défaut de réponse de l'administration trois mois après
cette date. Les travaux pourront alors être exécutés après affichage sur le terrain du
présent récépissé et d'un panneau décrivant le projet conforme au modèle réglementaire.

Cachet de la mairie :



3 Le maire ou le préfet en délivre certificat sur simple demande.

Délais et voies de recours : Le permis peut faire l'objet d'un recours administratif ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain d'un panneau décrivant le projet et visible de la voie publique (article R. 600-2 du code de l'urbanisme).

L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier copie de celui-ci à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation (article R. 600-1 du code de l'urbanisme).

Le permis est délivré sous réserve du droit des tiers : Il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis de construire respecte les règles d'urbanisme.

¹ Dans le cadre d'une saisine par voie électronique, le récépissé est constitué par un accusé de réception électronique.

Mandat de dépôt d'une Autorisation Environnementale

Je soussigné CHERVIN Bernadette (NOM Prénom), ci-dessous désigné comme « Mandant » déclare sur l'honneur donner mandat à la personne ci-dessous désignée comme « Mandataire », aux fins qu'elle dépose numériquement sur le site Service-public.fr le dossier de ma demande d'Autorisation Environnementale décrite aux articles L.181-1 et suivants du code de l'environnement, relative au projet de zone d'activité "Les rives de la Lauch" à Buhl (Nom du projet).

Cadre réservé au MANDANT :

Si personne physique :

Nom : _____
Prénom(s) : _____
Né(e) le : _____ à _____
Adresse : _____
Code postal et ville : _____

Si personne morale :


Organisme : **FRANCE IMMOBILIER FINANCE**
SIRET : **51256903900013**
Adresse du siège social : **577 rue de Brotonne**
Code postal et ville : **27520 GRAND BOURGTHEROULDE**
Représentée par :
Nom : **CHERVIN**
Prénom(s) : **Bernadette**
Né(e) le : **22/01/1944** à **FLANCOURT-CATELON**

Cadre réservé au MANDATAIRE :

Nom de la personne en charge du dossier : **Heitz**
Prénom(s) de la personne en charge du dossier : **Pauline**
Organisme : **OTE Ingenierie**
SIRET : **77877008100017**
Adresse du siège social : **1 rue de la Lisière**
Code postal et ville : **67400 ILLKIRCH**

Fait à **GRAND BOURGTHEROULDE**
Le **16 novembre 2022**

Signature du mandant : 

Signature du mandataire : 

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement.

Conformément au règlement général sur la protection des données du 27 avril 2016, applicable depuis le 25 mai 2018 et à la loi « informatique et liberté » dans sa dernière version modifiée du 20 juin 2018, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition des informations qui vous concernent.

Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier ou un courriel (...@.gouv.fr) au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier. Cette demande écrite est accompagnée d'une copie du titre d'identité avec signature du titulaire de la pièce, en précisant l'adresse à laquelle la réponse doit être envoyée.



FRANCE IMMOBILIER FINANCE

Zone d'activité « Les rives de la Lauch » à
Buhl (68)



RESUME NON TECHNIQUE

Déclaration au titre de l'article R.214-1 du Code
de l'Environnement



Novembre 2022



OTE INGÉNIERIE

des compétences au service de vos projets

Siège social

1 rue de la Lisière - BP 40110
67403 ILLKIRCH Cedex - FRANCE

Tél : 03 88 67 55 55
www.ote.fr

	DATE	DESCRIPTION	REDACTION/VERIFICATION	APPROBATION		N° AFFAIRE : 22010209	Page : 2/9
0	14/11/2022	RNT Déclaration IOTA	OTE - P. HEITZ	<i>PH</i>	B. KURTZ		
P:\10-Projets\22010209 - FRANCE IMMOBILIER FINANCE - BUHL - ZONE D'ACTIVITES\98-ENV\30-RENDU							

Sommaire

Sommaire	3
Préambule	4
A. Résumé non technique	5
1. Présentation du projet	6
2. Incidence du projet sur l'eau	8
2.1. L'environnement du projet	8
2.2. Incidence du projet sur l'eau	8
2.3. Autres incidences potentielles	8
3. Incidence sur les sites Natura 2000	9
4. Compatibilité du projet avec le SDAGE et le SAGE	9

Préambule

Le projet d'aménagement d'une zone d'activités par la Société France IMMOBILIER FINANCE sur le ban communal de BUHL relève de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumises à déclaration en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'environnement et nécessite le dépôt d'un dossier de déclaration.

Le projet est classé sous le régime de la Déclaration au titre de la rubrique n° 2.1.5.0 de la nomenclature IOTA.

Tableau n° 1 : Nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L 214-1 à L.214-3 du Code de l'environnement.

N° de rubrique	Intitulé de la rubrique	Description	Classement
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	Infiltration des eaux pluviales Surface du projet : 1,1 ha	Déclaration

Conformément à l'article R 214-32 du Code de l'environnement, le dossier de déclaration comprend :

- Un résumé non technique ;
- Le nom et l'adresse du demandeur ;
- L'emplacement sur lequel le projet doit être réalisé ;
- Une description du projet avec la ou les rubriques de la nomenclature ;
- Les raisons des choix ;
- Un document indiquant l'incidence du projet sur la ressource en eau, le milieu aquatique, l'écoulement, le niveau et la qualité des eaux, justifiant de la compatibilité du projet avec le SDAGE, le SAGE, et les objectifs de qualité ;
- L'incidence Natura 2000 ;
- Les moyens de surveillance prévus ;
- Les éléments graphiques utiles à la compréhension du dossier.

A. Résumé non technique

1. Présentation du projet

Le projet d'aménagement de la zone d'activités artisanales, tertiaires et commerciales prévoit la réalisation d'un maximum de 9 lots.

Cette opération s'inscrit dans une démarche de requalification d'un ancien site industriel, à l'intérieur du tissu urbain de Buhl.

Le projet de voirie envisagé permet la valorisation des bâtiments existants s'ils trouvent preneur pour y réinstaller une activité, mais permet également leur démolition le cas échéant.

Une bande de 15 mètres au niveau de la berge de la Lauch restera inconstructible et conservera son caractère naturel.

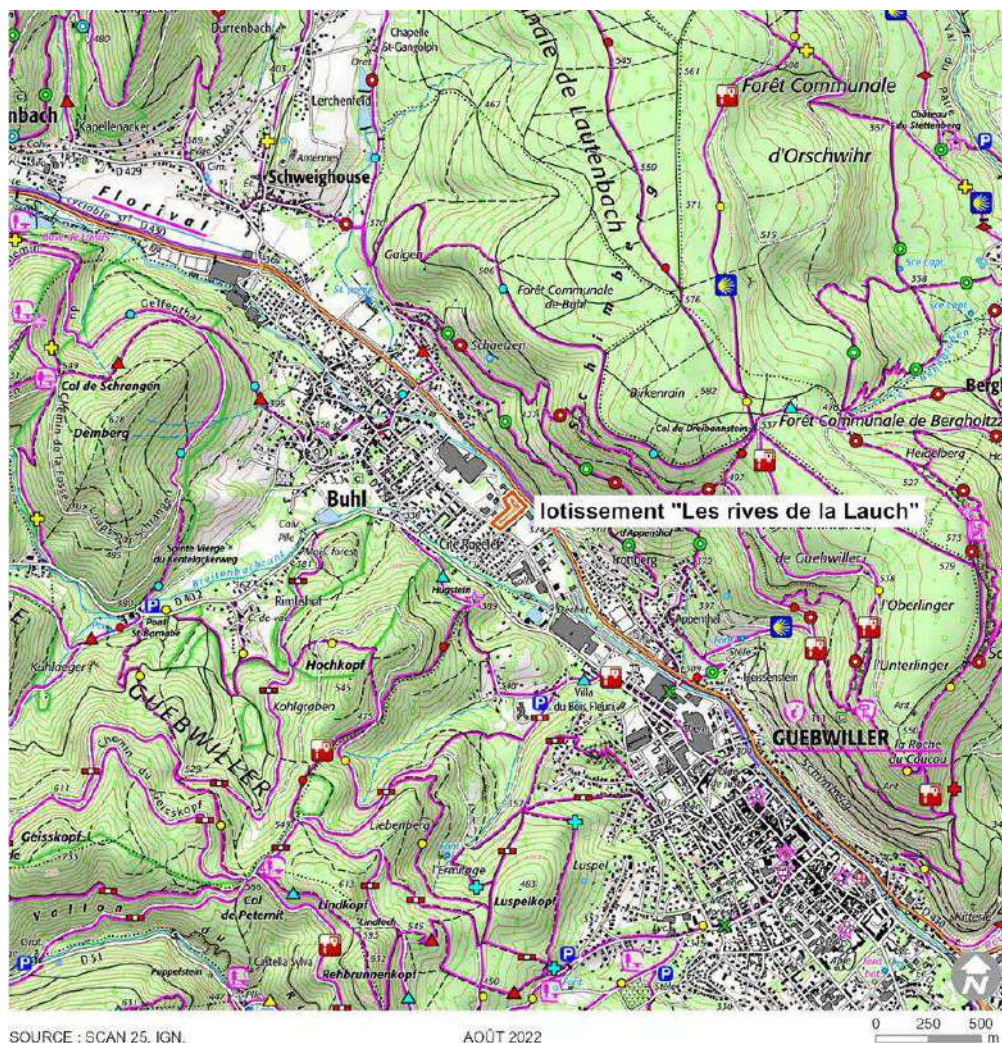


Illustration n° 1 : Plan de situation locale.

Les eaux usées issues du lotissement seront uniquement de type sanitaire et domestique (WC, douches, éviers).

Les eaux usées de l'ensemble de la zone d'activité seront raccordées sur le collecteur DN 800 mm existant de la rue de la Fabrique.

Les eaux pluviales induites par le projet sont les suivantes :

- Des eaux de toiture ;
- Des eaux de ruissellement des voiries, des cheminements piétons et des parkings.

Les eaux pluviales de la voirie seront infiltrées dans des noues.

Un dossier de déclaration au titre de la réglementation « eau » doit être réalisé au titre de la rubrique n°2.1.5.0. de la nomenclature « Eau », relative à l'infiltration des eaux pluviales

2. Incidence du projet sur l'eau

2.1. L'environnement du projet

Le site d'implantation du projet repose sur des alluvions vosgiennes de fond de vallée.

Le site est dans l'emprise de la masse d'eau de type socle CG103 « Socle vosgien ». Cette masse d'eau présente un bon état qualitatif et quantitatif.

Le terrain accueillant le projet est situé en dehors de tout périmètre de protection de captage d'eau potable.

Le projet s'inscrit dans le bassin versant de la Lauch. Celle-ci s'écoule en limite Nord-Est du périmètre du lotissement.

Le ban communal de Buhl est concerné par le PPRI de la Lauch, mais le périmètre du projet n'est recouvert par aucun zonage particulier.

Une surface réduite du lotissement, (environ 700 m² au Sud) est potentiellement sujette au débordement de nappe.

2.2. Incidence du projet sur l'eau

Le projet ne prévoit aucun prélèvement d'eau souterraine et aucune substance présentant un risque pour les eaux souterraines ne sera mise en œuvre. Il n'aura donc aucune d'incidence sur les eaux souterraines.

Les seuls rejets recensés sont les eaux usées, de type sanitaire et domestique, qui seront traitées par la station d'épuration d'Issenheim et les eaux pluviales qui seront gérées par infiltration.

2.3. Autres incidences potentielles

L'emprise du projet et les rejets très limités qui en découleront n'induiront pas d'incidences significatives sur la qualité de l'air, sur le contexte paysager ou environnemental d'une manière générale.

3. Incidence sur les sites Natura 2000

Le projet de lotissement de France IMMOBILIER FINANCE est situé en dehors de tout site Natura 2000.

Le site Natura 2000 le plus proche est situé à 600 m à l'Ouest et au Sud du site d'implantation du projet. Il s'agit de la Zone Spéciale de Conservation « Site à chauves-souris des Vosges haut-rhinoises » (FR4202004).

Considérant l'éloignement des sites Natura 2000 et l'absence d'effet du projet sur l'environnement (aucun risque de pollution), aucune incidence sur les sites Natura 2000 n'est à prévoir.

4. Compatibilité du projet avec le SDAGE et le SAGE

Le projet de lotissement de FRANCE IMMOBILIER FINANCE est parfaitement compatible avec les plans et schémas d'aménagement suivants :

- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhin-Meuse 2022-2027 ;
- Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) III Nappe Rhin ;
- Le SAGE de la Lauch.



FRANCE IMMOBILIER FINANCE

Zone d'activité « Les rives de la Lauch » à
Buhl (68)



DOCUMENT D'INCIDENCE

Déclaration au titre de l'article R.214-1 du Code
de l'Environnement



Novembre 2022



OTE INGÉNIERIE

des compétences au service de vos projets

Siège social

1 rue de la Lisière - BP 40110
67403 ILLKIRCH Cedex - FRANCE

Tél : 03 88 67 55 55

www.ote.fr

	DATE	DESCRIPTION	REDACTION/VERIFICATION		APPROBATION		N° AFFAIRE : 22010209	Page : 2/53
0	14/11/2022	Déclaration IOTA – Document d'incidence	OTE P. HEITZ	<i>PH</i>	B. KURTZ	<i>BK</i>		
P:\10-Projets\22010209 - FRANCE IMMOBILIER FINANCE - BUHL - ZONE D'ACTIVITES\98-ENV\30-RENDU								

Sommaire

Sommaire	3
Liste des illustrations	5
Liste des tableaux	6
Préambule	7
A. Renseignements généraux	8
1. Le déclarant	9
2. Emplacement des installations	10
3. Nature, consistance, volume et objet de l'ouvrage, de l'installation des travaux ou de l'activité envisagée	14
3.1. Présentation du projet	14
3.1.1. Caractéristiques du terrain	14
3.1.2. Aménagements	15
3.1.3. Traitement des voies et espaces publics	17
3.2. Gestion des rejets	17
3.2.1. Gestion des eaux usées	17
3.2.2. Gestion des eaux pluviales	18
3.3. Classement au titre de l'article R.214-1 du code de l'environnement	18
4. Justification des choix	19
B. Incidence du projet sur l'eau	20
Préambule	21
1. Présentation sommaire de l'environnement du site	22
1.1. Environnement du site	22
1.1.1. Géologie et hydrologie	22
1.1.2. Les eaux superficielles	26
1.2. Les zones humides	30
1.2.1. Les zones humides remarquables	30
1.2.2. Les zones à dominante humide	31
1.2.3. Diagnostic « zones humides »	31
1.3. Les milieux naturels	33
2. Incidence du projet sur l'eau	36
2.1. Sur l'écoulement et le niveau des eaux	36

2.1.1. Voirie publique	36
2.1.2. Parcelles privatives	40
2.2. Sur la qualité des eaux	40
2.3. Sur la ressource en eau	40
2.4. Sur les milieux aquatiques et humides	40
3. Incidence du projet sur la biodiversité	40
4. Comptabilité du projet avec le SDAGE, le SAGE, le plan de gestion des risques inondation, et contribution aux objectifs de qualité des eaux	41
4.1. Compatibilité avec le SDAGE	41
4.1.1. Présentation du SDAGE Rhin-Meuse	41
4.1.2. Analyse de la comptabilité avec le SDAGE Rhin-Meuse	42
4.2. Compatibilité avec le SAGE	46
4.2.1. Eaux souterraines – SAGE III Nappe Rhin	46
4.2.2. Eaux superficielles – SAGE de la Lauch	48
5. Mesures correctives ou compensatoires envisagées	51
6. Moyens de surveillance	51
C. Annexes	52

Liste des illustrations

Illustration n° 1 : Plan de situation locale.	11
Illustration n° 2 : Extrait du plan cadastral.	12
Illustration n° 3 : Vue aérienne.	13
Illustration n° 4 : Extrait du projet de PLU de Buhl.	15
Illustration n° 5 : Plan de composition.	16
Illustration n° 6 : Coupe de la voirie.	17
Illustration n° 7 : Extrait de la carte géologique.	22
Illustration n° 8 : Risque de remontée de nappe au droit du projet.	24
Illustration n° 9 : Périmètre de protection des captages d'eau potable.	25
Illustration n° 10 : Réseau hydrographique.	26
Illustration n° 11 : Risque inondation (source : PPRI de la Lauch).	29
Illustration n° 12 : Les zones humides remarquables à proximité du projet.	30
Illustration n° 13 : Les zones à dominante humide à proximité du projet.	31
Illustration n° 14 : Identification des milieux humides présents aux abords du site.	32
Illustration n° 15 : Les milieux naturels à proximité du projet.	34
Illustration n° 16 : Vue en coupe de la noue.	37

Liste des tableaux

Tableau n° 1 : Nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L 214-1 à L.214-3 du Code de l'environnement.	7
Tableau n° 2 : Etat parcellaire.....	10
Tableau n° 3 : Nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L 214-1 à L.214-3 du Code de l'environnement	18
Tableau n° 4 : Etat chimique et quantitatif des masses d'eau souterraine.....	23
Tableau n° 5 : Objectifs d'état de la masse d'eau souterraine pour la période 2022-2027.	23
Tableau n° 6 : Caractéristiques hydrologiques de la Lauch.	27
Tableau n° 7 : Tableau n° 13 : Etat de la masse d'eau Lauch 2 (FRCR79) (source : SIERM).....	28
Tableau n° 8 : Surfaces impliquées dans le calcul.	37
Tableau n° 9 : Dimensionnement du volume de stockage nécessaire pour une période de retour de 20 ans.	38
Tableau n° 10 : Compatibilité avec le SDAGE Rhin-Meuse	43
Tableau n° 11 : Compatibilité avec le SAGE. III Nappe Rhin	47
Tableau n° 12 : Compatibilité avec le SAGE de la Lauch.	49

Préambule

Le projet d'aménagement d'une zone d'activités par la Société France IMMOBILIER FINANCE sur le ban communal de BUHL relève de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumises à déclaration en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'environnement et nécessite le dépôt d'un dossier de déclaration.

Le projet est classé sous le régime de la Déclaration au titre de la rubrique n° 2.1.5.0 de la nomenclature IOTA.

Tableau n° 1 : Nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L 214-1 à L.214-3 du Code de l'environnement.

N° de rubrique	Intitulé de la rubrique	Description	Classement
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	Infiltration des eaux pluviales Surface du projet : 1,1 ha	Déclaration

Conformément à l'article R 214-32 du Code de l'environnement, le dossier de déclaration comprend :

- Un résumé non technique ;
- Le nom et l'adresse du demandeur ;
- L'emplacement sur lequel le projet doit être réalisé ;
- Une description du projet avec la rubrique de la nomenclature ;
- La justification des choix ;
- Un document indiquant l'incidence du projet sur la ressource en eau, le milieu aquatique, l'écoulement, le niveau et la qualité des eaux, justifiant de la compatibilité du projet avec le SDAGE, le SAGE et les objectifs de qualité ;
- L'incidence Natura 2000 ;
- Les éléments graphiques utiles à la compréhension du dossier.

A. Renseignements généraux

1. Le déclarant

Raison sociale :
France IMMOBILIER FINANCE

Forme juridique :
Société à Responsabilité Limitée

N°SIRET :
51 25 69 03 90 00 13

Adresse du siège social :
16, route de la Schlucht
68140 STOSSWIHR

Adresse du site :
30, rue de la Fabrique
68530 BUHL

Nom et qualité du signataire de la demande :
Bernadette CHERVIN, gérante de la société

Nom et qualité du responsable du dossier :
Didier CHERVIN

Téléphone : 06 43 46 63 96

Mail : didier.chervin@yahoo.fr

2. Emplacement des installations

Département : Haut-Rhin
Arrondissement : Thann-Guebwiller
Canton : Guebwiller
Commune : Buhl

Tableau n° 2 : Etat parcellaire.

Section	Numéro de parcelle	Superficie de la parcelle (en m ²)
7	273	4 350
8	191	27
	193	45
	208	4 753
	209	15
	222	446
	224	21
	298	616
	302	532
	338	225
Superficie totale		11 030

Les parcelles concernées par le projet de lotissement sont situées sur le ban communal de Buhl aux lieux-dits Niedere Matten et Fischermatten.

Le projet s'inscrit dans un environnement urbain constitué :

- Au Sud-Est par un ensemble immobilier (centre d'activités Hugstein) qui regroupe plusieurs activités artisanales et tertiaires ;
- Au Sud-Ouest par un quartier résidentiel (au Sud de la rue de la Fabrique) ;
- Au Nord-Ouest par plusieurs activités artisanales (Fromagerie St Nicolas, un carreleur, un garage automobile, un transporteur) auxquelles sont parfois associées des logements, une maison d'habitation et les ateliers municipaux de la ville de Buhl ;
- Au Nord-Est par la Lauch et sa ripisylve au-delà desquelles passe la RD430 qui draine la vallée.

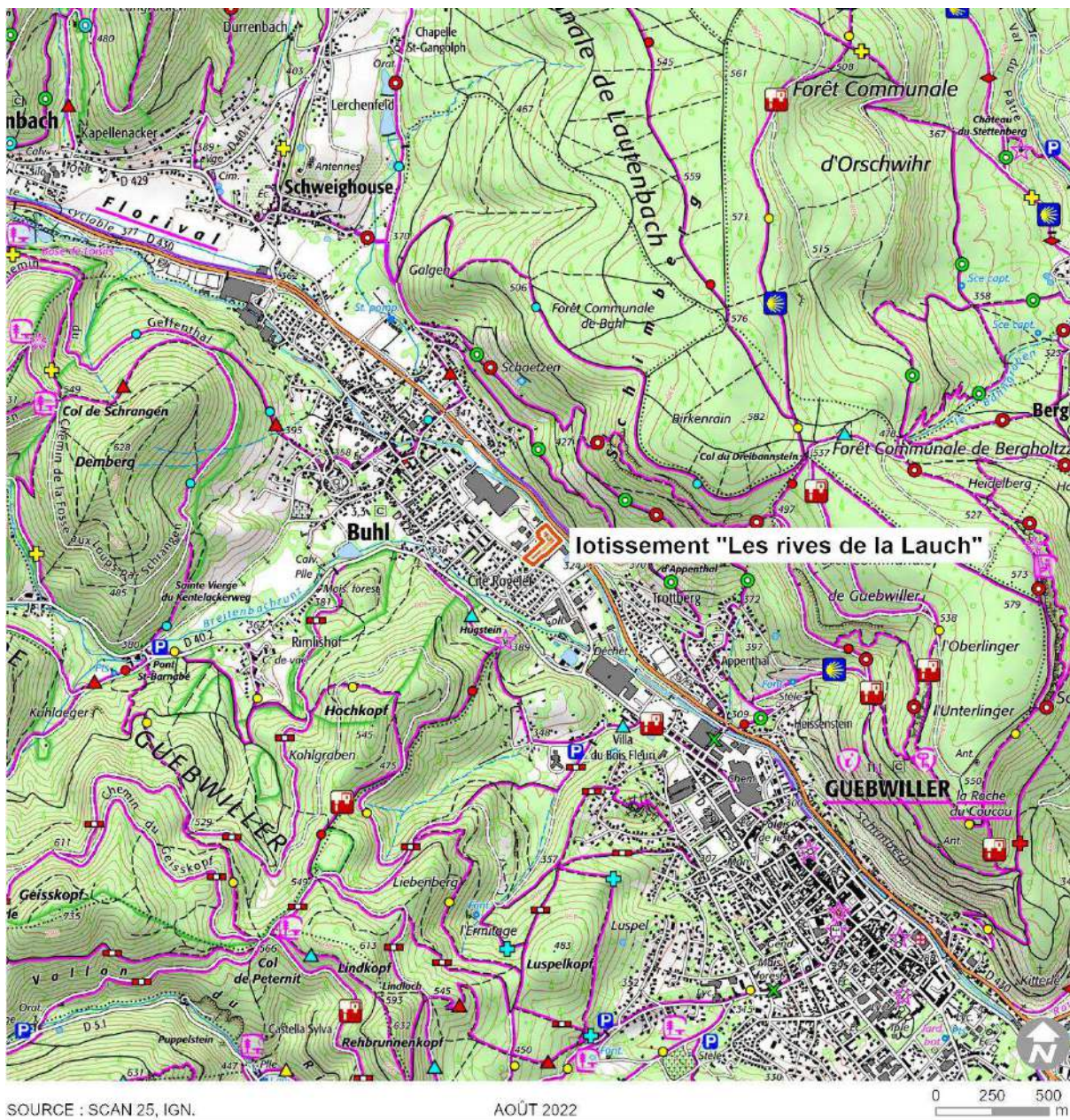


Illustration n° 1 : Plan de situation locale.

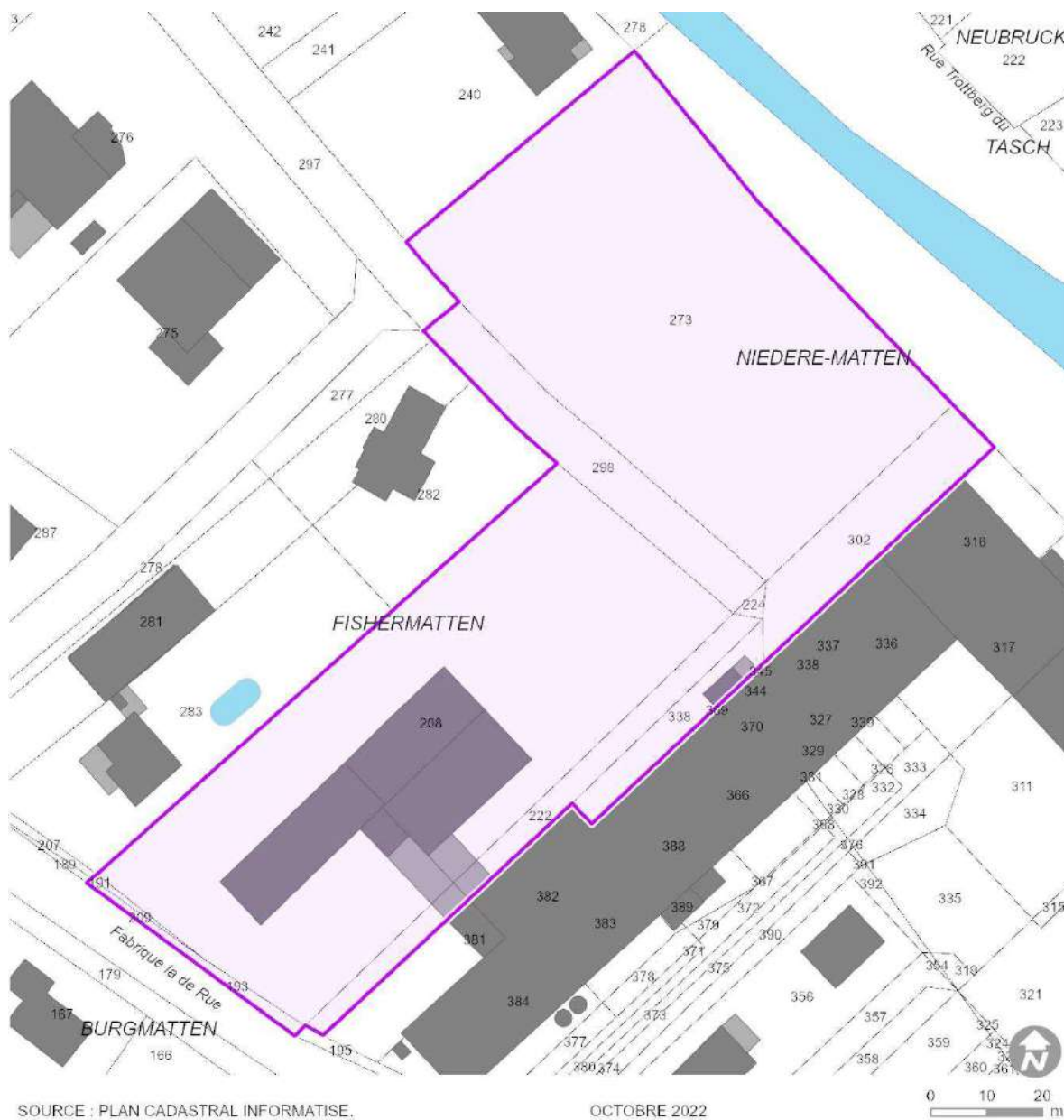


Illustration n° 2 : Extrait du plan cadastral.

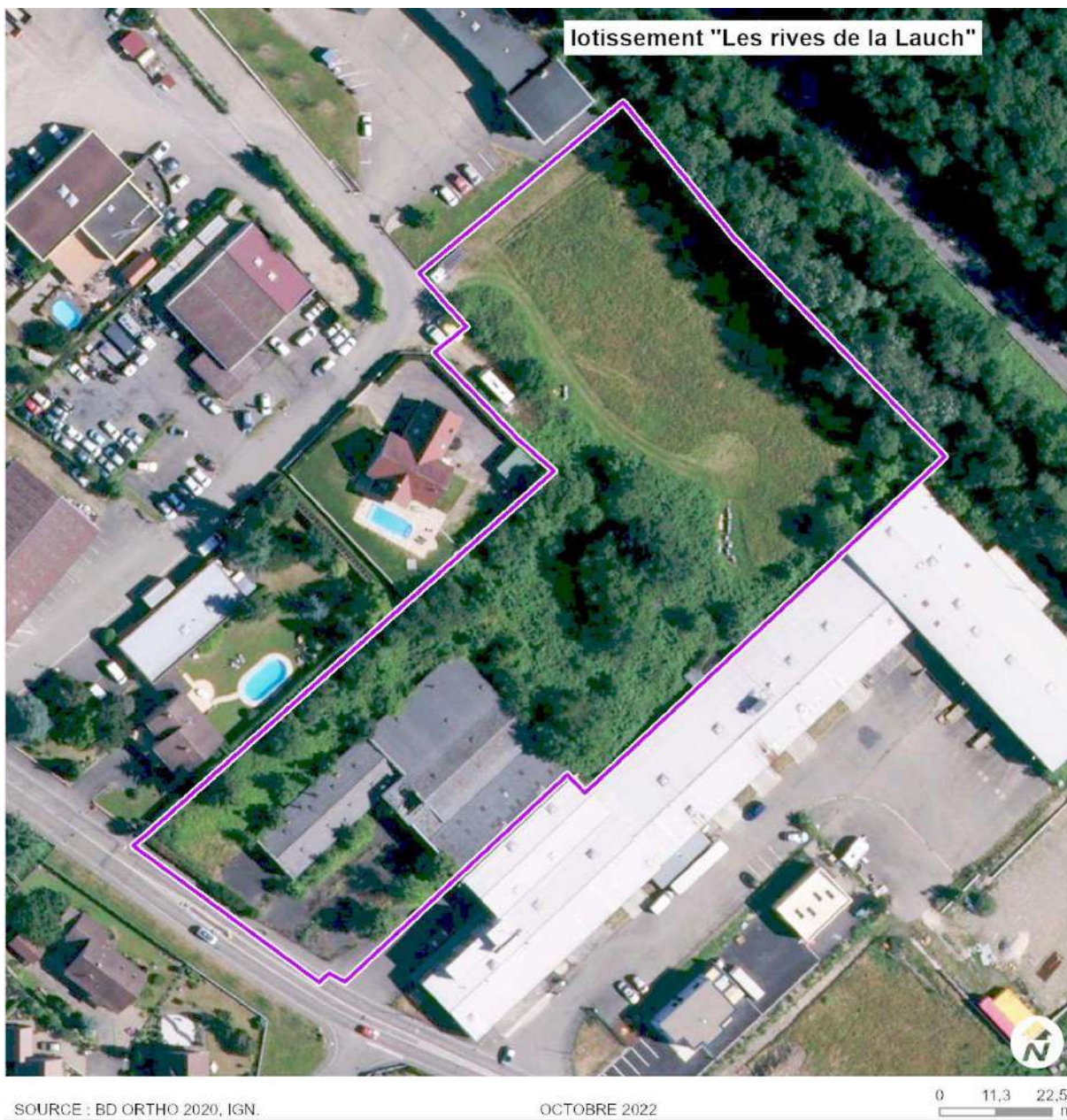


Illustration n° 3 : Vue aérienne.

3. Nature, consistance, volume et objet de l'ouvrage, de l'installation des travaux ou de l'activité envisagée

3.1. Présentation du projet

3.1.1. Caractéristiques du terrain

a) Topographie

D'un point de vue topographique, le site est quasiment plat et horizontal. Le site étudié est référencé à une altitude moyenne de +327,5 m NGF. Les irrégularités dans le terrain naturel laissent apparaître quelques bosses ou creux sur les parties du terrain qui n'ont pas jamais été aménagées.

b) Document d'urbanisme

Le document d'urbanisme applicable sur la commune est le Plan Local d'Urbanisme de Buhl approuvé le 11 septembre 2017. Ce document est actuellement en révision dans le cadre de l'élaboration du PLU intercommunal de la Communauté de communes de la région de Guebwiller.

Les parcelles visées par le projet sont situées dans la zone UE et les bords de la Lauch sont classés en zone naturelle.

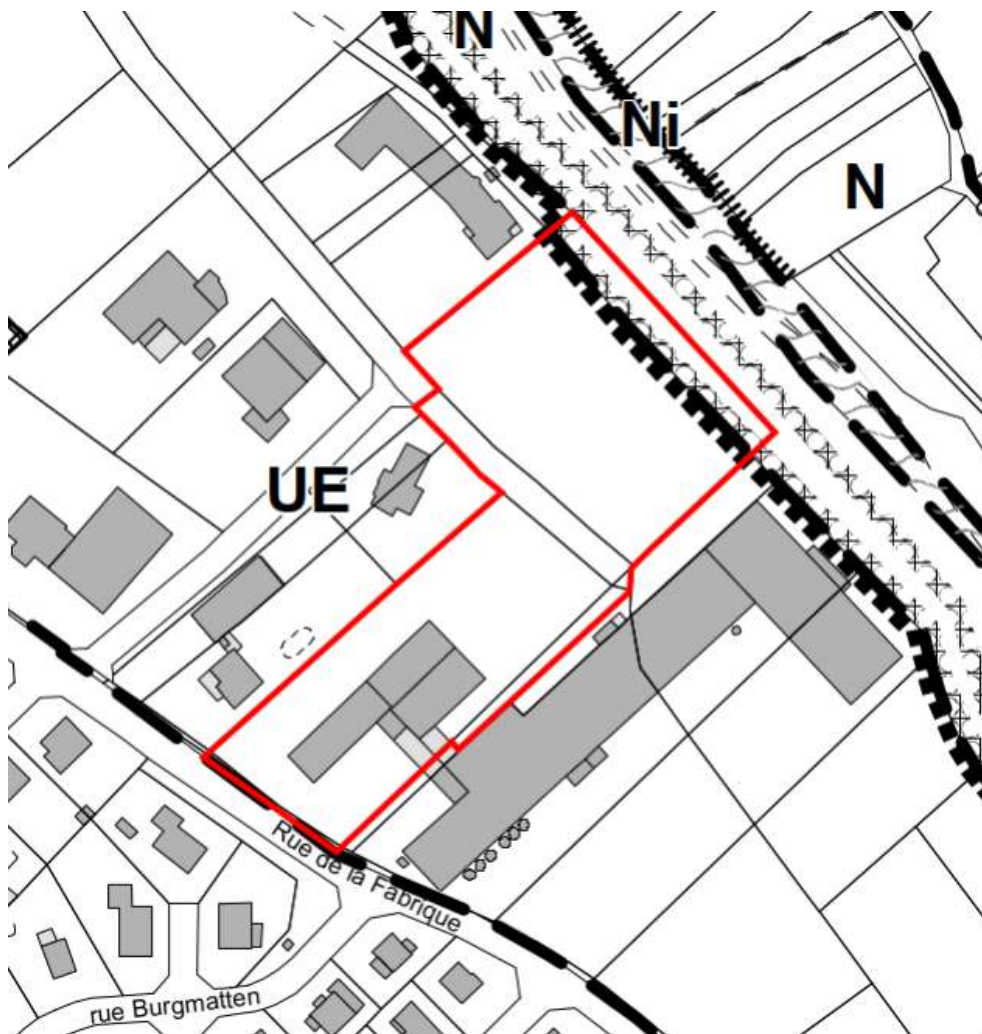


Illustration n° 4 : Extrait du projet de PLU de Buhl.

3.1.2. Aménagements

Le projet d'aménagement de la zone d'activités artisanales, tertiaires et commerciales prévoit la réalisation d'un maximum de 9 lots.

Cette opération s'inscrit dans une démarche de requalification d'un ancien site industriel, à l'intérieur du tissu urbain de Buhl.

Le projet de voirie envisagé permet la valorisation des bâtiments existants s'ils trouvent preneur pour y réinstaller une activité, mais permet également leur démolition le cas échéant.

Une bande de 15 mètres au niveau de la berge de la Lauch restera inconstructible et conservera son caractère naturel.

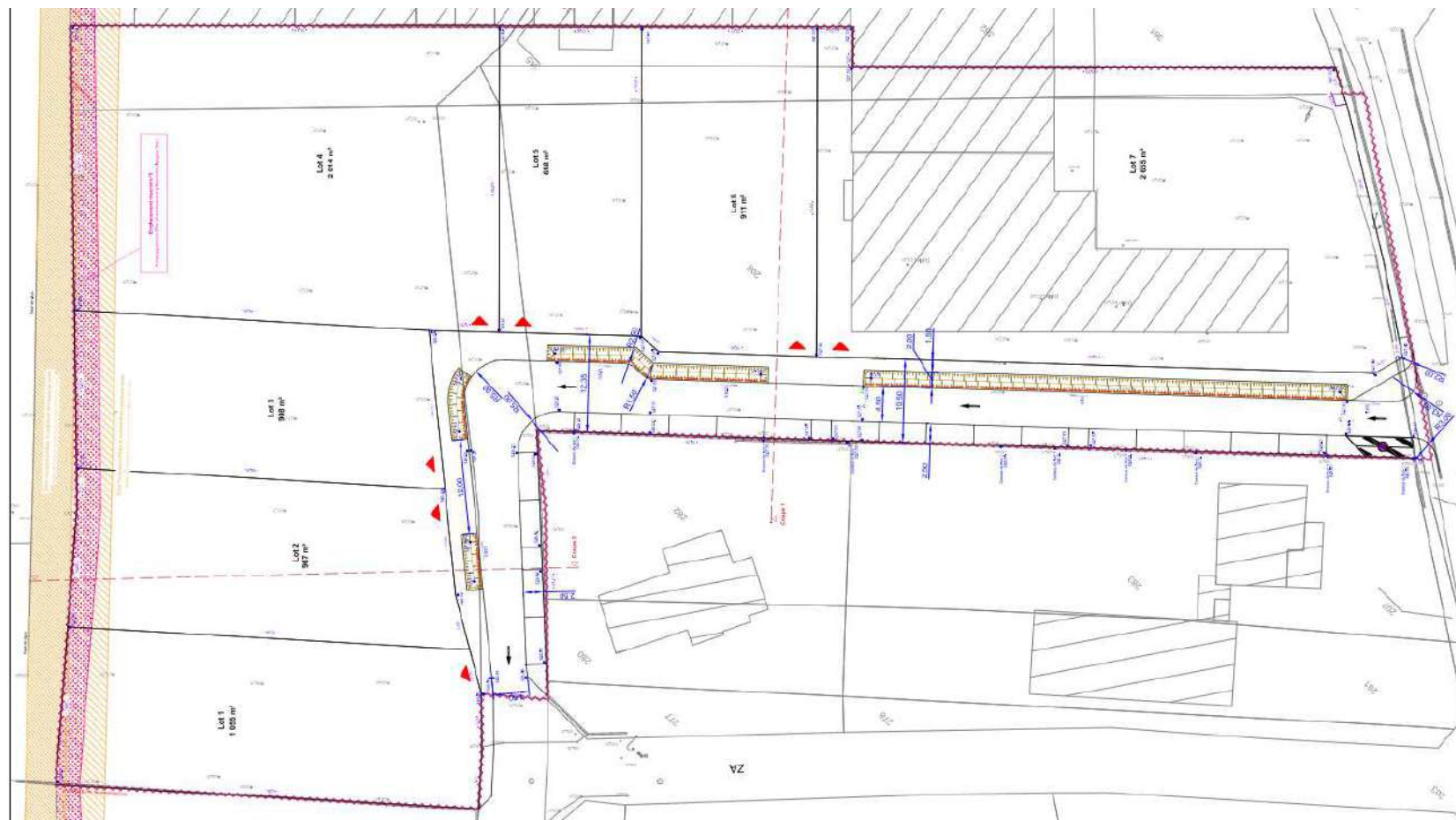


Illustration n° 5 : Plan de composition.

3.1.3. Traitement des voies et espaces publics

L'accès de la ZA se fera au niveau de la rue de la Fabrique, la voirie interne est une voie à sens unique, la sortie se fera par un bouclage sur la rue de la fabrique.

La voirie comprendra une noue paysagère en limite des terrains voisins, une voirie de 4,50 mètres de large en sens unique, élargie au niveau de l'angle pour faciliter la giration des poids lourds, un cheminement piétonnier le long des lots.

L'ensemble des voiries créées est destiné à être rétrocédé à la commune de Buhl.

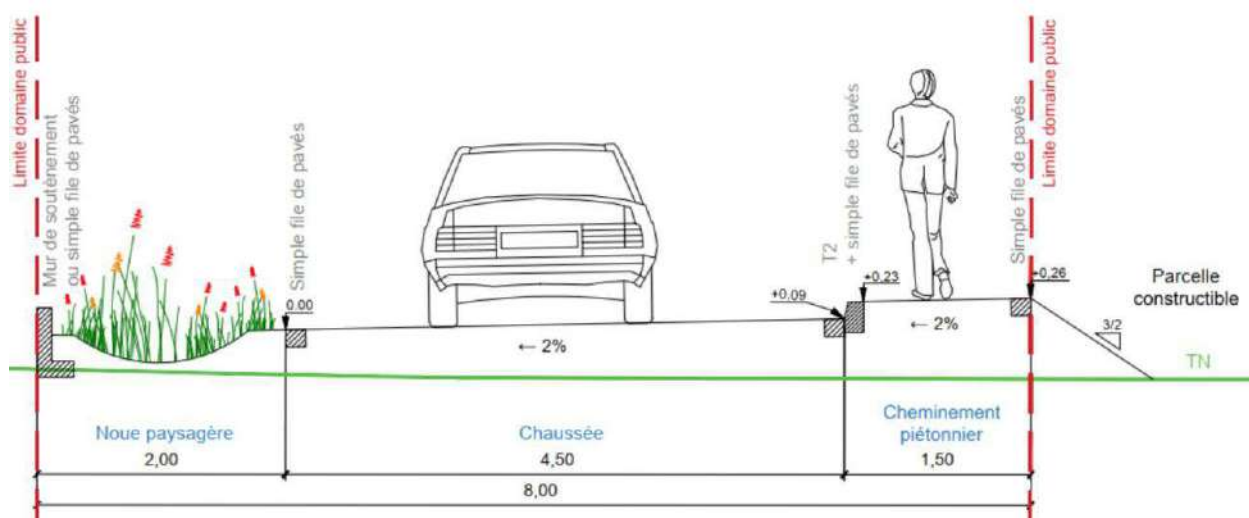


Illustration n° 6 : Coupe de la voirie.

3.2. Gestion des rejets

Les eaux rejetées seront gérées de manière séparative.

3.2.1. Gestion des eaux usées

Les eaux usées issues du lotissement seront uniquement de type sanitaire et domestique (WC, douches, éviers).

Les eaux usées de l'ensemble de la zone d'activité seront raccordées sur le collecteur DN 800 mm existant de la rue de la Fabrique.

Elles sont ensuite traitées à la station d'épuration d'Issenheim dont la capacité nominale est de 75 000 EH.

3.2.2. Gestion des eaux pluviales

Les eaux pluviales induites par le projet sont les suivantes :

- Des eaux de toiture ;
- Des eaux de ruissellement des voiries, des cheminements piétons et des parkings.

L'ensemble des eaux pluviales sera géré par infiltration.

Les eaux pluviales du domaine public sont recueillies au moyen de noues d'infiltration, positionnées le long des voiries.

Une bouche d'égout siphonnée placée au niveau bas des noues permettra de collecter et rejeter les eaux dans le collecteur principal d'eaux pluviales en cas d'événements pluvieux de période de retour supérieur à 20 ans.

Chaque acquéreur de lot devra réaliser un dispositif d'infiltration des eaux pluviales pour gérer les eaux pluviales de leur parcelle.

3.3. Classement au titre de l'article R.214-1 du code de l'environnement

Le projet d'aménagement du lotissement par FRANCE IMMOBILIER FINANCE à Buhl entre dans le champ d'application des articles R 214-1 à R 214-49 du Code de l'environnement et figure dans la nomenclature des IOTA soumises à autorisation ou à déclaration annexée à l'article R 214-1.

Tableau n° 3 : Nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L 214-1 à L.214-3 du Code de l'environnement

Intitulé de la rubrique	N° de la rubrique	Description	Classement
Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	2.1.5.0.	Infiltration des eaux pluviales Surface du projet : 1,1 ha	Déclaration

4. Justification des choix

La solution de l'infiltration a été privilégiée compte tenu de la doctrine actuelle de gestion des eaux pluviales, visant à gérer les eaux au plus proche de la surface de ruissellement concernée de manière à assurer l'alimentation des nappes souterraines et se rapprocher au mieux du fonctionnement hydraulique naturel, tout en limitant au maximum l'apport d'eau dans les réseaux de collecte communaux.

Une bande inconstructible de 15 mètres à l'arrière des lots sera maintenues pour préserver la ripisylve de la Lauch.

B . Incidence du projet sur l'eau

Préambule

Conformément à l'article R 214-32 du Code de l'environnement le présent chapitre se propose de préciser les incidences du projet sur la ressource en eau, le milieu aquatique, l'écoulement, le niveau et la qualité des eaux.

Ce chapitre comporte préalablement une présentation sommaire de l'environnement du site et du milieu récepteur.

1. Présentation sommaire de l'environnement du site

1.1. Environnement du site

1.1.1. Géologie et hydrologie

a) Contexte géologique

Le contexte géologique du secteur d'étude a été établi sur la base des informations fournies par la carte géologique n° 342 (Buhl-Artolsheim) éditée par le BRGM.

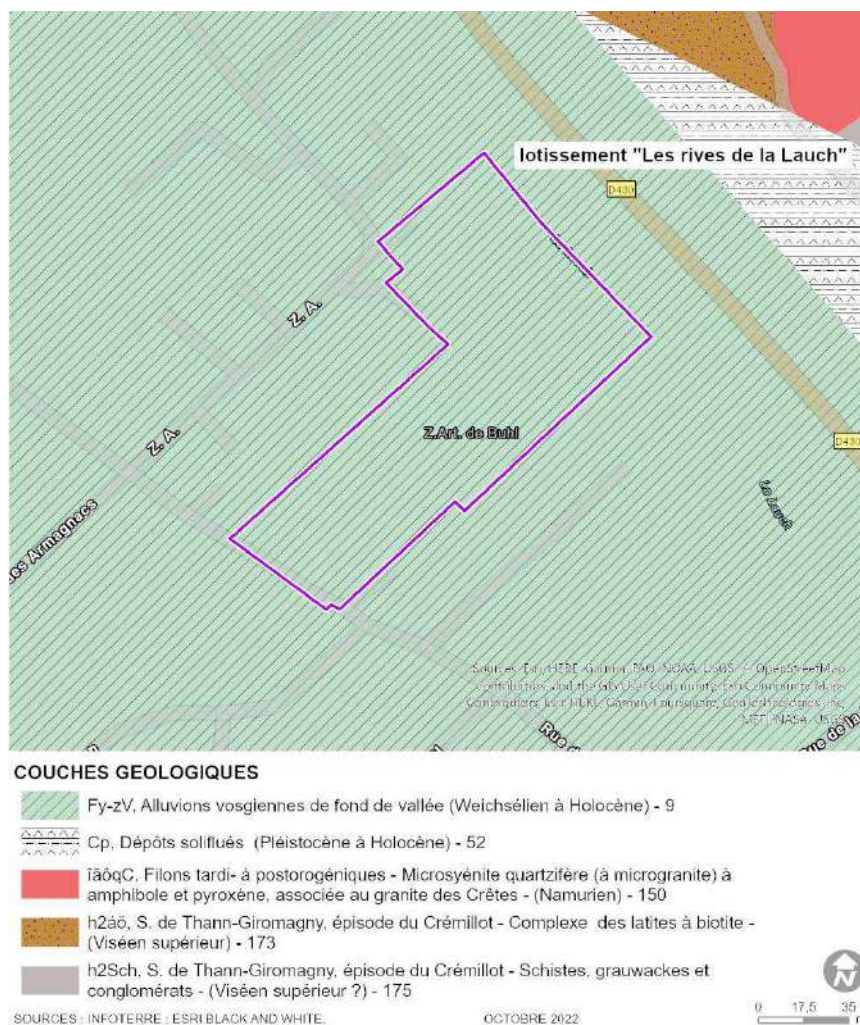


Illustration n° 7 : Extrait de la carte géologique.

Le site d'implantation du projet repose sur des alluvions vosgiennes de fond de vallée.

b) Contexte hydrogéologique

❖ Masse d'eau concernée

Le site est dans l'emprise de la masse d'eau CG103 « Socle vosgien ».

Il s'agit d'une masse d'eau de type « socle ». Les secteurs aquifères du socle vosgien sont les zones de fracture et les arènes granitiques. Ces terrains donnent naissance à de nombreuses sources qui s'étagent depuis les crêtes jusqu'au fond des vallées.

❖ Qualité des masses d'eau souterraines

Dans le cadre de la DCE, des objectifs sur l'état chimique et sur l'état quantitatif ont été attribués aux différentes masses d'eau.

Tableau n° 4 : Etat chimique et quantitatif des masses d'eau souterraine.

Code	Nom de la masse d'eau	Chimique		Quantitatif
		Etat 2019	Paramètres, cause du déclassement	Etat quantitatif 2019
CG103	Socle du massif vosgien	Bon	-	Bon

Les objectifs d'état des masses d'eau souterraines pour le cycle 3 (2022-2027) du SDAGE Bassin Rhin-Meuse ont été consignés dans le tableau ci-après.

Tableau n° 5 : Objectifs d'état de la masse d'eau souterraine pour la période 2022-2027.

Code	Nom de la masse d'eau	Chimique		Quantitatif	
		Objectif d'état	Echéance	Objectif d'état	Echéance
CG103	Socle du massif vosgien	Bon état	2015	2015	Bon état

c) **Risque de remontée de nappe**

La cartographie nationale des zones sensibles aux inondations par remontée de nappe permet de localiser pour la métropole et la Corse et les zones où il y a de fortes probabilités d'observer des débordements par remontée de nappe, c'est-à-dire :

- L'émergence de la nappe au niveau du sol ;
- L'inondation des sous-sols à quelques mètres sous la surface du sol.

Les valeurs de débordement potentiel de la cartographie des zones sensibles aux remontées de nappe, qui reposent sur l'exploitation de données piézométriques, ont été obtenues par maille de 250 m.

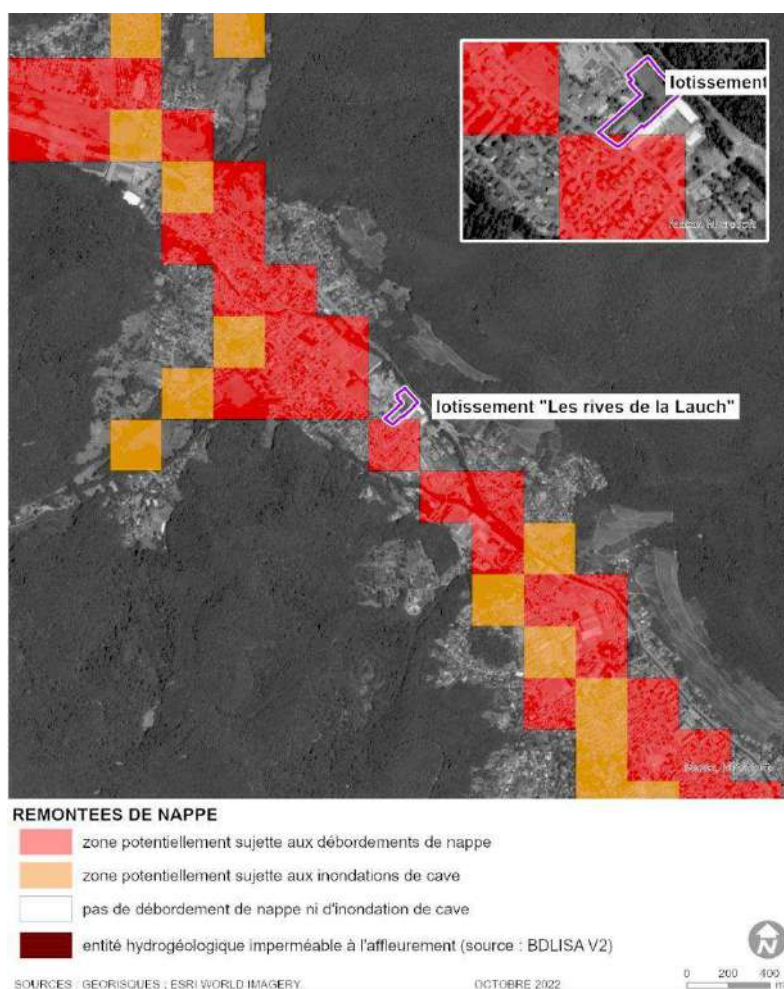
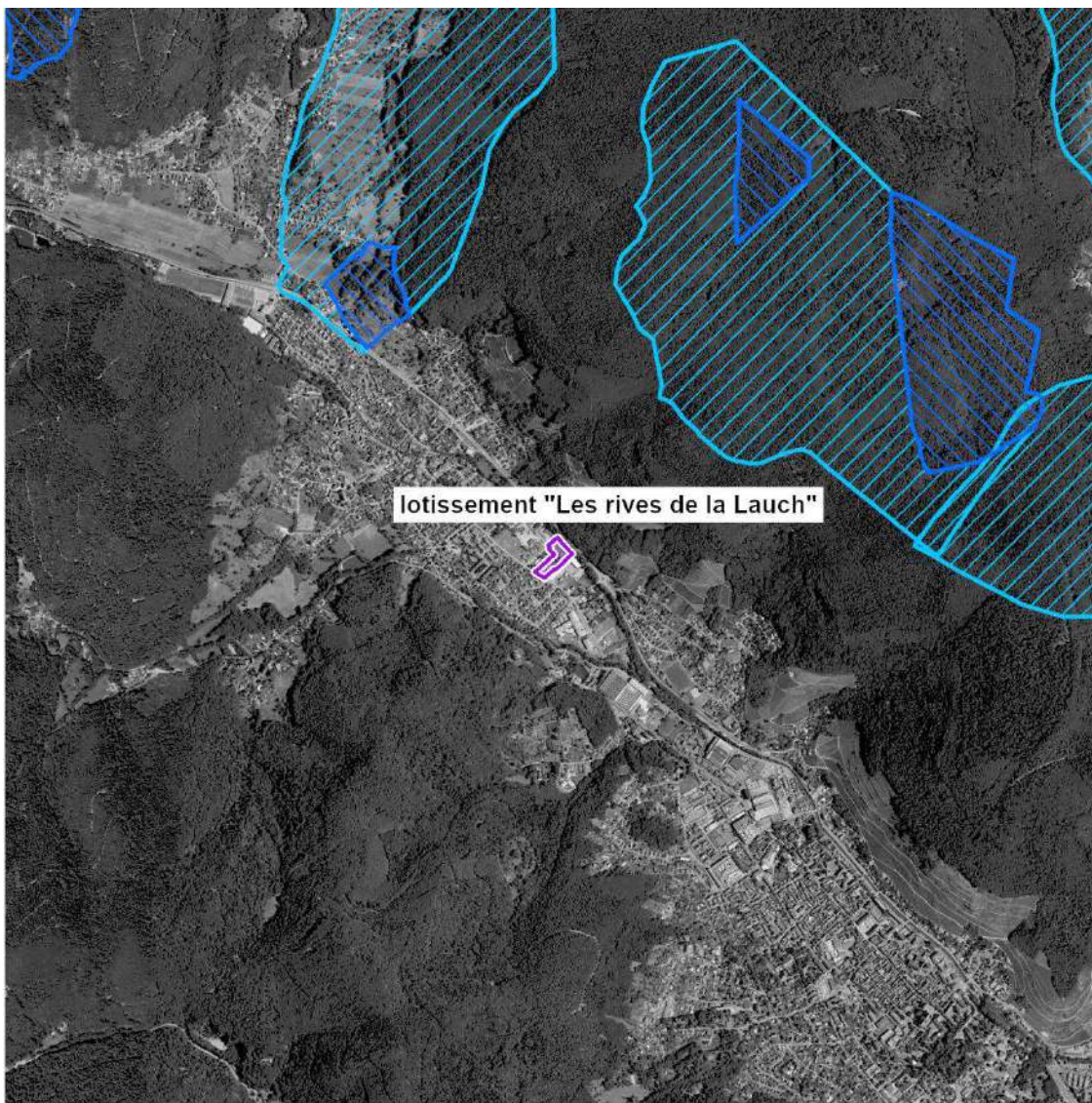


Illustration n° 8 : Risque de remontée de nappe au droit du projet.



Seule une petite partie du lotissement au Sud (environ 700 m²) est potentiellement sujette au débordement de nappe.

d) **Périmètres de protection de captage d'eau potable**

Le terrain accueillant le projet est situé en dehors de tout périmètre de protection de captage d'eau potable. Le périmètre de captage d'eau potable le plus proche est situé à 440 m à l'Est.



PÉRIMÈTRES DE PROTECTION DES CAPTAGES D'EAU POTABLE

-  Périmètre de Protection Rapprochée
-  Périmètre de Protection Eloignée

SOURCES : ATLASANTE.FR ; BD ORTHO, IGN.

OCTOBRE 2022

0 250 500
m



Illustration n° 9 : Périmètre de protection des captages d'eau potable.

1.1.2. Les eaux superficielles

a) Contexte hydrographique

Le projet de lotissement s'inscrit dans le bassin versant de la Lauch, au niveau du sous-bassin Lauch 2 (du Felsenbach au Murbach).
La rivière s'écoule du Nord vers le Sud en limite Nord-Est du périmètre du lotissement.



Illustration n° 10 : Réseau hydrographique.

b) Caractéristiques hydrologiques

Les caractéristiques hydrologiques de la Lauch sont issues des données d'HydroPortail de la station de la commune de Linthal, à environ 5 km à l'amont hydraulique du projet, et de la station de la commune de Guebwiller, à environ 2 km à l'aval hydraulique du projet.

Tableau n° 6 : Caractéristiques hydrologiques de la Lauch.

Identification du point	QMNA (m ³ /s)		
	1/2	1/5	1/10
La Lauch à Linthal	0,884	0,697	0,6
La Lauch à Guebwiller	0,254	0,18	0,15

c) Qualité des eaux superficielles

Les rejets d'eaux pluviales du site rejoignent la masse d'eau « Lauch 2 » (FRCR79). La qualité de cette masse d'eau est présentée ci-après.

Tableau n° 7 : Tableau n° 13 : Etat de la masse d'eau Lauch 2 (FRCR79) (source : SIERM)

Etat chimique				Commentaires		Etat chimique		
3				Confiance		3		
Paramètres déclassants: Benzo(g,h,i)pérylène, Benzo(a)pyrène, Mercure, Dichlorvos				(77 paramètres surveillés sur 41 possibles)		Confiance		
Etat écologique				Commentaires		Etat écologique		
3				Confiance Moyen		4		
Biologie	3	Diatomées		3	Surveillance	4	Surveillance	
		Invertébrés		ND	Surveillance			
		Poissons		ND	Surveillance			
		Macrophytes		ND	Surveillance			
Paramètres généraux	4	Bilan en oxygène	2	COD	1	Surveillance	4	Surveillance
				DBO5	1	Surveillance		
				sat O2	2	Surveillance		
				O2	1	Surveillance		
				NH4+	2	Surveillance		
		Nutriments	4	NO2	2	Surveillance		
				NO3	2	Surveillance		
				PO4	4	Surveillance		
				Pt	4	Surveillance		
				Acidification	1	Surveillance		
Température	1	Surveillance						
Substances	2	Chlortoluron		1	Surveillance	≥3	Surveillance	
		2,4-D		1	Surveillance			
		Linuron		ND				
		2,4-MCPA		1	Surveillance			
		Arsenic		2	Surveillance			
		Zinc		1	Surveillance			
		Chrome		1	Surveillance			
		Cuivre		2	Surveillance			
Oxadiazon		2	Surveillance					

Légende :

Etat/Potentiel écologique

1	Très bon
≤2	Très bon à bon
2	Bon
3	Moyen
4	Médiocre
5	Mauvais
ND	Non déterminé / Inconnu
≥3	Moyen à Mauvais

Etat chimique

2	Bon
3	Mauvais
ND	Non déterminé / Inconnu

La masse d'eau « Lauch 2 » présente un mauvais état chimique et un état écologique moyen.

d) **Risque inondation**

Le risque inondation a été étudié sur la base des cartes du Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI) de la Lauch, approuvé par arrêté préfectoral du 23 juin 2006.



Illustration n° 11 : Risque inondation (source : PPRI de la Lauch)

Le site accueillant le projet n'est pas situé dans un zonage particulier du PPRI.

1.2. Les zones humides

1.2.1. Les zones humides remarquables

Les zones humides remarquables sont les zones humides qui abritent une biodiversité exceptionnelle. Elles correspondent aux zones humides intégrées dans les inventaires des espaces naturels sensibles d'intérêt au moins départemental, ou à défaut, aux ZNIEFF, aux zones Natura 2000 ou aux zones concernées par un arrêté de protection de biotope et présentent encore un état et un fonctionnement biologique préservé a minima.

La zone humide remarquable la plus proche du site est éloignée de celui-ci. Il s'agit du lit majeur Lauch-Lautenbach.

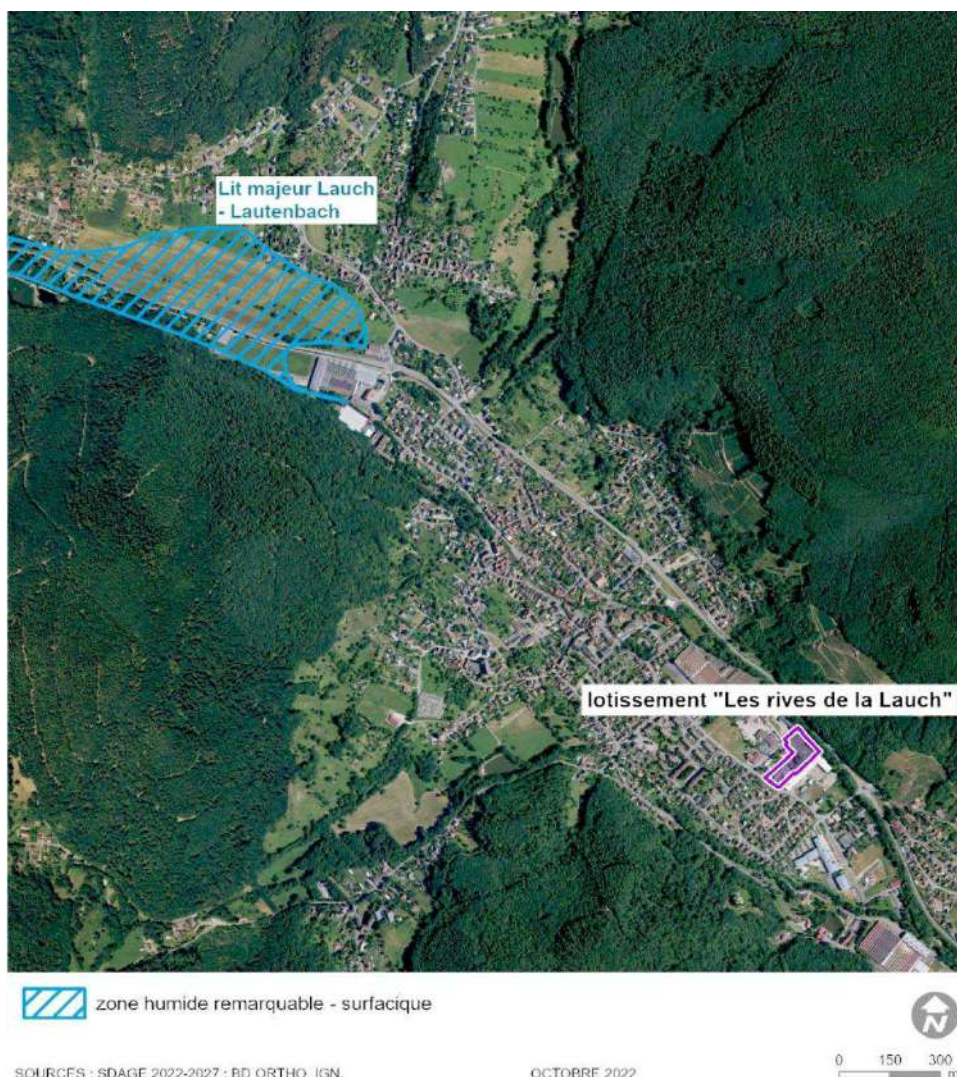


Illustration n° 12 : Les zones humides remarquables à proximité du projet

1.2.2. Les zones à dominante humide

Les données de la Coopération pour l'Information Géographique d'Alsace (CIGAL) ont défini des zones à dominante humide en Alsace.



Illustration n° 13 : Les zones à dominante humide à proximité du projet

Le site d'implantation du projet est dans l'emprise d'une zone humide de type prairie humides d'après les données CIGAL.

1.2.3. Diagnostic « zones humides »

Le site étant dans l'emprise d'une zone à dominante humide, un diagnostic « zones humides » a été réalisé sur site par OTE Ingénierie en Novembre 2022.

Ce rapport est disponible en annexe.

Les critères pédologiques et floristiques ont été utilisés pour déterminer la présence ou non de milieux humides sur le site d'implantation du projet.

La seule zone humide observée selon le critère « habitats naturels » correspond à la ripisylve de la Lauch, qui est classée inconstructible dans le cadre du projet.



Milieux humides



Sondages pédologique non humide

Illustration n° 14 : Identification des milieux humides présents aux abords du site.

Le projet n'entraîne donc pas l'artificialisation, le remblaiement ou l'assèchement des milieux humides.

1.3. Les milieux naturels

a) Les Sites Natura 2000

Les sites Natura 2000 à proximité du projet sont présentés dans le document « Evaluation des incidences sur les sites Natura 2000 ».

b) Les Zones Naturelles d'Intérêt Faunistique et Floristique

L'inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF), initié en 1982, a pour objectif d'identifier et de décrire des secteurs présentant de fortes capacités biologiques et un bon état de conservation. On distingue deux types de ZNIEFF :

- Les zones de type 1, de superficie généralement limitée, elles sont caractérisées par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou des milieux, rares, remarquables, ou caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional ;
- Les zones de type 2, sont de grands ensembles naturels (massif forestier, vallée, plateau, estuaires...) riches et peu modifiés, ou qui offrent des potentialités biologiques importantes.

Les inventaires ZNIEFF sont des outils de connaissance du patrimoine naturel. Elles n'ont pas de portée juridique par elles-mêmes mais signalent néanmoins l'existence de richesses naturelles à protéger et à mettre en valeur.

Deux ZNIEFF sont à proximité du site du projet. Il s'agit de :

- La ZNIEFF de type 1 « Landes rocheuses du Durrenbach à Lautenbach » (identifiant national : 420030148) situé à 2,4 km au Nord ;
- La ZNIEFF de type 2 « Collines calcaires du piémont vosgien autour de Rouffach » (identifiant national : 420030072) situé à 3,4 km mètres à l'Est.



Illustration n° 15 : Les milieux naturels à proximité du projet.

c) **La ZNIEFF de type I : 420030148 – Landes rocheuses du Durrenbach à Lautenbach**

Cet ensemble de landes rocheuses abrite une douzaine d'espèces déterminantes caractéristiques des pelouses et milieux rocheux.

Il a ainsi été observé sur le site, outre le Petit Nard délicat pour la flore, huit espèces d'insectes, principalement des orthoptères tels que l'Ephippigier des vignes et le Criquet des pins. La Véronique de Dillenius, espèce protégée au niveau régional et observée sur le site dans les années 80 serait à rechercher de nouveau.

Par ailleurs, le zonage englobe l'habitat et le terrain de chasse du Grand Murin et est régulièrement fréquenté par le Lynx.

Les habitats naturels présents sont également en eux-mêmes remarquables et sont pour la plupart déterminants pour les ZNIEFF.

Il s'agit majoritairement de landes sèches matures à callunes et de pelouses xéroclines, acidiclinales relevant du Koelerio-Phleion ou du Sedo albi-Scleranthetalia biennis (Sedo-veronicion Dillenii).

Les objectifs de préservation sont les suivants :

- Maintenir voire restaurer une structure de lande semi ouverte avec sa mosaïque de (complexe des) milieux caractéristiques ainsi que la stratification verticale et la sinuosité des lisières ;
- Contenir le développement d'espèces ligneuses pionnières conduisant à la fermeture des milieux (Pin sylvestre, bouleaux, noisetiers...);
- Mise en place de pratiques agricoles extensives, définies selon le degré d'ouverture et de qualité de milieu à atteindre.

d) La ZNIEFF de type II : 4200030072 – Collines calcaires du piémont vosgien autour de Rouffach

La particularité écologique de cette ZNIEFF repose sur la mosaïque de terrain de sols et d'occupation du sol encore traditionnels.

Sur celle-ci de grande taille et incluant les plus importantes et principales pelouses calcaires du bassin rhénan supérieur, s'expriment une diversité d'habitats fruit des conditions de sous-sols et de climat comme facteur immuable, des conditions de sols mais également de l'histoire des activités humaines sur ce territoire.

Ce contexte offre sur ce territoire grande diversité habitats et d'espèces qui connaissent des évolutions contrastées en particulier au niveau des habitats semi naturels comme les pelouses : certaines évoluant vers des formations pré-forestières avec l'accumulation de biomasse et développement des ligneux, d'autres par des pratiques plus intensives évoluant vers des formations moins oligotrophes.

Ce sont sur les pentes les plus abruptes et les sommets que s'expriment les formations reliques et forestières mais globalement les sommets en plateau sont couverts de grandes pelouses d'origine anthropique dont le développement remonte au début du Moyen-Age.

Les pelouses de ces collines portent de véritables joyaux botaniques et entomologiques associés. Ces formations sont dominées par les graminées (Brome).

Cette ZNIEFF comprend 12 habitats déterminants et 173 espèces déterminantes (3 espèces d'amphibien, 24 espèces de lépidoptère, 5 espèces de mammifère, 40 espèces d'oiseau, 10 espèces d'orthoptère, 84 espèces de phanérogame, 7 espèces de reptile).

2. Incidence du projet sur l'eau

2.1. Sur l'écoulement et le niveau des eaux

2.1.1. Voirie publique

a) Mode de gestion

Les eaux pluviales de la voirie publique sont gérées par infiltration. Elles sont recueillies au moyen de noues d'infiltration.

b) Données d'entrée

❖ Pluviométrie

Les évènements pluviométriques peuvent être classés en 4 catégories selon les objectifs de gestion des eaux de ruissellement ou « niveaux de service » :

- Pluies courantes correspondant au niveau de service N1 ; pluie faible, à minima une lame d'eau de 10 mm tombée sur 24 heures (période de retour 1 mois) ;
- Pluies moyennes correspondant au niveau de service N2 ;
- Pluies fortes correspondant au niveau de service N3 ; période de retour au minimum de 10 ans ;
- Pluies exceptionnelles correspondant au niveau de service N4 ; période de retour au minimum de 30 ans.

La gestion des eaux de ruissellement du projet sera étudiée

- Pour une pluie courante correspondant à une hauteur de précipitation de 10 mm en 24 heures ;
- Pour une pluie forte correspondant à un orage de période de retour 20 ans.

Les coefficients de Montana retenus pour caractériser l'orage décennal et vicennal sont ceux de la station météo-France de Colmar-Meyenheim sur la période 1968-2010.

❖ Les surfaces et coefficients de ruissellent

Les surfaces du projet sont présentées dans le tableau ci-après.

Tableau n° 8 : Surfaces impliquées dans le calcul.

	Surface (m ²)	Coefficient d'imperméabilisation
Chausser (enrobés)	1 020	0,9
Surface active	918 m²	

❖ Dimension géométrique de la noue

La noue présente les caractéristiques suivantes :

- Largeur : 1,34 m ;
- Profondeur : 0,35 m ;
- Longueur : 140 m ;
- Surface mouillée : 211,65 m².

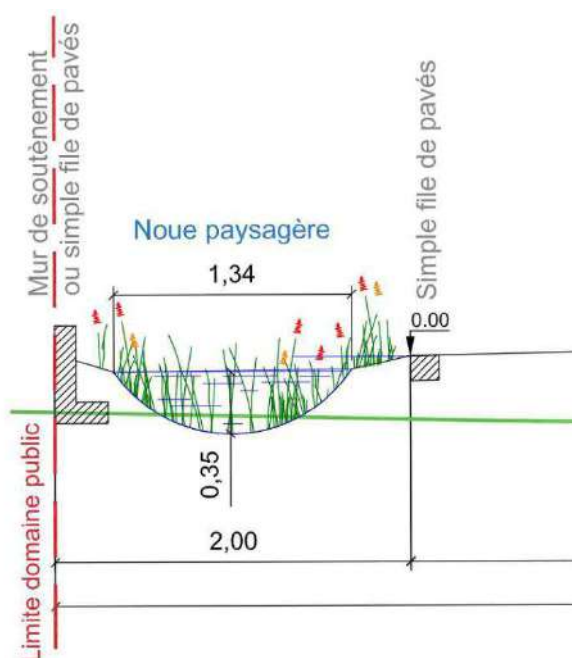


Illustration n° 16 : Vue en coupe de la noue.

❖ Capacités d'infiltration

La perméabilité considérée est de 2×10^{-5} m/s. Pour une surface d'infiltration de 300 m², on obtient une capacité d'infiltration maximale de 0,81 l/s.

c) Détermination du volume de rétention pour une pluie forte (Niveau de service N3)

❖ Calcul du volume de rétention

Le calcul du volume de stockage à mettre en place est réalisé sur la base de la méthode « des volumes ».

Le volumes de stockage à mettre en place est de 17,8 m³.

La feuille de calcul est présentée ci-dessous.

Tableau n° 9 : Dimensionnement du volume de stockage nécessaire pour une période de retour de 20 ans.

Coefficients de Montana station de Colmar Meyenheim			
Pour T = 6 min à 2h		S=	1020 m ²
a=	7.344	Sa=	918 m ² (C=1)
b=	0.601	Qfuite =	4.233 l/s
lc=	0.95		
Pour T = 2 h à 6h			
a=	31.331		
b=	0.931		
Pour T = 6 h à 24h			
a=	15.335		
b=	0.811		

Durée averse	Intensité i = a*tb*Ic en mm/min et t en min	Volume produit Sa*t*i en m3	Volume de fuite en m3	Volume à stocker en m ³
6	2.38	13.09	1.5239147	11.57
15	1.37	18.87	3.8097866	15.06
30	0.90	24.88	7.6195733	17.26
45	0.71	29.25	11.42936	17.82
60	0.60	32.81	15.239147	17.57
90	0.47	38.57	22.85872	15.71
120	0.39	43.26	30.478293	12.78
180	0.24	39.10	45.72	-6.62
240	0.18	39.88	60.96	-21.07
360	0.12	41.01	91.43	-50.42
720	0.07	46.38	182.87	-136.49
1440	0.04	52.87	365.74	-312.87

❖ **Mise en œuvre du volume de rétention**

Le volume utile de la noue est de 23,88 m³.

Ce volume est supérieur au volume nécessaire à contenir le volume d'eau généré par une pluie de fréquence vicennale.

Le système de gestion des eaux pluviales pourra donc stocker et infiltrer le volume d'eau généré pour une pluie forte.

❖ **Temps d'infiltration du volume d'eau généré pour une pluie forte**

La doctrine pour la gestion des eaux pluviales préconise de dimensionner les ouvrages d'infiltration, de manière à ce que le temps d'infiltration soit de 4 jours au maximum.

Pour une pluie de fréquence vicennal, le volume total d'eau de pluie serait de 17,82 m³.

Le débit de fuite total étant de 4,23 L/s, le temps d'infiltration pour un volume d'eau généré par une pluie décennale est d'environ **1,17h**.

Le système de gestion des eaux de pluie du site respecte donc la durée d'infiltration d'une pluie forte préconisée par la note de doctrine.

d) Gestion quantitative d'une pluie courante (Niveau de service N1)

On désigne par une pluie courante, une pluie engendrant une lame d'eau de 10 mm en 24 heures. Ces pluies ont une période de retour d'un mois et la nouvelle note de doctrine de gestion des eaux pluviales impose que les eaux de pluie soient infiltrées en 24h.

Le temps d'infiltration définit le temps que met un volume d'eau à être infiltré, une fois que celui-ci est présent dans le bassin versant. Il dépend de la capacité d'infiltration de l'ouvrage d'infiltration, et du volume généré par une pluie courante qui est de 10 L/m² pour une pluie de 10 mm.

La surface active étant de 918 m² cela génère un volume d'eau de 9 180 L. On divise ensuite le volume d'eau par le débit de fuite qui est de 4,233 l/s.

On trouve un temps d'infiltration de **36 minutes**.

La gestion des eaux pluviales respecte donc bien la nouvelle note de doctrine qui préconise l'infiltration du volume d'eau généré par une pluie courante en 24h.

2.1.2. Parcelles privatives

Chaque acquéreur de lot devra réaliser un dispositif d'infiltration des eaux pluviales pour gérer les eaux pluviales provenant de la parcelle.

Les volumes de rétention à mettre en œuvre seront calculés en fonction du coefficient d'imperméabilisation de chaque lot.

2.2. Sur la qualité des eaux

Au regard du faible niveau de risque de pollution des eaux pluviales des voiries publiques (peu de trafic) aucun prétraitement ne sera mis en place.

Les eaux usées sanitaires et domestiques sont collectées par le réseau séparatif de la commune pour être traité ensuite dans la station d'épuration d'Issenheim.

2.3. Sur la ressource en eau

Le lotissement FRANCE IMMOBILIER FINANCE sera raccordé au réseau public d'adduction en eau potable pour les besoins en eaux (uniquement sanitaire et domestique), aucun prélèvement d'eau dans le milieu naturel ne sera mis en œuvre dans le cadre du projet.

Le site est également éloigné de tout périmètre de protection de captage d'eau potable.

2.4. Sur les milieux aquatiques et humides

Le site d'implantation du projet n'est à l'origine d'aucun rejet direct dans les eaux superficielles.

Aucun milieu humide n'est impacté par le projet, une bande d'inconstructibilité de 15 mètres à partir de la berge étant mise en place.

Le projet n'a donc aucune incidence sur les milieux aquatiques et humides.

3. Incidence du projet sur la biodiversité

La partie Nord-est du site, sur laquelle se trouve la ripisylve de la Lauch est inconstructible.

Aucune incidence sur la biodiversité n'est donc attendue.

4. Comptabilité du projet avec le SDAGE, le SAGE, le plan de gestion des risques inondation, et contribution aux objectifs de qualité des eaux

4.1. Compatibilité avec le SDAGE

4.1.1. Présentation du SDAGE Rhin-Meuse

La commune de Buhl est inscrite dans le périmètre du SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) du bassin Rhin Meuse – district Rhin.

Le SDAGE du district hydrographique du Rhin 2022-2027 a été approuvé le 18 mars 2022.

Les principales évolutions par rapport au SDAGE 2016-2021 au regard du projet sont synthétisés ci-après.

Thème « eau et santé » :

- Captage : Encourager les maîtres d'ouvrages à délimiter leurs Aires d'alimentation de captages* (AAC) ;

Thème « eau et pollution » :

- Eaux pluviales et substances toxiques : poursuivre les efforts de réduction des pollutions issues du ruissellement pluvial ;

Thème « eau, nature et biodiversité » :

- Intégration des éléments du plan national d'actions pour une politique apaisée pour la restauration de la continuité écologique ;
- Elargissement des réflexions et prescriptions à la gestion plus globale des bassins versants et des milieux naturels associés avec la notion de trame verte et bleue ;
- Prise en compte des éléments de la Loi pour la reconquête, de la nature et des paysages, du plan national d'actions et de la stratégie régionale en faveur de la biodiversité, intégrant notamment les espèces exotiques envahissantes ;

Thème « eau et rareté » :

- **Gestion quantitative :**
 - Gestion territoriale ;
 - Réutilisation des eaux non conventionnelles.

Thème « eau et aménagement du territoire » :

- Raisonement du ruissellement pluvial en favorisant la préservation des zones humides, des prairies et le développement d'infrastructures agroécologiques par bassin ou sous-bassin ;
- Volet « milieux et territoires » : renforcement des milieux naturels comme moyens de lutte contre les effets du changement climatique et leurs liaisons avec l'urbanisme.

Thème « eau et gouvernance » :

- Réorganisation des thématiques abordées ;
- Intégration des enjeux de long terme dans la planification et la contractualisation ;
- Conception de dispositifs d'aides encourageant la prise en charge des enjeux de long terme.

L'adaptation au changement climatique

Sur le bassin Rhin-Meuse, le changement climatique pourrait augmenter de façon significative la fréquence et l'intensité des événements extrêmes (crues, étiages, etc.), modifier durablement certaines situations et faire apparaître des tensions sur le plan quantitatif.

Face à ce constat, le Comité de bassin a adopté en février 2018 le Plan d'adaptation et d'atténuation pour les ressources en eau du bassin Rhin-Meuse. L'adaptation et l'atténuation y sont pointées comme les deux réponses indissociables à l'urgence climatique, les deux combats à mener de front.

Des enjeux et usages ont été identifiés comme vulnérables. Ce sont ceux sur lesquels il est nécessaire d'agir en priorité :

- L'alimentation en eau potable des agglomérations de Metz, de Nancy et des pays limitrophes, et le refroidissement de la centrale de Cattenom,
- Le refroidissement des centrales de Chooz et de Tillange, et l'alimentation en potable en Belgique et aux Pays-Bas ;
- L'irrigation et l'adduction en potable (cours d'eau et nappe d'accompagnement) sur le bassin de l'Ill ;
- L'adduction en eau potable et les usages économiques sur le massif vosgien et sur la nappe des Grès du Trias Inférieur.

4.1.2. Analyse de la comptabilité avec le SDAGE Rhin-Meuse

Le tableau suivant présente la compatibilité du projet avec les orientations du SDAGE Rhin Meuse.

Tableau n° 10 : Compatibilité avec le SDAGE Rhin-Meuse

Référence SDAGE	Orientation	Projet
Orientation T1 - O1	Assurer à la population, de façon continue, la distribution d'une eau potable de qualité.	
Orientation T1 - O1.1	Prendre, en amont des captages d'eau destinée à la consommation humaine, des mesures préventives permettant de limiter et de réduire les traitements ainsi que les substitutions de ressources.	Le projet ne prévoit aucun prélèvement d'eau souterraine ou d'eau de surface dédiée à la production d'eau potable. Le projet n'est dans l'emprise d'aucun périmètre de protection des captages d'eau potable.
Orientation T1 - O1.2	Sécuriser les installations de production et de distribution d'eau potable.	
Orientation T1 - O1.3	Informers les consommateurs sur les enjeux sanitaires liés à l'eau.	
Orientation T2 - O1	Réduire les pollutions responsables de la non atteinte du bon état des eaux.	
Orientation T2 – O1.1	Poursuivre les efforts de réduction des pollutions d'origines industrielle, domestique ou encore issues du ruissellement pluvial pour atteindre au moins les objectifs de qualité des eaux fixés par le SDAGE*	Les eaux pluviales issues des voiries et des parcelles privatives, compte tenu du faible risque de pollution ne sont pas prétraités.
Orientation T2 - O1.2	Limiter les dégradations des masses d'eau par les pollutions intermittentes et accidentelles.	Les eaux pluviales seront gérées de manière séparative.
Orientation T2 - O1.3	Adapter les concentrations en sels minéraux dans le milieu pour atteindre le meilleur état possible des eaux superficielles et souterraines en préservant le développement économique et social de la région et en confortant les usages en aval.	L'ensemble des eaux pluviales est géré sur le site : <ul style="list-style-type: none"> - Collecte séparative - Milieu récepteur : infiltration dans les noues pour les eaux de ruissellement relatives à la voirie publique et infiltration à la parcelle pour les lots privatifs
Orientation T2 - O2	Connaître et réduire les émissions de substances toxiques.	Aucun rejet de substances toxiques.
Orientation T2 - O3	Veiller à une bonne gestion des systèmes d'assainissement publics et privés, et des boues d'épuration	
Orientation T2 – O3.3	Améliorer la prise en compte des eaux pluviales dans les zones urbanisées et à urbaniser, en privilégiant, si possible, les techniques alternatives. Ces zones doivent pouvoir être entretenues sans l'usage de produits phytosanitaires.	Les eaux pluviales seront infiltrées.

Référence SDAGE	Orientation	Projet
Orientation T2 – O3.3.2	Gérer les flux de façon cohérente entre ce qui est admis dans les réseaux d'assainissement d'une part et ce qu'acceptent les ouvrages d'épuration d'autre part.	Les eaux pluviales seront infiltrées.
Orientation T2 - O4	Réduire la pollution par les nitrates et les produits phytosanitaires d'origine agricole.	Non concerné
Orientation T2 - O5	Réduire la pollution par les produits phytosanitaires d'origine non agricole.	Non concerné
Orientation T2 – 06	Réduire la pollution de la ressource en eau afin d'assurer à la population la distribution d'une eau de qualité.	
Orientation T2 - O6.1	Les SAGE pourront identifier des zones de protection qualitative des Aires d'alimentation des captages (AAC) d'eau potable d'une importance particulière pour l'approvisionnement.	Le site du projet n'est pas situé dans une aire d'alimentation des captages.
Orientation T2 - O6.2	Reconquérir et préserver la qualité de la ressource en eau utilisée pour l'alimentation en eau potable	Le projet ne prévoit aucun prélèvement d'eau souterraine ou d'eau de surface dédiée à la production d'eau potable.
Orientation T2 - O6.3	Encourager les actions préventives permettant de limiter les traitements ainsi que les substitutions de ressources.	
Orientation T3	Retrouver les équilibres écologiques fondamentaux des milieux aquatiques	Non concerné
Orientation T4 - O1	Prévenir les situations de surexploitation et de déséquilibre quantitatif de la ressource en eau.	Aucun pompage d'eau souterraine.
Orientation T5A – O4	Préserver et reconstituer les capacités d'écoulement et d'expansion des crues	Le site d'implantation du projet n'est pas situé dans un zonage particulier du PPRI de la Lauch.
Orientation T5A – O5	Maîtriser le ruissellement pluvial sur les bassins versants en favorisant, selon une gestion intégrée des eaux pluviales, la préservation des zones humides, des prairies et le développement d'infrastructures agro-écologiques.	Les eaux pluviales seront infiltrées.
Orientation T5A – O7	Prévenir le risque de coulées d'eaux boueuses	Le site n'est pas concerné par le risque de coulées d'eaux boueuses.
Orientation T5B – O1	Limiter l'impact des urbanisations nouvelles et des projets nouveaux pour préserver les ressources en eau et les milieux et limiter les rejets.	

Référence SDAGE	Orientation	Projet
Orientation T5B – O1.3	Sur l'ensemble du territoire, l'infiltration le plus en amont possible des eaux pluviales, la récupération et la réutilisation des eaux pluviales et/ou la limitation des débits de rejet dans les cours d'eau et dans les réseaux doivent être privilégiées, auprès de toutes les collectivités et de tous les porteurs de projet. Toute exception doit être dûment justifiée.	Les eaux pluviales seront infiltrées.
Orientation T5B - O2	Préserver de toute urbanisation les parties de territoire à fort intérêt naturel notamment ceux constituant des éléments essentiels de la Trame verte et bleue (TVB).	Une bande de 15m d'inconstructibilité est mise en place pour protéger la ripisylve.
Orientation T5C - O1	L'ouverture à l'urbanisation d'un nouveau secteur ne peut pas être envisagée si la collecte et le traitement des eaux usées qui en seraient issues ne peuvent pas être effectués dans des conditions conformes à la réglementation en vigueur et si l'urbanisation n'est pas accompagnée par la programmation des travaux et actions nécessaires à la réalisation ou à la mise en conformité des équipements de collecte et de traitement.	La collecte et le traitement des eaux usées seront conformes à la réglementation.
Orientation T5C - O2	L'ouverture à l'urbanisation d'un nouveau secteur ne peut pas être envisagée si l'alimentation en eau potable de ce secteur ne peut pas être effectuée dans des conditions conformes à la réglementation en vigueur et si l'urbanisation n'est pas accompagnée par la programmation des travaux et actions nécessaires à la réalisation ou à la mise en conformité des équipements de distribution et de traitement.	L'alimentation à l'eau potable sera effectuée dans des conditions conformes à la réglementation.
Orientation T6 - O1	Développer, dans une démarche intégrée à l'échelle des bassins versants du Rhin et de la Meuse, une gestion de l'eau participative, solidaire, transfrontalière et résiliente aux impacts du changement climatique.	Non concerné
Orientation T6 - O2	Assurer la prise en compte des enjeux de l'eau et du changement climatique dans les projets des territoires.	Non concerné
Orientation T6 - O3	Renforcer la participation du public et de l'ensemble des acteurs intéressés pour les questions liées à l'eau, aux milieux naturels et au changement climatique	Non concerné

Le projet de FRANCE IMMOBILIER FINANCE est parfaitement compatible avec les orientations du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhin Meuse – district Rhin.

4.2. Compatibilité avec le SAGE

Le projet de FRANCE IMMOBILIER FINANCE est situé dans l'emprise de deux Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) :

- Eaux souterraines : SAGE III Nappe Rhin ;
- Eaux superficielles : SAGE de la Lauch

4.2.1. Eaux souterraines – SAGE III Nappe Rhin

L'arrêté portant approbation du SAGE III Nappe Rhin et marquant son entrée en vigueur date du 17 janvier 2005.

Le SAGE fait l'objet d'une révision depuis 2009 et a été soumis à l'avis des collectivités de septembre 2012 jusqu'à janvier 2013. L'avis du comité de bassin a été donné le 30 novembre 2012.

Le SAGE a fait l'objet d'une enquête publique du 02 janvier au 31 janvier 2014.

Suite à la délibération finale de la CLE en décembre 2014, l'arrêté portant approbation du SAGE a été signé le 1er juin 2015.

La conformité du projet avec les principaux enjeux du SAGE III-Nappe-Rhin est présentée ci-après :

Tableau n° 11 : Compatibilité avec le SAGE. III Nappe Rhin

Objectifs du SAGE III/Nappe/Rhin	Projet
Promouvoir la mise en valeur du patrimoine eau : réaffirmer les vocations, redéfinir les ambitions et les objectifs ;	Non concerné
Garantir la qualité des eaux souterraines sur l'ensemble de la nappe alluviale rhénane d'Alsace afin de permettre partout, au plus tard d'ici 20 ans, une alimentation en eau potable sans traitement. Les pollutions durablement ; présentes dans la nappe (notamment historiques) seront résorbées	Les eaux pluviales des surfaces imperméabilisées sont collectées et infiltrées dans des noues pour la voirie publique, et infiltrées à la parcelle pour les parcelles privatives.
Restaurer la qualité des cours d'eau et satisfaire durablement les usages. Les efforts porteront sur : - la restauration et la mise en valeur des lits et des berges, - la préservation et la restauration des zones humides, - le respect d'objectif de débit en période d'étiage ;	Le site de projet n'est pas dans l'emprise d'une zone humide.
Renforcer la protection des zones humides, des espaces écologiques et des milieux aquatiques remarquables ;	
Prendre en compte la gestion des eaux dans les projets d'aménagement et le développement économique ;	Les eaux pluviales issues des voiries et des parcelles privatives, compte tenu du faible risque de pollution, ne présentent pas de risque de pollution.
Assurer une cohérence globale entre les objectifs de protection contre les crues et la préservation des zones humides ;	Le site d'implantation du projet n'est pas situé dans un zonage particulier du PPRI de la Lauch.
Limiter les risques dus aux inondations par des mesures préventives, relatives notamment à l'occupation des sols ;	
Poursuivre la collaboration solidaire avec les pays du Bassin du Rhin, notamment par le biais du programme de développement durable du Rhin mis en place par la Commission Internationale pour la Protection du Rhin	Non concerné

4.2.2. Eaux superficielles – SAGE de la Lauch

Les arrêtés de périmètre et de composition de la CLE ont été validés par la Préfecture du Haut-Rhin le 07 mars 2013. Les tendances et scénarios ont été validés en avril 2015. Le projet de SAGE a été validé par la CLE le 08 mars 2017.

Le SAGE a été approuvé par arrêté préfectoral le 15 janvier 2020.

Le bassin versant de la Lauch concerne ainsi 40 communes du secteur du Rhin Supérieur, administrativement rattaché au grand bassin hydrographique Rhin-Meuse.

Le SAGE se compose d'un Plan d'Aménagement et de Gestion Durable (PAGD) et d'un Règlement, qui précisent la gestion équilibrée partagée par la Commission Locale de l'Eau du bassin versant, pour concilier au mieux tous les usages existants et la préservation des milieux aquatiques :

- Le PAGD est opposable aux décisions administratives avec le principe de compatibilité et définit les priorités en matière de gestion de l'eau sur le territoire. Il fixe les objectifs et les moyens de les atteindre ;
- Le Règlement est opposable aux tiers avec le principe de conformité et fixe les règles d'utilisation, de préservation et de restauration de la ressource en eau et des milieux aquatiques. Il permet d'appuyer réglementairement les dispositions du PAGD dans le cadre de l'article R.212-47 du code de l'environnement.

Tableau n° 12 : Compatibilité avec le SAGE de la Lauch.

Objectifs du SAGE du bassin versant de la Lauch	Projet
Zones humides	
Disposition 101 : Préserver les zones humides remarquables du bassin versant	Le site d'implantation du projet est situé en-dehors d'une zone humide remarquable.
Disposition 102 : Préserver les zones humides non remarquables prioritaires du bassin versant	Les rives de la Lauch sont préservées par une bande d'inconstructibilité de 15m.
Disposition 103 : Préserver le rôle hydraulique des zones humides non remarquables moins prioritaires	
Disposition 104 : Préserver les zones humides en milieux fermés (zones forestières)	Non concerné
Disposition 105 : Intégrer et préserver les zones humides dans les documents d'urbanisme	Non concerné
Disposition 106 : Maintenir et développer la bonne gestion des zones humides	Les rives de la Lauch sont préservées par une bande d'inconstructibilité de 15m.
Disposition 107 : Réaliser un guide des bonnes pratiques de gestion des zones humides	Non concerné
Disposition 108 : Bien appliquer la séquence « Eviter-réduire-compenser »	Non concerné
Disposition 109 : Encourager les politiques d'acquisition foncière des zones humides	Non concerné
Disposition 110 : Accompagner la mise en œuvre de l'aménagement foncier sur le bassin versant	Non concerné
Continuités écologiques des cours d'eau	
Disposition 201 : Rétablir la continuité écologique des principaux cours d'eau du bassin versant	Non concerné
Disposition 202 : Poursuivre les opérations nécessaires de renaturation d'entretien des cours d'eau du bassin versant	
Disposition 203 : Accompagner les propriétaires riverains des cours d'eau pour le bon entretien des milieux aquatiques	
Disposition 204 : Clarifier la gestion des portions de cours d'eau naturellement excédentaires en transport solide	
Disposition 205 : Optimiser la gestion piscicole sur les cours d'eau du bassin versant	
Disposition 206 : Conserver une solidarité de gestion des milieux aquatiques sur le bassin versant	
Biodiversité et espèces invasives	
Disposition 401 : Lutter contre les plantes invasives	Non concerné
Disposition 402 : Préserver les corridors écologiques autour des cours d'eau (ripisylves)	
Disposition 403 : Prévenir la présence d'espèces aquatiques exotiques	
Disposition 404 : Suivre le débit disponible de la Lauch aval	
Disposition 405 : Assurer un débit suffisant le long de la Lauch	
Disposition 406 : Préserver les habitats existants pour la vie aquatique	
Inondation	

Disposition 501 : Mise en œuvre des protections nécessaires	Le site d'implantation du projet n'est pas situé dans un zonage particulier du PPRI de la Lauch.
Disposition 502 : Préserver les zones inondables du bassin versant	
Disposition 503 : Pérenniser la gouvernance de bassin versant pour la protection contre les inondations	
Milieux et quantité de la ressource en eau	
Disposition 601 : Stratégie de préservation du débit de la Lauch	Non concerné
Disposition 602 : Surveiller le débit de la Lauche et organiser la gestion de crise	
Disposition 603 : Organiser et réduire en période de crise les prélèvements impactant la ressource en eau superficielle	
Disposition 604 : Optimiser le rôle de soutien d'étiage des barrages de la Lauche et du Ballon	
Disposition 605 : Sécuriser l'alimentation en eau potable dans la vallée de Guebwiller	
Disposition 606 : Préserver la disponibilité de la ressource en eau sur le bassin versant	Le lotissement sera raccordé au réseau d'eau potable de la commune.
Qualité des eaux	
Disposition 701 : Améliorer et pérenniser le suivi de la qualité des ressources en eau du bassin versant	Non concerné
Disposition 702 : Préserver les ressources en eau stratégiques du bassin versant	
Assainissement des eaux usées	
Disposition 801 : Disposer d'un assainissement non collectif performant sur le bassin versant	Non concerné
Disposition 802 : Optimisation de l'assainissement collectif sur le bassin versant	
Disposition 803 : Prévenir les pollutions émergentes et sensibiliser la population aux bonnes pratiques	Les eaux usées du lotissement seront de nature sanitaire et domestiques.
Ruissellement des eaux	
Disposition 901 : Gestion des ouvrages existants de collecte des eaux de ruissellement	Non concerné
Disposition 902 : Emergence et généralisation des bonnes pratiques agricoles d'utilisation des produits phytosanitaires	

Le projet mise en œuvre dans le cadre du projet de FRANCE IMMOBLIER FINANCE répond parfaitement aux enjeux définis dans les SAGE.

5. Mesures correctives ou compensatoires envisagées

Sans objet.

6. Moyens de surveillance

La société FRANCE IMMOBLIER FINANCE assurera l'entretien des noues d'infiltration.

C. Annexes

Annexe 1 : Diagnostic « Zones humides » du lotissement « Les rives de la Lauch » à Buhl, OTE Ingénierie, Novembre 2022, 29 p

FRANCE IMMOBILIER FINANCE

Lotissement « Les rives de la Lauch » à Buhl
(68)

DIAGNOSTIC ZONES HUMIDES

Novembre 2022



OTE INGÉNIERIE
des compétences au service de vos projets

Siège social

1 rue de la Lisière - BP 40110
67403 ILLKIRCH Cedex - FRANCE
Tél : 03 88 67 55 55

www.ote.fr

	DATE	DESCRIPTION	REDACTION/VERIFICATION		APPROBATION		N° AFFAIRE : 22010157	Page : 2/29
0	08/11/2022	Diagnostic zones humides	OTE P-A POTTIER	PAP	LIG			

Sommaire

Sommaire	3
1. Préambule	4
2. Délimitation des zones humides	6
2.1. Méthode générale	6
2.2. Contexte géologique, pédologique, hydrogéologique et topographique	7
2.2.1. Contexte géologique et topographique	7
2.2.2. Contexte pédologique	7
2.2.3. Zones à dominante humide	8
2.3. Photographies aériennes historiques	9
2.4. Résultats	12
2.4.1. Les zones humides sur critères « flore » et « milieux naturels »	12
2.4.2. Les zones humides sur critères pédologiques	15
a) Localisation des sondages – site de projet de lotissement	16
b) Description des sondages pédologiques – site de projet de lotissement	17
2.4.3. Cartographie des zones humides observées	24
3. Conclusion du diagnostic « zones humides »	25
4. Méthodologie	26
4.1. Le périmètre d'étude	26
4.2. Relevés pédologiques	27
4.2.1. Sols	27
4.2.2. Méthode de sondage	28
4.3. Méthode d'inventaires floristiques	29

1. Préambule

La présente étude concerne un diagnostic « zones humides » réalisé dans le cadre du projet de zone d'activité « Les rives de la Lauch » à Buhl (68).

Le diagnostic porte sur l'ensemble du secteur situé à l'arrière de la rue de la Fabrique.

Illustration n° 1 : Aperçu du secteur d'étude



Illustration n° 2 : Identification de la zone étudiée



SOURCE : BD ORTHO 2020, IGN.

OCTOBRE 2022

0 11,3 22,5
m

2. Délimitation des zones humides

2.1. Méthode générale

Les relevés ont été réalisés les 27 et 28 mai 2022 dans des conditions conformes aux recommandations.

La méthodologie appliquée est celle décrite dans l'Arrêté du 24 juin 2008 (modifié), rappelée ci-après.

« 1° Les sols correspondent à un ou plusieurs types pédologiques, exclusivement parmi ceux mentionnés dans la liste figurant à l'annexe 1. 1 et identifiés selon la méthode figurant à l'annexe 1. 2 au présent arrêté. Pour les sols dont la morphologie correspond aux classes IV d et V a, définis d'après les classes d'hydromorphie du groupe d'étude des problèmes de pédologie appliquée (GEPPA, 1981 ; modifié), le préfet de région peut exclure l'une ou l'autre de ces classes et les types de sol associés pour certaines communes, après avis du conseil scientifique régional du patrimoine naturel.

2° Sa végétation, si elle existe, est caractérisée par :

-soit des espèces identifiées et quantifiées selon la méthode et la liste d'espèces figurant à l'annexe 2. 1 au présent arrêté complétée en tant que de besoin par une liste additionnelle d'espèces arrêtées par le préfet de région sur proposition du conseil scientifique régional du patrimoine naturel, le cas échéant, adaptée par territoire biogéographique ;

-soit des communautés d'espèces végétales, dénommées " habitats ", caractéristiques de zones humides, identifiées selon la méthode et la liste correspondante figurant à l'annexe 2. 2 au présent arrêté. »

Les critères pédologiques et floristiques ont été utilisés dans le cadre de cette mission.

2.2. Contexte géologique, pédologique, hydrogéologique et topographique

2.2.1. Contexte géologique et topographique

Les sites étudiés prennent place sur des alluvions récentes du Spielersbach et sur un socle gréseux :

- Fx-zV – Alluvions vosgiennes de fond de vallée (Weichsélien à Holocène) ;

Les terrains ne présentent aucune pente ou variation topographique particulière.

2.2.2. Contexte pédologique

Le contexte pédologique a été appréhendé à partir de la base de données sur les sols d'Alsace (Référentiel Régional Pédologique de la région Alsace).

Le Référentiel Régional Pédologique (RRP) de la région Alsace réalisé dans le cadre du programme Inventaire Gestion et Conservation des Sols (IGCS) est le résultat d'études dont les plus récentes sont les 10 guides des sols des petites régions naturelles d'Alsace publiés sur 15 ans de 1994 à 2008 sous l'égide du Conseil Régional d'Alsace avec le soutien de l'Agence de l'Eau Rhin Meuse.

Les sols des deux secteurs étudiés correspondent principalement :

- à des sols alluviaux de profondeur variable, majoritairement sablo-argilo-limoneux, d'hydromorphie variable.

Ces sols sont présents aux abords de la Lauch des vallées jusqu'à la plaine d'Alsace.

2.2.3. Zones à dominante humide

Les données de la Coopération pour l'Information Géographique d'Alsace (CIGAL) ont défini des zones à dominante humide en Alsace.

Le site de projet est concerné par l'existence d'une zone à dominante humide sur les 2/3 Nord-Est, c'est-à-dire jusqu'à environ 80 m des berges de la Lauch.

Illustration n° 3 : Identification des zones à dominante humide



2.3. Photographies aériennes historiques

Une analyse des photographies aériennes historiques a été effectuée sur la période 1997-2007. Nous pouvons noter le remaniement de terres sur une partie des terrains (Nord-Ouest), suivi d'un dépôt de matériaux dans ce même secteur.

Tableau n° 1 : Photographies aériennes historiques

Identifiant de la mission	Photographies aériennes
<p>Identifiant de la mission : CA97501281_1997_FD68-90_0322 Numéro : 322 Échelle : 1/25657 Type de cliché : Argentique Date de prise de vue : 31/05/1997</p>	

Identifiant de la mission :
CA97S01282_1997_FD68-90_0322
Numéro : 322
Échelle : 1/25598
Type de cliché : Argentique
Date de prise de vue : 31/05/1997



Identifiant de la mission :
CN97000064_1997_IFN68_IRC_1302
Numéro : 1302
Échelle : 1/19984
Type de cliché : Argentique
Date de prise de vue : 01/08/1997



Identifiant de la mission :
CN00000161_2000_IFN54-
68TEMPETE_1392
Numéro : 1392
Échelle : 1/30351
Type de cliché : Argentique
Date de prise de vue : 25/08/2000



Identifiant de la mission :
CP07000292_FR9096QTx064_5413
Numéro : 5413
Résolution : 22 cm
Type de cliché : Numérique
Date de prise de vue : 05/04/2007



2.4. Résultats

2.4.1. Les zones humides sur critères « flore » et « milieux naturels »

Un seul milieu naturel est caractéristique des zones humides. Il s'agit de la ripisylve de la Lauch.

Tableau n° 2 : Zones humides sur critères « flore » et « milieux naturels »

Milieu naturel	Code Corine Biotope	Espèces principales	Zone humide
E2.2 / E2.6 Prairie de fauche / prairie abandonnée	38.22	Grande oseille, Carotte sauvage, Gaillet blanc, Porcelle enracinée, Trèfle rampant, Vesce cracca, Sétaire glauque, Petite sanguisorbe, Centaurée jacée, Linaire commune, Achillée millefeuilles, Erigéron annuel, Campanule raiponce, Mauve sylvestre, Knautie des champs, Plantain lancéolé, Berce des prés, Ronce, Pâturin annuel, Dactyle aggloméré	Pro parte
F3.13 Roncier	31.83	Ronces communes	Pro parte
F9.35 Formation de Renouée du Japon	44.8	Renouée du Japon	Pro parte
G1.2 Aulnaie-frênaie	44.3	Erable champêtre, Aulne glutineux, Frêne commun, Saule blanc	HUMIDE



<p>Roncier</p>	
<p>Fourré de Renouée du Japon</p>	
<p>Ripsisylve de la Lauch</p>	

*Un secteur où
une dalle / un
pavement est
visible sous la
recolonisation
végétale*



2.4.2. Les zones humides sur critères pédologiques

Au total, 6 sondages pédologiques ont été réalisés à la tarière manuelle au niveau des terrains d'étude. Les relevés ont été réalisés à la profondeur maximale possible avant refus.

Des blocages tarière ont été rencontrés de manière systématique lors des prospections, souvent à faible profondeur (avant 20 cm). Ces sondages ont été répétés pour atteindre la profondeur minimale de 35 cm, mais aucun sondage n'a pu être mené au-delà de 80 cm.

a) Localisation des sondages – site de projet de lotissement

NB : Tous les sondages ont dû être répétés 2 à 4 fois afin d'atteindre une profondeur supérieure à 20 cm. Un blocage de la tarière sur une dalle ou une roche a concerné la quasi-totalité des sondages entre 20 et 45 cm.

Illustration n° 4 : Localisation des sondages pédologiques du site de projet : de s1 à s6



b) Description des sondages pédologiques – site de projet de lotissement

Notes sur le secteur étudié :


Pour l'ensemble du secteur de projet, nous formulerons les principales informations ci-après :

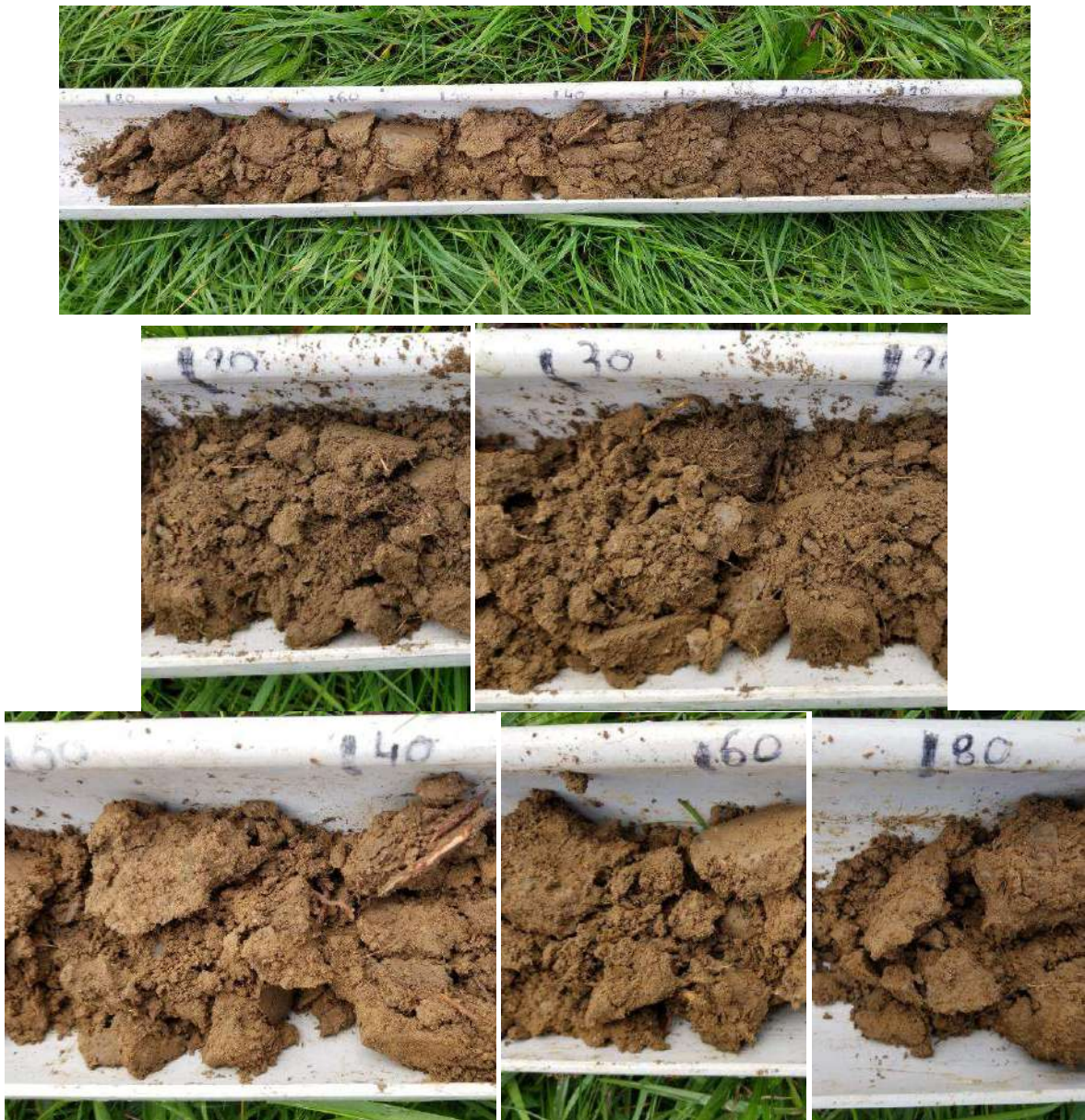
- La topographie est homogène sur l'ensemble du site. Il n'y a pas de réel point bas ou point haut.
- Aucune végétation hygrophile n'a été relevée dans l'ensemble de la zone prospectée. Le site se découpe entre milieux prairiaux rudéralisés et ronciers.
- Aucun point d'eau n'était présent sur site.
- Aucun excès d'eau n'a été observé pour l'ensemble des sondages réalisés.
- La sensibilité du site vis-à-vis de la présence de zones humides apparaît, au regard de ces informations, très faible.


Description des sondages :


- Voir pages suivantes.


Sondage n°	Photographies du sondage	Description du sondage	Profondeur du sondage Texture du sol	Classe GEPPA	Conclusion caractère humide
s1		<p>0 à 25 cm : Pas de traits d'hydromorphie 25 à 43 cm : Quelques rares traits d'hydromorphie visibles à 40 cm (≈ 5 %) Pas d'excès d'eau</p>	<p>43 cm Sablo-limoneux Blocage sur blocs rocheux ou dalle</p>	<p>Indéterminé</p>	<p>NON HUMIDE</p>

Sondage n°	Photographies du sondage	Description du sondage	Profondeur du sondage Texture du sol	Classe GEPPA	Conclusion caractère humide
s2		<p>0 à 25 cm : Pas de traits d'hydromorphie 25 à 40 cm : Pas de traits d'hydromorphie (déferrification, oxydation du fer, ou lessivage)</p> <p>Pas d'excès d'eau</p>	<p>40 cm Sablo-limoneux Blocage sur blocs rocheux ou dalle</p>	<p>Indéterminé</p>	<p>NON HUMIDE</p>

Sondage n°	Photographies du sondage	Description du sondage	Profondeur du sondage Texture du sol	Classe GEPPA	Conclusion caractère humide
s3		<p>0 à 25 cm : Pas de traits d'hydromorphie 25 à 43 cm : Quelques rares traits d'hydromorphie visibles à 40 cm (≈ 5%) 50 à 80 cm : Quelques traces de Fer oxydé à 40 cm avec une légère décoloration de la matrice (< 5%), traits rédoxiques significatifs à 80 cm</p> <p>Pas d'excès d'eau</p>	<p>80 cm Sablo-limoneux Blocage sur cailloux</p>	<p>Indéterminé</p>	<p>NON HUMIDE</p>

Sondage n°	Photographies du sondage	Description du sondage	Profondeur du sondage Texture du sol	Classe GEPPA	Conclusion caractère humide
s4		<p>0 à 25 cm : Pas de traits d'hydromorphie 25 à 35 cm : Pas de traits d'hydromorphie</p> <p>Pas d'excès d'eau</p>	<p>35 cm Sablo-limoneux (anthroposol, présence de remblais) Blocage sur blocs rocheux ou dalle</p>	<p>Indéterminé</p>	<p>NON HUMIDE</p>

Sondage n°	Photographies du sondage	Description du sondage	Profondeur du sondage Texture du sol	Classe GEPPA	Conclusion caractère humide
s5		<p>0 à 25 cm : Pas de traits d'hydromorphie 25 à 45 cm : Pas de traits d'hydromorphie</p> <p>Pas d'excès d'eau</p>	<p>45 cm Sableux Blocage sur blocs rocheux ou dalle</p>	<p>Indéterminé</p>	<p>NON HUMIDE</p>

Sondage n°	Photographies du sondage	Description du sondage	Profondeur du sondage Texture du sol	Classe GEPPA	Conclusion caractère humide
s6		<p>0 à 25 cm : Pas de traits d'hydromorphie 25 à 45 cm : Pas de traits d'hydromorphie Pas d'excès d'eau</p>	<p>43 cm Sablo-limoneux Blocage sur blocs rocheux ou dalle</p>	<p>Indéterminé</p>	<p>NON HUMIDE</p>

2.4.3. Cartographie des zones humides observées

Aucun sondage pédologique n'est à considérer comme caractéristique de milieu humide. Nous suspectons l'existence d'une dalle ou d'un horizon de fracturation présent à faible profondeur qui ne permet pas de réaliser de sondages pédologiques jusqu'à la profondeur de 120 cm.

Pour le seul sondage ayant pu être réalisé à une profondeur significative (s3, 80 cm), les premiers traits d'hydromorphie ont été identifiés :

- A 40 cm par de légères traces, non significatives (< 5%) ;
- A 80 cm pour atteindre des traits rédoxiques significatifs.

La seule zone humide observée l'a été selon le critère « habitats naturels » (article annexe II table B de l'AM du 24/06/08 modifié) et correspond à la ripisylve de la Lauch.

Illustration n° 5 : Identification des milieux humides présents aux abords du site



Milieux humides



Sondage pédologique non humide

3. Conclusion du diagnostic « zones humides »

Le site de projet ne comporte pas de milieux humides selon les critères pédologiques ou floristiques.

Une zone humide sur critère floristique est identifiée en dehors du périmètre de projet et correspond à la ripisylve de la Lauch. Celle-ci est en partie impactée par la présence de la Renouée du Japon.

Si la ripisylve (zone boisée bordant la Lauch) est intégralement préservée, le projet ne nécessitera aucun classement au titre de la rubrique 3.3.1.0 relatif à l'artificialisation, au remblaiement ou à l'assèchement de milieux humides.

4. Méthodologie

4.1. Le périmètre d'étude

Illustration n° 6 : Périmètre d'étude



4.2. Relevés pédologiques

4.2.1. Sols

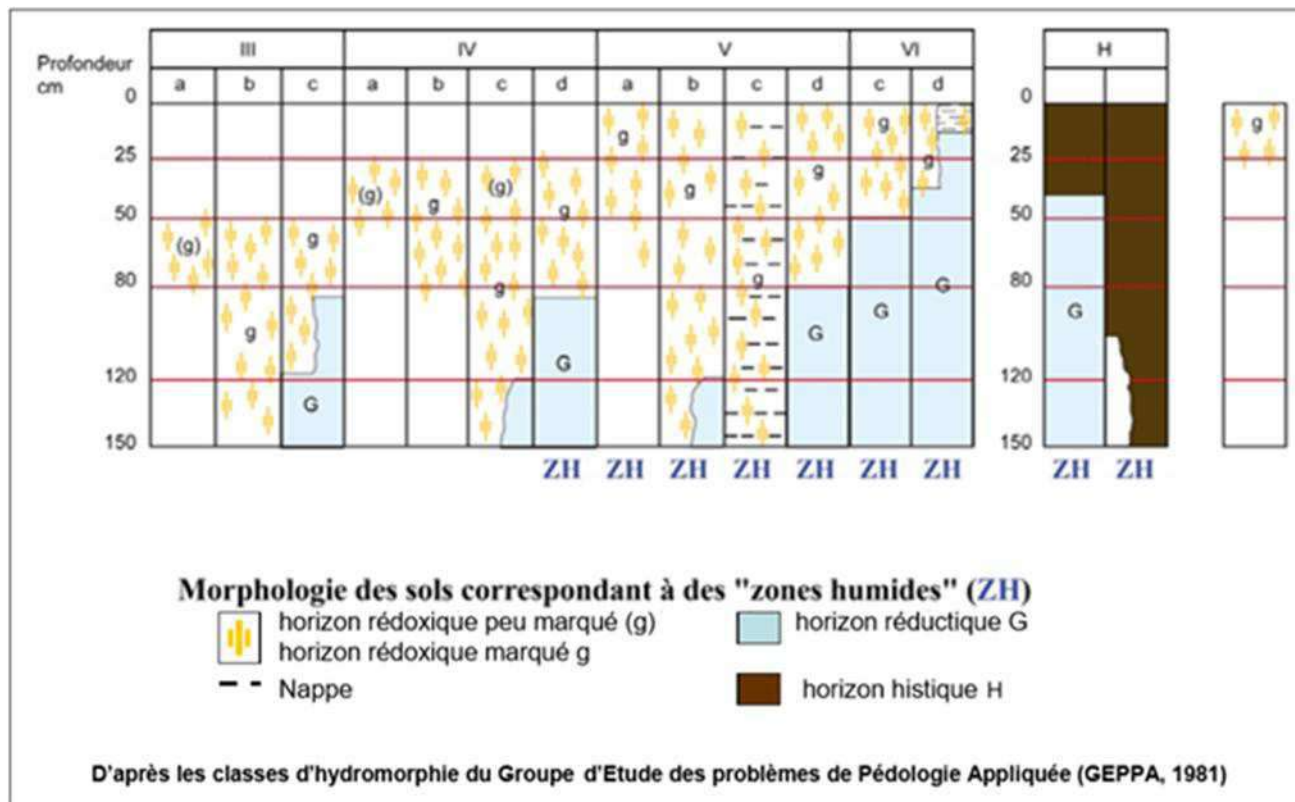
La classe d'hydromorphie est définie d'après les classes d'hydromorphie du groupe d'étude des problèmes de pédologie appliquée (GEPPA, 1981 ; modifié).

Les sols des zones humides correspondent :

- 1. A tous les histosols, car ils connaissent un engorgement permanent en eau qui provoque l'accumulation de matières organiques peu ou pas décomposées ; ces sols correspondent aux classes d'hydromorphie H du GEPPA modifié ;
- 2. A tous les réductisols, car ils connaissent un engorgement permanent en eau à faible profondeur se marquant par des traits réductiques débutant à moins de 50 centimètres de profondeur dans le sol ; Ces sols correspondent aux classes VI c et d du GEPPA ;
- 3. Aux autres sols caractérisés par :
 - des traits rédoxiques débutant à moins de 25 centimètres de profondeur dans le sol et se prolongeant ou s'intensifiant en profondeur. Ces sols correspondent aux classes V a, b, c et d du GEPPA ;
 - ou des traits rédoxiques débutant à moins de 50 centimètres de profondeur dans le sol, se prolongeant ou s'intensifiant en profondeur, et des traits réductiques apparaissant entre 80 et 120 centimètres de profondeur. Ces sols correspondent à la classe IV d du GEPPA.

L'application de cette règle générale conduit à la liste des types de sols présentée ci-dessous. Cette liste est applicable en France métropolitaine et en Corse. Elle utilise les dénominations scientifiques du référentiel pédologique de l'Association française pour l'étude des sols (AFES, Baize et Girard, 1995 et 2008), qui correspondent à des " Références ". Un sol peut être rattaché à une ou plusieurs références (rattachement double par exemple). Lorsque des références sont concernées pro parte, la condition pédologique nécessaire pour définir un sol de zone humide est précisée à côté de la dénomination.

Illustration n° 7 : Classes d'hydromorphie des sols (Classes d'hydromorphie du Groupe d'Etudes des Problèmes de Pédologie Appliquée (GEPPA, 1981))



Les sondages pédologiques ont pour objectif de rechercher la présence éventuelle de sols caractéristiques de zones humides appartenant aux classes d'hydromorphie IVd, V(a,b,c,d), VI(c,d) et H.

4.2.2. Méthode de sondage

Les relevés pédologiques ont été réalisés à la tarière manuelle de Ø 7 cm jusqu'à la profondeur maximale prospectable. Les relevés ont été réalisés à la profondeur maximale avant refus.

4.3. Méthode d'inventaires floristiques

Les investigations de terrain ont été réalisées le **26 octobre 2022**, après un printemps et un été sec, mais avec un début d'automne relativement pluvieux.

Les conditions météorologiques de prospection peuvent être qualifiées globalement de satisfaisantes les semaines ayant précédé la campagne (pluies régulières entre la fin du mois de mars et le milieu du mois d'avril).

	Date	Période	Plage horaire	T°C	Force vent	Direction vent	Couverture nuageuse	Pluie	Visibilité	Observateur
Sondages pédologiques										
Flore Pédologie	08	Automne	9h00-11h	8-16°C	Nul	-	30-70 %	Nulle	Bonne	POTTIER Pierre-Alain



FRANCE IMMOBILIER FINANCE

**Zone d'activité « Les rives de la Lauch3 à
Buhl (68)**



ELEMENTS GRAPHIQUES, PLANS OU CARTES

**Déclaration au titre de l'article R.214-1 du Code
de l'Environnement**



Novembre 2022



OTE INGÉNIERIE

des compétences au service de vos projets

Siège social

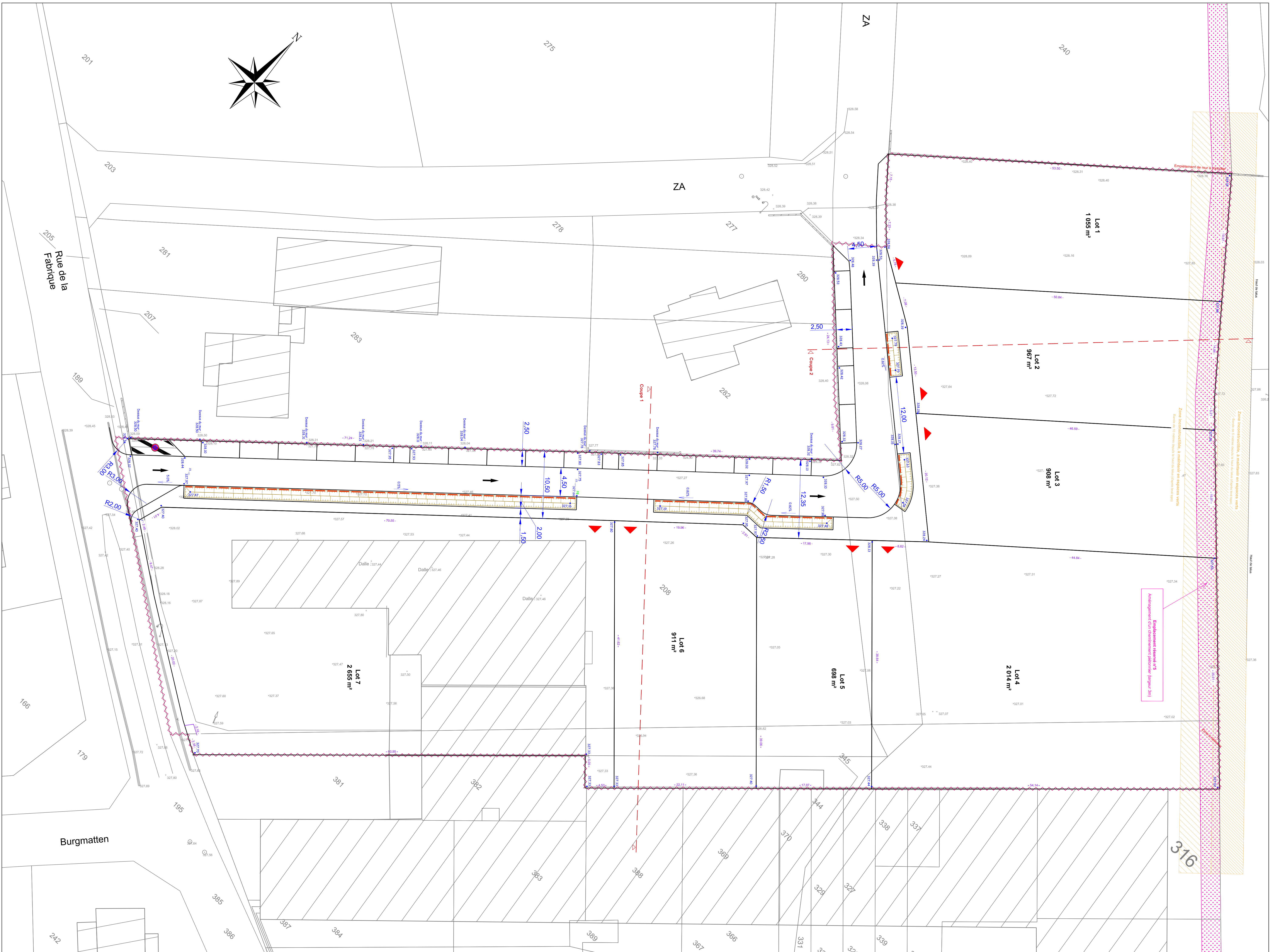
1 rue de la Lisière - BP 40110
67403 ILLKIRCH Cedex - FRANCE
Tél : 03 88 67 55 55
www.ote.fr

	DATE	DESCRIPTION	REDACTION/VERIFICATION		APPROBATION		N° AFFAIRE : 22010209	Page : 2/4
0	14/11/2022	Déclaration IOTA – Eléments graphiques	OTE - P. HEITZ	<i>PH</i>	B. KURTZ	<i>BK</i>		
P:\10-Projets\22010209 - FRANCE IMMOBILIER FINANCE - BUHL - ZONE D'ACTIVITES\98-ENV\30-RENDU								

A. Eléments graphiques, plans, cartes utiles à la compréhension des pièces du dossier

Plan 1 : Plan de composition

Plan 2 : Plan des réseaux humides



NOTA :

Les distancs et surfaces ne seront exécutés qu'après approbation.
 La position des bordures est donnée à titre figuratif et sans fonction des accès créés et des
 contraintes techniques.
 Nivellement rattaché au système NGF IGN69 (précision absolue +/- 5cm, relative +/- 2cm).
 Levé topographique réalisé le 13/05/2022.

E	D	C	B	A	0
			Mise à jour avec retour PA	Mise à jour	Etablissement du plan
			CPH	CPH	CPH
			BP	BP	BP

Date	Description - modifications	Devisé	Vérifié	Approuvé
	Revision	Drawn	Check	Approval

Maitre d'ouvrage

FRANCE IMMOBILIER FINANCE
 577 rue de Brotonne
 27520 GRAND BOURGHEROUDE

ZA BUHL
 "Les rives de la Lauch"

Permis d'Aménager

ARCHITECTE :

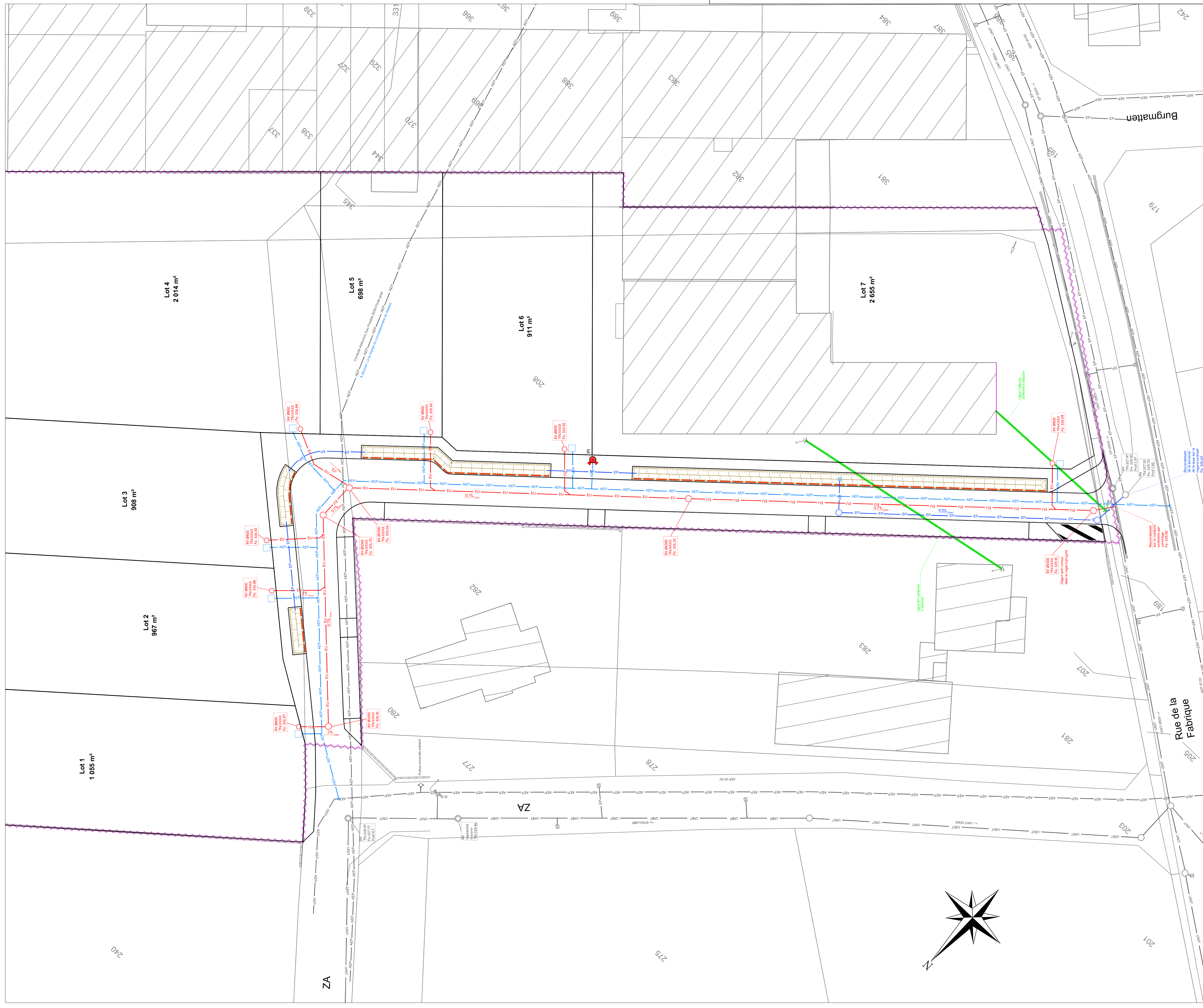
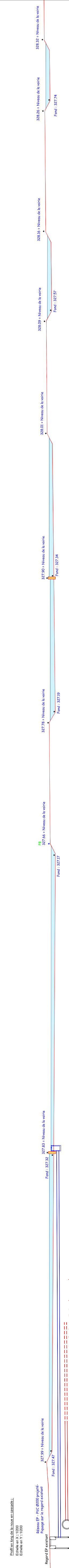
Pierre Zimmermann
 Agence d'architecture
 305 lieu dit Baechle
 68340 ESCHBACH AU VAL

INGENIEURIE BETON / URBANISME :

OTE INGÉNIEURIE
 Agence de Génie
 27000 BOURGHEROUDE - FRANCE
 Tél : 03 87 12 12 14

PA04 - PLAN DE COMPOSITION

NUMERO DU PLAN	
22010202	02
22010202	01
22010202	02
22010202	03
22010202	04
22010202	05
22010202	06
22010202	07
22010202	08
22010202	09
22010202	10
22010202	11
22010202	12
22010202	13
22010202	14
22010202	15
22010202	16
22010202	17
22010202	18
22010202	19
22010202	20
22010202	21
22010202	22
22010202	23
22010202	24
22010202	25
22010202	26
22010202	27
22010202	28
22010202	29
22010202	30
22010202	31
22010202	32
22010202	33
22010202	34
22010202	35
22010202	36
22010202	37
22010202	38
22010202	39
22010202	40
22010202	41
22010202	42
22010202	43
22010202	44
22010202	45
22010202	46
22010202	47
22010202	48
22010202	49
22010202	50
22010202	51
22010202	52
22010202	53
22010202	54
22010202	55
22010202	56
22010202	57
22010202	58
22010202	59
22010202	60
22010202	61
22010202	62
22010202	63
22010202	64
22010202	65
22010202	66
22010202	67
22010202	68
22010202	69
22010202	70
22010202	71
22010202	72
22010202	73
22010202	74
22010202	75
22010202	76
22010202	77
22010202	78
22010202	79
22010202	80
22010202	81
22010202	82
22010202	83
22010202	84
22010202	85
22010202	86
22010202	87
22010202	88
22010202	89
22010202	90
22010202	91
22010202	92
22010202	93
22010202	94
22010202	95
22010202	96
22010202	97
22010202	98
22010202	99
22010202	100



LEGENDE RESEAUX EXISTANTS

- UNIT — RESEAU UNITAIRE EXISTANT
- EP — RESEAU EP EXISTANT
- EU — RESEAU EU EXISTANT
- AEP — RESEAU AEP EXISTANT

LEGENDE DES RESEAUX PROJETES

- EP — RESEAU EP
- EU — RESEAU EU
- SIPHON — SIPHON
- REGARD — REGARD
- AEP — RESEAU EAU POTABLE

NOTA :

Les distances et surfaces ne seront exactes qu'après arpentage.
 La position des bordures est donnée à titre figuratif et sera fonction des accés créés et des contraintes techniques.
 Nivellement rattaché au système NGF IGN89 (précision absolue +/- 5cm, relative +/- 2cm).
 Carte topographique réalisée le 13/05/2022.

E							
D							
C							
B	09/11/2022	Mise à jour avec retour PA	CPI				BP
A	10/09/2022	Mise à jour	CPI				BP
0	29/07/2022	Etablissement du plan	KWI				BP
	Date	Description - modifications	Disposé	Visé	Approuvé		
	Date	Revision	Drawn	Check	Approval		

Maitre d'ouvrage
FRANCE IMMOBILIER FINANCE
 577 rue de Brotonne
 27520 GRAND BOURGTHEROULDE

ZA BUHL
 "Les rives de la Lauch"

Permis d'Aménager

ARCHITECTE:
 Pierre Zimmermann
 Agence d'architecture
 105 lieu dit Barèche
 66140 ESCHBACH AU VAL

INGENIERIE BET VRD / URBANISME :
OTE INGENIERIE
 Agence de Conception
 205 rue de la République
 33000 BORDEAUX - FRANCE
 Tél : 05 57 00 00 00
 Fax : 05 57 00 00 01
 Site : www.ote.fr

PA08-3 - PLAN DES RESEAUX HUMIDES					
Date :	09/11/2022	OTE	PA	VFD	PL
Année :	2010/2019	Etat :	Phase	Documt	Non
Contract No. :		Contract No. :	Phase	Documt	View
			Scale	Scale	Scale
			Zone	Zone	Zone
			Order	Order	Order
NUMERO DU PLAN					
		PA08-3			
		PA08-3			

Récépissé de déclaration

Il vous est délivré un récépissé de déclaration suite au dépôt du dossier de déclaration IOTA concernant le projet Zone d'activité Les rives de la Lauch sur la commune principale Buhl 68530.

ATTENTION : CE RÉCÉPISSÉ ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE MAIS N' AUTORISE PAS LE DÉMARRAGE IMMÉDIAT DES TRAVAUX

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU les schémas directeurs et les schémas d'aménagement et de gestion des eaux mentionnés aux articles L. 212-1 et L. 212-3 potentiellement en cours de validité sur le périmètre du projet ;

VU le code général des collectivités territoriales;

VU le code civil, et notamment son article 640;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement transmis à l'administration et considéré complet en date du 18/11/2022, présenté par FRANCE IMMOBILIER FINANCE , enregistré sous le n° **DIOTA-221118-142604-873-010** et relatif à Zone d'activité Les rives de la Lauch ;

Il est donné récépissé du dépôt de sa déclaration au déclarant suivant :

FRANCE IMMOBILIER FINANCE

16 RTE DE LA SCHLUCHT

68140 STOSSWIHR

concernant :

Zone d'activité Les rives de la Lauch

dont la réalisation est prévue à :

- Buhl 68530

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement.

Tableau des rubriques des nomenclatures IOTA

* Rubrique	Alinéa	Libellé des rubriques	* Quantité totale	* Quantité projet	* Régime	Précisions sur les AIOT concernées par le projet

2.1.5.0	2	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :	1.1 ha	1.1 ha	D	Infiltration des eaux pluviales
---------	---	---	--------	--------	---	---------------------------------

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés de prescriptions générales relatifs à ces rubriques disponibles sur le site internet https://aida.ineris.fr/liste_documents/1/17940/1

Le déclarant ne peut pas débiter les travaux avant le 18/01/2023 correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet durant lequel il peut être fait une éventuelle opposition motivée à la déclaration par le préfet, conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

Si le projet est également soumis à déclaration d'intérêt général au titre de l'article R.214-88 du code de l'environnement, le préfet dispose alors de 3 mois à compter de la réception par la préfecture du dossier de l'enquête pour s'opposer à la déclaration loi sur l'eau, en application de l'article R.214-95 du code de l'environnement.

Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai, il s'exposerait à une amende pour une contravention de cinquième classe d'un montant maximum de 1 500 euros pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, ce montant est multiplié par cinq conformément à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau compétent à l'échéance de ce délai, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

À cette échéance, conformément à l'article R.214-37, copies de la déclaration et de ce récépissé, ainsi que, le cas échéant, des prescriptions spécifiques imposées ou de la décision d'opposition seront alors adressées aux communes où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture concernée durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage en mairie et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le déclarant est invité à avertir le service de police de l'eau compétent de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans, ou dans un autre délai fixé par le préfet à compter de la date du

présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant réalisation à la connaissance du préfet compétent qui peut exiger une nouvelle déclaration.

En application de l'article R. 214-40-2 du code de l'environnement, toute transmission du bénéfice de la déclaration à une autre personne que celle mentionnée au dossier de déclaration doit être déclarée par le nouveau bénéficiaire au préfet dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de son activité.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux et activités, objets de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

La référence de votre dossier est : DIOTA-221118-142604-873-010

Le code postal du projet (commune principale) est : Buhl 68530

Cette référence et un numéro d'AIOT vous seront nécessaires pour déposer les éventuels compléments et pièces de procédure que sollicitera l'administration. Ce numéro d'AIOT vous sera transmis par l'administration en charge de l'instruction de votre dossier.

Votre avis nous intéresse

Dans une logique d'amélioration continue, nous vous invitons à consacrer une ou deux minutes à répondre à ce [court sondage](#).

Récapitulatif

1 - Démarche

Votre projet est-il également soumis à autorisation au titre de la nomenclature loi sur l'eau ? **Non**

Votre projet est-il soumis à évaluation environnementale ? **Non**

Votre projet est-il connexe à une ICPE ? **Non**

Nom du projet : **Zone d'activité Les rives de la Lauch**

Numéro d'AIOT : **Je ne connais pas mon numéro d'AIOT**

Numéro CASCADE : **Je ne connais pas mon numéro CASCADE**

Service instructeur coordonnateur en charge de votre dossier : **Je ne connais pas le service instructeur**

Cette démarche initiale DIOTA est-elle la première autorisation ou déclaration déposée sur le projet ? **Oui**

Conditions d'engagement du déclarant :

- **Je m'engage à ce que les fichiers déposés comprennent les informations réglementaires requises, dont les références sont rappelées pour chaque dépôt de fichier tout au long de la téléprocédure.**
- **Je m'engage à ne déposer aucun dossier contenant une ou plusieurs pièces confidentielles. Ce dossier doit être déposé directement au service instructeur coordonnateur.**
- **Je prends note que tous les plans réglementaires sont déposés en fin de la téléprocédure. (étape 6)**
- **Je reconnais avoir pris connaissance de l'ensemble des prescriptions générales applicables à mon projet**
- **En initiant le dépôt de mon dossier via la téléprocédure, je m'engage à déposer les compléments sur Service-public.fr**

2 - Déclarant(s)

Déclarant ou mandataire : **Mandataire**

N° SIRET : **77877008100017**

Organisme : **OTE INGENIERIE**

Nom : **HEITZ**

Prénom : **Pauline**

Fonction : **Chargée d'études Environnement**

Adresse email : **pauline.heitz@ote.fr**

Téléphone fixe : + **33 367291077**

Mandat (Pièce jointe) : **Mandat de dépôt OTE signé.pdf**

Déclarant (Personne morale) N° 1

N° SIRET : **51256903900013**

Raison sociale : **FRANCE IMMOBILIER FINANCE**

Forme Juridique : **Société à responsabilité limitée (sans autre indication)**

Adresse en France

16 RTE DE LA SCHLUCHT

68140 STOSSWIHR

Signataire

Nom : **CHERVIN**

Prénom : **Bernadette**

Qualité : **Gérante de la société**

Téléphone portable : + 33 643466396

Adresse email : **didier.chervin@yahoo.fr**

Référent

Nom : **CHERVIN**

Prénom : **Didier**

Fonction : **Gérant de la société**

Téléphone portable : + 33 643466396

Adresse email : **didier.chervin@yahoo.fr**

Adresse email d'échange avec l'administration

Adresse email : **didier.chervin@yahoo.fr**

3 - Localisation

Adresse du projet

Code postal et commune : **68530 Buhl**

Numéro et voie ou lieu dit : **30 Rue de la Fabrique**

Géolocalisation du projet

X : **1013076**

Y : **6766471**

Projection : **Lambert 93**

Parcelles : **Parcelle(s) du projet.csv**

4 - Activités

La déclaration est-elle une régularisation d'activité ? **Non**

Le projet se trouve-t-il dans le périmètre d'un ou plusieurs Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) ? **Oui**

Quel(s) sont les SAGE concernés ? **SAGE III-NAPPE-RHIN ; SAGE de la Lauch**

Tableau des rubriques des nomenclatures IOTA

* Rubrique	Alinéa	Libellé des rubriques	* Quantité totale	* Quantité projet	* Régime	Précisions sur les AIOT concernées par le projet
2.1.5.0	2	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :	1.1 ha	1.1 ha	D	Infiltration des eaux pluviales

Caractéristiques du projet

Le projet est-il un plan de gestion établi pour la réalisation d'une opération groupée d'entretien régulier d'un cours d'eau, canal ou plan d'eau ? **Non**

Le projet est-il une installation utilisant l'énergie hydraulique ? **Non**

5 - Documents

Résumé non technique : **RNT.pdf**

Document d'incidence ou étude d'impact : **DOCUMENT D INCIDENCE.pdf**

Évaluation des incidences Natura 2000 : **INCIDENCES N2000.pdf**

Justificatif de maîtrise foncière : **JUSTIFICATIF MAITRISE FONCIERE.pdf**

6 - Plans

Éléments graphiques, plans ou cartes du projet : **ELEMENTS GRAPHIQUES.pdf**

Précisions :

Récépissé de déclaration

Il vous est délivré un récépissé de déclaration suite au dépôt du dossier de déclaration IOTA concernant le projet **Projet de lotissement à Galfingue sur la commune principale Galfingue 68990.**

ATTENTION : CE RÉCÉPISSÉ ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE MAIS N' AUTORISE PAS LE DÉMARRAGE IMMÉDIAT DES TRAVAUX

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU les schémas directeurs et les schémas d'aménagement et de gestion des eaux mentionnés aux articles L. 212-1 et L. 212-3 potentiellement en cours de validité sur le périmètre du projet ;

VU le code général des collectivités territoriales;

VU le code civil, et notamment son article 640;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement transmis à l'administration et considéré complet en date du 05/10/2022, présenté par FONCIERE HUGUES AURELE , enregistré sous le n° **DIOTA-221005-133904-490-068** et relatif à **Projet de lotissement à Galfingue** ;

Il est donné récépissé du dépôt de sa déclaration au déclarant suivant :

FONCIERE HUGUES AURELE

22 RUE D ISSENHEIM

68190 RAEDERSHEIM

concernant :

Projet de lotissement à Galfingue

dont la réalisation est prévue à :

- Galfingue 68990

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement.

Tableau des rubriques des nomenclatures IOTA

* Rubrique	Alinéa	Libellé des rubriques	* Quantité totale	* Quantité projet	* Régime	Précisions sur les AIOT concernées par le projet
						Gestion des

2.1.5.0	2	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :	1.55 ha	1.25 ha	D	eaux pluviales Projet : 1,25 ha Bassin versant amont estimé à 0,3 ha
---------	---	---	---------	---------	---	--

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés de prescriptions générales relatifs à ces rubriques disponibles sur le site internet https://aida.ineris.fr/liste_documents/1/17940/1

Le déclarant ne peut pas débiter les travaux avant le 05/12/2022 correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet durant lequel il peut être fait une éventuelle opposition motivée à la déclaration par le préfet, conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

Si le projet est également soumis à déclaration d'intérêt général au titre de l'article R.214-88 du code de l'environnement, le préfet dispose alors de 3 mois à compter de la réception par la préfecture du dossier de l'enquête pour s'opposer à la déclaration loi sur l'eau, en application de l'article R.214-95 du code de l'environnement.

Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai, il s'exposerait à une amende pour une contravention de cinquième classe d'un montant maximum de 1 500 euros pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, ce montant est multiplié par cinq conformément à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau compétent à l'échéance de ce délai, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

À cette échéance, conformément à l'article R.214-37, copies de la déclaration et de ce récépissé, ainsi que, le cas échéant, des prescriptions spécifiques imposées ou de la décision d'opposition seront alors adressées aux communes où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture concernée durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage en mairie et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le déclarant est invité à avertir le service de police de l'eau compétent de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans, ou dans un autre délai fixé par le préfet à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant réalisation à la connaissance du préfet compétent qui peut exiger une nouvelle déclaration.

En application de l'article R. 214-40-2 du code de l'environnement, toute transmission du bénéfice de la déclaration à une autre personne que celle mentionnée au dossier de déclaration doit être déclarée par le nouveau bénéficiaire au préfet dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de son activité.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux et activités, objets de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

La référence de votre dossier est : DIOTA-221005-133904-490-068

Le code postal du projet (commune principale) est : Galfingue 68990

Cette référence et un numéro d'AIOT vous seront nécessaires pour déposer les éventuels compléments et pièces de procédure que sollicitera l'administration. Ce numéro d'AIOT vous sera transmis par l'administration en charge de l'instruction de votre dossier.

Votre avis nous intéresse

Dans une logique d'amélioration continue, nous vous invitons à consacrer une ou deux minutes à répondre à ce [court sondage](#).

Récapitulatif

1 - Démarche

Votre projet est-il également soumis à autorisation au titre de la nomenclature loi sur l'eau ? **Non**

Votre projet est-il soumis à évaluation environnementale ? **Non**

Votre projet est-il connexe à une ICPE ? **Non**

Nom du projet : **Projet de lotissement à Galfingue**

Numéro d'AIOT : **Je ne connais pas mon numéro d'AIOT**

Numéro CASCADE : **Je ne connais pas mon numéro CASCADE**

Service instructeur coordonnateur en charge de votre dossier : **Je ne connais pas le service instructeur**

Conditions d'engagement du déclarant :

- **Je m'engage à ce que les fichiers déposés comprennent les informations réglementaires requises, dont les références sont rappelées pour chaque dépôt de fichier tout au long de la téléprocédure.**
- **Je m'engage à ne déposer aucun dossier contenant une ou plusieurs pièces confidentielles. Ce dossier doit être déposé directement au service instructeur coordonnateur.**
- **Je prends note que tous les plans réglementaires sont déposés en fin de la téléprocédure. (étape 6)**
- **Je reconnais avoir pris connaissance de l'ensemble des prescriptions générales applicables à mon projet**
- **En initiant le dépôt de mon dossier via la téléprocédure, je m'engage à déposer les compléments sur Service-public.fr**

2 - Déclarant(s)

Déclarant ou mandataire : **Mandataire**

N° SIRET : **77877008100017**

Organisme : **OTE INGENIERIE**

Nom : **HEITZ**

Prénom : **PAULINE**

Fonction : **Chargée d'études Environnement**

Adresse email : **pauline.heiz@ote.fr**

Téléphone fixe : **+ 33 388675555**

Mandat (Pièce jointe) : **MANDAT.pdf**

Déclarant (Personne morale) N° 1

N° SIRET : **40820203400018**

Raison sociale : **FONCIERE HUGUES AURELE**

Forme Juridique : **SAS, société par actions simplifiée**

Adresse en France

22 RUE D ISSENHEIM

68190 RAEDERSHEIM

Signataire

Nom : **Cousson**

Prénom : **Aurélie**
Qualité : **Directrice générale**
Téléphone fixe : + **33 389481952**
Adresse email : **aurelie@fha-lotisseur.fr**

Référent

Nom : **Cousson**
Prénom : **Camille**
Fonction : **Directrice administrative et financière**
Téléphone fixe : + **33 389481952**
Adresse email : **camille@fha-lotisseur.fr**

Adresse email d'échange avec l'administration

Adresse email : **aurelie@fha-lotisseur.fr**

3 - Localisation

Adresse du projet

Code postal et commune : **68990 Galfingue**
Numéro et voie ou lieu dit : **Rue des Coquelicots**

Géolocalisation du projet

X : **1016526**
Y : **6742682**
Projection : **Lambert 93**
Parcelles : **Parcelle(s) du projet.csv**

4 - Activités

La déclaration est-elle une régularisation d'activité ? **Non**

Le projet se trouve-t-il dans le périmètre d'un ou plusieurs Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) ? **Oui**

Quel(s) sont les SAGE concernés ? **SAGE du bassin de la Largue**

Tableau des rubriques des nomenclatures IOTA

* Rubrique	Alinéa	Libellé des rubriques	* Quantité totale	* Quantité projet	* Régime	Précisions sur les AIOT concernées par le projet
2.1.5.0	2	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la	1.55 ha	1.25 ha	D	Gestion des eaux pluviales Projet : 1,25 ha Bassin

	surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :								
--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

									versant amont estimé à 0,3 ha
--	--	--	--	--	--	--	--	--	-------------------------------

Caractéristiques du projet

Le projet est-il un plan de gestion établi pour la réalisation d'une opération groupée d'entretien régulier d'un cours d'eau, canal ou plan d'eau ? **Non**

Le projet est-il une installation utilisant l'énergie hydraulique ? **Non**

5 - Documents

Résumé non technique : **RNT_rev1.pdf**

Document d'incidences : **DOCUMENT D INCIDENCE_rev1.pdf**

Évaluation des incidences Natura 2000 : **INCIDENCES N2000.pdf**

6 - Plans

Éléments graphiques, plans ou cartes du projet : **ELEMENTS GRAPHIQUES.pdf**

Précisions :

Récépissé de déclaration

Il vous est délivré un récépissé de déclaration suite au dépôt du dossier de déclaration IOTA concernant le projet Projet de lotissement à Galfingue sur la commune principale Galfingue 68990.

ATTENTION : CE RÉCÉPISSÉ ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE MAIS N' AUTORISE PAS LE DÉMARRAGE IMMÉDIAT DES TRAVAUX

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU les schémas directeurs et les schémas d'aménagement et de gestion des eaux mentionnés aux articles L. 212-1 et L. 212-3 potentiellement en cours de validité sur le périmètre du projet ;

VU le code général des collectivités territoriales;

VU le code civil, et notamment son article 640;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement transmis à l'administration et considéré complet en date du 05/10/2022, présenté par FONCIERE HUGUES AURELE , enregistré sous le n° **DIOTA-221005-133904-490-068** et relatif à Projet de lotissement à Galfingue ;

Il est donné récépissé du dépôt de sa déclaration au déclarant suivant :

FONCIERE HUGUES AURELE

22 RUE D ISSENHEIM

68190 RAEDERSHEIM

concernant :

Projet de lotissement à Galfingue

dont la réalisation est prévue à :

- Galfingue 68990

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement.

Tableau des rubriques des nomenclatures IOTA

* Rubrique	Alinéa	Libellé des rubriques	* Quantité totale	* Quantité projet	* Régime	Précisions sur les AIOT concernées par le projet
						Gestion des

2.1.5.0	2	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :	1.55 ha	1.25 ha	D	eaux pluviales Projet : 1,25 ha Bassin versant amont estimé à 0,3 ha
---------	---	---	---------	---------	---	--

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés de prescriptions générales relatifs à ces rubriques disponibles sur le site internet https://aida.ineris.fr/liste_documents/1/17940/1

Le déclarant ne peut pas débiter les travaux avant le 05/12/2022 correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet durant lequel il peut être fait une éventuelle opposition motivée à la déclaration par le préfet, conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

Si le projet est également soumis à déclaration d'intérêt général au titre de l'article R.214-88 du code de l'environnement, le préfet dispose alors de 3 mois à compter de la réception par la préfecture du dossier de l'enquête pour s'opposer à la déclaration loi sur l'eau, en application de l'article R.214-95 du code de l'environnement.

Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai, il s'exposerait à une amende pour une contravention de cinquième classe d'un montant maximum de 1 500 euros pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, ce montant est multiplié par cinq conformément à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations. En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau compétent à l'échéance de ce délai, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

À cette échéance, conformément à l'article R.214-37, copies de la déclaration et de ce récépissé, ainsi que, le cas échéant, des prescriptions spécifiques imposées ou de la décision d'opposition seront alors adressées aux communes où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture concernée durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage en mairie et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le déclarant est invité à avertir le service de police de l'eau compétent de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans, ou dans un autre délai fixé par le préfet à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant réalisation à la connaissance du préfet compétent qui peut exiger une nouvelle déclaration.

En application de l'article R. 214-40-2 du code de l'environnement, toute transmission du bénéfice de la déclaration à une autre personne que celle mentionnée au dossier de déclaration doit être déclarée par le nouveau bénéficiaire au préfet dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de son activité.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux et activités, objets de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

La référence de votre dossier est : DIOTA-221005-133904-490-068

Le code postal du projet (commune principale) est : Galfingue 68990

Cette référence et un numéro d'AIOT vous seront nécessaires pour déposer les éventuels compléments et pièces de procédure que sollicitera l'administration. Ce numéro d'AIOT vous sera transmis par l'administration en charge de l'instruction de votre dossier.

Votre avis nous intéresse

Dans une logique d'amélioration continue, nous vous invitons à consacrer une ou deux minutes à répondre à ce [court sondage](#).

Récapitulatif

1 - Démarche

Votre projet est-il également soumis à autorisation au titre de la nomenclature loi sur l'eau ? **Non**

Votre projet est-il soumis à évaluation environnementale ? **Non**

Votre projet est-il connexe à une ICPE ? **Non**

Nom du projet : **Projet de lotissement à Galfingue**

Numéro d'AIOT : **Je ne connais pas mon numéro d'AIOT**

Numéro CASCADE : **Je ne connais pas mon numéro CASCADE**

Service instructeur coordonnateur en charge de votre dossier : **Je ne connais pas le service instructeur**

Conditions d'engagement du déclarant :

- **Je m'engage à ce que les fichiers déposés comprennent les informations réglementaires requises, dont les références sont rappelées pour chaque dépôt de fichier tout au long de la téléprocédure.**
- **Je m'engage à ne déposer aucun dossier contenant une ou plusieurs pièces confidentielles. Ce dossier doit être déposé directement au service instructeur coordonnateur.**
- **Je prends note que tous les plans réglementaires sont déposés en fin de la téléprocédure. (étape 6)**
- **Je reconnais avoir pris connaissance de l'ensemble des prescriptions générales applicables à mon projet**
- **En initiant le dépôt de mon dossier via la téléprocédure, je m'engage à déposer les compléments sur Service-public.fr**

2 - Déclarant(s)

Déclarant ou mandataire : **Mandataire**

N° SIRET : **77877008100017**

Organisme : **OTE INGENIERIE**

Nom : **HEITZ**

Prénom : **PAULINE**

Fonction : **Chargée d'études Environnement**

Adresse email : **pauline.heitz@ote.fr**

Téléphone fixe : **+ 33 388675555**

Mandat (Pièce jointe) : **MANDAT.pdf**

Déclarant (Personne morale) N° 1

N° SIRET : **40820203400018**

Raison sociale : **FONCIERE HUGUES AURELE**

Forme Juridique : **SAS, société par actions simplifiée**

Adresse en France

22 RUE D ISSENHEIM

68190 RAEDERSHEIM

Signataire

Nom : **Cousson**

Prénom : **Aurélie**
Qualité : **Directrice générale**
Téléphone fixe : + **33 389481952**
Adresse email : **aurelie@fha-lotisseur.fr**

Référent

Nom : **Cousson**
Prénom : **Camille**
Fonction : **Directrice administrative et financière**
Téléphone fixe : + **33 389481952**
Adresse email : **camille@fha-lotisseur.fr**

Adresse email d'échange avec l'administration

Adresse email : **aurelie@fha-lotisseur.fr**

3 - Localisation

Adresse du projet

Code postal et commune : **68990 Galvingue**
Numéro et voie ou lieu dit : **Rue des Coquelicots**

Géolocalisation du projet

X : **1016526**
Y : **6742682**
Projection : **Lambert 93**
Parcelles : **Parcelle(s) du projet.csv**

4 - Activités

La déclaration est-elle une régularisation d'activité ? **Non**

Le projet se trouve-t-il dans le périmètre d'un ou plusieurs Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) ? **Oui**

Quel(s) sont les SAGE concernés ? **SAGE du bassin de la Largue**

Tableau des rubriques des nomenclatures IOTA

* Rubrique	Alinéa	Libellé des rubriques	* Quantité totale	* Quantité projet	* Régime	Précisions sur les AIOT concernées par le projet
2.1.5.0	2	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la	1.55 ha	1.25 ha	D	Gestion des eaux pluviales Projet : 1,25 ha Bassin

	surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :								
--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

									versant amont estimé à 0,3 ha
--	--	--	--	--	--	--	--	--	-------------------------------

Caractéristiques du projet

Le projet est-il un plan de gestion établi pour la réalisation d'une opération groupée d'entretien régulier d'un cours d'eau, canal ou plan d'eau ? **Non**

Le projet est-il une installation utilisant l'énergie hydraulique ? **Non**

5 - Documents

Résumé non technique : **RNT_rev1.pdf**

Document d'incidences : **DOCUMENT D INCIDENCE_rev1.pdf**

Évaluation des incidences Natura 2000 : **INCIDENCES N2000.pdf**

6 - Plans

Eléments graphiques, plans ou cartes du projet : **ELEMENTS GRAPHIQUES.pdf**

Précisions :



FONCIERE FHA
HUGUES AURELE

Projet de lotissement à Galfingue (68)



**EVALUATION DES INCIDENCES SUR LES
SITES NATURA 2000
DECLARATION**
au titre de la rubrique n° 2.1.5.0 de la nomenclature
IOTA



Septembre 2022



OTE INGÉNIERIE

des compétences au service de vos projets

Siège social

1 rue de la Lisière - BP 40110
67403 ILLKIRCH Cedex - FRANCE
Tél : 03 88 67 55 55
www.ote.fr

Sommaire

Sommaire	3
Préambule	4
1. Incidences sur les sites Natura 2000	5
1.1. Localisation du projet par rapport aux sites Natura 2000	5
1.2. Présentation du site Natura 2000 « Vallée de la Doller » (FR4201810°)	7
1.2.1. Présentation	7
1.2.2. Habitats	8
1.2.3. Espèces	9
1.3. Incidence du projet sur les sites Natura 2000	10
1.4. Conclusion	10

Préambule

Le projet d'aménagement du lotissement « La Plaine » à GALFINGUE, porté par la société FONCIERE HUGUES AURELE (FHA) relève de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumises à déclaration en application des articles L214-1 à L214-6 du Code de l'environnement et nécessite le dépôt d'un dossier de déclaration.

Le projet est soumis à déclaration au titre de la rubrique n°2.1.5.0 de la nomenclature IOTA :

Tableau n° 1 : Nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L 214-1 à L.214-3 du Code de l'environnement.

N° de rubrique	Intitulé	Projet	Classement
2.1.5.0.	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	Infiltration des eaux pluviales Projet : 1,25 ha Bassin versant amont : estimé à environ 0,3 ha Surface totale collectée : 1,6 ha environ	Déclaration

Conformément à l'article R 214-32 du Code de l'environnement, le dossier de déclaration comprend :

- un résumé non technique ;
 - le nom et l'adresse du demandeur ;
 - l'emplacement sur lequel le projet doit être réalisé ;
 - une description du projet avec la rubrique de la nomenclature ;
 - la justification des choix ;
 - un document indiquant l'incidence du projet sur la ressource en eau, le milieu aquatique, l'écoulement, le niveau et la qualité des eaux, justifiant de la compatibilité du projet avec le SDAGE, le SAGE, et les objectifs de qualité,
 - l'incidence Natura 2000 ;
- les éléments graphiques utiles à la compréhension du dossier.

1. Incidences sur les sites Natura 2000

1.1. Localisation du projet par rapport aux sites Natura 2000

Le réseau Natura 2000 regroupe les sites désignés en application de deux directives européennes :

- la directive 2009/147/CE, dite directive "Oiseaux" qui prévoit la création de zones de protection spéciale (ZPS) ayant pour objectif de protéger les habitats nécessaires à la reproduction et à la survie d'oiseaux considérés comme rares ou menacés à l'échelle de l'Europe ;
- la directive 92/43/CEE dite directive "Habitats" qui prévoit la création de zones spéciales de conservation (ZSC) ayant pour objectif d'établir un réseau écologique. Lorsqu'ils ne sont pas encore validés par la Commission Européenne, ces périmètres sont dénommés "sites d'intérêt communautaire".

Le site Natura 2000 le plus proche est distant de 2,5 km. Il s'agit de la ZSC « Vallée de la Doller » (FR4201810).



Illustration n° 1 : Sites Natura 2000.

1.2. Présentation du site Natura 2000 « Vallée de la Doller » (FR4201810°

1.2.1. Présentation

La Doller prend sa source au lieu-dit Fennematt (alt. 800 m, commune de Dolleren), dans la vallée de Masevaux, vallée la plus méridionale des Vosges. Elle se jette dans l'Ill à la hauteur de Mulhouse. Le climat est subocéanique, très pluvieux.

La proposition de site comporte une portion de quelques dizaines de km de la rivière à son débouché en plaine. Elle contient le lit mineur et majeur, à savoir, la rivière, ses berges, les forêts alluviales, l'espace agricole attenant (champs et prairies) ainsi qu'un vaste bassin de retenue d'eau à Michelbach.

La rivière charrie des alluvions plutôt acides (granites et grauwackes), grossières, de sables et de galets. Il s'agit d'une rivière à fond mobile, régulièrement remodelé par les crues. Elle adopte un régime torrentiel lors de la fonte des neiges.

Proche de l'agglomération mulhousienne, le site de la Doller est soumis à une forte pression foncière ; de nombreux aménagements ont été réalisés depuis les années 1970 : autoroute A36, remembrement, urbanisation... Le lit majeur, axe de passage privilégié, est l'enjeu régulier de choix d'aménagement. Le site est de plus particulièrement vulnérable à toute forme de pollution des eaux puisque la retenue de Michelbach, incluse dans le site, alimente près de 300.000 personnes en eau potable.

La Doller est une rivière à fond mobile à haut degré de naturalité : annexes, bras morts, ripisylves, forêts alluviales constituent des habitats attractifs pour de nombreuses espèces animales et végétales. Depuis 1970, la vallée de la Doller accueille une population importante de Castor d'Europe.

Situé géographiquement dans le couloir de la plaine rhénane, le plan d'eau de Michelbach est une voie de passage majeur pour les oiseaux migrateurs.

1.2.2. Habitats

Tableau n° 2 : Types d'habitats présents sur la ZSC « Vallée de la Doller ».

Type d'habitat inscrit à l'annexe I			Evaluation du site			
Code N200 – Nom	Habitat d'intérêt communautaire prioritaire	Superficie (taux de couverture)	Représentativité	Superficie relative	Conservation	Evaluation globale
3150 – Lacs eutrophes naturels avec végétation du Magnopotamion ou de l'Hydrocharition		23,1 (2 %)	Significative	$2 \geq p > 0 \%$	Bonne	Bonne
3260 - Rivières des étages planitiaire à montagnard avec végétation du <i>Ranunculion fluitantis</i> et du <i>Callitricho-Batrachion</i>		11,55 (1 %)	Présence non significative			
6210 – Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (<i>Festuco-Brometalia</i>)		11,55 (1 %)	Significative	$2 \geq p > 0 \%$	Bonne	Bonne
6430 – Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaux et des étages montagnard à alpin		23,1 (2 %)	Significative	$2 \geq p > 0 \%$	Bonne	Bonne
6510 – Prairies maigres de fauche de basse altitude (<i>Alopecurus pratensis</i> , <i>Sanguisorba officinalis</i>)		231 (20 %)	Bonne	$2 \geq p > 0 \%$	Bonne	Bonne
91E0 – Forêts alluviales à <i>Alnus glutinosa</i> et <i>Fraxinus excelsior</i> (<i>Alno-Padion</i> , <i>Alnion incanae</i> , <i>Salicion albae</i>)	X	69,3 (6 %)	Bonne	$2 \geq p > 0 \%$	Bonne	Bonne
91F0 – Forêts mixtes à <i>Quercus robur</i> , <i>Ulmus laevis</i> , <i>Ulmus minor</i> , <i>Fraxinus excelsior</i> ou <i>Fraxinus angustifolia</i> , riveraines des grands fleuves (<i>Ulmion minoris</i>)		46,2 (4 %)	Bonne	$2 \geq p > 0 \%$	Bonne	Significative
9160– Chênaies pédonculées ou chênaies-charmaies subatlantiques et médio-européennes du <i>Carpinion betuli</i>		46,2 (4 %)	Bonne	$2 \geq p > 0 \%$	Bonne	Bonne

1.2.3. Espèces

Tableau n° 3 : Espèces inscrites à l'annexe II de la directive 92/43/CEE de la ZSC
« Vallée de la Doller ».

Population				Evaluation		
Classe	Nom commun	Nom scientifique	Statut	Population	Conservation	Globale
Invertébrés	Cuivré des marais	<i>Lycaena dispar</i>	Sédentaire	2 ≥ p > 0 %	Bonne	Bonne
Mammifère	Castor d'Europe	<i>Castor fiber</i>	Sédentaire	15 ≥ p > 2 %	Bonne	Bonne
Plantes	Marsilée à quatre feuilles	<i>Marsilea quadrifolia</i>	Sédentaire	15 ≥ p > 2 %	Bonne	Bonne
Poissons	Lamproie de Planer	<i>Lampetra planeri</i>	Reproduction (migratrice)	2 ≥ p > 0 %	Bonne	Bonne
Poissons	Chabot commun	<i>Cottus gobio</i>	Sédentaire	2 ≥ p > 0 %	Bonne	Bonne
Amphibien	Triton crêté	<i>Triturus cristatus</i>	Sédentaire	2 ≥ p > 0 %	Bonne	Bonne
Amphibien	Sonneur à ventre jaune	<i>Bombina variegata</i>	Sédentaire	2 ≥ p > 0 %	Bonne	Bonne

1.3. Incidence du projet sur les sites Natura 2000

Le projet est éloigné du Natura 2000 le plus proche de 2,5 km.

Le projet de lotissement n'induit aucun effet prévisible notable sur l'environnement : les seuls rejets recensés sont les eaux pluviales de voiries, qui sont prétraitées avant rejet.

Considérant l'éloignement du site Natura 2000 et l'absence d'effet du projet sur l'environnement, aucune incidence sur le site Natura 2000 n'est à prévoir.

1.4. Conclusion

L'analyse préliminaire des incidences sur les sites Natura 2000 ne permet pas de mettre en évidence d'incidences significatives du fait de la réalisation du projet. En conséquence, il n'est pas nécessaire de procéder à une analyse approfondie des incidences du projet ou de justifier de l'intérêt majeur du projet.

Mandat de dépôt d'une Autorisation Environnementale

Je soussigné COUSSON Aurélie (NOM Prénom), ci-dessous désigné comme « Mandant » déclare sur l'honneur donner mandat à la personne ci-dessous désignée comme « Mandataire », aux fins qu'elle dépose numériquement sur le site Service-public.fr le dossier de ma demande d'Autorisation Environnementale décrite aux articles L.181-1 et suivants du code de l'environnement, relative au projet de lotissement à Galfingue (68) (Nom du projet).

Cadre réservé au MANDANT :

Si personne physique :

Nom : _____
Prénom(s) : _____
Né(e) le : _____ à _____
Adresse : _____
Code postal et ville : _____

Si personne morale :

Organisme : FONCIERE HUGUES AURELE
SIRET : 40820203400018
Adresse du siège social : 22 rue d'Issenheim,
Code postal et ville : 68190 RAEDERSHEIM
Représentée par :
Nom : COUSSON
Prénom(s) : Aurélie
Né(e) le : 31/08/1972 à COLMAR

Cadre réservé au MANDATAIRE :

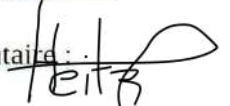
Nom de la personne en charge du dossier : Heitz
Prénom(s) de la personne en charge du dossier : Pauline
Organisme : OTE Ingenierie
SIRET : 77877008100017
Adresse du siège social : 1 rue de la Lisière
Code postal et ville : 67400 ILLKIRCH

Signature du mandant :



Fait à Raedersheim
Le 04/10/2022

Signature du mandataire :



Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement.

Conformément au règlement général sur la protection des données du 27 avril 2016, applicable depuis le 25 mai 2018 et à la loi « informatique et liberté » dans sa dernière version modifiée du 29 juin 2018, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition des informations qui vous concernent.

Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier ou un courriel (...@...gouv.fr) au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier. Cette demande écrite est accompagnée d'une copie du titre d'identité avec signature du titulaire de la pièce, en précisant l'adresse à laquelle la réponse doit être envoyée.



FONCIERE FHA
HUGUES AURELE

Projet de lotissement à Galfingue (68)



**RESUME NON TECHNIQUE
DECLARATION**
au titre de la rubrique n° 2.1.5.0 de la
nomenclature IOTA



Octobre 2022



OTE INGÉNIERIE

des compétences au service de vos projets

Siège social

1 rue de la Lisière - BP 40110
67403 ILLKIRCH Cedex - FRANCE
Tél : 03 88 67 55 55
www.ote.fr

	DATE	DESCRIPTION	REDACTION/VERIFICATION	APPROBATION	N° AFFAIRE : 20010023	Page : 2/8
0	28/09/2022	RNT Déclaration IOTA	OTE - P. HEITZ	<i>PH</i>		
1	03/10/2022	Version corrigée	OTE P. HEITZ	<i>PH</i>	B. KURTZ	<i>BK</i>
P:\10-Projets\21010023_FHA_GALFINGUE\30-RENDU						

Sommaire

Sommaire	3
Préambule	4
A. Résumé non technique	5
1. Présentation du projet	6
2. Incidence du projet sur l'eau	7
2.1. L'environnement du projet	7
2.2. Incidence du projet sur l'eau	7
2.3. Autres incidences potentielles	8
3. Incidence sur les sites Natura 2000	8
4. Compatibilité du projet avec le SDAGE et le SAGE	8

Préambule

Le projet d'aménagement du lotissement « La Plaine » à GALFINGUE, porté par la société FONCIERE HUGUES AURELE (FHA) relève de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumises à déclaration en application des articles L214-1 à L214-6 du Code de l'environnement et nécessite le dépôt d'un dossier de déclaration.

Le projet est soumis à déclaration au titre de la rubrique n°2.1.5.0 de la nomenclature IOTA :

Tableau n° 1 : Nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L 214-1 à L.214-3 du Code de l'environnement.

N° de rubrique	Intitulé	Projet	Classement
2.1.5.0.	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	Projet : 1,25 ha Bassin versant amont : estimé à environ 0,3 ha Surface totale collectée : 1,6 ha environ	Déclaration

Conformément à l'article R 214-32 du Code de l'environnement, le dossier de déclaration comprend :

- un résumé non technique,
- le nom et l'adresse du demandeur,
- l'emplacement sur lequel le projet doit être réalisé,
- une description du projet avec la ou les rubriques de la nomenclature,
- les raisons des choix,
- un document indiquant l'incidence du projet sur la ressource en eau, le milieu aquatique, l'écoulement, le niveau et la qualité des eaux, justifiant de la compatibilité du projet avec le SDAGE, le SAGE, le plan de gestion des risques inondation et les objectifs de qualité,
- l'incidence Natura 2000,
- les moyens de surveillance prévus,
- les éléments graphiques utiles à la compréhension du dossier.

A. Résumé non technique

1. Présentation du projet

La Foncière HUGUES AURELE projette la création d'environ 25 logements qui présenteront une mixité de typologie d'habitats comprenant des maisons individuelles et de l'habitat intermédiaire.

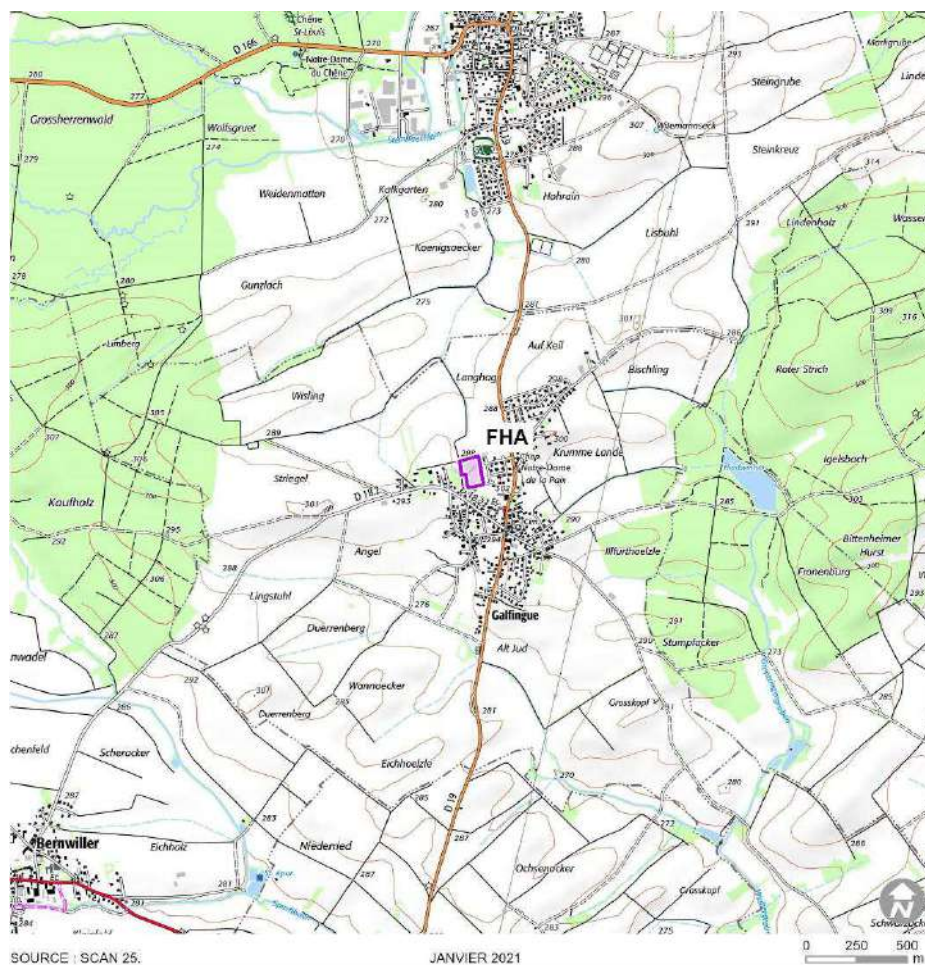


Illustration n° 1 : Plan de situation locale.

Les eaux usées issues du lotissement seront uniquement de nature sanitaire et domestique.

L'ensemble des eaux de ruissellement issues des surfaces imperméabilisées seront rejetées dans le réseau existant et prétraitée par un séparateur d'hydrocarbures, avant de se rejeter dans le fossé en périphérie Nord du site.

Un dossier de déclaration au titre de la réglementation « eau » doit être réalisé au titre de la rubrique n°2.1.5.0. de la nomenclature « Eau », relative à la gestion des eaux pluviales..

2. Incidence du projet sur l'eau

2.1. L'environnement du projet

Le site du projet est implanté sur des terrains constitués de lœss récents individualisés (Weichsélien).

Le projet de FHA est situé au droit de la masse d'eau souterrain « Sundgau Rhin et Jura alsacien » (code CG002). Cette masse d'eau présente un mauvais état qualitatif et un bon état quantitatif.

Le territoire de Galfingue est situé dans le bassin de la Largue.

Les rejets d'eaux pluviales du site rejoignent la masse d'eau superficielle Steinbach (CR62) dont l'état écologique est médiocre et l'état chimique est bon.

Le périmètre du projet est situé à :

- 2,5 km du site Natura 2000 « Vallée de la Doller » (identifiant national : FR4201810)
- à 1,4 km au Sud de la ZNIEFF de type I « Vallon du Steinbaechlein en amont de Mulhouse » ;
- à 1,5 km au Nord-Est de la ZNIEFF de type I Prairies et lisières du Katzenwadel à Bernwiller ».

2.2. Incidence du projet sur l'eau

Le projet ne prévoit aucun prélèvement d'eau souterraine et aucune substance présentant un risque pour les eaux souterraines ne sera mise en œuvre dans le cadre de l'exploitation de la plateforme il n'aura donc aucune d'incidence sur les eaux souterraines.

Les seuls rejets recensés sont les eaux pluviales des surfaces imperméabilisées, qui sont rejetées dans le réseau d'eaux pluviales communal après avoir été prétraitées par un décanteur à cloison siphonée. Ces eaux sont donc peu susceptibles de présenter un risque de pollution.

Le rejet des eaux de ruissellement en provenance du lotissement sera limité à 25 L/s. Le lotissement sera équipé d'un ouvrage de rétention pour l'orage décennal d'un volume de 50 m³. Chaque acquéreur devra également mettre en place un dispositif de stockage tampon, le débit de rejet après chaque parcelle étant limité.

2.3. Autres incidences potentielles

L'emprise du projet et les rejets très limités qui en découleront n'induiront pas d'incidences significatives sur la qualité de l'air, sur le contexte paysager ou environnemental d'une manière générale.

3. Incidence sur les sites Natura 2000

Le site Natura 2000 le plus proche est distant de 2,5 km. Il s'agit de la ZSC « Vallée de la Doller » (FR4201810).

Considérant l'éloignement des sites Natura 2000 et l'absence d'effet du projet sur l'environnement (aucun risque de pollution), aucune incidence sur les sites Natura 2000 n'est à prévoir.

4. Compatibilité du projet avec le SDAGE et le SAGE

Le projet de FHA est parfaitement compatible avec les plans et schémas d'aménagement suivants :

- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhin-Meuse 2022-2027 ;
- Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du bassin de la Largue approuvé le 17 mai 2016.

Projet de lotissement à Galfingue (68)



**DOCUMENT D'INCIDENCE
DECLARATION
au titre de la rubrique n° 2.1.5.0 de la
nomenclature IOTA**



Octobre 2022



OTE INGÉNIERIE

des compétences au service de vos projets

Siège social

1 rue de la Lisière - BP 40110
67403 ILLKIRCH Cedex - FRANCE

Tél : 03 88 67 55 55

www.ote.fr

	DATE	DESCRIPTION	REDACTION/VERIFICATION		APPROBATION		N° AFFAIRE : 21010023	Page : 2/59
0	28/09/2022	Déclaration IOTA – Document d'incidence	OTE P. HEITZ	<i>PH</i>	B. KURTZ	<i>BK</i>		
1	03/10/2022	Révision du document	OTE P. HEITZ	<i>PH</i>	B. KURTZ	<i>BK</i>		
P:\10-Projets\21010023_FHA_GALFINGUE\30-RENDU								

Sommaire

Sommaire	3
Liste des illustrations	5
Liste des tableaux	6
Préambule	7
A. Renseignements généraux	8
1. Le déclarant	9
2. Emplacement des installations	10
3. Nature, consistance, volume et objet de l'ouvrage, de l'installation des travaux ou de l'activité envisagée	14
3.1. Caractéristiques du terrain	14
3.1.1. Délimitation	14
3.1.2. Topographie	14
3.1.3. Document d'urbanisme	15
3.1.4. Réseaux	15
3.2. Présentation des aménagements	16
3.3. Gestion des rejets	16
3.3.1. Gestion des eaux usées	16
3.3.2. Gestion des eaux pluviales	17
3.4. Classement au titre de l'article R.214-1 du code de l'environnement	18
4. Justification des choix	18
B. Incidence du projet sur l'eau	19
Préambule	20
1. Présentation sommaire de l'environnement du site	21
1.1. Environnement du site	21
1.1.1. Géologie et hydrologie	21
1.1.2. Les eaux superficielles	26
1.2. Les milieux naturels remarquables	29
1.2.1. Les Sites Natura 2000	29
1.2.2. Les Zones Naturelles d'Intérêt Faunistique et Floristique	29
1.2.3. Les zones humides	37
1.3. Risque inondation	38
2. Incidence du projet sur l'eau	39

2.1. Sur l'écoulement et le niveau des eaux	39
2.1.1. Voirie publique	39
2.1.2. Parcelles privatives	42
2.1.3. Conclusion	44
2.2. Sur la qualité des eaux	45
2.3. Sur la ressource en eau	45
2.4. Sur les milieux aquatiques	45
3. Autres incidences du projet	46
4. Comptabilité du projet avec le SDAGE, le SAGE, le plan de gestion des risques inondation, et contribution aux objectifs de qualité des eaux	47
4.1. Compatibilité avec le SDAGE	47
4.1.1. Présentation du SDAGE Rhin-Meuse	47
4.1.2. Analyse de la comptabilité avec le SDAGE Rhin-Meuse	48
4.2. Compatibilité avec le SAGE du bassin de la Largue	53
4.2.1. SAGE de la Largue	53
5. Mesures correctives ou compensatoires envisagées	56
6. Moyens de surveillance	57
C. Annexes	58

Liste des illustrations

Illustration n° 1 : Plan de situation locale.	11
Illustration n° 2 : Extrait du plan cadastral.	12
Illustration n° 3 : Vue aérienne.	13
Illustration n° 4 : Profil altimétrique.	14
Illustration n° 5 : Extrait du plan de zonage du PLU de Galfingue.	15
Illustration n° 6 : extrait de la carte géologique.	21
Illustration n° 7 : Risque de remontée de nappe.	24
Illustration n° 8 : Périmètre de protection des captages d'eau potable.	25
Illustration n° 9 : Contexte hydrologique.	26
Illustration n° 10 : Masse d'eau Steinbachel.	27
Illustration n° 11 : Les milieux naturels à proximité du projet.	30
Illustration n° 12 : Les zones humides remarquables les plus proches du projet.	37
Illustration n° 13 : Les zones à dominante humide à proximité du projet.	38
Illustration n° 14 : Note de calcul pour le dimensionnement du volume de rétention des eaux pluviales pour une période de retour de 10 ans.	41
Illustration n° 15 : Croquis de détail – regard décanteur.	45

Liste des tableaux

Tableau n° 1 : Nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L 214-1 à L.214-3 du Code de l'environnement.	7
Tableau n° 2 : Codification du projet.....	18
Tableau n° 3 : Etat qualitatif et quantitatif de la masse d'eau souterraine.	22
Tableau n° 4 : Objectifs d'état de la masse d'eau souterraine pour la période 2022-2027.	22
Tableau n° 5 : Caractéristiques hydrologiques de la Bruche.....	27
Tableau n° 6 : Etat de la masse d'eau Steinbachel (CR62) (source : SIERM)	28
Tableau n° 7 : Habitats déterminants de la ZNIEFF « Vallon du Steinbaechlein en amont de Mulhouse »	32
Tableau n° 8 : Espèces déterminantes de la ZNIEFF Milieux agricoles à Grand Hamster et à Crapaud vert, au sud de la Bruche.	33
Tableau n° 9 : Prairies et lisières du Katzenwadel à Bernwiller	35
Tableau n° 10 : Espèces déterminantes de la ZNIEFF « Prairies et lisières du Katzenwadel à Bernwiller »	36
Tableau n° 11 : Surfaces impliquées dans le calcul.	40
Tableau n° 12 : Débits d'apport pour chacun des bassins versants.....	40
Tableau n° 13 : Temps d'infiltration du volume d'eau généré pour une pluie forte.....	42
Tableau n° 14 : Temps de vidange.	42
Tableau n° 15 : Volumes de rétention pour une pluie décennale et temps de vidange pour chaque parcelle privative.	44
Tableau n° 16 : Compatibilité avec le SDAGE Rhin-Meuse	49
Tableau n° 17 : Compatibilité avec le SAGE	54

Préambule

Le projet d'aménagement du lotissement « La Plaine » à GALFINGUE, porté par la société FONCIERE HUGUES AURELE (FHA) relève de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumises à déclaration en application des articles L214-1 à L214-6 du Code de l'environnement et nécessite le dépôt d'un dossier de déclaration.

Le projet est soumis à déclaration au titre de la rubrique n°2.1.5.0 de la nomenclature IOTA :

Tableau n° 1 : Nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L 214-1 à L.214-3 du Code de l'environnement.

N° de rubrique	Intitulé	Projet	Classement
2.1.5.0.	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	Projet : 1,25 ha Bassin versant amont : estimé à environ 0,3 ha Surface totale collectée : 1,6 ha environ	Déclaration

Conformément à l'article R 214-32 du Code de l'environnement, le dossier de déclaration comprend :

- un résumé non technique ;
- le nom et l'adresse du demandeur ;
- l'emplacement sur lequel le projet doit être réalisé ;
- une description du projet avec la rubrique de la nomenclature ;
- la justification des choix ;
- un document indiquant l'incidence du projet sur la ressource en eau, le milieu aquatique, l'écoulement, le niveau et la qualité des eaux, justifiant de la compatibilité du projet avec le SDAGE, le SAGE, et les objectifs de qualité,
- l'incidence Natura 2000 ;
- les éléments graphiques utiles à la compréhension du dossier.

A. Renseignements généraux

1. Le déclarant

Raison sociale :
FONCIERE HUGUES AURELE

Forme juridique :
Société par Actions Simplifiée

N°SIRET :
40820203400018

Adresse du déclarant :
22, rue d'Issenheim
68190 Raedersheim

Téléphone : 03 89 48 19 52

Adresse du projet :
Rue des Coquelicots – Rue du Général de Gaulle
68990 Galfingue

Nom et qualité du signataire de la demande :
Mme COUSSON – Directrice générale

2. Emplacement des installations

Département : Haut-Rhin
Arrondissement : Mulhouse
Canton : Kingersheim
Commune : Galfingue

Section	N° de parcelle	Surface en m ²
2	96	592
	98	1 090
7	51	3 996
	52	1 453
	206	1 457
	53	1 870
	55	2 136
Surface totale		12 594

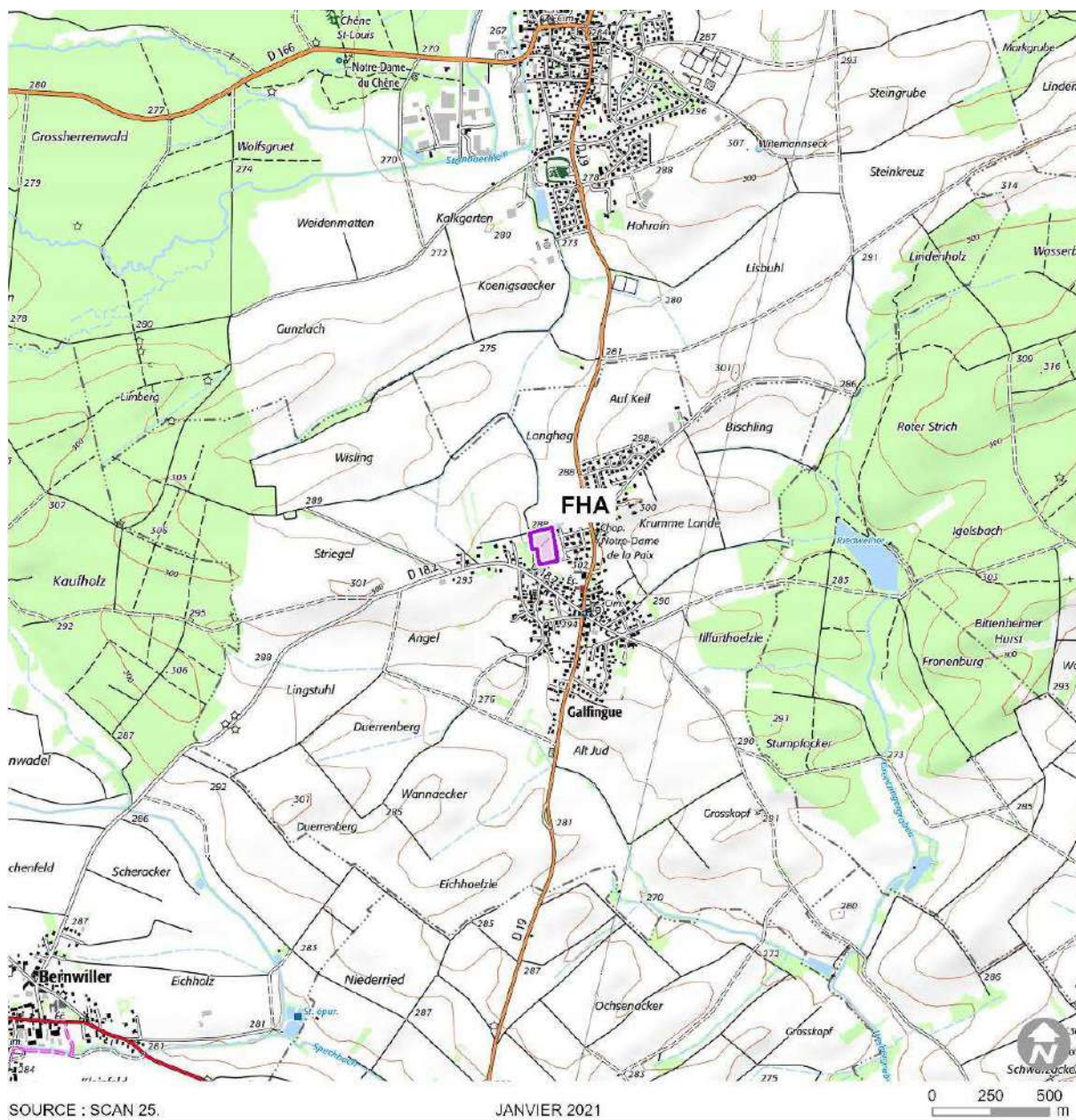


Illustration n° 1 : Plan de situation locale.

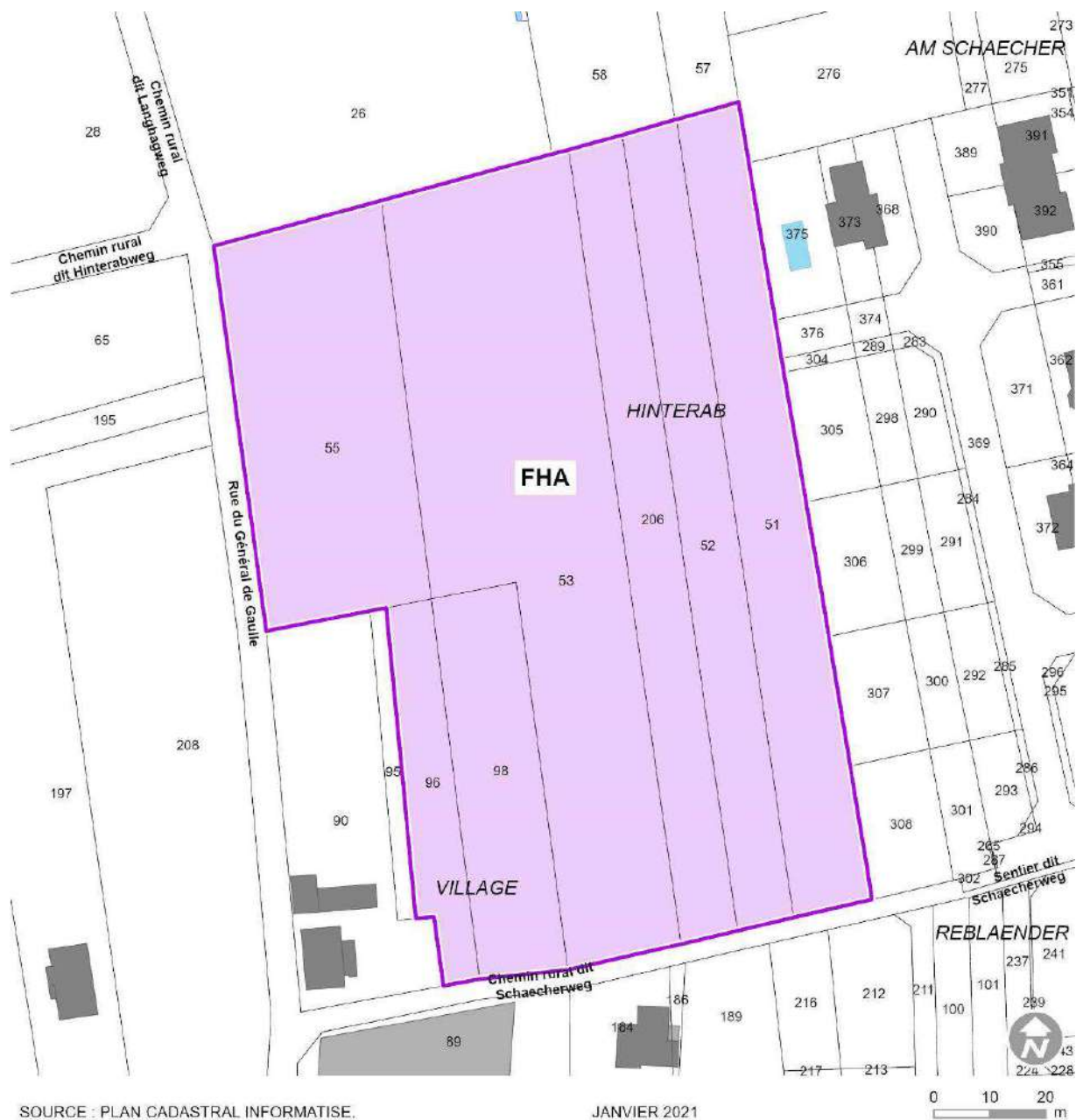


Illustration n° 2 : Extrait du plan cadastral.



Illustration n° 3 : Vue aérienne.

3. Nature, consistance, volume et objet de l'ouvrage, de l'installation des travaux ou de l'activité envisagée

3.1. Caractéristiques du terrain

3.1.1. Délimitation

Le terrain, objet du présent lotissement s'étend sur une superficie de 1,25 ha au Nord-Ouest de Galfingue dans le prolongement d'une opération d'aménagement réalisée ces dernières années. Il est occupé actuellement par des parcelles agricoles et un verger. Il sera accessible par la rue des Coquelicots et la rue du Général de Gaulle.

Il est délimité par :

- Des habitations à l'Est, au Sud et à l'Ouest ;
- Des parcelles agricoles au Nord.

3.1.2. Topographie

Les terrains concernés par le projet présentent une pente orientée du Sud vers le Nord avec un dénivelé global de près de 10 mètres.



Illustration n° 4 : Profil altimétrique.

3.1.3. Document d'urbanisme

L'entité foncière du projet d'aménagement est située en zone 1AU du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Galfingue, approuvé par délibération du Conseil Municipal le 27 décembre 2019.

Cette zone correspond à des secteurs à caractère naturel ou agricole de la commune, destinés à être ouverts à l'urbanisation.

La zone est destinée à accueillir principalement des constructions à usage d'habitat, ainsi que les constructions, les installations, les équipements collectifs et les activités qui sont compatibles avec le caractère principalement résidentiel de la zone.

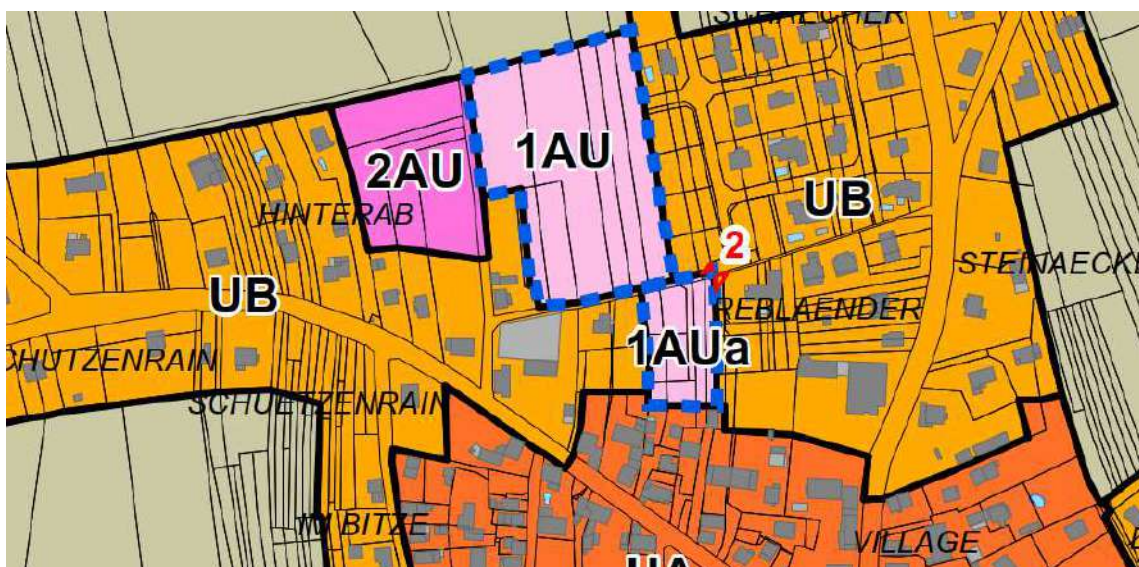


Illustration n° 5 : Extrait du plan de zonage du PLU de Galfingue.

3.1.4. Réseaux

L'ensemble des futurs réseaux à mettre en place dans le cadre de cette opération, ainsi que le raccordement des lots créés seront réalisés en souterrain.

Les réseaux Eau Potable, Assainissement Eaux Usées, Electricité, Gaz, Eclairage Public et Télécommunication/Fibre seront raccordés aux réseaux existants aux abords du projet.

3.2. Présentation des aménagements

La Foncière HUGUES AURELE projette la création d'environ 25 logements (objectif résultant de la densité fixée par les Orientations d'Aménagement et de Programmation (densité brute de 20 logements par hectare)).

Sur la base de la taille moyenne des logements construits dans la commune entre 2009 et 2020 (172 m² par logement – 197 m² pour les maisons individuelles, 118 m² pour les logements individuels groupés et 87 m² pour les appartements en collectif), le projet conduirait à la création de 4 300 à 5 000 m² de surface de plancher.

L'OAP prévoit que le secteur doit accueillir une mixité de typologie d'habitats comprenant des maisons individuelles et de l'habitat intermédiaire.

3.3. Gestion des rejets

3.3.1. Gestion des eaux usées

Les eaux usées issues du lotissement seront uniquement de nature sanitaire et domestique.

Celles-ci seront traitées de manière séparative.

Les eaux usées seront collectées au niveau de chaque parcelle et rejetées dans le réseau public pour rejoindre la station d'épuration de Sausheim, exploité par le SIVOM de Mulhouse.

Capacités nominales de la station d'épuration de Sausheim :

- Capacité nominale : 490 000EH,
- Débit de référence : 136 200 m³/j.

En 2020 les charges en entrée de station d'épuration étaient les suivantes :

- Charge maximale en entrée : 324 600 EH,
- Volume traité : 19 468 895 m³.

Le nombre d'EH généré par le projet est estimé à environ 125 EH.

La station d'épuration de Sausheim est ainsi parfaitement capable d'accueillir la charge et le débit supplémentaire engendré par ce nouveau lotissement.

3.3.2. Gestion des eaux pluviales

Le projet engendre l'imperméabilisation d'environ 3 200 m²

L'ensemble des eaux de ruissellement issues des surfaces imperméabilisées seront préalablement traitées par un décanteur avec cloison siphonoïde. Elles sont ensuite rejetées dans le réseau existant communal avec un débit régulé à 25 l/s dont l'exutoire final est un fossé au nord du site.



3.4. Classement au titre de l'article R.214-1 du code de l'environnement

Le projet d'aménagement d'un lotissement à GALFINGUE, porté par la société FONCIERE HUGUES AURELE (FHA) entre dans le champ d'application des articles R 214-1 à R 214-49 du Code de l'environnement et figure dans la nomenclature des IOTA soumises à autorisation ou à déclaration annexée à l'article R 214-1.

Tableau n° 2 : Codification du projet

N° de rubrique	Intitulé	Projet	Classement
2.1.5.0.	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	Projet : 1,25 ha Bassin versant amont : estimé à environ 0,3 ha Surface totale collectée : 1,6 ha environ	Déclaration

4. Justification des choix

Le principe d'infiltration n'est pas retenu du fait de la remontée du niveau d'eau au droit du site observées lors des essais d'infiltration.

→ Voir annexe

En accord avec le Syndicat d'Assainissement de la Commune, les eaux pluviales sont rejetées à débit régulé vers le réseau existant de la commune qui est en mesure d'accueillir les volumes d'eaux pluviales du lotissement.

B. Incidence du projet sur l'eau

Préambule

Conformément à l'article R 214-32 du Code de l'environnement le présent chapitre se propose de préciser les incidences du projet sur la ressource en eau, le milieu aquatique, l'écoulement, le niveau et la qualité des eaux.

Ce chapitre comporte préalablement une présentation sommaire de l'environnement du site et du milieu récepteur.

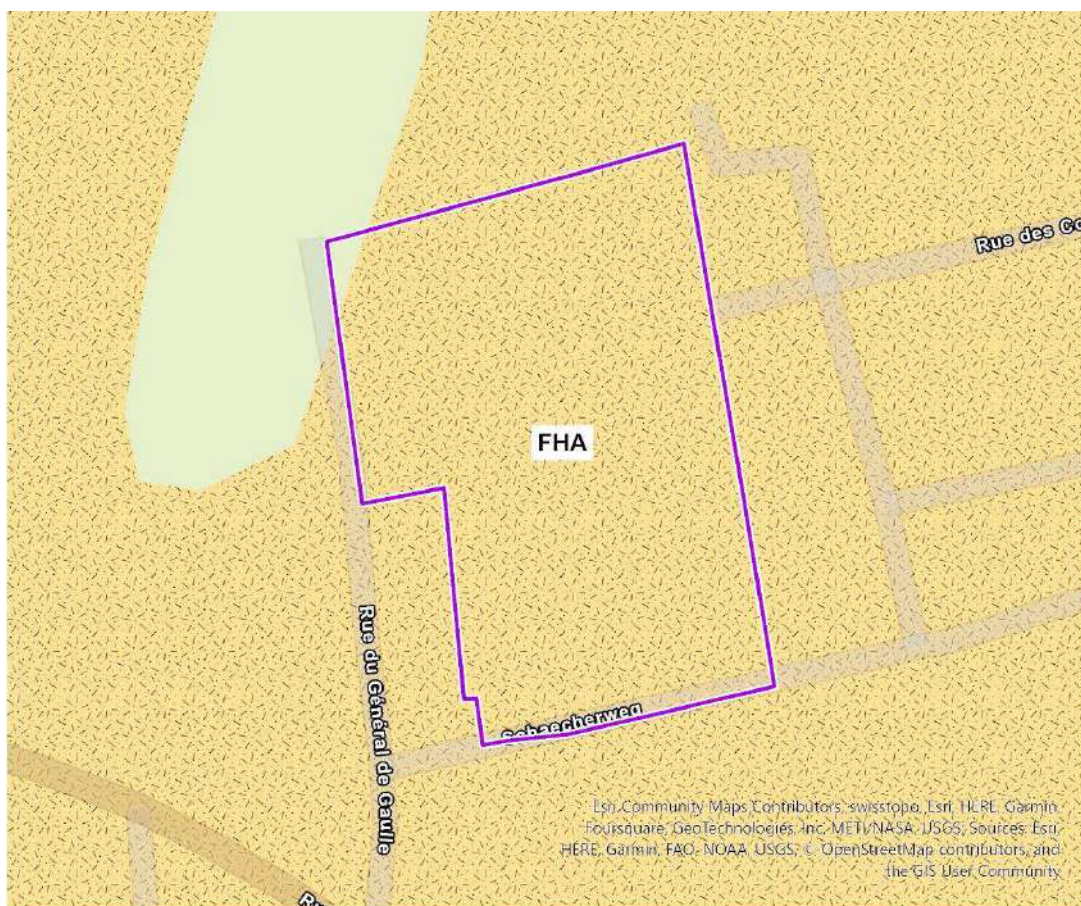
1. Présentation sommaire de l'environnement du site

1.1. Environnement du site

1.1.1. Géologie et hydrologie

a) Contexte géologique

Le site du projet est implanté sur des terrains constitués de loëss récents individualisés (Weichsélien).



COUCHES GÉOLOGIQUES



-  OEy, Loess récents individualisés (Weichsélien) - 35
-  CFz, Colluvions de fonds de vallons et vallées (Weichsélien à Holocène) - 45

Illustration n° 6 : extrait de la carte géologique.

b) Etude de sol

La société ALIOS INGENIERIE a réalisé une étude géotechnique en 2021.

Il a été mis en évidence une formation de nature limon argileux/argile limoneuse jusqu'à environ 6.00 m/TN.

c) Contexte hydrogéologique

❖ **Masse d'eau concernée**

Le projet de FHA est situé au droit de la masse d'eau souterrain « Sundgau Rhin et Jura alsacien » (code CG002).

Cette masse d'eau est de type ""Dominante sédimentaire"". Elle est rattachée au district Rhin. Sa surface est faible : 1200 km² mais elle est captée par près de 260 captages. Cette masse d'eau comprend le Jura alsacien, les cailloutis du Sundgau et la Molasse alsacienne

❖ **Qualité de la masse d'eau**

D'après l'état des lieux des districts du Rhin et la Meuse réalisé par l'Agence de l'eau Rhin-Meuse, la masse d'eau souterrain présente un bon état quantitatif mais un mauvais état qualitatif car celle-ci présente une pollution par des phytosanitaires.

Tableau n° 3 : Etat qualitatif et quantitatif de la masse d'eau souterraine.

Code	Nom de la masse d'eau	Qualitatif		Quantitatif
		Etat 2019	Paramètres, cause du déclassement	Etat quantitatif 2019
CG002	Sundgau et Jura alsacien	Pas bon	Phytosanitaires	Bon état

Les objectifs d'état des masses d'eau souterraines pour le cycle 3 (2022-2027) du SDAGE Bassin Rhin-Meuse ont été consignés dans le tableau ci-après.

Tableau n° 4 : Objectifs d'état de la masse d'eau souterraine pour la période 2022-2027.

Code	Nom de la masse d'eau	Chimique				Quantitatif	
		Objectif d'état	Echéance	Justification report de délai	Paramètres motivant report de délai	Objectif d'état	Echéance
CG002	Sundgau et Jura alsacien	Bon état	2021	Conditions naturelles	Nitrates	2027	Bon état
		Bon état	2027	Faisabilité technique (pour les molécules interdites après 2015) et conditions naturelles	Phytosanitaires interdits		

		Bon état	2027	Conditions naturelles et faisabilité technique	Phytosanitaires autorisés		
--	--	----------	------	--	------------------------------	--	--

❖ **Hydrogéologie locale**

Aucune information concernant la piézométrie au droit du projet n'est diffusée par l'APRONA/ADES Eau France et le SIGES Rhin-Meuse.

Le piézomètre le plus proche (04135X0136/PZ109B à Heimsbrunn) ne dispose d'aucune chronique piézométrique.

d) **Risque de remontée de nappe**

Le terrain d'implantation n'est pas concerné par le risque de remontée de nappe d'après la base de données géorisques. Cependant des remontées d'eau ont été observées lors des sondages géotechniques.

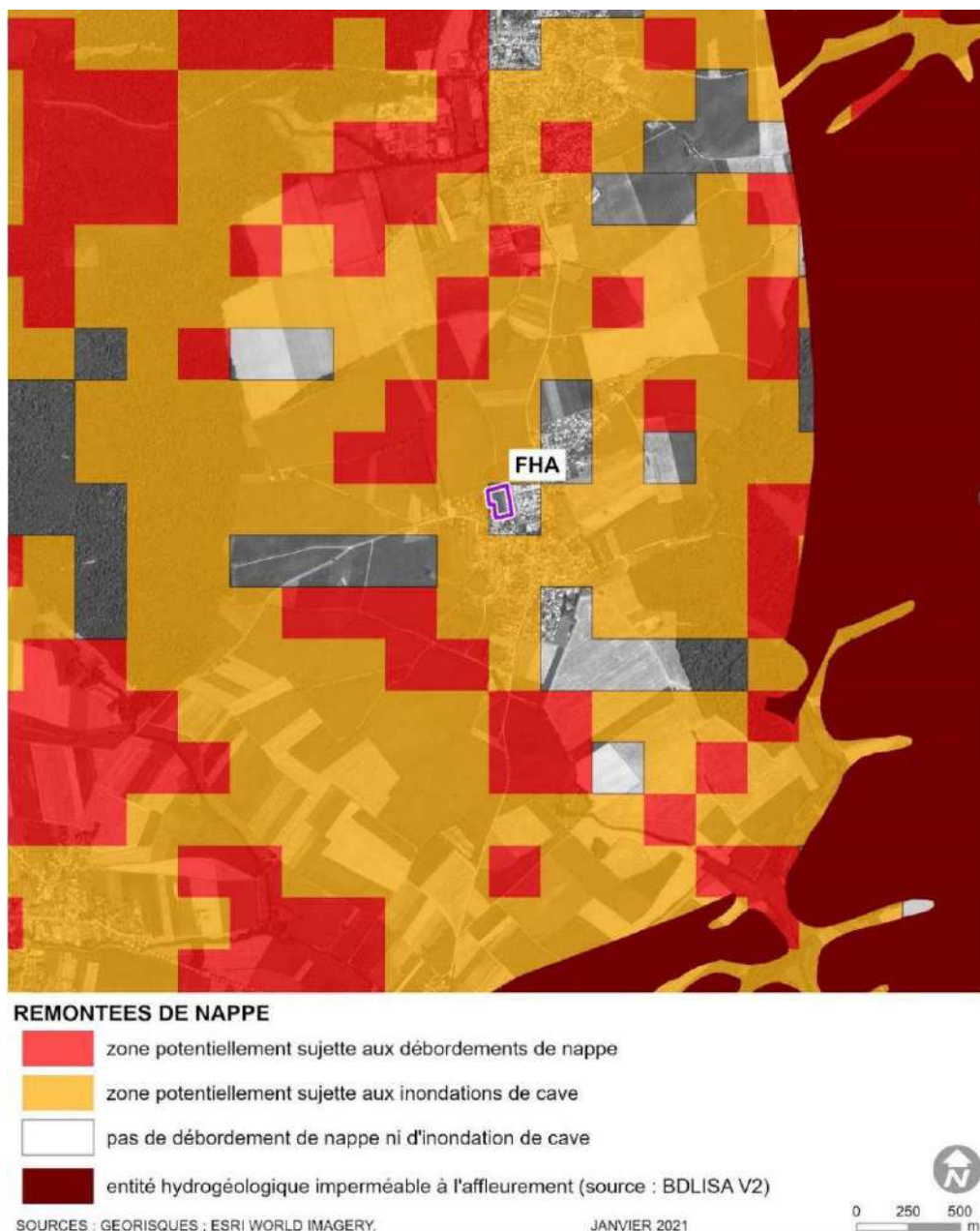


Illustration n° 7 : Risque de remontée de nappe.

e) **Périmètres de protection de captage d'eau potable**

Le site d'implantation du projet est situé en dehors de tout périmètre de protection de captage d'eau potable. Le périmètre de protection éloignée le plus proche est localisé au Nord à près de 2 km du projet.



PÉRIMÈTRES DE PROTECTION DES CAPTAGES D'EAU POTABLE

- forage
- ▨ Périmètre de Protection Immédiate
- ▨ Périmètre de Protection Rapprochée
- ▨ Périmètre de Protection Eloignée

SOURCES : ARS ; ESRI WORLD IMAGERY.

JANVIER 2021



Illustration n° 8 : Périmètre de protection des captages d'eau potable.

1.1.2. Les eaux superficielles

a) Contexte hydrographique

Le territoire de Galfingue est situé dans le bassin de la Largue. Il est également traversé par plusieurs cours d'eau secondaires : le ruisseau Weihergraben et le ruisseau de l'étang Rittweiher.

Le projet de lotissement se situe en partie supérieure du sous-bassin versant du Steinbaechlein

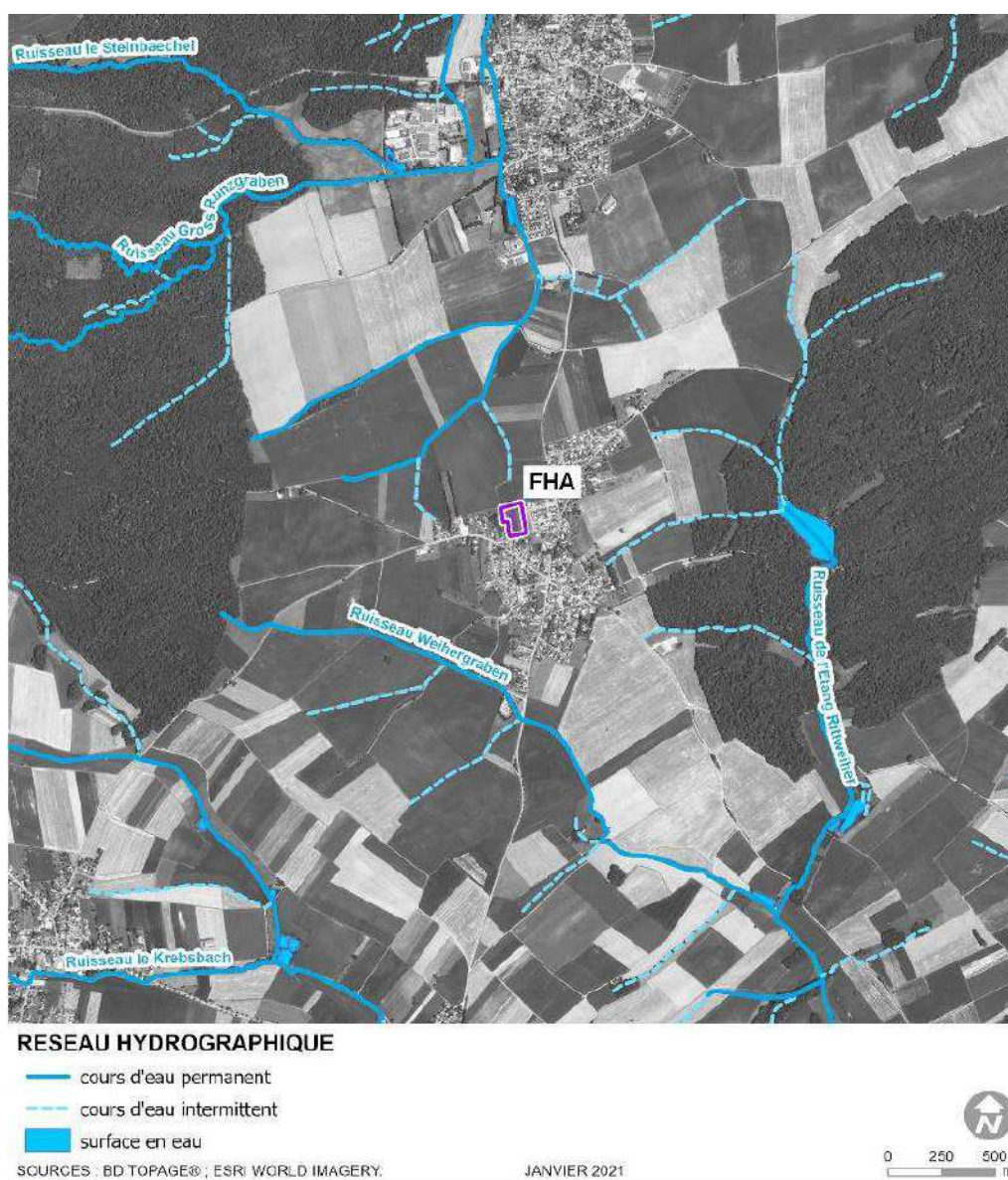


Illustration n° 9 : Contexte hydrologique.

b) Caractéristiques hydrologiques

Les caractéristiques hydrologiques de la Largue sont issues des données d'HydroPortail.

Tableau n° 5 : Caractéristiques hydrologiques de la Bruche.

Identification du point	Débit mensuel d'étiage m ³ /s		
	1/2	1/5	1/10
La Largue à Spechbach-le-Bas	0,421	0,321	0,278

c) Qualité des eaux superficielles

Les rejets d'eaux pluviales du site rejoignent la masse d'eau Steinbachel (CR62).

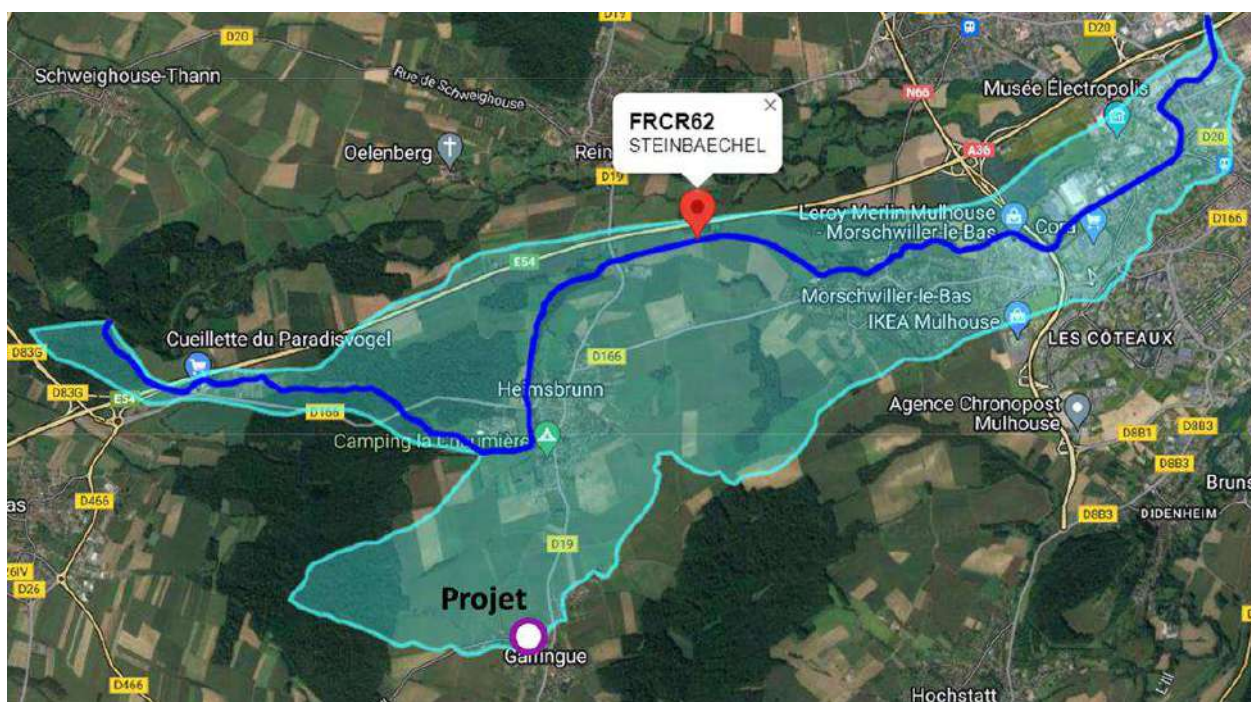


Illustration n° 10 : Masse d'eau Steinbachel.

La qualité de cette masse d'eau est présentée ci-après d'après l'état des lieux réalisé par l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse en 2019.

La masse d'eau superficielle Steinbachel présente un état écologique médiocre et un bon état chimique.

Tableau n° 6 : Etat de la masse d'eau Steinbachel (CR62) (source : SIERM)

Etat chimique					Commentaires	
2					Confiance	
Paramètres déclassants:					(92 paramètres surveillés sur 41 possibles)	
-						
Etat écologique					Commentaires	
4					Confiance Faible	
Biologie	3	Diatomées			ND	Surveillance
		Invertébrés			ND	Surveillance
		Poissons			ND	Surveillance
		Macrophytes			ND	Surveillance
Paramètres généraux	4	Bilan en oxygène	3	COD	1	Surveillance
				DBO5	2	Surveillance
				sat O2	3	Surveillance
				O2	2	Surveillance
		Nutriments	4	NH4+	2	Surveillance
				NO2	4	Surveillance
				NO3	2	Surveillance
				PO4	4	Surveillance
				Pt	3	Surveillance
				Acidification	1	Surveillance
Température	1	Surveillance				
Substances	2	Chlortoluron			1	Surveillance
		2,4-D			1	Surveillance
		Linuron			ND	
		2,4-MCPA			1	Surveillance
		Arsenic			2	Surveillance
		Zinc			1	Surveillance
		Chrome			1	Surveillance
		Cuivre			2	Surveillance
		Oxadiazon			2	Surveillance

Légende :

Etat/Potentiel écologique

1	Très bon
≤2	Très bon à bon
2	Bon
3	Moyen
4	Médiocre
5	Mauvais
ND	Non déterminé / Inconnu
≥3	Moyen à Mauvais

Etat chimique

2	Bon
3	Mauvais
ND	Non déterminé / Inconnu

1.2. Les milieux naturels remarquables

1.2.1. Les Sites Natura 2000

Les sites Natura 2000 à proximité du projet sont présentés dans le document « Evaluation des incidences sur les sites Natura 2000 ».

1.2.2. Les Zones Naturelles d'Intérêt Faunistique et Floristique

L'inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF), initié en 1982, a pour objectif d'identifier et de décrire des secteurs présentant de fortes capacités biologiques et un bon état de conservation. On distingue deux types de ZNIEFF :

- les zones de type 1, de superficie généralement limitée, elles sont caractérisées par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou des milieux, rares, remarquables, ou caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional ;
- les zones de type 2, sont de grands ensembles naturels (massif forestier, vallée, plateau, estuaires...) riches et peu modifiés, ou qui offrent des potentialités biologiques importantes.

Les inventaires ZNIEFF sont des outils de connaissance du patrimoine naturel. Elles n'ont pas de portée juridique par elles-mêmes mais signalent néanmoins l'existence de richesses naturelles à protéger et à mettre en valeur.

Le site d'implantation du projet est situé

- à 1,4 km au Sud de la ZNIEFF de type I « Vallon du Steinbaechlein en amont de Mulhouse » ;
- à 1,5 km au Nord-Est de la ZNIEFF de type I Prairies et lisières du Katzenwadel à Bernwiller ».



Illustration n° 11 : Les milieux naturels à proximité du projet.

a) **La ZNIEFF de type I : Vallon du Steinbaechlein en amont de Mulhouse (420030455)**

❖ **Présentation**

Le Steinbaechlein est une rivière du Haut-Rhin de 14,5 kilomètres de long, affluent rive droite de la Doller et affluent de la Doller, se séparant de cette dernière en aval de Pont d'Aspach, sous l'A36. C'est un ruisseau artificiel relativement important, issu d'une dérivation amont des eaux de la Doller pour alimenter les industries mulhousiennes au XIX^{ème} siècle.

Le cours d'eau, de deuxième catégorie piscicole, s'écoule dans le lit majeur de la Doller, dans un paysage dominé par l'agriculture céréalière et les forêts inondables (zone inondable de la Doller). La forêt du Gross Herrenwald à Heimsbrunn, traversée par le Steinbaechlein, est à ce titre remarquable. Son caractère inondable, sa diversité topographique (levées, dépressions) et son haut degré de naturalité (gros arbres - notamment de vieux chênes, taux de bois mort sur pied et au sol...) en font un boisement remarquable.

La rivière a une largeur moyenne de 4m et un débit moyen de 0.4 m³/s. La végétation rivulaire, essentiellement constituée d'une Aulnaie-Frênaie et d'ourlets herbacés hygrophiles, est globalement continue mais peu large et doublée d'une bande enherbée en zone agricole. Localement, des zones humides et prairies inondables d'intérêt communautaire (Arrhenatherion) bordent la rivière.

En bon état de conservation, le cours d'eau offre un assez beau développement dans les colluvions issues de loess. Dans la partie aval de la ZNIEFF, le Steinbaechlein entre dans l'agglomération mulhousienne et est plus artificialisé, une partie de son linéaire devenant canalisé et souterrain.

Les populations piscicoles du Steinbaechlein sont tout à fait remarquables et jugées en bon état de conservation : le Saumon atlantique (introduit, qui ne se reproduit pas encore localement), l'Ombre commun, le Chabot et la Truite sauvage sont les espèces les plus remarquables. Le peuplement se compose également de Truite commune, Goujon, Loche franche, Chevesne, Vairon, Perche, Perche soleil, Gardon, Epinoche, Ablette, Barbeau, Carassin, Hotu, Rotengle et Spirilin.

La rivière présente également un intérêt pour la faune malacologique, avec la présence de 3 espèces déterminantes, comme la remarquable Mulette épaisse, dont plusieurs individus vivants notamment à l'aval d'Heimsbrunn.

Ces caractères patrimoniaux sont reconnus par l'intégration du Steinbaechlein à l'inventaire des Zones Humides Remarquables du Haut-Rhin (Lit majeur de la Doller) et dans la Zone Spéciale de Conservation de la Vallée de la Doller.

Les relations fonctionnelles avec la Doller et la continuité écologique de la rivière se traduisent également par la présence du Castor, dont des indices de présence sont notés sur tout le linéaire entre Bunrhaupt-le-Bas et Mulhouse. Cette continuité est toutefois relative, car pour les mollusques ou les poissons, les nombreux seuils et enrochements peuvent constituer des obstacles aux déplacements amont/aval, notamment au niveau de la zone artisanale à l'ouest et du Bruckenmuhl au nord de Heimsbrunn.

Le Steinbaechlein est géré par les APPMA de Lutterbach et de Morschwiller-le-Bas, qui pratiquent toujours les rempoissonnements et alevinages, mais ceux-ci ne constituent plus leur objectif premier et les objectifs s'orientent davantage vers une gestion durable des ressources piscicoles et des milieux aquatiques. A noter également la présence d'étangs piscicoles avec prise d'eau sur le Steinbaechlein à Morschwiller-la-Bas et la présence de l'Ecrevisse américaine.

Des actions de restauration ont été réalisées à Morschwiller-le-Bas où un méandre du Steinbaechlein avait historiquement été recoupé sur environ 400 mètres et le lit du cours d'eau dévié et canalisé pour les besoins hydrauliques d'une usine. Des travaux ont été entrepris en 2005 suite au démantèlement de l'usine, afin de restaurer le talweg d'origine, préserver la zone humide adjacente et éloigner la rivière d'un sol pollué.

Le Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) et le Schéma d'Aménagement de Gestion des Eaux (SAGE) de la Doller, en cours d'élaboration, devraient également déboucher sur des actions de restauration.

Les menaces sont surtout liées aux pollutions agricoles diffuses, à l'urbanisation autour de Morschwiller-le-Bas et Heimsbrunn et à des projets comme le TGV Rhin Rhône (qui devrait traverser la Doller à Burnhaupt-le-Bas) et le projet de bassin excréteur de crues dans la forêt du Herrenwald sur la commune de Heimsbrunn (défrichement, augmentation des hauteurs d'eau...).

❖ Liste des habitats déterminants

Tableau n° 7 : Habitats déterminants de la ZNIEFF « Vallon du Steinbaechlein en amont de Mulhouse »

Habitats
44.331 – Bois de Frênes et d'Aulnes des rivières médio-européennes à eaux lentes à cerisiers à grappes

❖ Liste des espèces déterminantes

Tableau n° 8 : Espèces déterminantes de la ZNIEFF Milieux agricoles à Grand Hamster et à Crapaud vert, au sud de la Bruche.

Nom scientifique	Nom vernaculaire
Lépidoptères	
<i>Lycaena dispar</i>	Cuivré des marais
Mammifères	
<i>Castor fiber</i>	Castor d'Europe
Mollusques	
<i>Anodonta anatina</i>	Anodonte des rivières
<i>Anodonta cygnea</i>	Anodonte des étangs
<i>Unio crassus</i>	Mulette épaisse
Oiseaux	
<i>Carduelis carduelis</i>	Chardonneret élégant
<i>Chloris chloris</i>	Verdier d'Europe
<i>Dendrocops medius</i>	Pic mar
<i>Dendrocops minor</i>	Pic épeichette
<i>Dryocopus martius</i>	Pic noir
<i>Emberiza citrinella</i>	Bruant jaune
<i>Jynx torquilla</i>	Torcol fourmilier
<i>Lanius collurio</i>	Pie-grièche écorcheur
<i>Linaria cannabina</i>	Linotte mélodieuse
<i>Saxicola rubicola</i>	Tarir pâtre
<i>Serinus serinus</i>	Serin cini
<i>Tachybaptus ruficollis</i>	Grèbe castagneux
Poissons	
<i>Alburnoides bipunctatus</i>	Spirilin
<i>Salmo trutta fario</i>	Truite commune
Reptiles	
<i>Podarcis muralis</i>	Lézard des murailles

b) La ZNIEFF de type I : Prairies et lisières du Katzenwadel à Bernwiller

❖ Présentation

Le secteur de lisières et pâtures du Katzenwadel à Bernwiller se situe en limite Sud de la plaine d'Alsace et au début du relief des collines sundgoviennes, sur des terres calcaires recouvertes de loëss récent.

Le site, qui s'étend sur un peu plus de 50 ha sur un petit versant en rive gauche du Spechbach, est composé d'une mosaïque d'habitats très variés, adossés à la lisière sud du Kaufholz : rivière, prés et pâtures humides, bosquets, petits bois, roselières, lisières forestières, cultures, etc.

On trouve notamment des Aulnaies-Frénaies (*Alno-Ulmion*) de qualité faible (bosquets) à moyenne (lisière) le long des cours d'eau, des Frénaies, des faciès de Chênaie-Charmaie et de Hêtraie en forêt, des eaux courantes riches en végétation aquatique (*Callitriche sp.*, *Glyceria fluitans*), des ourlets hygrophiles (*Filipendulion*) et d'hélophytes (*Phragmition*), des prés humides (*Calthion*), etc. En interface, côté sud, se trouvent des cultures, des pâturages et des prés semés.

Ces milieux variés, notamment les mosaïques de prés en bon état floristique en interface avec des lisières ou des friches herbacées, sont les plus intéressantes pour les insectes, notamment les orthoptères des prés hygrophiles. Ils constituent en effet un milieu refuge pour la faune dans un environnement agricole intensif.

L'exposition sud et la présence d'eau libre sont particulièrement favorables aux Insectes, aux Oiseaux, aux Amphibiens-Reptiles et aux Mammifères (en particulier les chiroptères).

La lisière et les peuplements forestiers accueillent des Coléoptères menacées ou protégés (*Prionne tanneur*, *Lucane cerf-volant*), des Amphibiens (*Rana temporaria*, *Bufo bufo*) et cinq espèces de Reptiles exploitent les zones humides et les ourlets exposés au sud de la lisière (*Lézard vivipare*, *Lézard agile*, *Lézard des murailles*, *Orvet fragile* et *Couleuvre à collier*).

D'importants complexes de Blaireau (plus de 15 gueules par endroits), sans doute très anciens et encore occupés actuellement, sont également notés en lisière, dans les sols limoneux profonds.

Les Chiroptères viennent chasser le long de cette lisière où plusieurs espèces ont été notées (*Pipistrellus pipistrellus*, *Myotis myotis*, *Epstecicus serotinus*, *Nyctalus noctula*), ce qui est assez intéressant dans ce contexte agricole globalement assez pauvre.

Le bois du Kaufholtz abrite des oiseaux forestiers (*Pic mar*, *Pic noir*, *Chouette hulotte*...) et les bosquets au contact des milieux ouverts sont favorables à la *Pie-grièche écorcheur*, inscrite à la Directive Oiseaux et menacée en Alsace, et au *Tarier des prés*, noté de passage.

Les activités humaines sont localement tournées vers l'agriculture (cultures de céréales et pâturages) et la chasse, dont certaines actions sont bénéfiques à la faune : création de mares, maintien de petites unités (bosquets, roselières) le long de la rivière.

Le site reste toutefois très menacé par de petites altérations qui pourraient faire basculer le site vers une gestion intensive jusqu'à la frange forestière, comme l'attestent les destructions de haies. Le petit cours d'eau bordé d'un ourlet hygrophile est actuellement eutrophisé et ne supporterait pas de pollutions supplémentaires par

ruissellement (eutrophisation d'origine anthropique (agriculture) et transformation des lits des cours d'eau, surtout la canalisation).

Les ourlets hygrophiles Glycéracie /Groupement à *Berula erecta* sont par nature minces et souvent au contact de prairies, régulièrement fauchées. Il en découle une grande vulnérabilité. A moyen et long terme, ces habitats ne peuvent subsister que dans des contextes agricoles d'extensification et/ou d'orientation des pratiques (fauches limitées, limitation des intrants dans le bassin versant).

Le Blaireau, dont les populations diminuent progressivement depuis plusieurs années en Alsace, est également menacé localement. La lisière du Katzenwadel peut en effet être considérée comme un noyau de population, mais qui reste sensible à la modification potentielle des habitats de lisières mais aussi à la chasse, à la circulation routière et à l'agriculture.

Plus globalement, le projet de déviation routière (liaison Altkirch/Mulhouse/Burnhaupt-le-Bas) menace à court termes ce secteur fragile.

❖ Liste des habitats déterminants

Tableau n° 9 : Prairies et lisières du Katzenwadel à Bernwiller

Habitats
44.3 – Forêts de Frênes et d'Aulnes des fleuves médio-européens
41.13 – Hêtraies neutrophiles
37.2 – Prairies humides eutrophes

❖ Liste des espèces déterminantes

Tableau n° 10 : Espèces déterminantes de la ZNIEFF « Prairies et lisières du Katzenwadel à Bernwiller »

Nom scientifique	Nom vernaculaire
Amphibiens	
<i>Rana temporaria</i>	Grenouille rousse
Coléoptères	
<i>Lucanus cervus</i>	Lucane cerf-volant
Lépidoptères	
<i>Lycaena dispar</i>	Cuivré des marais
Mammifères	
<i>Lepus europaeus</i>	Lièvre d'Europe
<i>Mustela erminea</i>	Hermine
Odonates	
<i>Coenagrion mercuriale</i>	Agrion de Mercure
<i>Lestes barabarus</i>	Leste sauvage
Oiseaux	
<i>Dendrocopos medius</i>	Pic mar
<i>Emberiza citrinella</i>	Bruant jaune
<i>Jynx torquilla</i>	Torcol fourmilier
Phanérogames	
<i>Myosorus minimus</i>	Ratoncule
<i>Trifolium rubens</i>	Trèfle rougeâtre
Reptiles	
<i>Anguis fragilis</i>	Orvet fragile
<i>Natrix helvetica</i>	Couleuvre helvétique
<i>Podarcis muralis</i>	Lézard des murailles
<i>Zootoca vivipara</i>	Lézard vivipare

1.2.3. Les zones humides

a) Les zones humides remarquables

Les zones humides remarquables sont les zones humides qui abritent une biodiversité exceptionnelle. Elles correspondent aux zones humides intégrées dans les inventaires des espaces naturels sensibles d'intérêt au moins départemental, ou à défaut, aux ZNIEFF, aux zones Natura 2000 ou aux zones concernées par un arrêté de protection de biotope et présentent encore un état et un fonctionnement biologique préservé a minima.



Illustration n° 12 : Les zones humides remarquables les plus proches du projet.

La zone humide remarquable la plus proche est éloignée du site d'étude. Elle est située à environ 1,9 km à l'Ouest. Il s'agit du lit majeur de la Doller.

b) Les zones à dominante humide

Les données de la Coopération pour l'Information Géographique d'Alsace (CIGAL) ont défini des zones à dominante humide en Alsace.



Illustration n° 13 : Les zones à dominante humide à proximité du projet

Le site du projet n'est dans l'emprise d'aucune zone à dominante humide.

1.3. Risque inondation

La commune de Galzingue n'est dans l'emprise d'aucun PPRI.

2. Incidence du projet sur l'eau

2.1. Sur l'écoulement et le niveau des eaux

2.1.1. Voirie publique

a) Mode de gestion

Les eaux pluviales du lotissement sont rejetées à débit limité (25 l/s) sur le collecteur d'eaux pluviales existant. Avant rejet dans le réseau public, le débit des eaux pluviales issues des parcelles privatives sont également régulés.

b) Données d'entrés

❖ Pluviométrie

Les évènements pluviométriques peuvent être classés en 4 catégories selon les objectifs de gestion des eaux de ruissellement ou « niveaux de service » :

- Pluies courantes correspondant au niveau de service N1 ; pluie faible, à minima une lame d'eau de 10 mm tombée sur 24 heures (période de retour 1 mois) ;
- Pluies moyennes correspondant au niveau de service N2 ;
- Pluies fortes correspondant au niveau de service N3 ; période de retour au minimum de 10 ans ;
- Pluies exceptionnelles correspondant au niveau de service N4 ; période de retour au minimum de 30 ans.

La gestion des eaux de ruissellement du projet sera étudiée :

- Pour une pluie courante correspondant à une hauteur de précipitation de 10 mm en 24 heures ;
- Pour une pluie forte correspondant à un orage de période de retour de 10 ans.

Les coefficients de Montana retenus pour caractériser l'orage décennal sont ceux de la station météo-France de Bâle-Mulhouse sur la période 1982-2020.

❖ **Les surfaces et coefficient de ruissellement**

Les surfaces du projet sont présentées dans le tableau ci-après.

Tableau n° 11 : Surfaces impliquées dans le calcul.

Surface (m ²)	
Voirie	3 200
Coefficient d'imperméabilisation relatif	1
Surface active	3 200

❖ **Débit de fuite**

En l'absence de prescriptions particulières par rapport au débit de fuite à respecter, il a été décidé de se baser sur la note de doctrine de la gestion des eaux pluviales en région Grand-Est.

Celle-ci préconise que les flux rejetés doivent être régulés pour ne pas aggraver les flux vers l'aval. Le débit de fuite ne doit ainsi pas dépasser la transparence de la pluie biennale, soit le débit qu'aurait généré la pluie biennale sur la surface du projet si cette surface était constituée de terrain naturel.

Le débit de rejet pour le lotissement est fixé à 25 l/s en accord avec le Syndicat d'Assainissement de la Commune.

❖ **Débit d'apport**

Les voiries récupèrent les eaux pluviales des parcelles privatives. Celles-ci seront rejetées à débit limité (0,5 l/s). Il est également pris en compte la construction existante à l'Ouest dont le débit de rejet sera limité à 0,5 l/s. et l'extension ultérieure côté chemin Schaecherweg dont le débit de rejet sera limité à 2 l/s.

Tableau n° 12 : Débits d'apport pour chacun des bassins versants

	Parcelles	Construction existante	Extension chemin Schaecherweg
Nombre de parcelles associées	26	1	1
Débit de rejet	0,5 l/s	0,5 l/s	2 l/s
Débit d'apport	15,5 l/s		

c) Détermination du volume de rétention pour une pluie forte (Niveau de service N3)

❖ Calcul du volume de rétention

Le calcul du volume de rétention à mettre en place est réalisé sur la base de la méthode « des volumes ».

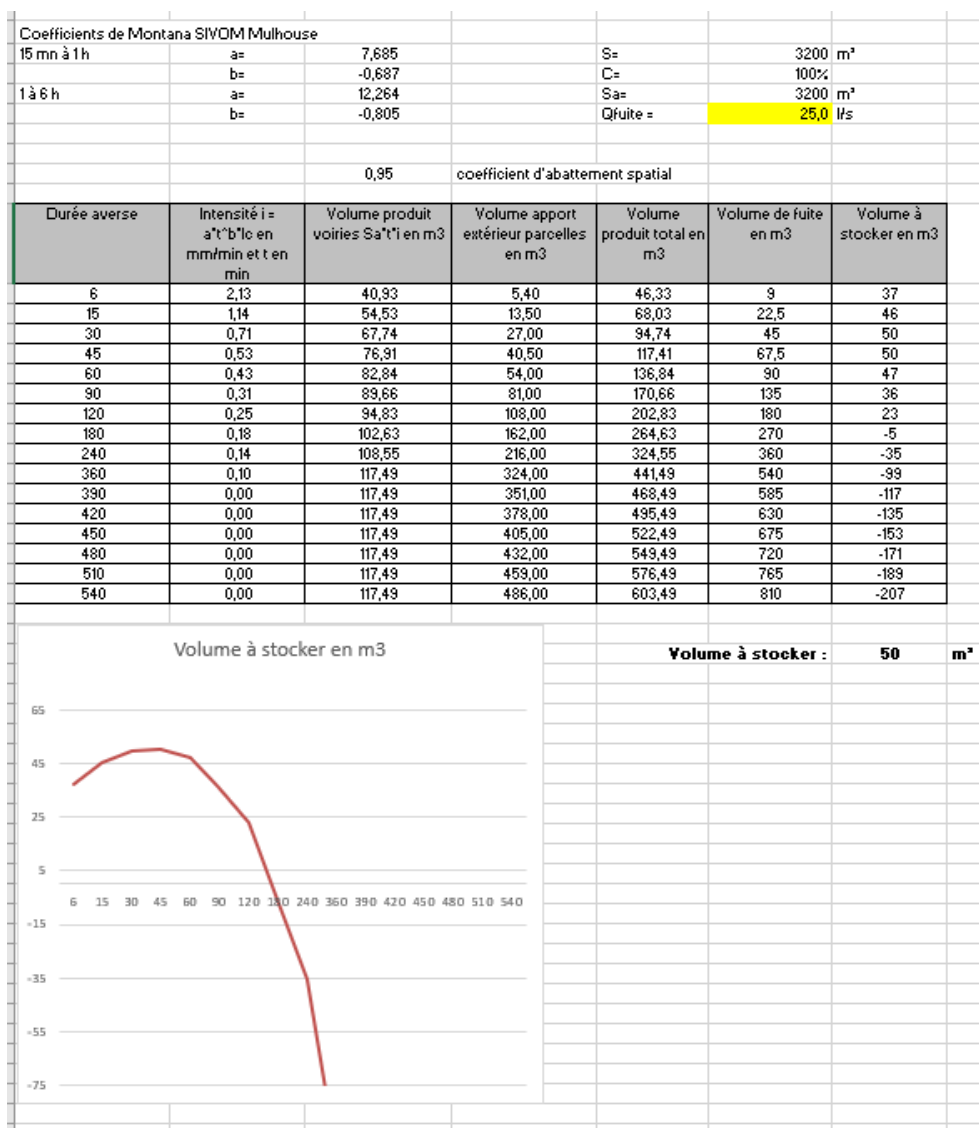


Illustration n° 14 : Note de calcul pour le dimensionnement du volume de rétention des eaux pluviales pour une période de retour de 10 ans.

Le volumes de stockage à mettre en place est de 50 m³.

❖ **Mise en œuvre du volume de rétention**

Le volumes de rétention sera mis en place sous la voirie sous la forme d'une conduite surdimensionnée.

Le système de gestion des eaux pluviales pourra stocker et rejeter le volume d'eau généré par une pluie de fréquence décennale.

❖ **Calcul du temps de vidange du volume d'eau généré pour une pluie forte**

La doctrine préconise de dimensionner les ouvrages afin que le temps d'infiltration soit de 4 jours au maximum.

Tableau n° 13 : Temps d'infiltration du volume d'eau généré pour une pluie forte.

Volume total d'eau de pluie (m ³)	50
Débit de fuite (l/s)	25
Temps de vidange	30 minutes

Le système de gestion des eaux de pluie du lotissement « La Plaine » respecte donc largement la durée de vidange d'une pluie forte préconisée par la nouvelle note de doctrine.

d) Gestion quantitative d'une pluie courante (Niveau de service N1)

❖ **Calcul du temps de vidange du volume d'eau généré par une pluie courante**

La doctrine préconise de dimensionner les ouvrages, de manière à ce que le temps de vidange soit de 24 heures au maximum.

Tableau n° 14 : Temps de vidange.

Surface active (m ²)	3 200
Volume d'eau généré par une pluie de 10 mm (l)	32 000
Débit de rejet (l/s)	25
Temps de vidange	22 minutes

Le système de gestion des eaux de pluie du lotissement «La Plaine» respecte donc largement la durée de vidange d'une pluie courante préconisée par la nouvelle note de doctrine.

2.1.2. Parcelles privatives

Les eaux pluviales des lots privatifs sont gérées à la parcelle. Elles transitent via des dispositifs de stockage tampon réalisés à la charge des acquéreurs, avant d'être rejetées dans le réseau publique à débit limité, qui est de 0,5 l/s.

La construction existante sera également raccordée au réseau avec un débit limité de 0,5 l/s.

Il est également prévu de raccorder une extension ultérieure coté chemin Schaecherweg qui sera régulée à 2 l/s.

Chaque acquéreur de lot devra réaliser un dispositif de stockage tampon des eaux pluviales afin de diminuer le stockage à prévoir sous la voirie publique.

Les volumes de rétention, permettant de gérer une pluie de période de retour décennale, sont calculés en fonction de la surface imperméabilisée de chaque parcelle et du débit de rejet autorisé.

La mise en place du dispositif de régulation pour les acquéreurs sera inscrite dans le règlement du lotissement.

Tableau n° 15 : Volumes de rétention pour une pluie décennale et temps de vidange pour chaque parcelle privative.

Nom	Volume de rétention (en m ³)	Durée de vidange N1	Durée de vidange N3
Parcelle n°1	6	2h40	3h
Parcelle n°2	6	3h	3h10
Parcelle n°3	6	3h	3h20
Parcelle n°4	5	3h	3h10
Parcelle n°5	6	3h20	3h30
Parcelle n°6	7	3h40	3h50
Parcelle n°7	5	2h30	2h50
Parcelle n°8	5	3h30	2h50
Parcelle n°9	5	2h40	3h
Parcelle n°10	5	2h40	2h50
Parcelle n°11	4	2h	2h10
Parcelle n°12	4	2h	2h10
Parcelle n°13	5	2h20	2h40
Parcelle n°14	5	2h30	2h50
Parcelle n°15	4	2h	2h20
Parcelle n°16	4	1h40	2h
Parcelle n°17	4	2h	2h10
Parcelle n°18	4	2h	2h10
Parcelle n°19	4	2h	2h
Parcelle n°20	4	1h50	2h
Parcelle n°21	4	1h50	2h
Parcelle n°22	4	1h50	2h
Parcelle n°23	4	1h40	1h50
Parcelle n°24	4	1h40	1h50
Parcelle n°25	4	2h	2h10
Parcelle existante	17	8h30	9h30
Extension - 1	22	1h50	2h20
Extension - 2	13	1h50	2h20

2.1.3. Conclusion

Considérant que :

- le projet de lotissement n'est pas situé en zone inondable ;
- les eaux pluviales sont rejetées à débit régulé dans le réseau d'eaux pluviales communal dont l'exutoire est un fossé existant au Nord du site.

L'aménagement du lotissement à Galfingue sera sans incidence sur l'écoulement et le niveau des eaux.

2.2. Sur la qualité des eaux

Les eaux pluviales du lotissement ci sont traitées préalablement par un regard décanter avec cloison siphonide et vanne murale.

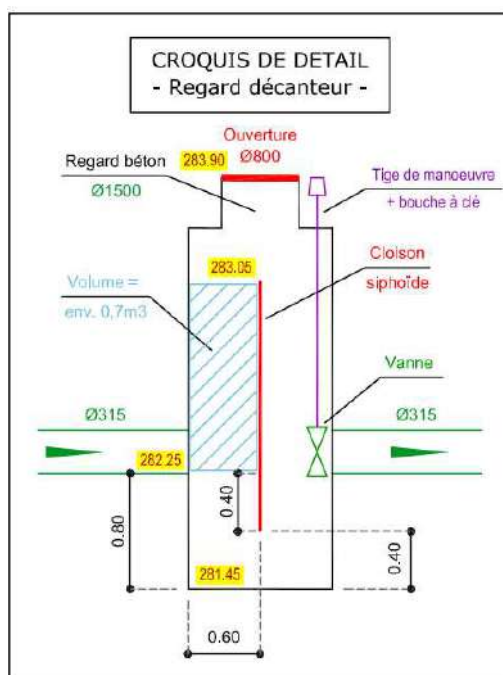


Illustration n° 15 : Croquis de détail – regard décanter

2.3. Sur la ressource en eau

L'alimentation en eau potable de la commune de Galfingue est assurée par le Syndicat Intercommunal d'alimentation en eau potable de Heimsbrunn et environs qui dessert 9 communes.

Le projet ne prévoit aucun prélèvement d'eau souterraine ou d'eau de surface dédiée à la production d'eau potable. La disponibilité de la ressource ne sera ainsi pas impactée.

2.4. Sur les milieux aquatiques

Le site du projet n'est pas situé dans l'emprise d'une zone humide. Il n'impactera donc pas ce type de milieu.

3. Autres incidences du projet

Le projet prend place sur une surface relativement restreinte de 1,25 ha. Les milieux impactés sont des parcelles agricoles et un verger. Le site d'implantation est éloigné des sites Natura 2000 et des ZNIEFF les plus proches.

L'emprise du projet et les rejets très limités qui en découleront n'induiront pas d'incidences significatives sur la qualité de l'air, sur le contexte paysager ou environnemental d'une manière générale.

4. Comptabilité du projet avec le SDAGE, le SAGE, le plan de gestion des risques inondation, et contribution aux objectifs de qualité des eaux

4.1. Compatibilité avec le SDAGE

4.1.1. Présentation du SDAGE Rhin-Meuse

La commune de Galfingue est inscrite dans le périmètre du SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) du bassin Rhin Meuse – district Rhin.

Le SDAGE du district hydrographique du Rhin 2022-2027 a été approuvé le 18 mars 2022.

Les principales évolutions par rapport au SDAGE 2016-2021 au regard du projet sont synthétisés ci-après.

Thème « eau et santé » :

- Captage : Encourager les maîtres d'ouvrages à délimiter leurs Aires d'alimentation de captages* (AAC) ;

Thème « eau et pollution » :

- Eaux pluviales et substances toxiques : poursuivre les efforts de réduction des pollutions issues du ruissellement pluvial ;

Thème « eau, nature et biodiversité » :

- Intégration des éléments du plan national d'actions pour une politique apaisée pour la restauration de la continuité écologique ;
- Elargissement des réflexions et prescriptions à la gestion plus globale des bassins versants et des milieux naturels associés avec la notion de trame verte et bleue ;
- Prise en compte des éléments de la Loi pour la reconquête, de la nature et des paysages, du plan national d'actions et de la stratégie régionale en faveur de la biodiversité, intégrant notamment les espèces exotiques envahissantes ;

Thème « eau et rareté » :

- **Gestion quantitative :**
 - Gestion territoriale ;
 - Réutilisation des eaux non conventionnelles.

Thème « eau et aménagement du territoire » :

- Raisonnement du ruissellement pluvial en favorisant la préservation des zones humides, des prairies et le développement d'infrastructures agroécologiques par bassin ou sous-bassin ;
- Volet « milieux et territoires » : renforcement des milieux naturels comme moyens de lutte contre les effets du changement climatique et leurs liaisons avec l'urbanisme.

Thème « eau et gouvernance » :

- Réorganisation des thématiques abordées ;
- Intégration des enjeux de long terme dans la planification et la contractualisation ;
- Conception de dispositifs d'aides encourageant la prise en charge des enjeux de long terme.

L'adaptation au changement climatique

Sur le bassin Rhin-Meuse, le changement climatique pourrait augmenter de façon significative la fréquence et l'intensité des événements extrêmes (crues, étiages, etc.), modifier durablement certaines situations et faire apparaître des tensions sur le plan quantitatif.

Face à ce constat, le Comité de bassin a adopté en février 2018 le Plan d'adaptation et d'atténuation pour les ressources en eau du bassin Rhin-Meuse. L'adaptation et l'atténuation y sont pointées comme les deux réponses indissociables à l'urgence climatique, les deux combats à mener de front.

Des enjeux et usages ont été identifiés comme vulnérables. Ce sont ceux sur lesquels il est nécessaire d'agir en priorité :

- L'alimentation en eau potable des agglomérations de Metz, de Nancy et des pays limitrophes, et le refroidissement de la centrale de Cattenom,
- Le refroidissement des centrales de Chooz et de Tillange, et l'alimentation en potable en Belgique et aux Pays-Bas ;
- L'irrigation et l'adduction en potable (cours d'eau et nappe d'accompagnement) sur le bassin de l'Ill ;
- L'adduction en eau potable et les usages économiques sur le massif vosgien et sur la nappe des Grès du Trias Inférieur.

4.1.2. Analyse de la comptabilité avec le SDAGE Rhin-Meuse

Le tableau suivant présente la compatibilité du projet avec les orientations du SDAGE Rhin Meuse.

Tableau n° 16 : Compatibilité avec le SDAGE Rhin-Meuse

Référence SDAGE	Orientation	Projet
Orientation T1 - O1	Assurer à la population, de façon continue, la distribution d'une eau potable de qualité.	
Orientation T1 - O1.1	Prendre, en amont des captages d'eau destinée à la consommation humaine, des mesures préventives permettant de limiter et de réduire les traitements ainsi que les substitutions de ressources.	Le site du projet n'est dans l'emprise d'aucun captage d'eau potable Le projet ne prévoit aucun prélèvement d'eau souterraine ou d'eau de surface dédiée à la production d'eau potable.
Orientation T1 - O1.2	Sécuriser les installations de production et de distribution d'eau potable.	
Orientation T1 - O1.3	Informers les consommateurs sur les enjeux sanitaires liés à l'eau.	
Orientation T2 - O1	Réduire les pollutions responsables de la non atteinte du bon état des eaux.	
Orientation T2 - O1.1	Poursuivre les efforts de réduction des pollutions d'origines industrielle, domestique ou encore issues du ruissellement pluvial pour atteindre au moins les objectifs de qualité des eaux fixés par le SDAGE*	Les eaux pluviales sont prétraitées par un décanteur siphonoïde.
Orientation T2 - O1.2	Limiter les dégradations des masses d'eau par les pollutions intermittentes et accidentelles.	Les eaux pluviales du lotissement seront gérées de manière séparative. L'ensemble des eaux pluviales est géré sur le site : <ul style="list-style-type: none"> - Collecte séparative - Rétention dimensionnée pour une période de retour de 10 ans. - Rejet à débit limité : 25 l/s - Milieu récepteur : réseau d'eaux pluviales communal - Gestion des eaux pluviales à la parcelle
Orientation T2 - O1.3	Adapter les concentrations en sels minéraux dans le milieu pour atteindre le meilleur état possible des eaux superficielles et souterraines en préservant le développement économique et social de la région et en confortant les usages en aval.	
Orientation T2 - O2	Connaître et réduire les émissions de substances toxiques.	Aucun rejet de substances toxiques
Orientation T2 - O3	Veiller à une bonne gestion des systèmes d'assainissement publics et privés, et des boues d'épuration	

Référence SDAGE	Orientation	Projet
Orientation T2 – O3.3	Améliorer la prise en compte des eaux pluviales dans les zones urbanisées et à urbaniser, en privilégiant, si possible, les techniques alternatives. Ces zones doivent pouvoir être entretenues sans l'usage de produits phytosanitaires.	<p>Les eaux pluviales du lotissement seront gérées de manière séparative.</p> <p>L'ensemble des eaux pluviales est géré sur le site :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Collecte séparative - Rétention dimensionnée pour une période de retour de 10 ans. - Rejet à débit limité : 25 l/s - Milieu récepteur : réseau d'eaux pluviales communal <p>Gestion des eaux pluviales à la parcelle</p>
Orientation T2 – O3.3.2	Gérer les flux de façon cohérente entre ce qui est admis dans les réseaux d'assainissement d'une part et ce qu'acceptent les ouvrages d'épuration d'autre part.	Les eaux pluviales sont rejetées à débit limité dans le réseau d'eaux pluviales existant
Orientation T2 - O4	Réduire la pollution par les nitrates et les produits phytosanitaires d'origine agricole.	Non concerné
Orientation T2 - O5	Réduire la pollution par les produits phytosanitaires d'origine non agricole.	Non concerné
Orientation T2 – 06	Réduire la pollution de la ressource en eau afin d'assurer à la population la distribution d'une eau de qualité.	
Orientation T2 - O6.1	Les SAGE pourront identifier des zones de protection qualitative des Aires d'alimentation des captages (AAC) d'eau potable d'une importance particulière pour l'approvisionnement.	Le site du projet est éloigné de tout périmètre de protection de captage.
Orientation T2 - O6.2	Reconquérir et préserver la qualité de la ressource en eau utilisée pour l'alimentation en eau potable	Le projet ne prévoit aucun prélèvement d'eau souterraine ou d'eau de surface dédiée à la production d'eau potable.
Orientation T2 - O6.3	Encourager les actions préventives permettant de limiter les traitements ainsi que les substitutions de ressources.	
Orientation T3	Retrouver les équilibres écologiques fondamentaux des milieux aquatiques	Non concerné
Orientation T4 - O1	Prévenir les situations de surexploitation et de déséquilibre quantitatif de la ressource en eau.	Aucun pompage d'eau souterraine

Référence SDAGE	Orientation	Projet
Orientation T5A – O4	Préserver et reconstituer les capacités d'écoulement et d'expansion des crues	La commune de Galfingue n'est pas concernée par le risque d'inondation
Orientation T5A – O5	Maîtriser le ruissellement pluvial sur les bassins versants en favorisant, selon une gestion intégrée des eaux pluviales, la préservation des zones humides, des prairies et le développement d'infrastructures agro-écologiques.	Les eaux pluviales de plateforme seront rejetées dans le réseau d'eaux pluviales existant.
Orientation T5A – O7	Prévenir le risque de coulées d'eaux boueuses	Le projet n'aggrave pas le risque de coulées d'eaux boueuses
Orientation T5B – O1	Limiter l'impact des urbanisations nouvelles et des projets nouveaux pour préserver les ressources en eau et les milieux et limiter les rejets.	
Orientation T5B – O1.3	Sur l'ensemble du territoire, l'infiltration le plus en amont possible des eaux pluviales, la récupération et la réutilisation des eaux pluviales et/ou la limitation des débits de rejet dans les cours d'eau et dans les réseaux doivent être privilégiées, auprès de toutes les collectivités et de tous les porteurs de projet. Toute exception doit être dûment justifiée.	Les eaux pluviales du lotissement sont rejetées dans le réseau d'eaux pluviales de la commune.
Orientation T5B - O2	Préserver de toute urbanisation les parties de territoire à fort intérêt naturel notamment ceux constituant des éléments essentiels de la Trame verte et bleue (TVB).	Le site du projet n'est pas dans l'emprise d'un élément de la Trame verte et bleue.
Orientation T5C - O1	L'ouverture à l'urbanisation d'un nouveau secteur ne peut pas être envisagée si la collecte et le traitement des eaux usées qui en seraient issues ne peuvent pas être effectués dans des conditions conformes à la réglementation en vigueur et si l'urbanisation n'est pas accompagnée par la programmation des travaux et actions nécessaires à la réalisation ou à la mise en conformité des équipements de collecte et de traitement.	Non concerné
Orientation T5C - O2	L'ouverture à l'urbanisation d'un nouveau secteur ne peut pas être envisagée si l'alimentation en eau potable de ce secteur ne peut pas être effectuée dans des conditions conformes à la réglementation en vigueur et si l'urbanisation n'est pas accompagnée par la programmation des travaux et actions nécessaires à la réalisation ou à la mise en conformité des équipements de distribution et de traitement.	Non concerné
Orientation T6 - O1	Développer, dans une démarche intégrée à l'échelle des bassins versants du Rhin et de la Meuse, une gestion de l'eau participative, solidaire, transfrontalière et résiliente aux impacts du changement climatique.	Non concerné

Référence SDAGE	Orientation	Projet
Orientation T6 - O2	Assurer la prise en compte des enjeux de l'eau et du changement climatique dans les projets des territoires.	Non concerné
Orientation T6 - O3	Renforcer la participation du public et de l'ensemble des acteurs intéressés pour les questions liées à l'eau, aux milieux naturels et au changement climatique	Non concerné

Le projet de FHA est parfaitement compatible avec les orientations du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhin Meuse – district Rhin.

4.2. Compatibilité avec le SAGE du bassin de la Largue

Le projet de lotissement de FHA situé dans l'emprise du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du bassin de la Largue, qui a été approuvé par Arrêté Préfectoral du 17 Mai 2016.

4.2.1. SAGE de la Largue

Fruit de 3 années de travaux de la Commission Locale de l'Eau appuyée par les 3 commissions techniques (économie, société et environnement) et de 2 années de concertation (consultation des collectivités et de la population) le SAGE de la Largue a été approuvé par Arrêté Préfectoral du 17 Mai 2016.

La conformité du projet avec les principaux objectifs du SAGE du bassin de la Largue est présentée ci-après :

Tableau n° 17 : Compatibilité avec le SAGE

Objectifs du SAGE du bassin de la Largue	Projet
Thème I : Qualité des eaux – enjeu I.1 : Qualité des eaux de surface	
Objectif I.1-1 : Atteindre et maintenir le bon état chimique et écologique des eaux par l'aboutissement des solutions d'assainissement.	Les eaux usées sont rejetées dans le réseau séparatif de la commune pour rejoindre la station d'épuration de Sausheim qui est en mesure d'accueillir la charge supplémentaire. Les eaux pluviales du lotissement sont prétraitées par un décanteur à cloison siphonée.
Objectif I.1-2 : Changer les pratiques pour réduire les pollutions aux pesticides	Non concerné – pas d'utilisation de pesticides
Objectif I.1-3 : Connaître et diminuer les rejets de substances toxiques dans cours d'eau	Non concerné – pas de rejet de substances toxiques
Objectif I.1-4 : Suivre l'évolution de la qualité de l'eau	Non concerné
Thème I : Qualité des eaux – enjeu I.2 : Qualité des eaux souterraines	
Objectif I.2-1 : Suivre la qualité des eaux souterraines	Non concerné
Objectif I.2-2 : Assurer une gestion pérenne des captages d'eau destinés à la production d'eau potable	Non concerné – le site d'implantation du projet n'est dans l'emprise d'aucun périmètre de captage d'eau potable.
Objectif I.2-3 : Diminuer les risques de pollutions diffuses et ponctuelles	Non concerné
Thème II : Quantité des eaux – enjeu II.1 : Etiages	
Objectif II.1-1 : Limiter les prises d'eau pour la navigation	Non concerné
Objectif II.1-2 : Partager l'effort de limitation aux autres usagers, particuliers riverains et collectivités.	Non concerné
Thème II : Quantité des eaux – enjeu II.2 : Inondations	
Objectif II.2-1 : Poursuivre la mise en œuvre des solutions préventives de gestion des eaux en amont en concertation avec les acteurs locaux	Non concerné
Objectif II.2-2 : Développer une gestion intégrée des écoulements, dans les zones urbanisées	Non concerné
Objectif II.2-3 : Diminuer les risques d'inondations liés à la rigole	Non concerné
Objectif II.2-4 : Optimiser la gestion des inondations par la reconquête de zones d'expansion des crues	Non concerné
Thème II : Quantité des eaux – enjeu II.3 : Quantité des eaux souterraines	
Objectif II.3-1 : Prioriser les ressources en eaux souterraines pour l'alimentation en eau potable	Non concerné
Objectif II.3-2 : Développer l'exemplarité des collectivités dans l'économie d'eau	Non concerné
Objectif II.3-3 : Inciter les particuliers à économiser l'eau par une tarification adaptée	Non concerné
Thème III : Fonctionnement des milieux aquatiques – enjeu III.1 : Cours d'eau	
Objectif III.1-1 : Permettre à la ripisylve de remplir ses fonctions	Non concerné
Objectif III.1-2 : Pérennisation des peuplements piscicoles de première catégorie (continuité écologique)	Non concerné
Objectif III.1-3 : Renaturer les cours d'eau en secteurs urbanisés	Non concerné
Thème III : Fonctionnement des milieux aquatiques – enjeu III.2 : Zones humides	
Objectif III.2-1 : Protéger les zones humides	Le site d'implantation du projet n'est pas dans l'emprise d'une zone humide
Objectif III.2-2 : Reconquérir les zones humides dans les zones à enjeux	
Thème III : Fonctionnement des milieux aquatiques – enjeu III.3 – Etangs et plan d'eau de Courtavon	
Objectif III.3-1 : Limiter la création de nouveaux étangs	Non concerné
Objectif III.3.2 : Optimiser la gestion des étangs	

Objectif III.3-3 : Développer la maîtrise foncière sur les étangs abandonnés	
Objectif III.3-4 : Diminuer les impacts du plan d'eau de Courtavon	
Thème IV : Enjeux transversaux	
Objectif IV-1 : Préserver les surfaces en herbe par le soutien à la filière « élevage »	Non concerné
Objectif IV-2 : Considérer le potentiel de développement le long du canal du Rhône au Rhin Freycinet	
Objectif IV-3 : Favoriser le développement de la pêche associative en rivière	
Objectif IV-4 : Mettre en place une réflexion concertée pour l'eau potable	
Objectif IV-5 : Formaliser l'intervention du SAGE dans le SCOT et les PLU	

Le projet mise en œuvre dans le cadre du projet de FHA répond parfaitement aux enjeux définis dans le SAGE.

5. Mesures correctives ou compensatoires envisagées

Sans objet.

6. Moyens de surveillance

Les ouvrages de collecte et de prétraitement des eaux pluviales feront l'objet de contrôle et d'entretien à intervalle régulier.

C. Annexes

Annexe 1 : Etude géotechnique préalable phase PGC – ALIOS Ingénierie, juin
2021, 51 p.



ETUDE GEOTECHNIQUE PREALABLE Phase PGC



FONCIERE HUGUES AURELE



LOTISSEMENT



GALFINGUE (68)

Indice	Date	Intitulé	Rédaction	Relecture	Nb. Pages + annexes
0	08/06/2021	1 ^{ère} diffusion	R. ROUSSEL-GALLE	S. NICOLAS	22 + 29
1					

DOSSIER AMU219053

HERICOURT, le 08 juin 2021



SOMMAIRE

1)	CONTEXTE DE L'ETUDE	3
2)	SITUATION DU PROJET, TOPOGRAPHIE ET OCCUPATION DU SITE	5
3)	ENQUETE DOCUMENTAIRE	6
3.1	CONTEXTE GEOLOGIQUE	6
3.2	RISQUES GEOTECHNIQUES REFERENCES	6
4)	DESCRIPTION DU PROJET	7
5)	SYNTHESE DES RESULTATS.....	8
5.1	REMARQUES LIMINAIRES	8
5.2	LITHOLOGIE	8
5.3	HYDROGEOLOGIE	9
5.4	PERMEABILITE.....	9
5.5	ESSAIS DE LABORATOIRE	10
5.6	SISMICITE.....	10
6)	AMENAGEMENT DU SITE	11
6.1	CONSTRUCTIBILITE	11
6.2	EDIFICES.....	11
7)	VOIRIES	13
8)	TERRASSEMENTS	15
	CONDITIONS GENERALES	17

Annexes (29 pages)

- Schéma d'implantation des sondages (1 page)
- Coupes des sondages destructifs SD1 à SD4 (8 pages)
- Pénétromètres dynamiques PD1 à PD3 (3 pages)
- Coupes et photographies des sondages à la pelle PM1 à PM7 (14 pages)
- Essais en laboratoire (3 pages)

1) CONTEXTE DE L'ETUDE

A la demande du cabinet **OSTERMANN** et pour le compte de la **FONCIERE HUGUES AURELE**, la société **ALIOS INGENIERIE** – 12 rue des Guinottes – 70400 HERICOURT a réalisé une étude géotechnique dans le cadre du projet d'un nouveau lotissement sur la commune de GALFINGUE (68).

La campagne de reconnaissances fait suite au devis référencé PMU219079 du 02/02/2021 accepté par le client.

Missions géotechniques confiées à ALIOS

Pour les futurs bâtiments et ouvrages d'infiltration :

Etude géotechnique préalable (mission G1 phase PGC), conformément aux missions géotechniques de l'USG et objet de la norme NF P 94-500 (révisée en novembre 2013). Elle a pour buts :

- de définir le contexte géologique et hydrogéologique du site ;
- de reconnaître les caractéristiques géotechniques générales des formations rencontrées sur le site ;
- de mesurer le niveau de l'eau au moment des sondages ;
- de déterminer, en première approche, les solutions de fondation et de dallages envisageables pour les édifices projetés ;
- de mesurer les perméabilités des différentes formations ;
- d'évaluer les conditions et les modalités de réalisation des travaux (terrassements...).

Pour les voiries :

Etude géotechnique de conception phase Avant-Projet (mission G2 phase AVP), conformément aux missions géotechniques de l'USG et objet de la norme NF P 94-500 (révisée en novembre 2013). Elle a pour buts :

- de définir le contexte géologique et hydrogéologique du site ;
- de reconnaître les caractéristiques géotechniques générales des formations rencontrées sur le site ;
- de mesurer le niveau de l'eau au moment des sondages ;
- de définir les possibilités de voiries, de prédimensionner leur couche de forme et de fournir les critères de réception des plateformes.

Investigations géotechniques

Dans le cadre de la campagne de reconnaissances, il a été réalisé sur site le 31/05/2021 les sondages et essais suivants :

- **4 sondages destructifs**, descendus vers 6.00 m de profondeur / sol actuel, pour la définition lithologique, le relevé des venues d'eau éventuelles et la réalisation de **4 essais de perméabilité LEFRANC**. Ils sont reportés SD1 à SD4 sur le plan d'implantation.
- **3 essais au pénétromètre dynamique** descendus jusqu'à 3.00 m de profondeur / sol actuel. Les essais sont reportés PD1 à PD3 sur le plan d'implantation.
- **7 sondages à la pelle mécanique**, descendus jusqu'à 2.70 / 3.00 m de profondeur / sol actuel, pour la définition lithologique, le prélèvement d'échantillons, le relevé des venues d'eau éventuelles et la réalisation de **4 essais de perméabilité MATSUO**. Ils sont reportés PM1 à PM4 sur le plan d'implantation.

A partir des échantillons prélevés en sondages à la pelle, il a été réalisé les essais de laboratoire suivants :

- **3 classifications GTR** (teneur en eau, analyse granulométrique, Valeur de Bleu d'un sol).

Documents d'étude

Dans le cadre de cette étude, il nous a été transmis les documents suivants :

- extrait de plan cadastral en date du 18/01/2021 ;
- plan topographique du site en date du 17/03/2016 ;
- plan de composition du lotissement en date du 26/01/2021.

En complément, nous avons consulté le site INFOTERRE du BRGM où sont répertoriés les sondages déjà réalisés à proximité, les points d'eau et les mouvements de terrains archivés.

2) SITUATION DU PROJET, TOPOGRAPHIE ET OCCUPATION DU SITE

La zone d'étude se situe au Nord de la commune de GALFINGUE (68).



Situation de l'étude (source Géoportail)

Le terrain présente une légère pente en direction du Nord. Les altitudes varient entre les cotes 286 et 298 m NGF d'après le plan topographique fourni.



Photographies de la parcelle le 31/05/2021

Lors de notre intervention, le site correspondait à des champs cultivés avec présence de quelques arbres.

3) **ENQUETE DOCUMENTAIRE**

3.1 Contexte géologique

D'après la carte géologique à l'échelle du 1/50 000 et notre expérience locale, on doit s'attendre à rencontrer des formations lœssiques.

3.2 Risques géotechniques référencés

Selon le site internet www.georisques.gouv.fr, les risques et les arrêtés interministériels affectant la localité sont les suivants :

Risques identifiés

Inondation - Par ruissellement et coulée de boue

Mouvement de terrain - Affaissements et effondrements liés aux cavités souterraines (hors mines)

Mouvement de terrain - Tassements différentiels

Séisme Zone de sismicité : 3

Arrêté catastrophes naturelles référencé

Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le Journal Officiel du
68PREF19990143	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999

Carte aléa retrait-gonflement

Selon le site internet www.georisques.gouv.fr, l'aléa retrait-gonflement des argiles au niveau de la zone d'étude est principalement **MOYEN**.

4) DESCRIPTION DU PROJET

Il est projeté la construction d'un nouveau lotissement comprenant 17 lots.

Il est également prévu la réalisation de voiries, de réseaux, d'aménagements publics et de systèmes d'infiltration des eaux sous voiries.

Les caractéristiques précises des ouvrages ne sont pas définies (a priori pavillons et logements collectifs de type R+1 + combles).



Plan de composition du lotissement (document FHA)

5) SYNTHESE DES RESULTATS

5.1 Remarques liminaires

Le schéma d'implantation des sondages est donné en annexe.

Les profondeurs des différents ensembles lithologiques sont données par rapport à la surface du terrain relevée au moment des sondages. Les altitudes ont été déduites à partir du plan topographique transmis.

5.2 Lithologie

La synthèse des résultats des sondages et des essais réalisés permet de mettre en évidence l'ensemble suivant sous environ 20 / 40 cm de terre végétale :

⇒ **Formation n°1 :**

- Nature : Limon argileux / Argile limoneuse
- Profondeur : jusqu'à environ 6.00 m/TN (base des sondages destructifs)
- Caractéristiques géotechniques :
 - ↳ Résistance de pointe dynamique qd : 1.6 à 5.2 MPa

Il est important de noter la mauvaise tenue des parois des fouilles à la pelle pour cette formation.

Observations :

Les épaisseurs relevées sont celles mesurées au droit des sondages. Elles peuvent subir des fluctuations entre ces points (terrains remanié en surface...).

5.3 Hydrogéologie

De l'eau en fond de fouille a été observée dans les sondages à la pelle.

Les parois des pénétrromètres se sont éboulées dès le retrait des tiges.

Compte tenu de la topographie du site, un phénomène de ruissellement pourra également être observé.

Ce constat est ponctuel et susceptible de varier dans le temps en fonction de la pluviométrie (Niveau des Plus Hautes Eaux – NPHE inconnu).

5.4 Perméabilité

Des essais d'infiltration de type MATSUO et LEFRANC ont été réalisés afin de mesurer la perméabilité des formations.

Aucune perméabilité n'a pu être mesurée compte tenu des circulations d'eau rencontrées au droit des fouilles pour les essais MATSUO (remontée du niveau d'eau).

Concernant les essais LEFRANC aucune descente n'a été mesurée durant la durée des essais (30 minutes).

Compte tenu de ces données, l'infiltration des eaux ne semble pas réalisable.

5.5 Essais de laboratoire

Les procès-verbaux des essais en laboratoire sont fournis en annexe. Les résultats de ces essais sont synthétisés ci-après.

Sondage		PM1	PM4	PM5
Profondeur (m/TN)		1.50	2.80	1.60
Nature		Limon argileux	Argile limoneuse	Limon
Formation		n°1	n°1	n°1
Teneur en eau (%)		26.9	23.9	23.7
Granulométrie Passant à	5 mm	100	100	99
	2 mm	100	100	98
	80 µm	100	95.9	95.9
Valeur de Bleu d'un sol (g/100 g de sol)		2.24	4.52	1.61
Classification GTR		A1	A2	A1

Les matériaux de classe A1 changent rapidement de consistance pour de faibles variations de teneur en eau.

Les matériaux A2 sont peu à moyennement sensibles aux phénomènes de retrait / gonflement. On notera que la valeur de VBS sur les échantillons de PM1 est élevée (proche matériaux A2).

5.6 Sismicité

Selon le décret n°2010-1255 et la norme NF EN 1998 (EUROCODE 8), la classification des sols du site est la suivante :

- zone de sismicité : 3 ;
- type de sol : catégorie C (hypothèse) ;
- paramètre de sol S à prendre en compte : 1.50 (hypothèse).

Le risque de liquéfaction sera à étudier dans le cadre des missions G2.

6) AMENAGEMENT DU SITE

6.1 Constructibilité

La zone étudiée est normalement constructible par le biais de fondations superficielles (pour des édifices apportant de faibles charges).

D'un point de vue hydrologique, des niveaux d'eau sont présents dans les terrains de surface. Des édifices avec sous-sol ne sont pas recommandés.

6.2 Edifices

Pour les fondations :

Pour la réalisation des futurs bâtiments, il peut être envisagé, en première approche :

- des semelles ancrées dans les limons / argiles (formation n°1). La garde hydrique de 1.20 m par rapport à la plus proche surface exposée aux intempéries devra également être respectée. **Des surprofondeurs seront à envisager en présence de passées molles ou de terrain détériorés par les eaux de pluie.**

Dans le cadre des missions G2, il conviendra de vérifier la compacité de la formation n°1. Le pré-dimensionnement et le dimensionnement des fondations des édifices devront être réalisés dans le cadre de missions G2 spécifiques à chaque ouvrage.

Le site se trouve en zone d'aléa moyen vis-à-vis du risque de retrait gonflement. De plus, les formations rencontrées sont sensibles à l'eau et aux variations hydriques. Il conviendra donc de respecter, au moins, les dispositions suivantes :

- encastrement devant assurer les conditions de respect de la garde hydrique soit une profondeur mini de 1.20 m par rapport à la plus proche surface exposée aux intempéries ;
- coulage des fondations à pleine fouille sur toute la hauteur ;
- chaînages soignés de la construction avec mise en place de joints de fractionnement si nécessaire ;
- éviter tout épandage d'eau à proximité de la construction ;
- arbres éloignés de la construction d'au moins 1.5 fois leur hauteur à l'âge adulte. On prévoira également l'abattage et le dessouchage des arbres ne respectant pas ces conditions ;
- mise en œuvre de réseaux étanches et souples afin d'éviter les ruptures ;
- joints de rupture complets entre les parties présentant des différences de niveau.

Pour les niveaux bas :

Compte tenu de la sensibilité des terrains aux phénomènes de retrait / gonflement des argiles, une solution de vide sanitaire ou dalle portée avec aménagement d'un vide en sous-face sera à envisager.

7) **VOIRIES**

Hypothèses

D'après les investigations réalisées, l'arase sera constituée par la formation n°1 (purge de la terre végétale).

Couche de forme

La composition de la couche de forme suivante peut être envisagée avec, de bas en haut :

- un géotextile non-tissé aiguilleté ;
- une couche de forme de 0.60 m minimum en matériau type 0/80 mm non gélif, propre et soigneusement compacté ;
- une couche de réglage de 0.10 m minimum en matériau type 0/31.5 mm non gélif, propre et soigneusement compacté.

Critères de réception des plateformes

Des contrôles par essais à la plaque devront être effectués. Les critères de réception seront les suivants :

- interventions sur la couche de forme : Module EV2 mini ≥ 50 MPa ; EV2/EV1 maxi ≤ 2 .

Sujétions d'exécution

Les précautions suivantes devront être respectées :

- **en cas de PST0-AR0, on réalisera une purge avec substitution ou un cloutage du fond de forme ;**
- épaissement progressif de la couche de forme entre les zones ayant une arase différente tant en nature qu'en profondeur ;
- **drainage éventuel de la plateforme ;**
- purge des sols mous et des sols détériorés par les engins de terrassements et les eaux de pluie ;
- compactage par passes de la couche de forme et mise en œuvre selon les prescriptions du GTR.

ALIOS INGÉNIERIE se tient à la disposition de la maîtrise d'œuvre ou de l'entreprise pour la réalisation des essais de contrôle à la plaque.

8) TERRASSEMENTS

Les travaux pourront, a priori, être réalisés avec des engins de moyenne puissance dans la formation n°1.

Il sera nécessaire de travailler en période climatique favorable ou période de basses eaux (formations très sensibles à l'eau devenant peu portante).

Lors de la réalisation des fondations, il conviendra :

- ↪ **en cas d'instabilité des parois des fouilles, de prévoir un confortement adapté (blindage...) – mauvaise tenue des parois de la formation n°1 en pelle mécanique ;**
- ↪ de nettoyer soigneusement les fonds de fouilles (curage au godet lisse), et de bétonner immédiatement après nettoyage.

Il conviendra de prévoir un captage des eaux apparaissant lors du chantier et un drainage avec rejet vers un exutoire pérenne à l'aval.

L'ensemble des drainages devra être raccordé à une évacuation adaptée (gravitaire ou pompe de relevage) vers un exutoire contrôlé.

La présente étude (G1 phase PGC / G2 phase AVP - voirie) devra être suivie conformément à l'enchaînement des missions géotechniques de la norme NFP 94-500 de novembre 2013, des phases AVP/PRO et DCE/ACT de la mission géotechnique de conception, de la mission géotechnique d'exécution (mission G3 à la charge des entreprises) ainsi que de la supervision géotechnique d'exécution (G4).

Les conclusions du présent rapport sont données sous réserve des conditions générales jointes ci-après.

Rédigé par :

Relu par :

R. ROUSSEL-GALLE

S. NICOLAS

Conditions Générales

1. Avertissement, préambule

Toute commande et ses avenants éventuels impliquent de la part du co-contractant, ci-après dénommé « le Client », signataire du contrat et des avenants, acceptation sans réserve des présentes conditions générales.

Les présentes conditions générales prévalent sur toutes autres, sauf conditions particulières contenues dans le devis ou dérogation formelle et explicite. Toute modification de la commande ne peut être considérée comme acceptée qu'après accord écrit d'ALIOS INGENIERIE.

2. Déclarations obligatoires à la charge du Client, (DT, DICT, ouvrages exécutés)

Dans tous les cas, la responsabilité d'ALIOS INGENIERIE ne saurait être engagée en cas de dommages à des ouvrages publics ou privés (en particulier, ouvrages enterrés et canalisations) dont la présence et l'emplacement précis ne lui auraient pas été signalés par écrit préalablement à sa mission.

Conformément au décret n° 2011-1241 du 5 octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution, le Client doit fournir, à sa charge et sous sa responsabilité, l'implantation des réseaux privés, la liste et l'adresse des exploitants des réseaux publics à proximité des travaux, les plans, informations et résultats des investigations complémentaires consécutifs à sa Déclaration de projet de Travaux (DT). Ces informations sont indispensables pour permettre les éventuelles DICT (le délai de réponse est de 15 jours) et pour connaître l'environnement du projet. En cas d'incertitude ou de complexité pour la localisation des réseaux sur domaine public, il pourra être nécessaire de faire réaliser, à la charge du Client, des fouilles manuelles pour les repérer. Les conséquences et la responsabilité de toute détérioration de ces réseaux par suite d'une mauvaise communication sont à la charge exclusive du Client.

Conformément à l'art L 411-1 du code minier, le Client s'engage à déclarer à la DREAL tout forage réalisé de plus de 10 m de profondeur. De même, conformément à l'article R 214-1 du code de l'environnement, le Client s'engage à déclarer auprès de la DDT du lieu des travaux les sondages et forages destinés à la recherche, à la surveillance ou au prélèvement d'eaux souterraines (piézomètres notamment).

3. Cadre de la mission, objet et nature des prestations, prestations exclues, limites de la mission

Le terme « prestation » désigne exclusivement les prestations énumérées dans le devis d'ALIOS INGENIERIE. Toute prestation différente de celles prévues fera l'objet d'un prix nouveau à négocier. Il est entendu qu'ALIOS INGENIERIE s'engage à procéder selon les moyens actuels de son art, à des recherches consciencieuses et à fournir les indications qu'on peut en attendre. Son obligation est une obligation de moyen et non de résultat au sens de la jurisprudence actuelle des tribunaux. ALIOS INGENIERIE réalise la mission dans les strictes limites de sa définition donnée dans son offre (validité limitée à trois mois à compter de la date de son établissement), confirmée par le bon de commande ou un contrat signé du Client.

La mission et les investigations éventuelles sont strictement géotechniques et n'abordent pas le contexte environnemental. Seule une étude environnementale spécifique comprenant des investigations adaptées permettra de détecter une éventuelle contamination des sols et/ou des eaux souterraines.

ALIOS INGENIERIE n'est solidaire d'aucun autre intervenant sauf si la solidarité est explicitement convenue dans le devis ; dans ce cas, la solidarité ne s'exerce que sur la durée de la mission.

Par référence à la norme NF P 94-500, il appartient au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre ou à toute entreprise de faire réaliser impérativement par des ingénieries compétentes chacune des missions géotechniques (successivement G1, G2, G3 et G4 et les investigations associées) pour suivre toutes les étapes d'élaboration et d'exécution du projet. Si la mission d'investigation est commandée seule, elle est limitée à l'exécution matérielle de sondages et à l'établissement d'un compte rendu factuel sans interprétation et elle exclut toute activité d'étude ou de conseil. La mission de diagnostic géotechnique G5 engage le géotechnicien uniquement dans le cadre strict des objectifs ponctuels fixés et acceptés.

Si ALIOS INGENIERIE déclare être titulaire de la certification ISO 9001, le Client agit de telle sorte qu'ALIOS INGENIERIE puisse respecter les dispositions de son système qualité dans la réalisation de sa mission.

4. Plans et documents contractuels

ALIOS INGENIERIE réalise la mission conformément à la réglementation en vigueur lors de son offre, sur la base des données communiquées par le Client. Le Client est seul responsable de l'exactitude de ces données. En cas d'absence de transmission ou d'erreur sur ces données, ALIOS INGENIERIE est exonéré de toute responsabilité.

5. Limites d'engagement sur les délais

Sauf indication contraire précise, les estimations de délais d'intervention et d'exécution données aux termes du devis ne sauraient engager ALIOS INGENIERIE. Sauf stipulation contraire, il ne sera pas appliqué de pénalités de retard et si tel devait être le cas elles seraient plafonnées à 5% de la commande. En toute hypothèse, la responsabilité d'ALIOS INGENIERIE est dérogée de plein droit en cas d'insuffisance des informations fournies par le Client ou si le Client n'a pas respecté ses obligations, en cas de force majeure ou d'événements imprévisibles (notamment la rencontre de sols inattendus, la survenance de circonstances naturelles exceptionnelles) et de manière générale en cas d'événement extérieur à ALIOS INGENIERIE modifiant les conditions d'exécution des prestations objet de la commande ou les rendant impossibles.

ALIOS INGENIERIE n'est pas responsable des délais de fabrication ou d'approvisionnement de fournitures lorsqu'elles font l'objet d'un contrat de négoce passé par le Client ou ALIOS INGENIERIE avec un autre Prestataire.

6. Formalités, autorisations et obligations d'information, accès, dégâts aux ouvrages et cultures

Toutes les démarches et formalités administratives ou autres, en particulier l'obtention de l'autorisation de pénétrer sur les lieux pour effectuer des prestations de la mission sont à la charge du Client. Le Client se charge d'une part d'obtenir et communiquer les autorisations requises pour l'accès du personnel et des matériels nécessaires à ALIOS INGENIERIE en toute sécurité dans l'enceinte des propriétés privées ou sur le domaine public, d'autre part de fournir tous les documents relatifs aux dangers et aux risques cachés, notamment ceux liés aux réseaux, aux obstacles enterrés et à la pollution des sols et des nappes. Le Client s'engage à communiquer les règles pratiques que les intervenants doivent respecter en matière de santé, sécurité et respect de l'environnement : il assure en tant que de besoin la formation du personnel, notamment celui d'ALIOS INGENIERIE, entrant dans ces domaines, préalablement à l'exécution de la mission. Le Client sera tenu responsable de tout dommage corporel, matériel ou immatériel dû à une spécificité du site connue de lui et non clairement indiquée à ALIOS INGENIERIE avant toutes interventions.

Sauf spécifications particulières, les travaux permettant l'accès aux points de sondages ou d'essais et l'aménagement des plates-formes ou grutage nécessaires aux matériels utilisés sont à la charge du Client.

Les investigations peuvent entraîner d'inévitables dommages sur le site, en particulier sur la végétation, les cultures et les ouvrages existants, sans qu'il y ait négligence ou faute de la part de son exécutant. Les remises en état, réparations ou indemnités correspondantes sont à la charge du Client.

7. Implantation, nivellement des sondages

Au cas où l'implantation des sondages est imposée par le Client ou son conseil, ALIOS INGENIERIE est exonéré de toute responsabilité dans les événements consécutifs à ladite implantation. La mission ne comprend pas les implantations topographiques permettant de définir l'emprise des ouvrages et zones à étudier ni la mesure des coordonnées précises des points de sondages ou d'essais. Les éventuelles altitudes indiquées pour chaque sondage (qu'il s'agisse de cotes de références rattachées à un repère arbitraire ou de cotes NGF) ne sont données qu'à titre indicatif. Seules font foi les profondeurs mesurées depuis le sommet des sondages et comptées à partir du niveau du sol au moment de la réalisation des essais. Pour que ces altitudes soient garanties, il convient qu'elles soient relevées par un Géomètre Expert avant remodelage du terrain. Il en va de même pour l'implantation des sondages sur le terrain.

8. Hydrogéologie

Les niveaux d'eau indiqués dans le rapport correspondent uniquement aux niveaux relevés au droit des sondages exécutés et à un moment précis. En dépit de la qualité de l'étude les aléas suivants subsistent, notamment la variation des niveaux d'eau en relation avec la météo ou une modification de l'environnement des études. Seule une étude hydrogéologique spécifique permet de déterminer les amplitudes de variation de ces niveaux, les cotes de crue et les PHEC (Plus Hautes Eaux Connues).

9. Recommandations, aléas, écart entre prévision de l'étude et réalité en cours de travaux

Si, en l'absence de plans précis des ouvrages projetés, ALIOS INGENIERIE a été amené à faire une ou des hypothèses sur le projet, il appartient au Client de lui communiquer par écrit ses observations éventuelles sans quoi, il ne pourrait en aucun cas et pour quelque raison que ce soit lui être reproché d'avoir établi son étude dans ces conditions.

L'étude géotechnique s'appuie sur les renseignements reçus concernant le projet, sur un nombre limité de sondages et d'essais, et sur des profondeurs d'investigation limitées qui ne permettent pas de lever toutes les incertitudes inévitables à cette science naturelle. En dépit de la qualité de l'étude, des incertitudes subsistent du fait notamment du caractère ponctuel des investigations, de la variation d'épaisseur des remblais et/ou des différents couches, de la présence de vestiges enterrés. Les conclusions géotechniques ne peuvent donc conduire à traiter à forfait le prix des fondations compte tenu d'une hétérogénéité, naturelle ou du fait de l'homme, toujours possible et des aléas d'exécution pouvant survenir lors de la découverte des terrains. Si un caractère évolutif particulier a été mis en lumière (notamment glissement, érosion, dissolution, remblais évolutifs, tourbe), l'application des recommandations du rapport nécessite une actualisation à chaque étape du projet notamment s'il s'écoule un laps de temps important avant l'étape suivante.

L'estimation des quantités des ouvrages géotechniques nécessite, une mission d'étude géotechnique de conception G2 - phase PRO. Les éléments géotechniques non décelés par l'étude et mis en évidence lors de l'exécution (pouvant avoir une incidence sur les conclusions du rapport) et les incidents importants survenus au cours des travaux (notamment glissement, dommages aux avoisinants ou aux existants) doivent obligatoirement être portés à la connaissance d'ALIOS INGENIERIE ou signalés aux géotechniciens chargés des missions de suivi géotechnique d'exécution G3 et de supervision géotechnique d'exécution G4, afin que les conséquences sur la conception géotechnique et les conditions d'exécution soient analysées par un homme de l'art.

10. Rapport de mission, réception des travaux, fin de mission, délais de validation des documents par le client

A défaut de clauses spécifiques contractuelles, la remise du dernier document à fournir dans le cadre de la mission fixe le terme de la mission. La date de la fin de mission est celle de l'approbation par le Client du dernier document à fournir dans le cadre de la mission. L'approbation doit intervenir au plus tard deux semaines après sa remise au Client, et est considérée implicite en cas de silence. La fin de la mission donne lieu au paiement du solde de la mission.

11. Réserve de propriété, confidentialité, propriété des études, diagrammes

Les coupes de sondages, plans et documents établis par les soins d'ALIOS INGÉNIERIE dans le cadre de sa mission ne peuvent être utilisés, publiés ou reproduits par des tiers sans son autorisation. Le Client ne devient propriétaire des prestations réalisées par ALIOS INGÉNIERIE qu'après règlement intégral des sommes dues. Le Client ne peut pas les utiliser pour d'autres ouvrages sans accord écrit préalable d'ALIOS INGÉNIERIE. Le Client s'engage à maintenir confidentielle et à ne pas utiliser pour son propre compte ou celui de tiers toute information se rapportant au savoir-faire d'ALIOS INGÉNIERIE, qu'il soit breveté ou non, portée à sa connaissance au cours de la mission et qui n'est pas dans le domaine public, sauf accord préalable écrit d'ALIOS INGÉNIERIE. Si dans le cadre de sa mission, ALIOS INGÉNIERIE mettrait au point une nouvelle technique, celle-ci serait sa propriété. ALIOS INGÉNIERIE serait libre de déposer tout brevet s'y rapportant, le Client bénéficiant, dans ce cas, d'une licence non exclusive et non cessible, à titre gratuit et pour le seul ouvrage étudié.

12. Modifications du contenu de la mission en cours de réalisation

La nature des prestations et des moyens à mettre en œuvre, les prévisions des avancements et délais, ainsi que les prix sont déterminés en fonction des éléments communiqués par le client et ceux recueillis lors de l'établissement de l'offre. Des conditions imprévisibles par ALIOS INGÉNIERIE au moment de l'établissement de son offre touchant à la géologie, aux hypothèses de travail, au projet et à son environnement, à la législation et aux règlements, à des événements imprévus, survenant en cours de mission autorisent ALIOS INGÉNIERIE à proposer au Client un avenant avec notamment modification des prix et des délais. A défaut d'un accord écrit du Client dans un délai de deux semaines à compter de la réception de la lettre d'adaptation de la mission. ALIOS INGÉNIERIE est en droit de suspendre immédiatement l'exécution de sa mission, les prestations réalisées à cette date étant rémunérées intégralement, et sans que le Client ne puisse faire état d'un préjudice. Dans l'hypothèse où ALIOS INGÉNIERIE est dans l'impossibilité de réaliser les prestations prévues pour une cause qui ne lui est pas imputable, le temps d'immobilisation de ses équipes est rémunéré par le client.

13. Modifications du projet après fin de mission, délai de validité du rapport

Le rapport constitue une synthèse de la mission définie par la commande. Le rapport et ses annexes forment un ensemble indissociable. Toute interprétation, reproduction partielle ou utilisation par un autre maître de l'ouvrage, un autre constructeur ou maître d'œuvre, ou pour un projet différent de celui objet de la mission, ne saurait engager la responsabilité d'ALIOS INGÉNIERIE et pourra entraîner des poursuites judiciaires. La responsabilité d'ALIOS INGÉNIERIE ne saurait être engagée en dehors du cadre de la mission objet du rapport. Toute modification apportée au projet et à son environnement ou tout élément nouveau mis à jour au cours des travaux et non détecté lors de la mission d'origine, nécessite une adaptation du rapport initial dans le cadre d'une nouvelle mission.

Le client doit faire actualiser le dernier rapport de mission en cas d'ouverture du chantier plus de 1 an après sa livraison. Il en est de même notamment en cas de travaux de terrassements, de démolition ou de réhabilitation du site (à la suite d'une contamination des terrains et/ou de la nappe) modifiant entre autres les qualités mécaniques, les dispositions constructives et/ou la répartition de tout ou partie des sols sur les emprises concernées par l'étude géotechnique.

14. Conditions d'établissement des prix, variation dans les prix, conditions de paiement, acompte et provision, retenue de garantie

Les prix unitaires s'entendent hors taxes. Ils sont majorés de la T.V.A. au taux en vigueur le jour de la facturation. Ils sont établis aux conditions économiques en vigueur à la date d'établissement de l'offre. Ils sont fermes et définitifs pour une durée de trois mois. Au-delà, ils sont actualisés par application de l'indice "Sondages et Forages TP 04" pour les investigations in situ et en laboratoire, et par application de l'indice « SYNTEC » pour les prestations d'études, l'Indice de base étant celui du mois de l'établissement du devis. Aucune retenue de garantie n'est appliquée sur le coût de la mission.

Dans le cas où le marché nécessite une intervention d'une durée supérieure à un mois, des factures mensuelles intermédiaires sont établies. Lors de la passation de la commande ou de la signature du contrat, ALIOS INGÉNIERIE peut exiger un acompte dont le montant est défini dans les conditions particulières et correspond à un pourcentage du total estimé des honoraires et frais correspondants à l'exécution du contrat. Le montant de cet acompte est déduit de la facture ou du décompte final. En cas de sous-traitance dans le cadre d'un ouvrage public, les factures d'ALIOS INGÉNIERIE sont réglées directement et intégralement par le maître d'ouvrage, conformément à la loi n°75-1334 du 31/12/1975.

Les paiements interviennent à réception de la facture et sans escompte. En l'absence de paiement au plus tard le jour suivant la date de règlement figurant sur la facture, il sera appliqué à compter dudit jour et de plein droit, un intérêt de retard égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement la plus récente majorée de 10 points de pourcentage. Cette pénalité de retard sera exigible sans qu'un rappel soit nécessaire à compter du jour suivant la date de règlement figurant sur la facture.

En sus de ces pénalités de retard, le Client sera redevable de plein droit des frais de recouvrement exposés ou d'une indemnité forfaitaire de 40 €.

Un désaccord quelconque ne saurait constituer un motif de non paiement des prestations de la mission réalisées antérieurement. La compensation est formellement exclue : le Client s'interdit de déduire le montant des préjudices qu'il allègue des honoraires dus.

15. Résiliation anticipée

Toute procédure de résiliation est obligatoirement précédée d'une tentative de conciliation. En cas de force majeure, cas fortuit ou de circonstances indépendantes d'ALIOS INGÉNIERIE, celui-ci a la faculté de résilier son contrat sous réserve d'en informer son Client par lettre recommandée avec accusé de réception. En toute hypothèse, en cas d'inexécution par l'une ou l'autre des parties de ses obligations, et 8 jours après la mise en demeure visant la présente clause résolutoire demeurée sans effet, le contrat peut être résilié de plein droit. La résiliation du contrat implique le paiement de l'ensemble des prestations régulièrement exécutées par ALIOS INGÉNIERIE au jour de la résiliation et en sus, d'une indemnité égale à 20 % des honoraires qui resteraient à percevoir si la mission avait été menée jusqu'à son terme.

16. Répartition des risques, responsabilités et assurances

ALIOS INGÉNIERIE n'est pas tenu d'avertir son Client sur les risques encourus déjà connus ou ne pouvant être ignorés du Client compte tenu de sa compétence. Ainsi par exemple, l'attention du Client est attirée sur le fait que le béton armé est inévitablement fissuré, les revêtements appliqués sur ce matériau devant avoir une souplesse suffisante pour s'adapter sans dommage aux variations d'ouverture des fissures. Le devoir de conseil d'ALIOS INGÉNIERIE vis-à-vis du Client ne s'exerce que dans les domaines de compétence requis pour l'exécution de la mission spécifiquement confiée. Tout élément nouveau connu du Client après la fin de la mission doit être communiqué à ALIOS INGÉNIERIE qui pourra, le cas échéant, proposer la réalisation d'une mission complémentaire. A défaut de communication des éléments nouveaux ou d'acceptation de la mission complémentaire, le Client en assumera toutes les conséquences. En aucun cas, ALIOS INGÉNIERIE ne sera tenu pour responsable des conséquences d'un non-respect de ses préconisations ou d'une modification de celles-ci par le Client pour quelque raison que ce soit. L'attention du Client est attirée sur le fait que toute estimation de quantités faite à partir de données obtenues par prélèvements ou essais ponctuels sur le site objet des prestations est entachée d'une incertitude fonction de la représentativité de ces données ponctuelles extrapolées à l'ensemble du site. Toutes les pénalités et indemnités qui sont prévues au contrat ou dans l'offre remise par ALIOS INGÉNIERIE ont la nature de dommages et intérêts forfaitaires, libératoires et exclusifs de toute autre sanction ou indemnisation.

Assurance décennale obligatoire

ALIOS INGÉNIERIE bénéficie d'un contrat d'assurance au titre de la responsabilité décennale afférente aux ouvrages soumis à l'obligation d'assurance, conformément à l'article L.241-1 du Code des assurances. Conformément aux usages et aux capacités du marché de l'assurance et de la réassurance, le contrat impose une obligation de déclaration préalable et d'adaptation de la garantie pour les ouvrages dont la valeur HT (travaux et honoraires compris) excède au jour de la déclaration d'ouverture de chantier un montant de 15 M€. Il est expressément convenu que le client a l'obligation d'informer ALIOS INGÉNIERIE d'un éventuel dépassement de ce seuil, et accepte, et fournit tous éléments d'information nécessaires à l'adaptation de la garantie. Le client prend également l'engagement, de souscrire à ses frais un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD), contrat dans lequel ALIOS INGÉNIERIE sera expressément mentionné parmi les bénéficiaires. Par ailleurs, les ouvrages de caractère exceptionnel, voir inusuels sont exclus du présent contrat et doivent faire l'objet d'une cotation particulière. Le prix fixé dans l'offre ayant été déterminé en fonction de conditions normales d'assurabilité de la mission, il sera réajusté, et le client s'engage à l'accepter, en cas d'éventuelle surcotisation qui serait demandée à ALIOS INGÉNIERIE par rapport aux conditions de base de son contrat d'assurance. A défaut de respecter ces engagements, le client en supportera les conséquences financières (notamment en cas de défaut de garantie d'ALIOS INGÉNIERIE qui n'aurait pu s'assurer dans de bonnes conditions, faute d'informations suffisantes). Le maître d'ouvrage est tenu d'informer ALIOS INGÉNIERIE de la DOC (déclaration d'ouverture de chantier).

Ouvrages non soumis à l'obligation d'assurance

Les ouvrages dont la valeur HT (travaux et honoraires compris) excède un montant de 15 M€ HT doivent faire l'objet d'une déclaration auprès d'ALIOS INGÉNIERIE qui en référera à son assureur pour détermination des conditions d'assurance. Les limitations relatives au montant des chantiers auxquels ALIOS INGÉNIERIE participe ne sont pas applicables aux missions portant sur des ouvrages d'infrastructure linéaire, c'est-à-dire routes, voies ferrées, tramway, etc. En revanche, elles demeurent applicables lorsque sur le tracé linéaire, la/les mission(s) de l'assuré porte(nt) sur des ouvrages précis tels que ponts, viaducs, échangeurs, tunnels, tranchées couvertes... En tout état de cause, il appartiendra au client de prendre en charge toute éventuelle surcotisation qui serait demandée à ALIOS INGÉNIERIE par rapport aux conditions de base de son contrat d'assurance. Toutes les conséquences financières d'une déclaration insuffisante quant au coût de l'ouvrage seront supportées par le client et le maître d'ouvrage.

ALIOS INGÉNIERIE assume les responsabilités qu'il engage par l'exécution de sa mission telle que décrite au présent contrat. A ce titre, il est responsable de ses prestations dont la défectuosité lui est imputable. ALIOS INGÉNIERIE sera garanti en totalité par le Client contre les conséquences de toute recherche en responsabilité dont il serait l'objet du fait de ses prestations, de la part de tiers au présent contrat, le client ne garantissant cependant ALIOS INGÉNIERIE qu'au delà du montant de responsabilité visé ci-dessous pour le cas des prestations défectueuses. La responsabilité globale et cumulée d'ALIOS INGÉNIERIE au titre ou à l'occasion de l'exécution du contrat sera limitée à trois fois le montant de ses honoraires sans pour autant excéder les garanties délivrées par son assureur, et ce pour les dommages de quelque nature que ce soit et quel qu'en soit le fondement juridique. Il est expressément convenu qu'ALIOS INGÉNIERIE ne sera pas responsable des dommages immatériels consécutifs ou non à un dommage matériel tels que, notamment, la perte d'exploitation, la perte de production, la manque à gagner, la perte de profit, la perte de contrat, la perte d'image, l'immobilisation de personnel ou d'équipements.

17. Cessibilité de contrat

Le Client reste redevable du paiement de la facture sans pouvoir opposer à quelque titre que ce soit la cession du contrat, la réalisation pour le compte d'autrui, l'existence d'une promesse de porte-fort ou encore l'existence d'une stipulation pour autrui.

18. Litiges

En cas de litige pouvant survenir dans l'application du contrat, seul le droit français est applicable. Seules les juridictions du ressort du siège social d'ALIOS INGÉNIERIE, sont compétentes, même en cas de demande incidente ou d'appel en garantie ou de pluralité de défendeurs.



CONDITIONS GENERALES DES MISSIONS D'INGENIERIE GEOTECHNIQUE (Version novembre 2013)

1. Cadre de la mission

Par référence à la norme NF P 94-500 sur les missions d'ingénierie géotechnique (en particulier extrait de 2 pages du chapitre 4 joint à toute offre et à tout rapport), il appartient au maître d'ouvrage et à son maître d'œuvre de veiller à ce que toutes les missions d'ingénierie géotechnique nécessaires à la conception puis à l'exécution de l'ouvrage soient engagées avec les moyens opportuns et confiées à des hommes de l'Art.

L'enchaînement des missions d'ingénierie géotechnique suit la succession des phases d'élaboration du projet, chacune de ces missions ne couvrant qu'un domaine spécifique de la conception ou de l'exécution.

En particulier :

- Les missions d'études géotechniques préalables (étude de site G1 ES, étude des Principes Généraux de Construction G1 PGC), Les missions d'études géotechniques de conception (étude d'avant-projet G2 AVP, étude de projet G2 PRO et étude G2 DCE/ACT), Les missions étude et suivi géotechniques d'exécution (G3), de supervision géotechnique d'exécution (G4) sont réalisées dans l'ordre successif.
- Exceptionnellement, une mission confiée à notre société peut ne contenir qu'une partie des prestations décrites dans la mission type correspondante après accord explicite, le client confiant obligatoirement le complément de la mission à un autre prestataire spécialisé en ingénierie géotechnique.
- L'exécution d'investigations géotechniques engage notre société uniquement sur la conformité des travaux exécutés à ceux contractuellement commandés et sur l'exactitude des résultats qu'elle fournit.
- Toute mission d'ingénierie géotechnique n'engage notre société sur son devoir de conseil que dans le cadre strict, d'une part, des objectifs explicitement définis dans notre proposition technique sur la base de laquelle la commande et ses avenants éventuels ont été établis, d'autre part, du projet du client décrit par les documents graphiques ou plans cités dans le rapport.
- Toute mission d'étude géotechnique préalable G1 phase ES ou PGC, d'étude géotechnique de conception G2 AVP, ou de diagnostic géotechnique exclut tout engagement de notre société sur les quantités, coûts et délais d'exécution des futurs ouvrages géotechniques. De convention expresse, la responsabilité de notre société ne peut être engagée que dans l'hypothèse où la mission suivante d'étude géotechnique de projet lui est confiée.
- Une mission d'étude géotechnique de conception G2 AVP, de projet G2 PRO et G2 DCE/ACT engage notre société en tant qu'assistant technique à la maîtrise d'œuvre dans les limites du contrat fixant l'étendue de la mission et la (ou les) partie(s) d'ouvrage(s) concerné(s).

La responsabilité de notre société ne saurait être engagée en dehors du cadre de la mission d'ingénierie géotechnique objet du rapport. En particulier, toute modification apportée au projet ou à son environnement nécessite la réactualisation du rapport géotechnique dans le cadre d'une nouvelle mission.

2. Recommandations

Il est précisé que l'étude géotechnique repose sur une investigation du sol dont la maille ne permet pas de lever la totalité des aléas toujours possibles en milieu naturel. En effet, des hétérogénéités, naturelles ou du fait de l'homme, des discontinuités et des aléas d'exécution peuvent apparaître compte tenu du rapport entre le volume échantillonné ou testé et le volume sollicité par l'ouvrage, et ce d'autant plus que ces singularités éventuelles peuvent être limitées en extension. Les éléments géotechniques nouveaux mis en évidence lors de l'exécution, pouvant avoir une influence sur les conclusions du rapport, doivent immédiatement être signalés à l'ingénierie géotechnique chargée de l'étude et suivi géotechniques d'exécution (mission G3) afin qu'elle en analyse les conséquences sur les conditions d'exécution voire la conception de l'ouvrage géotechnique.

Si un caractère évolutif particulier a été mis en lumière (notamment glissement, érosion, dissolution, remblais évolutifs, tourbe), l'application des recommandations du rapport nécessite une validation à chaque étape suivante de la conception ou de l'exécution. En effet, un tel caractère évolutif peut remettre en cause ces recommandations notamment s'il s'écoule un laps de temps important avant leur mise en œuvre.

3. Rapport de la mission

Le rapport géotechnique constitue le compte-rendu de la mission d'ingénierie géotechnique définie par la commande au titre de laquelle il a été établi et dont les références sont rappelées en tête. A défaut de clauses spécifiques contractuelles, la remise du rapport géotechnique fixe la fin de la mission.

Un rapport géotechnique et toutes ses annexes identifiées constituent un ensemble indissociable. Les deux exemplaires de référence en sont les deux originaux conservés : un par le client et le second par notre société. Dans ce cadre, toute autre interprétation qui pourrait être faite d'une communication ou reproduction partielle ne saurait engager la responsabilité de notre société. En particulier l'utilisation même partielle de ces résultats et conclusions par un autre maître d'ouvrage ou par un autre constructeur ou pour un autre ouvrage que celui objet de la mission confiée ne pourra en aucun cas engager la responsabilité de notre société et pourra entraîner des poursuites judiciaires.

Extrait de la norme NF P 94-500 révisée en novembre 2013
4. Classification et enchaînement des missions types d'ingénierie géotechnique

Le Maître d'Ouvrage doit associer l'ingénierie géotechnique au même titre que les autres ingénieries à la Maîtrise d'Œuvre et ce, à toutes les étapes successives de conception, puis de réalisation de l'ouvrage. Le Maître d'Ouvrage, ou son mandataire, doit veiller à la synchronisation des missions d'ingénierie géotechnique avec les phases effectives à la Maîtrise d'Œuvre du projet.

L'enchaînement et la définition synthétique des missions d'ingénierie géotechnique sont donnés dans les tableaux 1 et 2. Deux ingénieries géotechniques différentes doivent intervenir : la première pour le compte du Maître d'Ouvrage ou de son mandataire lors des étapes 1 à 3, la seconde pour le compte de l'entreprise lors de l'étape 3.

Enchaînement des missions G1 à G4	Phases de la maîtrise d'œuvre	Mission d'ingénierie géotechnique (GN) et Phase de la mission		Objectifs à atteindre pour les ouvrages géotechniques	Niveau de management des risques géotechniques attendu	Prestations d'investigations géotechniques à réaliser
Étape 1 : Etude géotechnique préalable (G1)		Etude géotechnique préalable (G1) Phase Etude de Site (ES)		Spécificités géotechniques du site	Première identification des risques présentés par le site	Fonction des données existantes et de la complexité géotechnique
	Etude préliminaire, Esquisse, APS	Etudes géotechnique préalable (G1) Phase Principes Généraux de Construction (PGC)		Première adaptation des futurs ouvrages aux spécificités du site	Première identification des risques pour les futurs ouvrages	Fonctions des données existantes et de la complexité géotechnique
Étape 2 : Etude géotechnique de conception (G2)	APD/AVP	Etude géotechnique de conception (G2) Phase Avant-projet (AVP)		Définition et comparaison des solutions envisageables pour le projet	Mesures préventives pour la réduction des risques identifiés, mesures correctives pour les risques résiduels avec détection au plus tôt de leur survenance	Fonction du site et de la complexité du projet (<i>choix constructifs</i>)
	PRO	Etudes géotechniques de conception (G2) Phase Projet (PRO)		Conception et justifications du projet		Fonction du site et de la complexité du projet (<i>choix constructifs</i>)
	DCE/ACT	Etude géotechnique de conception (G2) Phase DCE/ACT		Consultation sur le projet de base/choix de l'entreprise et mise au point du contrat de travaux		
Étape 3 : Etudes géotechniques de réalisation (G3/G4)		A la charge de l'entreprise	A la charge du maître d'ouvrage			
	EXE/VISA	Etude de suivi géotechniques d'exécution (G3) Phase Etude (en interaction avec la phase suivi)	Supervision géotechnique d'exécution (G4) Phase Supervision de l'étude géotechnique d'exécution (<i>en interaction avec la phase supervision du suivi</i>)	Etude d'exécution conforme aux exigences du projet, avec maîtrise de la qualité, du délai et du coût	Identification des risques résiduels, mesures correctives, contrôle du management des risques résiduels (<i>réalité des actions, vigilance, mémorisation, capitalisation des retours d'expérience</i>)	Fonction des méthodes de construction et des adaptations proposées si des risques identifiés surviennent
	DET/AOR	Etude et suivi géotechniques d'exécutions (G3) Phase Suivi (en interaction avec la Phase Etude)	Supervision géotechnique d'exécution (G4) Phase Supervision du suivi géotechnique d'exécution (<i>en interaction avec la phase Supervision de l'étude</i>)	Exécution des travaux en toute sécurité et en conformité avec les attentes du maître d'ouvrage		Fonction du contexte géotechnique observé et du comportement de l'ouvrage et des avoisinants en cours de travaux
A toute étape d'un projet ou sur un ouvrage existant	Diagnostic	Diagnostic géotechnique (G5)		Influence d'un élément géotechnique spécifique sur le projet ou sur l'ouvrage existant	Influence de cet élément géotechnique sur les risques géotechniques identifiés	Fonction de l'élément géotechnique étudié

Tableau 2 – Classification des missions d'ingénierie géotechnique

L'enchaînement des missions d'ingénierie géotechnique (étapes 1 à 3) doit suivre les étapes de conception et de réalisation de tout projet pour contribuer à la maîtrise des risques géotechniques. Le maître d'ouvrage ou son mandataire doit faire réaliser successivement chacune de ces missions par une ingénierie géotechnique. Chaque mission s'appuie sur des données géotechniques adaptées issues d'investigations géotechniques appropriées.

ETAPE 1 : ETUDE GEOTECHNIQUE PREALABLE (G1)

Cette mission exclut toute approche des quantités, délais et coûts d'exécution des ouvrages géotechniques qui entre dans le cadre de la mission d'étude géotechnique de conception (étape 2). Elle est à la charge du maître d'ouvrage ou son mandataire. Elle comprend deux phases:

Phase Étude de Site (ES)

Elle est réalisée en amont d'une étude préliminaire, d'esquisse ou d'APS pour une première identification des risques géotechniques d'un site. - Faire une enquête documentaire sur le cadre géotechnique du site et l'existence d'avoisinants avec visite du site et des alentours.

- Définir si besoin un programme d'investigations géotechniques spécifique, le réaliser ou en assurer le suivi technique, en exploiter les résultats.
- Fournir un rapport donnant pour le site étudié un modèle géologique préliminaire, les principales caractéristiques géotechniques et une première identification des risques géotechniques majeurs.

Phase Principes Généraux de Construction (PGC)

Elle est réalisée au stade d'une étude préliminaire, d'esquisse ou d'APS pour réduire les conséquences des risques géotechniques majeurs identifiés. Elle s'appuie obligatoirement sur des données géotechniques adaptées.

- Définir si besoin un programme d'investigations géotechniques spécifique, le réaliser ou en assurer le suivi technique, en exploiter les résultats.
- Fournir un rapport de synthèse des données géotechniques à ce stade d'étude (première approche de la ZIG, horizons porteurs potentiels, ainsi que certains principes généraux de construction envisageables (notamment fondations, terrassements, ouvrages enterrés, améliorations de sols).

ETAPE 2 : ETUDE GEOTECHNIQUE DE CONCEPTION (G2)

Cette mission permet l'élaboration du projet des ouvrages géotechniques et réduit les conséquences des risques géotechniques importants identifiés. Elle est à la charge du maître d'ouvrage ou son mandataire et est réalisée en collaboration avec la maîtrise d'œuvre ou intégrée à cette dernière. Elle comprend trois phases:

Phase Avant-projet (AVP)

Elle est réalisée au stade de l'avant-projet de la maîtrise d'œuvre et s'appuie obligatoirement sur des données géotechniques adaptées.

- Définir si besoin un programme d'investigations géotechniques spécifique, le réaliser ou en assurer le suivi technique, en exploiter les résultats.
- Fournir un rapport donnant les hypothèses géotechniques à prendre en compte au stade de l'avant-projet, les principes de construction envisageables (terrassements, soutènements, pentes et talus, fondations, assises des dallages et voiries, améliorations de sols, dispositions générales vis-à-vis des nappes et des avoisinants), une ébauche dimensionnelle par type d'ouvrage géotechnique et la pertinence d'application de la méthode observationnelle pour une meilleure maîtrise des risques géotechniques.

Phase Projet (PRO)

Elle est réalisée au stade du projet de la maîtrise d'œuvre et s'appuie obligatoirement sur des données géotechniques adaptées suffisamment représentatives pour le site. - Définir si besoin un programme d'investigations géotechniques spécifique, le réaliser ou en assurer le suivi technique, en exploiter les résultats.

- Fournir un dossier de synthèse des hypothèses géotechniques à prendre en compte au stade du projet (valeurs caractéristiques des paramètres géotechniques en particulier), des notes techniques donnant les choix constructifs des ouvrages géotechniques (terrassements, soutènements, pentes et talus, fondations, assises des dallages et voiries, améliorations de sols, dispositions vis-à-vis des nappes et des avoisinants), des notes de calcul de dimensionnement, un avis sur les valeurs seuils et une approche des quantités.

Phase DCE / ACT

Elle est réalisée pour finaliser le Dossier de Consultation des Entreprises et assister le maître d'ouvrage pour l'établissement des Contrats de Travaux avec le ou les entrepreneurs retenus pour les ouvrages géotechniques.

- Établir ou participer à la rédaction des documents techniques nécessaires et suffisants à la consultation des entreprises pour leurs études de réalisation des ouvrages géotechniques (dossier de la phase Projet avec plans, notices techniques, cahier des charges particulières, cadre de bordereau des prix et d'estimatif, planning prévisionnel).
- Assister éventuellement le maître d'ouvrage pour la sélection des entreprises, analyser les offres techniques, participé à la finalisation des pièces techniques des contrats de travaux.

ETAPE 3 : ETUDES GEOTECHNIQUES DE REALISATION (G3 et G4, distinctes et simultanées) ETUDE ET SUIVI GEOTECHNIQUES D'EXECUTION (G3)

Cette mission permet de réduire les risques géotechniques résiduels par la mise en œuvre à temps de mesures correctives d'adaptation ou d'optimisation. Elle est confiée à l'entrepreneur sauf disposition contractuelle contraire, sur la base de la phase G2 DCE/ACT. Elle comprend deux phases interactives:

Phase Étude

- Définir si besoin un programme d'investigations géotechniques spécifique, le réaliser ou en assurer le suivi technique, en exploiter les résultats.
- Étudier dans le détail les ouvrages géotechniques: notamment établissement d'une note d'hypothèses géotechniques sur la base des données fournies par le contrat de travaux ainsi que des résultats des éventuelles investigations complémentaires, définition et dimensionnement (calculs justificatifs) des ouvrages géotechniques, méthodes et conditions d'exécution (phasages généraux, suivis, auscultations et contrôles à prévoir, valeurs seuils, dispositions constructives complémentaires éventuelles).
- Élaborer le dossier géotechnique d'exécution des ouvrages géotechniques provisoires et définitifs: plans d'exécution, de phasage et de suivi.

Phase Suivi

- Suivre en continu les auscultations et l'exécution des ouvrages géotechniques, appliquer si nécessaire des dispositions constructives prédéfinies en phase Étude.
- Vérifier les données géotechniques par relevés lors des travaux et par un programme d'investigations géotechniques complémentaire si nécessaire (le réaliser ou en assurer le suivi technique, en exploiter les résultats).
- Établir la prestation géotechnique du dossier des ouvrages exécutés (DOE) et fournir les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage (DIUO)

SUPERVISION GEOTECHNIQUE D'EXECUTION (G4)

Cette mission permet de vérifier la conformité des hypothèses géotechniques prises en compte dans la mission d'étude et suivi géotechniques d'exécution. Elle est à la charge du maître d'ouvrage ou son mandataire et est réalisée en collaboration avec la maîtrise d'œuvre ou intégrée à cette dernière. Elle comprend deux phases interactives:

Phase Supervision de l'étude d'exécution

- Donner un avis sur la pertinence des hypothèses géotechniques de l'étude géotechnique d'exécution, des dimensionnements et méthodes d'exécution, des adaptations ou optimisations des ouvrages géotechniques proposées par l'entrepreneur, du plan de contrôle, du programme d'auscultation et des valeurs seuils.

Phase Supervision du suivi d'exécution

- Par interventions ponctuelles sur le chantier, donner un avis sur la pertinence du contexte géotechnique tel qu'observé par l'entrepreneur (G3), du comportement tel qu'observé par l'entrepreneur de l'ouvrage et des avoisinants concernés (G3), de l'adaptation ou de l'optimisation de l'ouvrage géotechnique proposée par l'entrepreneur (G3).
- Donner un avis sur la prestation géotechnique du DOE et sur les documents fournis pour le DIUO.

DIAGNOSTIC GEOTECHNIQUE (G5)

Pendant le déroulement d'un projet ou au cours de la vie d'un ouvrage, il peut être nécessaire de procéder, de façon strictement limitative, à l'étude d'un ou plusieurs éléments géotechniques spécifiques, dans le cadre d'une mission ponctuelle. Ce diagnostic géotechnique précise l'influence de cet ou ces éléments géotechniques sur les risques géotechniques identifiés ainsi que leurs conséquences possibles pour le projet ou l'ouvrage existant.

- Définir, après enquête documentaire, un programme d'investigations géotechniques spécifique, le réaliser ou en assurer le suivi technique, en exploiter les résultats.
- Étudier un ou plusieurs éléments géotechniques spécifiques (par exemple soutènement, causes géotechniques d'un désordre) dans le cadre de ce diagnostic, mais sans aucune implication dans la globalité du projet ou dans l'étude de l'état général de l'ouvrage existant.
- Si ce diagnostic conduit à modifier une partie du projet ou à réaliser des travaux sur l'ouvrage existant, des études géotechniques de conception et/ou d'exécution ainsi qu'un suivi et une supervision géotechniques seront réalisés ultérieurement, conformément à l'enchaînement des missions d'ingénierie géotechnique (étape 2 et/ou 3).

ANNEXES

SCHEMA D'IMPLANTATION DES SONDAGES





Dossier : **AMU219053**

Date : 31/05/2021

SONDAGE SD1

Client : FONCIERE HUGUES AURELE

Chantier : Lotissement
GALFINGUE (68)

Machine : SOCOMAFOR 65

X :

Y :

Z : 296.50 m

Profondeur : 6.06 m

Echelle 1/50

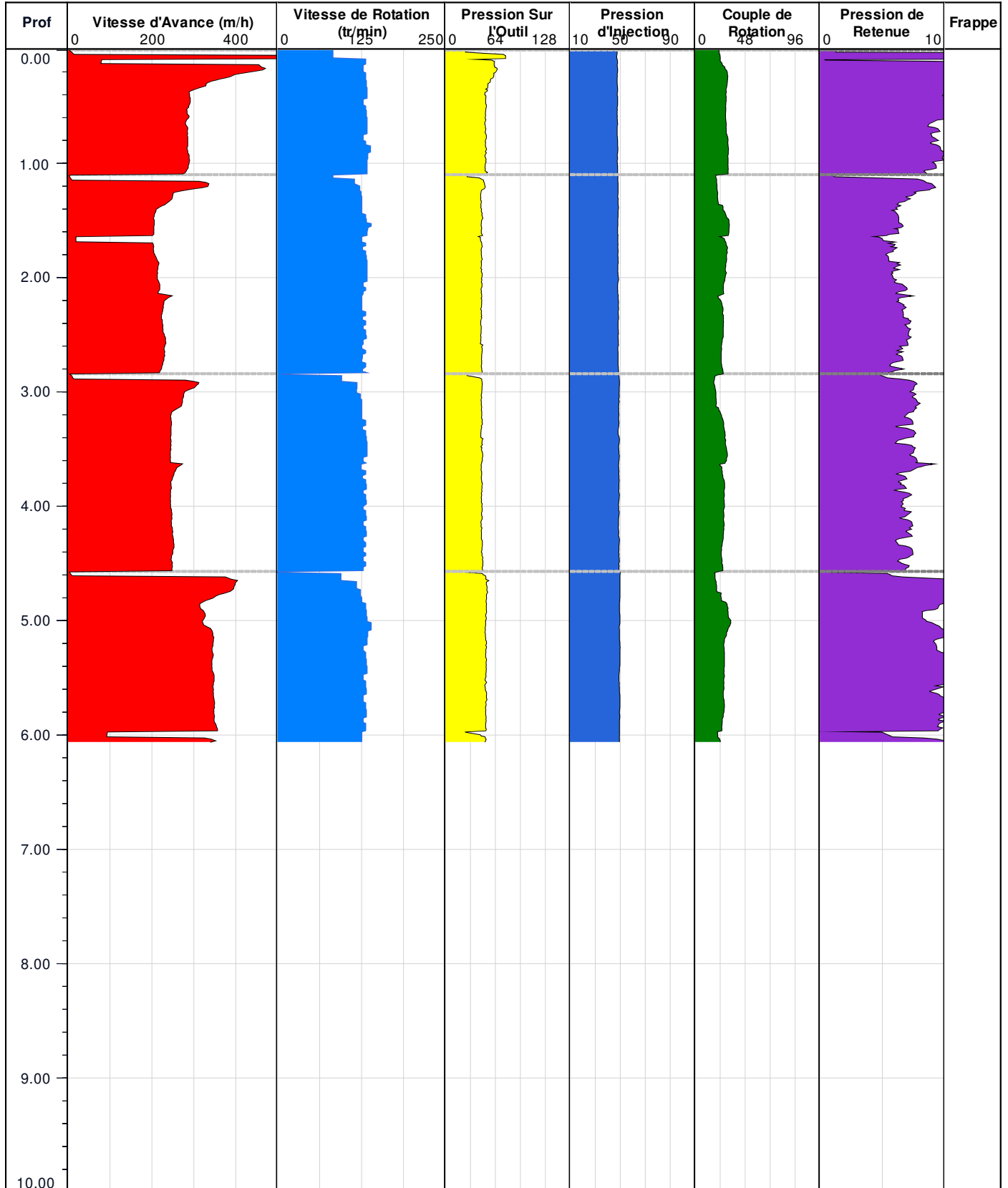
Profondeur (m)	Cote (m)	Lithologie	Niveau d'eau	Outil
0		Terre végétale 0.20 m		
1	296	Limon argileux / argile limoneuse 6.06 m	Forage à l'eau	Taillant Ø 70 mm
	295			
2	294			
3	293			
4	292			
5	291			
6				
	290			
7	289			
8	288			
9	287			
10				

Obs. :

Sondage SD1



Chantier : Lotissement
Ville : GALFINGUE (68)
Client : FONCIERE HUGUES AURELE
Dossier : AMU219053
Profondeur: 6.06 m





Dossier : **AMU219053**

Date : 31/05/2021

SONDAGE SD2

Client : FONCIERE HUGUES AURELE

Chantier : Lotissement
GALFINGUE (68)

Machine : SOCOMAFOR 65

X :

Y :

Z : 292.10 m

Profondeur : 6.05 m

Echelle 1/50

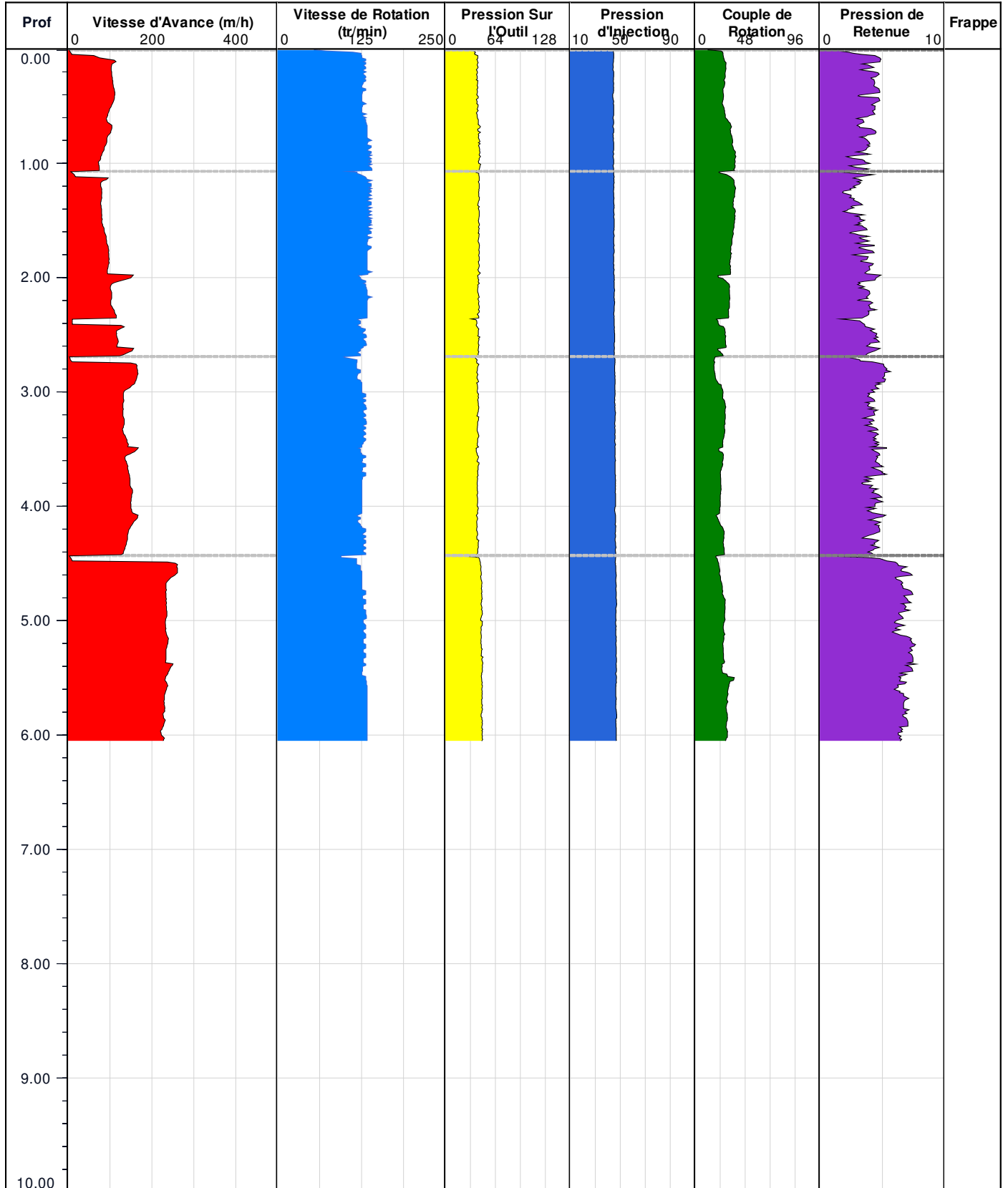
Profondeur (m)	Cote (m)	Lithologie	Niveau d'eau	Outil
0	292	Terre végétale 0.20 m	Forage à l'eau	Taillant Ø 70 mm
1	291	Limon argileux / argile limoneuse		
2	290			
3	289			
4	288			
5	287			
6	286	6.05 m		
7	285			
8	284			
9	283			
10				

Obs. :

Sondage SD2



Chantier : Lotissement
Ville : GALFINGUE (68)
Client : FONCIERE HUGUES AURELE
Dossier : AMU219053
Profondeur: 6.05 m





Dossier : **AMU219053**

Date : 31/05/2021

SONDAGE SD3

Client : FONCIERE HUGUES AURELE

Chantier : Lotissement
GALFINGUE (68)

Machine : SOCOMAFOR 65

X :

Y :

Z : 289.10 m

Profondeur : 6.05 m

Echelle 1/50

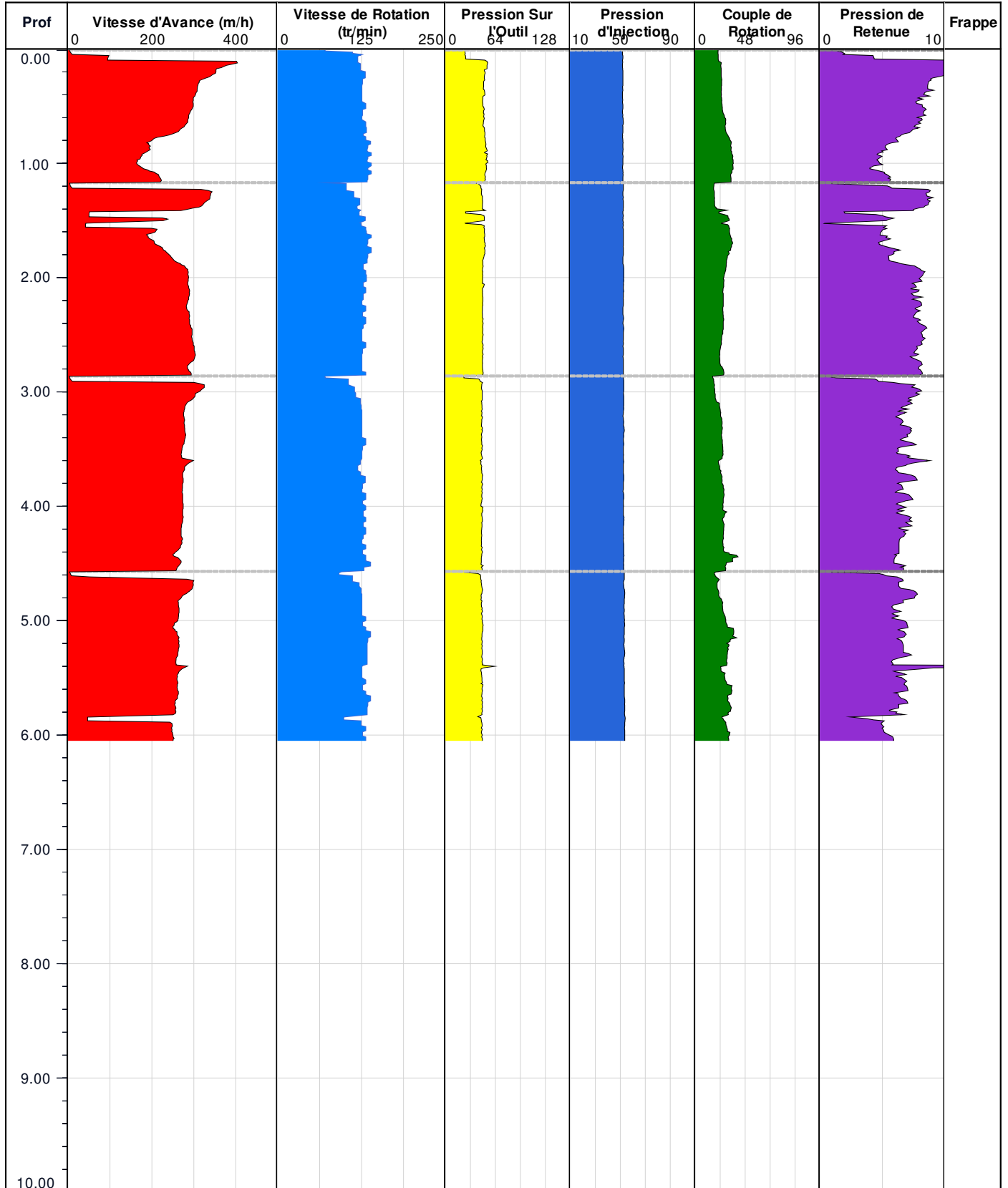
Profondeur (m)	Cote (m)	Lithologie	Niveau d'eau	Outil
0	289	Terre végétale		
1	288			
2	287			
3	286	Limon argileux / argile limoneuse		Taillant Ø 70 mm
4	285			
5	284			
6	283		Forage à l'eau	
7	282			
8	281			
9	280			
10				

Obs. :

Sondage SD3



Chantier : Lotissement
Ville : GALFINGUE (68)
Client : FONCIERE HUGUES AURELE
Dossier : AMU219053
Profondeur: 6.05 m





Dossier : **AMU219053**

Date : 31/05/2021

SONDAGE SD4

Client : FONCIERE HUGUES AURELE

Chantier : Lotissement
GALFINGUE (68)

Machine :

X :

Y :

Z : 288.40 m

Profondeur : 6.00 m

Echelle 1/50

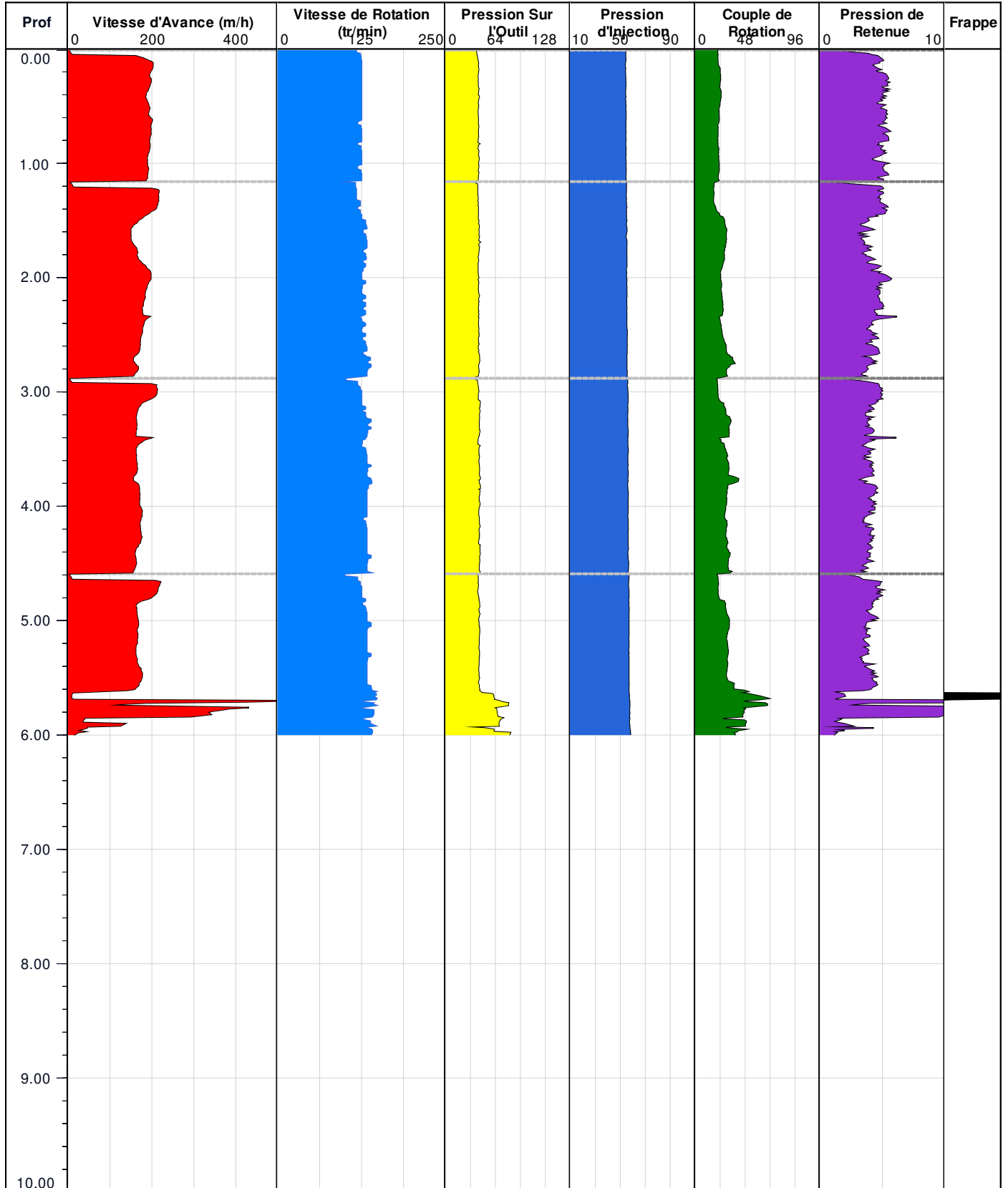
Profondeur (m)	Cote (m)	Lithologie	Niveau d'eau	Outil
0		Terre végétale		
	288			
1				
	287			
2				
	286			
3		Limon argileux / argile limoneuse		
	285			
4				
	284			
5				
	283			
6				
	282			
7				
	281			
8				
	280			
9				
	279			
10				

Obs. :

Sondage SD4



Chantier : Lotissement
Ville : GALFINGUE (68)
Client : FONCIERE HUGUES AURELE
Dossier : AMU219053
Profondeur : 6 m





Dossier : **AMU219053**

Date : 31/05/2021

SONDAGE PD1

Client : FONCIERE HUGUES AURELE

Chantier : Lotissement
GALFINGUE (68)

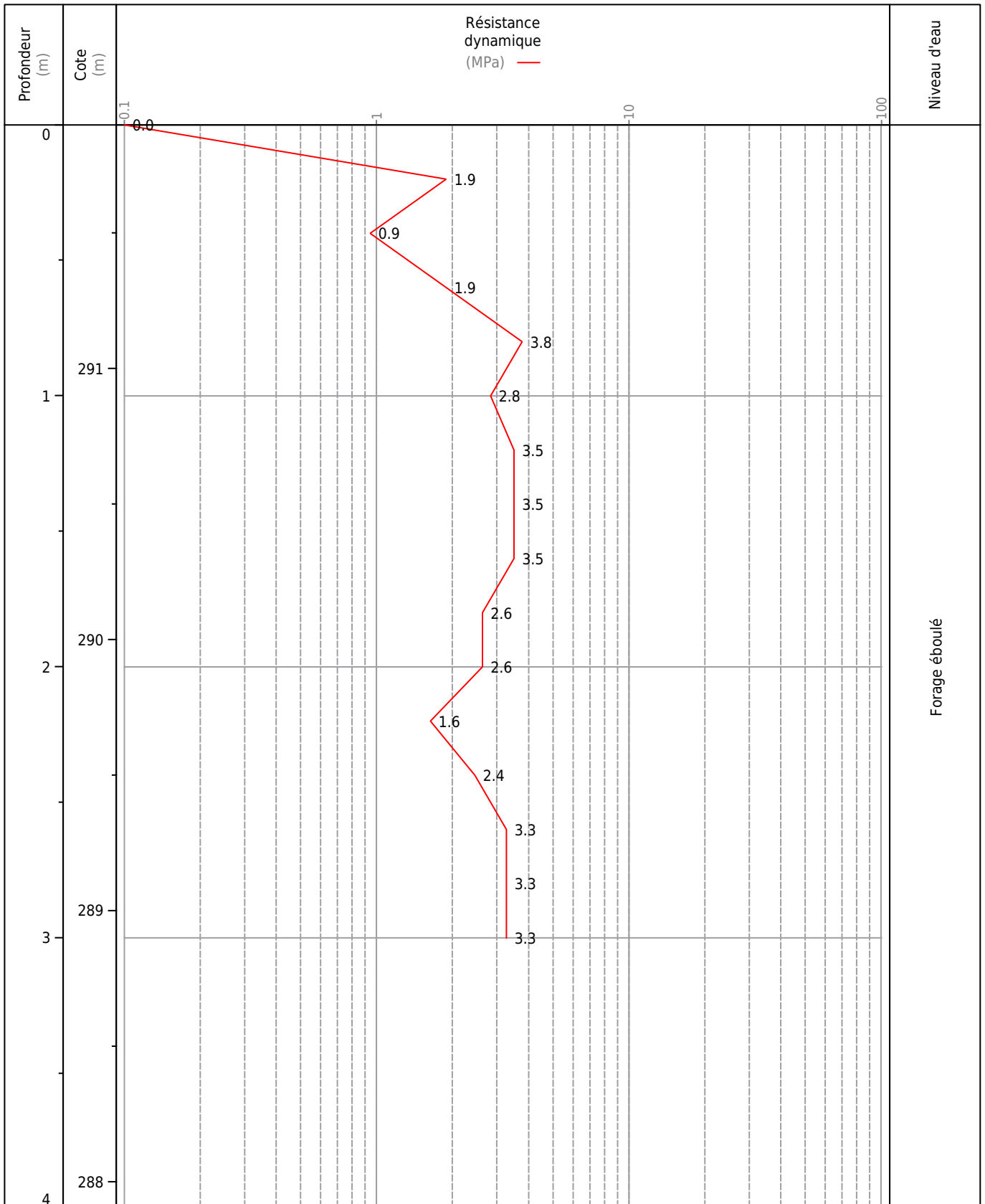
X :

Y :

Z : 291.90 m

Profondeur : 3.00 m

Echelle 1/20



Obs. :



Dossier : **AMU219053**

Date : 31/05/2021

SONDAGE PD2

Client : FONCIERE HUGUES AURELE

Chantier : Lotissement
GALFINGUE (68)

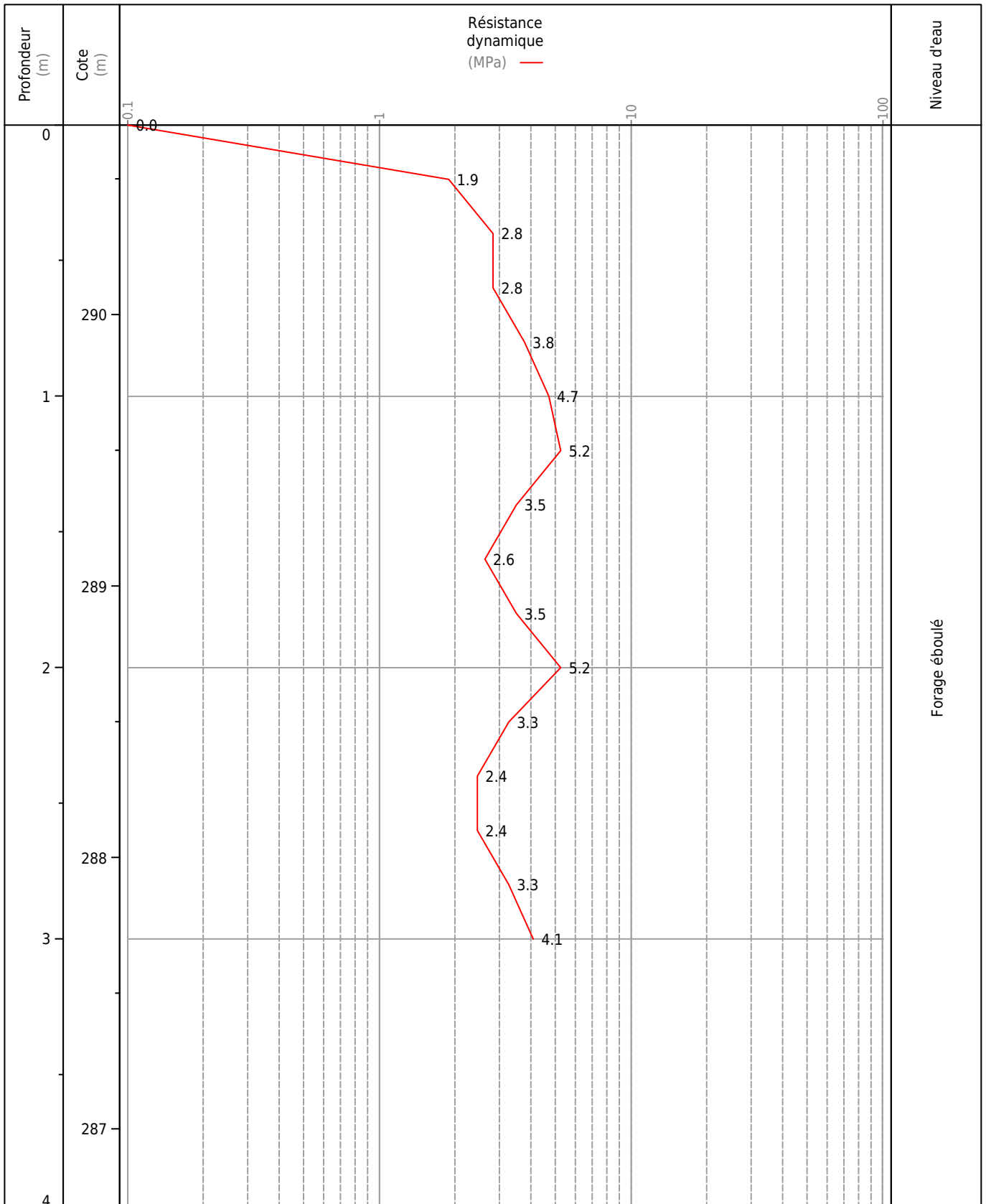
X :

Y :

Z : 290.70 m

Profondeur : 3.00 m

Echelle 1/20



Obs. :



Dossier : **AMU219053**

Date : 31/05/2021

SONDAGE PD3

Client : FONCIERE HUGUES AURELE

Chantier : Lotissement
GALFINGUE (68)

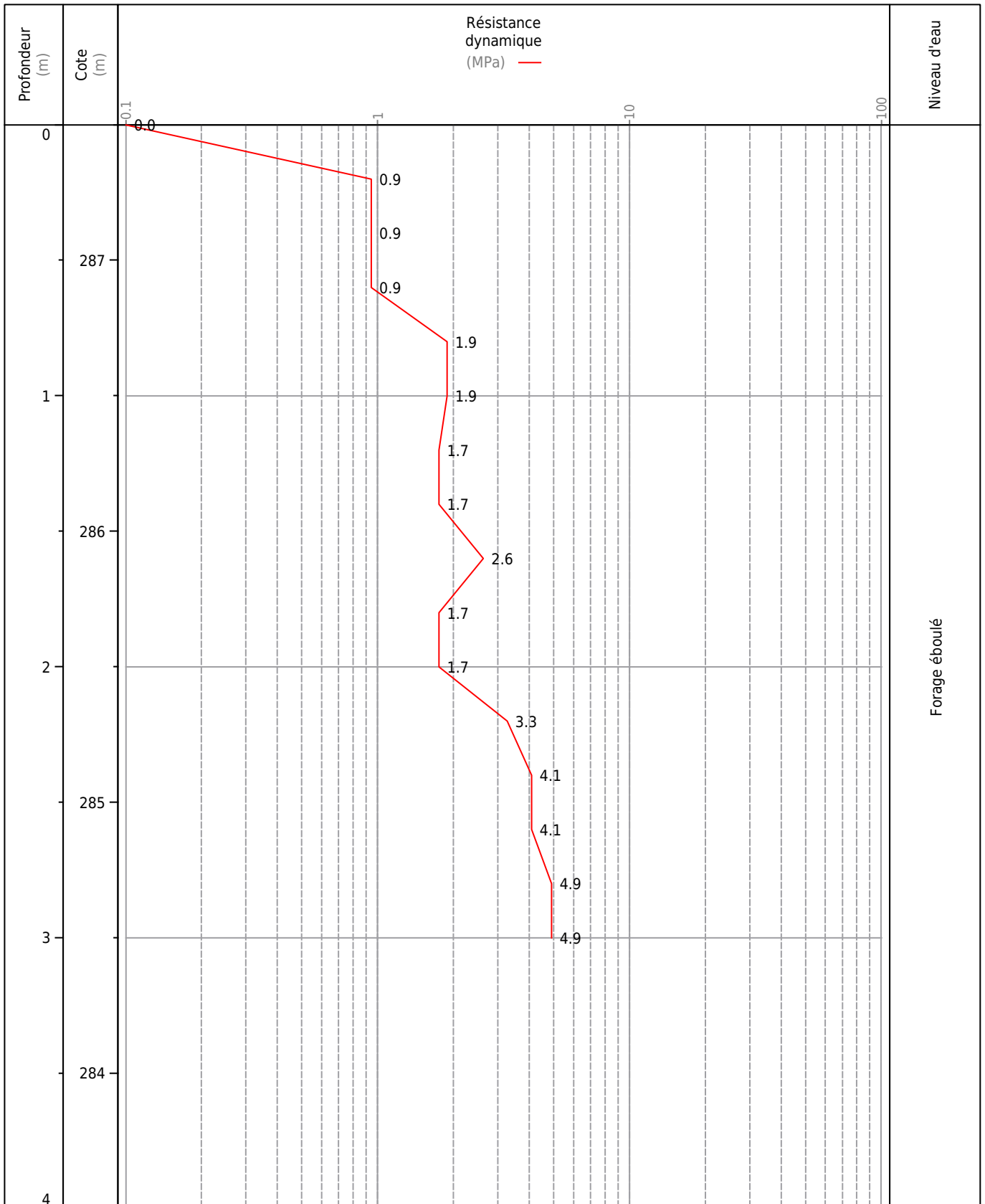
X :

Y :

Z : 287.50 m

Profondeur : 3.00 m

Echelle 1/20



Obs. :



Dossier : **AMU219053**

Date : 31/05/2021

SONDAGE PM1

Client : FONCIERE HUGUES AURELE

Chantier : Lotissement
GALFINGUE (68)

X :

Y :

Z : 296.50 m

Profondeur : 2.80 m

Echelle 1/25

Profondeur (m)	Cote (m)	Lithologie	Niveau d'eau	Outil
0		Terre végétale 0.30 m	Eau en fond de fouille	Pelle mécanique
1	296	Limon argileux 2.80 m		
2	295			
3	294			
4	293			
5	292			

Obs. :



Dossier : **AMU219053**

Date : 31/05/2021

SONDAGE PM2

Client : FONCIERE HUGUES AURELE

Chantier : Lotissement
GALFINGUE (68)

X :

Y :

Z : 292.10 m

Profondeur : 2.70 m

Echelle 1/25

Profondeur (m)	Cote (m)	Lithologie	Niveau d'eau	Outil
0	292	Terre végétale	Eau en fond de fouille	Pelle mécanique
1	291	Limon		
2	290			
3	289			
4	288			
5				

Obs. :



Dossier : **AMU219053**

Date : 31/05/2021

SONDAGE PM3

Client : FONCIERE HUGUES AURELE

Chantier : Lotissement
GALFINGUE (68)

X :

Y :

Z : 289.10 m

Profondeur : 2.70 m

Echelle 1/25

Profondeur (m)	Cote (m)	Lithologie	Niveau d'eau	Outil
0	289	Terre végétale 0.30 m	Eau en fond de fouille	Pelle mécanique
1	288	Limon		
2	287	2.70 m		
3	286			
4	285			
5				

Obs. :



Dossier : **AMU219053**

Date : 31/05/2021

SONDAGE PM4

Client : FONCIERE HUGUES AURELE

Chantier : Lotissement
GALFINGUE (68)

X :

Y :

Z : 288.40 m

Profondeur : 2.90 m

Echelle 1/25

Profondeur (m)	Cote (m)	Lithologie	Niveau d'eau	Outil
0		Terre végétale		
	288	0.40 m		
1				
	287			
2		Limon puis argile-limoneuse en profondeur		
	286			
3		2.90 m	Eau en fond de fouille	Pelle mécanique
	285			
4				
	284			
5				

Obs. :



Dossier : **AMU219053**

Date : 31/05/2021

SONDAGE PM5

Client : FONCIERE HUGUES AURELE

Chantier : Lotissement
GALFINGUE (68)

X :

Y :

Z : 287.50 m

Profondeur : 2.70 m

Echelle 1/25

Profondeur (m)	Cote (m)	Lithologie	Niveau d'eau	Outil
0		Terre végétale		
	287			
1		Limon		
	286			
2				
	285			
3				
	284			
4				
	283			
5				

0.40 m

2.70 m

Eau en fond de fouille

Pelle mécanique

Obs. :



Dossier : **AMU219053**

Date : 31/05/2021

SONDAGE PM6

Client : FONCIERE HUGUES AURELE

Chantier : Lotissement
GALFINGUE (68)

X :

Y :

Z : 289.60 m

Profondeur : 3.00 m

Echelle 1/25

Profondeur (m)	Cote (m)	Lithologie	Niveau d'eau	Outil
0		Terre végétale 0.40 m		
1	289			
2	288	Limons, devenant argileux en profondeur	Eau en fond de fouille	Pelle mécanique
3	287	3.00 m		
4	286			
5	285			

Obs. :



Dossier : **AMU219053**

Date : 31/05/2021

SONDAGE PM7

Client : FONCIERE HUGUES AURELE

Chantier : Lotissement
GALFINGUE (68)

X :

Y :

Z : 293.70 m

Profondeur : 2.90 m

Echelle 1/25

Profondeur (m)	Cote (m)	Lithologie	Niveau d'eau	Outil
0		Terre végétale		
		0.30 m		
1	293	Limon argileux	Eau en fond de fouille	Pelle mécanique
2	292			
3	291			
		2.90 m		
4	290			
5	289			

Obs. :

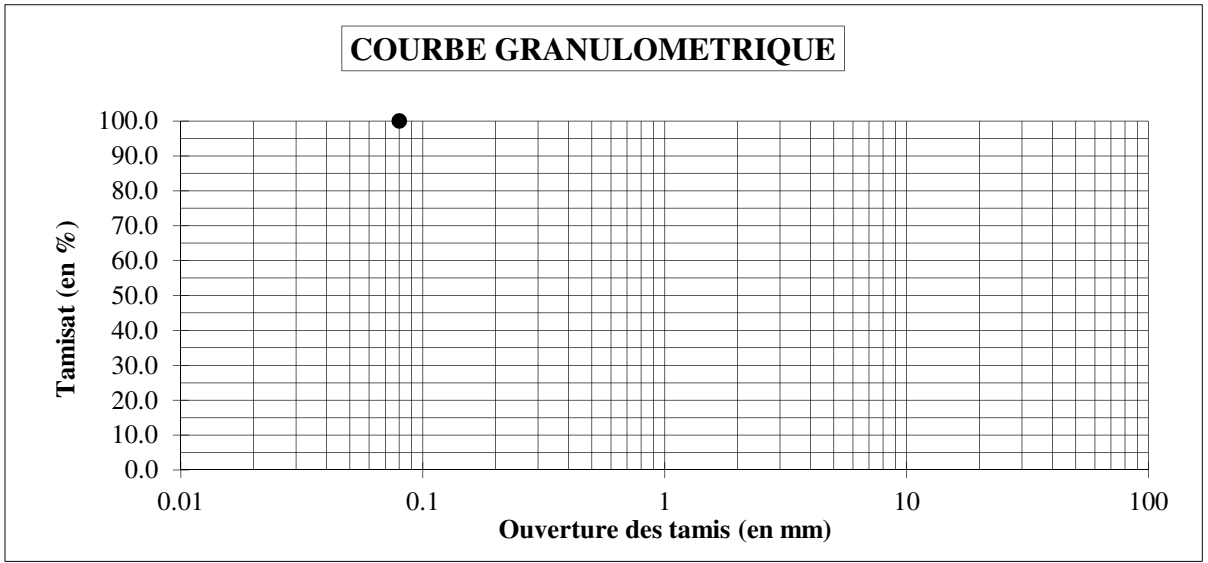
PROCES VERBAL D'ESSAIS

Classification GTR
NF P 11-300

Date	7-juin-21	Demandeur	FONCIERE HUGUES AURELE
Chantier	Lotissement - GALFINGUE (68)	Dossier	AMU219053
Implantation	PM1	Profondeur	1.50 m

TAMIS (ouverture) en mm	% REFUS	% PASSANT
100		
50		
31.5		
20		
16		
14		
10		
8		
6.3		
5		
2		
1		
0.5		
0.2		
0.08		100.0

Teneur en eau naturelle	26.9 %
VBS	2.24
Ip	
IPI	
Classification GTR	A1



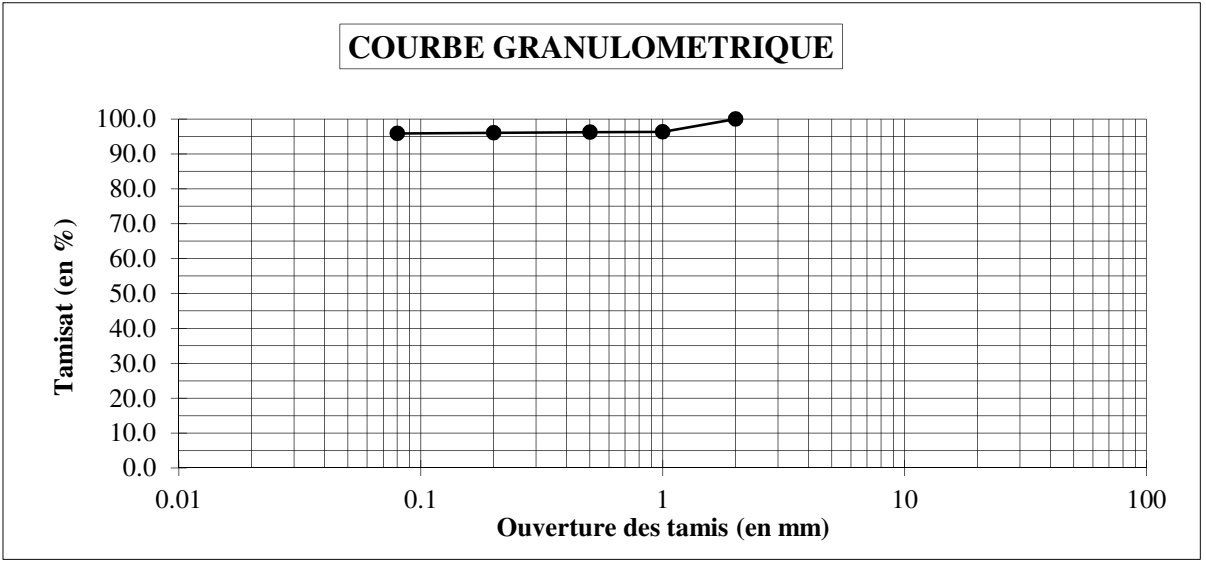
PROCES VERBAL D'ESSAIS

Classification GTR
NF P 11-300

Date	7-juin-21	Demandeur	FONCIERE HUGUES AURELE
Chantier	Lotissement - GALFINGUE (68)	Dossier	AMU219053
Implantation	PM4	Profondeur	2.80 m

TAMIS (ouverture) en mm	% REFUS	% PASSANT
100		
50		
31.5		
20		
16		
14		
10		
8		
6.3		
5		
2		100
1		96
0.5		96
0.2		96
0.08		95.9

Teneur en eau naturelle	23.9 %
VBS	4.52
Ip	
IPI	
Classification GTR	A2



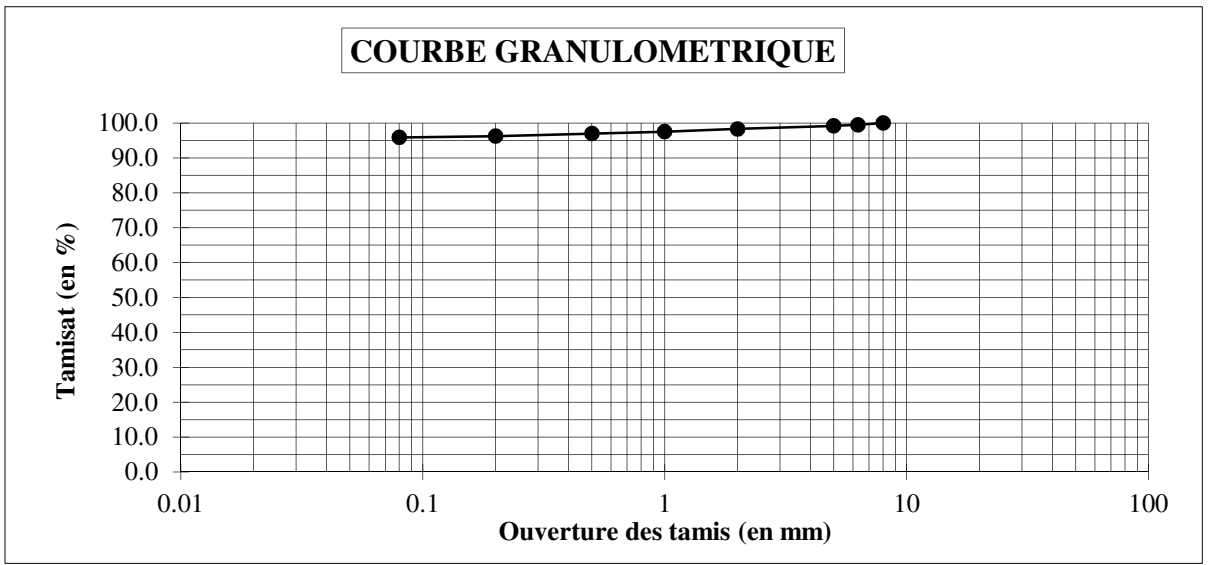
PROCES VERBAL D'ESSAIS

Classification GTR
NF P 11-300

Date	7-juin-21	Demandeur	FONCIERE HUGUES AURELE
Chantier	Lotissement - GALFINGUE (68)	Dossier	AMU219053
Implantation	PM5	Profondeur	1.60 m

TAMIS (ouverture) en mm	% REFUS	% PASSANT
100		
50		
31.5		
20		
16		
14		
10		
8		100
6.3		99
5		99
2		98
1		97
0.5		97
0.2		96
0.08		95.9

Teneur en eau naturelle	23.7 %
VBS	1.61
Ip	
IPI	
Classification GTR	A1



ALIOS

Chantier : AMU219053 – Lotissement
GALFINGUE (68)

Client : FONCIERE HUGUES AURELE

DOSSIER PHOTOGRAPHIQUE – Sondage à la Pelle

➤ PM1 :



➤ PM2 :



➤ PM3 :



➤ PM4 :



➤ PM5 :



➤ PM6 :



➤ PM7 :



Projet de lotissement à Galfingue (68)



**ELEMENTS GRAPHIQUES, PLANS OU
CARTES
DECLARATION**
au titre de la rubrique n° 2.1.5.0 de la nomenclature
IOTA



Septembre 2022



OTE INGÉNIERIE

des compétences au service de vos projets

Siège social

1 rue de la Lisière - BP 40110
67403 ILLKIRCH Cedex - FRANCE
Tél : 03 88 67 55 55
www.ote.fr

	DATE	DESCRIPTION	REDACTION/VERIFICATION		APPROBATION		N° AFFAIRE : 21010023	Page : 2/4
0	28/09/2022	Déclaration IOTA – Eléments graphiques	OTE - P. HEITZ	PH	B. KURTZ	BK		
P:\10-Projets\21010023_FHA_GALFINGUE\30-RENDU								

A. Eléments graphiques, plans, cartes utiles à la compréhension des pièces du dossier

Plan 1 : Plan des réseaux humides

Plan 2 : Plan des voiries

TRAVAUX D'AMENAGEMENT
Lotissement "La Plaine"

68990 GALTINGUE
Rue des Coquelicots - Rue du Général de Gaulle

PLAN D'EXECUTION LOT 1

Voirie

Echelle 1/250

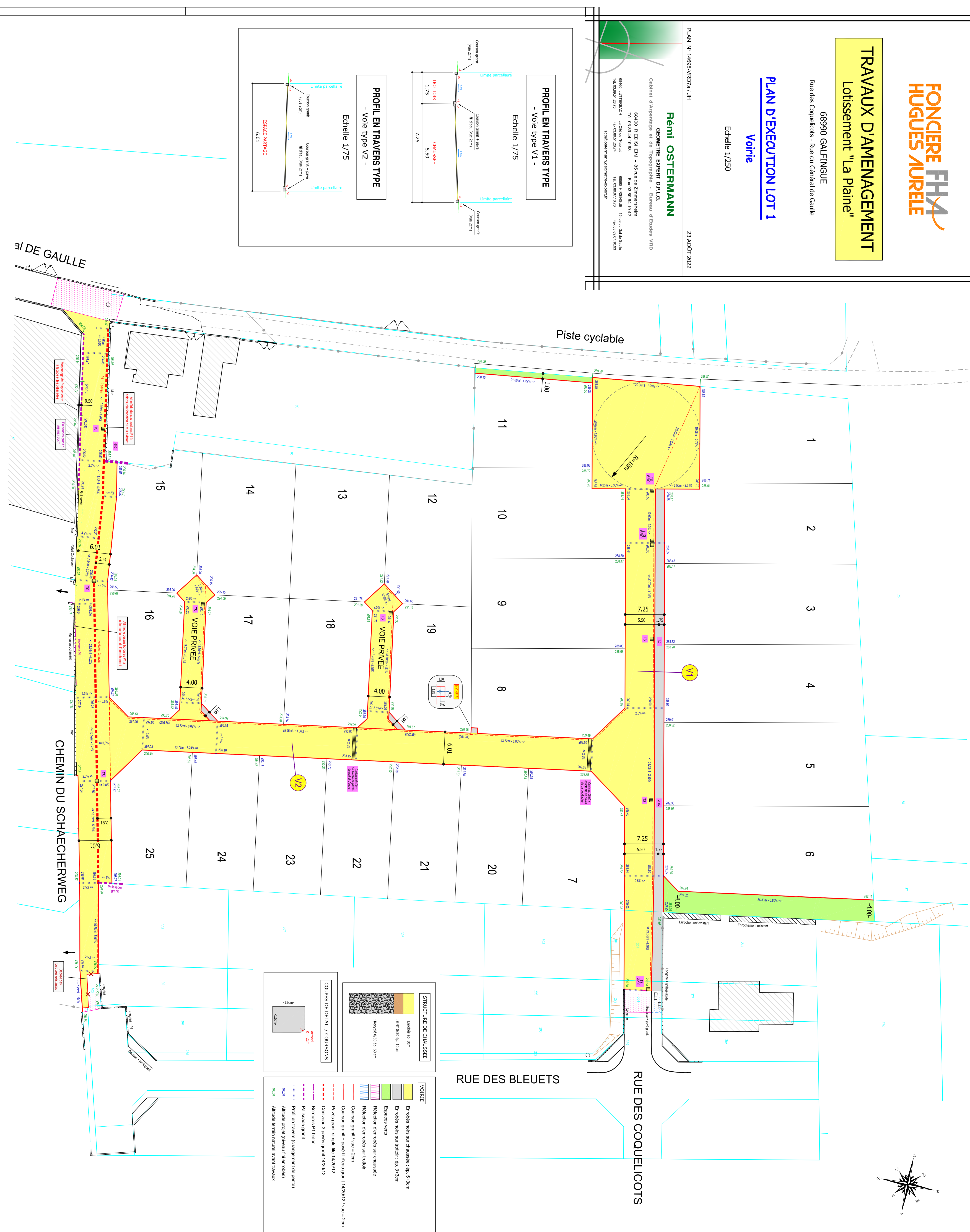
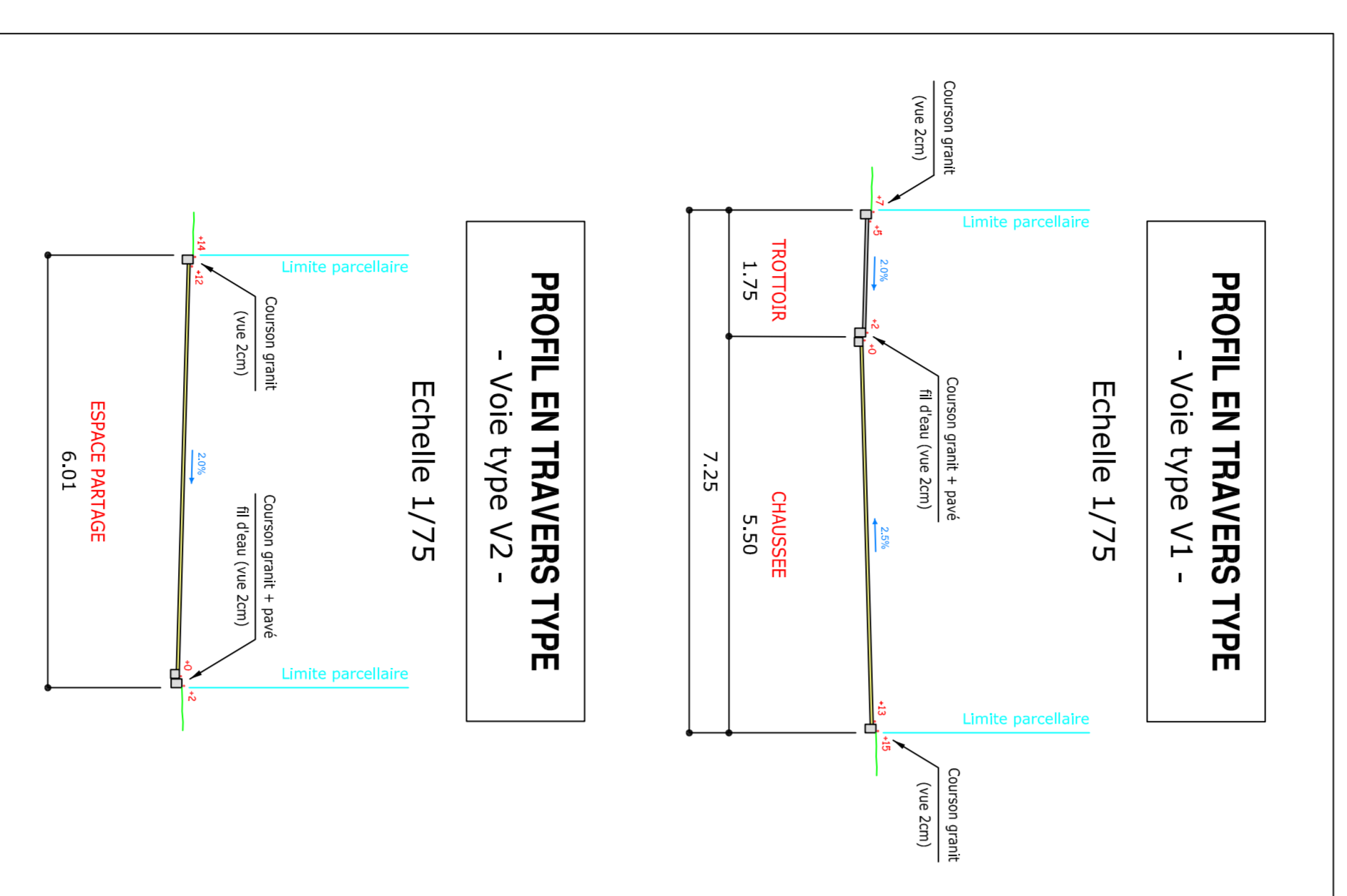
PLAN N° 14893/VR73/JH

23 AOÛT 2022

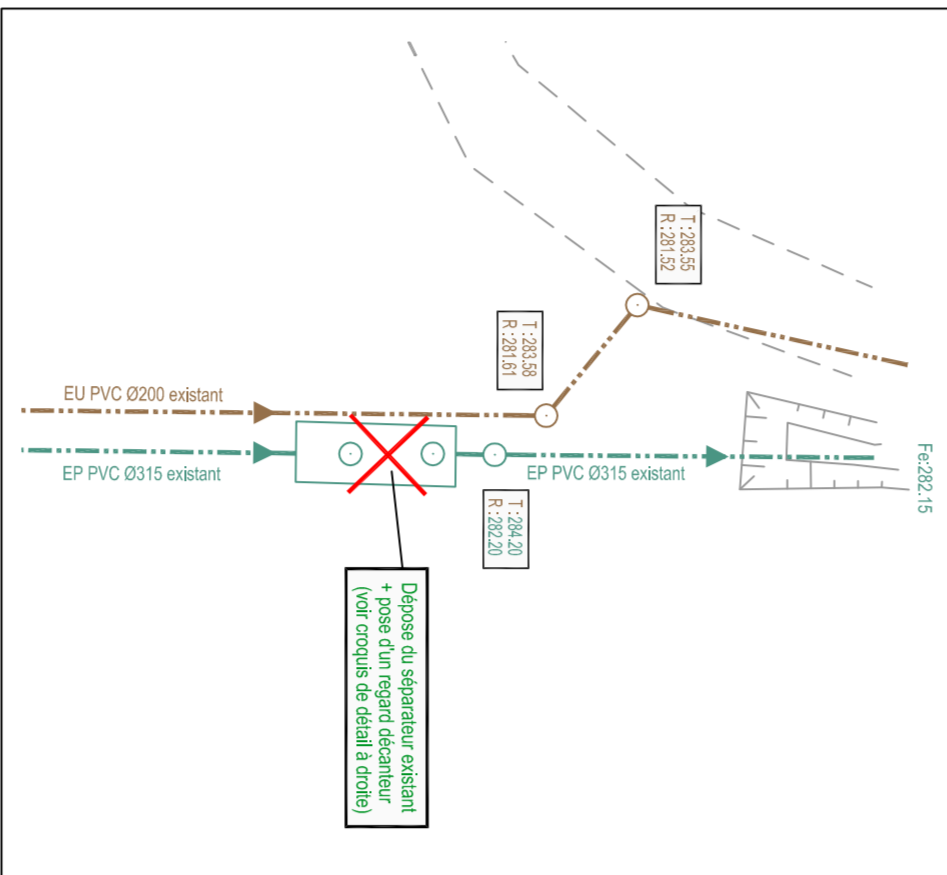
Rémi OSTERMANN

Géomètre Expert D.P.L.G.

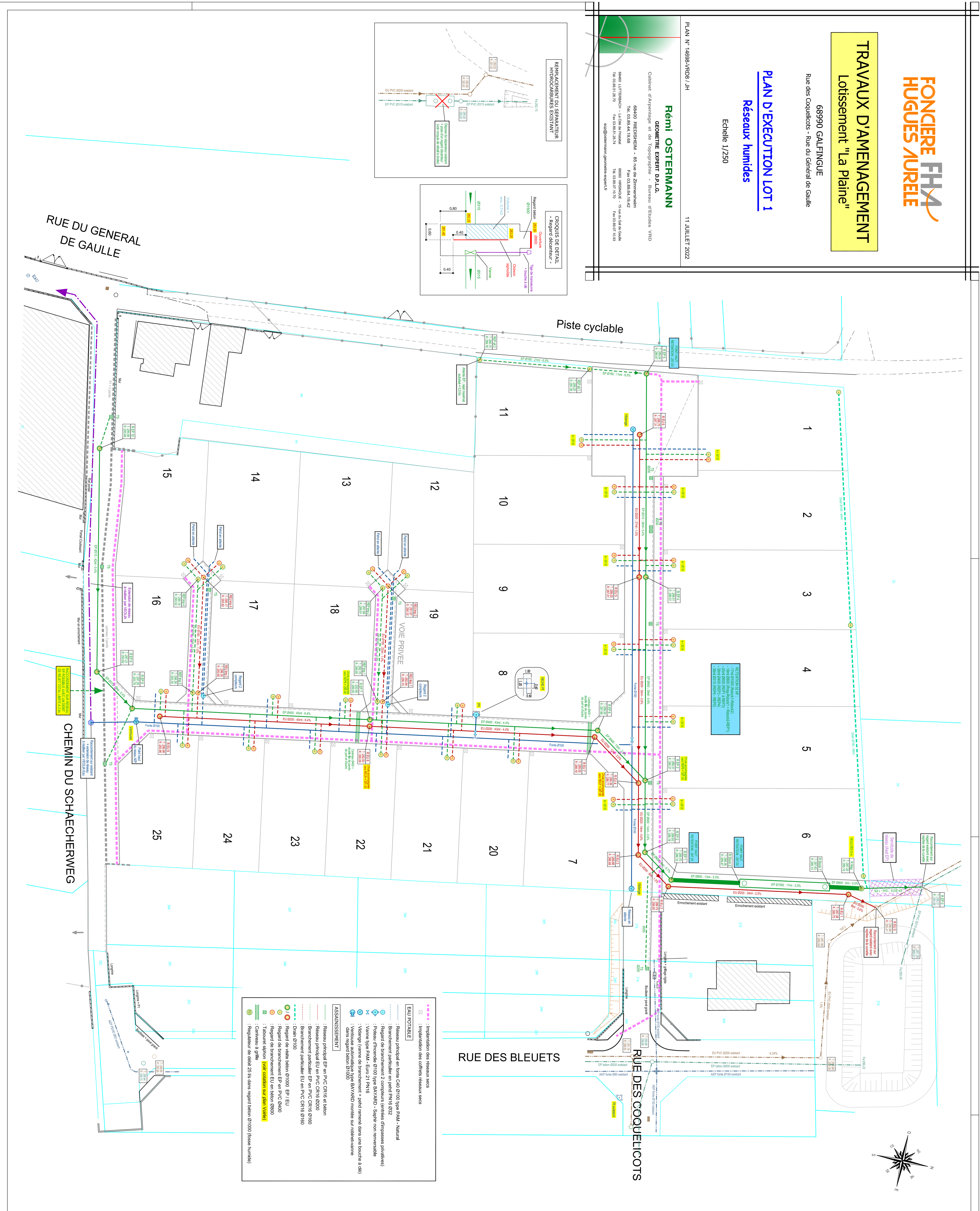
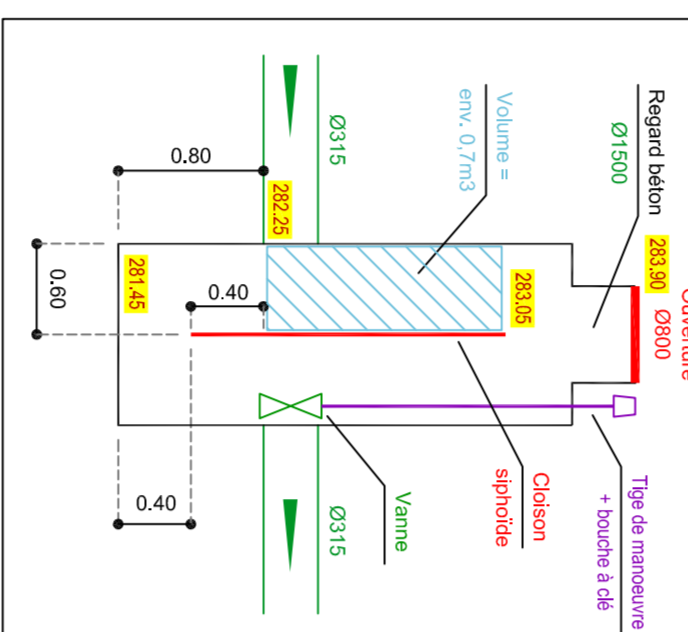
Cabinet d'Architecture et de Topographie - Bureau d'Etudes VRD
68400 REICHSTEIN - 88 rue de Zimmersheim
Tél. 03.88.64.19.88 Fax 03.88.64.19.42
68400 LUTTENBACH - La Cour de Hugel
Tél. 03.88.64.19.88 Fax 03.88.64.19.42
14 rue de la Poste - 68100 MULHOUSE
www.ostermann-geometre-expert.fr



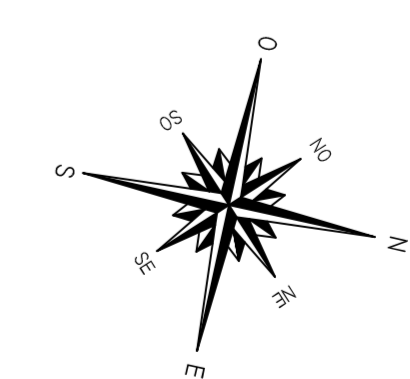
REPLACEMENT DU SEPARATEUR
REPLACEMENT DES SÈQUES DE RUE



CROQUIS DE DETAIL
Rue du Général de Gaulle



- Implantation des réseaux secs
- EAU POTABLE**
- : Réseau principal en tube C20 0100 type PM-Matruil
 - : Branchement particulier en poly PN16 S22
 - : Réseau d'irrigation 2 conduits (entailles et gressées privées)
 - : Valvule type PVA - Euro 21 PN16
 - : Valvule type PVA - Euro 21 PN16 (à remplacer dans une bouche à 40)
 - : Valvule type PVA - Euro 21 PN16 (à remplacer dans une bouche à 40)
 - : Valvule type PVA - Euro 21 PN16 (à remplacer dans une bouche à 40)
 - : Valvule type PVA - Euro 21 PN16 (à remplacer dans une bouche à 40)
- ASSAINISSEMENT**
- : Réseau principal EP en PVC CR16 et Maniv.
 - : Réseau principal EU en PVC CR16 0200
 - : Branchement particulier EU en PVC CR16 0160
 - : Branchement particulier EU en PVC CR16 0100
 - : Ouvert 0100
 - : Regard de tête béton 0100 EP-EU
 - : Regard de tête béton 0100 EP-EU
 - : Regard de tronçonnement EU en béton 0200
 - : Tronçonnement EU en béton 0200
 - : Régulateur de débit 25 25 dans regard béton 01000 (Réseau humide)



Récépissé de déclaration

Il vous est délivré un récépissé de déclaration suite au dépôt du dossier de déclaration IOTA concernant le projet RD1066 Protection captages AEP Mulhouse sur la commune principale LUTTERBACH 68460.

ATTENTION : CE RÉCÉPISSÉ ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE MAIS N' AUTORISE PAS LE DÉMARRAGE IMMÉDIAT DES TRAVAUX

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU les schémas directeurs et les schémas d'aménagement et de gestion des eaux mentionnés aux articles L. 212-1 et L. 212-3 potentiellement en cours de validité sur le périmètre du projet ;

VU le code général des collectivités territoriales;

VU le code civil, et notamment son article 640;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement transmis à l'administration et considéré complet en date du 14/11/2022, présenté par COLLECTIVITE EUROPEENNE D'ALSACE , enregistré sous le n° **DIOTA-221114-092824-964-071** et relatif à RD1066 Protection captages AEP Mulhouse ;

Il est donné récépissé du dépôt de sa déclaration au déclarant suivant :

COLLECTIVITE EUROPEENNE D'ALSACE

Hôtel du Département

100 avenue d'Alsace

BP20351

68000 COLMAR

concernant :

RD1066 Protection captages AEP Mulhouse

dont la réalisation est prévue à :

- LUTTERBACH 68460

- 68310 WITTELSHEIM, 68950 REININGUE

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement.

Tableau des rubriques des nomenclatures IOTA

* Rubrique	Alinéa	Libellé des rubriques	* Quantité totale	* Quantité projet	* Régime	Précisions sur les AIOT concernées par le projet
------------	--------	-----------------------	-------------------	-------------------	----------	--

1.1.1.0		Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain,	1	1	D	Pompage pour assécher le fond de fouille de réalisation du bassin B1. Essai de pompage pour affiner le besoin en puissance de pompes.
1.1.2.0	2	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant :	181 434 m3	181 434 m3	D	Pompage pour assécher le fonds de fouille de réalisation du bassin B1. Pour une perméabilité de 2.10-3 m/s et une transmissivité entre 5.64.10-3 et 3.54.10-3 m ² /s suivant la profondeur d'épuisement des fouilles entre 2,82 et 1,77 m dans la nappe, les volu
2.1.5.0	2	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :	13.4 ha	13.4 ha	D	La surface totale du projet est d'environ 13,4 ha. (assainissement uniquement de la plateforme) Les systèmes mis en place permettent d'assurer la limitation des débits rejetés, d'assurer le traitement des eaux de ruissellement et la maîtrise des pollution
2.2.1.0	2	Rejet dans les eaux douces superficielles susceptible de modifier le régime des eaux, à l'exclusion des rejets mentionnés à la rubrique 2.1.5.0 ainsi que des rejets des ouvrages mentionnés à la rubrique 2.1.1.0, la capacité totale de rejet de l'ouvrage étant :	42 %	42 %	D	Rabattement de nappe prévu et rejet dans milieu aquatique superficiel. Il s'agit d'assécher des fonds de fouille pour la réalisation du bassin B1. Les rejets sont évalués entre 4 588 et 7 309 m3/j et représentent entre 27 et 42% du débit moyen interannuel

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés de prescriptions générales relatifs à ces rubriques disponibles sur le site internet https://aida.ineris.fr/liste_documents/117940/1

Le déclarant ne peut pas débiter les travaux avant le 14/01/2023 correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet durant lequel il peut être fait une éventuelle opposition motivée à la déclaration par le préfet, conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

Si le projet est également soumis à déclaration d'intérêt général au titre de l'article R.214-88 du code de l'environnement, le préfet dispose alors de 3 mois à compter de la réception par la préfecture du dossier de l'enquête pour s'opposer à la déclaration loi sur l'eau, en application de l'article R.214-95 du code de l'environnement.

Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai, il s'exposerait à une amende pour une contravention de cinquième classe d'un montant maximum de 1 500 euros pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, ce montant est multiplié par cinq conformément à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau compétent à l'échéance de ce délai, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

À cette échéance, conformément à l'article R.214-37, copies de la déclaration et de ce récépissé, ainsi que, le cas échéant, des prescriptions spécifiques imposées ou de la décision d'opposition seront alors adressées aux communes où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture concernée durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage en mairie et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le déclarant est invité à avertir le service de police de l'eau compétent de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans, ou dans un autre délai fixé par le préfet à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant réalisation à la connaissance du préfet compétent qui peut exiger une nouvelle déclaration.

En application de l'article R. 214-40-2 du code de l'environnement, toute transmission du bénéfice de la déclaration à une autre personne que celle mentionnée au dossier de déclaration doit être déclarée par le nouveau bénéficiaire au préfet dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de son activité.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux et activités, objets de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

La référence de votre dossier est : DIOTA-221114-092824-964-071

Le code postal du projet (commune principale) est : LUTTERBACH 68460

Cette référence et un numéro d'AIOT vous seront nécessaires pour déposer les éventuels compléments et pièces de procédure que sollicitera l'administration. Ce numéro d'AIOT vous sera transmis par l'administration en charge de l'instruction de votre dossier.

Votre avis nous intéresse

Dans une logique d'amélioration continue, nous vous invitons à consacrer une ou deux minutes à répondre à ce [court sondage](#).

Récapitulatif

1 - Démarche

Votre projet est-il également soumis à autorisation au titre de la nomenclature loi sur l'eau ? **Non**

Votre projet est-il soumis à évaluation environnementale ? **Non**

Votre projet est-il connexe à une ICPE ? **Non**

Nom du projet : **RD1066 Protection captages AEP Mulhouse**

Numéro d'AIOT : **Je ne connais pas mon numéro d'AIOT**

Numéro CASCADE : **Je ne connais pas mon numéro CASCADE**

Service instructeur coordonnateur en charge de votre dossier : **La DDT(M)**

Avez-vous échangé sur le projet avec ce service instructeur avant de déposer ce dossier ? **Oui**

Quel est l'adresse email de l'agent du service instructeur en charge de votre dossier ? (exemple : nom@exemple.com) **isabelle.montrieul@haut-rhin.gouv.fr**

Conditions d'engagement du déclarant :

- **Je m'engage à ce que les fichiers déposés comprennent les informations réglementaires requises, dont les références sont rappelées pour chaque dépôt de fichier tout au long de la téléprocédure.**
- **Je m'engage à ne déposer aucun dossier contenant une ou plusieurs pièces confidentielles. Ce dossier doit être déposé directement au service instructeur coordonnateur.**
- **Je prends note que tous les plans réglementaires sont déposés en fin de la téléprocédure. (étape 6)**
- **Je reconnais avoir pris connaissance de l'ensemble des prescriptions générales applicables à mon projet**
- **En initiant le dépôt de mon dossier via la téléprocédure, je m'engage à déposer les compléments sur Service-public.fr**

2 - Déclarant(s)

Déclarant ou mandataire : **Déclarant**

Déclarant (Personne morale) N° 1

N° SIRET : **20009433200018**

Raison sociale : **COLLECTIVITE EUROPEENNE D'ALSACE**

Forme Juridique : **Département**

Adresse en France

Hôtel du Département

100 avenue d'Alsace

BP20351

68000 COLMAR

Signataire

Nom : **EXBRAYAT**

Prénom : **DANIEL**

Qualité : **Chef de projet**

Téléphone fixe : + 33 369493435

Téléphone portable : + 33 627072968

Adresse email : **daniel.exbrayat@alsace.eu**

Référent

Nom : **JUMEAU**

Prénom : **JONATHAN**

Fonction : **référent environnement**

Téléphone fixe : + 33 368338448

Téléphone portable : + 33 607623363

Adresse email : **jonathan.jumeau@alsace.eu**

Adresse email d'échange avec l'administration

Adresse email : **daniel.exbrayat@alsace.eu**

3 - Localisation

Adresse du projet

Code postal et commune : **68460 LUTTERBACH**

Numéro et voie ou lieu dit : **RD1066 - PR33+300 à PR37+800**

Géolocalisation du projet

X : 1019655

Y : 6748127

Projection : Lambert 93

Autres communes concernées par le projet :

- 68310 WITTELSHEIM

- 68950 REININGUE

4 - Activités

La déclaration est-elle une régularisation d'activité ? **Non**

Le projet se trouve-t-il dans le périmètre d'un ou plusieurs Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) ? **Oui**

Quel(s) sont les SAGE concernés ? **SAGE DOLLER, SAGE III NAPPE-RHIN**

Tableau des rubriques des nomenclatures IOTA

* Rubrique	* Alinéa	Libellé des rubriques	* Quantité totale	* Quantité projet	* Régime	Précisions sur les AIOT concernées par le projet
1.1.1.0		Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain,	1	1	D	Pompage pour assécher le fond de fouille de réalisation du bassin B1. Essai de pompage pour affiner le besoin en puissance de pompes.
1.1.2.0	2	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant :	181 434 m3	181 434 m3	D	Pompage pour assécher le fonds de fouille de réalisation du bassin B1. Pour une perméabilité de 2.10^{-3} m/s et une transmissivité entre $5.64.10^{-3}$ et $3.54.10^{-3}$ m ² /s suivant la profondeur d'épuisement des fouilles entre 2,82 et 1,77 m dans la nappe, les volu
2.1.5.0	2	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :	13.4 ha	13.4 ha	D	La surface totale du projet est d'environ 13,4 ha. (assainissement uniquement de la plateforme) Les systèmes mis en place permettent d'assurer la limitation des débits rejetés, d'assurer le traitement des eaux de ruissellement et la maîtrise des pollution
2.2.1.0	2	Rejet dans les eaux douces superficielles susceptible de modifier le régime des eaux, à l'exclusion des rejets mentionnés à la rubrique 2.1.5.0 ainsi que des rejets des ouvrages mentionnés à la rubrique 2.1.1.0, la capacité totale de rejet de l'ouvrage étant :	42 %	42 %	D	Rabattement de nappe prévu et rejet dans milieu aquatique superficiel. Il s'agit d'assécher des fonds de fouille pour la réalisation du bassin B1. Les rejets sont évalués entre 4 588 et 7 309 m ³ /j et représentent entre 27 et 42% du débit moyen interannuel

Caractéristiques du projet

Le projet est-il un plan de gestion établi pour la réalisation d'une opération groupée d'entretien régulier d'un cours d'eau, canal ou plan d'eau ? **Non**

Le projet est-il une installation utilisant l'énergie hydraulique ? **Non**

5 - Documents

Résumé non technique : **RD1066_AEP_DLE_0_V2c_20221114.pdf**

Document d'incidences : **RD1066_AEP_DLE_0_V2c_20221114.pdf**

Évaluation des incidences Natura 2000 : **RD1066_AEP_DLE_0_V2c_20221114.pdf**

6 - Plans

Éléments graphiques, plans ou cartes du projet : **DLE_annexes_envoi_DDT_20221114.zip**

Précisions : **Cette déclaration fait suite à un premier envoi daté du 09/06/2022, référence 68-2022-00101, auquel votre service a répondu en date du 08 juillet 2022, avec demande de compléments d'informations. Compte-tenu des éléments complémentaires à préparer, et du délai induit, un nouveau dépôt est réalisé ce jour.**



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement**

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE
CHEVALIER DU MÉRITE AGRICOLE
CHEVALIER DES PALMES ACADÉMIQUES**

**Décision relative à un projet relevant d'un examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement**

Mise en conformité de l'assainissement de la RN66 à Lutterbach, Wittelsheim et Reiningue (68)

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2, R. 122-3 et R.122-3-1;

Vu l'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la demande d'examen au cas par cas, en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement ;

Vu le dossier de demande d'examen au cas par cas présenté par le maître d'ouvrage « Collectivité Européenne d'Alsace », reçu le 02 mars 2021 et complété le 16 mars 2021, relatif au projet de mise en conformité de l'assainissement de la RN66 à Lutterbach, Wittelsheim et Reiningue (68) ;

Vu l'arrêté préfectoral N° 2020/039 du 3 février 2020 portant délégation de signature de la Préfète de la Région Grand Est, Préfète du Bas-Rhin en faveur de M. Hervé VANLAER, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est ;

Vu l'arrêté DREAL-SG-2020-52 du 20 novembre 2020 portant subdélégation de signature de M. Hervé VANLAER, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est en faveur de M. Pierre SPEICH, chef du service Évaluation environnementale et de son adjoint M. Hugues TINGUY ;

Considérant la nature du projet :

- qui relève de la rubrique n° 6 a) de la nomenclature annexée à l'article R. 122-2 du code de l'environnement « Construction d'autoroutes et de voies rapides » ;
- qui consiste à modifier le système de gestion des eaux pluviales de la route nationale 66 sur un linéaire de 4 270 m pour une surface de voiries de 12,6 ha, afin de protéger les captages d'eau potable qui alimentent l'agglomération mulhousienne sur un tronçon où les dispositifs d'assainissement de voirie sont vétustes ou absents ;
- qui inclut l'élargissement de la chaussée pour la création d'une bande d'arrêt d'urgence de 3 m et l'installation de dispositifs de retenue des véhicules ;
- qui inclut la création de 4 zones de refuge, pour une surface totale de 1 200 m² ;

- qui inclut la création de 4 bassins de rétention d'eaux pluviales, pour une surface totale de 2 800 m² ;
- qui permet d'améliorer la sécurité routière ;

Considérant la localisation du projet :

- route nationale 66 à Lutterbach, Wittelsheim et Reiningue (68) ;
- partiellement dans la zone spéciale de conservation « Vallée de la Doller » ;
- partiellement dans la ZNIEFF de type 1 « Cours, boisements et prairies humides de la Doller, de sa source à Mulhouse » et partiellement dans la ZNIEFF de type 1 « Forêts, marais et landes du Rothmoos à Richwiller, Lutterbach et Wittelsheim » ;
- partiellement dans la zone humide remarquable « Basse Doller de Lauw à Lutterbach » ;
- dans le périmètre de protection rapprochée des captages de la ville de Mulhouse ;
- dans au moins une commune couverte par le PPRI de la Doller ;
- en dehors d'un autre zonage environnemental caractéristique d'une sensibilité particulière ;

Considérant les caractéristiques des impacts du projet sur le milieu et la santé publique ainsi que les mesures et caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire leurs effets :

- les impacts potentiels sur les milieux naturels pour lesquels le dossier indique que :
 - aucune modification des emprises n'est prévue dans le périmètre du site Natura 2000, et les bassins seront construits en dehors du site Natura 2000 et des ZNIEFF de type 1 ;
- les impacts potentiels liés à la gestion des eaux pluviales, pour lesquels le dossier précise que :
 - le projet permettra de réduire les rejets de polluants dans les eaux et de réduire les débits des rejets d'eaux pluviales dans le milieu naturel ;
- les impacts liés aux nuisances d'origine routière pour lesquels le dossier indique que des murs anti-bruits et des isolations de façades sont prévues aux abords du projet ;
- les impacts sur le risque d'inondation pour lesquels le projet participe à l'écrêtement des crues en régulant les rejets d'eaux pluviales des chaussées ;

Considérant qu'au regard des éléments fournis par le pétitionnaire, le projet n'est pas susceptible de présenter des impacts résiduels notables sur l'environnement et la santé qui nécessiteraient la réalisation d'une étude d'impact ;

Décide

Article 1er :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de mise en conformité de l'assainissement de la RN66 à Lutterbach, Wittelsheim et Reiningue (68), présenté par le maître d'ouvrage « Collectivité Européenne d'Alsace », **n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 :

L'autorité décisionnaire est chargée de vérifier au stade de l'autorisation que le projet présenté correspond aux caractéristiques et mesures qui ont justifié la présente décision.

Article 4 :

La présente décision sera publiée sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Strasbourg, le 20 avril 2021

Pour le Directeur Régional de
l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de la région Grand Est et par délégation,
l'adjoint au chef du service Évaluation
Environnementale,



Hugues TINGUY

Voies et délais de recours	
<p>1) Un recours administratif préalable est obligatoire avant le recours contentieux. Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la réception de la décision. En cas de décision implicite, le recours doit être formé dans le délai de deux mois suivant la publication sur le site internet de l'autorité environnementale du formulaire de demande accompagné de la mention du caractère tacite de la décision. L'absence de réponse au recours administratif à l'issue d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet du recours. Le recours administratif doit être adressé à Madame la Préfète de région - Préfecture de la région Grand Est - 5 place de la République - BP 87031 - 67073 STRASBOURG cedex Il peut aussi être adressé un recours hiérarchique au supérieur hiérarchique de l'auteur de la décision : Monsieur le Ministre de la transition écologique et solidaire - 246, bd Saint Germain - 75007 PARIS</p>	<p>2) Le recours contentieux doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la réception de la décision de rejet du recours administratif ou dans le délai de deux mois à compter de la décision implicite de rejet du recours administratif. Le recours contentieux doit être adressé au : Tribunal administratif de STRASBOURG - 31 avenue de la Paix - 67000 STRASBOURG</p>

Colmar, le 19 mai 2022

**Direction Infrastructures, Mobilités
durables et Transition écologique**

Direction des Routes, des Infrastructures et
des Mobilités

Pôle Travaux Neufs Sud

Service du Secteur de Brunstatt

Dossier suivi par : M-C JEANNINGROS

Tél. : 03.69.49.34.31

Mél. : marie-catherine.jeanningros@alsace.eu

ATTESTATION FONCIERE

=====

Par la présente j'atteste que la Collectivité européenne d'Alsace est propriétaire de tous les terrains nécessaires à la réalisation du projet de protection des zones de captage au droit de la RD1066 à LUTTERBACH, les emprises se situant en totalité dans le domaine public.

Le Chef du Pôle Travaux Neufs Sud


Amanda BRESCHBÜHL

Collectivité européenne d'Alsace

Hôtel du Département
Place du Quartier Blanc 67964 STRASBOURG Cedex 9

Hôtel du Département
100 Avenue d'Alsace 68000 COLMAR

03 69 49 39 29 | www.alsace.eu

Récapitulatif

1 - Type de demande

Numéro de télédémarche : **B-220523-154744-589-003**

Télédémarche soumise le : **23/05/2022**

Type de demande : **Dépôt initial**

Service instructeur coordonnateur en charge de votre dossier : **DDT(M) (service police de l'eau)**

Conditions d'engagement du pétitionnaire :

- **Je m'engage à ce que les fichiers déposés comprennent les informations réglementaires requises, dont les références sont rappelées pour chaque dépôt de fichier tout au long de la téléprocédure**
- **Je m'engage à ne déposer aucune pièce confidentielle. Ces pièces doivent être déposées directement au service instructeur coordonnateur**
- **Je prends note que tous les plans réglementaires (y compris pour les pièces spécifiques IOTA, ICPE ainsi que les procédures embarquées) sont déposés en fin de la téléprocédure**

2 - Pétitionnaires

Pétitionnaire ou mandataire **Pétitionnaire**

Un ou plusieurs pétitionnaires : **Un seul Pétitionnaire**

Personne Morale

Siret : **20009433200018**

Raison sociale : **COLLECTIVITE EUROPEENNE D'ALSACE**

Forme juridique : **Département**

Adresse en France

PL DU QUARTIER BLANC

67000 STRASBOURG

Signataire

Nom : **BRESCHBÜHL**

Prénom : **Amanda**

Qualité : **chef du Pôle Travaux Neufs Sud**

Adresse électronique (exemple : nom@exemple.com) : **Amanda.BreschbuhlTaloni@alsace.eu**

Téléphone fixe : **+(33) 389306949**

Référent

Nom : **JEANNINGROS**

Prenom : **Marie-Catherine**

Fonction : **Chef du Secteur Brunstatt**

Adresse électronique (exemple : nom@exemple.com) : **Marie-Catherine.Jeanningros@alsace.eu**

Téléphone fixe : **+(33) 369493431**

Courriel d'échange avec l'administration

Courriel : **Marie-Catherine.Jeanningros@alsace.eu**

3 - Description et présentation générale du projet

Nom de votre projet : **RD1066 Protection captages AEP de MLH**

Fichier décrivant votre projet (Pièce Jointe) : **RD1066_AEP_DLE_V1b_220516.pdf**

Note de présentation non technique (Pièce Jointe) : **RD1066_AEP_DLE_V1_présentation non technique.pdf**

Justificatif de maîtrise foncière (Pièce Jointe) : **attestation_fonciere.pdf**

4 - Localisation

Adresse de l'AIOT

Commune : **Lutterbach 68460**

Numéro et voie ou lieu-dit : **5 Rue de la Savonnerie**

Type de projet

Projet **Terrestre**

Géolocalisation du projet

X : **1019558**

Y : **6748086**

Projection : **Lambert 93**

Fichier des parcelles

Parcelles (Pièce Jointe) : **parcelles.csv**

Géolocalisation du périmètre du projet

Périmètre projet (Pièce Jointe) : **RD1066_AEP_PROJET.zip**

5 - Activités

La demande est-elle une régularisation d'activités ? **Non**

La demande du pétitionnaire comprend :

Une autorisation supplétive.

Votre demande concerne également une ou plusieurs des procédures embarquées suivantes :
Installation(s) IOTA soumise(s) à déclaration.

Votre demande comprend-elle des rubriques IOTA (A, D) ou ICPE (A, E, DC, D) : **Oui**

Le tableau des nomenclatures ICPE et IOTA :

* Rubrique	Alinéa	Libellé des rubriques	* Quantité totale	* Quantité projet	* Régime	Précisions sur les AIOT concernées par le projet
1.1.1.0		Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain,	3	3	D	pose de piézomètres
2.1.5.0	2	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :	13.4	13.4	D	assainissement uniquement de la plateforme
3.2.3.0	2	Plans d'eau, permanents ou non :	0.41	0.41	D	bassins de traitement des eaux pluviales

Votre projet est-il soumis à des rubriques de la nomenclature évaluation environnementale : **Oui**

Le tableau des rubriques de la nomenclature Évaluation Environnementale :

* Régime	* N° de catégorie et de sous-catégorie
Cas par cas	

6 - Dépôt de l'étude d'impact ou d'incidence

Votre demande comprend une : **Etude d'incidence.**

Des modifications ont-elles été apportées aux caractéristiques et mesures du projet ayant motivé la décision de dispense d'évaluation environnementale : **Non**

Le fichier indiquant l'étude d'incidence (Pièce Jointe) : **RN66_AEP_KparK_0_cerfa_14734x03_v2b.pdf**

Le fichier indiquant l'annexes de l'étude d'incidence (Pièce Jointe) :
68_LUTTERBACH_travauxRN66_decision.pdf

Le fichier indiquant le résumé non technique de l'étude d'incidence (Pièce Jointe) : **Pas detude dimpact.pdf**

7 - Pièces spécifiques Icpe / Iota

8 - Plans

Emplacement du projet (Pièce Jointe) : **périmètre projet.png**

Éléments graphiques, plans ou cartes (Pièce Jointe) : **annexes.zip**

Informations supplémentaires :

La demande concerne un déclaration au titre de la Loi sur l'Eau. 3 exemplaires papier sont transmis ce jour à l'administration.

PROJET D'AMÉNAGEMENT DE LA RD1066 POUR LA PROTECTION DES CAPTAGES D'EAU POTABLE – (68)

DOSSIER DE DÉCLARATION AU TITRE DES ARTICLES
L.214-1 À L.214-6 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

16 mai 2022

MAÎTRISE D'OUVRAGE



Informations relatives au document

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Auteur(s) FEUCHT
Version V1
Référence E3795

HISTORIQUE DES MODIFICATIONS

Version	Date	Rédigé par	Visé par	Modifications
V0	02/03/2022	FEUCHT	BERTRAND	
V1	16/05/2022	FEUCHT	BERTRAND	

DESTINATAIRES

Nom	Entité
-----	--------

SOMMAIRE

1 - OBJET DE LA DEMANDE.....	6
1.1 - Contenu du dossier.....	6
2 - RESUME NON TECHNIQUE	8
2.1 - Objet du dossier.....	8
2.2 - Caractéristiques du projet	8
2.3 - Analyse de l'état initial.....	9
2.4 - Étude d'incidences sur l'eau	9
3 - NOM ET ADRESSE DU DEMANDEUR.....	11
4 - PRESENTATION DU PROJET ET DES RUBRIQUES DE LA NOMENCLATURE	12
4.1 - LOCALISATION DU PROJET	12
4.2 - PRESENTATION TECHNIQUE DU PROJET.....	13
4.2.1 - Historique du projet.....	13
4.2.2 - Caractéristiques du projet	13
4.2.3 - Caractéristiques de l'assainissement	17
4.3 - PARCELLAIRE.....	32
4.4 - PHASAGE DU PROJET.....	33
4.5 - COÛT DU PROJET.....	34
4.6 - LISTE DES RUBRIQUES DE LA NOMENCLATURE CONCERNEES PAR LE PROJET	35
5 - DOCUMENT D'INCIDENCES	36
5.1 - ANALYSE DE L'ETAT INITIAL ET DES ENJEUX LIÉS À L'EAU ET AUX MILIEUX AQUATIQUES	36
5.1.1 - Climatologie.....	36
5.1.2 - Topographie	38
5.1.3 - Géologie	38
5.1.4 - Les eaux superficielles.....	40
5.1.5 - Les eaux souterraines.....	47
5.1.6 - Les risques naturels	51
5.1.7 - Risques technologiques	54
5.1.8 - Biodiversité	57
5.2 - INCIDENCES DU PROJET ET DES TRAVAUX ET MESURES ENVISAGÉES.....	66
5.2.1 - Considérations générales.....	66
5.2.2 - Incidences sur le sol et sous-sol	67
5.2.3 - Incidences sur les eaux superficielles et souterraines	69
5.2.4 - Biodiversité	77
5.3 - ÉVALUATION DES INCIDENCES NATURA 2000	80
5.3.1 - Cadre réglementaire.....	80
5.3.2 - Évaluation des incidences sur les sites Natura 2000	80

5.4 - COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES DOCUMENTS DE PLANIFICATION ET D'URBANISME RELATIFS À LA THÉMATIQUE « EAU »	81
5.4.1 - LE SCHÉMA DIRECTEUR D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX RHIN-MEUSE	81
5.4.2 - Les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)	84
5.4.3 - III Nappe Rhin	85
5.4.4 - Le Plan de Gestion des Risques d'Inondations (PGRI) Rhin et Meuse	87
5.5 - RAISONS POUR LESQUELLES LE PROJET A ÉTÉ RETENU PARMIS LES ALTERNATIVES	89
6 - ENTRETIEN ET MOYENS DE SURVEILLANCE ET D'INTERVENTION	90
6.1 - ENTRETIEN ET MOYENS DE SURVEILLANCE PENDANT LA PHASE CHANTIER	90
6.2 - ENTRETIEN ET MOYENS DE SURVEILLANCE EN PHASE D'EXPLOITATION	91
6.2.1 - Entretien recommandé de l'assainissement longitudinal	92
6.2.2 - Entretien recommandé des bassins	92
7 - ANNEXES	93

RÉFÉRENCES DES FIGURES

Figure 1 : plan de situation du projet	8
Figure 2 : Plan général du projet	9
Figure 3 : PLAN DE localisation du projet (Source : Géoportail)	12
Figure 4 : VUE TYPE DE LA RD1066 NORD	13
Figure 5 : VUE TYPE DE LA RD1066 SUD	14
Figure 6 : SECTION DE LA RD1066	14
Figure 7 : Localisation de l'assainissement du secteur du bassin de la RD1066 (source : ARTELIA 2012)	17
Figure 8 : Localisation des fossés enherbés le long de la RD1066 (source : ARTELIA, 2012)	18
Figure 9 : Zone recensées sans assainissement (source : ARTELIA, 2012)	19
Figure 10 : COUPE TYPE D'UN COLLECTEUR SOUS BAU	21
Figure 11 : Plan du projet d'assainissement de la RD1066	22
Figure 12 : Le projet d'assainissement	22
Figure 13 : Limite Nord-Ouest du périmètre de captage et début du projet d'assainissement	23
Figure 14 : PROFIL EN LONG SIMPLIFIÉ DE L'ASSAINISSEMENT	23
Figure 15 : Assainissement longitudinal par caniveau à fente	24
Figure 16 : Passage du collecteur en encorbellement	24
Figure 17 : Vue de l'OA99	25
Figure 18 : Extrait carte du Réseau hydrographique du haut-rhin – réglementation applicable en 2022 (source : DDT68).....	26
Figure 19 : Bétonnage du fond de bassin.....	26
Figure 20 : Représentation du nouveau bassin n°1 sur l'aire de pique-nique existante.....	27
Figure 21 : Représentation du nouveau bassin B1 sur l'aire de pique-nique existante	27
Figure 22 : Exutoire du bassin B1	28
Figure 23 : Représentation du nouveau bassin B2.....	29
Figure 24 : Exutoire du bassin B2	30
Figure 27 : Rejet d'une canalisation (depuis R44) au plus loin de l'exutoire	31
Figure 28 : Températures à Bale – Mulhouse de 1981-2010 (source, Infoclimat)	36

Figure 29 : Précipitations À BALE – MULHOUSE DE 1981-2010 (SOURCE, INFOCLIMAT)	37
Figure 30 : Vents À BALE – MULHOUSE DE 1981-2010 (SOURCE, INFOCLIMAT).....	37
Figure 31 : Extrait carte topographique (source : topographic-map).....	38
Figure 32 : Extrait de la carte géologique (source: BRGM)	39
Figure 33 : Bassins versants (source : Cartographie Interactive CARMEN Grand Est)	40
Figure 34 : Localisation du cours du Dollerbaechlein	41
Figure 35 : Réseau hydrographique du secteur d'étude.....	42
Figure 36 : qualité écologique de l'eau de la doller à reiningue (source : sierm)	44
Figure 37 : qualité chimique de l'eau de la doller à reiningue (source : sierm)	44
Figure 38 : qualité écologique de l'eau du dollerbaechlein à wittenheim (source : sierm).....	45
Figure 39 : qualité chimique de l'eau du dollerbaechlein à wittenheim (source : sierm).....	45
Figure 40 : variation du debit mensuel moyen de la Doller à Reiningue (1967 - 2021) (source : EAUFRANCE)	46
Figure 41 : Profondeur de la nappe phréatique en situation moyenne et direction de l'écoulement (source : Aprona)	47
Figure 42 : Coupe sur la longueur du linéaire de projet : cote du sol / cote de la nappe / cote du substratum (source : APRONA).....	48
Figure 43 : CARTE DES CAPTAGES ET PERIMETRES DE PROTECTION (SOURCE : ARTELIA 2015)	49
Figure 44 : Carte de la vulnérabilité intrinsèques des nappes (source : SIGES Rhin-Meuse)	50
Figure 45 : Atlas des zones inondables Vallée de la Doller (source : préfecture du haut-Rhin)	52
Figure 46 : Cartographie des zones sensibles aux remontées de nappe (source : GÉorisques)	53
Figure 47 : Carte sur les aléas liés au retrait-gonflement des argiles (source : géorisques).....	54
Figure 48 : sites SIS (source : Géorisques-BRGM).....	56
Figure 49 : sites basias (source : Géorisques-BRGM).....	56
Figure 50 : localisation du site natura 2000 (source : INPN)	57
Figure 51 : localisation des ZNIEFF (source : INPN)	60
Figure 52 : Localisation des zones humides remarquables à proximité de colmar (source : DREAL Grand est).....	61
Figure 53 : cartographie des zones à dominante humide a proximité du site d'étude (source : CARMEN).....	62
Figure 54 : extrait des elements de la trame verte et bleue du srce (source : srce d'alsace)	63
Figure 55 : Trame verte et bleue » du SCOT de la Région Mulhousienne.....	64
Figure 56 : Localisation des zones concernées par le diagnostic arboricole (source : ONF 2021).....	65
Figure 57 : Localisation des bassins de rétention supprimés.....	78

RÉFÉRENCES DES TABLEAUX

Tableau 1 : COEFFICIENTS DE MONTANA 10 ANS	19
Tableau 2 : COEFFICIENTS DE MONTANA 10 ANS	20
Tableau 3 : COEFFICIENTS DE MONTANA 10 ANS	20
Tableau 4 : habitats naturels inventoriés dans le formulaire standard des données du site Natura 2000 « Vallée de la Doller»	59
Tableau 5 : conformité du projet avec les objectifs du Sage III-nappe Rhin	87
Tableau 6 : conformité du projet avec les objectifs du PGRI du district Rhin	88

1 - OBJET DE LA DEMANDE

La ville de Mulhouse est alimentée en eau potable par des captages d'eaux de la nappe phréatique de la Doller situés en amont de la ville. Les périmètres de protection de ces captages sont traversés par un grand nombre de réseaux routiers à trafic important, dont notamment la route nationale RD1066.

La pérennité de l'approvisionnement en eau depuis ces captages est primordiale puisqu'il n'existe à ce jour pas de ressources de substitution. Or, la RD1066 a été mise en place avant l'application des règles de protection de l'environnement contre les pollutions d'origine routière.

Le Maître d'ouvrage a lancé la réalisation d'une étude de niveau PROJET visant à calibrer la RD1066 entre les PR38+200 (échangeur des Coteaux) et PR33 (échangeur Wittelsheim RD1066-RD19) en 2015. Aujourd'hui, il souhaite faire apporter quelques évolutions à ce projet.

L'objet du présent document est de soumettre à **déclaration au titre du Code de l'environnement** (articles L.214-1 à L.214-6 et R.214-1 et suivants du Code de l'environnement), les ouvrages, installations, travaux et activités (IOTA) prévus dans le cadre du projet d'aménagement de la RD1066 dans le cadre de la modification du projet.

La procédure de déclaration au titre de la loi sur l'eau permet en outre de préciser les caractéristiques des ouvrages et des travaux qui peuvent présenter des incidences sur les milieux aquatiques, ainsi que toutes les dispositions prises pour assurer la préservation de la ressource en eau, des milieux aquatiques et de sa gestion équilibrée.

1.1 - Contenu du dossier

Le contenu de la procédure de Déclaration est défini dans l'article R.214-32 et suivants du Code de l'Environnement, relatif aux procédures des opérations soumises à déclaration.

Cette déclaration, remise en trois exemplaires et sous forme électronique, au préfet du département où le projet doit être réalisé comprend :

- 1° Le nom et l'adresse du demandeur, ainsi que son numéro SIRET ou, à défaut, sa date de naissance ;
- 2° L'emplacement sur lequel l'installation, l'ouvrage, les travaux ou l'activité doivent être réalisés ;
- 3° La nature, la consistance, le volume et l'objet de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou de l'activité envisagés, ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles ils doivent être rangés ;
- 4° Un document :
 - a) Indiquant les incidences du projet sur la ressource en eau, le milieu aquatique, l'écoulement, le niveau et la qualité des eaux, y compris de ruissellement, en fonction des procédés mis en œuvre, des modalités d'exécution des travaux ou de l'activité, du fonctionnement des ouvrages ou installations, de la nature, de l'origine et du volume des eaux utilisées ou affectées et compte tenu des variations saisonnières et climatiques ;
 - b) Comportant l'évaluation des incidences du projet sur un ou plusieurs sites Natura 2000, au regard des objectifs de conservation de ces sites. Le contenu de l'évaluation d'incidence Natura 2000 est défini à l'article R. 414-23 et peut se limiter à la présentation et à l'exposé définis au I de l'article R. 414-23, dès lors que cette première analyse conclut à l'absence d'incidence significative sur tout site Natura 2000 ;
 - c) Justifiant, le cas échéant, de la compatibilité du projet avec le schéma directeur ou le schéma d'aménagement et de gestion des eaux et avec les dispositions du plan de gestion des risques

d'inondation mentionné à l'article L. 566-7 et de sa contribution à la réalisation des objectifs visés à l'article L. 211-1 ainsi que des objectifs de qualité des eaux prévus par l'article D. 211-10 ;

d) Précisant s'il y a lieu les mesures correctives ou compensatoires envisagées ;

e) Les raisons pour lesquelles le projet a été retenu parmi les alternatives ainsi qu'un résumé non technique.

Ce document est adapté à l'importance du projet et de ses incidences. Les informations qu'il doit contenir peuvent être précisées par un arrêté du ministre chargé de l'environnement.

Lorsqu'une étude d'impact est exigée en application des articles R. 122-2 et R. 122-3, elle est jointe à ce document, qu'elle remplace si elle contient les informations demandées ;

5° Les moyens de surveillance ou d'évaluation des prélèvements et des déversements prévus ;

6° Les éléments graphiques, plans ou cartes utiles à la compréhension des pièces du dossier, notamment de celles mentionnées aux 3° et 4°.

2 - RESUME NON TECHNIQUE

2.1 - Objet du dossier

Le projet est implanté sur la route RD1066 existante et consiste à réaliser des aménagements de mise en conformité de l'assainissement routier vis-à-vis de la protection de la ressource en eau et des aménagements de sécurisation par l'élargissement pour y insérer des bandes d'arrêt d'urgence.

Les bans communaux concernés par l'aménagement sont ceux de Lutterbach, Wittelsheim et Reiningue. Le linéaire de voirie représente environ 5.2 km, entre l'étang de Reiningue et l'échangeur de l'A36.

L'ensemble du projet est soumis au régime de déclaration dans le cadre de la gestion des eaux pluviales du projet.

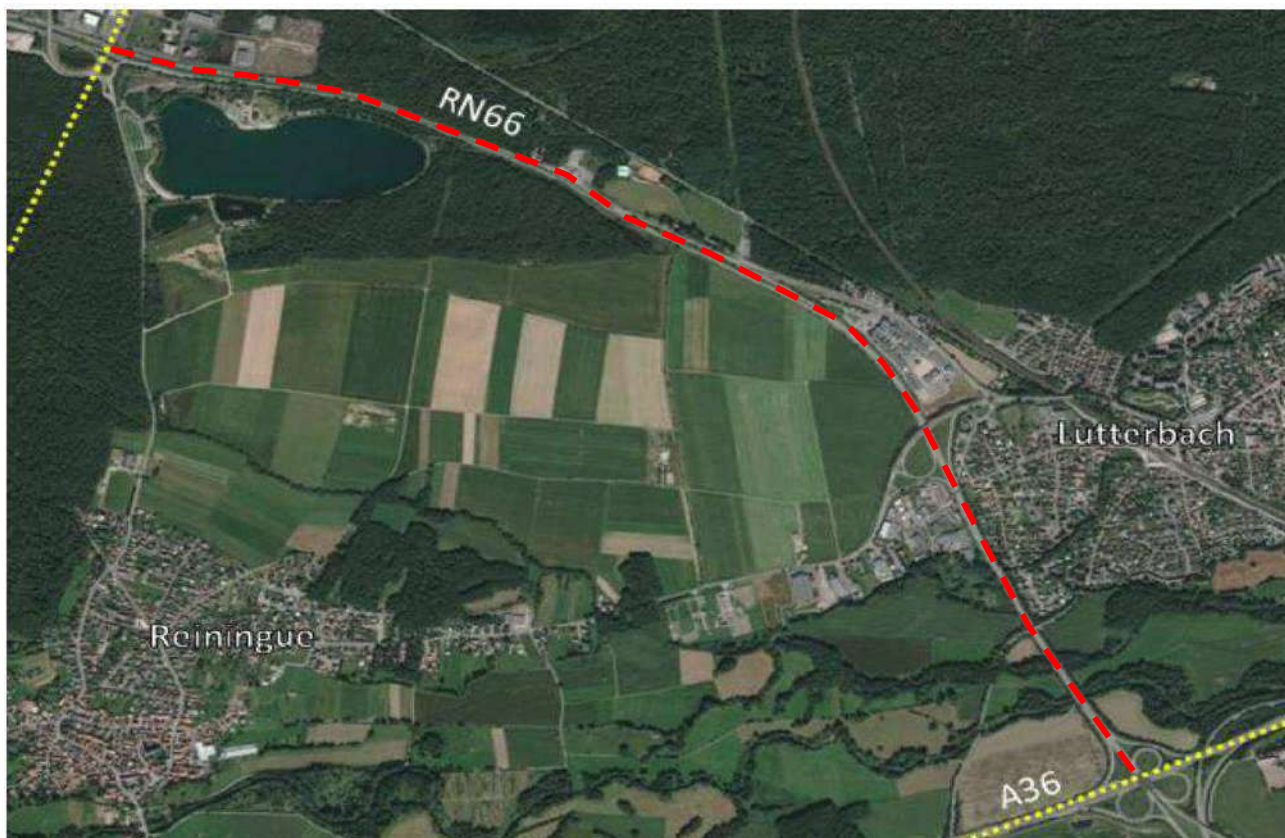
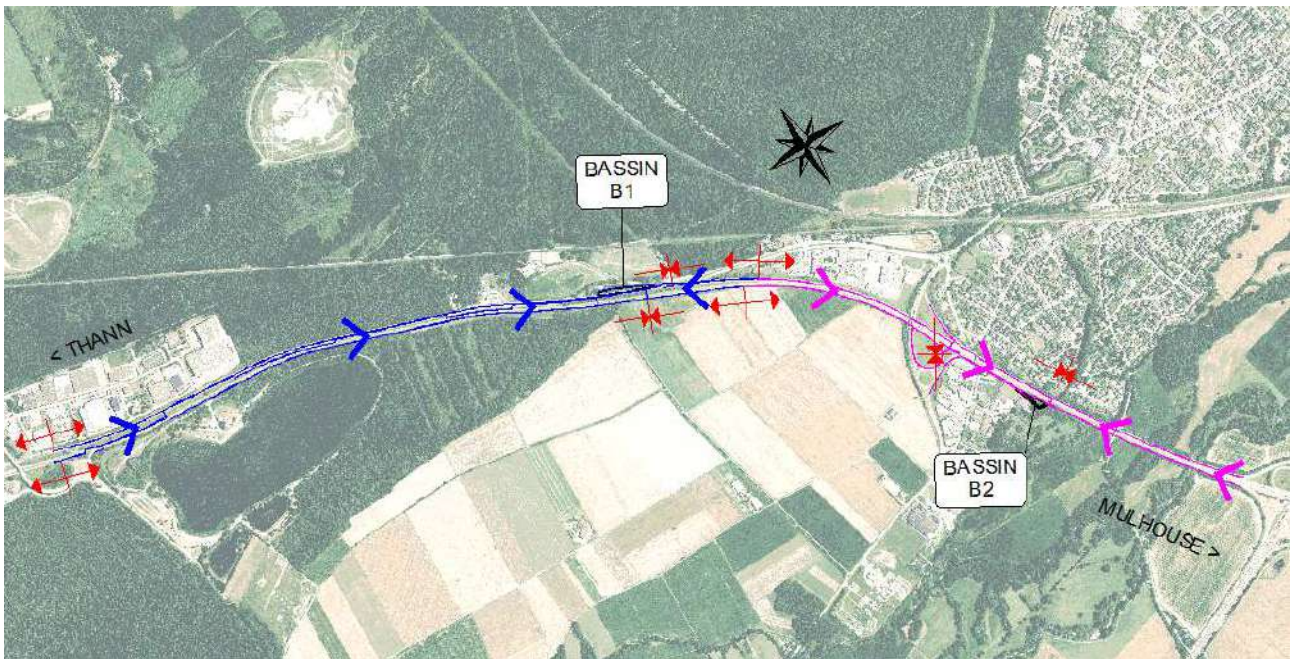


FIGURE 1 : PLAN DE SITUATION DU PROJET

2.2 - Caractéristiques du projet

Le projet d'assainissement prévoit la pose de collecteurs (caniveaux à fente et collecteurs enterrés) en bordure de voirie, ainsi que la création de 2 bassins de traitement des eaux.



Bassins versants : BV1 BV2 > Sens d'écoulement Bassin de rétention

FIGURE 2 : PLAN GÉNÉRAL DU PROJET

2.3 - Analyse de l'état initial

Le secteur est contraint par des faibles pentes du profil en long de la voirie existante.

La géologie du site est caractérisée par des alluvions actuelles de type sable et graviers de l'holocène (FZb) de la vallée de la Doller.

La RD1066 traverse les cours d'eau suivants : la Doller, le Dollerbaechlein, le Kanalgraben.

Du point de vue hydrogéologique, le secteur est bien sûr marqué par la présence de la Nappe d'Alsace qui représente un réservoir aquifère primordial. Si la nappe ne présente aucun problème quantitatif, sa faible profondeur et le manque de couverture efficace la rendent vulnérable aux pollutions. Le niveau moyen de la nappe au niveau du projet est estimé à 260,70 mNGF (APRONA), soit à une profondeur de 3-5 m par rapport au niveau du sol.

Le projet se trouve dans le périmètre rapproché de captages d'eau potable alimentant la ville de Mulhouse.

Le secteur de projet de la RD1066 est concerné dans sa partie Sud, entre l'échangeur de l'A36 et la D20 par les zones inondables de la Doller (PPRI).

Le projet traverse une zone de protection de l'environnement au titre de Natura 2000 « vallée de la Doller », et concerne des zones humides associées à la Doller.

2.4 - Étude d'incidences sur l'eau

Il est à noter que l'état actuel du site est déjà aménagé par la présence de l'actuelle RD1066 et d'un bassin d'assainissement existant qui récolte une partie du linéaire de la RD1066 (correspondant au BV2). Le projet entraînera une augmentation des surfaces imperméabilisées actuelles.

Les eaux pluviales seront collectées et envoyés dans 2 bassins de rétention avant rejet dans le Dollerbaechlein. Les ouvrages de traitement ont été dimensionné pour une pluie décennale permettant de réguler le débit de fuite pour n'engendrer aucun impact hydraulique et qualitatifs sur les eaux superficielles.

Les terrassements réalisés durant la phase de travaux n'auront pas d'impact sur la qualité des eaux souterraines grâce à des dispositions spécifiques en chantier qui sont prises pour réduire le risque de pollution accidentelle.

Les eaux pluviales seront collectées et traitées dans des bassins permettant d'éviter une pollution chronique des eaux superficielles mais également souterraines.

Le présent projet est compatible avec le SDAGE du bassin Rhin-Meuse et avec le SAGE du bassin « Ill-Nappe-Rhin ».

L'aménagement de la RD1066 pour y implanter les bandes d'arrêt d'urgence et les bassins de rétention vont nécessiter l'abattage de nombreux arbres le long de cette route. Certains de ces arbres seraient susceptibles d'accueillir des espèces protégées, impliquant une perte potentiel d'habitats. Une demande de dérogation à la destruction d'espèce protégée auprès des services de l'état compétents devra être faite le cas échéant.

Le dossier conclut qu'à moyen terme, les incidences seront négligeables à faibles selon les espèces et ne remettront pas en cause l'état de conservation des populations dans le site Natura 2000.

3 - NOM ET ADRESSE DU DEMANDEUR

La maîtrise d'ouvrage est assurée par :



Collectivité Européenne d'Alsace

100 Avenue d'Alsace

BP 20351 68006 COLMAR cedex

Tel: 03.89.30.68.68.

www.alsace.eu

SIRET 20009433200018

4 - PRESENTATION DU PROJET ET DES RUBRIQUES DE LA NOMENCLATURE

4.1 - LOCALISATION DU PROJET

Le projet se situe à l'ouest de la ville de Mulhouse, dans la collectivité européenne d'Alsace, sur les bords des communes de Lutterbach et Wittelsheim.

La zone d'étude est limitée au Nord-Ouest par le rond-point de l'étang de Reiningue et au Sud-Est par l'échangeur de l'A36.

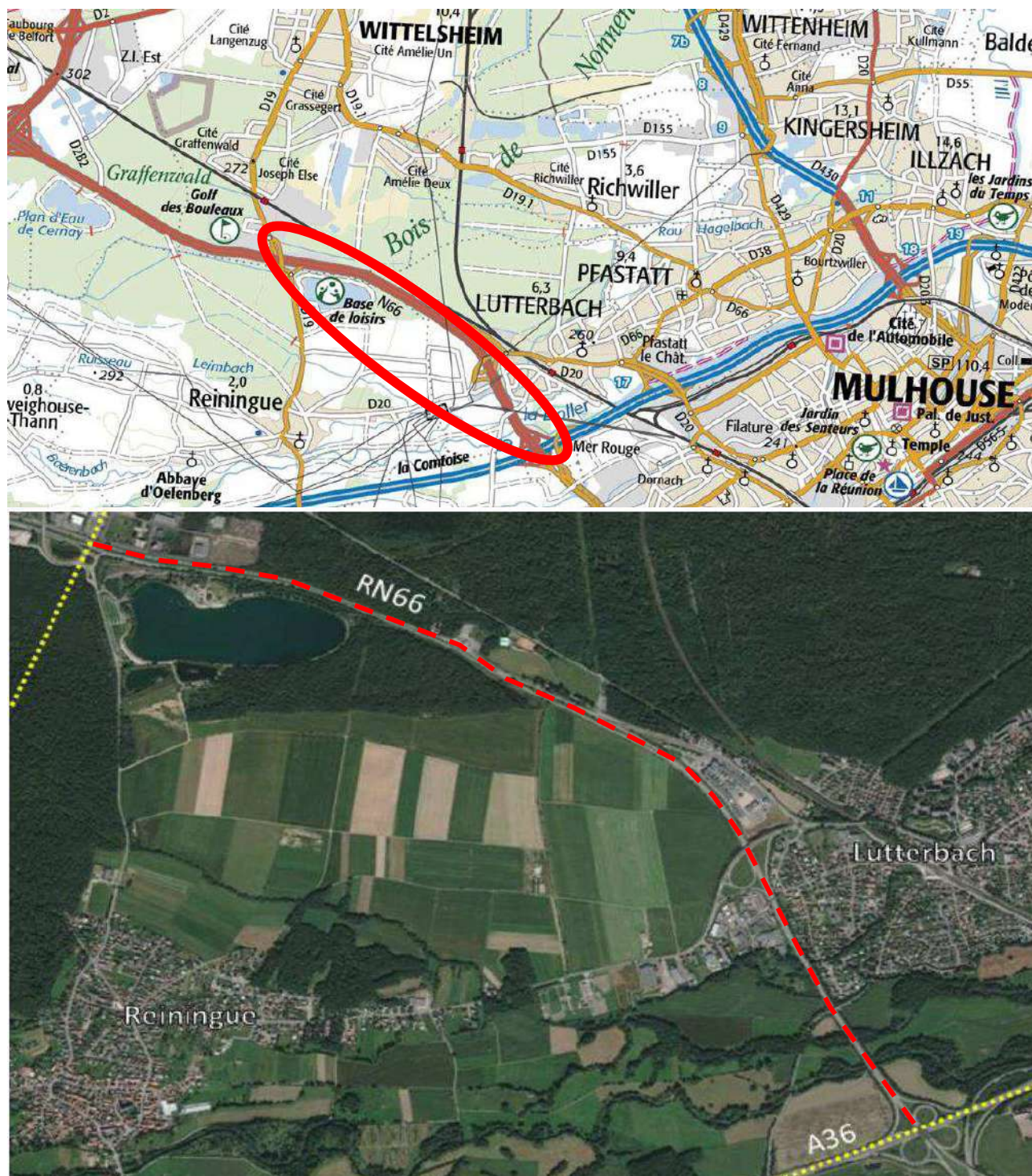


FIGURE 3 : PLAN DE LOCALISATION DU PROJET (SOURCE : GÉOPORTAIL)

4.2 - PRESENTATION TECHNIQUE DU PROJET

4.2.1 - Historique du projet

Le projet de mise en conformité des équipements de protection des captages AEP sur la RND1066 a fait l'objet d'une demande de déclaration au titre du Code de l'Environnement par un dépôt officiel auprès de la Direction Départementale des Territoires du Haut-Rhin en Décembre 2012. Suite à cela, le Service de la Police de l'Eau a rédigé en Janvier 2013 une demande de compléments, notamment du document d'incidence Natura 2000, « compte-tenu du fait que les travaux traversent une zone Natura 2000 ».

La Maîtrise d'Ouvrage DIR Est puis CeA a confié la réalisation d'une étude de niveau projet visant à calibrer l'infrastructure RD1066, sur l'agglomération mulhousienne, entre les PR38+200 (échangeur des Coteaux) et PR33 (échangeur Wittelsheim RD1066-RD19 partiellement compris). Les modifications envisagées sont :

- mise en place d'un système de collecte et de traitement avant rejet des eaux de ruissellement
- élargissement des plateformes existantes dans le but, d'une part de mettre en place des dispositifs de retenue pour éviter le déversement de matières polluantes dans le TPC et en dehors de l'infrastructure, d'autre part de généraliser la création de bandes d'arrêt d'urgence
- traitement d'un point noir bruit par l'intégration de protections phoniques en rive de la commune de Lutterbach.

Sur cette base, un dossier projet a été produit en 2015. Le Maître d'Ouvrage souhaite faire apporter quelques évolutions à ce dossier, qui entraîneront la nécessaire mise à jour des études et notamment le dossier Loi sur l'Eau, objet du présent dossier.

La modification du type de collecteurs prévus, la réduction du nombre de bassins de 4 à 2 et la modification des débits de fuite, même si cela va dans le sens d'une amélioration générale des incidences sur l'environnement, représentent des modifications significatives du premier projet déposé et nécessitent donc la réalisation et le dépôt d'un nouveau Dossier Loi sur l'Eau auprès des services concernés.

L'objectif principal de ce projet est la protection des captages de Mulhouse, notamment contre les pollutions accidentelles et les pollutions chroniques.

4.2.2 - Caractéristiques du projet

4.2.2.1 - La voirie existante

La route nationale RD1066, entre le début du projet au niveau de l'étang de Reiningue et la fin du projet au droit de l'échangeur de Mulhouse-Les-Coteaux, peut être divisée en 2 sections majeures :

- section périurbaine Nord de la RD19 à la RD20 : elle concerne le linéaire entre le début du projet et le passage supérieur de la RD20. Elle est peu contrainte en termes de largeur, avec un TPC enherbé de largeur variable et des bermes de part et d'autre de la chaussée permettant l'élargissement.



FIGURE 4 : VUE TYPE DE LA RD1066 NORD

- et une section urbaine au Sud de la RD20 à l'A36 : elle traverse la commune de Lutterbach avant de rejoindre l'A36 au Sud. Contrainte d'une part par les emprises des zones bâties, elle l'est également au niveau des passages supérieurs (rue de Reiningue et Morschwiller), inférieurs (cours d'eau de la Dollerbaechlein, le Kanalgraben et la Doller), et des bassins béton existants et projetés. Le TPC se limite dans ce secteur à une double glissière.



FIGURE 5 : VUE TYPE DE LA RD1066 SUD

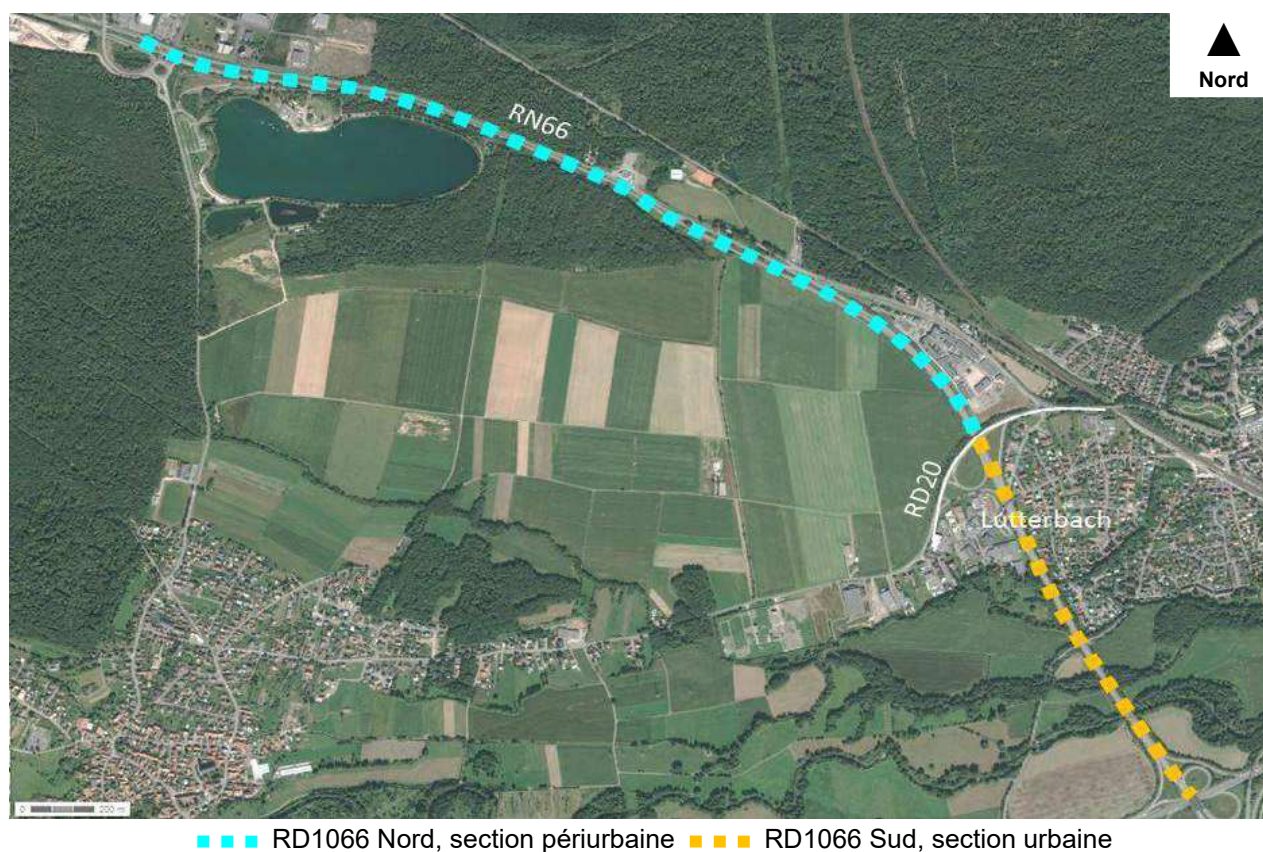


FIGURE 6 : SECTION DE LA RD1066

4.2.2.2 - Projet d'élargissement de la voirie

La création d'une bande d'arrêt d'urgence (BAU) de 2m50 à 3m, implique un élargissement sur le profil en travers existant de la RD1066.

La limite d'exécution du remblai côté chaussée est fixée à l'arrière du marquage existant conformément au profil type (le bord des enrobés existant est généralement entre 30 et 50cm du marquage au sol).

La géométrie du terrassement sur les profils d'exécution, respecte les principes suivants :

- Berme de 1m00 inclinée au minimum à 4% au maximum à 8%.

- Talus incliné à 3/2 (67%)
- Pied de remblai, ancré par une bêche horizontale de 50cm, ancrée au minimum de 50cm sous le niveau du TN, conformément au profil type.

Volumes de terrassements

L'application des structures de chaussées permet d'évaluer le volume de terrassements de l'opération. Il est considéré également un volume de purges correspondant à 10% du volume de déblais.

	Plateforme	Bassin 1	Bassin 2	TOTAL
Volume total à déblayer	51 590 m ³	3 300 m ³	6 500 m ³	61 390 m ³
Dont purges	4 690 m ³	670 m ³	1 300 m ³	6 660 m ³
Volume total à remblayer	13 860 m ³	-	-	13 860 m ³
Dont purges	4 690 m ³	670 m ³	1 300 m ³	6 660 m ³

Réutilisation des matériaux

La classe du sol a été définie en considérant les profils lithologiques des sondages de reconnaissance et les essais géotechniques réalisés in situ.

Le profil de sol considéré sur ce site est probablement de classe C :

Classe de sol	Description du profil stratigraphique	Vs (m/s)	NSPT (coups/30 cm)	Cu (KPa)
C	Dépôts profonds de sable de densité moyenne, de gravier ou d'argile moyennement raide, ayant des épaisseurs de quelques dizaines à plusieurs centaines de mètres	180 - 360	15 - 50	70 - 250

L'identification des sols réalisés sur la zone du bassin B1 a indiqué la présence de sols C1B5 à un état hydrique moyen.

De façon générale, en fonction de leur état hydrique et des conditions météorologiques favorables, les sols C peuvent être réutilisés en remblai, à condition que la hauteur de remblai ne soit pas trop grande (<5m).

Localement, des purges pourront être réalisées avec des matériaux de déblais sableux à l'état « m » à « ts », avec une énergie de compactage intense pour les matériaux à l'état hydrique « s » à « ts ».

Les matériaux à l'état hydrique « très humide » seront inutilisables.

Le rapport géotechnique indique la présence de remblais de couche de forme au droit du futur bassin B2 et ex bassin B3, sur des hauteurs approximatives de 1,20m. L'identification du sol à 2m de profondeur au droit du bassin B1 a révélé des sols de type D3. Ces remblais constitués de sables, graviers et galets pourront être réutilisés dans le cadre de l'élargissement de la plateforme routière.

C'est pourquoi le taux de réutilisation global a été estimé à 70%.

Mouvement des terres

La balance des quantités est récapitulée dans le tableau ci-dessous :

	Option CDF 100% apport	Option CDF matériaux réutilisés (70% des déblais hors purge)
Déblais mis en remblais Dont remblais de purge	13 860 m3 6 725 m3	13 860 m3 6 725 m3
Déblais mis en couche de forme	-	41 770 m3
Déblais évacués Dont excédent réutilisable	52 540 m3 41 770 m3	24 630 m3 - m3
Matériaux d'apport pour couche de forme	56 345 m3	14 575 m3

La stratégie de mouvement des terres sera validée par une étude géotechnique de niveau G2 PRO minimum. L'option prise en compte dans l'estimation est la réalisation de couche de forme en matériaux 100% apport qui est la plus sécuritaire dans la maîtrise des matériaux.

La solution réutilisation a des sujétions qui ne sont pas maîtrisés comme la nécessité potentielle d'un traitement des matériaux pour les rendre réutilisables, avec une balance des coûts qui peut être défavorable. Cependant, elle peut présenter un avantage du point de vue de l'environnement (économie en transport, extraction de matériaux inférieure, valorisation des déblais, ...).

Structure de chaussée

Les données communiquées dans le rapport d'étude du CEREMA d'avril 2021 précisent que la structure moyenne type en place est 22 cm matériaux bitumineux sur 30 cm de MTLH (mélanges traités aux liants hydrauliques).

Les structures de chaussées ont fait l'objet d'un dimensionnement récapitulé dans la note de calculs jointe en annexe.

La RD1066 fait partie des voiries du réseau Structurant (VRS). La durée de vie est donc fixée à 30 ans.

Selon les données de trafic, la classe de trafic est fixée à 30 ans pour les structures de chaussée côté TPC (comprenant au moins une voie de circulation).

Le trafic retenu pour le dimensionnement de la structure de la BAU est de 1 mois de trafic par an sur la durée de dimensionnement soit 30 mois.

Les structures neuves ont été dimensionnées selon la typologie d'élargissement de plateforme :

- Élargissement dans le TPC accueillant une voie de circulation (voie rapide)
- Élargissement dans l'accotement, accueillant les refuges et accès sécurisé.

Il en ressort les structures suivantes :

	Élargissement côté BAU	Élargissement côté TPC
Couche de roulement	6cm BBSG cl3	6cm BBSG cl3
Couche de base	14cm GB cl3	10cm GB cl3
Couche de fondation	25cm GNT	10cm GB3

4.2.3 - Caractéristiques de l'assainissement

4.2.3.1 - Les réseaux existants

L'assainissement de la RD1066 est actuellement assuré au Sud par 1350 ml de conduites de diamètre 300 à 600. Celles-ci font transiter les eaux pluviales provenant du sud vers un déshuileur/décanteur situé le long de la RD1066, à proximité du Dollerbachlein :

Ce réseau draine un bassin versant routier de 19500 m², sur lequel transitent 29 400 véhicules par jour dans les 2 sens (comptage DIREST). Le site est considéré comme ouvert sur tout le linéaire.



FIGURE 7 : LOCALISATION DE L'ASSAINISSEMENT DU SECTEUR DU BASSIN DE LA RD1066 (SOURCE : ARTELIA 2012)

Des fossés enherbés ont été recensés le long de la RD1066 au nord du secteur d'étude. Ces fossés sont situés en contrebas de la route et sont fortement végétalisés. Ils collectent les eaux de plateforme et des bassins versants naturels proches.

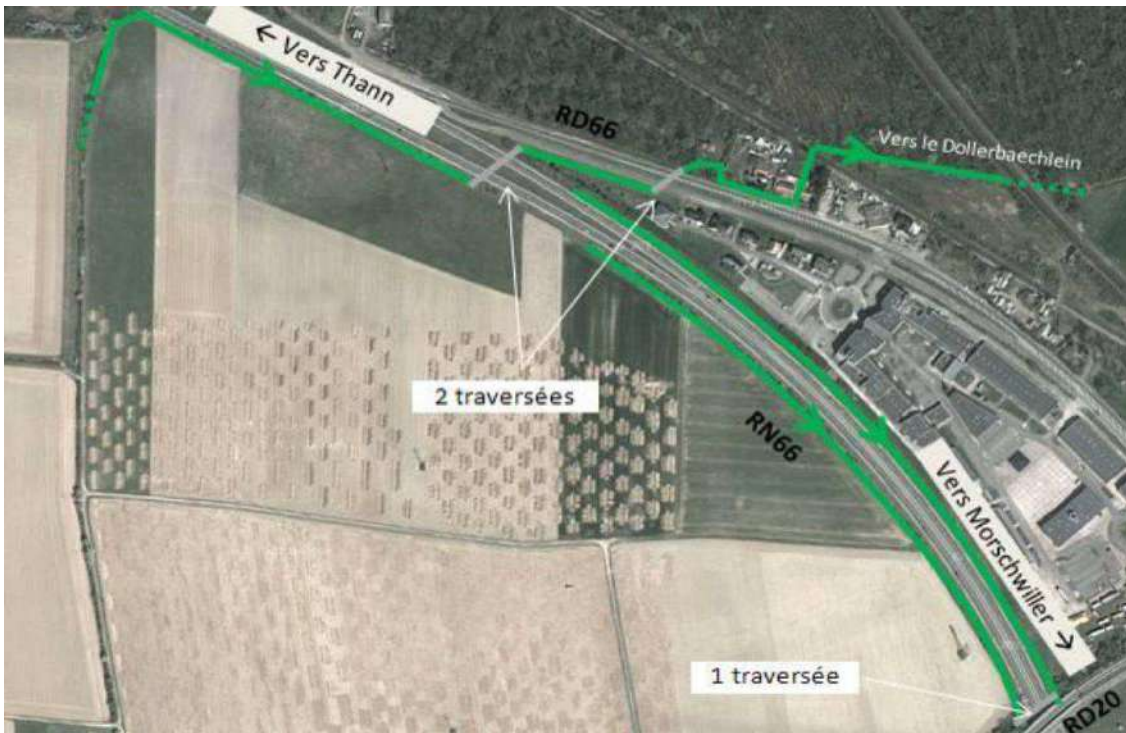


FIGURE 8 : LOCALISATION DES FOSSÉS ENHERBÉS LE LONG DE LA RD1066 (SOURCE : ARTELIA, 2012)

Au départ, le fossé est uniquement situé en bordure droite de la chaussée dans le sens Thann vers Morschwiller-le-bas. Au droit des premiers bâtiments de la zone d'activités, le fossé traverse la RD1066 et s'écoule alors le long de la RD66, qu'il longe sur 125 mètres. Une nouvelle traversée sous la RD66 permet alors de prolonger le fossé vers l'Est. Celui-ci se jette dans le Dollerbaechlein 2 km plus loin.

Deux autres fossés parallèles longent la RD1066 plus au Sud. Une traversée à proximité de la RD20 fait transiter les eaux de l'Ouest vers l'Est. Aucun « véritable » exutoire n'a été recensé en aval de cette traversée.

Certains fossés le long de la RD1066 ne sont pas suffisants pour jouer un véritable rôle hydraulique dans la collecte et le transfert des eaux pluviales de la voirie en raison des nombreuses obturations et des profondeurs parfois quasi nulles. Ils ne permettent également pas de garantir un sectionnement efficace en cas de pollution accidentelle.

Certains secteurs, essentiellement au Nord-Ouest de la RD1066 ne sont équipés d'aucun dispositif d'assainissement pluvial. Les eaux, ainsi que les éventuelles pollutions, ruissellent directement vers les bords des voiries et s'infiltrent dans le périmètre de protection des captages d'eau potable.



FIGURE 9 : ZONE RECENSÉES SANS ASSAINISSEMENT (SOURCE : ARTELIA, 2012)

Un bassin de stockage est en place le long de la RD1066 (cf. Figure 7). Il est à noter que cet ouvrage a été réalisé bien avant la mise en application de la loi sur l'eau et des exigences strictes associées. Il est donc logique de retrouver un bassin qui ne prend pas en compte la totalité des problématiques aujourd'hui imposées pour le dimensionnement des ouvrages par le Code de l'environnement. L'ouvrage en place a uniquement un rôle de traitement des eaux de plateforme, par rétention des hydrocarbures et décantation limitée des matières en suspensions. De par son dimensionnement sans limitation des débits de sortie, il ne joue aucun rôle dans l'écrêtement des débits pluviaux rejetés au milieu naturel.

4.2.3.2 - Hypothèses de dimensionnement

Coefficients de Montana :

Les coefficients de Montana pour l'occurrence décennale sont ceux de la station de Bâle-Mulhouse établis sur la période 1982-2018 (demandés en décembre 2020). À noter que ceux-ci sont actualisés depuis le rapport d'études préalables qui utilisaient des coefficients datant de 2008, puis ceux du PRO de 2014 qui dataient de 2012.

PLUIE T = 10 ANS	a	b
6 min < tc < 30 min	3,554	0,424
30 min < tc < 180 min	12,826	0,806

TABEAU 1 : COEFFICIENTS DE MONTANA 10 ANS

Les coefficients de Montana pour l'occurrence annuelle pour le pas de temps inférieur à 120 min sont ceux de la station de Mulhouse établis sur la période 1987-2018 (demandés en décembre 2020). À noter que ceux-ci sont actualisés depuis le rapport du PRO de 2014 qui dataient d'avant 2012. Météo France n'a pas donné de coefficient au-delà de la plage de 120 min. Il s'agit ici de ceux de Bâle-Mulhouse du PRO de 2014 (d'avant 2012).

PLUIE T=1 AN	a	b
tc < 120 min	3,671	0,660
tc > 120 min	2,900	0,750

TABLEAU 2 : COEFFICIENTS DE MONTANA 10 ANS

Débits de référence :

Selon la note de doctrine de la MISE68 de 2006, le débit de rejet des bassins pour une pluie décennale ne devrait pas dépasser le débit naturel du bassin versant avant l'aménagement. La situation initiale considérée serait donc le terrain naturel vierge.

Cependant après différentes réunions et discussions avec la DDT lors de la rédaction du PRO de 2014, la situation initiale considérée est celle du projet existant. La situation avant aménagement n'est donc pas le terrain naturel vierge, mais l'espace traversé par la RD1066, avec des rejets existants non régulés.

L'aménagement proposé consiste donc à traiter ces eaux et réguler les débits (de l'état zéro) au mieux en fonction des emprises disponibles, d'où l'amélioration de l'état existant.

Comme validé avec la DDT lors du DLE précédent, le débit de fuite global du projet ne devra donc pas dépasser le débit occasionné par **une pluie biennale sur la surface imperméabilisée actuelle.**

Coefficients de ruissellement :

Les coefficients de ruissellement utilisés sont les suivants :

Surface	Coefficient de ruissellement
Terre-plein Central enherbé	0,00
Chaussée	1,00

TABLEAU 3 : COEFFICIENTS DE MONTANA 10 ANS

La surface enherbée du terre-plein central étant bordée par 2 glissières bétonnées imperméables, aucune eau de pluie ne peut théoriquement ruisseler sur la chaussée. Un coefficient sécuritaire d'imperméabilisation de 0,00 a été pris pour ces surfaces.

Les hypothèses suivantes ont été prises en compte :

- Les calculs de débits sont effectués avec la formule rationnelle : $Q = C \times i \times S$
(Q = débit de pointe, C = coefficient de ruissellement, i = intensité de pluie, S = Surface du bassin versant)
- Le coefficient de Strickler pour les ouvrages superficiels en béton est pris égal à 70 (cunettes et caniveaux à fente) et 80 pour les canalisations lisses (béton, PVC, PEHD) et cadres rectangulaires.
- Le remplissage maximum des conduites est établi à 75% du diamètre du collecteur lors d'une pluie décennale, soit 85% du débit évacuable du collecteur.
- Les contraintes altimétriques du site imposent d'établir à 0.3% la pente minimale des collecteurs béton.
- Par ailleurs, les buses de traversées hydrauliques sous voiries auront un diamètre minimum de 600 mm.

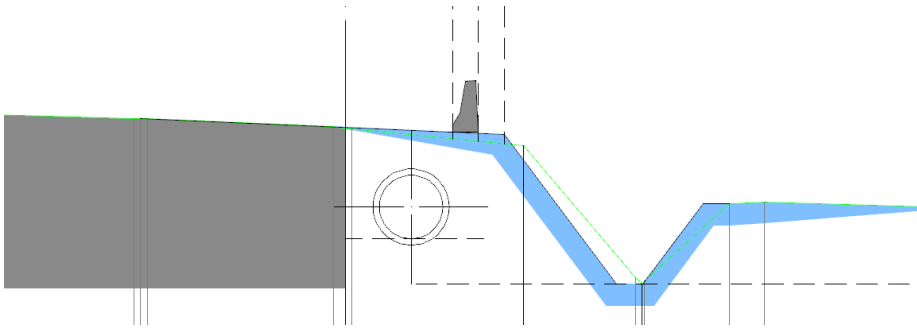


FIGURE 10 : COUPE TYPE D'UN COLLECTEUR SOUS BAU

Traitement anti-pollution :

Les bassins de traitement sont dimensionnés selon les 3 thématiques du SETRA, expliquées dans le guide technique « Pollution d'origine routière », datant de 2007 :

■ Confinement d'une pollution accidentelle :

Le bassin doit disposer d'un volume suffisant pour confiner une pollution accidentelle apportée par un camion contenant 50 m³ de produits toxiques se renversant sur la chaussée lors d'une pluie de 2 heures de période de retour 2 ans. Par ailleurs, le volume mort doit être suffisant pour tamponner cette pollution et permettre un temps d'intervention suffisant avant fermeture d'une vanne sur l'orifice de sortie (objectif recherché : minimum 1h). La hauteur du volume mort sera comprise entre 40 et 60 cm.

■ Écrêtement des débits pluviaux avant rejet :

Le bassin de retenue doit pouvoir stocker le volume d'eau apporté par une pluie décennale, en fonctionnement normal, orifice ouvert. Les ouvrages sont dimensionnés avec la méthode des pluies.

■ Traitement de la pollution chronique :

Le bassin doit présenter une surface assez grande au niveau du miroir du volume mort afin de traiter la pollution chronique véhiculée par les eaux de chaussée. La longueur au miroir doit être au moins 6 fois égale à la largeur. Pour abattre 85% des MES, la vitesse de sédimentation doit être inférieure ou égale à 1 m/h.

À l'issue de ces 3 calculs, c'est le volume le plus contraignant qui sera retenu pour le dimensionnement du bassin.

Dispositions constructives :

Le diamètre de l'orifice de sortie du bassin sera de 80mm minimum pour des questions de colmatage et d'exploitation, et définira le débit de fuite minimum du bassin. Le coefficient de contraction utilisé pour le calcul du débit capable de l'orifice d'ajutage est 620.

4.2.3.3 - Principes d'assainissement retenus

Le projet comprend la mise en conformité de l'assainissement de la partie Sud de la route nationale RD1066. Le linéaire routier concerné est de 4635 m, soit une surface de voirie de 12.04 ha pour une surface totale de 13,43ha.

Il est donc prévu l'installation de collecteurs sur les secteurs non assainis actuellement de la voirie et la réhabilitation/remplacement des collecteurs déjà présents mais vétustes.

2 bassins de rétention vont également être construits afin d'assurer les fonctions d'écrêtement des débits pluviaux et de lutte contre la pollution provenant de la route départementale.

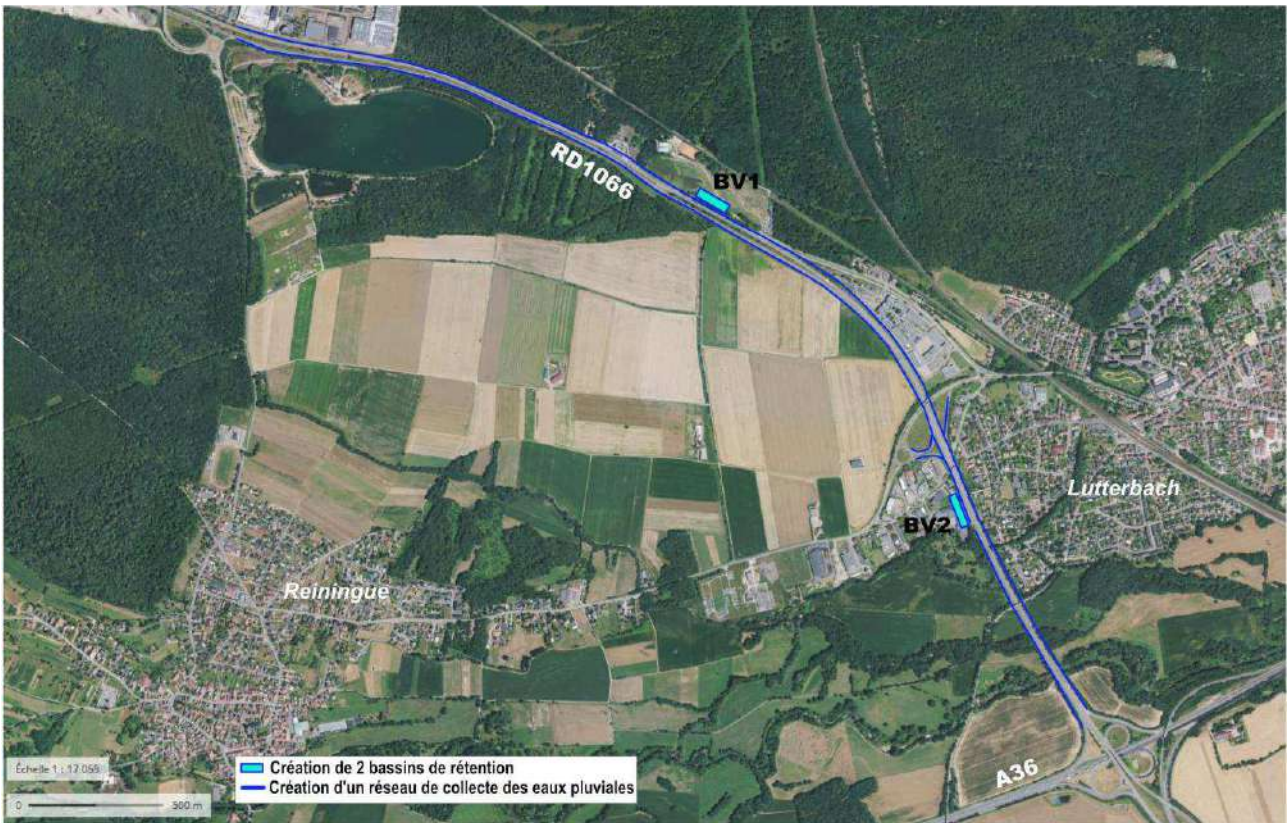
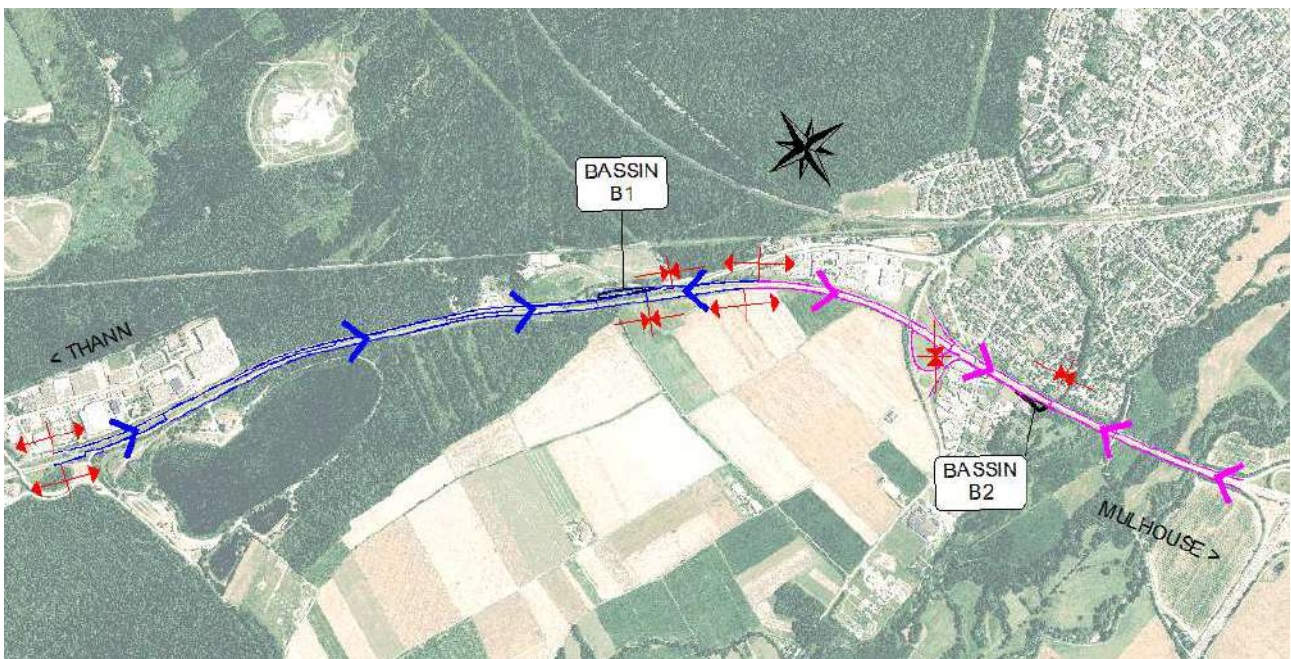


FIGURE 11 : PLAN DU PROJET D'ASSAINISSEMENT DE LA RD1066

■ Étude du drainage longitudinal

La zone du projet comprend l'ensemble des bassins versants de la RD1066 s'écoulant dans le périmètre de captage rapproché des eaux potables de la Ville de Mulhouse.



Bassins versants : BV1 BV2 > Sens d'écoulement Bassin de rétention

FIGURE 12 : LE PROJET D'ASSAINISSEMENT

La figure ci-dessus montre la subdivision du projet en 2 bassins versants définis en fonction des points hauts et bas, s'écoulant dans 2 bassins de traitement distincts avant rejet vers le milieu naturel.

Le début du projet correspond au point haut de la RD1066, au Nord-Ouest avant l'étang de Reiningue.

A noter toutefois que ce point haut ne correspond pas exactement à la limite du périmètre de captage fourni par la DDT. Un linéaire théorique de 85m de voirie au-delà du point haut ne pourra donc pas être collecté dans le cadre de ce projet (point validé lors d'une réunion du 11/06/2014 avec la DIR EST).

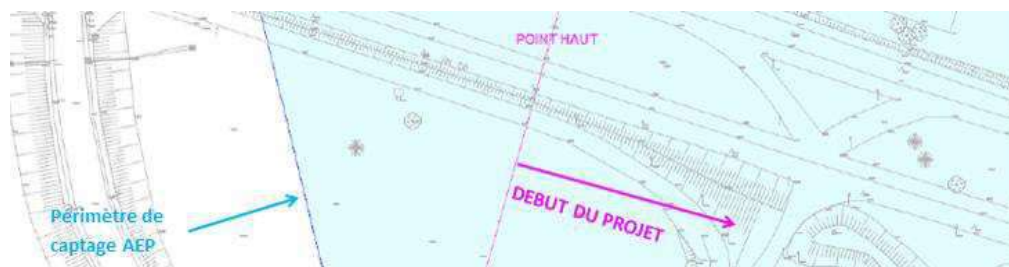


FIGURE 13 : LIMITE NORD-OUEST DU PÉRIMÈTRE DE CAPTAGE ET DÉBUT DU PROJET D'ASSAINISSEMENT

Le projet s'achève au point haut du passage au-dessus de l'A36 au niveau de l'échangeur de Mulhouse-Coteaux.

Le linéaire de voirie concerné représente ainsi 4 635 m dans chaque direction. La surface active du bassin versant total est de 12.04 ha.

Est prévue la création de 2 bassins de rétention à ciel ouvert au droit des points bas du profil en long. Les travaux comprendront par ailleurs la démolition du bassin béton existant.

Ci-dessous le profil en long simplifié de la RD1066 sur le linéaire concerné:

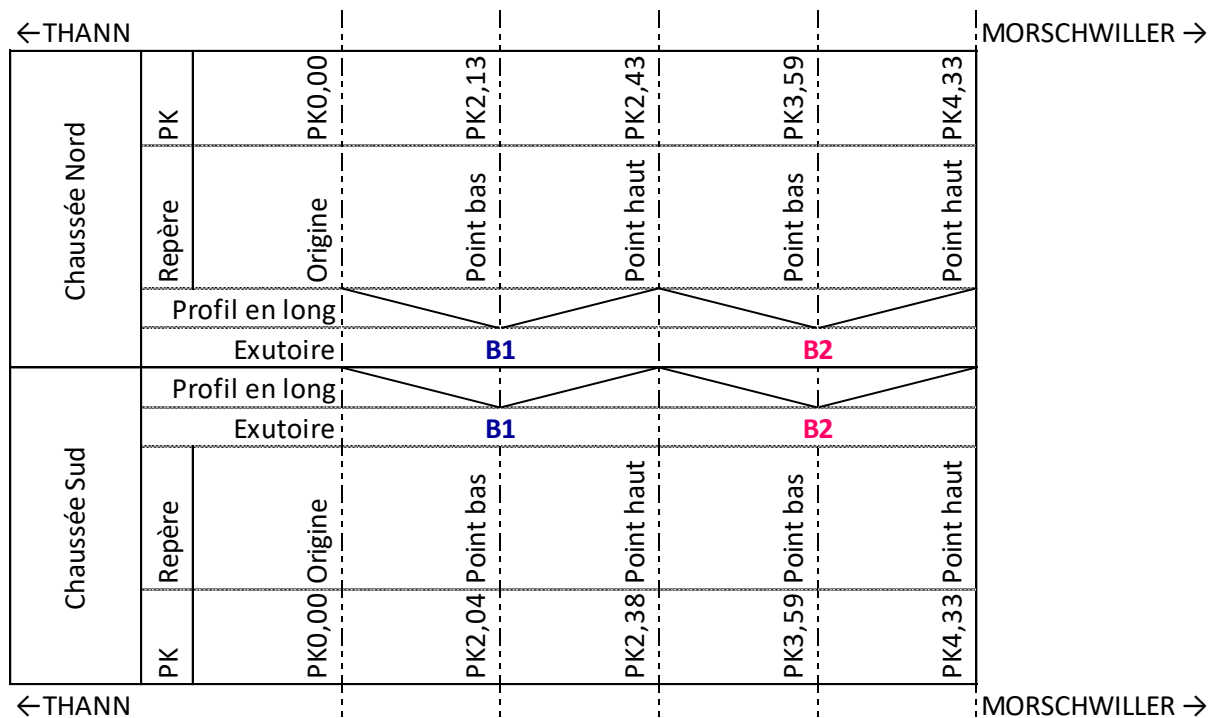


FIGURE 14 : PROFIL EN LONG SIMPLIFIÉ DE L'ASSAINISSEMENT

4.2.3.4 - Ouvrages de collecte des eaux pluviales

La collecte des eaux pluviales est assurée par des caniveaux à fente. Le caniveau à fente est constitué d'un bloc coulé en place, par extrusion. Une fente permet l'écoulement de l'eau vers le collecteur circulaire, de diamètre 200/300 à 800 mm. L'avantage du caniveau à fente est notamment d'être circulaire, et peut ainsi être implanté en bord de bande d'arrêt d'urgence ou BDD, devant la GBA.

Il n'entraîne donc pas l'élargissement du profil en travers qui est généralement nécessaire pour la mise en place de caniveaux à grille derrière les GBA. Ci-dessous le profil en travers type prévu pour l'assainissement par caniveau à fente :

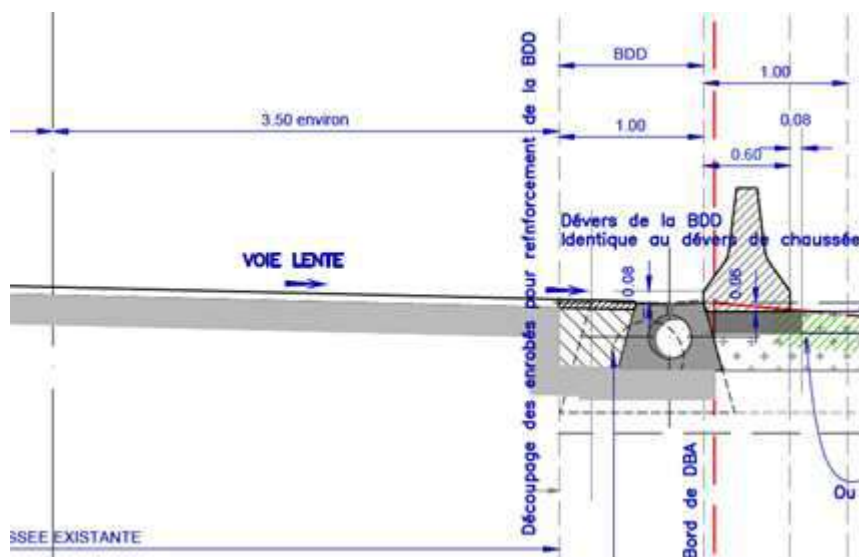


FIGURE 15 : ASSAINISSEMENT LONGITUDINAL PAR CANIVEAU À FENTE

Le caniveau à fente est équipé de regards de curage disposés tous les 50m maximum. Ces équipements permettent l'introduction facile d'une hydrocureuse et l'évacuation des éventuelles boues accumulées dans les canalisations.

4.2.3.5 - OUVRAGES DE FRANCHISSEMENT DES COURS D'EAU

Des corniches caniveaux seront posées sur les passages inférieurs existants, permettant ainsi de passer en assainissement superficiel sur la totalité du linéaire entre l'A36 et les nouveaux bassins en béton. Les ouvrages d'art n°54 et 98, passant respectivement au-dessus de la Doller et du Dollerbaechlein, assurent actuellement la continuité de l'assainissement via un collecteur DN400 sous tablier.



FIGURE 16 : PASSAGE DU COLLECTEUR EN ENCORBELLEMENT

La pose de corniches caniveau en extrémité des tabliers est envisageable selon le mode opératoire suivant :

- Dépose du garde-corps existant (sciage des poteaux en pied)
- Démolition propre des corniches BA (élément préfabriqué) à la limite extérieure du relevé de fixation de cette corniche en conservant les aciers de liaison au maximum.
- Enlèvement du mortier de pose pour atteindre la dalle brute du tablier.
- Scellement d'aciers dans le tablier (à étudier fonction des efforts appliqués).
- Création d'une nouvelle longrine à la place du talon de corniche avec armatures et intégration de rails de fixation (type Halfen ou similaire) sur deux niveaux. Ne pas oublier les réservations pour scellement des nouveaux garde-corps.
- Pose des corniches caniveaux.

4.2.3.6 - Remplacement OA99

Suite à une inspection réalisée en 2015, la buse métallique constituant l'OA 99 doit être remplacée qui permet l'écoulement des eaux de surface sous la RD1066 au niveau de la rue de Thann.



FIGURE 17 : VUE DE L'OA99

Le service Ouvrage d'Art de la CeA a défini les caractéristiques géométriques de l'ouvrage. La buse métallique sera remplacée par un cadre en béton armé de section 2m x 1.50m (L x H). Ces dimensions permettent de conserver la section hydraulique.

Sur les cartes de la DDT68 sont représentés les écoulements qui sont qualifiés de cours d'eau. Toute intervention sur ces cours d'eau est susceptible d'être soumise à procédure de déclaration ou d'autorisation au titre de la loi sur l'eau. Or, d'après ces cartes, le fossé dont la buse métallique sera remplacée n'est pas recensé comme étant un cours d'eau au titre de la Loi sur l'eau, et donc ne rentre pas dans la procédure, objet du présent dossier.

La carte suivante présente les eaux de surface qualifiées de cours d'eau.

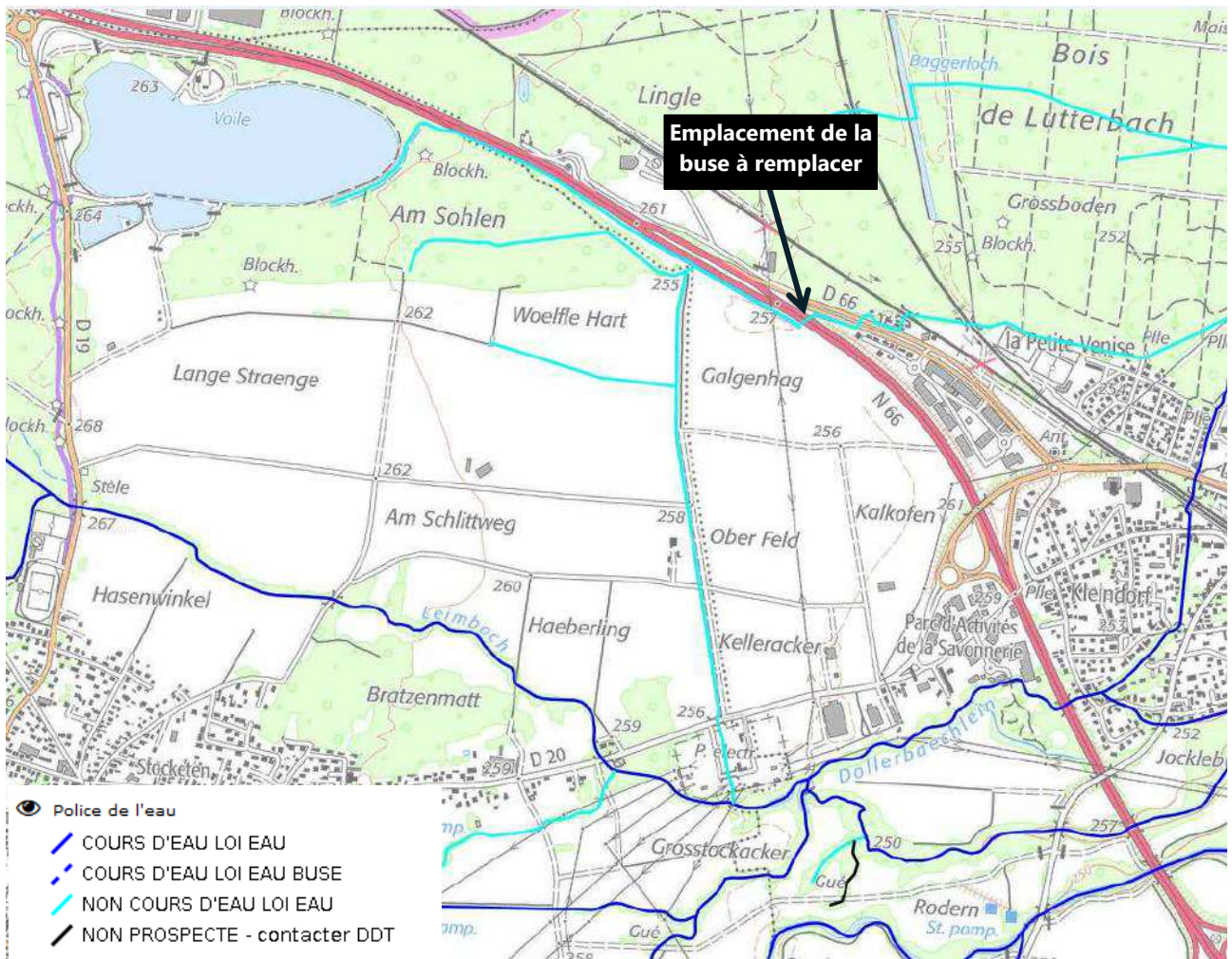


FIGURE 18 : EXTRAIT CARTE DU RÉSEAU HYDROGRAPHIQUE DU HAUT-RHIN – REGLEMENTATION APPLICABLE EN 2022 (SOURCE : DDT68)

4.2.3.7 - Ouvrages de rétention et de traitement

Les caractéristiques des ouvrages d'entrée et de sortie des bassins sont celles préconisées dans le guide du SETRA sur la pollution d'origine routière. La surverse est intégrée à l'ouvrage de fuite.

Le fond des bassins B1 et B2 sera par ailleurs bétonné. Le bétonnage du bassin permettra d'une part le lestage du bassin en contrepoids de la nappe phréatique, et d'autre part de faciliter la circulation des engins lors de l'exploitation et l'entretien.

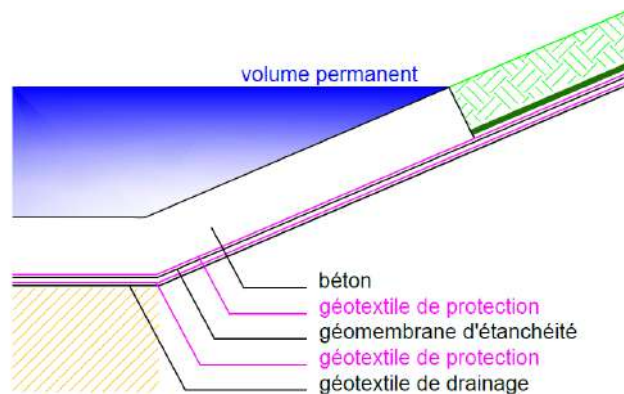


FIGURE 19 : BÉTONNAGE DU FOND DE BASSIN

Bassin n°1

Le projet prévoit l'aménagement du bassin de rétention n°1 à la place de l'aire de pique-nique existante, entre la rue de Thann et la RD1066, selon les figures ci-dessous :

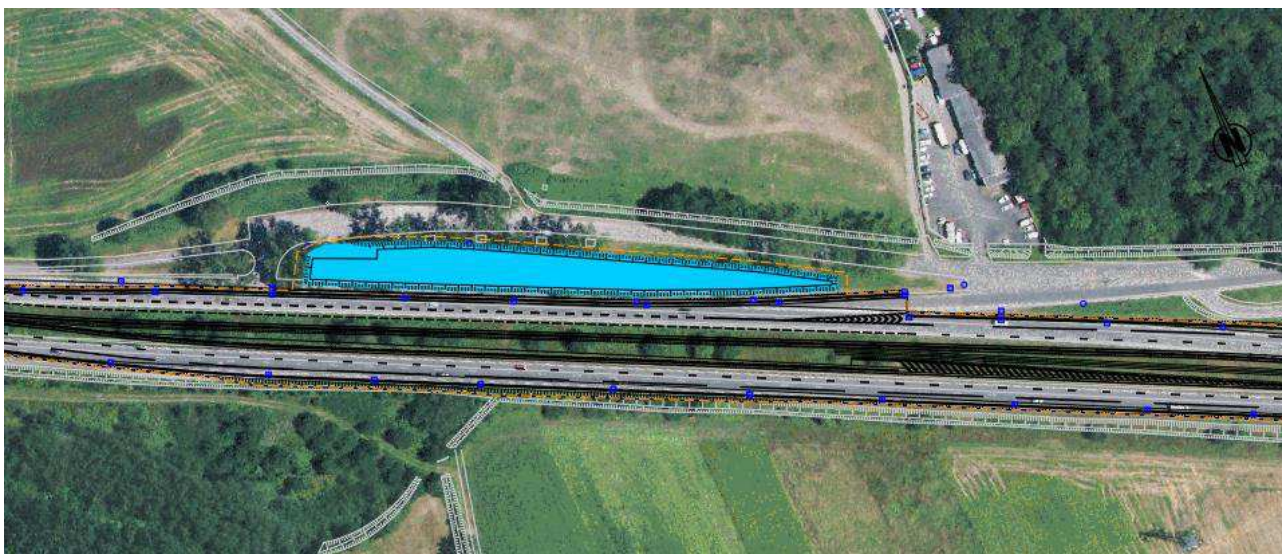


FIGURE 20 : REPRÉSENTATION DU NOUVEAU BASSIN N°1 SUR L'AIRE DE PIQUE-NIQUE EXISTANTE



FIGURE 21 : REPRÉSENTATION DU NOUVEAU BASSIN B1 SUR L'AIRE DE PIQUE-NIQUE EXISTANTE

L'implantation du bassin impliquera la suppression de l'aire de pique-nique et l'abattage des arbres existants.

La surface totale d'emprise du bassin sera de 2600 m² environ. Le bassin aura une profondeur de 2 m. Le volume de déblais est estimé à 3030 m³.

L'exutoire du bassin se situe environ 220 m plus loin, en aval des grands collecteurs faisant transiter l'eau des fossés de la RD1066 de part et d'autre de la voirie direction Morschwiller. Une revanche de 30 cm a été prise en le fil d'eau du fossé et l'arrivée de la canalisation, afin d'assurer que l'exutoire soit hors d'eau quand le fossé est en charge, au vue de la topographie existante.

Cet exutoire, bien qu'impliquant la création d'une traversée de voirie sous la rue de Thann, a été préféré à un rejet dans le fossé en bordure de la rue de Thann (RD66) d'une part pour des raisons de domanialités, et également du fait que le fossé existant en bordure de la RD66 n'est pas clairement identifié et partiellement bouché notamment au niveau des traversées.

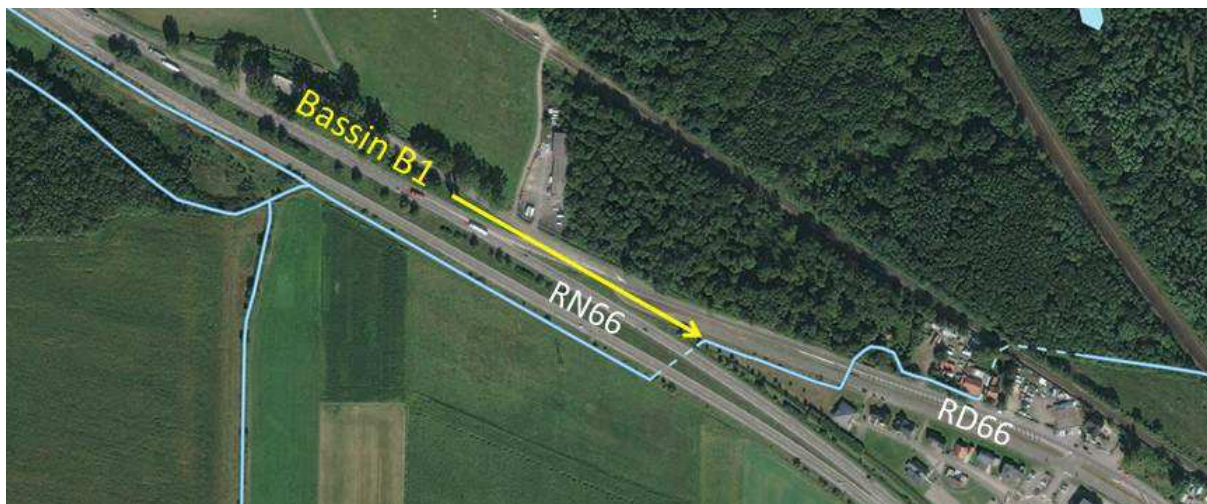


FIGURE 22 : EXUTOIRE DU BASSIN B1

Le bassin B1 récupère les eaux de ruissellement situées entre les 2 points hauts de la RD1066. La surface active correspondante est de 6,36 ha.

Le débit de fuite maximal biennal du bassin versant correspondant est de 1058 l/s. Il sera limité à 147 l/s pour le cas du bassin pour permettre un temps d'intervention de 50 minutes.

Le bassin stockera un volume utile de 1462 m³ et un volume mort de 547 m³. Les talus du bassin sont pentés à 2/1, suite aux conclusion de l'étude géotechnique et compte tenu de la proximité de la nappe phréatique (NPHE estimé à 255.0 m NGF). C'est également pour cette raison que le bassin sera étanche et le fond bétonné. La canalisation de fuite du bassin B1 sera par ailleurs équipée d'un clapet anti-retour.

Bassin n°2

Le bassin B2 récupère et traite les eaux issues des bassins versants n°2, n°3 et n°4, situé entre le point haut sur le pont de l'A36 et le point bas au droit du passage inférieur au-dessus du cours d'eau du Dollerbaechlein.

Il sera implanté à l'Ouest de la RD1066, sur une zone actuellement enherbée et en remblai.



FIGURE 23 : REPRÉSENTATION DU NOUVEAU BASSIN B2

Ce bassin aura une profondeur de 2,10 m par rapport à la piste d'entretien pour une surface totale d'emprise de 1500 m². La présence du remblai impliquera un volume de déblais important par rapport à la surface, soit 4500 m³ environ.

Les talus du bassin sont pentés à 3H/2V pour maximiser le volume de stockage. Afin d'augmenter le volume utile, la revanche a été réduite à 30cm.

L'exutoire de ce bassin est constitué par le Dollerbaechlein, contournant le bassin en contre-bas. Une revanche de 35 cm a été conservée en le fil d'eau du cours d'eau et le rejet de la canalisation. Afin d'éviter les éventuelles remontées d'eau dans la canalisation de fuite, celle-ci sera équipée d'un clapet anti-retour.



FIGURE 24 : EXUTOIRE DU BASSIN B2

Le bassin versant représente une surface active de 6.53 ha incluant également les bretelles d'accès à la RD20.

Le débit de fuite est fixé à 122 l/s. Ce débit permet ainsi un temps d'intervention de 46 minutes.

Le bassin étanche stockera un volume utile de 1573 m³, et un volume mort de 455 m³.

Il est noté que le bassin existant sera démoli et remplacé par le bassin B2.

4.2.3.8 - Dérogations aux préconisations habituelles de dimensionnement

Le projet a dû être conçu avec certains écarts aux règles de l'art concernant le projet d'assainissement de la RD1066. Les raisons de ces écarts sont dues à la faible disponibilité d'emprises, les terrains plats, la proximité de la nappe phréatique et de la zone Natura 2000, la réalisation de travaux sur voirie à fort trafic.

Au vue de ces contraintes, l'optimisation du ratio dimensionnement / emprises état / incidences environnementales n'a pas permis de correspondre aux préconisations suivantes pour certains cas :

■ Le temps d'intervention :

Conformément aux préconisations du SETRA, un temps d'intervention minimal d'une heure a systématiquement été recherché dans le dimensionnement des bassins.

Compte tenu des contraintes foncières, environnementales, et de l'altimétrie des exutoires, les volumes utiles disponibles permettent d'obtenir des temps d'intervention de 50min pour le bassin n°1 et 46min pour le bassin n°2. Pour ce dernier, il est à rappeler que le volume utile a dû être augmenté pour absorber celui des bassins supprimés et ce sans modifier l'espace utilisé.

Nous attirons enfin l'attention du Maître d'Ouvrage sur la probabilité très relative d'un accident de poids lourd transportant des produits polluants sur ce tronçon droit d'1 km environ, lors d'une pluie n'arrivant statistiquement qu'une fois par an. L'occurrence d'un tel événement par temps sec permettrait déjà un temps d'intervention beaucoup plus long, la pollution se diluant d'abord dans le volume mort avant qu'une partie résiduelle soit déversée par débordement dans le Dollerbaechlein.

■ Remontées d'eau dans les canalisations amont lors des pluies exceptionnelles :

La planéité du site, la proximité des cours d'eaux et les faibles emprises disponibles impliquent de devoir stocker les eaux de ruissellement sur des hauteurs parfois importantes. Ceci explique que des remontées d'eau depuis les bassins dans les canalisations puissent être observées lors des fortes pluies.

Ce remplissage pourra ainsi atteindre entre la moitié et les trois quarts des canalisations amont pour des pluies décennales (le guide SETRA recommande généralement de ne pas dépasser 50% de remplissage). Ce remplissage sera toutefois temporaire et l'eau sera totalement évacuée du réseau une fois l'évènement exceptionnel passé.

À noter également que des pluies décennales n'entraîneront pas de débordement sur la chaussée. Une sécurité minimale de 30 cm a ainsi été assurée entre le niveau des plus hautes eaux du bassin et la côte basse des enrobés.

■ Parcours de l'eau raccourci pour le bassin B1 :

Les contraintes altimétriques au niveau du bassin 1 (terrain quasiment plat) imposent aux canalisations provenant des bassins versants Ouest et Sud de rejoindre le bassin au point bas, sans passer par l'ouvrage à l'extrémité amont du bassin, qui fait transiter les eaux de la majorité du bassin versant Nord.

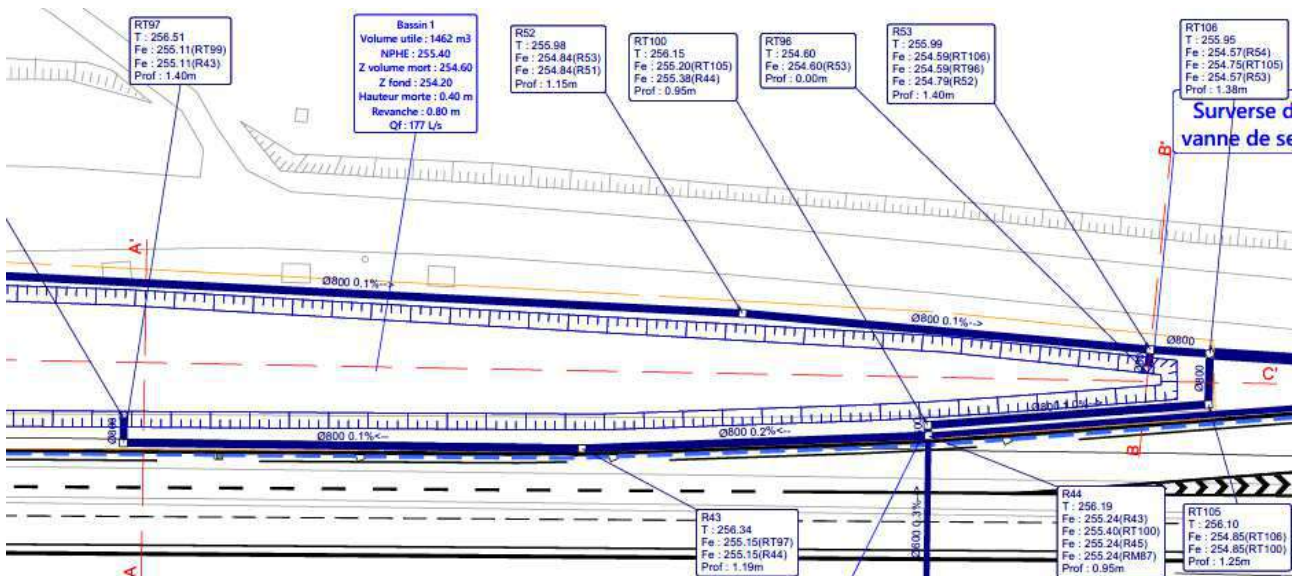


FIGURE 25 : REJET D'UNE CANALISATION (DEPUIS R44) AU PLUS LOIN DE L'EXUTOIRE

En effet ces canalisations, déjà très basses (faibles pentes et couvertures minimales des buses), ne peuvent être rallongées sans risquer d'être en charge dès la première pluie.

Ceci implique donc que les eaux de ruissellements issues de ces bassins versants subissent une décantation moindre que celles provenant de l'extrémité du bassin. À noter toutefois que la majeure partie des eaux (71%) arrivant dans le bassin proviendra de l'extrémité amont et subira donc une décantation maximale. L'aménagement d'une chicane dans le bassin pourra par ailleurs être envisagé pour améliorer cette décantation.

4.2.3.9 - Mur anti-bruit

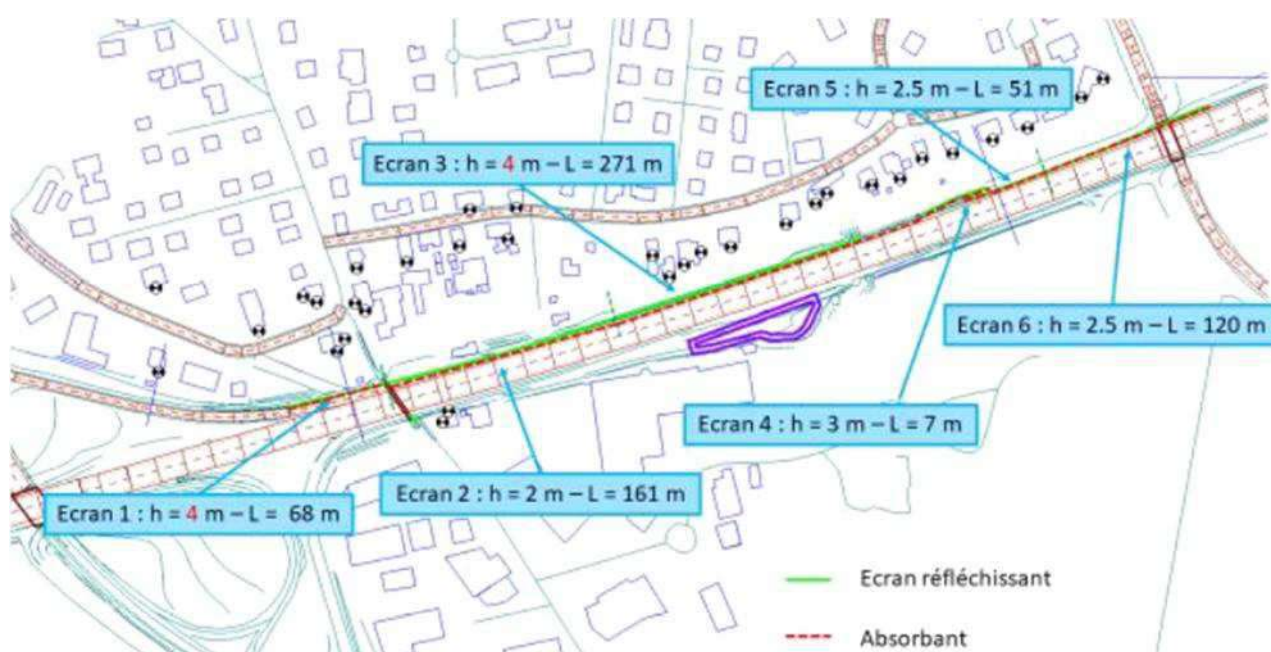
Un mur anti-bruit sera également construit dans le cadre de ce projet.

Le dimensionnement des écrans anti-bruit s'appuie sur plusieurs études de bruit réalisées par le CEREMA. Ces études tiennent compte des évolutions successives de la géométrie du projet, ainsi que de l'objectif de traiter tous les « Points Noirs Bruits ».

Les conclusions de l'étude amènent à considérer la variante 6 « Absorbante réhaussée » qui permet de répondre à tous les objectifs. Plusieurs typologie d'écran sont détaillées selon le niveau de protection recherché :

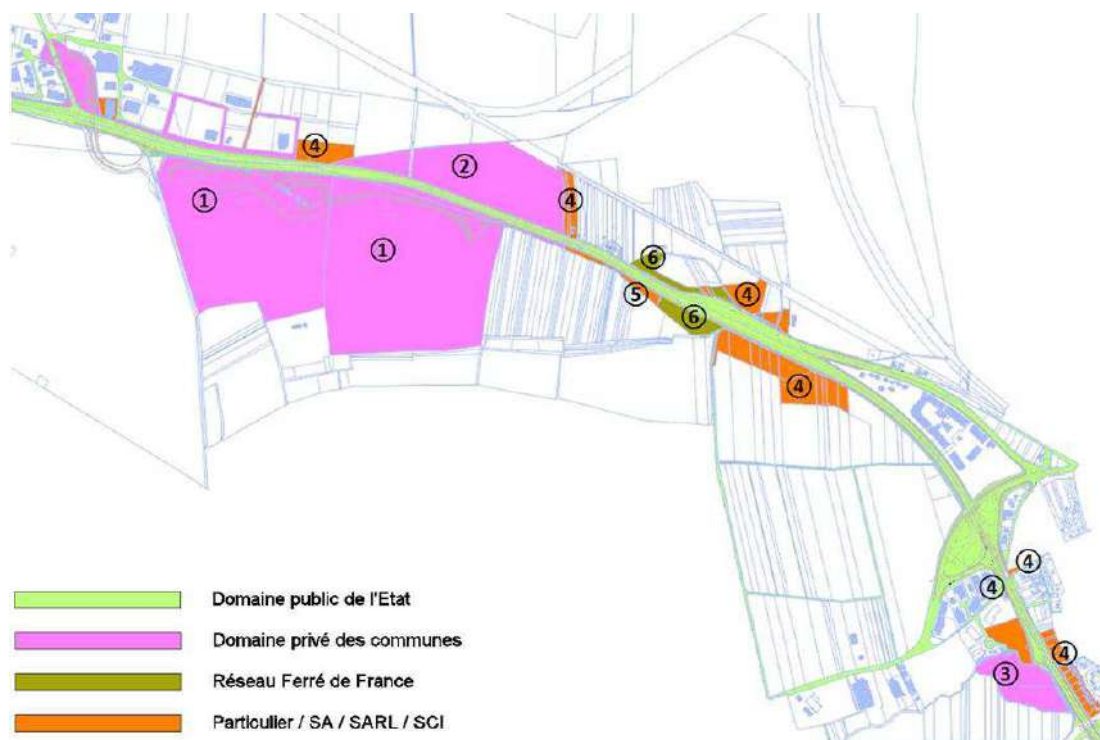
- Écran n°1 : $h = 4\text{ m} - L = 68\text{ m}$
- Écran n°2 : $h = 2\text{ m} - L = 161\text{ m}$
- Écran n°3 : $h = 4\text{ m} - L = 271\text{ m}$
- Écran n°4 : $h = 3\text{ m} - L = 7\text{ m}$
- Écran n°5 : $h = 2.50\text{ m} - L = 51\text{ m}$
- Écran n°6 : $h = 2.50\text{ m} - L = 120\text{ m}$

Les matériaux seront impérativement de type absorbants.



4.3 - PARCELLAIRE

La figure ci-dessous représente l'état parcellaire sur le périmètre du projet.



Etat parcellaire en bordure de la RD1066 Nord

Au vu de la configuration du projet, les abords ne sont que très peu impactés

Les propriétaires des parcelles concernées sont les suivantes :

- Domaine privé des communes :
 - ① Commune de Reiningue
 - ② Commune de Lutterbach
- ③ Communauté d'agglomération Mulhouse Sud Alsace
- ④ Parcelles sur la commune de Lutterbach appartenant à des particuliers
- ⑤ Parcelles sur la commune de Lutterbach appartenant à la SARL « Le Pavillon de l'Est »
- ⑥ Parcelle sur la commune de Lutterbach appartenant à Réseau Ferré de France (projet LGV)
- En vert : Domaine public de l'état

4.4 - PHASAGE DU PROJET

Le chantier se déroulera en majorité sous régime de basculement de chaussée pour permettre les travaux par demi-chaussée complète.

Certains travaux nécessiteront néanmoins d'autres régimes d'exploitation, du fait de leur position sur profil en travers, notamment sur le tronçon A36 / RD20 dont les travaux de modification en TPC nécessiteront des neutralisations de voie en TPC. Il en sera de même pour les autres secteurs à TPC de largeur réduite.

Enfin les travaux de raccordement sur les extrémités, notamment côté A36 nécessiteront des dispositifs particuliers couplés à des fermetures de bretelle.

Les phases du chantier sont récapitulées ci-dessous :

Phases	Description
Phase 0	Signalisation temporaire de chantier (marquage) sens Thann vers A36
Phase 1	Travaux tronçon A36 / RD20 – sens Thann vers A36 : Bassin B2 / Terrassements en élargissement côté BAU / Assainissement enterré y compris demi-traversées / Couche de forme / Travaux de modification des rives d'OA existants / Réseaux / Assainissement de surface (CAF)
Transition	Signalisation temporaire de chantier (marquage) sens A36 vers Thann
Phase 2	Travaux tronçon A36 / RD20 – sens A36 vers Thann : Démolition bassin existant / Terrassement en élargissement côté BAU, Assainissement enterré y compris la fin des traversées / Couche de forme / Travaux de modification des rives d'OA existants / Fondation mur anti-bruit (GBA élargie) / Assainissement de surface (CAF) / Mur anti-bruit
Transition	Modification de la signalisation de chantier
Phase 3	Travaux en TPC tronçon A36 / RD20 : Dépose des glissières existantes / Purge du TPC / Glissières métalliques sur OA dans TPC / Réalisation de la DBA centrale
Transition	Modification balisage
Phase 4	Travaux définitifs tronçon A36 / RD20 – sens Thann vers A36 : Rabotage chaussée existante / Tapis définitif / Signalisation horizontale
Transition	Signalisation temporaire de chantier (marquage) sens A36 vers Thann
Phase 5	Travaux définitifs tronçon A36 / RD20 – sens A36 vers Thann :
Transition	Dépose signalisation de chantier
Phase 6	Travaux tronçon RD19 / RD20 sens A36 vers Thann : Bassin B1
Transition	Signalisation temporaire de chantier (marquage) tronçon RD19 / RD20 (partie 1) sens Thann vers A36
Phase 7	Travaux tronçon RD19 / RD20 sens Thann vers A36 (Partie 1) : Terrassements / Assainissement enterré y compris traversées / Couche de forme / Réseaux / Assainissement de surface (CAF)
Transition	Signalisation temporaire de chantier (marquage) tronçon RD19 / RD20 (partie 1) sens A36 vers Thann
Phase 8	Travaux tronçon RD19 / RD20 sens A36 vers Thann (partie 1) : Terrassements / Assainissement enterré y compris traversées / Couche de forme / Réseaux / Assainissement de surface (CAF)
Transition	Signalisation temporaire de chantier (marquage) tronçon RD19 / RD20 (partie 2) sens Thann vers A36
Phase 9	Travaux tronçon RD19 / RD20 sens Thann vers A36 (Partie 2) : OA99 partie amont y compris remblais contigus / Terrassements / Assainissement enterré y compris traversées / Couche de forme / Réseaux / Assainissement de surface (CAF)
Transition	Signalisation temporaire de chantier (marquage) tronçon RD19 / RD20 (partie 2) sens A36 vers Thann
Phase 10	Travaux tronçon RD19 / RD20 sens A36 vers Thann (partie 2) : OA99 partie aval y compris remblais contigus / Terrassements / Assainissement enterré y compris traversées / Couche de forme / Réseaux / Assainissement de surface (CAF)

4.5 - COÛT DU PROJET

Le projet représente un montant de 10 378 815 EUROS H.T.

4.6 - LISTE DES RUBRIQUES DE LA NOMENCLATURE CONCERNEES PAR LE PROJET

« Les installations, ouvrages, travaux et activités visés à l'article L 214-1 sont définis dans une nomenclature, établie par l'Article R.214-1 du Code de l'Environnement, et soumis à autorisation ou à déclaration suivant les dangers qu'ils présentent et la gravité de leurs effets sur la ressource en eau et les écosystèmes aquatiques ... ».

Les rubriques concernées par le projet sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Caractéristiques du projet	Régime
1.1.1.0.	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau (D).	Aucun sondage, forage ou ouvrage souterrain n'est prévu dans le cadre du projet.	Non soumis
2.1.5.0.	Rejet des eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : - Supérieure ou égale à 20 ha (A). - Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D).	La surface totale du projet est d'environ 13,4 ha. (assainissement uniquement de la plateforme)	Déclaration
3.2.3.0.	Plans d'eau, permanents ou non : - Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha : (A) - Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha : (D)	Les bassins représentent une surface de 4100 m ² , soit 0,41 ha.	Déclaration
3.3.1.0.	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant : - Supérieure ou égale à 1 ha : (A) - Supérieure à 0,1 ha, mais inférieure à 1 ha : (D)	Aucune zone humide ne sera impactée par le projet.	Non soumis

L'ensemble du projet est, par conséquent, soumis au régime de déclaration.

5 - DOCUMENT D'INCIDENCES

5.1 - ANALYSE DE L'ETAT INITIAL ET DES ENJEUX LIÉS À L'EAU ET AUX MILIEUX AQUATIQUES

5.1.1 - Climatologie

Le climat du secteur de Lutterbach est de type continental, caractérisé par de saisons très marquées. Les valeurs climatologiques sont issues de la station météo Bâle-Mulhouse (Météo France).

➤ Les températures

Les températures les plus basses s'observent lors des mois de décembre à février avec des températures moyennes de l'ordre de 1,7 à 2,8°C. Le nombre de jours de gel se situe entre 16 et 19 par mois pour la période hivernale. Les mois les plus chauds se situent de juillet à septembre. La température moyenne mensuelle est de 20°C pour juillet à 15,6°C pour septembre. Le nombre de jours considérés comme chauds (à partir de 25°C) est important : 23 en juillet, 19 en août.

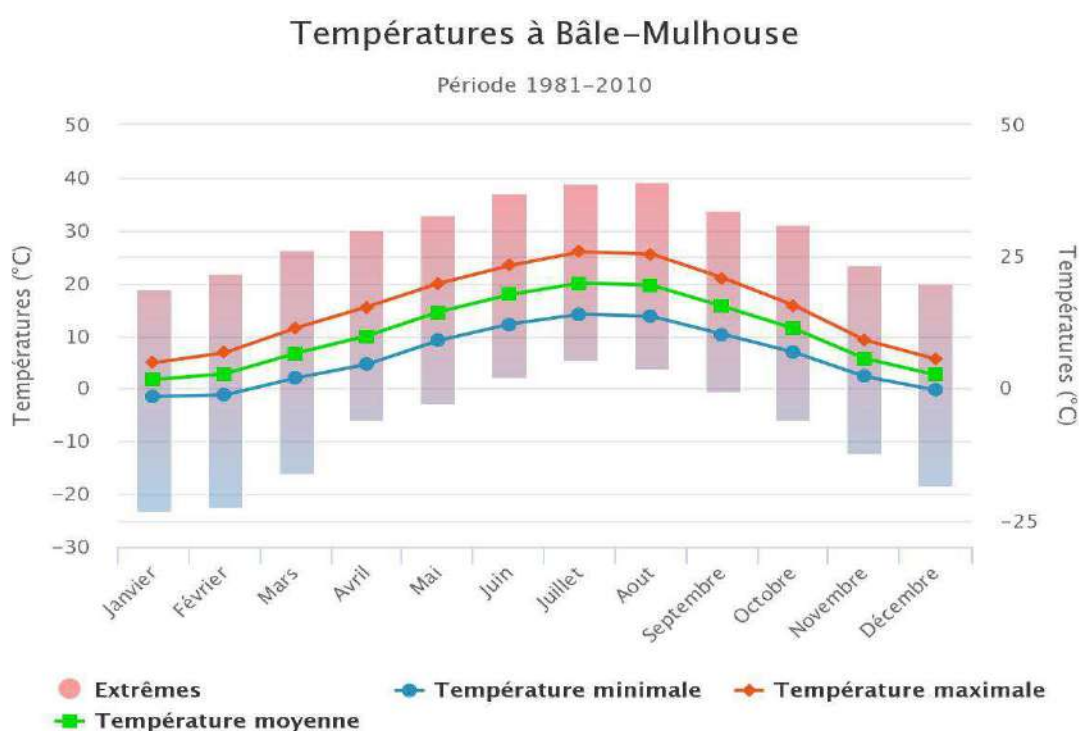


FIGURE 26 : TEMPÉRATURES À BALE – MULHOUSE DE 1981-2010 (SOURCE, INFOCLIMAT)

➤ Les précipitations

Lutterbach comptabilise en moyenne 170 jours de précipitations par an, pour une hauteur d'eau annuelle moyenne de 772,8 mm. Le régime pluviométrique se caractérise par son irrégularité. Les mois les plus secs se concentrent en mars et avril d'une part, et septembre et octobre d'autre part. Les précipitations moyennes mensuelles sont de l'ordre de 55 mm. Les mois les plus arrosés s'observent en été, principalement le mois de juin, compte tenu de l'intensité des averses orageuses. Les chutes de neige, généralement faibles, s'observent en moyenne 15,2 jours par an, dont 3,9 pour le mois de février.

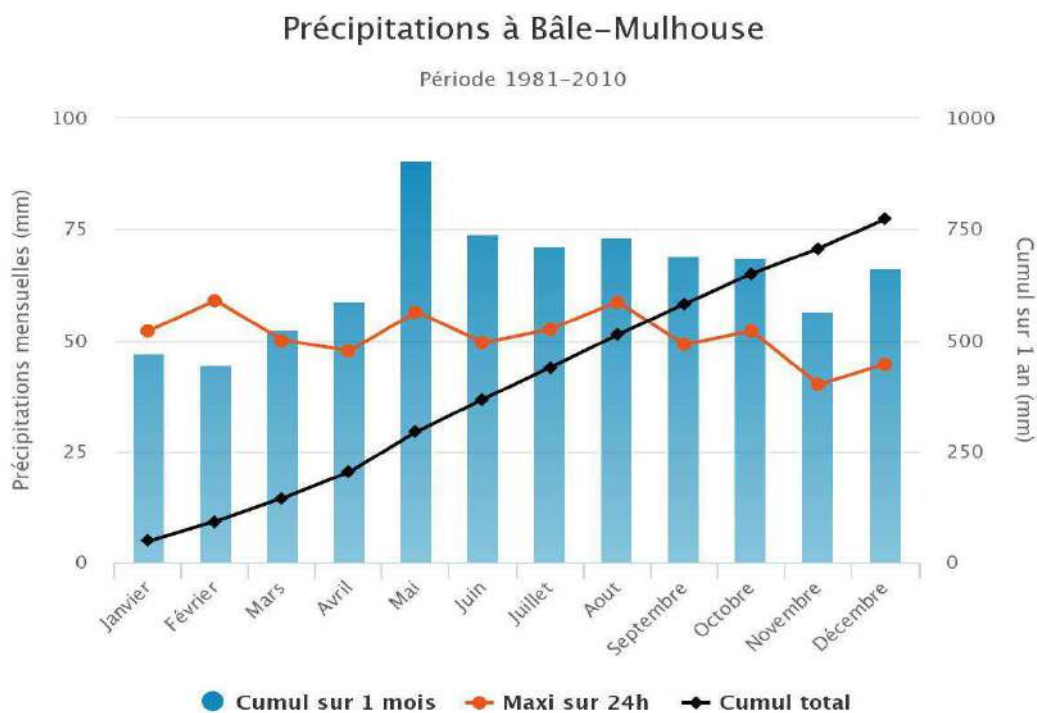


FIGURE 27 : PRÉCIPITATIONS À BALE – MULHOUSE DE 1981-2010 (SOURCE, INFOCLIMAT)

➤ **Les vents**

Les vents d'Ouest / Sud-Ouest, et dans une moindre mesure ceux de Nord-Est, sont dominants tout au long de l'année. La moitié des vents a une vitesse supérieure à 2m/s, et moins de 1/3 une vitesse de 3 à 4 m/s. Seul 1 % des vents atteint une vitesse supérieure à 8m/s.

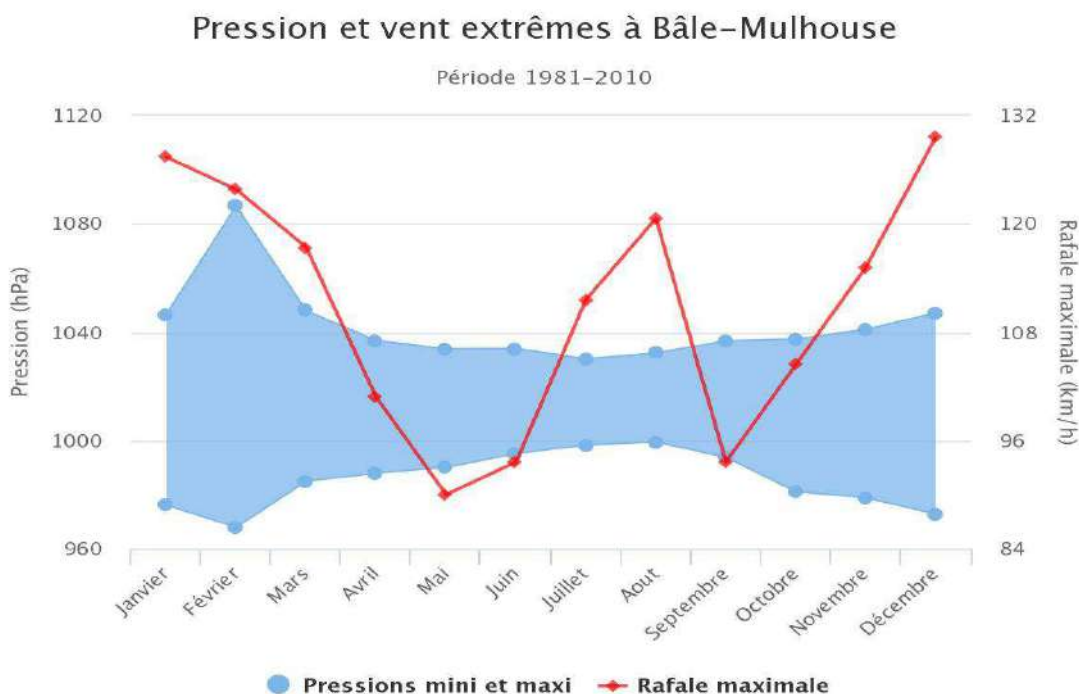


FIGURE 28 : VENTS À BALE – MULHOUSE DE 1981-2010 (SOURCE, INFOCLIMAT)

5.1.2 - Topographie

La localité de Lutterbach est située sur le dernier contrefort du Jura, qui après Pfastatt descend vers la plaine du Rhin. Le ban communal est marqué par une topographie générale plane. L'altitude moyenne est de 250mètres.

La zone d'étude se situe au Sud de la plaine d'Alsace, dans la vallée du Rhin. Le site présente une légère déclivité (0,4 %) vers l'Est, la cote approximative est de 254 m NGF au droit du site. L'environnement est essentiellement agricole et forestier, à l'Est commencent les premières zones urbanisées de l'agglomération mulhousienne.



FIGURE 29 : EXTRAIT CARTE TOPOGRAPHIQUE (SOURCE : TOPOGRAPHIC-MAP)

Le secteur est également très contraint par les faibles pentes du profil en long de la voirie existante.

5.1.3 - Géologie

La vallée de la Doller et des cours d'eau associés sur le secteur est caractérisée par des alluvions actuelles de type sable et graviers de l'holocène (FZb). Sur certains secteurs au nord, des alluvions plus anciennes (FyV Würm) d'origine vosgienne domine la zone inondable de la vallée de la Doller. À l'ouest de Lutterbach, on retrouve également un secteur caractérisé par une faible couverture de limons loessiques (FyL Würm).

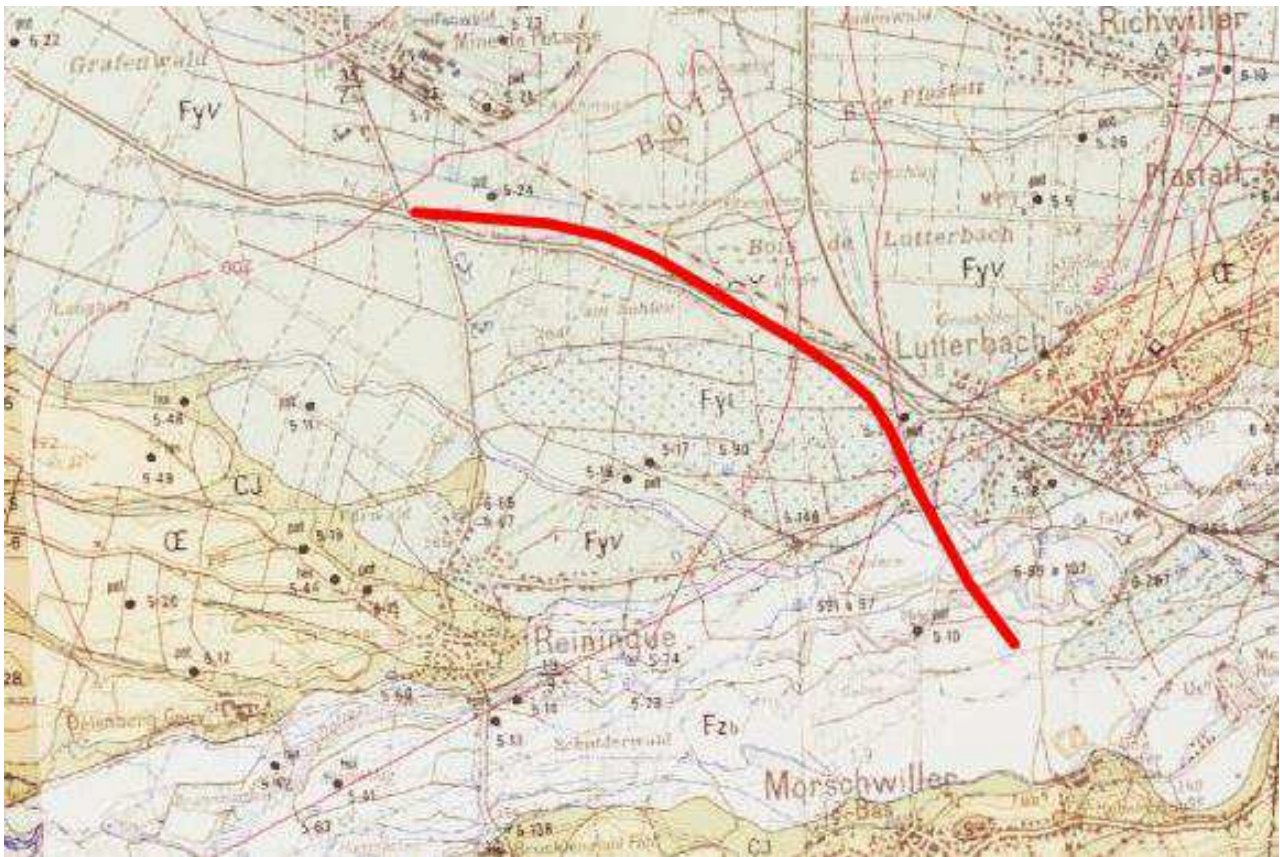


FIGURE 30 : EXTRAIT DE LA CARTE GÉOLOGIQUE (SOURCE: BRGM)

Le secteur est équipé de plusieurs piézomètres et forages dont les coupes techniques fournies par le BRGM complètent la connaissance du sous-sol du secteur. La coupe géologique réalisée lors du forage AEP de Reiningue (04135X0074/PHR1) met en évidence un aquifère à faible profondeur par rapport au terrain naturel et de faible épaisseur :

Profondeur / TN (258,6m)	Type de sol rencontré
0m à 2m	Terre argileuse
2m à 3,45m	Graviers argileux serrés
3,45m à 12,13m	Galets et Graviers rougeâtres très serrés
12,13m à 16,90m	Graviers et Sables Jaune
16,90m à 17,89m	Argile

5.1.4 - Les eaux superficielles

5.1.4.1 - Bassin versant

Le réseau hydrographique du secteur appartient au bassin Rhin Meuse. Il est composé de nombreux cours d'eau aux fonctionnements complexes. Le projet s'inscrit sur deux bassins versants : celui de la Doller au sud et à l'Ouest et celui de l'Ill amont au Nord.

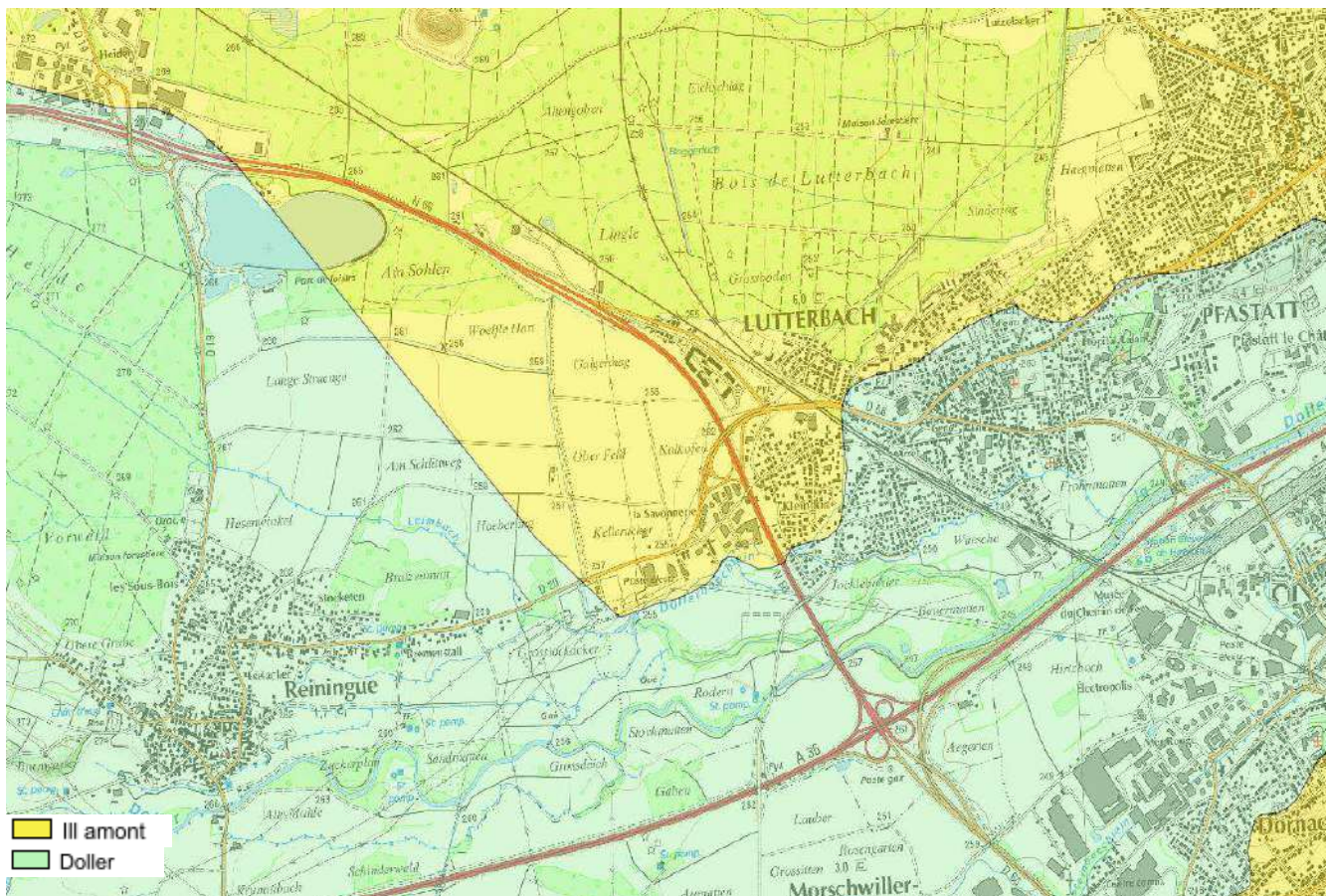


FIGURE 31 : BASSINS VERSANTS (SOURCE : CARTOGRAPHIE INTERACTIVE CARMEN GRAND EST)

5.1.4.2 - Eaux superficielles

La RD1066 traverse les cours d'eaux suivants :

- La Doller. Elle est un affluent de l'Ill, donc un sous affluent du Rhin, qui prend sa source sur les hauteurs de Dolleren, au lieu-dit Fennematt à 922 mètres d'altitude. La Doller dévale d'ouest en est, en 46 kilomètres, un dénivelé de 700 mètres pour rejoindre l'Ill dans l'agglomération de Mulhouse. Son bassin versant de 215 km² alimente en eau 200000 habitants de cinquante communes dont une importante partie de l'agglomération mulhousienne.
- Le Dollerbaechlein. C'est à l'origine un canal artificiel mais sur lequel un certain équilibre biologique s'est installé. Le cours d'eau est une diffluence de la Doller, sa prise d'eau se situe sur le territoire communal de Reiningue. Après un parcours de 12 km, il se jette dans l'Ill à Ensisheim. Sur la partie amont (de Reiningue à Lutterbach), c'est un cours d'eau rectiligne à sinueux s'écoulant entre des prés et des cultures. Puis le Dollerbaechlein traverse les zones urbaines de Pfastatt, Richwiller, Kingersheim, Wittenheim avant de retrouver des zones agricoles sur la fin de son parcours. Un bras du Dollerbaechlein est présent juste en amont de la RD1066 vers le Sud. Il parcourt environ 400 m (en pointillé sur la figure ci-dessous) pour ensuite longé la RD1066 vers le Nord et semble former une « boucle » en revenant vers le Dollerbaechlein juste en amont du passage de la route.

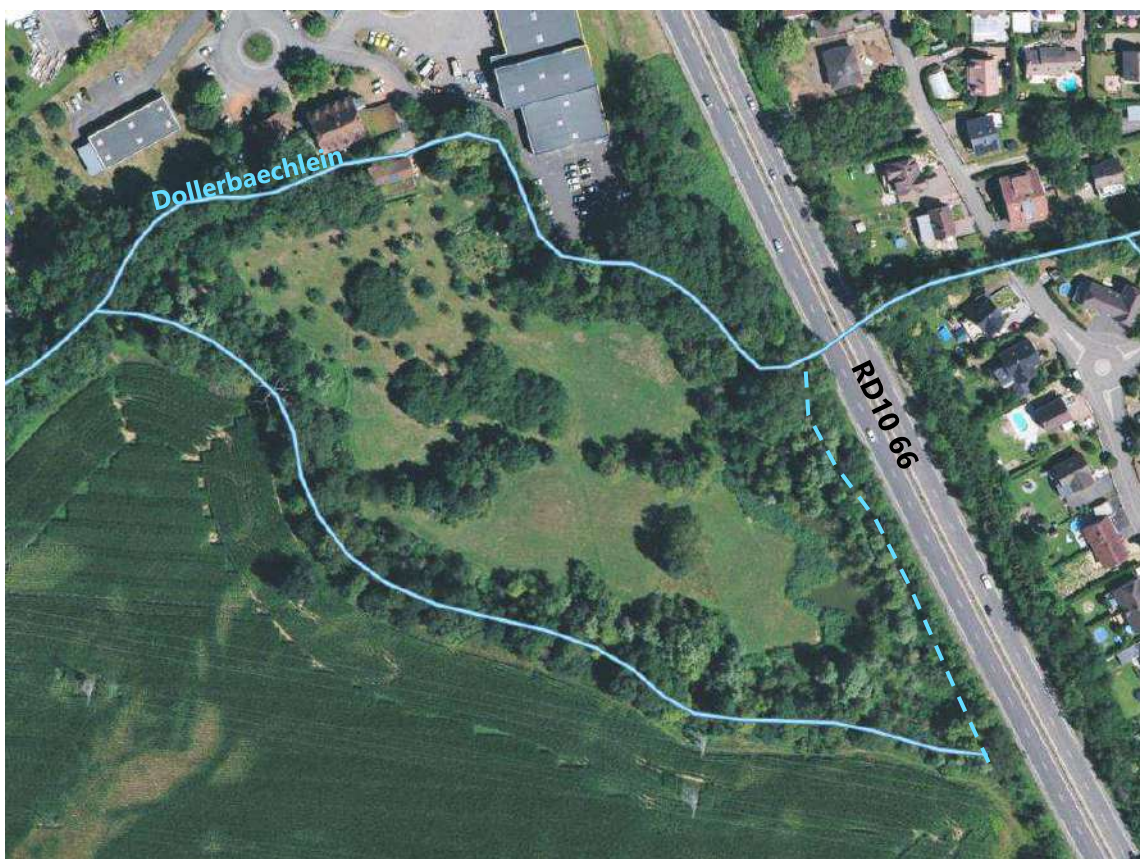


FIGURE 32 : LOCALISATION DU COURS DU DOLLERBAECHLEIN

- Le Kanalgraben, diffluence de la Doller à Lutterbach, est alimenté par le trop-plein de l'étang du Wehr (régulation du débit du Dollerbaechlein) et les eaux phréatiques. Le Kanalgraben se situe exclusivement entre des prés et des cultures sur environ 2 kilomètres entre l'étang du Wehr et la confluence avec la Doller. Il est bordé d'une ripisylve qui permet de l' « isoler » des cultures environnantes

Un plan d'eau est également présent au Nord de la zone d'étude, longé par la RD1066. Il s'agit de la base nautique de loisirs de Reiningue, zone de loisirs associés à l'eau, comme école départementale de voile et comme site de pêche (AAPPMA Reiningue).



FIGURE 33 : RÉSEAU HYDROGRAPHIQUE DU SECTEUR D'ÉTUDE

Des fossés enherbés ont été recensés le long de la RD1066 au nord du secteur d'étude. Ces fossés sont situés en contrebas de la route et sont fortement végétalisés. Ils collectent les eaux de plateforme.

Un fossé est situé en bordure droite de la chaussée dans le sens Thann vers Morschwiller-le-bas. Au droit des premiers bâtiments de la zone d'activités, le fossé traverse la RD1066 et s'écoule alors le long de la RD1066, qu'il longe sur 125 mètres. Une nouvelle traversée sous la RD66 permet alors de prolonger le fossé vers l'Est. Celui-ci se jette dans le Dollerbaechlein 2 km plus loin.

Deux autres fossés parallèles longent la RD1066 plus au Sud. Une traversée à proximité de la RD20 fait transiter les eaux de l'Ouest vers l'Est. Aucun « véritable » exutoire n'a été recensé en aval de cette traversée.

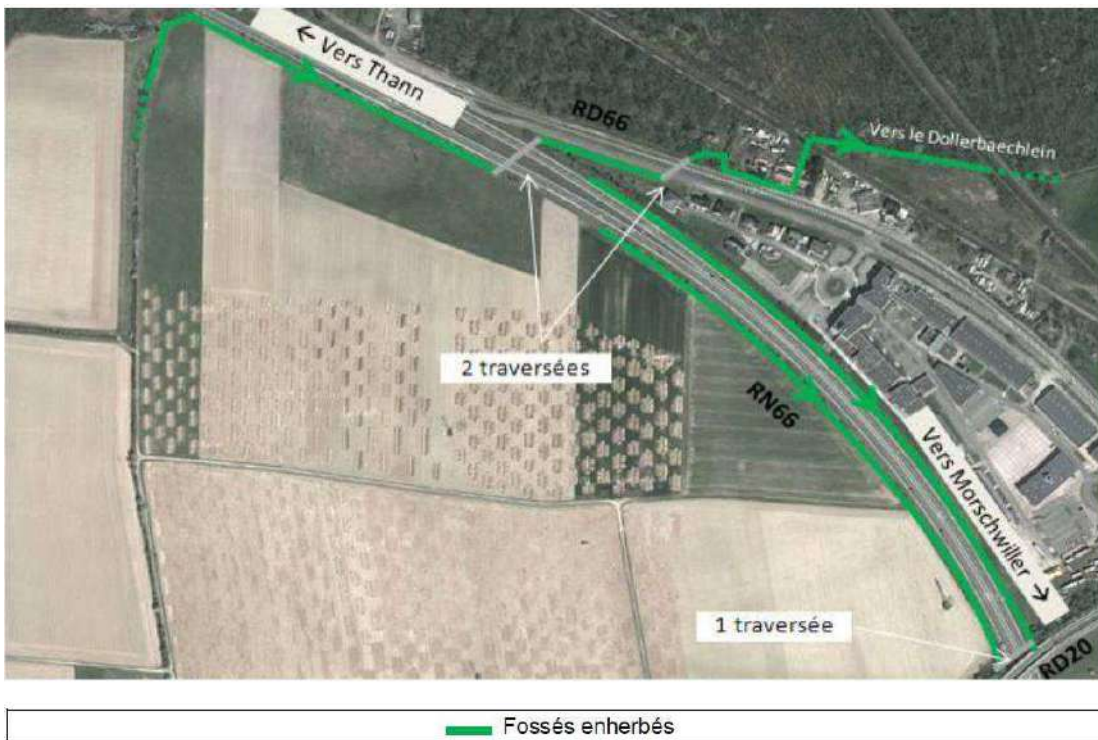


FIGURE 34 : LOCALISATION DES FOSSÉS ENHERBÉS LE LONG DE LA RD1066

■ **Qualité des eaux superficielles**

Une station de suivi de la qualité des eaux existe sur la Doller à Reiningue.

Le tableau ci-après présente les objectifs d'état retenus par le SDAGE des districts Rhin et Meuse, (état écologique + état chimique) à atteindre.

Domaine piscicole : Salmonicole	Classe de dureté : Classe 3	
Exception typologique : Cours d'eau nat.acides	Objectifs de qualité de la masse d'eau associée (FRCR57) :	Bon potentiel écologique 2021 Bon état chimique 2015

L'état écologique de la Doller est globalement médiocre sur la période 2017-2019. Les paramètres déclassants sont : les macrophytes (IBMR). Des polluants spécifiques comme l'Arsenic ou le Cuivre sont également présents avec un niveau jugé moyen.

L'état chimique de la Doller est mauvais du fait de la présence de polluants comme le benzo(a)pyrène.



FIGURE 35 : QUALITÉ ÉCOLOGIQUE DE L'EAU DE LA DOLLER À REINGUE (SOURCE : SIERM)

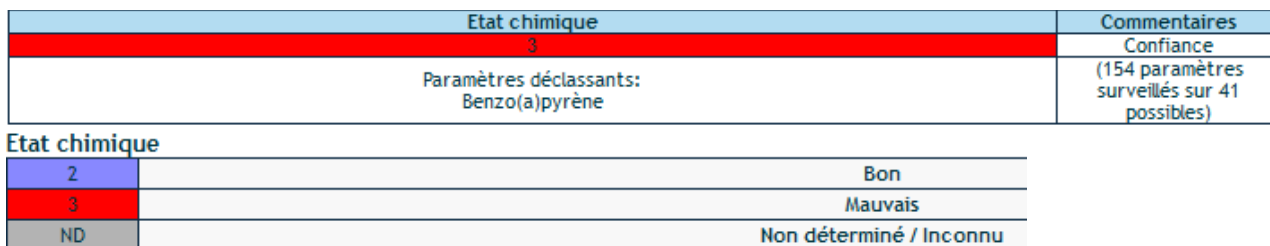


FIGURE 36 : QUALITÉ CHIMIQUE DE L'EAU DE LA DOLLER À REINGUE (SOURCE : SIERM)

Une station de suivi de la qualité des eaux existe sur le Dollerbaechlein à Wittenheim.

Le tableau ci-après présente les objectifs d'état retenus par le SDAGE des districts Rhin et Meuse, (état écologique + état chimique) à atteindre.

Domaine piscicole : Salmonicole	Classe de dureté : Classe 4	
Exception typologique :	Objectifs de qualité de la masse d'eau associée (FRCR64) :	Bon état écologique 2021 Bon état chimique 2027

L'état écologique du Dollerbaechlein est globalement moyen sur la période 2017-2019. Les paramètres déclassants sont : les diatomés (IBMR) et le taux d'oxygène. Des polluants spécifiques comme l'Arsenic sont également présents avec un niveau jugé moyen.

L'état chimique du Dollerbaechlein est mauvais du fait de la présence de polluants comme le benzo(a)pyrène.

Paramètres	Année(s)										Etat écologique 2016-2018	
	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2016-2018	Classes d'état
Invertébrés (IBGN ou IBGN équivalent)	12				16			17		13	13	Biologie
Diatomées (IBD 2007)	13.5						14.7			13.8	13.8	
Poissons (IPR)												
Macrophytes (IBMR)												
Température (P90, °C)	15.2				14	16	15.3	17.2	20	20.4	20	Température
pH (min)	7				6.9	6.7	7	7.5	7.3	7.4	7.4	Acidification
pH (max)	7.35				7.15	7.1	7.4	8	7.9	7.7	7.9	
Conductivité (P90, µS/cm)	580				540	547	559	519	553	626	553	salinité
Chlorures P90 (mg Cl/l)	72				76					120	120	
Sulfates P90 (mg SO4/l)	48				46					41	41	
O ₂ dissous (P10, mg O ₂ /l)	6				5.8	6	6.2	8.3	5.4	5.8	5.8	Bilan de l'oxygène
Tx Sat, O ₂ (P10, %)	59				55	58	62	82	59	52.6	59	
DBO5 (P90, mg O ₂ /l)	3				1.4	1	1.3			2.7	2.7	
Carb. Org. (P90, mg C/l)	3				4.7	1.4	2.7		3.2	4	3.2	
Phosphates (P90, mg PO ₄ ³⁻ /l)	0.14				0.12	0.11	0.09			0.205	0.205	Nutriments
Phosphore total (P90, mg P/l)	0.07				0.06	0.032	0.034			0.08	0.08	
Ammonium (P90, mg NH ₄ ⁺ /l)	0.07				<0.05	0.03	0.06			0.12	0.12	
Nitrites (P90, mg NO ₂ ⁻ /l)	0.04				0.02	0.02	0.02			0.13	0.13	
Nitrates (P90, mg NO ₃ ⁻ /l)	20				16.3	16.6	16.7			14	14	
Chlortoluron (moy, µg/L)	<0.02				<0.02							
Oxadiazon (moy, µg/L)	<0.05				<0.02							
Thiabendazole (moy, µg/L)	<0.02				<0.005							
2,4 D (moy, µg/L)	0.00171				<0.02							
2,4 MCPA (moy, µg/L)	<0.05				<0.02							
Arsenic dissous (moy, µg/L)	<1				1.1				0.95			
Chrome dissous (moy, µg/L)	<1				0.22				<0.5			
Cuivre dissous (moy, µg/L)	1.03				0.91				0.79			
Zinc dissous (moy, µg/L)	5.7				2.88				2.82			
Métazachlore (moy, µg/L)	<0.02				<0.02							
Aminotriazole (moy, µg/L)	<0.1				<0.02							
Nicosulfuron (moy, µg/L)	<0.02				<0.02							
AMPA (moy, µg/L)	<0.1				<0.02							
Glyphosate (moy, µg/L)	<0.1				<0.02							
Diflufenicanil (moy, µg/L)	<0.05				<0.02							
Tébuconazole (moy, µg/L)	<0.05				<0.02							

FIGURE 37 : QUALITÉ ÉCOLOGIQUE DE L'EAU DU DOLLERBAECHLEIN À WITTENHEIM (SOURCE : SIERM)

Etat chimique		Commentaires
3		
Paramètres déclassants: Benzo(a)pyrène		Confiance (60 paramètres surveillés sur 41 possibles)
Etat chimique		
2	Bon	
3	Mauvais	
ND	Non déterminé / Inconnu	

FIGURE 38 : QUALITÉ CHIMIQUE DE L'EAU DU DOLLERBAECHLEIN À WITTENHEIM (SOURCE : SIERM)

■ Hydrologie

Une station de la Banque Hydro (A1252010) est également en place depuis 1967 sur la Doller à Reiningue, en amont du secteur d'étude.

Malgré la nature très filtrante des formations de plaine, favorables à l'infiltration, la Doller conserve un caractère vosgien au droit du secteur d'étude qui se traduit par un régime de type pluvial - océanique : aux hautes eaux d'hiver (maximum en février) succèdent les basses eaux d'été (juillet - août). Tout ceci fait de la Doller un cours d'eau impétueux aux crues spectaculaires, malgré les retenues et les nombreux seuils qui ont stabilisé son profil en long. Le module interannuel est de 4.080 m³/s.

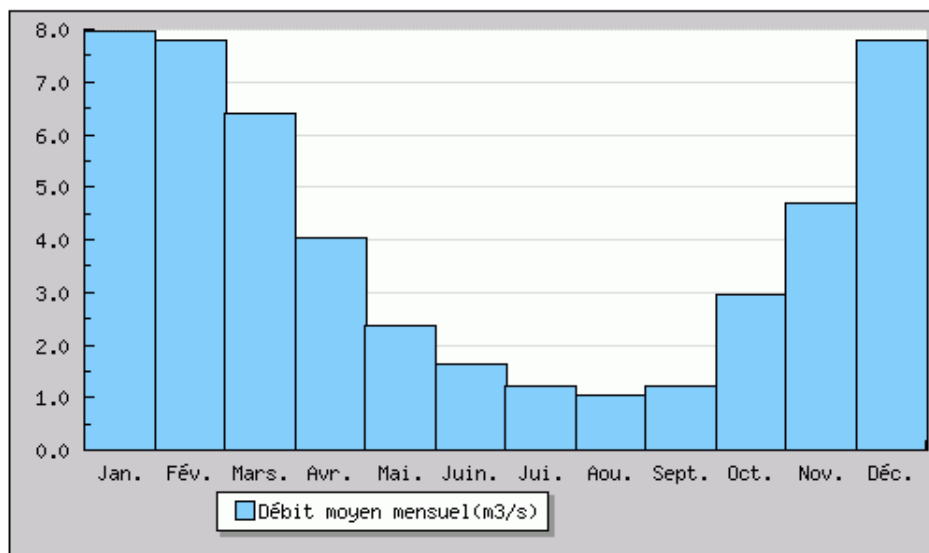


FIGURE 39 : VARIATION DU DEBIT MENSUEL MOYEN DE LA DOLLER À REININGUE (1967 - 2021) (SOURCE : EAUFRANCE)

Les débits d'étiages varient entre 0.330 et 0.430 m³/s.

La plus importante crue connue sur la Doller est celle de 1990 avec un débit instantané maximal de 207.0 m³/s et une hauteur maximale instantanée de 288 cm, qui a inondé la basse vallée de la Doller.

L'alimentation du Dollerbaechlein est conditionnée par la Doller, aussi son débit peut devenir nul quand celle-ci tombe à sec en été. A l'inverse, à l'issue de périodes pluvieuses, le ruisseau collecte d'importants volumes d'eaux pluviales. Ces volumes sont d'autant plus importants que le bassin versant du Dollerbaechlein subit une urbanisation intensive entraînant une imperméabilisation croissante des surfaces.

5.1.5 - Les eaux souterraines

5.1.5.1 - Hydrogéologie

La zone d'étude dispose d'importantes ressources en eau souterraines grâce à la proximité de la Nappe d'Alsace. Cette masse d'eau est de type "alluvionnaire". Sa surface totale est importante (3 300 km²). Son réservoir correspond à près de 44 milliards de m³ pour l'ensemble de la nappe du Rhin Supérieur (de Bâle à Lauterbourg). Sa grande productivité et son utilisation intensive (plus de 350 captages en France) en font le plus important réservoir stratégique du district Rhin. Sur notre secteur d'étude, la nappe aquifère s'écoule parallèlement à la Doller, avec un gradient voisin de 4 à 6 m/km.

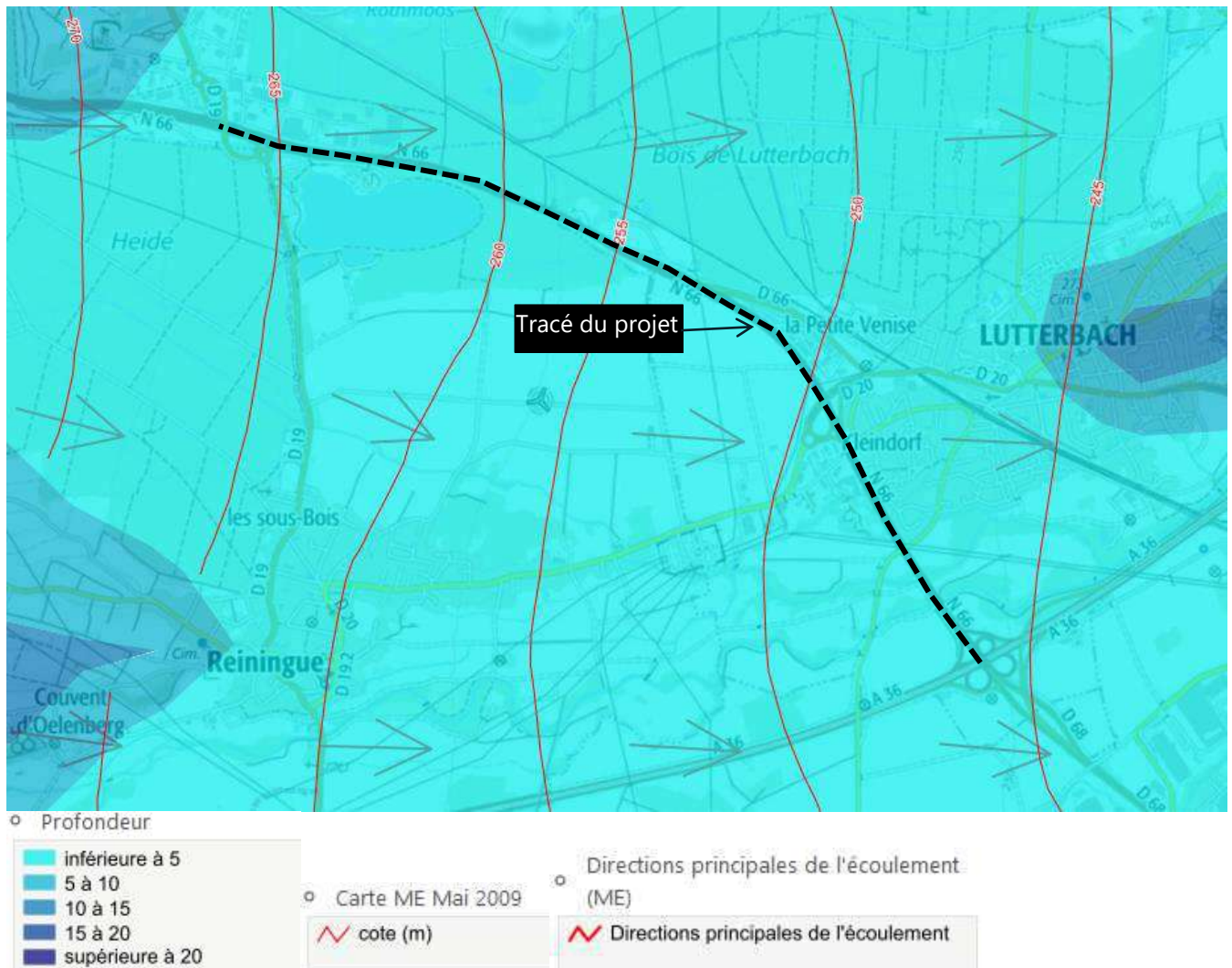


FIGURE 40 : PROFONDEUR DE LA NAPPE PHRÉATIQUE EN SITUATION MOYENNE ET DIRECTION DE L'ÉCOULEMENT (SOURCE : APRONA)

Le rapport géologique préliminaire à l'élaboration des périmètres de protection des captages (1972) précise qu'en période de basses eaux, la Doller alimente la nappe. En période de hautes eaux, la nappe se gonfle par apports superficiels et latéraux et peut être drainée par la Doller.

Compte tenu des bonnes perméabilités ($2 \cdot 10^{-3}$ m/s) et transmissivités des alluvions récentes (10^{-3} à 10^{-2} m²/s), ces phénomènes d'alimentation et de drainage ne marquent pas fortement l'allure piézométrique de la nappe en période normale.

Les cotes du terrain naturel se situent sur le secteur entre 272 m (étang de Reiningue au NO) et 245m (stations de pompage Mulhouse au SE). Les ressources en eau souterraines de la vallée de la Doller sont peu profondes (0 à 5 m en moyenne).

Par ailleurs les coupes géologiques mettent en évidence le fait que la nappe de la Doller ne dispose ni d'une couverture de sol importante, ni d'une couche supérieure de protection imperméable d'épaisseur régulière et continue. L'aquifère est donc vulnérable aux pollutions de surface qui sont susceptibles de parvenir rapidement par infiltration jusqu'à la ressource en eau

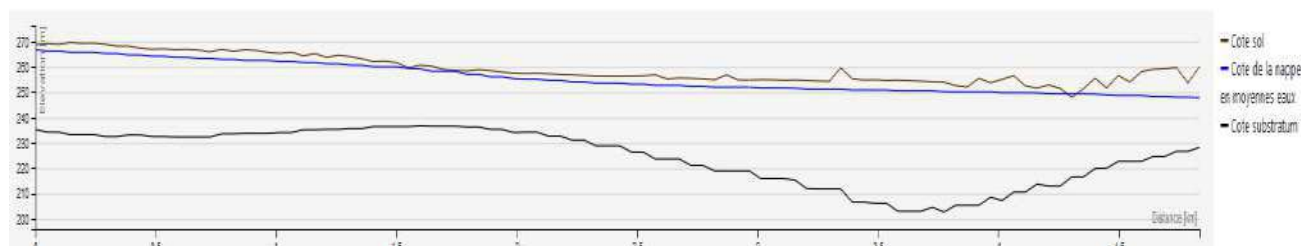


FIGURE 41 : COUPE SUR LA LONGUEUR DU LINÉAIRE DE PROJET : COTE DU SOL / COTE DE LA NAPPE / COTE DU SUBSTRATUM (SOURCE : APRONA)

Puits 04135X0140 / M13 à Reiningue :

Cette station de mesures est située à environ 2 km au sud-ouest du tracé de la RD1066. D'après les données enregistrées entre 1971 et 2020, la profondeur relative moyenne du toit de la nappe d'eau est de 2,53 mètres (cote de 260,70 mNGF). Sur la même période, la profondeur relative minimale a été enregistrée à 1,44 mètres le 26/05/1983, alors que la profondeur relative maximale a été de 3,35 mètres, enregistrée le 30/03/2012.

5.1.5.2 - L'utilisation de la ressource

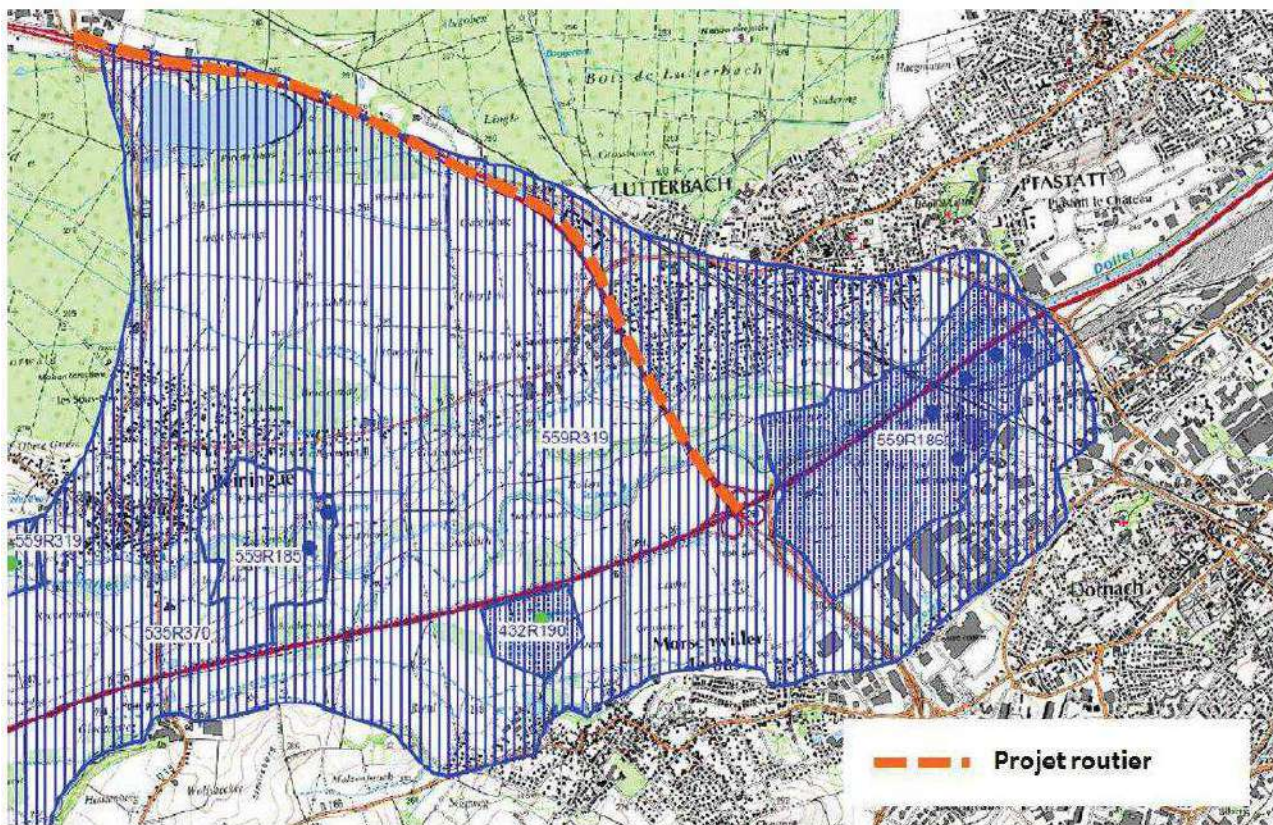
De faible profondeur, la nappe est peu protégée par les sols. Cette vulnérabilité est accentuée par les fortes relations qui existent entre la nappe et les cours d'eau. En effet, le réseau hydrographique fournit directement ou indirectement à la nappe phréatique d'Alsace jusqu'au deux tiers de son alimentation.

Les importantes ressources en eaux souterraines du secteur d'étude sont aujourd'hui exploitées par les communes et syndicats avoisinants, notamment pour l'alimentation en eau potable. Le site d'étude est donc caractérisé par de nombreux points d'eau de type forages ou piézomètres.

Des forages destinés à fournir de l'eau potable sont localisés sur le ban de Mulhouse et de Reiningue. Afin de protéger ce forage d'éventuelles pollutions, des périmètres de protection (immédiate, rapprochée et éloignée) ont été instaurés.

Les ressources en eaux souterraines du secteur sont d'excellente qualité. Les rapports d'analyse des eaux brutes réalisés par la ville de Mulhouse sur les captages de Hirtzbach mettent en évidence une eau légèrement acide, douce et faiblement minéralisée dont les paramètres physico-chimiques et bactériologiques analysés respectent très largement les limites de qualité requises pour la production d'eau potable. Avec une eau de cette qualité, la ville de Mulhouse n'a pas eu besoin de mettre en place de traitement particulier des eaux brutes, qui sont distribuées directement après pompage. La conservation de cette bonne qualité physico-chimique et bactériologique est donc primordiale.

Le linéaire de RD1066 concerné par le projet se situe dans le périmètre rapproché des captages AEP alimentant la ville de Mulhouse.



Captages AEP du Haut-Rhin

- Captage protégé
- Captage protégé n'étant plus utilisé
- Captage non protégé
- Captage à gestion privée

Périmètres de protection

- Rapproché
- Rapproché renforcé
- Eloigné

FIGURE 42 : CARTE DES CAPTAGES ET PERIMETRES DE PROTECTION (SOURCE : ARTELIA 2015)

5.1.5.3 - Vulnérabilité des eaux souterraines

Pour les eaux souterraines, la vulnérabilité intrinsèque d'un aquifère dépendant de ses caractéristiques hydrodynamiques et géologiques, on différencie pour la vulnérabilité les critères suivants :

- La zone non saturée (ZNS) qui intervient avant l'arrivée du polluant dans l'aquifère (nature, perméabilité, épaisseur) ;
- Les caractéristiques propres des aquifères (type de perméabilité, degré de fissuration...) susceptibles d'influencer le comportement du polluant dans la nappe.

La carte de vulnérabilité intrinsèque simplifiée des eaux souterraines du bassin Rhin-Meuse est une cartographie de la vulnérabilité par la combinaison de ces deux critères qui sont l'IDPR (Indice de Développement et de Persistance des Réseaux) et l'épaisseur de la zone non saturée (ZNS).

Une majeure partie du linéaire concerné par le projet présente une forte vulnérabilité.

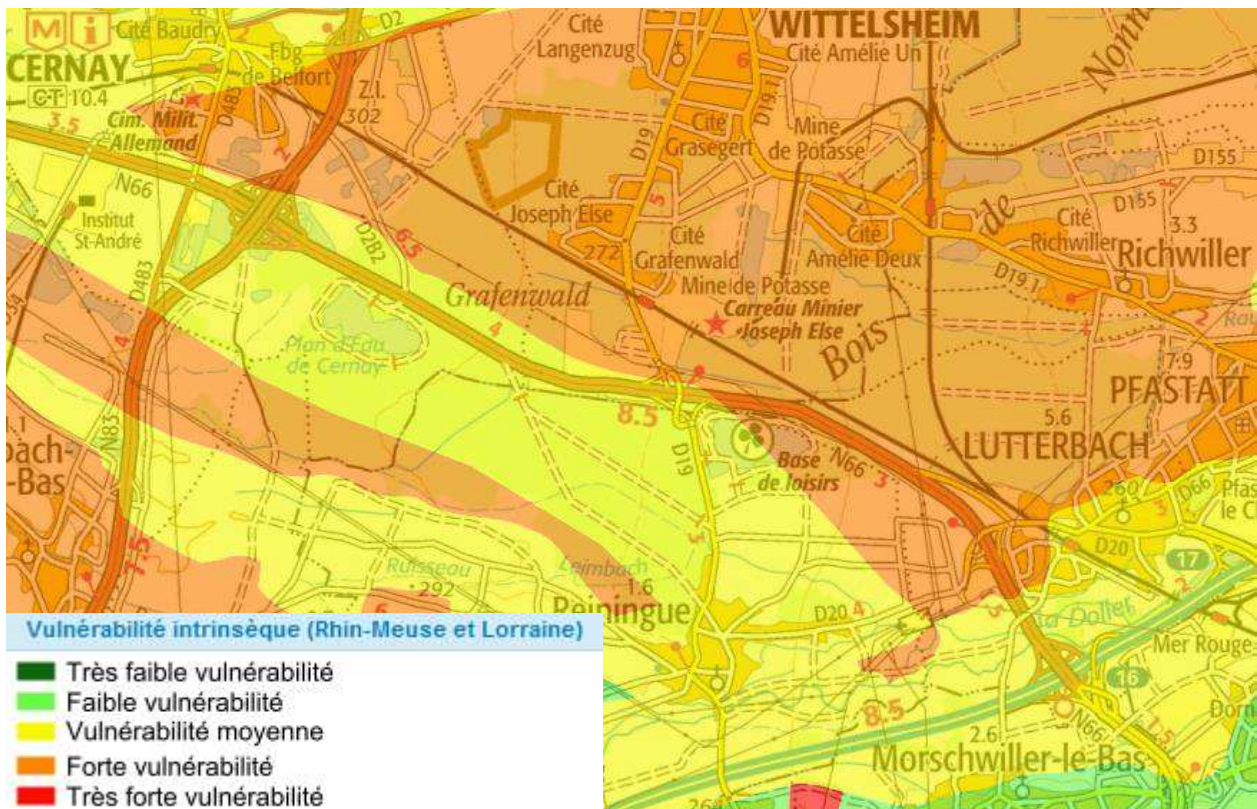


FIGURE 43 : CARTE DE LA VULNÉRABILITÉ INTRINSÈQUES DES NAPPES (SOURCE : SIGES RHIN-MEUSE)

5.1.6 - Les risques naturels

5.1.6.1 - Risque inondation

➤ **PRGI Rhin-Meuse**

Le **Plan de Gestion du Risque Inondation (PRGI) pour les districts hydrographiques Rhin-Meuse** a été approuvé le 30 Novembre 2015 par arrêté du Préfet coordonnateur de bassin. Le PGRI est un document qui a une portée réglementaire, notamment en ce qui concerne l'urbanisation et l'occupation du sol. Les Plans de Prévention des Risques Inondation (PPRI) alsaciens devront être en cohérence avec le PGRI du District Rhin.

Les prescriptions du PGRI sont directement opposables aux documents d'urbanisme.

Les 5 objectifs retenus sur le district Rhin, transposés au travers de 47 dispositions, sont les suivants :

- Favoriser la coopération entre les acteurs ;
- Améliorer la connaissance et développer la culture du risque ;
- Aménager durablement les territoires ;
- Prévenir le risque par une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau ;
- Se préparer à la crise et favoriser le retour à une situation normale.

➤ **Zones inondables de la Doller**

Les communes de Reiningue et de Lutterbach étaient concernées par le PPRI de la Doller approuvé par arrêté préfectoral le 30 avril 2014, annulé par voie juridictionnelle. Si le PPRI ne s'applique plus du fait de son annulation (sur des éléments de forme), le risque d'inondation identifié et les études réalisées dans ce cadre restent toujours d'actualité et doivent être pris en compte.

Le secteur de projet de la RD1066 est concerné dans sa partie Sud, entre l'échangeur de l'A36 et la D20 par les zones inondables de la Doller.

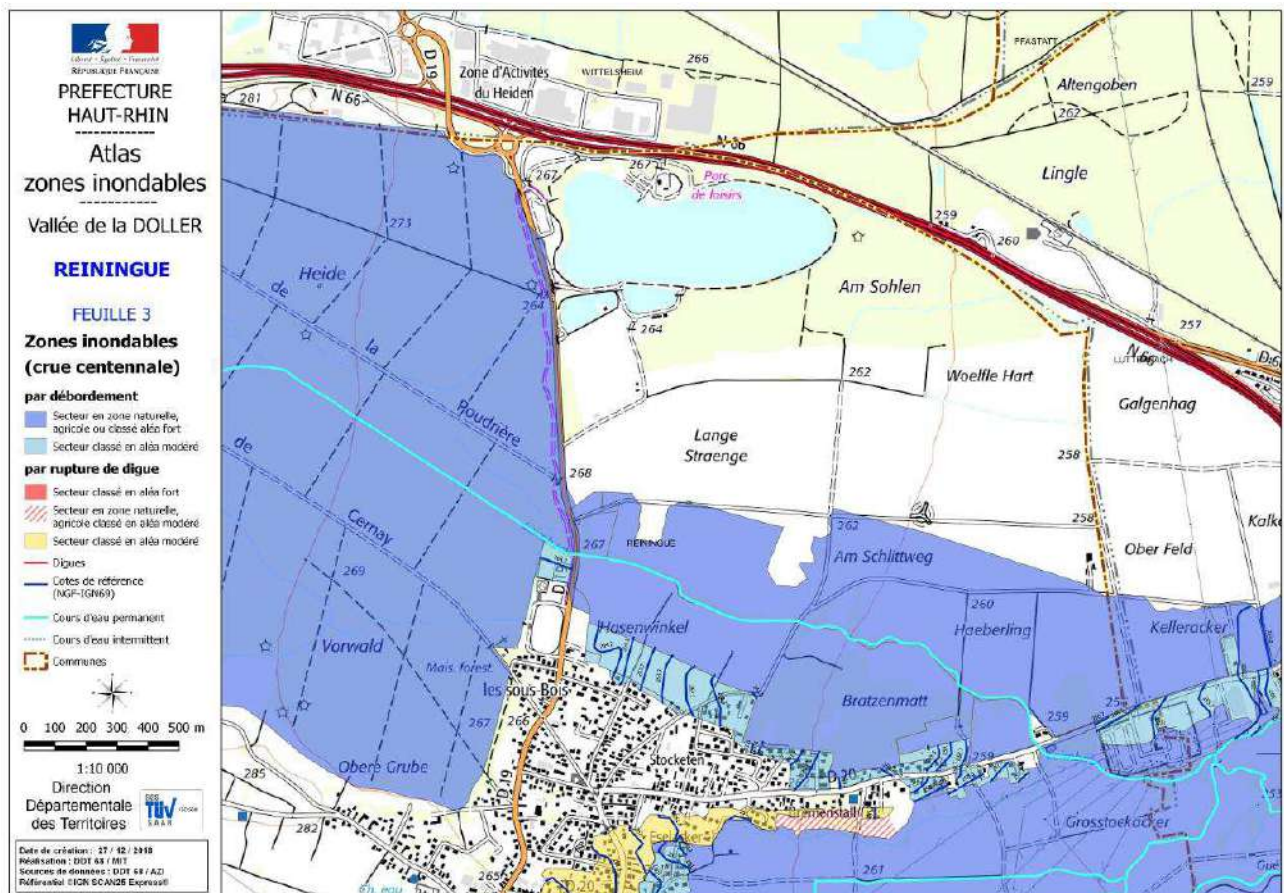
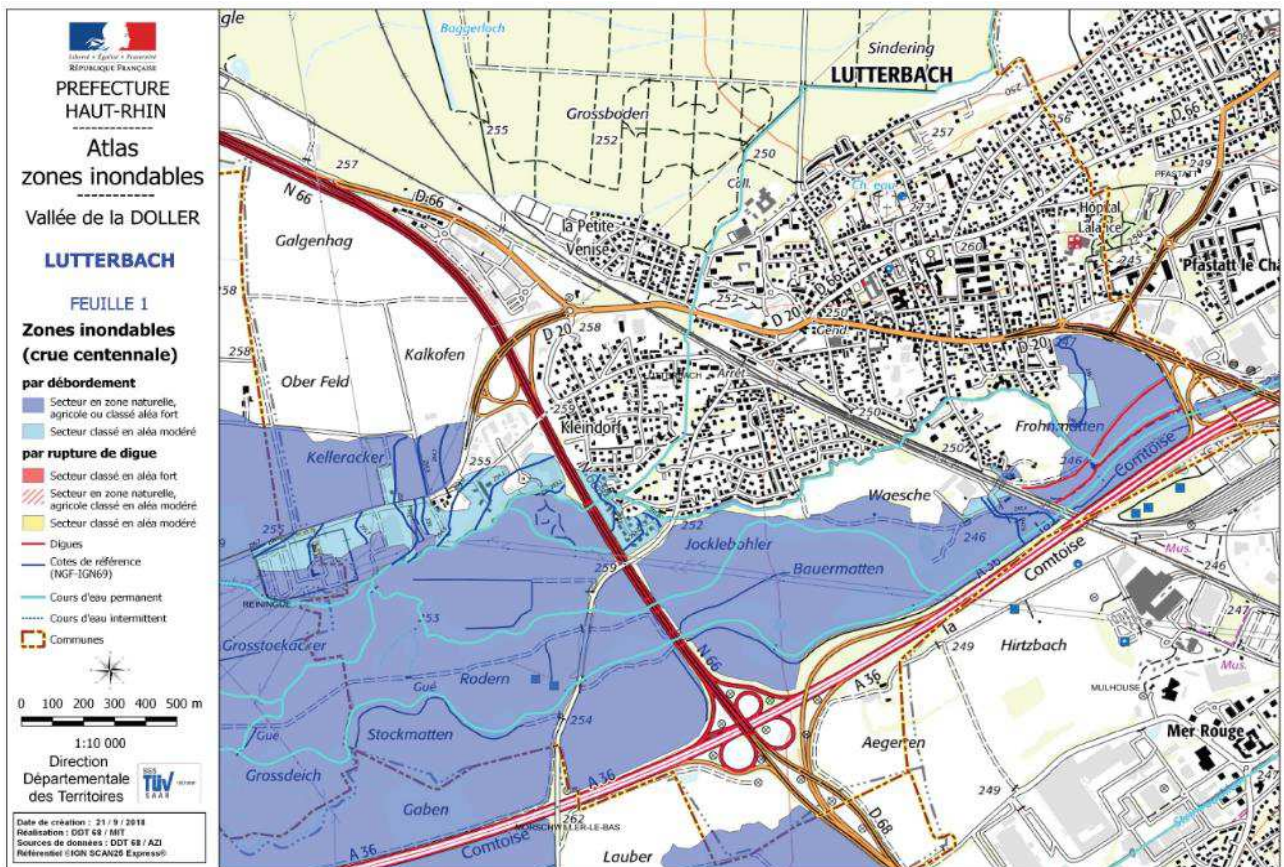


FIGURE 44 : ATLAS DES ZONES INONDABLES VALLÉE DE LA DOLLER (SOURCE : PRÉFECTURE DU HAUT-RHIN)

Le secteur de projet est également concerné par le risque inondation par remontée de nappe sur tout le linéaire routier, et ce plus fortement dans sa partie Sud. La carte de sensibilité au phénomène de remontées de nappes est présentée ci-après., elle permet de localiser les zones où il y a de fortes probabilités d'observer des débordements par remontée de nappe.

Le secteur d'étude est concerné par le risque inondation par débordement de cours d'eau dans sa partie Sud, et par le risque de remontée de nappe.

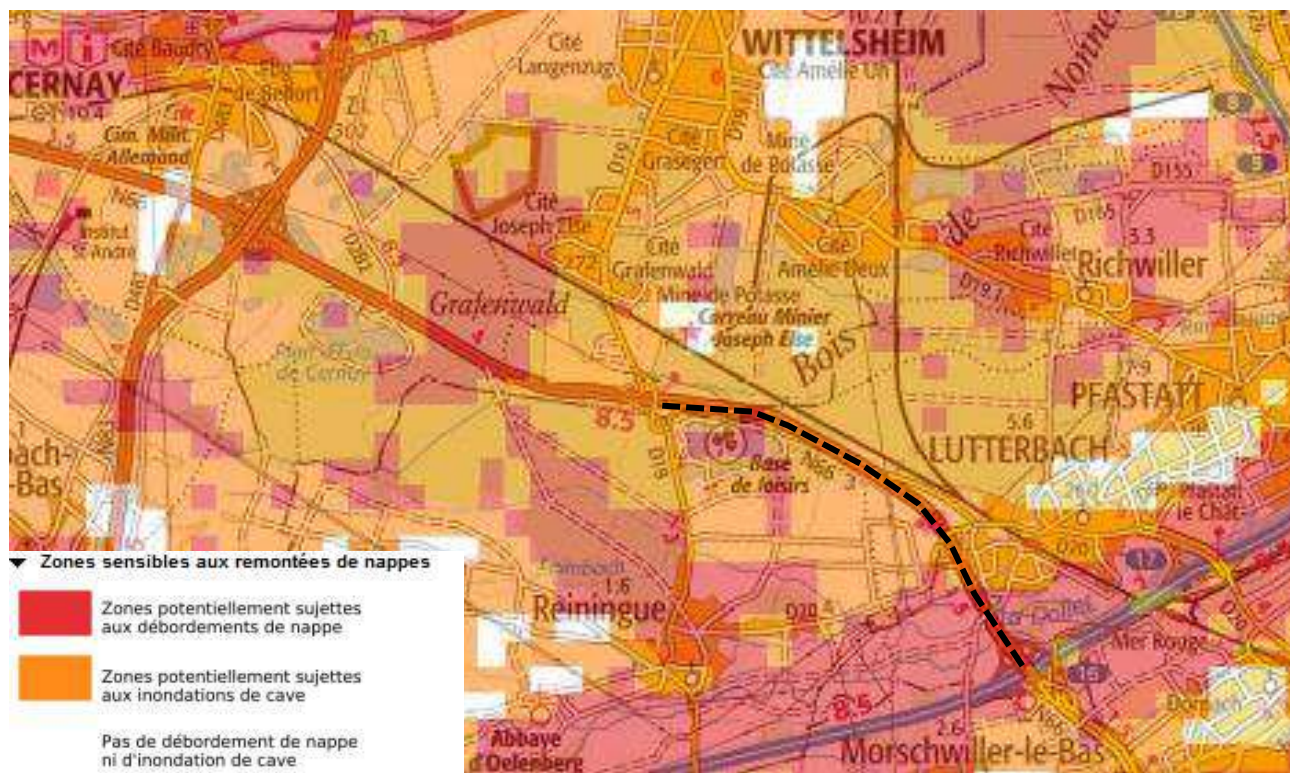


FIGURE 45 : CARTOGRAPHIE DES ZONES SENSIBLES AUX REMONTÉES DE NAPPE (SOURCE : GEORISQUES)

5.1.6.2 - L'aléa retrait-gonflements des argiles

Les mouvements de terrain sont les manifestations du déplacement gravitaire de masses de terrain déstabilisées sous l'effet de sollicitations ou anthropiques (terrassement, vibration, déboisement, exploitation de matériaux ou de nappes aquifères, etc.).

Le risque lié au gonflement des argiles est une des raisons du mouvement de terrain. Il se manifeste dans les sols argileux et est lié aux variations en eau du terrain. En effet, les sols argileux possèdent la propriété de voir leur consistance se modifier en fonction de leur teneur en eau. Ainsi, en contexte humide, les sols argileux se présentent comme souples et malléables, tandis que ce même sol desséché sera dur et cassant.

Ainsi, lorsque la teneur en eau augmente dans un sol argileux, on assiste à une augmentation du volume de ce sol. On parle alors de « gonflement des argiles ». Un déficit en eau provoquera un phénomène inverse de rétractation ou « retrait des argiles ». Le retrait-gonflement des sols argileux entraîne un risque d'efforts plus importants sur les bâtiments à fondations superficielles et les infrastructures, qui se traduisent généralement par des fissures. Il est nécessaire, pour pallier ce risque, de prévoir un renforcement des fondations.

D'après les informations fournies par le BRGM (ci-dessous), le site de projet se situe dans une zone d'aléa faible concernant le retrait-gonflement des argiles

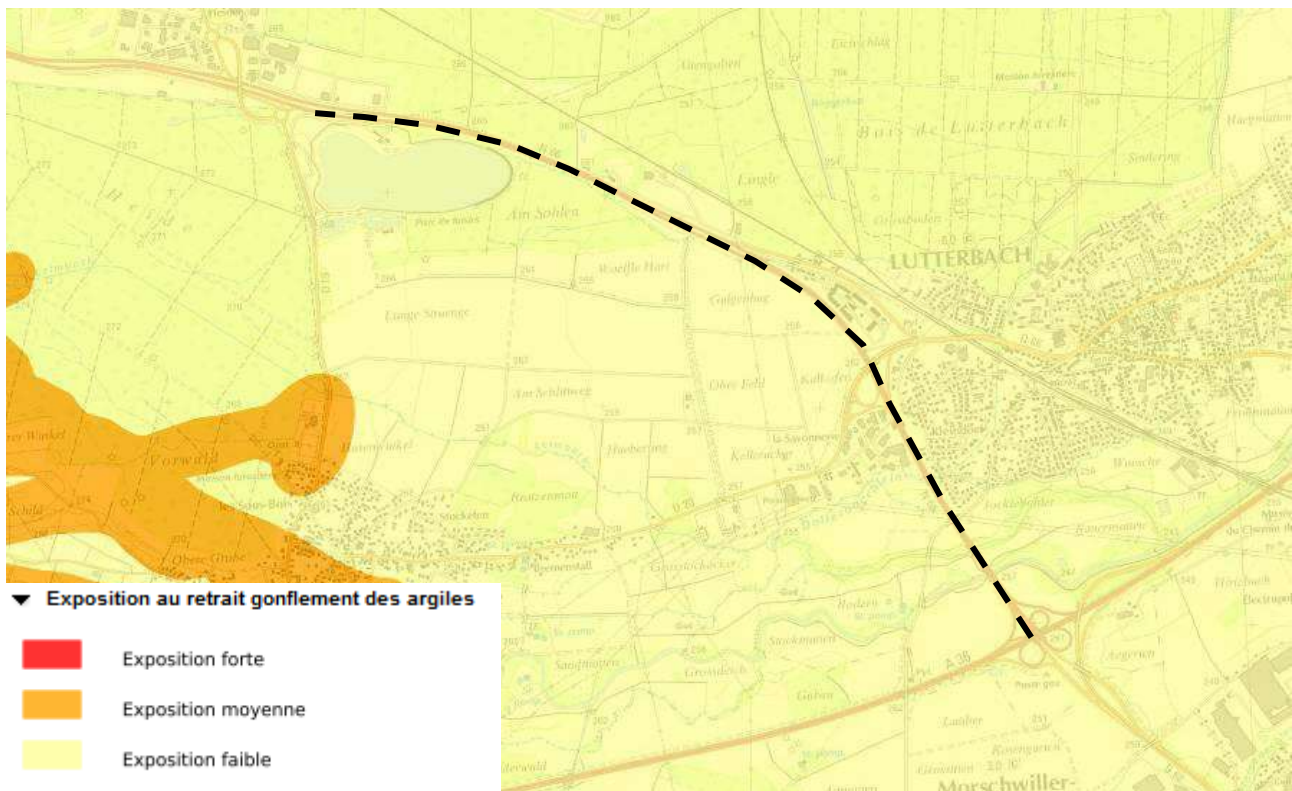


FIGURE 46 : CARTE SUR LES ALÉAS LIÉS AU RETRAIT-GONFLEMENT DES ARGILES (SOURCE : GÉORISQUES)

5.1.6.3 - Le risque sismique

Au niveau national, un zonage réglementaire pour la prise en compte de la sismicité a été établi. Ce zonage est proposé en application de l'annexe des articles R. 563-1 à R. 563-8 du Code de l'environnement.

L'aire d'étude du projet se situe dans une zone de sismicité de niveau 3, soit de niveau modéré où des règles de construction parasismiques sont applicables.

De nombreux séismes (10) avec des épacentres dans la plaine d'Alsace, les Vosges, en Allemagne ou en Suisse ont pu être ressentis sur le territoire avec des intensités variables.

5.1.7 - Risques technologiques

Les risques technologiques sont liés à l'action humaine et plus précisément à la manipulation, au transport ou au stockage de substances dangereuses pour la santé et l'environnement (ex : risques industriel, nucléaire, biologique...). Comme les autres risques majeurs, ils peuvent avoir des conséquences graves sur les personnes, leurs biens et / ou l'environnement.

5.1.7.1 - Transports de matières dangereuses

Le risque de Transport de Matières Dangereuses, ou risque TMD, est consécutif à un accident se produisant lors du transport de ces produits par voie routière, ferroviaire, aérienne, fluviale ou par canalisation.

Le transport routier est le plus exposé au risque, car les causes d'accidents sont multiples (état du véhicule, faute de conduite du conducteur ou d'un tiers, conditions météorologiques, etc.). Le transport de matières dangereuses par route est assujéti à l'Accord européen sur le transport des matières Dangereuses par la Route (ADR).

La RD1066 est concernée par le transport de matières dangereuses.

5.1.7.2 - Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Une installation classée pour la protection de l'environnement est une exploitation industrielle ou agricole susceptible de créer des risques ou de provoquer des pollutions ou nuisances, notamment pour la sécurité et la santé des riverains.

Les activités relevant de la législation des installations classées sont énumérées dans une nomenclature qui les soumet à un régime d'autorisation, d'enregistrement ou de déclaration en fonction de l'importance des risques ou des inconvénients qui peuvent être engendrés. Cela concerne notamment les activités industrielles, agricoles et les exploitations de carrières.

Une ICPE est présente à moins de 100 m de la RD1066 sur Wittelsheim, il s'agit de l'entreprise « LOGISTIQUE JUNG ». Celle-ci est soumise à une procédure d'enregistrement et ne représente pas de contraintes vis à vis du projet.

5.1.7.3 - Sites et sols pollués

Un site pollué est un site qui, du fait d'anciens dépôts de déchets ou d'infiltration de substances polluantes, présente une pollution susceptible de provoquer une nuisance ou un risque pérenne pour les personnes ou l'environnement. Ces situations sont souvent dues à d'anciennes pratiques sommaires d'élimination des déchets, mais aussi à des fuites ou à des épandages de produits chimiques, accidentels ou pas. Il existe également autour de certains sites des contaminations dues à des retombées de rejets atmosphériques accumulées au cours des années, voire des décennies.

L'État élabore au regard des informations dont il dispose des secteurs d'information sur les sols (SIS).

Les SIS comprennent les terrains où la connaissance de la pollution justifie, notamment en cas de changement d'usage, la réalisation d'études de sols et la mise en place de mesures de gestion de la pollution pour préserver la sécurité, la santé ou la salubrité publique et l'environnement. Ils sont mis à disposition du public après consultation des mairies et information des propriétaires. 1 SIS est recensé sur la commune de Reiningue, il s'agit de l'ancien dépôt de remblais et de terres polluées enlevées sur une parcelle agricole, situé à plus de 900m du site de projet.



FIGURE 47 : SITES SIS (SOURCE : GÉORISQUES-BRGM)

BASIAS (Base des Anciens Sites Industriels et Activités de Service en activité ou non) est une base de données faisant l'inventaire de tous les sites industriels ou de services, anciens ou actuels, ayant eu une activité potentiellement polluante. Cette base de données est développée par le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) pour le Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Écologie (MEDDE).

7 sites BASIAS sont recensés à proximité du tracé du projet mais aucun n'engendre de contraintes.



FIGURE 48 : SITES BASIAS (SOURCE : GÉORISQUES-BRGM)

5.1.8 - Biodiversité

5.1.8.1 - Milieu naturel inventorié ou protégé

➤ **Natura 2000 :**

Le réseau Natura 2000 est un réseau européen de sites naturels protégés. Il a pour objectif de préserver les espèces et les habitats menacés et/ou remarquables, notamment dans l'espace rural et forestier. Il vise à assurer la protection de sites européens sans pour autant bannir toute activité humaine. Le réseau Natura 2000, articulé autour de deux directives européennes, prévoit deux types de zones naturelles protégées :

- Les Zones de Protection Spéciale (ZPS) issues de la Directive "Oiseaux" n° 79/409/CEE du 2 avril 1979, concernant la conservation des oiseaux sauvages ;
- Les Zones Spéciales de Conservation (ZSC) issues de la Directive "Habitats" n°92/43/CEE du 21 mai 1992, concernant la conservation des habitats naturels, ainsi que la faune et la flore sauvages.

Le tracé du projet traverse une zone d'intérêt communautaire issue du réseau Natura 2000 :

■ **FR4201810 Zones spéciales de conservation (ZSC) - Vallée de la Doller.**

Malgré sa proximité avec la ville de Mulhouse et divers aménagements, la rivière Doller a, sur une grande partie de son cours, conservé une dynamique alluviale propre aux rivières à fond mobile. Elle présente les successions d'habitats riverains dans un bon état de conservation. Ce sont ainsi 10 habitats naturels d'intérêt communautaire et 6 espèces animales qui ont motivé la désignation d'un peu plus de mille hectares, caractéristiques du cours de la rivière en plaine.

Le site Natura 2000 « Vallée de la Doller » trouve ses fondements dans une diversité et une richesse biologique (faune, flore, habitats) liées d'une part à la géomorphologie du site (vallées et cuesta calcaires) et d'autre part aux couloirs de circulation, véritables corridors pour de nombreuses espèces animales (oiseaux, mammifères, amphibiens, reptiles, insectes...) et végétales.

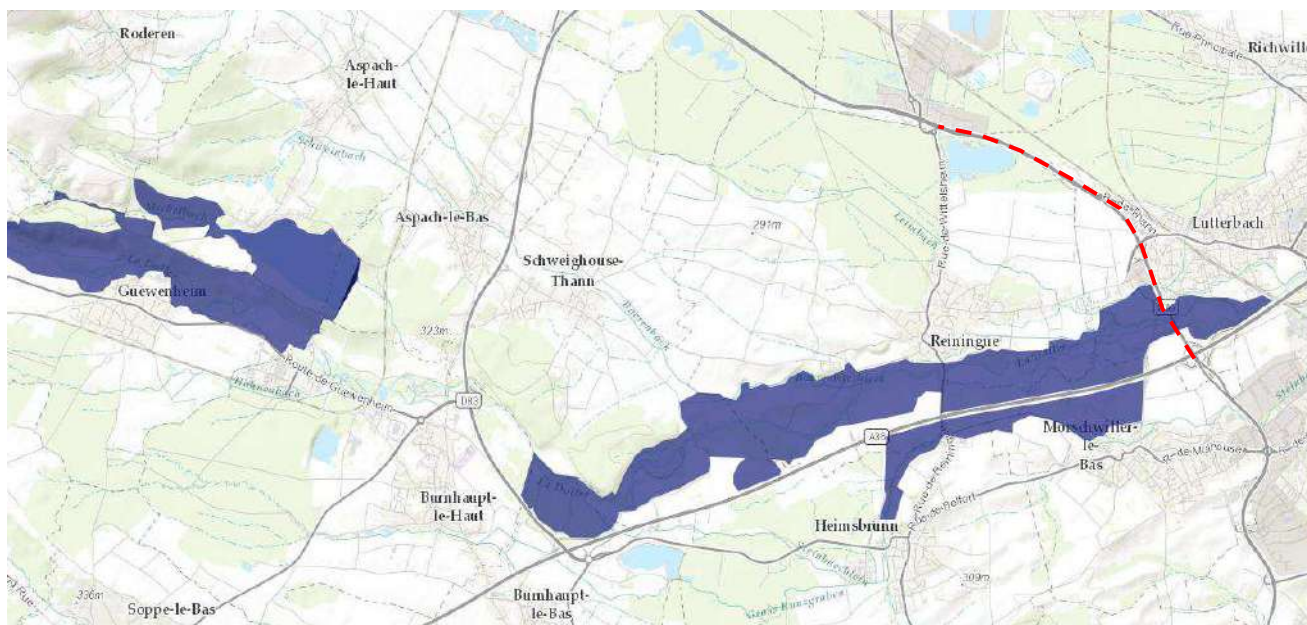


FIGURE 49 : LOCALISATION DU SITE NATURA 2000 (SOURCE : INPN)

A une échelle administrative, le site Natura 2000 d'étude concerne 9 communes réparties sur 5 cantons.

CANTON	COMMUNE
Cernay	Aspach-le-Bas, Burnhaupt-le-Bas, Schweighouse-Thann
Mulhouse-Est	Morschwiller-le-Bas
Mulhouse-Sud	Heimsbrunn
Thann	Guewenheim, Michelbach
Wittenheim	Lutterbach, Reiningue

Malgré sa proximité avec la ville de Mulhouse et divers aménagements, la rivière Doller a, sur une grande partie de son cours, conservé une dynamique alluviale propre aux rivières à fond mobile.

Le site Natura 2000 se compose de deux îlots séparés par une bande étroite ; ces deux entités se répartissent entre les communes de Guewenheim à l'Ouest et Lutterbach à l'Est. Le site couvre une surface de 1 155 hectares.

Le site Natura 2000 « Vallée de la Doller » trouve ses fondements dans une diversité et une richesse biologique (faune, flore, habitats) liées d'une part à la géomorphologie du site (vallées et cuesta calcaires) et d'autre part aux couloirs de circulation, véritables corridors pour de nombreuses espèces animales (oiseaux, mammifères, amphibiens, reptiles, insectes...) et végétales.

Proche de l'agglomération mulhousienne, le site de la Doller est soumis à une forte pression foncière ; de nombreux aménagements ont été réalisés depuis les années 1970 : autoroute A36, remembrement, urbanisation... Le lit majeur, axe de passage privilégié, est l'enjeu régulier de choix d'aménagement. Le site est de plus particulièrement vulnérable à toute forme de pollution des eaux puisque la retenue de Michelbach, incluse dans le site, alimente près de 300.000 personnes en eau potable.

Les espèces et habitats naturels recensés sur l'ensemble du site Natura 2000 sont les suivants :

Espèces végétales et animales:

- Invertébrés : Cuivré des marais (*Lycaena dispar*) code Natura 2000 1060 ;
- Poissons :
 - Chabot (*Cottus gobio*) code Natura 2000 1163 ;
 - Lamproie de Planer (*Lampetra planeri*) code Natura 2000 1096.
- Amphibiens :
 - Sonneur à ventre jaune (*Bombina variegata*) code Natura 2000 1193 ;
 - Triton crêté (*Triturus cristatus*) code Natura 2000 1166.
- Mammifères : Castor d'Europe (*Castor fiber*) code Natura 2000 1337.
- Plantes : Marsilée à quatre feuilles (*Marsilea quadrifolia*) code Natura 2000 1428.

Habitats naturels présents :

Habitat	Code Natura	Intérêt	% de couverture
Prairies maigres de fauche de basse altitude (<i>Alopecurus pratensis</i> , <i>Sanguisorba officinalis</i>)	6510	IC	20
Forêts alluviales à <i>Alnus glutinosa</i> et <i>Fraxinus excelsior</i> (<i>Alno-Padion</i> , <i>Alnion incanae</i> , <i>Salicion albae</i>) [*]	91E0*	ICP	6
Forêts mixtes à <i>Quercu robur</i> , <i>Ulmus laevis</i> , <i>Fraxinus excelsior</i> ou <i>Fraxinus angustifolia</i> , riveraines des grands fleuves	91F0	IC	4
Chênaies pédonculées ou chênaies-charmaies subatlantiques et médio-européennes du <i>Carpinion betuli</i>	9160	IC	4
Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin	6430	IC	2
Lacs eutrophes naturels avec végétation du <i>Magnopotamion</i> ou <i>Hydrocharition</i>	3150	IC	2
Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (<i>Festuco Brometalia</i>)(*sites d'orchidées remarquables)	6210*	ICP	1
Rivières des étages planitiaire à montagnard avec végétation du <i>Ranunculion fluitantis</i> et du <i>Callitricho-Batrachion</i>	3260	IC	1

TABEAU 4 : HABITATS NATURELS INVENTORIÉS DANS LE FORMULAIRE STANDARD DES DONNÉES DU SITE NATURA 2000 « VALLÉE DE LA DOLLER »

➤ **ZNIEFF :**

Les Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) ont pour objectif d'identifier et de décrire des secteurs du territoire particulièrement intéressants sur le plan écologique, participant au maintien des grands équilibres naturels ou constituant le milieu de vie d'espèces animales et végétales rares, caractéristiques du patrimoine naturel régional.

Le projet de la RD1066 est concerné par :

- ZNIEFF de type I : Cours, boisements et prairies humides de la Doller, de sa source à Mulhouse. Le projet traverse ce site.

La ZNIEFF de la Vallée de la Doller comporte tout le lit mineur, y compris en traversée urbaine, les secteurs du lit majeur riches en prairies permanentes (notamment à l'amont, avec des prairies qui accueillent encore le Tarier des prés il y a quelques années dans la ZPS) et de forte mobilité (partie aval). La Doller accueille une diversité et une richesse biologique (faune, flore, habitats) liées d'une part à la géomorphologie active et d'autre part au corridor qu'elle constitue pour de nombreuses espèces (oiseaux, mammifères, poissons, amphibiens, reptiles, insectes, plantes...).

- ZNIEFF de type I : Forêts, marais et landes du Rothmoos à Richwiller, Lutterbach et Wittelsheim. Le projet est situé à 50m en bordure dans sa section Nord-Ouest.

Situé dans le bassin potassique du Nonnenbruch, ce site a subi des affaissements miniers entraînés par l'exploitation de la potasse dans le sous-sol. Ils ont remodelé sa surface, provoquant des affleurements d'eau et créant des bas-fonds humides au contact des poches de la nappe. La ZNIEFF se compose ainsi d'une mosaïque de milieux variés tels les marais du Rothmoos, avec leurs forêts humides peuplées d'aulnes et leurs roselières, les landes sèches couvertes de bruyère, les zones d'eau libres des gravières de Wittelsheim et milieux secs alentours ainsi que le peuplement forestier plus sec de chênaie-charmaie du bois de Lutterbach. Le site est aujourd'hui un véritable réservoir de biodiversité.

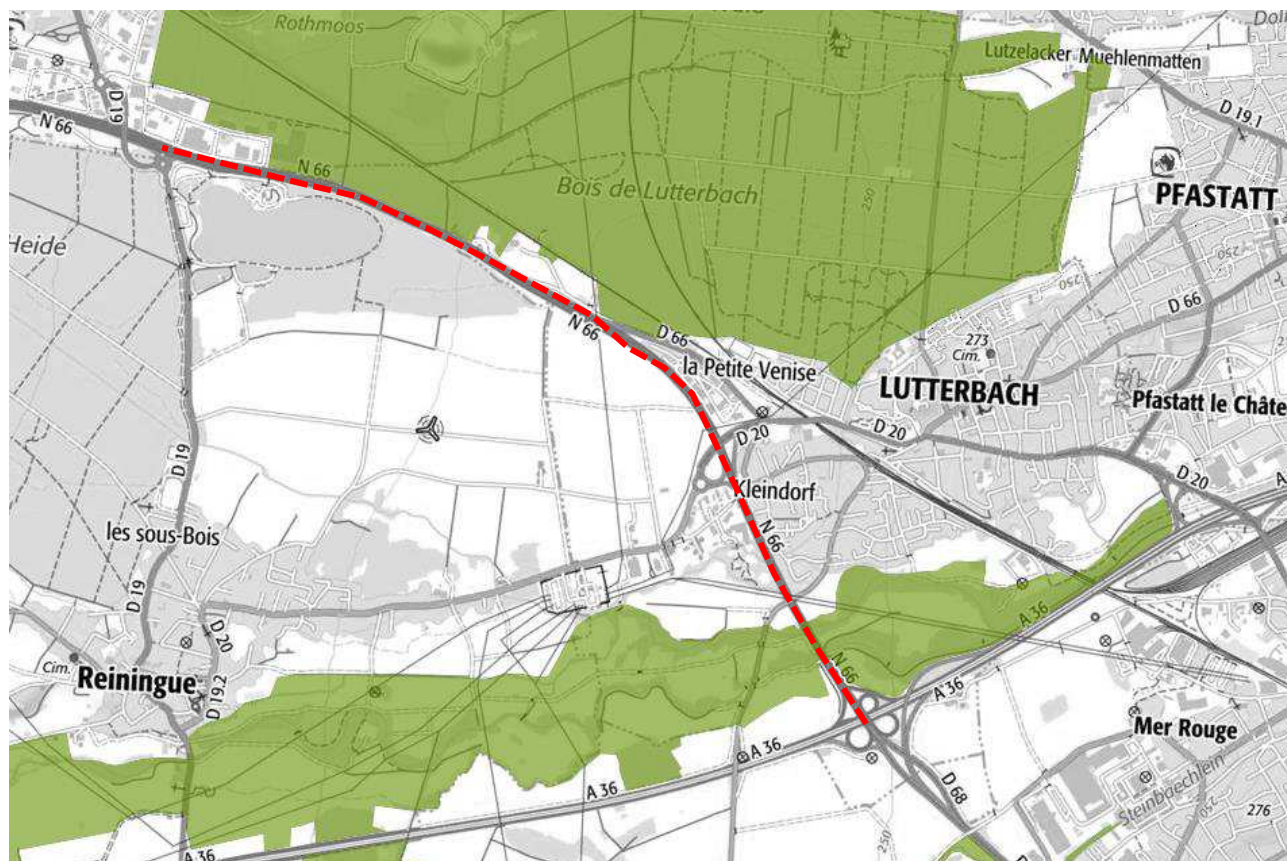


FIGURE 50 : LOCALISATION DES ZNIEFF (SOURCE : INPN)

5.1.8.2 - Zones humides

Les **Zones Humides Remarquables (ZHR)** sont les zones humides qui abritent une biodiversité exceptionnelle. Elles correspondent aux zones humides intégrées dans les inventaires des espaces naturels sensibles d'intérêt au moins départemental, ou à défaut, aux Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF), aux zones Natura 2000 ou aux zones concernées par un Arrêté de Protection de Biotope (APB). Elles présentent encore un état et un fonctionnement biologique préservé a minima. Leur appartenance à ces zones ou à ces inventaires leur confère leur caractéristique de zone humide remarquable.

D'après la cartographie des zones humides remarquables du SDAGE, l'emprise du projet est située en dehors de ces zones humides remarquables surfaciques. En revanche le tracé de la RD1066 traverse une zone humide remarquable linéaire : Basse Doller de Lauw a Lutterbach (68_AQUA_0199).

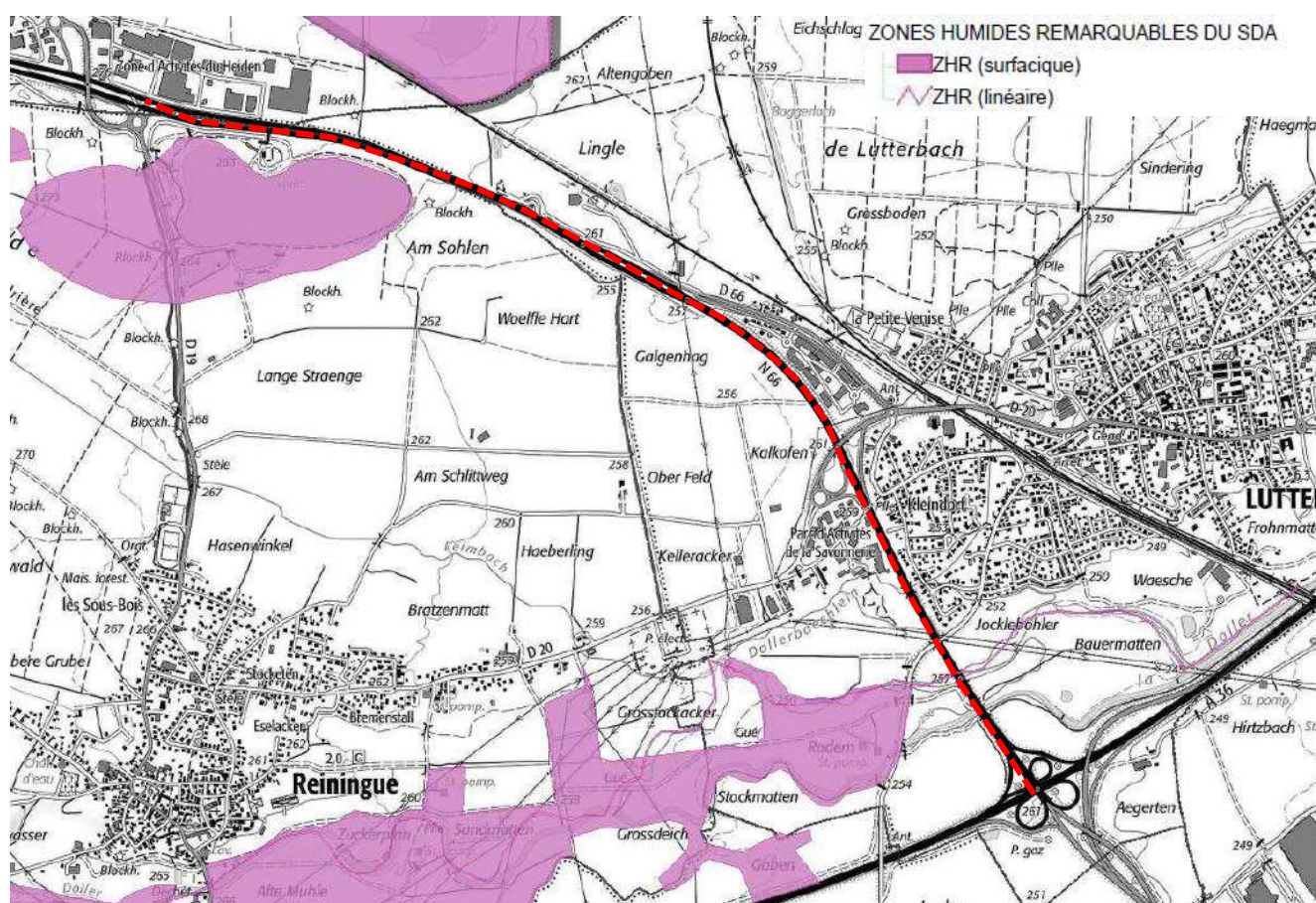


FIGURE 51 : LOCALISATION DES ZONES HUMIDES REMARQUABLES À PROXIMITÉ DE COLMAR (SOURCE : DREAL GRAND EST)

Par ailleurs, la Région Grand Est a élaboré une Base de Données des **Zones à Dominante Humide**. Les zones humides ordinaires, dont font partie les zones à dominance humide, correspondent à toutes les autres zones humides. Si elles ne présentent pas, à ce jour, une biodiversité hors du commun, elles montrent néanmoins toutes les caractéristiques des zones humides (végétation adaptée, inondabilité, nature du sol, etc.). Elles remplissent des fonctions essentielles (auto-épuration, régulation des crues, etc.) et présentent encore un état et un fonctionnement biologique préservé a minima.

Cette cartographie des zones à dominante humide est réalisée par l'interprétation d'images satellitaires, de photographies aériennes et de données exogènes d'inventaires de terrain notamment de l'étude des zones potentiellement humides. Les ZDH prennent en compte non seulement le critère pédologique mais également un critère végétation identifié par de la photo interprétation des végétaux à partir de photographies aériennes.

D'après cette cartographie, l'emprise du projet est concernée par plusieurs zones humides potentielles.

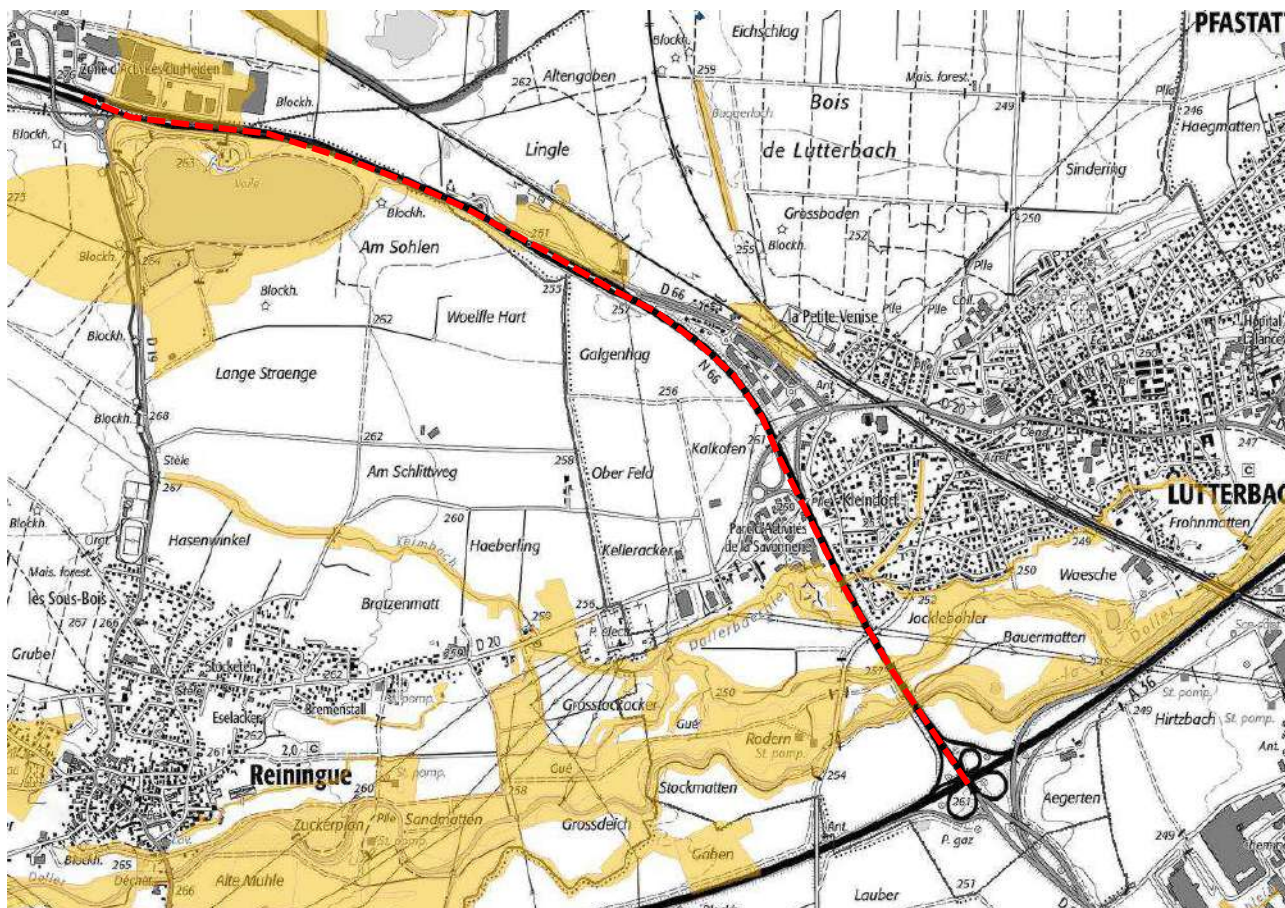


FIGURE 52 : CARTOGRAPHIE DES ZONES À DOMINANTE HUMIDE A PROXIMITÉ DU SITE D'ÉTUDE (SOURCE : CARMEN)

5.1.8.3 - Les continuités écologiques

Tout au long de leur vie, les animaux ont besoin de se déplacer pour leurs fonctions nutritive, reproductive et de conquête de nouveaux territoires. Les plantes, elles aussi, se propagent par leur pollen ou par leurs graines. Les réflexions en matière de conservation de la biodiversité s'orientent de plus en plus vers une approche globale, intégrant ces déplacements des espèces d'un milieu à un autre : c'est le concept de "continuités écologiques".

La Trame verte et bleue est une mesure phare du Grenelle Environnement qui porte l'ambition d'enrayer le déclin de la biodiversité au travers de la préservation et de la restauration des continuités écologiques. Cet outil d'aménagement du territoire vise à (re)constituer un réseau écologique cohérent, à l'échelle du territoire national, qui permette aux espèces animales et végétales de circuler, de s'alimenter, de se reproduire, de se reposer, etc.

D'un point de vue réglementaire, le Grenelle de l'Environnement a mis en place des outils permettant de construire la trame verte et bleue. À l'échelle régionale, ce sont les Schémas Régionaux de Cohérence Ecologique (SRCE) qui permettront de construire la trame verte et bleue. Les SRCE sont des « documents cadre » (article L.371-3 du code de l'environnement) qui identifient les enjeux et définissent les orientations et leur spatialisation à l'échelle régionale, laissant aux acteurs locaux, dans le respect de leurs compétences et des procédures propres aux outils mobilisés, le soin de décliner et de les traduire à l'échelle locale.

➤ **À l'échelle régionale**

Le tracé de projet est concerné par le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) de la Région Alsace, qui a été adopté par arrêté préfectoral n°2014/92 du 22 décembre 2014.

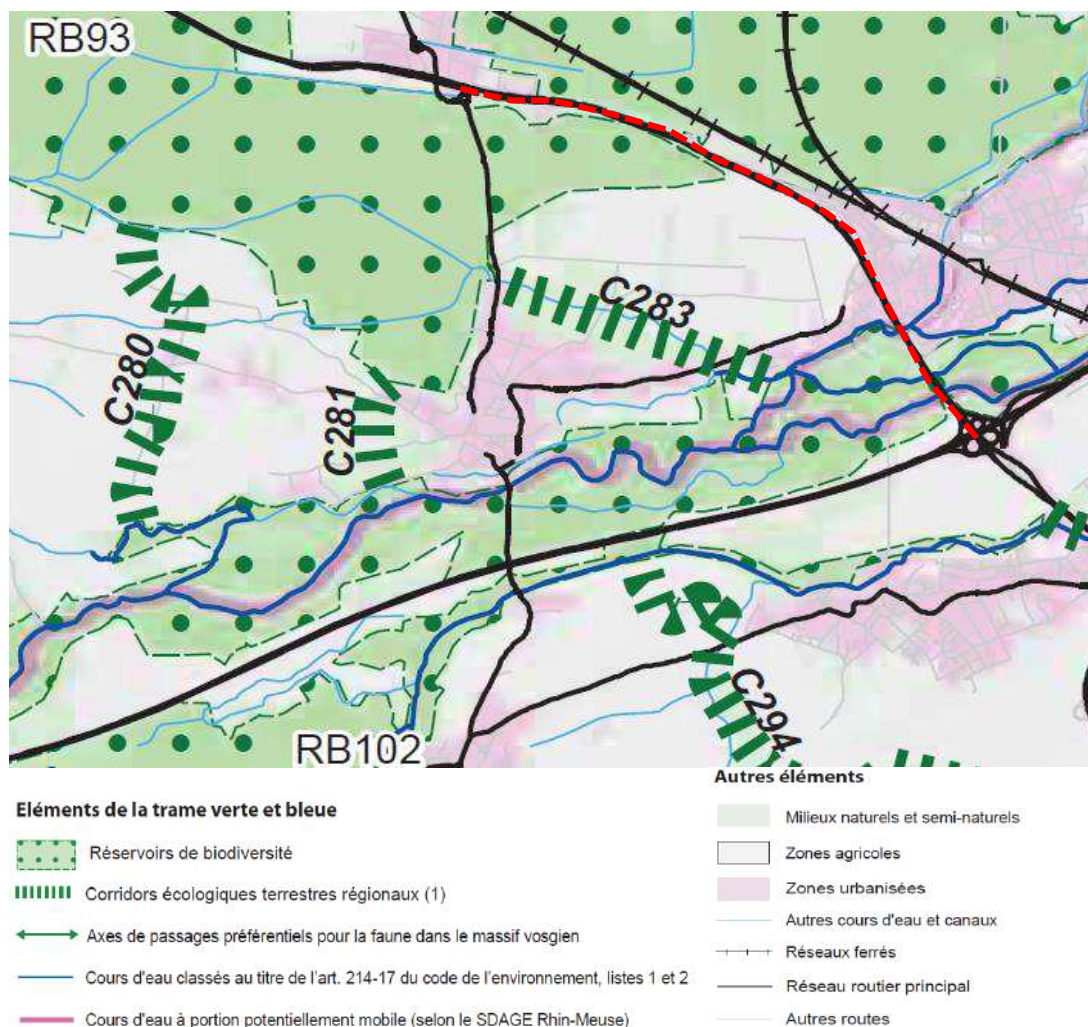


FIGURE 53 : EXTRAIT DES ELEMENTS DE LA TRAME VERTE ET BLEUE DU SRCE (SOURCE : SRCE D'ALSACE)

Cette trame verte et bleue du SRCE Alsace indique des réservoirs de biodiversité à proximité ou sur le tracé de projet de la RD1066 :

- RB102 Vallée de la Doller
- RB93 Forêt de Nonnenbach.

Id.SRCE	Sous-trame	Espèces cibles
RB 93	Milieux forestiers principalement	Crapaud vert, Crapaud calamite, Rainette verte, Triton crêté, Coronelle lisette, Noctule de Leisler, Muscardin, Pipit farlouse, Agrion de Mercure, Cuivré mauvin, Decticelle bicoloré
RB 102	Milieux humides et aquatiques principalement	Sonneur à ventre jaune, Rainette verte, Triton crêté, Lézard vivipare, Coronelle lisse, Castor d'Eurasie, Loir gris, Muscardin, Agrion de Mercure, Cuivré mauvin, Ecrevisse à pieds blancs, Criquet des roseaux

➤ **À l'échelle locale**

Les SCoT constituent des relais pour la mise en œuvre de ces continuités au niveau local. Le SCoT la Région Mulhousienne, approuvé le 25 mars 2019

Le DOO du SCoT comprend une carte intitulée « Trame Verte et Bleue ». Cette carte identifie 4 corridors écologiques sur le ban communal, dont un seul n'est pas identifié dans le SRCE en tant que tel puisqu'il est directement inclus dans le réservoir de biodiversité n°93.

L'extrait de la cartographie de la Trame verte et Bleue du SCoT est présenté ci-après.

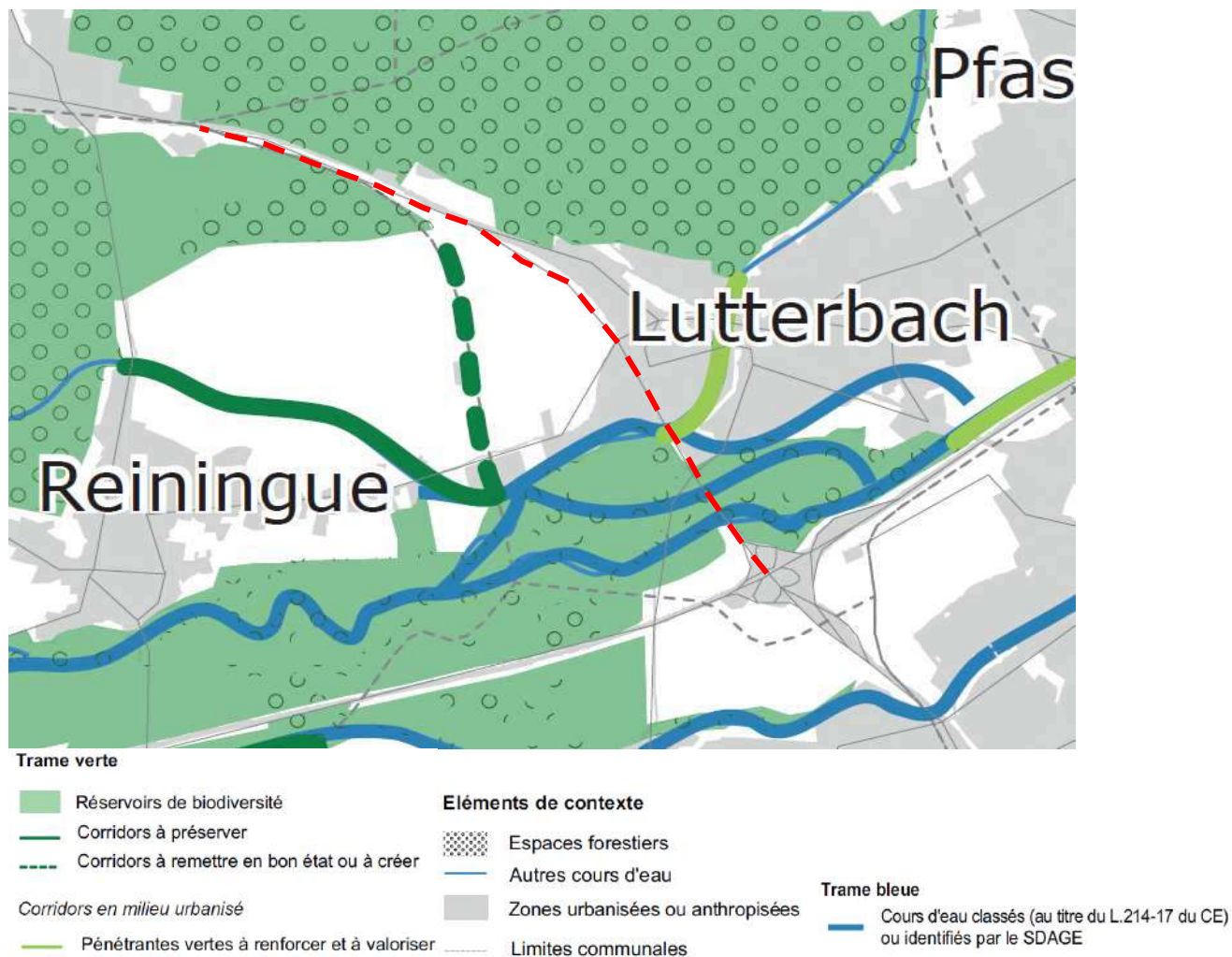


FIGURE 54 : TRAME VERTE ET BLEUE » DU SCOT DE LA RÉGION MULHOUSIENNE

5.1.8.4 - Diagnostic faune arboricole

Un diagnostic arboricole a été réalisé en juin 2021 sur 4 zones le long de la RD1066.

Il est important de noter que ces observations ont été réalisées sur un seul passage et que l'utilisation réelle des habitats arboricoles ne peut donc pas être appréhendée

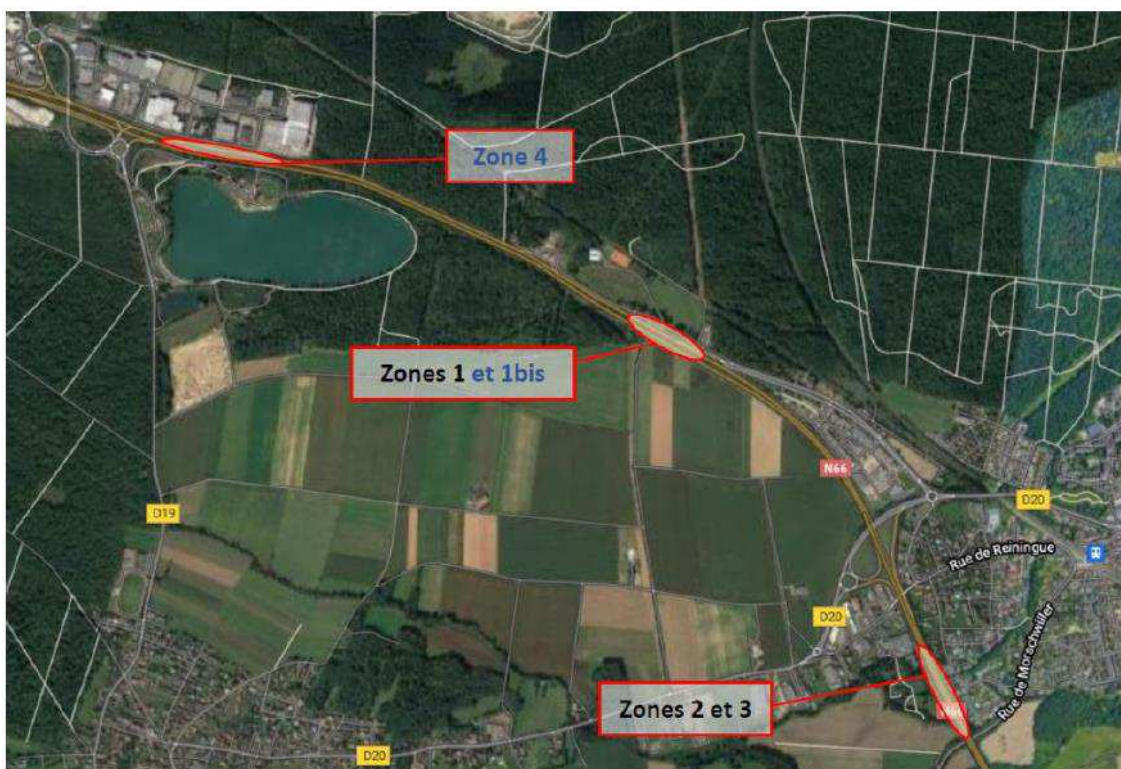


FIGURE 55 : LOCALISATION DES ZONES CONCERNÉES PAR LE DIAGNOSTIC ARBORICOLE (SOURCE : ONF 2021)

La zone 1 est composée de grands peupliers noirs et de petits charmes. 4 peupliers présentent des cavités dont deux indiquent que des cavités devaient être un habitat d'espèces (présence de traces) de chiroptères. Elles ont été obstruées.

Les zones 1 bis et 4 sont composées d'arbres à faible développement. Un seul arbre présente un réel potentiel d'accueil de la faune arboricole (probablement un muscardin).

La zone 2 est composée d'un mélange de feuillus parfois de grande taille, à proximité du terrain du Centre d'Initiation à la Nature et à l'environnement (CINE du Moulin) et est longée par le ruisseau le Dollerbaechlein. Le site est donc très accueillant pour la faune. Deux arbres présentent un réel potentiel d'accueil de la faune arboricole dont pouvant abriter un Loir gris (saule).

La zone 3 est composée d'arbres très jeunes et de quelques jeunes épicéas secs en bordure de propriété. Les buissons, bien que situés au bord d'une route très passante, sont favorables à la nidification de passereaux.

5.2 - INCIDENCES DU PROJET ET DES TRAVAUX ET MESURES ENVISAGÉES

5.2.1 - Considérations générales

Les impacts du projet, qui concernent d'une part les eaux souterraines, et d'autre part les eaux superficielles sont de deux ordres : l'impact quantitatif (incidences hydrauliques) et qualitatif (incidences sur la qualité des milieux).

Le projet, de par sa nature même, est une amélioration de la situation actuelle. L'amélioration de l'état actuel du site se décline en un aspect qualitatif (réduction de la pollution de l'eau se rejetant vers le milieu naturel) et un aspect quantitatif (diminution des débits de fuite des eaux provenant des bassins versants routiers).

■ Impacts quantitatifs

Afin de rester en conformité avec les préconisations du SDAGE, il est nécessaire de réguler les eaux de ruissellement à la source et de ne pas aggraver les conditions d'écoulement au niveau du milieu récepteur.

Il est donc indispensable de prévoir des dispositifs permettant la rétention et la régulation de ces écoulements afin de ne pas mettre en péril les milieux naturels, les réseaux, ainsi que les biens et les personnes, situés en aval de la zone de projet, en augmentant les risques d'inondations.

La pluie de référence pour le dimensionnement des ouvrages est une pluie de 10 ans pour les ouvrages et réseaux de collecte des eaux pluviales.

■ Impacts qualitatifs

Les infrastructures destinées à accueillir des véhicules motorisés sont à l'origine d'une contamination des milieux naturels par les éléments organiques généralement biodégradables (matières en suspension MES, hydrocarbures, azote...) mais également métalliques, sources de pollutions potentiellement toxiques (zinc et cuivre).

Le lessivage des surfaces urbaines entraîne donc des flux d'eau polluée vers les systèmes aquatiques superficiels ou souterrains. La loi impose de ne pas rejeter des eaux dont la qualité serait incompatible avec le respect à terme des objectifs de qualité du milieu récepteur.

De manière générale, il est possible de distinguer 6 types de pollution potentielle :

- Pollution en période de chantier ;
- Pollution chronique liée aux rejets directs d'eaux usées ;
- Pollution accidentelle liée à un déversement de polluants ;
- Pollution chronique localisée ou ponctuelle liées à des activités ;
- Pollution liée au lessivage des sols imperméables du fait d'un épisode pluvieux ;
- Pollution liée à la viabilisation et à l'entretien (entretien hivernal, nettoyage des conduites).

Le principe général, retenu afin de prévenir tout risque de pollution, est le suivant :

- Traiter la pollution chronique généralisée (eaux usées, lessivage des sols) due au projet avant tout rejet dans le milieu naturel (traitement en station d'épuration pour les eaux usées et décantation ainsi que séparation des hydrocarbures pour les eaux de ruissellement de voiries avant rejet dans le milieu naturel).
- Mettre en place des dispositifs de suivis, permettant de juguler en temps utile une éventuelle pollution accidentelle ou de remédier au fil du temps à d'éventuelles déficiences des dispositifs mis en place.

Sur ces bases, les incidences du projet seront différentes selon le milieu récepteur, celles-ci étant commentées dans les chapitres qui suivent.

5.2.2 - Incidences sur le sol et sous-sol

Du point de vue général, la réalisation du projet ne remet pas en cause l'organisation du sous-sol et des sols hors de son emprise.

5.2.2.1 - Incidences du projet en phase chantier et mesures envisagées

5.2.2.1.1 - Incidences

Les effets du projet sur le sol et le sous-sol sont de deux types :

- Modifications structurelles générées par le chantier (terrassements) et le changement d'affectation des terrains ;
- Risques de pollution (déversement / infiltration de produits polluants) en phase chantier.

Ces impacts resteront majoritairement très localisés et aucune modification structurelle généralisée ou de grande ampleur n'est envisagée pour les sols et sous-sols du site. Le volume total à déblayer est de 66400 m³ et celui à remblayer est de 13860 m³.

En phase chantier, des pollutions peuvent intervenir pour de nombreuses raisons : accidents, mauvaises manipulations, fuites... Elles sont le plus souvent liées à des causes humaines (négligences). Les pollutions les plus fréquentes correspondent au déversement sur le sol d'hydrocarbures ou d'huiles provenant des engins de chantier, d'effluents liés aux bases de vie ou encore de matériaux et produits polluants mal stockés.

On note que ces impacts sur les sols et le sous-sol peuvent potentiellement avoir des répercussions sur d'autres cibles environnementales :

Du point de vue des eaux, les modifications des caractéristiques physiques du sol induisent des changements dans les régimes d'écoulements des eaux. Ces phénomènes touchent aussi bien les écoulements superficiels (ruissellement plus ou moins accru) que souterrains (perméabilité, obstacles aux écoulements de nappe).

Concernant le risque de pollution des sols, il se traduit par un risque associé de pollution des eaux. En effet, selon le type de polluant, son transfert de la phase solide (sol) à la phase liquide (eau superficielle ou souterraine) est plus ou moins facile. Ces impacts seront étudiés dans les chapitres relatifs aux eaux.

Concernant les milieux naturels, c'est le tassement des sols et les modifications de leurs caractéristiques physico-chimiques qui sont particulièrement concernés. Certaines espèces végétales sont en effet sensibles à ces modifications et pourraient ne pas y survivre. Cet effet induit est ici peu problématique compte tenu de l'occupation actuelle du site. De plus, aucune espèce de flore protégée n'a été relevée sur site.

Cet impact est jugé faible car la majorité du linéaire est déjà aménagé et l'apport de remblais est faible.

5.2.2.1.2 - Mesures

Les excédents de matériaux seront disposés, provisoirement, à l'intérieur des emprises du chantier, avant d'être exportés vers des sites adaptés, conformément à la réglementation en vigueur.

Les mesures de réduction quant aux modifications des caractéristiques des sols sont la réutilisation préférentielle en cas de besoin, de matériaux issus du site lui-même (déblais réalisés préalablement), cette mesure conduisant à limiter l'apport de matériaux exogènes.

La provenance des matériaux d'apports sera surveillée, afin de s'assurer de l'adéquation de leur qualité avec leur usage de destination dans le cadre du projet.

Les mesures de réduction quant aux risques de pollution des sols et du sous-sol en phase chantier sont :

- Le respect de la réglementation, l'emploi d'un personnel qualifié, l'utilisation d'outils adaptés ;
- L'interdiction de déversement de produits polluants et d'effluents souillés au sol ;
- L'utilisation et le stockage de produits polluants sur aires étanches dédiées à cet usage et munies de systèmes de récupération des effluents ;
- La mise en place d'un plan de gestion de crise en cas de pollution accidentelle.

La circulation des engins au droit des bassins sera évitée autant que possible. La zone sera balisée.

Etude de réutilisation des matériaux :

Le profil de sol considéré sur ce site est de classe C. De façon générale, en fonction de leur état hydrique et des conditions météorologiques favorables, les sols C peuvent être réutilisés en remblai, à condition que la hauteur de remblai ne soit pas trop grande (<5m). D'après l'étude de réutilisation des matériaux du PRO, le taux de réutilisation global a été estimé à 70%.

La stratégie de mouvement des terres sera validée par une étude géotechnique de niveau G2 PRO minimum.

Terrassements

Les terrassements seront réalisés de préférence en période d'étiage et de basses eaux afin de limiter d'éventuels pompages.

Les bassins feront environ 2,0 m de profondeur maximum pour B1 et 2,5 m pour B2 par rapport au terrain naturel actuel. Ils rencontreront les alluvions à dominante de sables, graviers et galets au niveau de l'arase terrassement.

Une grande partie des remblais pourront être réutilisés dans le cadre de l'élargissement de la plateforme routière. C'est pourquoi le taux de réutilisation global a été estimé à 70%.

5.2.2.2 - Incidences du projet en phase d'exploitation et mesures envisagées

5.2.2.2.1 - Incidences

Les risques de pollutions des sols interviennent tout au long de la vie du projet, mais restent accidentels et limités.

5.2.2.2.2 - Mesures

En termes de lutte contre les risques de pollutions des sols en phase d'exploitation, les mesures environnementales prévues au projet sont :

- La collecte, la gestion et le traitement des effluents pluviaux de voiries qui conduit à limiter significativement les risques de pollution dits chroniques ;
- L'intégration aux ouvrages de gestion des eaux pluviales des dispositifs de type « vannes de sécurité » permettant de se prémunir de la diffusion des polluants hors de ces ouvrages en cas de pollution dite accidentelle ;
- La réalisation de l'entretien saisonnier (désherbage et déneigement) des voiries du projet par des moyens manuels et mécaniques plutôt que par l'usage de produits phytosanitaires et de sels de déneigement, ce qui permet de limiter les pollutions saisonnières.

Les modalités de gestion de ces eaux seront exposées plus en détail dans le chapitre relatif aux impacts sur les eaux superficielles et souterraines.

5.2.3 - Incidences sur les eaux superficielles et souterraines

5.2.3.1 - Incidences du projet en phase chantier et mesures envisagées

5.2.3.1.1 - Incidences

La période de chantier constitue une phase pendant laquelle de nombreuses contraintes pèsent sur l'environnement. Les incidences de la phase travaux sur le milieu aquatique en général sont principalement de deux ordres :

- L'entraînement de matières en suspensions (MES), et de particules, liée aux travaux de terrassement. L'évacuation de ces MES vers le milieu récepteur a notamment pour conséquence le phénomène de colmatage, mais aussi une baisse de la luminosité du fait de la turbidité ;
- La pollution par les huiles et les hydrocarbures, provenant des engins de chantiers : risque de pollution des eaux superficielles et souterraines.

Les travaux ne vont pas générer de rabattement de nappe. Ainsi les impacts quantitatifs sur les eaux souterraines seront nuls en phase travaux.

Il est à noter que le bassin existant sera démoli et remplacé par le bassin B2 qui sera construit en amont de sa démolition. Pendant cette phase de démolition, il n'y aura pas de circulation sur la chaussée, cette dernière sera basculée. Les eaux de ruissellement se rejeteront directement dans le Dollerbaechlein temporairement jusqu'à la réalisation des caniveaux à fente.

5.2.3.1.2 - Mesures

Pour éviter qu'une éventuelle pollution accidentelle en phase chantier ne se transmette rapidement au milieu récepteur, les travaux de terrassement seront réalisés, autant que possible, en dehors des périodes pluvieuses.

Les entreprises de travaux devront mettre en œuvre les dispositions permettant d'éviter toute pollution chronique ou accidentelle des eaux souterraines ou de surface. Ainsi, les principales mesures à intégrer au cahier des bonnes pratiques de chantier en matière de prévention des risques de pollution des ressources en eau sont les suivantes :

- Les engins de chantier seront conformes à la réglementation en vigueur,
- La mise en place au démarrage du chantier, d'un système de récupération des effluents du chantier (effluents du personnel...);
- L'ensemble de ces installations seront comprises dans les emprises du chantier et feront l'objet d'un entretien régulier ;
- L'ensemble des opérations d'entretien des engins sera effectué en dehors du site ou, à défaut, sur une aire étanche équipée de système de traitement des eaux adapté ;
- Les produits polluants seront stockés dans des bacs de rétention double peau suffisamment dimensionnés (déchets industriels, hydrocarbures, liquide de refroidissement), y compris pour les installations mobiles de chantier ;
- Lors de l'approvisionnement des engins, des précautions seront mises en place afin d'éviter toutes contaminations des sols et des eaux (plateforme étanche ou bac de rétention) ;
- La vidange des engins s'effectuera en dehors du chantier ;
- L'aire de stockage de matériaux et matériels sera rendue étanche par la mise en place d'une bâche imperméable si nécessaire ;

- Un géotextile sera mis en place sur les zones de stockage tampon non imperméabilisées ;
- Le risque de « nettoyage sauvage » sera maîtrisé via la sensibilisation des personnels intervenant sur le chantier (y compris sous-traitance, livraison...) ;
- Des kits d'intervention d'urgence anti-pollution seront mis à disposition sur le chantier et dans chaque véhicule de chef d'équipe.

Après réalisation des voiries, toute éventuelle pollution accidentelle sera interceptée et stockée dans les systèmes de rétention.

Pour limiter le ruissellement pluvial, les surfaces remaniées et les talus de déblais et de remblais seront végétalisés et enherbés le plus rapidement possible après leur réalisation.

Assainissement provisoire

Dans les zones d'élargissement, des fossés provisoires seront créés et seront connectés aux fossés existants. Les travaux débuteront par la réalisation des bassins de rétention. Le manque d'emprises disponibles ne permet pas d'y implanter des bassins de décantation provisoires.

5.2.3.2 - Incidences du projet en phase d'exploitation et mesures envisagées

5.2.3.2.1 - Incidences et mesures sur le ruissellement

■ Incidences

Une plate-forme routière génère des apports rapides et massifs au milieu récepteur, susceptibles de créer des désordres localisés, du fait d'une modification de l'intensité et du volume des eaux ruisselées. Néanmoins, le projet présente déjà des surfaces imperméabilisées.

Les surfaces imperméabilisées actuelles sont d'environ 9,4 ha. Le projet d'élargissement et la mise au norme de l'assainissement va générer des surfaces imperméabilisées d'environ 11,8 ha.

Le projet implique donc une augmentation de surfaces imperméabilisées. Les débits et les quantités d'eaux pluviales ruisselées par bassin versant routier seront ainsi augmentés.

Les principales conséquences possibles sont :

- une augmentation de la quantité d'eau rejetée dans le milieu récepteur, au-delà de ses capacités hydrauliques et écologiques ;
- une augmentation du risque de crue qui peut en découler.

L'assainissement routier lié au projet aura néanmoins pour objectif de ne pas accroître les débits rejetés par rapport à la situation actuelle pour la pluie d'occurrence décennale, et de séparer les eaux de plate-forme des eaux de bassin versant naturel.

La mise en place d'un dispositif d'assainissement permettra de collecter et de traiter intégralement les quantités d'eau supplémentaires précipitées sur l'infrastructure.

■ Mesures d'évitement et de réduction

La protection des milieux récepteurs implique les principes suivants :

- collecte de la totalité des eaux superficielles de la plate-forme (chaussée, accotements, talus) par un réseau longitudinal indépendant des écoulements naturels ;
- mise en place, pour chaque rejet, d'une chaîne de traitement propre à protéger les exutoires naturels. La mise en place de bassins de traitement (rétention / décantation) avec volume mort.

Dans la situation actuelle de la RD1066, une partie des eaux issues de la voirie s'écoule vers des fossés ou des collecteurs et est rejetée plus ou moins directement dans le milieu récepteur (suivant état et entretien des collecteurs).

Tous les écoulements du nouvel aménagement routier sont recueillis dans le réseau d'assainissement le long de la RD1066. Les eaux ainsi collectées sont dirigées vers des bassins de retenue dimensionnés en fonction des bassins versants routiers et naturels.

Le principe d'assainissement longitudinal est le suivant:

- mise en place de caniveau à fente en bordure de plateforme routière,
- transit vers les bassins via un réseau enterré (buses circulaires ou cadres).
- confinement, traitement et écrêtement des eaux dans des bassins routiers situés en point bas du profil en long.

Deux bassins de rétention/décantation avec volume mort seront mis en place dans le cadre de l'assainissement de la plate-forme routière et permettront de réguler les apports d'eaux de ruissellement au milieu naturel et de remédier aux désordres localisés. Ainsi, le milieu récepteur ne sera pas perturbé.

Chaque bassin permettra de stocker les apports d'eaux de ruissellement de la plate-forme jusqu'à une pluie de retour 10 ans et de réguler les débits de pointe par l'intermédiaire d'un débit de fuite compatible avec l'hydrologie du milieu récepteur. Ces bassins sont tous situés hors zone humide et hors zone inondable.

Les ouvrages de type bassins implantés avant rejet ont pour rôle de stocker temporairement un certain volume d'eau de ruissellement qui sera restitué progressivement avec un débit écrêté compatible avec les capacités d'accueil du milieu récepteur.

Les caractéristiques des bassins prévus sont les suivantes :

Bassins	B1	B2
Surface active	6,36 ha	6.53 ha
Volume utile	1462 m ³	1573 m ³
Volume mort	547 m ³	455 m ³
Débit de fuite	235 l/s	122 l/s

Les notes de calcul ainsi que les plans des bassins versants des ouvrages d'assainissement sont présentés en annexe.

Ainsi, avec la mise en place des bassins, aucun désordre hydraulique n'est à attendre en aval jusqu'à un événement d'occurrence 10 ans.

■ REDUCTION DES DEBITS DE FUITE

L'objectif de ce paragraphe est de comparer les débits de fuite avant et après la mise en place du nouveau réseau sur la RD1066.

Les parties de la RD1066 actuellement collectées et dirigées vers le cours d'eau sans écrêtement représentent une surface de 6.94 ha sur le nord et 1,95 ha sur le sud. La zone située entre la RD20 et le Dollerbaechlein, actuellement non équipée de dispositifs n'est pas prise en compte dans ce calcul, même si les eaux doivent plus ou moins directement rejoindre le cours d'eau.

Lors d'une pluie décennale d'une heure, le débit de pointe générée sur les surfaces actuellement collectées de la RD1066 est voisin de 703 l/s.

Après mise en place des 2 bassins B1 et B2, la somme des débits de fuite est de 269 l/s jusqu'à la pluie décennale. Le débit de fuite global diminue donc alors même que la surface collectée après aménagement augmente de 3.71ha.

Le projet, en plus d'améliorer la qualité des eaux se rejetant vers le milieu naturel, réduira donc également les débits de fuite vers le Dollerbaechlein, réduisant ainsi le risque d'inondation dans les zones en aval.

■ Événement exceptionnel

Dans l'hypothèse où les ouvrages de collecte et rétention seraient saturés par des précipitations exceptionnelles, un by-pass est prévu sur tous les bassins pour gérer le trop-plein d'eaux pluviales. Le volume d'eau excédentaire sera alors directement évacué.

5.2.3.2.2 - Incidences et mesures sur les cours d'eau

■ Incidences

Effets potentiels quantitatifs : modification du régime hydraulique des écoulements naturels

Le projet de RD1066 va intercepter un cours d'eau important, la Doller, mais également le Dollerbaechlein. Les ouvrages de franchissement ne seront pas modifiés ce qui n'entraînera pas de modification des conditions d'écoulements de ces cours d'eau.

Le dispositif de rejet du bassin B2 sera mis en place sur les berges de Dollerbaechlein, de manière à ne pas faire obstacle à l'écoulement. La canalisation s'avancera d'environ 10 cm de la berge vers l'axe de la rivière, en biais, dans le sens de l'écoulement.

La buse permettant les écoulements du fossé passant sous la RD1066 va être remplacée pour permettre un écoulement fluidifié. Cette buse sera remplacée par un cadre en béton qui maintient à l'identique la section hydraulique.

Les incidences sur les cours d'eau seront très limitées.

■ Mesures

La canalisation d'exutoire sera de petit diamètre ce qui limite la largeur de tranchée nécessaire. Les travaux seront menés depuis la berge, sans aucune intervention depuis le lit du cours d'eau. L'emprise maximale des travaux sur la berge représente une largeur de 1,50m. Il n'est pas envisagé de travaux de modification du profil du lit du cours d'eau ni de ses berges. Les périodes d'intervention, des travaux du lit et de la ripisylve, respecteront les contraintes réglementaires. Afin d'éviter les éventuelles remontées d'eau dans la canalisation de fuite, celle-ci sera équipée d'un clapet anti-retour.

5.2.3.2.3 - Incidences qualitatives sur l'écoulement des eaux

Les eaux superficielles sont vulnérables aux pollutions tant chroniques, saisonnières, accidentelles :

- pollution chronique engendrée par la circulation des véhicules à moteur ;
- pollution saisonnière liée au salage des chaussées en période de gel ;
- pollution accidentelle (déversement de matières dangereuses lié à un accident).

Ces flux de pollution doivent être analysés (composition et quantité) afin d'évaluer leurs impacts sur la qualité des milieux de la zone d'étude. Il est aussi important de rappeler que ces impacts (en dehors de la phase travaux) ne sont pas liés au projet mais à la circulation automobile sur la nouvelle voie routière lors de son exploitation.

■ Pollutions chroniques

Il s'agit de l'ensemble des pollutions liées à la circulation des véhicules (usure de la chaussée, corrosion des éléments métalliques, usure des pneumatiques, émissions dues aux gaz d'échappement). Ces polluants sont transportés hors de la plate-forme par les vents ou les eaux de ruissellement. Les risques de pollution chronique des écoulements superficiels

La pollution chronique est due au lessivage de la chaussée par les pluies et est produite par la circulation des véhicules : usure de la chaussée et des pneumatiques, émissions de gaz d'échappement, corrosion des éléments métalliques, etc. Sur un parking, les pollutions peuvent aussi se produire par des fuites sur certains véhicules. Ces pollutions peuvent également être représentées par des déchets solides rejetés sur la parcelle, l'érosion des surfaces naturelles et des chutes de débris végétaux.

Du fait de leur origine variée, les polluants sont de nature chimique très différente : matières organiques (gomme des pneumatiques), hydrocarbures et métaux (plomb, zinc, fer, cuivre, chrome, cadmium, nickel), matières en suspension... En fait, il s'agit surtout de matières en suspension sur lesquelles sont fixées, par adsorption (pénétration superficielle d'un gaz ou d'un liquide dans un solide), la plus grande partie des autres polluants (métaux, hydrocarbures, etc.) à l'exception toutefois des polluants qui existent essentiellement sous forme dissoute (nitrates, chlorures, etc.).

Si la nature des éléments caractéristiques de cette pollution est assez bien connue, les quantités peuvent être variables selon les sites (microclimat, nature de la surface de la chaussée, fréquence des épisodes pluvieux, etc.). L'influence du trafic est différente selon les paramètres considérés, certains évoluant à peu près proportionnellement au trafic (plomb) d'autres étant plus indépendants du trafic (le zinc dépendant de la corrosion des glissières, etc.).

En réalité, l'importance de la pollution chronique dépend de la nature de la chaussée, du trafic et des caractéristiques des pluies (fréquence, intensité, durée, etc.) se répercutant sur le nombre de particules lessivées ou le taux de dilution. La quantité de polluants réellement mobilisable est très généralement assez faible.

Par exemple les concentrations en hydrocarbures totaux dépassent rarement 10mg/l dans les eaux de ruissellement de voirie.

Dans le cas présent notons que les trafics seront relativement forts. L'impact de la pollution chronique est essentiellement lié au ressuyage de la voirie.

■ Pollution accidentelle

La pollution accidentelle survient à la suite d'un déversement inopiné ou consécutif à un accident de la circulation. La gravité d'une telle pollution est très variable en fonction de la nature et de la quantité de produit déversé et du lieu de déversement (facilité d'intervention).

La zone concernée étant destinée à l'aménagement d'une structure d'accompagnement à la sortie, elle est donc très faiblement exposée aux risques liés au transport des matières dangereuses. Les risques se résument donc à la desserte locale. Le projet n'est donc pas concerné par le transport de matières dangereuses.

Les risques se résument donc à la desserte locale. Comme la circulation sur site correspond à des arrivées du public et à leur stationnement, la vitesse de circulation est fortement réduite. Cela abaisse le niveau de risque associé à des collisions et pouvant être à l'origine de déversements accidentels.

Si une pollution accidentelle parvient jusqu'au bassin, un dispositif permettra de la stocker. Un by-pass équipé de vannes permettra de dévoyer les eaux pluviales. La pollution sera ensuite récupérée par pompage ou par tout autre moyen.

■ Pollution saisonnière

Il s'agit de la pollution produite par les produits de déglacage, fondants et parfois abrasifs utilisés pour permettre la viabilité hivernale des routes, et par l'utilisation de produits phytosanitaires pour l'entretien des espaces végétalisés (désherbants, engrais, ...).

Pour l'entretien hivernal, c'est le plus souvent le chlorure de sodium qui est utilisé. Ces traitements se traduisent par le déversement de sels sur la chaussée. Si le recours aux saumures diminue les quantités utilisées, il produit un effet de pointe, avec une fusion et une exportation hors de l'autoroute plus rapides. Le chlorure de calcium peut également être utilisé lorsque les températures sont très basses.

Le lessivage de la chaussée entraîne cette quantité de sel dans le milieu récepteur de façon diffuse dans l'espace (présence de plusieurs points de rejet) et dans le temps.

■ Mesures de réduction

Mise en place d'un assainissement des eaux de plateforme routière :

L'objectif de ce paragraphe est d'évaluer l'impact de l'installation des bassins de rétention sur la qualité du cours d'eau récepteur Dollerbaechlein. Les bassins de rétention sont ici considérés comme un même système car ils rejettent tous leurs eaux dans le Dollerbaechlein. Ils représentent donc une surface active collectée de 12.8 ha.

La Note de la MISE68 fournit des ratios de masses rejetées pour les événements les plus pollués. Les valeurs choisies pour cette étude sont les suivantes :

Paramètre	Flux pollution
MES	100 kg/ha
DCO	100 kg/ha

Compte-tenu du fait que la pollution routière est essentiellement liée aux particules, les seuils de qualité environnementale de la DCE ne peuvent pas s'appliquer tels quels aux calculs de pollution. Il est proposé de limiter les calculs aux MES et à la DCO suivant les valeurs données dans le guide technique du 21/11/12 relatif aux modalités de prise en compte des objectifs de la directive cadre sur l'eau (DCE) en police de l'eau IOTA/ICPE. Ce guide donne les valeurs moyennes et maximales des MES et de la DCO pour un bon état des eaux.

Les concentrations limites de chaque paramètre sont fixées en fonction de la qualité du cours d'eau. Les concentrations initiales de ces paramètres sont calculables sur la base des concentrations limites du « Bon état écologique des cours d'eau ». Celles-ci sont calculées en considérant un rapport QMNA5/QMNA2 voisin de 80%.

Paramètres	Limite bon état	Concentration initiale
MES	25 mg/l	20 mg/l
DCO	30 mg/l	24 mg/l

Concentrations limites et initiales sur le Dollerbaechlein

La concentration maximale de pollution dans le débit de fuite des bassins B1 et B2 qui assurerait un non-déclassement du cours d'eau aval peut être calculée. La valeur est donnée par la formule de dilution suivante:

$$C_{max} = \frac{C_{limite} * (QMNA2 + Q_{fuite}) - C_{initiale} * QMNA2}{Q_{fuite}}$$

Le débit de référence du cours d'eau est ici le QMNA2=144 l/s, qui est la seule donnée disponible extraite du catalogue des débits d'étiage.

Le tableau ci-dessous compare les rendements idéaux pour éviter le déclassement temporaire du cours d'eau avec ceux théoriques des bassins fournis par le SETRA.

Paramètres	Concentration avant traitement	Objectif de rendement à atteindre	Rendement théorique des bassins	
			Concentration après traitement	rendement
MES	585 mg/l	95%	28 mg/l	95%
DCO	585 mg/l	95%	33 mg/l	93%

La concentration avant traitement est calculée en multipliant la surface active par l'intensité d'une pluie biennale d'une heure (0.285 mm/min). Le pourcentage du traitement correspond à celui indiqué dans le guide du SETRA pour une vitesse de décantation $V_s=1$ m/h.

La mise en place des bassins conduit donc à améliorer fortement les rejets s'écoulant actuellement vers le Dollerbaechlein, en réduisant leur teneur en MES, DCO.

Même si ces améliorations ne peuvent être chiffrées précisément en termes d'efficacité de traitement, elles augmentent le rendement des bassins et réduisent d'autant les concentrations en polluants rejetées dans le Dollerbaechlein.





La qualité des rejets obtenue sera donc conforme aux objectifs fixés pour le milieu récepteur des eaux rejetés.

5.2.3.2.4 - Incidences sur les eaux souterraines

■ Vulnérabilité des eaux

La vulnérabilité de la ressource en eau se définit par le temps mis par un polluant pour atteindre cette ressource: plus ce temps est faible, plus la ressource est vulnérable. Le terme de vulnérabilité peut également être utilisé au sens large (comme dans la suite de ce dossier) et recouvrir la notion de vulnérabilité stricte (la ressource peut-elle être atteinte par une pollution et en combien de temps) et la notion de sensibilité (gêne ou incidence que les enjeux ou les usages peuvent subir en raison d'une pollution).

La méthode d'évaluation de la vulnérabilité utilisée dans ce dossier est issue de la note d'information du CEREMA n°1 d'août 2014 « Méthode de hiérarchisation de la vulnérabilité de la ressource en eau ». Les classes de vulnérabilité suivantes sont ainsi déterminées pour les eaux souterraines :

-  Zones peu ou pas vulnérables correspondant notamment à des secteurs présentant très peu ou pas de risques pour les nappes (en général terrains de classe 3).
-  Zones moyennement vulnérables : il s'agit des zones où la propagation d'une pollution est suffisamment lente pour pouvoir être arrêtée (terrains de classe 2) et/ou des zones offrant des ressources limitées peu ou pas exploitées en particulier pour AEP.
-  Zones fortement vulnérables correspondant globalement au franchissement des terrains aquifères de classe 1 et aux périmètres de protection éloignés des captages.
-  Zones très fortement vulnérables = traversée des périmètres de protection rapprochés des captages publics d'alimentation en eau potable (AEP) ou alimentaire (réglementation spécifique des sources d'eaux minérales). Pour les captages sans source d'approvisionnement alternative, la totalité des périmètres de protection sera prise en compte dans ce niveau de vulnérabilité (captages grenelle).

Le projet traverse le périmètre de protection rapproché des captages AEP alimentant la ville de Mulhouse. La vulnérabilité des eaux souterraine dans ce secteur est très forte.

La vulnérabilité de la ressource en eau est indiquée vis-à-vis du risque de pollution lié aux infrastructures routières et donc, de procéder à la protection des milieux les plus « sensibles ».

■ Mesures de réduction

La gestion des eaux du projet a été conçue en respectant les recommandations du SETRA pour les zone fortement et moyennement vulnérable.

En matière d'assainissement et de protection de la ressource en eau, les eaux de ruissellement provenant de la chaussée seront collectées dans un réseau étanche, puis traitées dans des bassins avant rejet. La mise en place de ce dispositif d'assainissement pluvial fait que le risque de pollution des eaux souterraines par les effluents d'origine routière est faible. La collecte et le stockage des eaux de ruissellement de la plateforme routière permettront d'éviter toute pollution accidentelle des nappes et cours d'eau et de ce fait, l'impact résiduel est faible.

Le projet de mise en conformité de l'assainissement de la RD1066 nécessite l'aménagement de glissière simple et doubles en béton adhérent (DBA ou GBA) en rive et en TPC. Si l'application de ces dispositifs de retenue ne se justifie pas toujours d'un point de vue de la sécurité (isolement d'un obstacle latéral), ils sont absolument nécessaires pour la protection des captages AEP de Mulhouse. En effet, leur mise en œuvre permet :

- D'éviter les retournements de véhicules en cas d'accident,
- De canaliser les pollutions accidentelles vers les bassins de traitement dans lesquelles la pollution peut être confinée.

5.2.3.2.5 - Les effets du projet sur les inondations

■ Effets potentiels

La commune de Lutterbach est concernée par un risque de remontée de nappe et par un risque inondation de la Doller. Ainsi, les variations du niveau piézométrique dues au régime hydraulique de la nappe peuvent générer dans certains secteurs des remontées importantes aboutissant à une faible profondeur du niveau dans le sol.

■ Mesures

Compte tenu de la présence d'eau à faible profondeur, les ouvrages de rétention enterrés seront systématiquement réalisés en fond bétonné permettant le lestage du bassin en contrepoids de la nappe.

En conformité avec le règlement du PPRI approuvé en avril 2014 et des dispositions applicables en zone bleu foncé, les infrastructures publiques linéaires (notamment routes) y sont admises à condition que :

- le projet prévoit des mesures correctrices qui garantissent au moins le maintien des volumes d'expansion de crues transitant au droit du projet, avec une fonctionnalité d'écrêtement de crue équivalente ;
- ces mesures compensatoires seront positionnées au droit ou à l'amont du projet ;
- pour les infrastructures routières, une signalisation appropriée sera en outre à mettre en place pour indiquer le caractère submersible de la voie.

Au titre des mesures de réduction, les mesures proposées en matière de gestion des eaux pluviales dans le cadre du projet (rétablissement des écoulements de manière à ne pas perturber les écoulements à l'aval) permettront de rétablir les écoulements.

5.2.4 - Biodiversité

5.2.4.1 - Effets

La route étant déjà existante, les impacts sur la biodiversité vont se cantonner aux abords de celle-ci et des arbres qui pourraient être amené à être abattus dans le cadre du projet : élargissement de la chaussée, construction des bassins de rétention.

La réalisation du projet pourrait entraîner :

- la destruction de milieux naturels propices aux espèces par l'abattage d'arbres
- la destruction d'individus ;
- le dérangement d'espèces animales.

Le projet n'aura aucun impact sur les zones humides.

La destruction des habitats naturels est essentiellement un effet en phase travaux concernant plusieurs groupes: flore, mammifères, chiroptères (zone de chasse), avifaune, insectes.

Lors de la réalisation des travaux, des arbres d'alignement seront abattus sur l'emprise du projet, au nombre d'environ 40 inspectés par l'ONF pour un total de 70 arbres et arbustes. Certains de ces arbres sont potentiellement des habitats d'espèces.

Le dérangement est un effet en phase travaux qui concerne les groupes : mammifères, chiroptères (zone de chasse), avifaune. Lors de la réalisation des travaux, les espèces fréquentant cette zone seront dérangées directement et indirectement pour les mammifères, les chiroptères et l'avifaune. Les mammifères et l'avifaune seront dérangés par les bruits et l'éclairage, ainsi que par le déplacement des véhicules et du personnel. Les chiroptères seront quant à eux dérangés par les éclairages nocturnes.

À noter cependant que toutes les espèces ne réagissent pas de la même manière aux dérangements. Schématiquement, certaines petites espèces (passereaux, micromammifères) vont « tolérer » des seuils de dérangement relativement importants avant de fuir, tandis que d'autres espèces (Héron cendré, ...) auront un seuil de tolérance très faible. De plus, la zone de projet est déjà existante et génératrice de dérangements visuels et auditifs.

5.2.4.2 - Mesures

Mesure d'évitement

S'agissant de la mise en oeuvre de la démarche « Éviter-Réduire-Compenser », il est à noter que le maître d'ouvrage s'est attaché à la mettre en oeuvre pour les facteurs de l'environnement le permettant, dont les zones humides. Globalement, il est important de rappeler ici que les mesures d'évitement géographiques sont toutefois limitées dans le cadre de ce projet, étant donné que le tracé routier.

Afin d'éviter la réalisation de travaux dans la zone potentiellement humide induite par la présence d'un bras du Dollerbaechlein en pied de talus, le bassin (initialement B3) prévu dans le dossier PRO initial a été supprimé et fusionné avec le bassin B2 implanté de l'autre côté de l'ouvrage hydraulique, l'altimétrie du réseau le permettant.

Afin d'éviter la réalisation de travaux dans le merlon existant jouxtant le domaine privé et éviter ainsi des acquisitions foncières, le bassin B4 prévu dans le dossier PRO initial a été supprimé et fusionné avec le bassin B2 implanté de l'autre côté de l'ouvrage hydraulique.

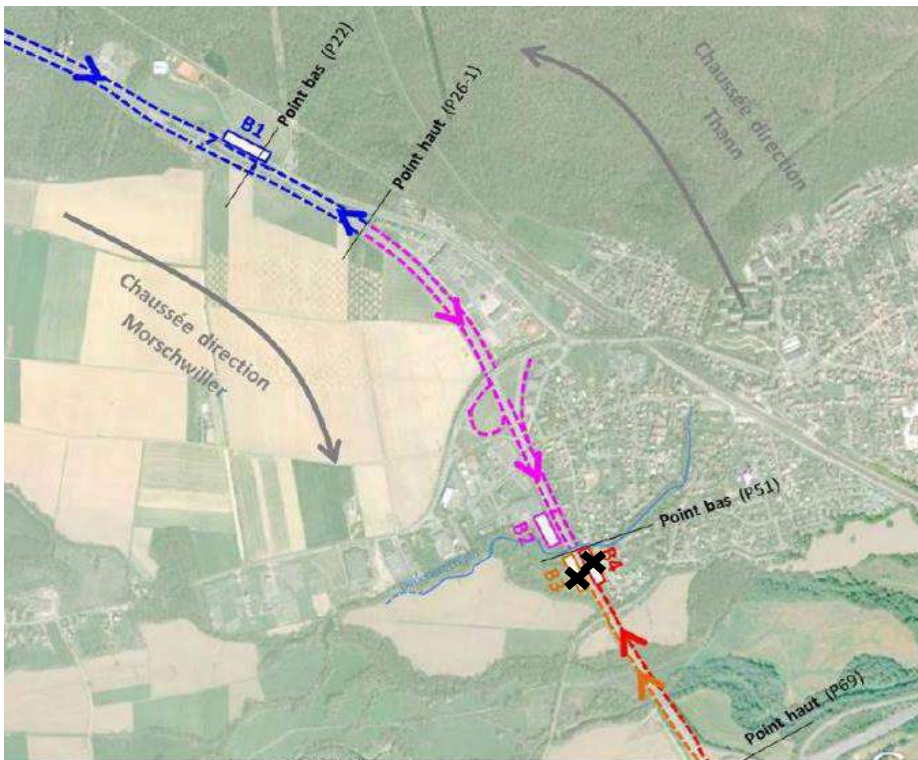


FIGURE 56 : LOCALISATION DES BASSINS DE RÉTENTION SUPPRIMÉS

Mesures de réduction

Dans le cadre de ce projet, les mesures de réduction suivantes seront mises en oeuvre :

- MR02 – Balisage des emprises
- MR03 – Réalisation des travaux aux périodes favorables
- MR08 – Mise en place de dispositifs limitant les pollutions des cours d'eau
- MR09 – Gestion des déchets
- MR12 – Déplacement d'espèces protégées

MR02 – Balisage des zones naturelles sensibles à préserver :

Afin de préserver les zones maintenues en état après finalisation des travaux, un balisage permettant la matérialisation de ces sites sera mis en place, afin d'éviter toute destruction accidentelle (piétinement, arrachage, ...). Ce dispositif permettra la matérialisation des milieux naturels sensibles suivants, et ainsi la préservation des espèces qui y sont inféodées : ripisylve et fossés - prairies sèches et humides.

MR03 - Réalisation des travaux aux périodes favorables :

Afin de limiter l'impact des travaux sur la faune identifiée, les travaux devront éviter certaines périodes critiques. Ainsi, le déboisement sera effectué en-dehors de la période de reproduction des oiseaux qui va de mars à fin août.

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Déboisement												

MR08 – Mise en place de dispositifs limitant les pollutions des cours d'eau :

Afin de limiter l'impact de potentielles pollutions au niveau du cours d'eau et du fossé traversés, la mise en place de dispositifs limitant la pollution de ces cours d'eau ainsi que la mise en suspension de particules fines (filtres à particules placés dans les fossés et les drains traversant ou longeant la zone d'étude), seront obligatoires au niveau de toutes les zones de rejets potentiels. Une attention particulière devra être portée lors de la mise en place des bassins de décantation prévus.

De plus, le stationnement des engins, le stockage des produits dangereux pour l'environnement, le ravitaillement et le nettoyage des engins seront réalisés sur des aires dédiées aménagées en conséquence. Les engins devront également être équipés de kits anti-pollution comprenant des absorbants et des tapis permettant la protection des sols contre toute fuite d'hydrocarbure.

Mesures compensatoires

Compte tenu des impacts résiduels observés après mise en place des mesures d'évitement et de réduction, des mesures de compensation seront mises en place pour restaurer des milieux naturels propices aux espèces protégées. Ces mesures seront identifiées dans le cadre d'une demande de dérogation de destruction d'espèces protégées pour abattage d'arbres.

5.3 - ÉVALUATION DES INCIDENCES NATURA 2000

5.3.1 - Cadre réglementaire

L'article L.414-4 du Code de l'Environnement précise que les projets d'aménagement soumis à un régime d'autorisation ou d'approbation administrative, et dont la réalisation est de nature à affecter de manière significative un site Natura 2000 (qu'ils soient dans ou en-dehors du périmètre Natura 2000), font l'objet d'une évaluation de leurs incidences au regard des objectifs de conservation du site.

Le présent projet fait l'objet d'une procédure de déclaration au titre des articles L.214-1 et suivants du Code de l'Environnement. Dès lors, conformément aux articles R.414-19 et suivants du même Code et de la circulaire du 15 avril 2010, le demandeur doit produire une évaluation des incidences du projet sur l'état de conservation des habitats naturels et d'espèces concernées par le site Natura 2000 conforme à l'article R.414-23 du Code de l'environnement.

Ainsi, compte tenu de la nature et de la localisation du projet, il n'a pas été jugé nécessaire la réalisation d'une évaluation détaillée décrite par l'article L.414-21 du Code de l'environnement. Néanmoins, une évaluation sommaire est effectuée ci-après pour montrer que le projet ne remet pas en cause le site Natura 2000.

Le site de projet étant déjà existant, il n'impactera pas de surfaces supplémentaire dans le périmètre du site Natura 2000. Ainsi le projet n'impacte pas les milieux naturels les plus intéressants du secteur.

Le formulaire simplifié est présenté en annexe.

5.3.2 - Évaluation des incidences sur les sites Natura 2000

Les incidences potentielles du projet sur le site Natura 2000 sont liées au retalutage et aux rejets potentiels en phase travaux. Cependant, les travaux sur le talus liés à l'élargissement de la route ne concernent pas des habitats d'intérêt écologique ayant pu justifier l'inscription du site N2000. Il s'agit de végétation de bord de route et les arbres ne seront pas impactés par les travaux.

Une attention particulière sera néanmoins portée à la construction des bassins au regard de leur proximité avec la zone Natura 2000 sur les points suivants :

- -Accès aux chantiers
- -Emprise des travaux
- -Stockage des matériaux et des terres
- -Respect des dispositions de chantier vis-à-vis de l'environnement (chantier vert...)

Tout milieu modifié par l'installation du bassin (talus, fossé...) devra être restauré.

Les emprises des travaux étant situées en dehors de la zone N2000 ou sur la route déjà existante, on peut conclure à l'absence d'incidence sur le site Natura 2000 de la Vallée de la Doller.

5.4 - COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES DOCUMENTS DE PLANIFICATION ET D'URBANISME RELATIFS À LA THÉMATIQUE « EAU »

5.4.1 - LE SCHÉMA DIRECTEUR D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX RHIN-MEUSE

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) est un outil de planification institué par la loi sur l'eau n° 92-3 du 3 janvier 1992 instaurant l'eau et les milieux aquatiques comme fragiles et communs à tous. Il a pour objet de définir ce que doit être la gestion équilibrée de la ressource en eau sur le bassin.

Le secteur de projet est soumis aux dispositions du SDAGE du bassin Rhin-Meuse 2016-2021, approuvé par arrêté en date du 30 novembre 2015. La compatibilité du projet avec le SDAGE du district hydrographique du Rhin a été vérifiée. Les orientations fondamentales du SDAGE, en lien avec le présent projet, sont synthétisées dans le tableau ci-dessous :

Thème	Orientations du SDAGE Rhin	Prise en compte dans le projet
Eau et santé	T1-O1 : Assurer à la population, de façon continue, la distribution d'une eau potable de qualité	Le projet est situé dans un périmètre de protection éloigné d'un captage. Les dispositifs et moyens prévus sont justement conçus pour limiter les risques de pollution des eaux souterraines. En effet, la collecte des eaux de voirie et les dispositifs antipollution mis en place limitent les risques de pollution des eaux souterraines.
	T1-O2 : Favoriser la baignade en toute sécurité sanitaire, notamment en fiabilisant prioritairement les sites de baignades aménagés et en encourageant leur fréquentation	Le site n'est pas concerné par d'éventuelles zones de baignades
Eau et pollution	T2-O1 : Réduire les pollutions responsables de la non-atteinte du bon état des eaux	Le projet prévoit toutes les dispositions permettant de limiter la pollution des eaux. Le projet n'entraîne pas de dégradation de la qualité des cours d'eau, car aucun rejet n'est effectué dans un cours d'eau. Des dispositions spécifiques sont prises également durant le chantier pour éviter toute dégradation
	T2-O2 : Connaître et réduire les émissions de substances toxiques	Le projet prévoit toutes les dispositions permettant de limiter la pollution des eaux.
	T2-O3 : Veiller à une bonne gestion des systèmes d'assainissement publics et privés, et des boues d'épuration	Les réseaux et bassins seront entretenus régulièrement. Par ailleurs, le projet d'assainissement a été réalisé en relation avec les services gestionnaires des réseaux d'assainissement.
	T2-O4 : Réduire la pollution par les nitrates et les produits phytosanitaires d'origine agricole	Le projet n'est pas concerné par cette disposition.
	T2-O5 : Réduire la pollution par les produits phytopharmaceutiques d'origine non agricole	Le projet n'est pas concerné par cette disposition.
	T2-O6 : Réduire la pollution de la ressource en eau afin d'assurer à la population la distribution d'une eau de qualité	Le projet est situé dans un périmètre de protection éloigné d'un captage. Les dispositifs et moyens prévus sont justement conçus pour limiter les risques de pollution des eaux souterraines. En effet, la collecte des eaux de voirie et les dispositifs antipollution mis en place limitent les risques de pollution des eaux souterraines
	T2-O7 : Protéger le milieu marin en agissant à la source sur les eaux continentales	Le projet n'est pas concerné par cette disposition.

Thème	Orientations du SDAGE Rhin	Prise en compte dans le projet
Eau, nature et biodiversité	T3-O1 : Appuyer la gestion des milieux aquatiques sur des connaissances solides, en particulier en ce qui concerne leurs fonctionnalités.	Le projet n'est pas concerné par cette disposition.
	T3-O2 : Organiser la gestion des cours d'eau et des plans d'eau et y mettre en place des actions respectueuses de ces milieux, et en particulier de leurs fonctionnalités.	Le projet n'est pas concerné par cette disposition.
	T3-O3 : Restaurer ou sauvegarder les fonctions naturelles des milieux aquatiques, et notamment la fonction d'autoépuration.	Le projet n'entraîne pas de dégradation de la qualité des cours d'eau.
	T3-O4 : Arrêter la dégradation des écosystèmes aquatiques.	Le projet n'entraîne pas de dégradation de la qualité des cours d'eau. Le projet prévoit de mettre en œuvre tous les dispositifs nécessaires pour éviter les pollutions.
	T3-O5 : Améliorer la gestion piscicole	Le projet n'est pas concerné par cette disposition
	T3-O6 : Renforcer l'information des acteurs locaux sur les fonctions des milieux aquatiques et les actions permettant de les optimiser	Le projet n'est pas concerné par cette disposition
	T3-O7 : Préserver les zones humides	Le projet n'impacte pas de zones humides.
	T3-O8 : Respecter les bonnes pratiques en matière de gestion des milieux aquatiques.	Le projet n'est pas concerné par cette disposition
Eau et rareté	T4-O1 : Prévenir les situations de surexploitation et de déséquilibre quantitatif de la ressource en eau.	Le projet n'est pas concerné par cette disposition.
	T4-O2 : Favoriser la surveillance de l'impact du climat sur les eaux	Le projet n'est pas concerné par cette disposition.
Eau et aménagement du territoire	5A : Inondations	
	T5A-O4 : Identifier et reconquérir les zones d'expansion des crues.	Le projet se trouve partiellement en zone inondable.
	T5A-O5 : Limiter le rejet des eaux pluviales dans les cours d'eau, encourager l'infiltration.	Les eaux pluviales seront collectées et traitées.
	T5A-O6 : Limiter l'accélération et l'augmentation du ruissellement sur les bassins versants ruraux et périurbains, par la préservation des zones humides et le développement d'infrastructures agro-écologiques.	Le projet n'est pas concerné par cette disposition
	5B : Préservation des ressources naturelles	
	T5B-O1 : Dans des situations de déséquilibre quantitatif sur les ressources ou les rejets en eau, limiter l'impact des urbanisations nouvelles et des projets nouveaux.	Le projet n'est pas concerné par cette disposition
	T5B-O2 : Préserver de toute urbanisation les parties de territoire à fort intérêt naturel	Le projet n'est pas concerné par cette disposition

Thème	Orientations du SDAGE Rhin	Prise en compte dans le projet
	5C : Alimentation en eau potable et assainissement des zones ouvertes à l'urbanisation	
	T5C-O1 : L'ouverture à l'urbanisation d'un nouveau secteur ne peut pas être envisagée si la collecte et le traitement des eaux usées qui en seraient issues ne peuvent pas être effectués dans des conditions conformes à la réglementation en vigueur et si l'urbanisation n'est pas accompagnée par la programmation des travaux et actions nécessaires à la réalisation ou à la mise en conformité des équipements de collecte et de traitement	Le projet n'est pas concerné par cette disposition
	T5C-O2 : L'ouverture à l'urbanisation d'un nouveau secteur ne peut pas être envisagée si l'alimentation en eau potable de ce secteur ne peut pas être effectuée dans des conditions conformes à la réglementation en vigueur et si l'urbanisation n'est pas accompagnée par la programmation des travaux et actions nécessaires à la réalisation ou à la mise en conformité des équipements de distribution et de traitement	Le projet n'est pas concerné par cette disposition
Eau et gouvernance	T6-O1 : Anticiper en mettant en place une gestion des eaux gouvernée par une vision à long terme, accordant une importance égale aux différents piliers du développement durable, à savoir les aspects économiques, environnementaux et socio-culturels	Le projet n'est pas concerné par cette disposition.
	T6-O2 : Aborder la gestion des eaux à l'échelle de la totalité du district hydrographique, ce qui suppose notamment de développer les collaborations transfrontalières et, de manière générale, de renforcer tous les types de solidarité entre l'amont et l'aval	Le projet n'est pas concerné par cette disposition.
	T6-O3 : Renforcer la participation du public et de l'ensemble des acteurs intéressés pour les questions liées à l'eau et prendre en compte leurs intérêts équitablement	Le projet n'est pas concerné par cette disposition.
	T6 - O4 : Mieux connaître, pour mieux gérer	Le projet n'est pas concerné par cette disposition.
	T6-O5 : Mettre en place une gouvernance adaptée aux enjeux de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) et de la Directive Inondation (DI) notamment pour favoriser la mise en œuvre des actions à un niveau adapté	Le projet n'est pas concerné par cette disposition.

Compte-tenu de la nature du projet, des dispositifs adoptés et des mesures liées à la préservation du milieu, le projet d'aménagement de la RD1066 est compatible avec le SDAGE du bassin Rhin-Meuse 2016-2021.

5.4.2 - Les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)

5.4.2.1 - Le SAGE de la Doller

Le SAGE de la Doller a été approuvé par arrêté préfectoral le 15 janvier 2020. Il est environné par deux autres SAGEs : le SAGE III-Nappe-Rhin et le SAGE de la Largue.

Le SAGE de la Doller a identifié 10 enjeux sur le bassin versant:

Thématiques	Enjeux	Compatibilité du projet
Thématique : Milieux aquatiques	Enjeu 1 « Zones humides » : Préserver et restaurer les zones humides du bassin versant, par un inventaire des zones humides ordinaires et par la mise à jour de l'inventaire des zones humides remarquables, ainsi que par une prise en compte de ces zones humides dans les autres politiques avec la rédaction d'un guide de bonnes pratiques de gestion de ces milieux	
	Enjeu 2 « Continuité écologique des cours d'eau » : Encourager la restauration de la continuité écologique sur la Doller et ses affluents, en veillant à la prise en compte des usages existants (conciliation) et en rétablissant la bonne qualité physique des milieux aquatiques.	La qualité des eaux pluviales rejetée sera conforme aux exigences du SAGE de la Doller
	Enjeu 3 « Mobilité latérale des cours d'eau » : Poursuivre l'amélioration de la qualité physique des milieux aquatiques par l'identification, la préservation et la restauration ponctuelle des fuseaux de mobilité de la Doller	
	Enjeu 4 « Biodiversité et plantes invasives » : Améliorer la biodiversité des milieux aquatiques et humides, et de limiter le développement des espèces invasives	Non concerné
	Enjeu 5 « Inondation » : Privilégier la protection des biens et des personnes, en garantissant une bonne préservation de la ressource en eau, de la biodiversité et des zones industrielles non urbanisées	La transparence hydraulique sera assurée
Thématique : Ressources en eau	Enjeu 6 « Quantité des eaux » : Concilier la préservation du débit naturel de la Doller pour les milieux aquatiques en périodes de basses eaux, et la sécurisation de l'alimentation en eau potable du bassin versant et des zones desservies en dehors	L'assainissement du projet ne modifiera pas la quantité des eaux pluviales
	Enjeu 7 « Qualité des eaux » : S'appuyer sur l'acquisition de connaissances supplémentaires concernant la qualité des eaux de la Doller, et préserver la qualité des eaux vis-à-vis des pollutions	L'assainissement du projet ne modifiera pas la qualité des eaux pluviales
Thématique : Pressions sur les milieux aquatiques	Enjeu 8 « Assainissement des eaux usées » : Encourager la mise en œuvre effective de l'assainissement des eaux usées sur la haute vallée, et l'amélioration des performances des réseaux de collecte des eaux usées sur la basse vallée	Non concerné

	Enjeu 9 « Assainissement pluvial » : Préserver la bonne qualité de la nappe de la Doller et inciter à la bonne gestion des rejets d'eaux pluviales de voiries dans les périmètres de protection des captages pour l'alimentation en eau potable.	L'assainissement du projet n'est pas de nature à dégrader la qualité de la nappe de la Doller
Thématique : Généralités	Enjeux 10 « Communication sur le SAGE et ses enjeux » : Porter les enjeux et fédérer tous les acteurs pour mettre en place une dynamique locale en faveur de la préservation de l'eau et des milieux aquatiques	Non concerné

5.4.3 - III Nappe Rhin

Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux III-Nappe-Rhin a fait l'objet d'un projet approuvé par la Commission Locale de l'Eau le 25 mars 2003 (arrêté préfectoral en 2005), puis le SAGE fait l'objet d'une révision en 2009 qui a fait l'objet d'une délibération en décembre 2014, et l'arrêté portant approbation du SAGE a été signé le 1er juin 2015.

Les enjeux du SAGE sont les suivants :

- Préservation et reconquête de la qualité de la nappe phréatique, notamment vis à vis des pollutions diffuses
- Gestion des débits : crues et étiages, relations entre le Rhin et la plaine
- Restauration des écosystèmes : cours d'eau et zones humides
- Reconquête de la qualité des eaux superficielles.

Les objectifs généraux du SAGE sont de garantir la qualité des eaux souterraines sur l'ensemble de la nappe alluviale rhénane d'Alsace afin de permettre partout, au plus tard d'ici 2027, une alimentation en eau potable sans traitement.

Intitulé des objectifs	Conformité du projet
Reconquérir la qualité de la nappe	
ESout-OA : Privilégier les actions préventives et les traitements à la source pour permettre à tout usager d'utiliser l'eau de la nappe pour l'alimentation en eau potable sans traitement complexe (c'est à dire sans traitement des pollutions diffuses dues aux nitrates et aux produits phytosanitaires)	Les eaux pluviales seront collectées et dirigées vers des bassins. Les dispositifs antipollution mis en place au niveau du bassin d'infiltration limitent les risques de pollution des eaux souterraines.
ESout-OB : Lutter contre la dégradation des eaux souterraines, notamment du fait des pollutions diffuses que sont les pollutions par les nitrates et les micropolluants de manière à reconquérir la qualité des ressources en eau	
ESout-OC : Poursuivre les efforts de réduction des pollutions d'origines industrielles et artisanales : renforcement de la prévention des pollutions accidentelles, mise en œuvre de technologies propres, améliorer la collecte et les rejets, maîtriser les pollutions pluviales issues des sites industriels, réduire les émissions de substances toxiques par les entreprises artisanales.	

Intitulé des objectifs	Conformité du projet
ESout-OD : Poursuivre la décontamination des sites pollués prioritaires (langues de contamination par les chlorures par exemple)	Le site de projet n'est pas implanté sur un site pollué à décontaminer de manière prioritaire.
ESout-OE : Préserver et reconquérir la qualité de l'eau des captages d'eau potable par la mise en œuvre de programmes d'actions adaptés dans les aires d'alimentation	Le projet est localisé dans un périmètre de protection de captage. C'est pourquoi le projet consiste à mettre en conformité les équipements d'assainissement pour améliorer la protection des captages.
ESout-OF : Poursuivre les efforts accomplis en matière d'assainissement de manière à limiter les pollutions d'origine domestique	Le projet n'est pas concerné par cette disposition.
Préserver la nappe de toute nouvelle pollution	
ESout-OG : Veiller à ne pas accroître la vulnérabilité de la nappe, notamment par l'implantation des gravières et les exploitations minières	Le projet n'est pas concerné par cette disposition.
ESout-OH : Veiller à l'intégration des problématiques liées à la gestion des eaux dans les projets d'aménagement et de développement économique	Les eaux pluviales seront collectées et traitées.
ESout-OI : Préserver la nappe de tout nouveau rejet d'eaux usées domestiques ou industrielles	Le projet n'est pas concerné par cette disposition.
Rester vigilant pour éviter une surexploitation de la nappe	
ESout-OJ : Encourager une utilisation raisonnée de la ressource en eau souterraine sur l'ensemble de la plaine d'Alsace	Le projet n'est pas concerné par cette disposition.
Maintenir des milieux aquatiques fonctionnels	
ESup-OA : Veiller à ce que la gestion des eaux superficielles et des milieux aquatiques associés soit cohérente et durable à l'échelle du bassin.	Le projet n'est pas concerné par cette disposition.
ESup-OB : Maintenir ou restaurer un fonctionnement hydrologique et écologique des cours d'eau et des zones humides le plus proche possible de l'état naturel en tenant compte de la désignation, par le SDAGE Rhin, des 4 masses d'eau Rhin en Masses d'Eau Fortement Modifiées.	Le projet n'est pas concerné par cette disposition.
ESup-OC : Préserver le fonctionnement hydrologique naturel des milieux riediens.	Le projet n'est pas concerné par cette disposition.
ESup-OD : Préserver les zones humides remarquables et dans la mesure du possible les zones humides ordinaires.	Le projet n'impacte pas de zones humides remarquables, ni de zones humides ordinaires
ESup-OE : Assurer une cohérence d'ensemble des objectifs de débit d'étiage sur le réseau hydrographique	Le projet n'est pas concerné par cette disposition.
ESup-OF : Assurer une cohérence globale entre les objectifs de protection contre les crues et la préservation des zones humides.	Le projet n'est pas concerné par cette disposition.
Restaurer les cours d'eau et les écosystèmes aquatiques	

Intitulé des objectifs	Conformité du projet
ESup-OG : Définir les priorités dans la poursuite des programmes de lutte contre la pollution de façon à tendre vers les objectifs de qualité fixés par le SDAGE.	Le projet n'est pas concerné par cette disposition.
ESup-OH : Redynamiser les anciens bras du Rhin.	Le projet n'est pas concerné par cette disposition.
ESup-OI : Restaurer un fonctionnement hydrologique permettant d'assurer la pérennité des forêts alluviales rhénanes dans leur spécificité.	Le projet n'est pas concerné par cette disposition.
ESup-OJ : Restaurer un fonctionnement optimal des cours d'eau, notamment assurer leur continuité longitudinale.	Le projet maintient les ouvrages de franchissement des cours d'eau.
ESup-OK : Optimiser les débits transférés à partir du Rhin et adapter leur gestion à la protection des écosystèmes et à la satisfaction des usages de l'eau, en fonction des débits disponibles (a minima les droits d'eau connus).	Le projet n'est pas concerné par cette disposition.
Veiller à ce que l'aménagement du territoire soit compatible avec la préservation des ressources en eau superficielles	
ESup - OL : Maîtriser l'occupation des sols dans les zones humides remarquables.	Le projet n'impacte pas de zones humides remarquables.
ESup - OM : Maîtriser l'occupation des sols pour éviter l'aggravation des crues ; mettre en place des mesures préventives	La gestion des eaux pluviales à la parcelle du site permet de limiter les apports
ESup - ON : Identifier, préserver et restaurer les zones inondables en vue d'une gestion solidaire amont-aval	Le projet n'est pas concerné par cette disposition.
ESup - OO : Pour tout projet portant atteinte aux espèces, habitats et/ou à la fonctionnalité des milieux humides, veiller à : 1) éviter le dommage, 2) en réduire l'impact, 3) s'il subsiste des impacts résiduels, compenser le dommage résiduel identifié.	Le projet n'est pas concerné par cette disposition.

TABEAU 5 : CONFORMITÉ DU PROJET AVEC LES OBJECTIFS DU SAGE ILL-NAPPE RHIN

Compte-tenu de la nature du projet, des dispositifs adoptés et des mesures liées à la préservation du milieu, le projet ne va pas à l'encontre des dispositions des SAGE III Nappe Rhin.

5.4.4 - Le Plan de Gestion des Risques d'Inondations (PGRI) Rhin et Meuse

Les plans de gestion des risques d'inondation (PGRI) Rhin et Meuse sont conçus pour devenir les documents de référence de la gestion des inondations pour le Grand Est (Lorraine, Alsace, Champagne-Ardenne en partie) pour la période 2016-2021. Ils représentent l'aboutissement de la mise en œuvre de la directive inondation de 2007 décidée suite aux crues catastrophiques en Europe centrale lors de l'été 2002.

En fixant des objectifs en matière de gestion des risques d'inondation et les moyens d'y parvenir, les PGRI visent à réduire les conséquences humaines et économiques des inondations.

Les PGRI sont élaborés par l'État avec les parties prenantes associées au sein des instances du comité de bassin.

Ce sont des documents officiels. Ils sont opposables à l'administration et à ses décisions. Ils ont une portée directe sur les documents d'urbanisme, les plans de prévention des risques d'inondation, les programmes et décisions administratives dans le domaine de l'eau.

Le Plan de Gestion des Risques d'Inondations (PGRI) du district Rhin a été approuvé par arrêté n°2015-384 en date du 30 novembre 2015.

Le projet est situé dans un territoire à risque important d'inondation (TRI) identifiés dans le bassin Rhin-Meuse :

- TRI « AGGLOMERATION MULHOUSIENNE » identifié pour le risque d'inondation par débordement de l'Ill et de la Doller.

La compatibilité du projet avec le PGRI du district Rhin a été vérifiée. Les objectifs retenus sur le district, en lien avec le présent projet d'aménagement, sont synthétisés dans le tableau ci-dessous :

Objectifs du PGRI du district Rhin		Prise en compte dans le projet
OBJECTIF 3 : Aménager durablement les territoires	Objectif 3.1 : Partager avec l'ensemble des acteurs une sémantique commune	Le projet n'est pas concerné.
	Objectif 3.2 : Préserver les zones d'expansion des crues en milieu non urbanisé et ne pas augmenter les enjeux en zone inondable	Le projet se situe en zone urbaine et péri-urbaine et est concerné partiellement par des zones d'expansion des crues. Le projet n'entraîne pas d'impact sur les zones inondables.
	Objectif 3.3 : Limiter le recours aux aménagements de protection et prendre en compte les ouvrages existants dans les règles d'aménagement	Le projet n'est pas concerné.
	Objectif 3.4 : Réduire la vulnérabilité des enjeux par des opérations sur le bâti existant et par la prise en compte du risque inondation dans les constructions nouvelles	Le projet n'est pas concerné.
OBJECTIF 4 : Prévenir le risque par une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau	Objectif 4.1 (orientation T5A – O4 du SDAGE 2016-2021) : Identifier et reconquérir les zones d'expansion des crues	Le site est situé partiellement dans des zones d'expansion des crues. Le projet n'entraîne pas d'impact sur les zones inondables.
	Objectif 4.2 (orientation T5A – O5 du SDAGE 2016-2021) : Limiter le rejet des eaux pluviales dans les cours d'eau, encourager l'infiltration	Les eaux pluviales seront collectées et traitées dans des bassins le long de la RD1066. L'objectif est respecté.
	Objectif 4.3 (orientation T5A – O6 du SDAGE 2016-2021) : Limiter l'accélération et l'augmentation du ruissellement sur les bassins versants ruraux et périurbains, par la préservation des zones humides et le développement d'infrastructures agro écologiques	Le projet n'impacte pas de zone humide. L'objectif est respecté.
	Objectif 4.4 (orientation T5A – O7 du SDAGE 2016-2021) : Prévenir le risque de coulées d'eau boueuse	Le projet n'est pas concerné.
	Objectif 5.3 : Maintenir l'activité pendant la crise et favoriser le retour à une situation normale	Le projet n'est pas concerné.

TABLEAU 6 : CONFORMITÉ DU PROJET AVEC LES OBJECTIFS DU PGRI DU DISTRICT RHIN

Les objectifs définis par le PGRI du district Rhin sont respectés par le projet d'aménagement de la RD1066.

5.5 - RAISONS POUR LESQUELLES LE PROJET A ÉTÉ RETENU PARMIS LES ALTERNATIVES

L'opération vise à calibrer l'infrastructure RD1066, sur l'agglomération mulhousienne, entre le PR 38+200 (échangeur des Coteaux) et le PR 33+000 (échangeur Wittelsheim RD1066-RD19 partiellement compris). Les modifications envisagées dans ce secteur sont :

- Mise en place d'un système de collecte et de traitement avant rejet des eaux de ruissellement des chaussées ;
- Élargissement des plateformes existantes dans le but, d'une part de mettre en place des dispositifs de retenue pour éviter le déversement de matières polluantes dans le terre-plein central et en-dehors de l'infrastructure, d'autre part de généraliser la création de bandes d'arrêt d'urgence ;
- Traitement d'un point noir bruit par l'intégration de protections phoniques en rive de la commune de Lutterbach.

Le projet amène donc une amélioration de la situation actuelle vis-à-vis de la protection de la ressource en eaux souterraines mais également des eaux superficielles. Des mesures d'évitement ont été mises en œuvre pour éviter les enjeux environnementaux majeurs du secteur comme le sites Natura 2000, les potentielles zones humide. Le projet constitue une amélioration d'un projet initial en 2012-2015.

6 - ENTRETIEN ET MOYENS DE SURVEILLANCE ET D'INTERVENTION

6.1 - ENTRETIEN ET MOYENS DE SURVEILLANCE PENDANT LA PHASE CHANTIER

Les mesures relatives à la protection des eaux superficielles pendant la période de chantier portent sur le traitement des flux de matières en suspension et la réduction des risques de pollution accidentelle.

Toute entreprise effectuant des travaux sur site fournira des documents de type Plan de respect de l'environnement (PRE) et son schéma organisationnel (SOPRE), ainsi que des documents relatifs au traitement des déchets (SOSED) et un plan d'assurance qualité (PAQ). Ces documents seront joints aux marchés de travaux.

Un responsable environnement sera nommé au sein de l'équipe de l'entreprise attributaire.

Un suivi environnemental de chantier sera mis en place afin de vérifier l'application des mesures.

Tout incident lors de la conduite du chantier portant atteinte à la gestion de l'eau et aux milieux naturels est signalé au service de l'État en charge de la police de l'eau.

Durant le chantier, la surveillance des travaux et leurs éventuelles incidences sur le milieu naturel est assurée par le Maître d'œuvre. Le Maître d'œuvre devra intégrer dans son cahier des charges les prescriptions nécessaires à la bonne préservation des milieux et des eaux, et plus largement à la protection de l'environnement.

- Concernant la pollution par flux de matières en suspension (MES), la période de mise en place des travaux sera définie en prenant en compte les périodes de pluie, de manière à éviter des épisodes trop humides qui pourraient conduire à une incidence trop importante des travaux sur les eaux de ruissellement. Par ailleurs, des filtres seront mis en place durant la phase chantier afin de récupérer les MES dans les ruissellements du chantier. Si cela s'avère nécessaire au vu des volumes récoltés, des volumes de stockage des eaux de ruissellement du chantier seront mis en place pour rétention ou décantation.
- En cas de pollution accidentelle, des moyens d'intervention et de dépollution efficaces seront mis en œuvre. Ils pourront s'appuyer sur le matériel à disposition sur le chantier pour intervenir rapidement et limiter la diffusion de la pollution. Les matériaux pollués seront excavés et récupérés avant élimination via la filière agréée.

Les entreprises veilleront à l'application de ces mesures, par des dispositifs de contrôles interne et externe, qui seront complétés par un contrôle de la maîtrise d'œuvre.

Toute entreprise effectuant des travaux sur site fournira des documents de type Plan de Respect :

■ Réduction des risques de pollution accidentelle sur les aires de stockage et les installations de chantier

Les mesures relatives à la réduction des risques de pollution accidentelle concernent plus particulièrement les installations de chantier, ainsi que les aires de stationnement et d'entretien des véhicules. Les aires de stationnement et d'entretien seront réduites au minimum.

Ce plan d'intervention présentera également les modalités de maîtrise de la pollution dissoute pendant les opérations de maçonnerie (banchage, coulage, et lavage de béton désactivé).

■ Stockage des matériaux

Les produits dangereux (de type peintures, fûts d'hydrocarbures, résines...) seront stockés sur des bacs de rétention à l'abri des intempéries. La zone de stockage sera à l'abri du vent, étanche et entourée de merlons permettant de confiner une pollution accidentelle.

Le cahier des charges défini par le maître d'ouvrage inclura des dispositions concernant la maîtrise de la dispersion de macro-déchets par le vent.

■ **Stockage et entretien des engins de chantier**

Les engins de chantier seront stockés, ravitaillés et entretenus sur des aires aménagées. Ces aires seront étanches et dotées d'un dispositif d'assainissement : fossés ceinturant la zone et rejetant les eaux dans un bassin de débouillage/déshuilage en aval de la zone. Le bassin sera, si nécessaire renforcé par un séparateur à hydrocarbures. L'entreprise soumettra des solutions pérennes, qui, avant d'être mises en œuvre, seront validées par le maître d'œuvre. Ces dispositifs feront l'objet d'un contrôle et d'un entretien régulier au cours des travaux.

Les toupies de béton seront nettoyées dans des fosses spécifiques.

■ **Circulation des engins de chantier**

Afin d'éviter le compactage des futures zones d'infiltration et leur sous-sol (bassin à l'ouest de la zone et noues d'infiltration autour de l'enceinte) ainsi que d'autres mauvaises pratiques durant le chantier (tassement par les pneus voire imperméabilisation par les déchets des bétonnières...), deux solutions pourront être mises en place :

- Éviter de réaliser les travaux d'aménagement des ouvrages d'infiltration en dernier, en commençant le chantier par ces travaux ;
- Établir un zonage de chantier qui interdit la circulation des engins sur l'emplacement des futurs ouvrages d'infiltration.

En cas de tassement prévisible et inévitable lors des travaux, un décompactage sera prévu.

■ **Réduction des risques de pollution accidentelle en cas de déversement**

L'ensemble des acteurs du chantier sera muni de kits anti-pollution permettant de traiter celle-ci à la source. Les matériaux souillés seront prélevés et dirigés vers des filières autorisées et réglementées.

6.2 - ENTRETIEN ET MOYENS DE SURVEILLANCE EN PHASE D'EXPLOITATION

Comme tout ouvrage d'assainissement, des mesures d'entretien et de nettoyage des dispositifs devront être prévues par l'exploitant. Sur ce secteur où les pentes longitudinales sont très faibles, un curage régulier des collecteurs et caniveaux est indispensable sous peine d'entraîner des obstructions partielles des sections d'écoulement.

L'arrêté préfectoral d'autorisation du projet de mise à 2x3 voies de l'A36, se situant à proximité de la RD1066, précise les dispositions suivantes, qui devraient vraisemblablement être les mêmes pour le projet en cours :

- Le pétitionnaire est astreint à toutes actions d'entretien et de maintenance nécessaires au bon fonctionnement et aux performances des ouvrages
- Le nettoyage des bassins devra être réalisé régulièrement, conformément aux dispositions du guide technique du SETRA rappelées ci-après. Le pétitionnaire tient un carnet d'entretien et de maintenance à la disposition de la Direction Départementale des Territoires (ex- DDAF)
- Les produits de décantation et de déshuilage sont évacués et traités en conformité avec la réglementation en vigueur.

- Un plan d'entretien des ouvrages est élaboré par le pétitionnaire au plus tard 3 mois avant la mise en service des équipements.

6.2.1 - Entretien recommandé de l'assainissement longitudinal

6.2.1.1 - Buse béton

Une inspection des regards de visite et de l'état général des collecteurs souterrains devra être faite régulièrement, au moins une fois par an. Un curage devra être opéré en cas de surcharge hydraulique ou après une pollution accidentelle.

6.2.1.2 - Caniveau à fente

La fréquence de curage des caniveaux à fente est également d'une fois par an. Malgré les faibles pentées observées ponctuellement, cette fréquence est justifiée par la présence des glissières en béton de part et d'autre de la voirie, empêchant tout apport extérieur en dehors des ruissellements issus de la voirie. Par ailleurs le diamètre relativement élevé de ces équipements (> DN400 en majorité) et le retour d'expérience sur ces caniveaux amène à proposer une fréquence de curage similaire aux équipements souterrains.

L'hydrocurage des réseaux se réalisera depuis les regards disposés tous les 80m. Le coût de l'hydrocurage au mètre linéaire est estimé à 2€ / ml, soit un coût théorique total de 7400 ml x 2€ = 14 800 € / an environ.

6.2.2 - Entretien recommandé des bassins

L'entretien des bassins se fera selon les fréquences préconisées par le guide du SETRA. En complément, il est souhaitable d'effectuer une visite des ouvrages avant les orages d'été, ainsi qu'une visite après chaque gros orage afin de vérifier leur bon fonctionnement.

Domaine d'action	Bassin	Equipements			
		Bipasse	Grille à barreaux	Dispositifs d'obturation	Ouvrage de sortie
Végétation	Fauchage 1 à 2 fois par an Faucardage* tous les 2 à 3 ans				
Nettoyage	Enlèvement des déchets 2 à 4 fois par an	Enlèvement des déchets et des végétaux 2 fois/an	2 à 4 fois par an	2 à 4 fois par an	2 à 4 fois par an
Entretien spécifique		Tous les 3 ans		2 fois par an	
Etanchéité	Contrôle tous les 2 à 5 ans			1 fois par an	
Capacité hydraulique	Contrôle des caractéristiques après 1,3,6 et 10 ans de mise en service pour tous les 3 à 5 ans				
Curage	Si la capacité hydraulique est insuffisante Si le volume mort est insuffisant Après une pollution accidentelle	Du fossé si capacité hydraulique insuffisante			Du fossé aval si capacité hydraulique insuffisante

* Faucardage = coupe de la végétation aquatique

7 - ANNEXES

ANNEXE 1 : Plan synoptique du projet

ANNEXE 2 : Plan d'assainissement

ANNEXE 3 : Formulaire Natura 2000

ANNEXE 4 : Fiche de dimensionnement des bassins de gestion des eaux pluviales

ANNEXE 5 : diagnostic arboricole ONF



DIAGNOSTIC FAUNE ARBORICOLE

AUX ABORDS DE LA RD1066

– LUTTERBACH (68)

2021

- Client / Maître d'Ouvrage : Collectivité Européenne d'Alsace
- Structure de réalisation : ONF - Agence études Grand Est - UP Rhin Vosges



Office National des Forêts

SUIVI DOCUMENTAIRE

Historique de la publication

Version	Date	Commentaires	Auteur du rapport
A	11/08/2021		OGER Stéphane ONF Agence études Grand Est – UP Rhin Vosges

Contrôle émetteur et validation

Vérification	Approbation
Sans relecture	

Interlocuteur client

Coordonnées
Nom - Prénom : Daniel EXBRAYAT Coordonnées : Direction des Routes, des Infrastructures et des Mobilités Pôle Travaux Neufs Sud Secteur Brunstatt

Table des matières

I) LOCALISATION DU DIAGNOSTIC.....	4
------------------------------------	---

II) METHODOLOGIE D'EXPERTISE	4
II) RESULTATS.....	5
BILAN ZONE 1	8
BILAN ZONES 1 bis ET 4	11
BILAN ZONE 2	13
BILAN ZONE 3	14

La Collectivité Européenne d'Alsace (CEA) souhaite un diagnostic faune arboricole de 4 zones arborées à proximité de la RD 1066 au niveau de Lutterbach (68).

Ce diagnostic faune arboricole a été réalisé les 28 et 29 Juin 2021.

I) LOCALISATION DU DIAGNOSTIC

Les 4 zones arborées sont localisées sur le plan ci-dessous.



Plan de localisation fourni par le maître d'ouvrage

II) METHODOLOGIE D'EXPERTISE

Les arbres ont été diagnostiqués, dans un premier temps, depuis le sol à la jumelle et à la longue-vue. Les arbres de grande taille, les arbres porteurs de cavités ou très enlièrés ont été inspectés par nacelle ou par grimpe.

Il est important de noter que ces observations ont été réalisées sur un seul passage et que l'utilisation réelle des habitats arboricoles ne peut donc pas être appréhendée. **Les préconisations présentées ci-après tiennent compte des observations réalisées les 28 et 29 Juin 2021, mais aussi du potentiel d'accueil de ces arbres pour la faune arboricole.**

II) RESULTATS

Zone 1 :



Plan de localisation fourni par le maître d'ouvrage

Cette zone est composée de grands peupliers noirs (numérotés de 1 à 21 sur le plan ci-dessous, sauf un frêne n°5) et de petits charmes (non numérotés à partir du point 17 jusqu'au peuplier 18).



Les peupliers ont été inspectés par nacelle. Les charmes ont uniquement été inspectés depuis le sol en raison de leur faible hauteur.

Les résultats par tige sont à retrouver dans le tableau ci-après.

n_arbre	essence	observations
1	peuplier	3 petites cavités
2	peuplier	1 cavité bouchée
3	peuplier	ras
4	peuplier	1 branche éclatée
5	frêne	ras
7	peuplier	ras
6	peuplier	ras
8	peuplier	ras
9	peuplier	ras
10	peuplier	ras
11	peuplier	ras
12	peuplier	1 cavité bouchée
13	peuplier	ras
14	peuplier	ras
15	peuplier	1 fissure
16	peuplier d'italie	ras
17	alignement charmes	ras mais présence de lierre
18	peuplier	ras
19	peuplier	ras
20	peuplier	ras
21	peuplier	ras

Les cavités ont été inspectés à la caméra endoscopique. Les écorces décollées ainsi que les fissures ont été observées avec une lampe torche.

- ❖ Peuplier 1 : les cavités observées correspondent à des caries faisant suite à des chutes de branches. Ces cavités ne sont pas développées et ne peuvent, à l'heure actuelle, abriter des espèces.



- ❖ Peuplier 2 : Une cavité développée. Au moment du diagnostic, la cavité était inoccupée (contrôle à l'endoscope), mais elle recelait des traces d'utilisation. **La cavité a été obstruée en attendant l'abattage. Cette cavité est un habitat d'espèce (probablement chiroptères) dont la destruction devra faire l'objet d'une compensation.**



Cavité du peuplier 2, avant et après obstruction

- ❖ Peuplier 4 : une branche morte avec des fissures. Ces fissures constituent un bon gîte pour plusieurs espèces de chiroptères. Au moment du diagnostic, aucun individu ni aucun indice de présence n'a été relevé. Il n'était pas possible d'obstruer cet habitat en raison de sa dimension. Aussi des précautions devront-elles être prises au moment de l'abattage en présence d'un écologue : **abattage par rétention de l'ensemble de la branche.**



- ❖ Peuplier 12 : Une cavité développée. Au moment du diagnostic, la cavité était inoccupée (contrôle à l'endoscope), mais elle recelait des traces d'utilisation. **La cavité a été obstruée en attendant l'abattage. Cette cavité est un habitat d'espèce (probablement chiroptères) dont la destruction devra faire l'objet d'une compensation.**



- ❖ Peuplier 15 : une branche avec des fissures. Ces fissures constituent un bon gîte pour plusieurs espèces de chiroptères. Au moment du diagnostic, aucun individu ni aucun indice de présence n'a été relevé ; Il n'était pas possible d'obstruer cet habitat en raison de sa dimension. Aussi des précautions devront-elles être prises au moment de l'abattage en présence d'un écologue : **abattage par rétention de l'ensemble de la branche.**



- ❖ Alignement de charmes
Ces charmes de diamètre 30cm sont de faible hauteur et ne présentent pas de cavités, fissures ou encore écorces décollées. En revanche, ils sont bien recouverts de lierre. La période printanière est proscrite pour l'abattage de ces arbres en raison du fort potentiel d'accueil de la faune arboricole en cette saison.

BILAN ZONE 1

Deux arbres avec des gîtes potentiels à chiroptères bouchés préventivement après contrôle.

Deux arbres avec des fissures sur branches nécessitant un abattage par rétention avec contrôle par un écologue. L'abattage devra être réalisé idéalement en automne pour limiter le risque d'atteintes directes aux individus potentiellement présents.

Ces habitats d'espèces (cavités et fissures) devront faire l'objet de compensation à proximité.

Les charmes ne devront pas être abattus au printemps en raison du fort potentiel d'accueil de la faune arboricole en cette saison.

n_arbre	essence	observations
2	peuplier	1 cavité bouchée
4	peuplier	1 branche éclatée
12	peuplier	1 cavité bouchée
15	peuplier	1 fissure

Zones 1 bis et 4 :



Cette zone est composée d'arbres à faible développement.

Ils ont été inspectés depuis le sol en raison de leur faible hauteur.

Les résultats par tige sont à retrouver dans le tableau ci-après.

n_arbre	essence	observations
1	tremble	1 fissure
2	tremble	ras
3	tremble	ras
4	tremble	ras
5	pin	ras
6	pin	ras
8	bosquet charme, érable	écorces décollées, fentes
7	tilleul	ras
10	pin	ras

11	pin	ras
12	pin	ras
13	merisier	ras
14	merisier	ras
15	merisier	fissure
16	pin	ras
17	pin	ras
18	pin	ras
19	pin	ras
20	frêne	ras
21	merisier	cavité de pied

- ❖ Tremble 1 : Une branche éclatée qui peut servir d'abri temporaire. L'ouverture est en effet trop grande pour constituer un gîte pérenne.



- ❖ Bosquet de charmes et d'érables (repère 8) : Ces arbres présentent un état sanitaire moyen et ont des petites écorces décollées et fissures sur petites branches. Ces habitats sont trop petits pour être exploités par la faune arboricole patrimoniale.



- ❖ Merisier 15 : Une fissure liée à un bris de branche. Cette fissure est ouverte vers le ciel et est donc très exposée aux intempéries. Elle ne présente qu'un intérêt mineur pour la faune patrimoniale arboricole.

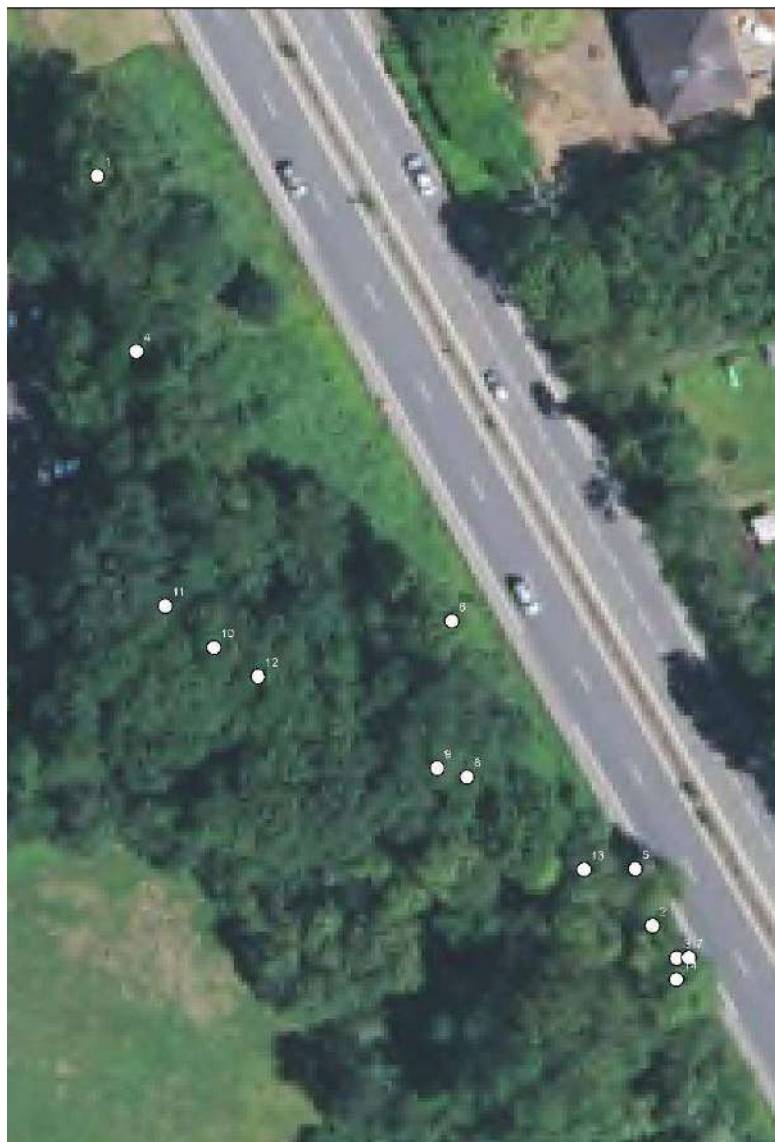
- ❖ Merisier 21 : Cet arbre présente une cavité de pied utilisée par du muscardin *Muscardinus avellinus* (reste de noisettes typiques de ce petit rongeur). **Cette espèce est protégée nationalement** et est inscrite sur les listes rouges nationales et régionales (Least concerned). La destruction de son habitat d'espèce devra faire l'objet de mesure compensatoire.

BILAN ZONES 1 bis ET 4

Un seul arbre présente un réel potentiel d'accueil de la faune arboricole (merisier n°21). Il serait préférable de le laisser sur pied. En cas d'abattage, il faudra faire un démontage malgré sa petite taille. En effet, la cavité de pied est remontante et il est difficile d'en estimer la hauteur. En outre l'abattage devra être réalisé à l'automne en présence d'un écologue.

Cet habitat d'espèces devra faire l'objet de compensation à proximité.

Zone 2 :



Cette zone est composée d'un mélange de feuillus parfois de grande taille, à proximité du terrain du Centre d'Initiation à la Nature et à l'environnement (CINE du Moulin) et est longée par le ruisseau le Dollerbaechlein. Le site est donc donc très accueillant pour la faune.

Les arbres ont été inspectés par grimpe.

Les résultats par tige sont à retrouver dans le tableau ci-après.

n_arbre	essence	observations
1	frêne	lierre
2	saule	1 cavité bouchée
3	saule	cavité
4	frêne	cavité
5	saule	amorces cavités
6	peuplier	lierre
7	saule	2 cavités (loir) non bouchées
8	chêne	fissures
9	chêne	fissures
10	frêne	cavité
11	frêne	lierre
12	frêne	lierre
13	saule	cavité
14	saule	cavité

- ❖ Frênes 1, 11 et 12 + peuplier 6 : arbres présentant de nombreux lierres. La période printanière est proscrite pour l'abattage de ces arbres en raison du fort potentiel d'accueil de la faune arboricole en cette saison.
- ❖ Saule 2 : une cavité de pic utilisée au printemps par des oiseaux (mésanges probables) et favorable à l'ensemble de la faune arboricole. Au moment du diagnostic, la cavité était vide (vérification à l'endoscope). Elle a été bouchée préventivement.



- ❖ Saules 3, 5, 13 et 14 + frênes 4 et 10 : cavités non développées (caries ou amorces de cavités de pics). Ces habitats ne sont pas favorables à la faune arboricole patrimoniale en l'état.

- ❖ Saule 7 : 2 cavités sur tronc probablement reliées. La cavité du bas était occupée par un Loir gris (*Glis glis*). **Cette espèce n'est pas protégée nationalement** mais elle est inscrite sur les listes rouges nationales et régionales (Least concerned).



- ❖ Chênes 8 et 9 : ces deux arbres présentent des fissures mais de très faible profondeur. Ces fissures ne constituent donc pas des habitats pour les espèces recherchées.

BILAN ZONE 2

Deux arbres présentent un réel potentiel d'accueil de la faune arboricole (saule 2 et 7).

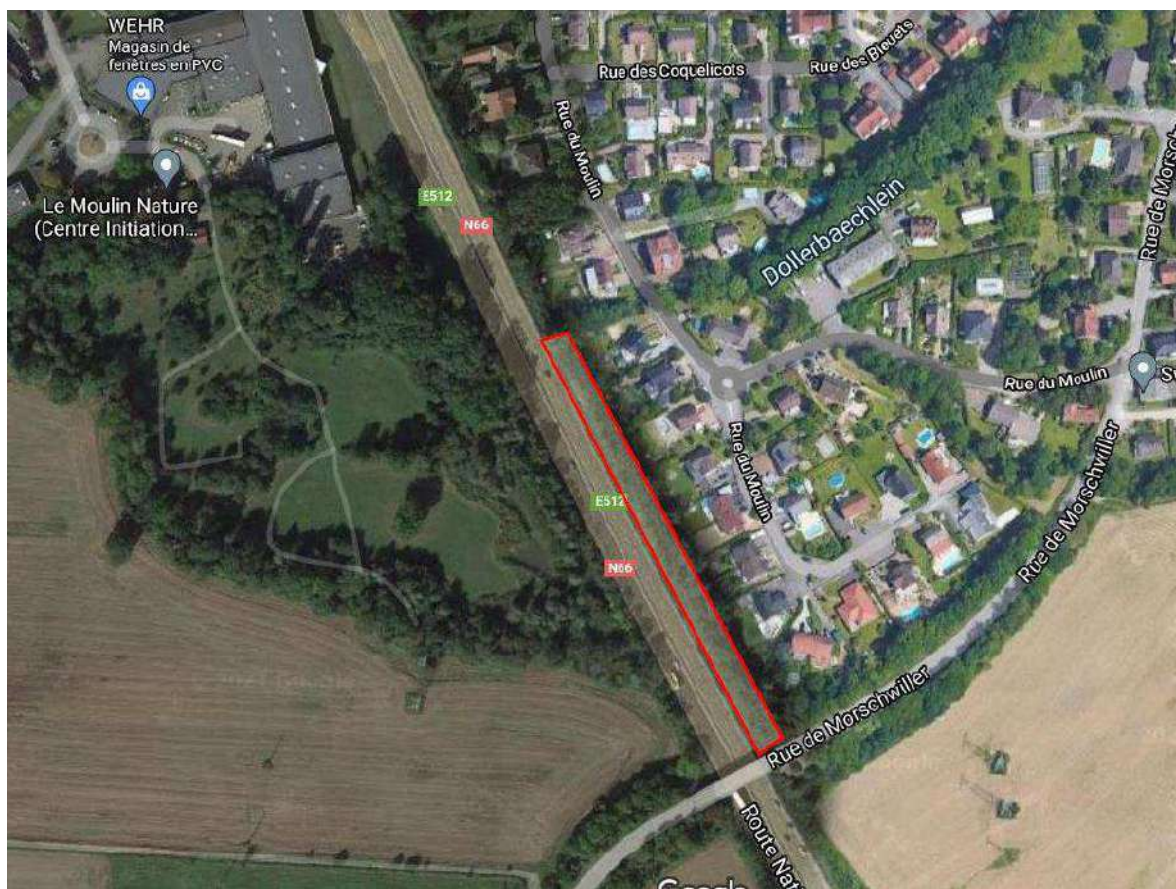
La cavité du saule 2 a été bouchée préventivement, aussi son abattage peut-il être réalisé sans contraintes.

En revanche, le saule 7 abritait un Loir gris au moment du diagnostic. L'abattage de cet arbre nécessitera des précautions particulières, d'autant que cette cavité est susceptible d'accueillir d'autres espèces. Le démontage par rétention en présence d'un écologue est absolument nécessaire. La période d'abattage idéale est en automne.

Le Loir gris n'est pas une espèce protégée, mais son habitat est fortement susceptible d'accueillir des espèces protégées. C'est pourquoi sa destruction ainsi que celle du saule 2 devront faire l'objet de compensation à proximité.

Les arbres à lierre ne devront pas être abattus au printemps en raison du fort potentiel d'accueil de la faune arboricole en cette saison.

Zone 3 :



Cette zone est composée d'arbres très jeunes et de quelques jeunes épicéas secs en bordure de propriété.

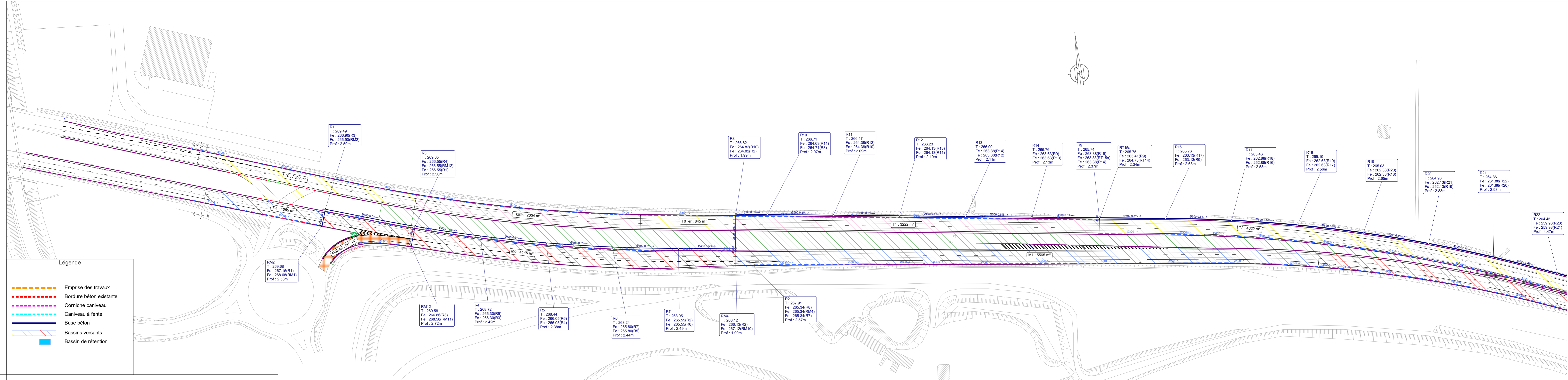
Ces arbres ont été inspectés uniquement depuis le sol.

BILAN ZONE 3

Aucun dendromicrohabitat favorable à la faune arboricole n'aucun indice de présence n'ont été noté sur ces arbres. Les buissons, bien que situés au bord d'une route très passante, sont favorables à la nidification de passereaux. Il serait préférable d'engager les travaux hors période de nidification (Mars à Juillet).

Agence études Grand Est
15, avenue de Strasbourg
68350 DIDENHEIM
03 89 46 03 28
stephane.oger@onf.fr





Maîtrise d'ouvrage
 DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE
 DES ROUTES DE L'EST (DIRE)
 10116 promenade des canaux
 BP 82120 - 54021 NANCY Cedex

RD1066 - PROTECTION DES CAPTAGES AEP DE MULHOUSE

PROJET MODIFICATIF (PRO)

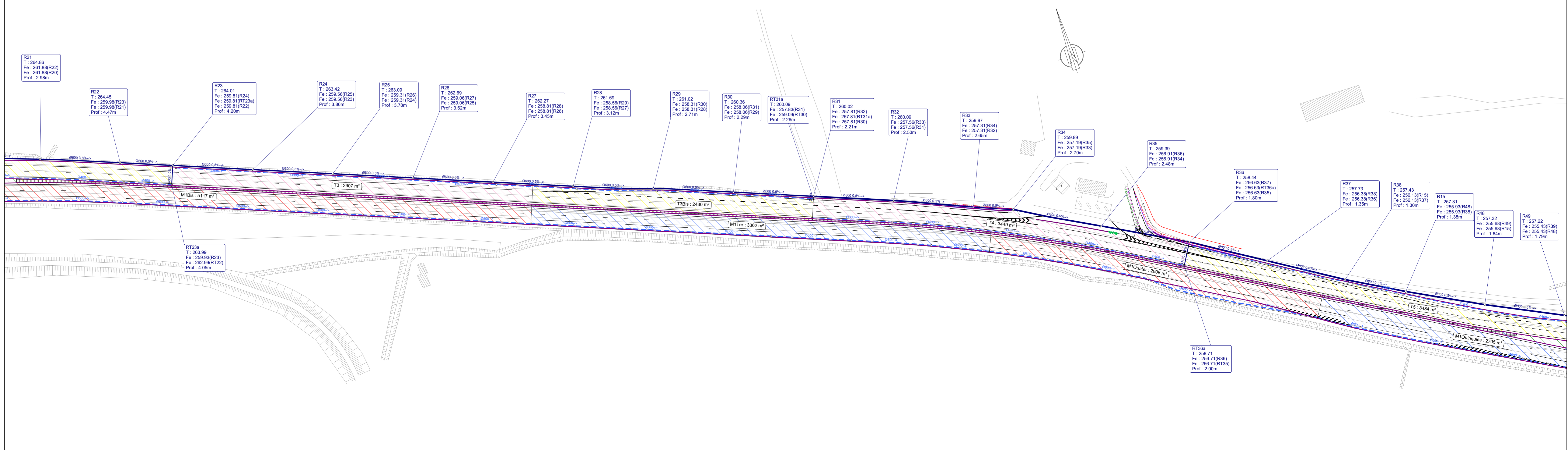
Plan d'assainissement Vue en plan 1/3

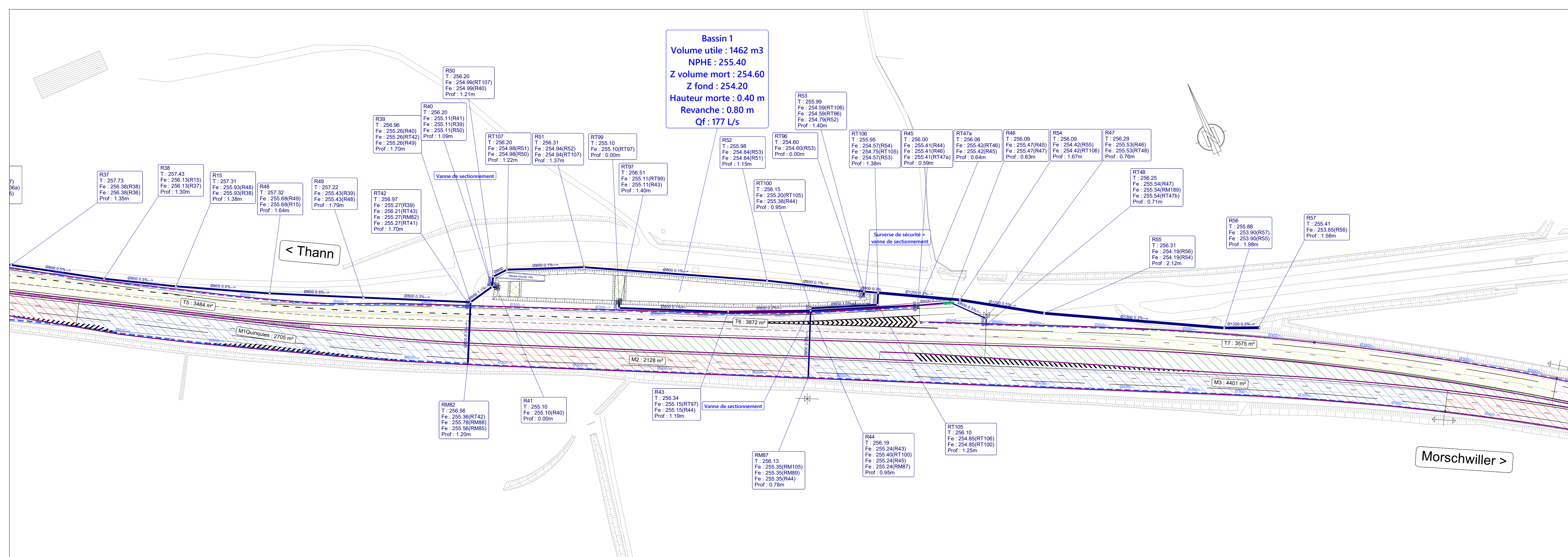
Indice	Date	Auteur	Contrôle	Observations
A	29/10/2021	J.SITTLER	J.BERTRAND	Création du document
B	07/03/2022	J.SITTLER	J.BERTRAND	Mise à jour générale
C	06/04/2022	J.BERTRAND	J.BERTRAND	Mise à jour

ECHELLE : 1/1000



VST200037 PRO EVT VP RN66 T5 P1 0000 VRD C





Maitrise d'ouvrage

DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE
 DES ROUTES DE L'EST (DIRE)
 10/16 promenade des canaux
 BP 82120 - 54021 NANCY Cedex

RD1066 - PROTECTION DES CAPTAGES AEP DE MULHOUSE

PROJET MODIFICATIF (PRO)

Plan d'assainissement Vue en plan 2/3

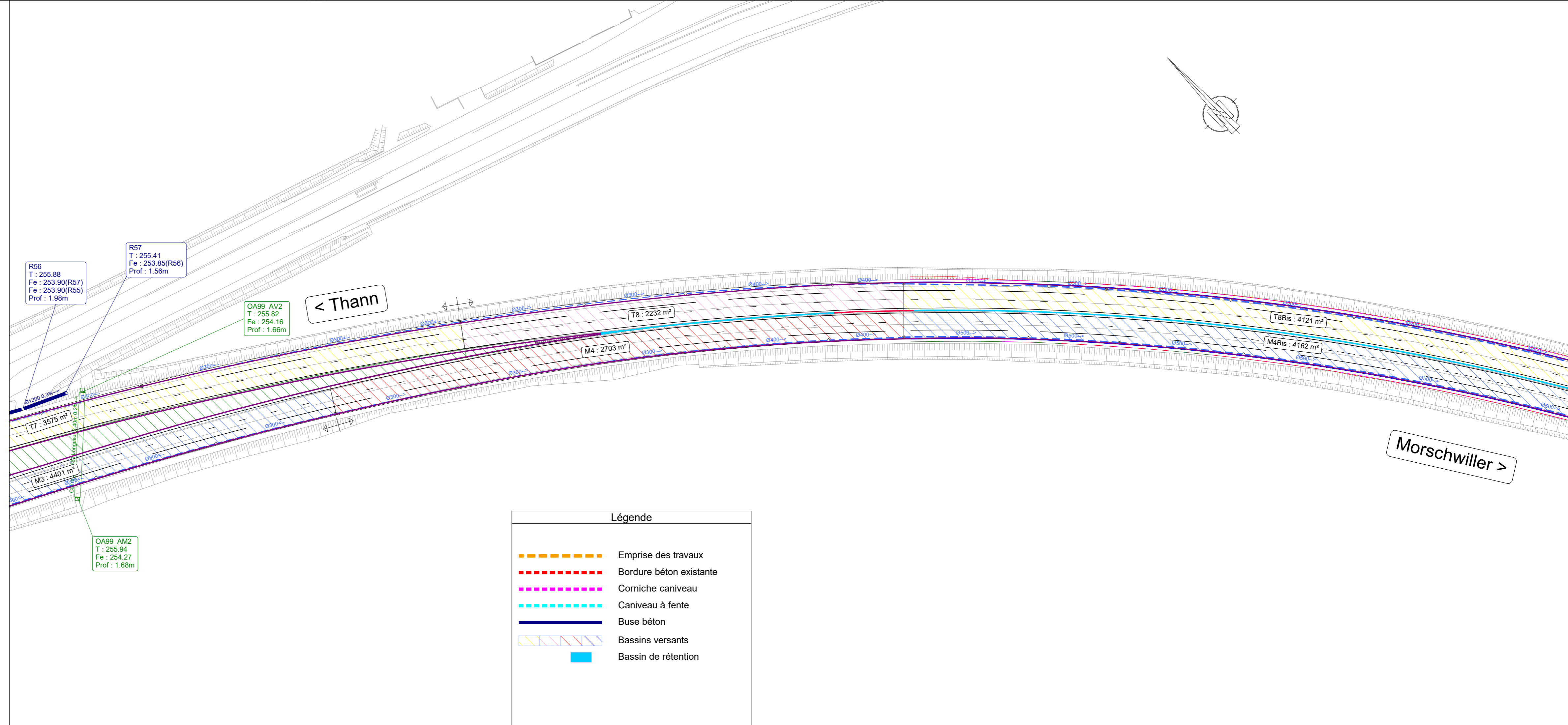
Indice	Date	Auteur	Contrôle	Observations
A	29/10/2021	J.SITTLER	J.BERTRAND	Création du document
B	07/03/2022	J.SITTLER	J.BERTRAND	Mise à jour générale
C	06/04/2022	J.BERTRAND	J.BERTRAND	Mise à jour

ECHELLE : 1/1000

EGIS VILLES ET TRANSPORTS
 Crystal Park - 1 avenue de l'Europe
 BP 50042- 67013 STRASBOURG Cedex

VST200037 | PRO | EVT | VP | RN66 | TS | P2 | 0000 | VRD | C

Affaire Phase Emetteur Type Ouvrage Secteur/Zone Niveau Numérotation Lot Ind



Légende

- Emprise des travaux
- Bordure béton existante
- Corniche caniveau
- Caniveau à fente
- Buse béton
- Bassins versants
- Bassin de rétention

RD1066 - PROTECTION DES CAPTAGES AEP DE MULHOUSE

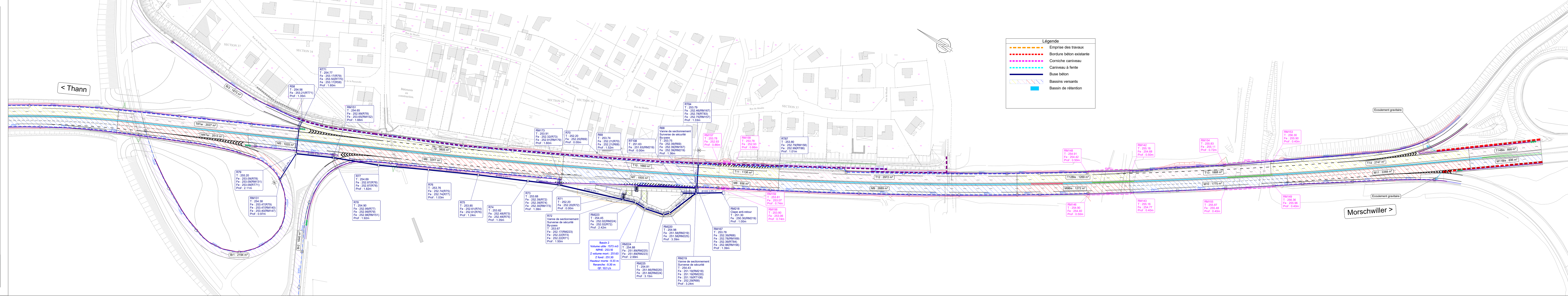
PROJET MODIFICATIF (PRO)

Plan d'assainissement

Vue en plan 3/3

Indice	Date	Auteur	Contrôle	Observations
A	29/10/2021	J. SITTLER	J. BERTRAND	Création du document
B	07/03/2022	J. SITTLER	J. BERTRAND	Mise à jour générale
C	05/04/2022	J. BERTRAND	J. BERTRAND	Mise à jour

ECHELLE : 1/1000



Légende

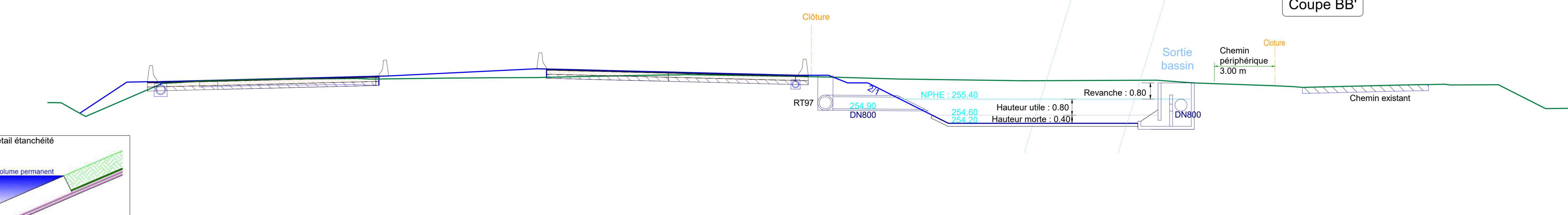
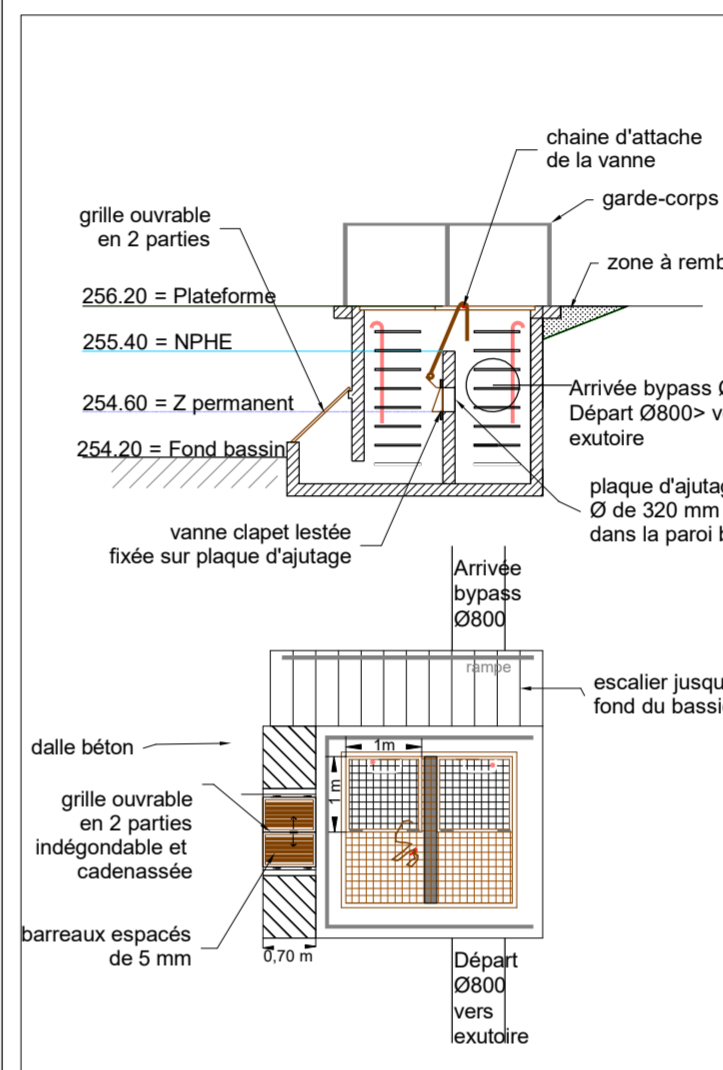
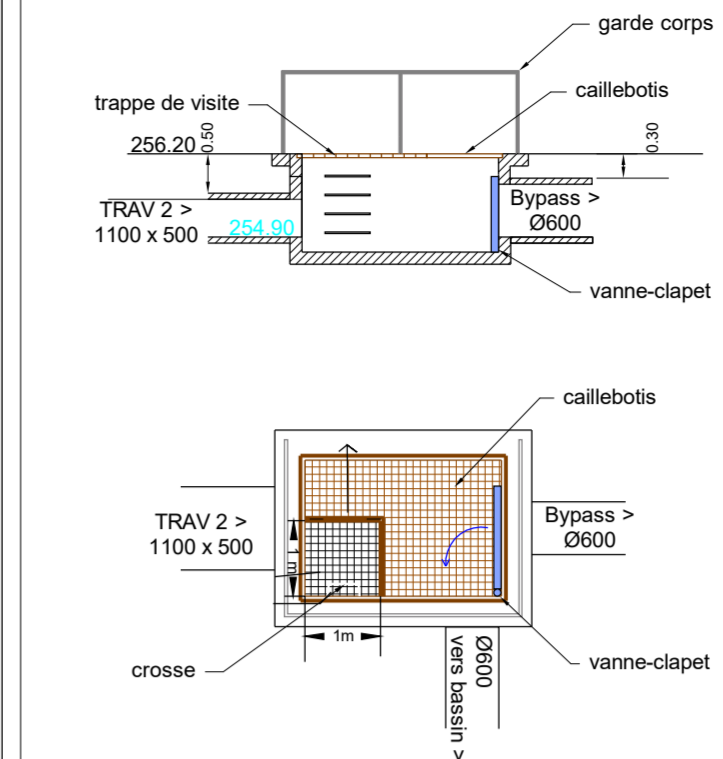
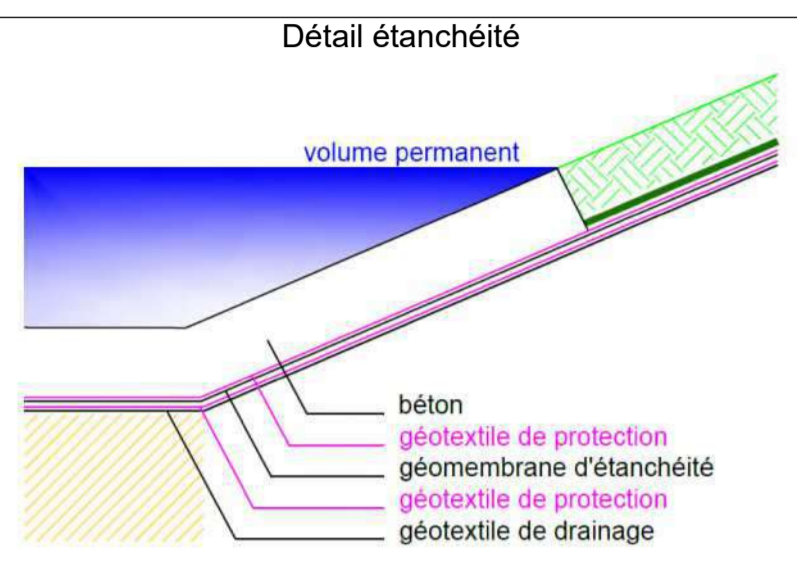
- Emprise des travaux
- Bordure béton existante
- Corniche caniveau
- Caniveau à fente
- Buse béton
- Bassins versants
- Bassin de rétention

< Thann

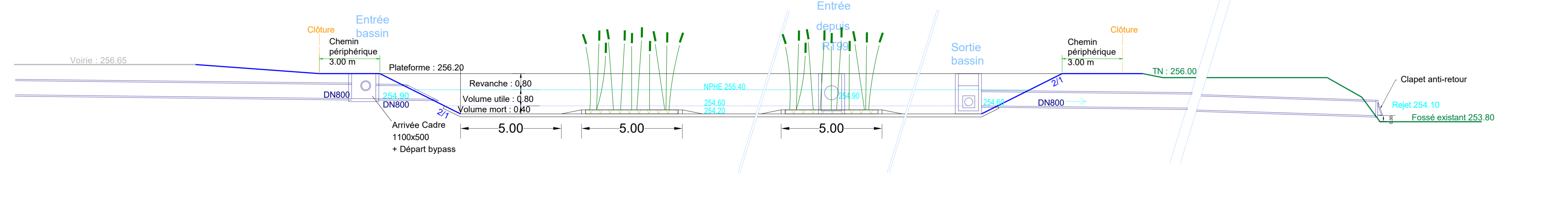
Morschwiller >

Coupe AA'

Coupe BB'



Coupe CC'



ALSACE
Collectivité européenne

DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE
DES ROUTES DE L'EST (DIRE)
10118 promenade des canaux
BP 82120 - 54021 NANCY Cedex

**RD1066 - PROTECTION
DES CAPTAGES AEP DE MULHOUSE**

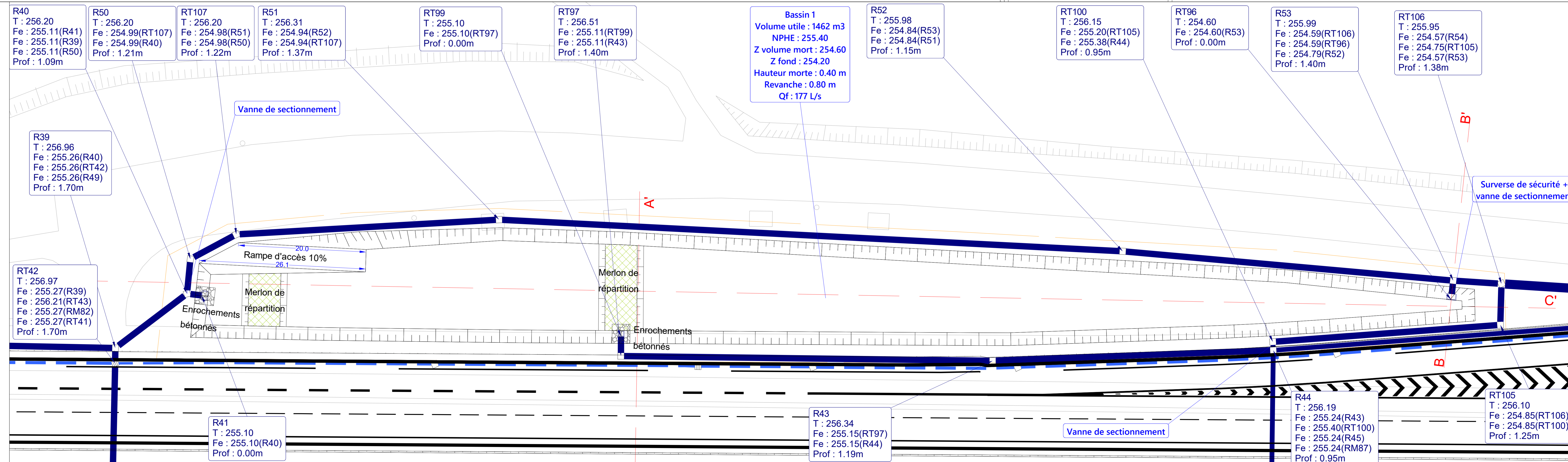
PROJET MODIFICATIF (PRO)

**Plan de détail
des bassins de rétention
- Bassin B1 -**

Indice	Date	Auteur	Contrôle	Observations
A	28/10/2021	J. SITTLER	J. BERTRAND	Création du document
C	05/04/2022	J. BERTRAND	J. BERTRAND	Mise à jour

egis
EGIS VILLES ET TRANSPORTS
Crystal Park - 1 avenue de l'Europe
BP 50042 - 67015 STRASBOURG Cedex

VST200037 PRO EVT VP RN66 TS P3 0000 VRD A



R40
T : 256.20
Fe : 255.11(R41)
Fe : 255.11(R39)
Fe : 255.11(R50)
Prof : 1.09m

R50
T : 256.20
Fe : 254.99(RT107)
Fe : 254.99(R40)
Prof : 1.21m

RT107
T : 256.20
Fe : 254.98(R51)
Fe : 254.98(R50)
Prof : 1.22m

R51
T : 256.31
Fe : 254.94(R52)
Fe : 254.94(RT107)
Prof : 1.37m

RT99
T : 255.10
Fe : 255.10(RT97)
Prof : 0.00m

RT97
T : 256.51
Fe : 255.11(RT99)
Fe : 255.11(R43)
Prof : 1.40m

Bassin 1
Volume utile : 1462 m3
NPHE : 255.40
Z volume mort : 254.60
Z fond : 254.20
Hauteur morte : 0.40 m
Revanche : 0.80 m
Qf : 177 L/s

R52
T : 255.98
Fe : 254.84(R53)
Fe : 254.84(R51)
Prof : 1.15m

RT100
T : 256.15
Fe : 255.20(RT105)
Fe : 255.38(R44)
Prof : 0.95m

RT96
T : 254.60
Fe : 254.60(R53)
Prof : 0.00m

R53
T : 255.99
Fe : 254.59(RT106)
Fe : 254.59(RT96)
Fe : 254.79(R52)
Prof : 1.40m

RT106
T : 255.95
Fe : 254.57(R54)
Fe : 254.75(RT105)
Fe : 254.57(R53)
Prof : 1.38m

R39
T : 256.96
Fe : 255.26(R40)
Fe : 255.26(R42)
Fe : 255.26(R49)
Prof : 1.70m

RT42
T : 256.97
Fe : 255.27(R39)
Fe : 256.21(RT43)
Fe : 255.27(RM82)
Fe : 255.27(RT41)
Prof : 1.70m

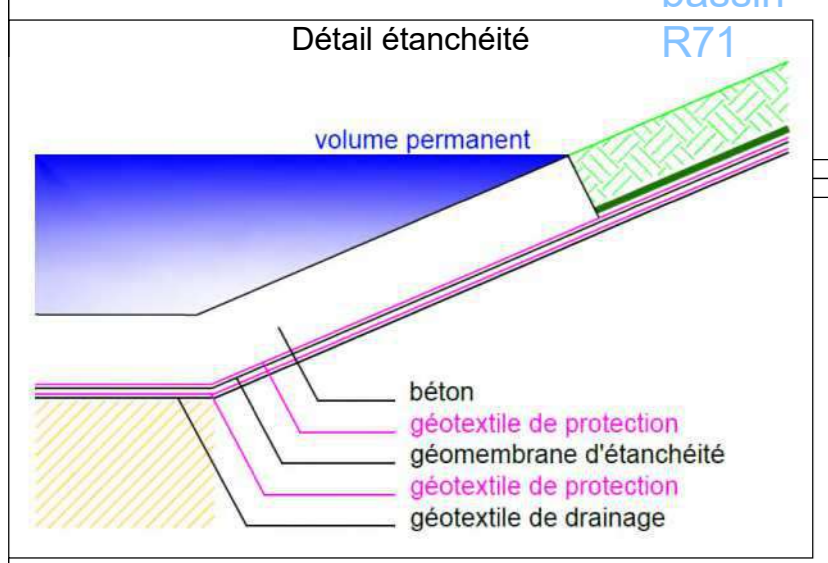
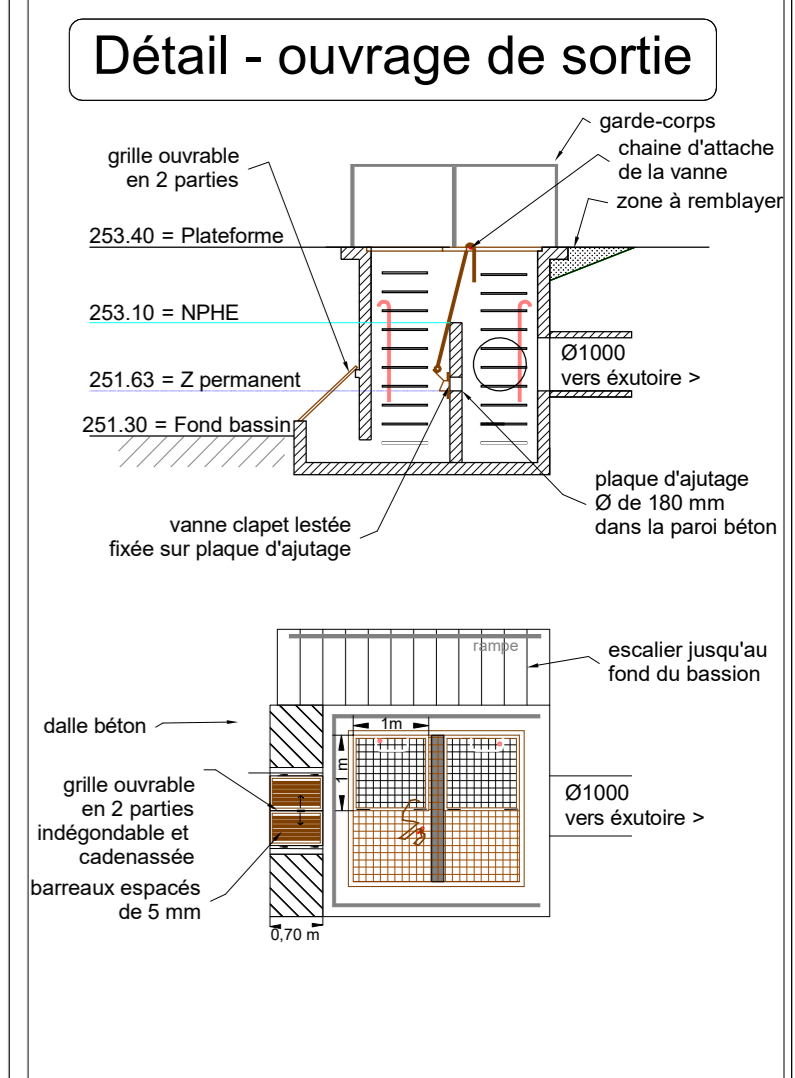
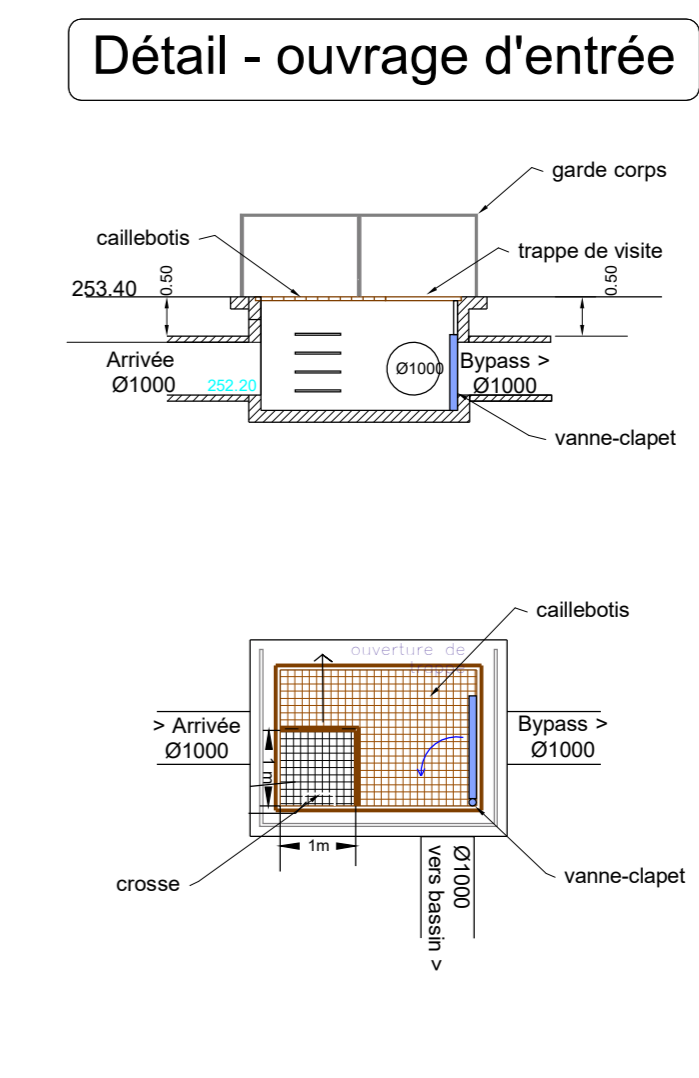
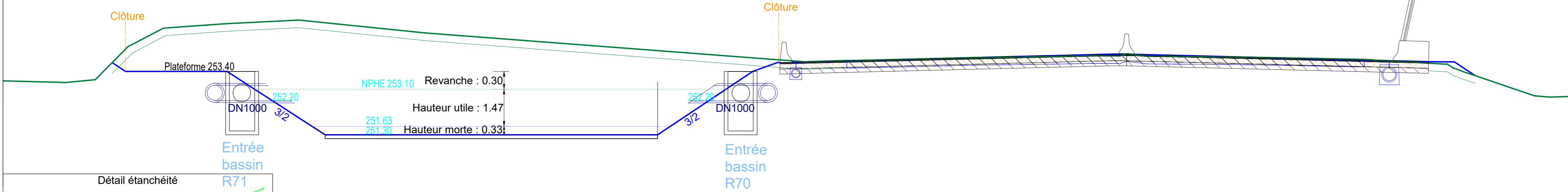
R41
T : 255.10
Fe : 255.10(R40)
Prof : 0.00m

R43
T : 256.34
Fe : 255.15(RT97)
Fe : 255.15(R44)
Prof : 1.19m

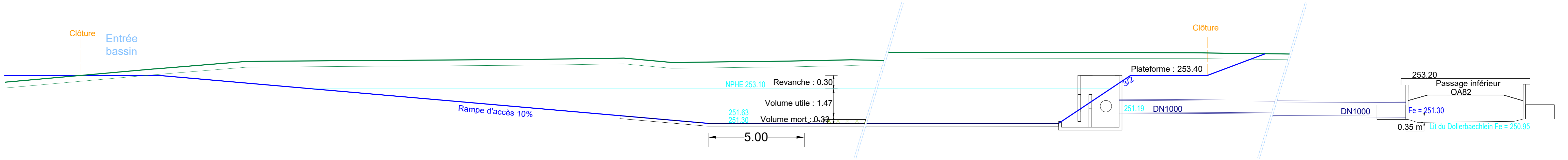
R44
T : 256.19
Fe : 255.24(R43)
Fe : 255.40(RT100)
Fe : 255.24(R45)
Fe : 255.24(RM87)
Prof : 0.95m

RT105
T : 256.10
Fe : 254.85(RT106)
Fe : 254.85(RT100)
Prof : 1.25m

Coupe AA'



Coupe BB'



DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE
DES ROUTES DE L'EST (DIRE)
10/16 promenade des canaux
BP 82120 - 54021 NANCY Cedex

**RD1066 - PROTECTION
DES CAPTAGES AEP DE MULHOUSE**

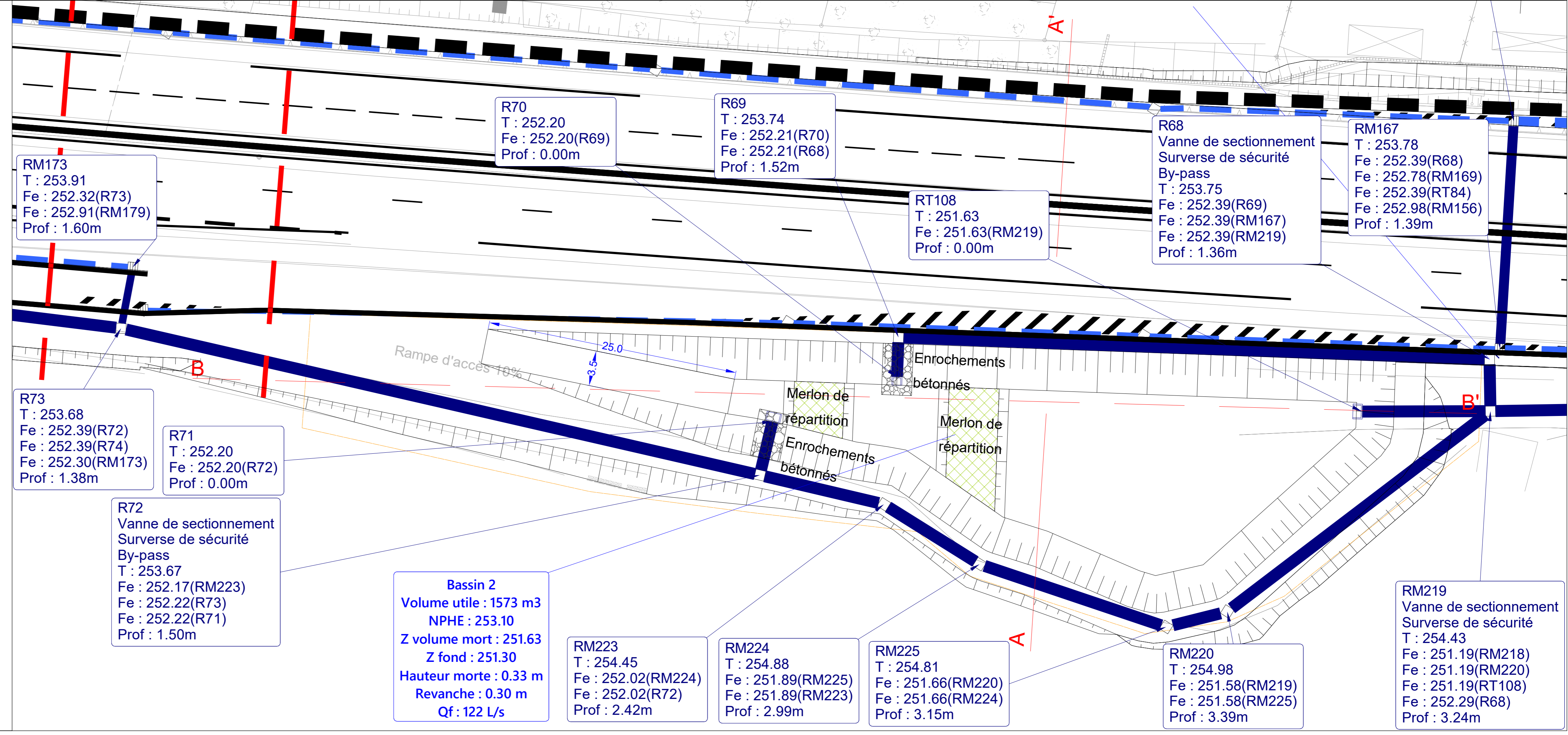
PROJET MODIFICATIF (PRO)

**Plan de détail
des bassins de rétention
- Bassin B2 -**

Indice	Date	Auteur	Contrôle	Observations
A	29/10/2021	J.SITTLER	J.BERTRAND	Création du document
B	07/03/2022	J.SITTLER	J.BERTRAND	mise à jour générale
C	10/03/2022	J.SITTLER	J.BERTRAND	Mise à jour du plan d'assainissement
D	05/04/2022	J.BERTRAND	J.BERTRAND	Mise à jour

ECHELLE : 1/250

egis		EGIS VILLES ET TRANSPORTS Crystal Park - 1 avenue de l'Europe BP 50042- 67013 STRASBOURG Cedex	
VST200037	PRO	EVT	VP
Affaire	Phase	Emetteur	Type
0000	P2	0000	VRD
Numérotation	Phase	Planche	Lot



Bassin 2
Volume utile : 1573 m3
NPHE : 253.10
Z volume mort : 251.63
Z fond : 251.30
Hauteur morte : 0.33 m
Revanche : 0.30 m
Qf : 122 L/s

RM223
T : 254.45
Fe : 252.02(RM224)
Fe : 252.02(R72)
Prof : 2.42m

RM224
T : 254.88
Fe : 251.89(RM225)
Fe : 251.89(RM223)
Prof : 2.99m

RM225
T : 254.81
Fe : 251.66(RM220)
Fe : 251.66(RM224)
Prof : 3.15m

RM220
T : 254.98
Fe : 251.58(RM219)
Fe : 251.58(RM225)
Prof : 3.39m

RM219
Vanne de sectionnement
Surverse de sécurité
T : 254.43
Fe : 251.19(RM218)
Fe : 251.19(RM220)
Fe : 251.19(RT108)
Fe : 252.29(R68)
Prof : 3.24m

**RD1066 – PROTECTION DES CAPTAGES AEP DE MULHOUSE
– PROJET – ASSAINISSEMENT LONGITUDINAL
– FICHES OUVRAGES DE RETENTION**

10 Mars 2022



Bassin 1

HYDROLOGIE & BASSIN VERSANT ROUTIER

Coefficients de Montana Pluie 10 ans. 30 à 180 min		Bassin versant routier	Débits de fuite
a	12.83	Sa projet	$Q_{10} BV_{ini} =$ 1763 l/s
b	0.81	6.36 ha	$Q_2 BV_{ini} =$ 1058 l/s
			$Q_{max} (DLE) =$ 235 l/s

CARACTERISTIQUES DU BASSIN VERSANTS ET COTES ALTIMETRIQUES

Altimétrie		Géométrie du bassin	Orifice de sortie
Cote plateforme	256.20 NGF	largeur miroir	\varnothing sortie
Cote entrée	255.10 NGF	longueur miroir	290 mm ✓
Cote NPHE	255.40 NGF	Surface miroir	S sortie
		Rapport L/l > 6	0.066 m ²
Hauteur revanche	0.80 m	Pente talus (H/V)	H sur vidange
Hauteur utile	0.80 m	2/1	$Q_{fuite} =$ 147 l/s ✓
Hauteur morte	0.40 m	V_{utile}	$H_{PA} =$ 0.26 m
		1462 m³	$Q_{fuite PA} =$ 92 l/s
		V_{mort}	
		547 m³	
Cote sortie bassin	254.60 NGF		
Cote fond bassin	254.20 NGF		
Cote rejet	254.10 NGF		

VERIFICATION DU DIMENSIONNEMENT SELON LES 3 THEMATIQUES

1-Pollution accidentelle		2-Pollution chronique		3-Ecrêtement des débits	
t_{pluie}	120 min	t_{pluie}	60 min	$Q_s =$	8 mm/h
V_{PA}	50 m ³	$V_{sédimentation}$	1 m/h	$\Omega =$	1.10
$i_2 =$	0.16 mm/min	$Q_{fuite} =$	0.147 m ³ /s	$V_{stockage\ minimum} =$	1454 m³ ✓
$h =$	19 mm	$Q_2 (SETRA) =$	0.301 m ³ /s		
$V_{stockage\ minimum} =$	1290 m³ ✓	$S_{minimum} =$	684 m² ✓		
$t_{intervention} =$	50 min ✓	$V_H =$	0.028 m/s ✓		

Le volume de la pluie décennale (1462 m³) étant le plus contraignant, c'est celui-ci qui est retenu pour le dimensionnement du bassin

Bassin 2

HYDROLOGIE & BASSIN VERSANT ROUTIER

Coefficients de Montana Pluie 10 ans. 30 à 180 min		Bassin versant routier	Débits de fuite
a	12.83	Sa projet	6.53 ha
b	0.81		
			$Q_{10} BV_{ini} = 1809 \text{ l/s}$ $Q_2 BV_{ini} = 1086 \text{ l/s}$ $Q_{max} (DLE) = 126 \text{ l/s}$

CARACTERISTIQUES DU BASSIN VERSANTS ET COTES ALTIMETRIQUES

Altimétrie		Géométrie du bassin	Orifice de sortie
Cote plateforme	253.40 NGF	largeur miroir	Ø sortie 220 mm ✓
Cote entrée	252.20 NGF	longueur miroir	S sortie 0.038 m ²
Cote NPHE	253.10 NGF	Surface miroir	H sur vidange 1.36 m
			$Q_{fuite} = 122 \text{ l/s}$ ✓
Hauteur revanche	0.30 m	Pente talus	3/2
Hauteur utile	1.47 m	V_{utile}	1573 m ³
Hauteur morte	0.33 m	V_{mort}	455 m ³
			2028 m ³
Cote sortie bassin	251.63 NGF		$H_{PA} = 0.63 \text{ m}$
Cote fond bassin	251.30 NGF		$Q_{fuite PA} = 83 \text{ l/s}$
Cote rejet	250.30 NGF		

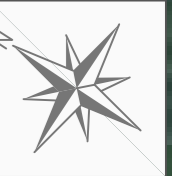
VERIFICATION DU DIMENSIONNEMENT SELON LES 3 THEMATIQUES

1-Pollution accidentelle		2-Pollution chronique		3-Ecrêtement des débits	
t_{pluie}	120 min	t_{pluie}	60 min	$Q_s =$	7 mm/h
V_{PA}	50 m ³	$V_{sédimentation}$	1 m/h	$\Omega =$	1.10
$i_2 =$	0.16 mm/min	$Q_{fuite} =$	0.122 m ³ /s		
$h =$	19 mm	$Q_2 (SETRA) =$	0.309 m ³ /s		
$V_{stockage\ minimum}$	1322 m ³ ✓	$S_{minimum} =$	638 m ² ✓	$V_{stockage\ minimum}$	1570 m ³ ✓
$t_{intervention}$	46 min ✓	$V_H =$	0.029 m/s ✓		

Le volume de la pluie décennale (1220 m³) étant le plus contraignant, c'est celui-ci qui est retenu pour le dimensionnement du bassin

RD 1066

Protection des captages et mur anti-bruit Lutterbach



Point haut (P1)
assainissement

Chaussée direction
Morschwiller-le-Bas

station Total

refuge

bassin 1

Point bas (P22)
assainissement

Point haut (P26-1)
assainissement

Chaussée direction
Thann

RD 1066

buse ovoïde remplacée par cadre carré 2x2m intérieur

OA 99

Légende:

- █ dispositifs de retenue
- █ mur anti-bruit
- █ ouvrage d'art avec travaux majeurs
- █ ouvrage d'art sans travaux majeurs
- █ refuge
- █ } nouvel assainissement
- █ } nouvel assainissement
- nouveaux bassins
- > sens d'écoulement dont la couleur correspond à celle du bassin à réaliser

passerelle rue de la Savonnerie

refuge

Point bas (P51)
assainissement

bassin 2

OA 82

Dollerbaechlein
tablier nord à élargir

refuge

OA 54
Kanalgraben

passage supérieur rue de Morschwiller-le-Bas

OA 98
Doller

A 36



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère chargé de
l'environnement

Demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale

Article R. 122-3 du code de l'environnement



N° 14734*03

*Ce formulaire sera publié sur le site internet de l'autorité environnementale
Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative*

Cadre réservé à l'autorité environnementale

Date de réception :

Dossier complet le :

N° d'enregistrement :

1. Intitulé du projet

Mise en conformité des équipements de la RN66 sur l'agglomération mulhousienne, entre les PR37+800 (échangeur des Coteaux) et PR33 (échangeur Wittelsheim RN66-RD19 partiellement compris) vis à vis de la protection de la ressources en eau.

2. Identification du (ou des) maître(s) d'ouvrage ou du (ou des) pétitionnaire(s)

2.1 Personne physique

Nom

Prénom

2.2 Personne morale

Dénomination ou raison sociale

Collectivité Européenne d'Alsace

Nom, prénom et qualité de la personne
habilitée à représenter la personne morale

Arnaud CLEMENS, Directeur général Adjoint Infrastructures, Mobilités durables et
Transition écologiques

RCS / SIRET

2 0 0 0 9 4 3 3 2 0 0 0 1 8

Forme juridique

collectivité territoriale

Joignez à votre demande l'annexe obligatoire n°1

3. Catégorie(s) applicable(s) du tableau des seuils et critères annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement et dimensionnement correspondant du projet

N° de catégorie et sous-catégorie	Caractéristiques du projet au regard des seuils et critères de la catégorie (Préciser les éventuelles rubriques issues d'autres nomenclatures (ICPE, IOTA, etc.))
6 a)	Élargissement de la chaussée pour la création et uniformisation d'une Bande d'Arrêt d'Urgence de 3m et modifier le dispositif de collecte et de retenue des eaux pluviales, et compléter les dispositifs de retenue des véhicules.

4. Caractéristiques générales du projet

Doivent être annexées au présent formulaire les pièces énoncées à la rubrique 8.1 du formulaire

4.1 Nature du projet, y compris les éventuels travaux de démolition

Les modifications envisagées dans ce secteur sont :

- > mise en place d'un système de collecte et de traitement avant rejet des eaux de ruissellement pour une surface active de voirie de 12.6 ha,
- > élargissement des plateformes existantes dans le but, d'une part de mettre en place des dispositifs de retenue pour éviter le déversement de matières polluantes dans le TPC et en dehors de l'infrastructure, d'autre part de généraliser la création de bandes d'arrêt d'urgence,
- > traitement d'un point noir bruit par l'intégration de protections phoniques en rive de la commune de Lutterbach.

4.2 Objectifs du projet

Dans une logique d'amélioration des conditions de protection des captages et de modernisation des itinéraires (PDMI 2009/2014), le maître d'ouvrage réalise les études PRO pour la mise en conformité des équipements d'assainissement existants de la RN66: mise en place d'un collecteur étanche en bordure de plateforme routière, confinement et traitement des eaux dans des bassins de rétention.

Dans un même temps, le projet consiste à améliorer la sécurité par la mise en place de dispositifs de retenue continus, la création de bandes d'arrêt d'urgence, ainsi que et de dispositifs de refuges sur ce tronçon de la RN66.

4.3 Décrivez sommairement le projet

4.3.1 dans sa phase travaux

La durée du chantier est estimée à 12 mois répartie a priori sur deux voire trois ans. Une première phase consiste dans la réalisation des bassins de traitement afin de satisfaire aux contraintes de rejet des eaux pluviales en milieu sensible.

Il est prévue la création de 4 bassins de rétention au droit des points bas du profil en long, 2 bassins à ciel ouvert (B1 et B2) et 2 bassins en béton (B3 et B4). Les travaux comprendront par ailleurs la démolition du bassin béton existant remplacé par B4.

Le principe d'assainissement longitudinal est le suivant:

- > Mise en place de collecteur étanche et caniveau à fente en bordure de plateforme routière,
- > Confinement, traitement et écrêtement des eaux dans des bassins routiers situés en point bas.

Il sera posé des corniches caniveaux sur les passages inférieurs existants, permettant ainsi de passer en assainissement superficiel sur la totalité du linéaire entre l'A36 et les nouveaux bassins en béton.

Il est envisagée également la construction d'un mur antibruit en rive de la RN66 sur tout le linéaire entre les échangeurs de Lutterbach et l'A36 : aménagement d'un écran acoustique sur GBA élargie d'une hauteur entre 2,5 et 3m permettant de garantir une isolation phonique supérieure à celle existante. Les excédents de déblais des travaux serviront à ajuster la continuité de la protection acoustique entre le mur et le merlon actuel. Les travaux du mur antibruit interviendront à la fin de la première année de travaux après le terrassement du bassin à cet endroit.

Il sera créé 2 refuges situés entre le passage supérieur Rue de Morschwiller et l'échangeur de l'A35 d'une dimension de 3,80m de large maximum sur 100m de long.

Compte tenu de la proximité du trafic intense décrite précédemment, la protection du chantier devra être haute et la séparation bien étanche entre zones de chantiers et circulation des usagers : il sera procédé à des neutralisations de voies et des basculements de la circulation pour les autres travaux.

4.3.2 dans sa phase d'exploitation

La réalisation du projet ne réduit pas la visibilité sur la section courante de la route ni sur les échangeurs.

L'élargissement des bandes d'arrêt d'urgence et l'aménagement de 2 refuges vont dans le sens d'une amélioration de la sécurité. des mesures d'entretien et de nettoyage des dispositifs d'assainissement sont prévus par l'exploitant: inspection des regards de visite des collecteurs souterrains, curage des caniveaux, visite des bassins après chaque gros orage et contrôle des capacités hydrauliques/étanchéité tous les 3 à 5 ans après mise en service.

4.4 A quelle(s) procédure(s) administrative(s) d'autorisation le projet a-t-il été ou sera-t-il soumis ?

La décision de l'autorité environnementale devra être jointe au(x) dossier(s) d'autorisation(s).

Déclaration au titre de la législation sur l'eau en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'Environnement

Dossier d'évaluation des incidences Natura 2000 conformément à l'article R.414-23 du Code de l'Environnement

4.5 Dimensions et caractéristiques du projet et superficie globale de l'opération - préciser les unités de mesure utilisées

Grandeurs caractéristiques	Valeur(s)
Linéaire de voirie concernée	4270 m
Élargissement des BAU en majorité par diminution du terre-plein central	largeur 3,3 m
Création de 4 zones de refuge	1200 m ²
Création de 4 bassins de rétention	2800 m ²

4.6 Localisation du projet

Adresse et commune(s) d'implantation

Communes concernées: Lutterbach, Wittelsheim et Reiningue.

RN66, sur l'agglomération mulhousienne, entre les PR38+200 (échangeur des Coteaux) et PR33 (échangeur Wittelsheim RN66-RD19 partiellement compris)

Coordonnées géographiques¹

Long. ___° ___' ___" ___ Lat. ___° ___' ___" ___

Pour les catégories 5° a), 6° a), b) et c), 7° a), b) 9° a), b), c), d), 10°, 11° a) b), 12°, 13°, 22°, 32°, 34°, 38° ; 43° a), b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement :

Point de départ :

Long. 7 ° 16 ' 32 " E Lat. 47 ° 44 ' 50 " N

Point d'arrivée :

Long. 7 ° 13 ' 43 " E Lat. 47 ° 46 ' 20 " N

Communes traversées :

Lutterbach, Wittelsheim, et Reiningue

Joignez à votre demande les annexes n° 2 à 6

4.7 S'agit-il d'une modification/extension d'une installation ou d'un ouvrage existant ?

Oui

Non

4.7.1 Si oui, cette installation ou cet ouvrage a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

Oui

Non

4.7.2 Si oui, décrivez sommairement les différentes composantes de votre projet et indiquez à quelle date il a été autorisé ?

¹ Pour l'outre-mer, voir notice explicative

5. Sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée

Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive CARMEN, disponible sur le site de chaque direction régionale.

Le site Internet du ministère en charge de l'environnement vous propose, dans la rubrique concernant la demande de cas par cas, la liste des sites internet où trouver les données environnementales par région utiles pour remplir le formulaire.

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/Laquelle ?
Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	ZNIEFF de type 1 : Forêts, marais et landes du Rothmoos, à Richwiller, Lutterbach et Wittelsheim ZNIEFF de type 1 : Cours, boisement et prairies humides de la Doller, de sa source à Mulhouse
En zone de montagne ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone couverte par un arrêté de protection de biotope ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Sur le territoire d'une commune littorale ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La réserve naturelle régionale "Marais et Landes du Rothmoos et des Silbermaettle" se situe à 350m au Nord-Est.
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement des infrastructures de l'État dans le HAUT-RHIN 3ème échéance 2018-2023.
Dans un bien inscrit au patrimoine mondial ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet est concerné par la proximité de zones humides remarquables du SDAGE Rhin Meuse: Anciennes gravières de Reiningue et étangs de pêche de Pfastatt (68_AQUA_0037) à moins de 100m - Lit majeur de la Doller : prairies et forêts alluviales (68_AQUA_0193) à 150 m. Le projet traverse une zone humide remarquable linéaire: Basse Doller de Lauw à Lutterbach.

Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ? Si oui, est-il prescrit ou approuvé ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	PPRI de la Doller approuvé le 30/04/2014
Dans un site ou sur des sols pollués ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone de répartition des eaux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	périmètre de protection rapprochée des captages de la ville de Mulhouse (arrêté préfectoral du 15.05.1997, du 23.04.2010 complémentaire à l'AP du 17.04.1978 et du 17.04.1978 modifié le 02.12.2014)
Dans un site inscrit ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Le projet se situe-t-il, dans ou à proximité :	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site Natura 2000 ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet traverse le site Natura 2000 ZSC Vallée de la Doller (FR4201810)
D'un site classé ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

6. Caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine au vu des informations disponibles

6.1 Le projet envisagé est-il **susceptible** d'avoir les incidences notables suivantes ?

Veillez compléter le tableau suivant :

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? <i>Appréciez sommairement l'impact potentiel</i>
Ressources	Engendre-t-il des prélèvements d'eau ? Si oui, dans quel milieu ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il excédentaire en matériaux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il déficitaire en matériaux ? Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Milieu naturel	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les travaux suivants sont susceptibles d'entraîner des dégradations de la biodiversité: > élargissement de la chaussée existante > travaux d'aménagement des bassins de rétention > abattage des arbres existants.
	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les travaux d'aménagement des bassins de rétention sont situés en limite du périmètre du site Natura 2000 et le rejet des eaux traitées se fait dans le Dollerbaechlein lui-même (habitat du site Natura 2000). Un débroussaillage sera cependant nécessaire aux dégagements des emprises et à la bonne circulation des véhicules autour du bassin. Pour la partie de la voirie située dans la zone Natura 2000, l'opération envisagée est le remplacement sur place des collecteurs existants: aucune modification des emprises envisagée. Les nuisances seront provoquées par l'installation temporaire du chantier (remplacements des collecteurs et la création de bassins). Ces nuisances se traduiront principalement par le dégagement de poussières et bruits.

	Est-il susceptible d'avoir des incidences sur les autres zones à sensibilité particulière énumérées au 5.2 du présent formulaire ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Des zones humides potentielles sont listées à proximité de la RN66 : les terrassements pour la mise en place des bassins de rétention et élargissement de la chaussée peuvent engendrer un impact sur ces zones humides.
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Risques	Est-il concerné par des risques technologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des risques naturels ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Risques inondation de la Doller, PPRI de la Doller: zonage réglementée Présence des bassins de rétention dans la zone réglementée bleue foncée.
	Engendre-t-il des risques sanitaires ? Est-il concerné par des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	
Nuisances	Engendre-t-il des déplacements/des trafics	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Il s'agit d'une route existante. Le projet ne crée pas de trafic en lui-même. Une étude de trafic sur la RN66 a été réalisé par le CEREMA en 2016 et apporte les hypothèses de trafic suivantes: > trafic en 2016 = 40 304 véhicules par jour dont 8.4 % de PL, > trafic en 2036 = 45 000 véhicules par jour dont 7,2 % de PL.
	Est-il source de bruit ? Est-il concerné par des nuisances sonores ?	<input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	Le projet prévoit: > La mise en place d'environ 100 mètres d'écran acoustique de 2,5 à 3m au niveau du bassin B4, > La mise en place d'une protection plus complète entre la rue de Morschwiller et la passerelle de la Savonnerie (environ 490 mètres d'écran), > L'isolation de façades de deux habitations.

	<p>Engendre-t-il des odeurs ?</p> <p>Est-il concerné par des nuisances olfactives ?</p>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	<p>Engendre-t-il des vibrations ?</p> <p>Est-il concerné par des vibrations ?</p>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	<p>Engendre-t-il des émissions lumineuses ?</p> <p>Est-il concerné par des émissions lumineuses ?</p>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Emissions	<p>Engendre-t-il des rejets dans l'air ?</p>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	<p>Engendre-t-il des rejets liquides ?</p> <p>Si oui, dans quel milieu ?</p>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	<p>Engendre-t-il des effluents ?</p>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le projet consiste à mettre en place des réseaux étanches en bordure de la RN66. Ces réseaux seront dirigés vers des ouvrages de traitement situés le long de la RN66 : création de 4 nouveaux bassins de retenue étanches et rejet des eaux traitées à débit limité dans le Dollerbaechlein.</p>
	<p>Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?</p>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>La phase chantier engendrera des déchets inertes (fraisâts d'enrobés, produits de terrassements, etc) mais ils seront valorisables.</p>

Patrimoine / Cadre de vie / Population	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements), notamment l'usage du sol ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

6.2 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets existants ou approuvés ?

Oui Non Si oui, décrivez lesquelles :

6.3 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontière ?

Oui Non Si oui, décrivez lesquels :

6.4 Description, le cas échéant, des mesures et des caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (pour plus de précision, il vous est possible de joindre une annexe traitant de ces éléments) :

Mesures prévus : la modification du type de collecteurs prévus (car l'état actuel est en mode diffus), la réduction du nombre de bassins de 5 à 4, et la modification des débits de fuite de rejet dans le milieu après traitement, vont dans le sens d'une amélioration générale des incidences sur l'environnement et notamment la protection des captages AEP.

L'amélioration de l'état actuel du site se décline en un aspect qualitatif (réduction de la pollution de l'eau se rejetant vers le milieu naturel) et un aspect quantitatif (diminution des débits de fuite des eaux provenant des bassins versants routiers).

Les bassins projetés n°2 et 3 seront construits en limite de la zone NATURA 2000. Des mesures sont prises pendant les phases de travaux et d'exploitation pour supprimer ou réduire au maximum les impacts et nuisances du bassin sur la zone naturelle : limitation de l'emprise des travaux, pas de stockage des matériaux, phasage du chantier en évitant les périodes sensibles de la faune.

Le projet améliore également la situation en termes de nuisances sonores car il va supprimer un point noir bruit grâce aux aménagements prévus (mus anti-bruit, isolation de façades).

7. Auto-évaluation (facultatif)

Au regard du formulaire rempli, estimez-vous qu'il est nécessaire que votre projet fasse l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'il devrait en être dispensé ? Expliquez pourquoi.

Le projet ne va engendrer que peu de nuisances qui seront bien maîtrisées, mais surtout va améliorer l'état actuel qualitatif et quantitatif au vue de la mise en place d'un dispositif d'assainissement conforme à débit limité, de la mise en place d'une protection acoustique. La conception du projet a permis d'élargir la plateforme routière par l'intérieur limitant au maximum les terrassements à l'extérieur pouvant impactés le milieu naturel.

La conception du projet a été abordé de façon à limiter les impacts négatifs, c'est pourquoi ce projet peut être dispensé d'une évaluation environnementale.

8. Annexes

8.1 Annexes obligatoires

Objet		
1	Document CERFA n°14734 intitulé « informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire » - non publié ;	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Un plan de situation au 1/25 000 ou, à défaut, à une échelle comprise entre 1/16 000 et 1/64 000 (Il peut s'agir d'extraits cartographiques du document d'urbanisme s'il existe) ;	<input checked="" type="checkbox"/>
3	Au minimum, 2 photographies datées de la zone d'implantation, avec une localisation cartographique des prises de vue, l'une devant permettre de situer le projet dans l'environnement proche et l'autre de le situer dans le paysage lointain ;	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Un plan du projet <u>ou</u> , pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux catégories 5° a), 6°a), b) et c), 7°a), b), 9°a), b), c), d), 10°, 11°a), b), 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement un projet de tracé ou une enveloppe de tracé ;	<input checked="" type="checkbox"/>
5	Sauf pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux 5° a), 6°a), b) et c), 7° a), b), 9°a), b), c), d), 10°, 11°a), b), 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement : plan des abords du projet (100 mètres au minimum) pouvant prendre la forme de photos aériennes datées et complétées si nécessaire selon les évolutions récentes, à une échelle comprise entre 1/2 000 et 1/5 000. Ce plan devra préciser l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que les canaux, plans d'eau et cours d'eau ;	<input type="checkbox"/>
6	Si le projet est situé dans un site Natura 2000, un plan de situation détaillé du projet par rapport à ce site. Dans les autres cas, une carte permettant de localiser le projet par rapport aux sites Natura 2000 sur lesquels le projet est susceptible d'avoir des effets.	<input checked="" type="checkbox"/>

8.2 Autres annexes volontairement transmises par le maître d'ouvrage ou pétitionnaire

Veillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les annexes jointes au présent formulaire d'évaluation, ainsi que les parties auxquelles elles se rattachent

Objet

9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus

Fait à

le,

Signature

PROJET D'AMÉNAGEMENT DE LA RD1066 POUR LA PROTECTION DES CAPTAGES D'EAU POTABLE – (68)

DOSSIER DE DÉCLARATION AU TITRE DES ARTICLES
L.214-1 À L.214-6 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

16 mai 2022

MAÎTRISE D'OUVRAGE



Informations relatives au document

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Auteur(s) FEUCHT
Version V1
Référence E3795

HISTORIQUE DES MODIFICATIONS

Version	Date	Rédigé par	Visé par	Modifications
V0	02/03/2022	FEUCHT	BERTRAND	
V1	16/05/2022	FEUCHT	BERTRAND	

DESTINATAIRES

Nom	Entité
-----	--------

SOMMAIRE

1 - OBJET DE LA DEMANDE.....	4
1.1 - Contenu du dossier.....	4
2 - RESUME NON TECHNIQUE	6
2.1 - Objet du dossier.....	6
2.2 - Caractéristiques du projet	6
2.3 - Analyse de l'état initial.....	7
2.4 - Étude d'incidences sur l'eau	7
3 - NOM ET ADRESSE DU DEMANDEUR.....	9

RÉFÉRENCES DES FIGURES

Figure 1 : plan de situation du projet.....	6
Figure 2 : Plan général du projet.....	7

1 - OBJET DE LA DEMANDE

La ville de Mulhouse est alimentée en eau potable par des captages d'eaux de la nappe phréatique de la Doller situés en amont de la ville. Les périmètres de protection de ces captages sont traversés par un grand nombre de réseaux routiers à trafic important, dont notamment la route nationale RD1066.

La pérennité de l'approvisionnement en eau depuis ces captages est primordiale puisqu'il n'existe à ce jour pas de ressources de substitution. Or, la RD1066 a été mise en place avant l'application des règles de protection de l'environnement contre les pollutions d'origine routière.

Le Maître d'ouvrage a lancé la réalisation d'une étude de niveau PROJET visant à calibrer la RD1066 entre les PR38+200 (échangeur des Coteaux) et PR33 (échangeur Wittelsheim RD1066-RD19) en 2015. Aujourd'hui, il souhaite faire apporter quelques évolutions à ce projet.

L'objet du présent document est de soumettre à **déclaration au titre du Code de l'environnement** (articles L.214-1 à L.214-6 et R.214-1 et suivants du Code de l'environnement), les ouvrages, installations, travaux et activités (IOTA) prévus dans le cadre du projet d'aménagement de la RD1066 dans le cadre de la modification du projet.

La procédure de déclaration au titre de la loi sur l'eau permet en outre de préciser les caractéristiques des ouvrages et des travaux qui peuvent présenter des incidences sur les milieux aquatiques, ainsi que toutes les dispositions prises pour assurer la préservation de la ressource en eau, des milieux aquatiques et de sa gestion équilibrée.

1.1 - Contenu du dossier

Le contenu de la procédure de Déclaration est défini dans l'article R.214-32 et suivants du Code de l'Environnement, relatif aux procédures des opérations soumises à déclaration.

Cette déclaration, remise en trois exemplaires et sous forme électronique, au préfet du département où le projet doit être réalisé comprend :

- 1° Le nom et l'adresse du demandeur, ainsi que son numéro SIRET ou, à défaut, sa date de naissance ;
- 2° L'emplacement sur lequel l'installation, l'ouvrage, les travaux ou l'activité doivent être réalisés ;
- 3° La nature, la consistance, le volume et l'objet de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou de l'activité envisagés, ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles ils doivent être rangés ;
- 4° Un document :
 - a) Indiquant les incidences du projet sur la ressource en eau, le milieu aquatique, l'écoulement, le niveau et la qualité des eaux, y compris de ruissellement, en fonction des procédés mis en œuvre, des modalités d'exécution des travaux ou de l'activité, du fonctionnement des ouvrages ou installations, de la nature, de l'origine et du volume des eaux utilisées ou affectées et compte tenu des variations saisonnières et climatiques ;
 - b) Comportant l'évaluation des incidences du projet sur un ou plusieurs sites Natura 2000, au regard des objectifs de conservation de ces sites. Le contenu de l'évaluation d'incidence Natura 2000 est défini à l'article R. 414-23 et peut se limiter à la présentation et à l'exposé définis au I de l'article R. 414-23, dès lors que cette première analyse conclut à l'absence d'incidence significative sur tout site Natura 2000 ;
 - c) Justifiant, le cas échéant, de la compatibilité du projet avec le schéma directeur ou le schéma d'aménagement et de gestion des eaux et avec les dispositions du plan de gestion des risques

d'inondation mentionné à l'article L. 566-7 et de sa contribution à la réalisation des objectifs visés à l'article L. 211-1 ainsi que des objectifs de qualité des eaux prévus par l'article D. 211-10 ;

d) Précisant s'il y a lieu les mesures correctives ou compensatoires envisagées ;

e) Les raisons pour lesquelles le projet a été retenu parmi les alternatives ainsi qu'un résumé non technique.

Ce document est adapté à l'importance du projet et de ses incidences. Les informations qu'il doit contenir peuvent être précisées par un arrêté du ministre chargé de l'environnement.

Lorsqu'une étude d'impact est exigée en application des articles R. 122-2 et R. 122-3, elle est jointe à ce document, qu'elle remplace si elle contient les informations demandées ;

5° Les moyens de surveillance ou d'évaluation des prélèvements et des déversements prévus ;

6° Les éléments graphiques, plans ou cartes utiles à la compréhension des pièces du dossier, notamment de celles mentionnées aux 3° et 4°.

2 - RESUME NON TECHNIQUE

2.1 - Objet du dossier

Le projet est implanté sur la route RD1066 existante et consiste à réaliser des aménagements de mise en conformité de l'assainissement routier vis-à-vis de la protection de la ressource en eau et des aménagements de sécurisation par l'élargissement pour y insérer des bandes d'arrêt d'urgence.

Les bans communaux concernés par l'aménagement sont ceux de Lutterbach, Wittelsheim et Reiningue. Le linéaire de voirie représente environ 5.2 km, entre l'étang de Reiningue et l'échangeur de l'A36.

L'ensemble du projet est soumis au régime de déclaration dans le cadre de la gestion des eaux pluviales du projet.

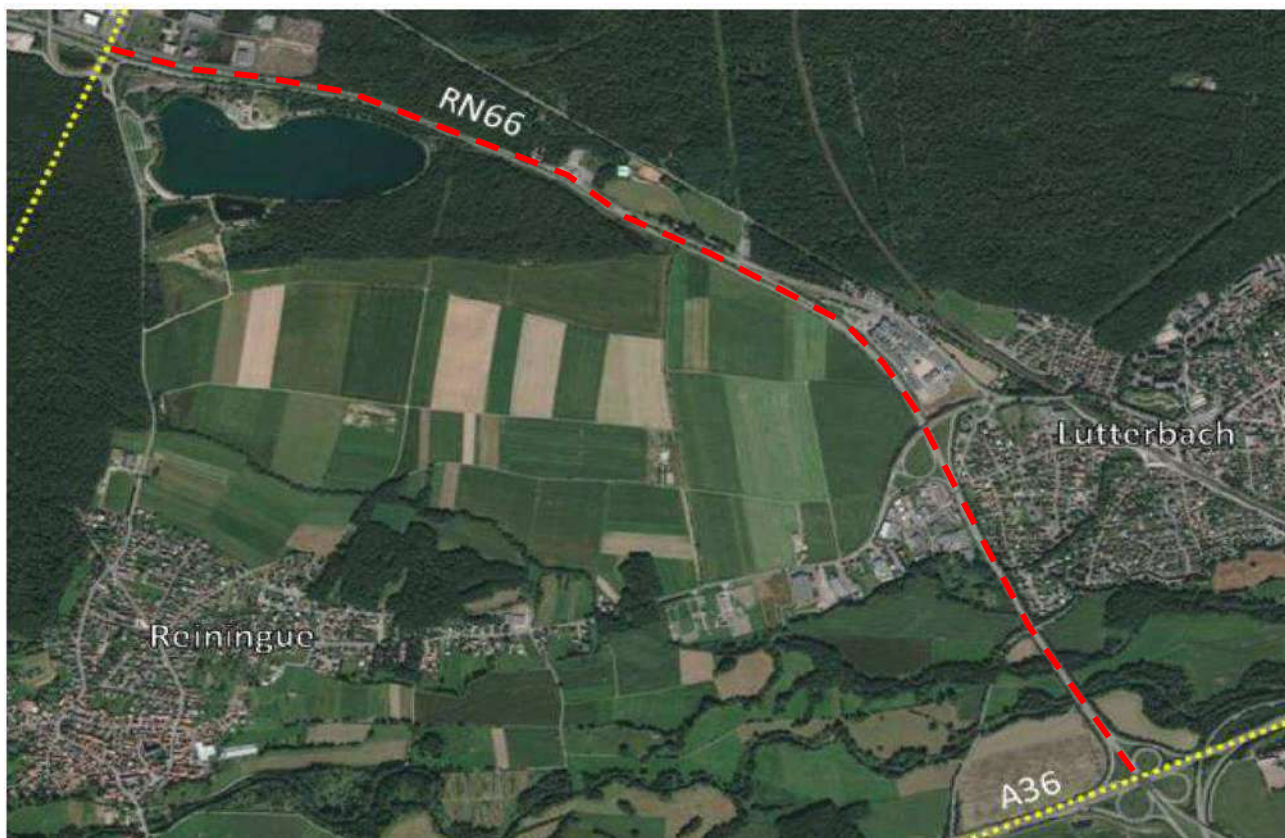
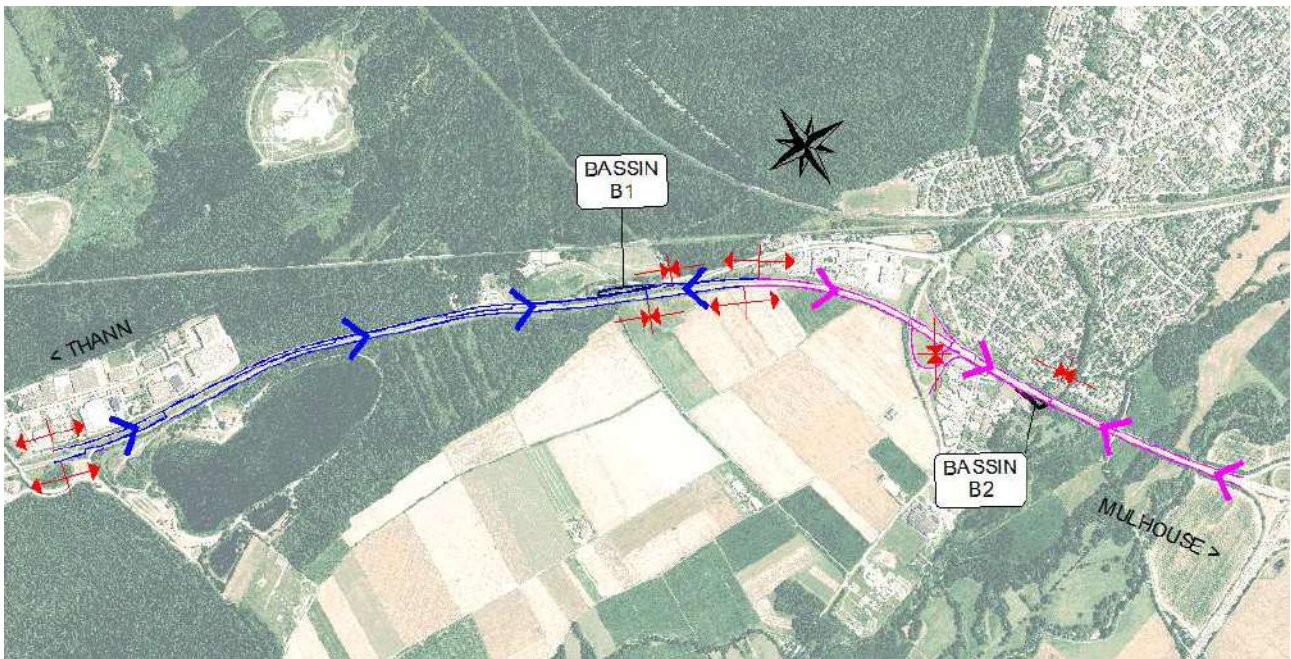


FIGURE 1 : PLAN DE SITUATION DU PROJET

2.2 - Caractéristiques du projet

Le projet d'assainissement prévoit la pose de collecteurs (caniveaux à fente et collecteurs enterrés) en bordure de voirie, ainsi que la création de 2 bassins de traitement des eaux.



Bassins versants : BV1 BV2 > Sens d'écoulement Bassin de rétention

FIGURE 2 : PLAN GÉNÉRAL DU PROJET

2.3 - Analyse de l'état initial

Le secteur est contraint par des faibles pentes du profil en long de la voirie existante.

La géologie du site est caractérisée par des alluvions actuelles de type sable et graviers de l'holocène (FZb) de la vallée de la Doller.

La RD1066 traverse les cours d'eau suivants : la Doller, le Dollerbaechlein, le Kanalgraben.

Du point de vue hydrogéologique, le secteur est bien sûr marqué par la présence de la Nappe d'Alsace qui représente un réservoir aquifère primordial. Si la nappe ne présente aucun problème quantitatif, sa faible profondeur et le manque de couverture efficace la rendent vulnérable aux pollutions. Le niveau moyen de la nappe au niveau du projet est estimé à 260,70 mNGF (APRONA), soit à une profondeur de 3-5 m par rapport au niveau du sol.

Le projet se trouve dans le périmètre rapproché de captages d'eau potable alimentant la ville de Mulhouse.

Le secteur de projet de la RD1066 est concerné dans sa partie Sud, entre l'échangeur de l'A36 et la D20 par les zones inondables de la Doller (PPRI).

Le projet traverse une zone de protection de l'environnement au titre de Natura 2000 « vallée de la Doller », et concerne des zones humides associées à la Doller.

2.4 - Étude d'incidences sur l'eau

Il est à noter que l'état actuel du site est déjà aménagé par la présence de l'actuelle RD1066 et d'un bassin d'assainissement existant qui récolte une partie du linéaire de la RD1066 (correspondant au BV2). Le projet entraînera une augmentation des surfaces imperméabilisées actuelles.

Les eaux pluviales seront collectées et envoyés dans 2 bassins de rétention avant rejet dans le Dollerbaechlein. Les ouvrages de traitement ont été dimensionné pour une pluie décennale permettant de réguler le débit de fuite pour n'engendrer aucun impact hydraulique et qualitatifs sur les eaux superficielles.

Les terrassements réalisés durant la phase de travaux n'auront pas d'impact sur la qualité des eaux souterraines grâce à des dispositions spécifiques en chantier qui sont prises pour réduire le risque de pollution accidentelle.

Les eaux pluviales seront collectées et traitées dans des bassins permettant d'éviter une pollution chronique des eaux superficielles mais également souterraines.

Le présent projet est compatible avec le SDAGE du bassin Rhin-Meuse et avec le SAGE du bassin « Ill-Nappe-Rhin ».

L'aménagement de la RD1066 pour y implanter les bandes d'arrêt d'urgence et les bassins de rétention vont nécessiter l'abattage de nombreux arbres le long de cette route. Certains de ces arbres seraient susceptibles d'accueillir des espèces protégées, impliquant une perte potentiel d'habitats. Une demande de dérogation à la destruction d'espèce protégée auprès des services de l'état compétents devra être faite le cas échéant.

Le dossier conclut qu'à moyen terme, les incidences seront négligeables à faibles selon les espèces et ne remettront pas en cause l'état de conservation des populations dans le site Natura 2000.

3 - NOM ET ADRESSE DU DEMANDEUR

La maîtrise d'ouvrage est assurée par :



Collectivité Européenne d'Alsace

100 Avenue d'Alsace

BP 20351 68006 COLMAR cedex

Tel: 03.89.30.68.68.

www.alsace.eu

SIRET 20009433200018



Pourquoi ce guide ?

En réponse aux dispositions réglementaires de l'article L.414-4 du code de l'environnement, l'évaluation des incidences « Natura 2000 » permet au porteur de projet¹ de s'interroger, en première analyse, sur les incidences potentielles que les conditions de réalisation de son projet ou le déroulement de son activité sont susceptibles d'entraîner sur le ou les sites Natura 2000² au regard des enjeux ayant conduit à la désignation de la zone à préserver.

Ainsi, le guide joint propose une méthode et un formulaire aux porteurs de projets amenés à produire l' évaluation simplifiée des incidences prévue pour une activité permettant de conclure rapidement à l'absence d'impact significatif sur les milieux naturels et les espèces du ou des sites Natura 2000, et ce, sans expertise, ni investigations environnementales approfondies. Il a été conçu pour répondre aux dispositions réglementaires prévoyant qu'une évaluation des incidences comprend dans tous les cas³ :

- une présentation simplifiée du projet ou de l'activité accompagnée des cartes ou des plans de situation détaillés,
- un exposé sommaire des raisons pour lesquelles il y a, ou non, susceptibilité d'une incidence.

Cet exposé liste les sites Natura 2000 qui pourraient être affectés, compte tenu :

- de la nature et de l'importance du projet ou de l'activité,
- de leur localisation par rapport aux sites Natura 2000,
- de la topographie, de l'hydrographie et du fonctionnement des écosystèmes concernés,
- des caractéristiques des sites Natura 2000 et de leurs objectifs de conservation.

T outefois, ce guide ne concerne pas :

- les dossiers soumis à étude d'impact, à autorisation ou déclaration loi sur l'eau, ou à évaluation environnementale ; dans ces cas, le rapport environnemental présente les pièces et développements complémentaires satisfaisant aux dispositions réglementaires correspondantes, dont celles liées à Natura 2000 ;
- les dossiers pour lesquels le porteur de projet ou l'organisateur s'inscrivent, a priori, dans l'hypothèse⁴ où au moins un site Natura 2000 est susceptible d'être impacté ; une évaluation des incidences plus élaborée est alors produite.

En définitive, sur la base des informations qu'il a renseignées et des arguments qu'il développe, c'est au porteur de projet, et sous sa seule responsabilité, qu'il revient de conclure sur la probabilité d'incidence :

- ⇒ si l'absence de toute probabilité d'incidence sur Natura 2000 est avérée et reconnue par le service instructeur, la procédure est close et conduit à ne pas s'opposer au projet au titre de Natura 2000 ;
- ⇒ dans le cas contraire, la démarche se poursuit et prend la forme d'une évaluation des incidences complète, pour laquelle il est recommandé de faire appel à des personnes compétentes.

Comment utiliser ce guide ?

Le présent guide fonctionne à la carte : suivant la nature du projet et sa localisation, différents feuillets et fiches sont proposés. Cela n'exclut pas qu'il puisse être nécessaire de compléter ces éléments à l'initiative du porteur de projet ou sur la demande du service instructeur. Ces feuillets et éléments de complétude sont réunis en un seul document qui constitue l'évaluation simplifiée. Le porteur de projet pourra utiliser la liste des pièces du présent guide (cf. page 3/3 ci-après) pour définir et accéder aux feuillets et fiches appropriés.

A qui adresser l'évaluation des incidences Natura 2000 ?

Si le projet est visé par l'une des listes prévues par le point III de l'article L. 414-4 du code de l'environnement⁵ ce dossier constitue une pièce à part entière de la demande d'autorisation ou d'approbation, ou de la déclaration ; l'autorité administrative et le circuit d'instruction sont inchangés.

Dans certains cas, et dans les conditions détaillées en annexe, l'autorité compétente peut s'opposer au projet au titre de Natura 2000.

¹ Suivant le cas, la personne publique responsable pour l'élaboration d'un document de planification, le maître d'ouvrage ou le pétitionnaire pour un programme, un projet ou une intervention, ou l'organisateur pour une manifestation sportive, culturelle, ...

² Au titre de l'article L414-4 du code de l'environnement.

³ Article R414-21 et point I de l'article R414-23 du code de l'environnement, version en vigueur au 12 avril 2010.

⁴ Point II de l'article R414-23 du code de l'environnement, version en vigueur au 12 avril 2010.

⁵ Liste nationale de l'article R 414-19 du code environnement ou 1ère liste locale fixée par arrêté préfectoral n° 2011-08020 du 21 mars 2011.

**Guide pour l'établissement
d'une évaluation simplifiée des incidences****Où trouver de l'information sur Natura 2000 ?**

De nombreux outils et guides sont disponibles pour aider les porteurs de projet à rédiger une évaluation des incidences Natura 2000 ; les principaux ont été répertoriés ci-dessous.

LE DOCUMENT D'OBJECTIFS DU SITE NATURA 2000 (DOCOB) :
un outil précieux pour évaluer les incidences

Pour chaque site Natura 2000, ce document est élaboré par un « opérateur », puis mis en œuvre par un « animateur ».

Il a pour objet :

- de faire un diagnostic environnemental et socio-économique du territoire couvert par le site,
- d'en déduire quels sont les enjeux de conservation du site et d'en fixer des objectifs de gestion,
- de proposer les modes de gestion et les outils de préservation appropriés.

C'est un document public, approuvé par le préfet. Il n'est pas opposable aux tiers : les actions et la gestion préconisées se font sur la base du volontariat avec le soutien financier de l'État et de l'Europe. Il apporte un éclairage précieux sur la richesse environnementale et la sensibilité du site.

En cas de difficulté, les animateurs des sites Natura 2000 ou le service administratif habituellement compétent dans le domaine concerné, les organismes tels que des syndicats professionnels ou des fédérations sportives peuvent apporter un appui technique adapté.

Informations générales sur Natura 2000

- [Portail Natura 2000 du Ministère de l'Ecologie](#)
- [Site internet de la DREAL Alsace \(Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement\)](#)
- [Brochure nationale « Le réseau Natura 2000 en France »](#)
- [Brochure régionale sur Natura 2000 et l'évaluation des incidences](#)

Se documenter sur l'évaluation des incidences Natura 2000

- [Ressources réglementaires départementales, nationales et communautaires](#)
- [Brochure « Indispensable livret sur l'évaluation des incidences Natura 2000 »](#)
- [Brochure « Évaluer, dialoguer, préserver »](#)
- [Guides méthodologiques publiés par le ministère en charge de l'écologie](#)
- [Guides publiés par la Commission Européenne](#)

Connaître les sites Natura 2000 et leurs objectifs de conservation

Consultables en ligne sur le site de la DREAL Alsace :

- [Fiches et documents des sites en Alsace](#)
- [Liste des animateurs des sites en Alsace](#)

Accéder aux ressources en ligne pour constituer son dossier

- [Outil cartographique régional en ligne CARMEN \(site de la DREAL Alsace\)](#)
- [Données sur les habitats et les espèces sur le site de l'Institut National pour la Protection de la Nature](#)

**Guide pour l'établissement
d'une évaluation simplifiée des incidences****Liste des pièces
constituant l'évaluation simplifiée des incidences Natura 2000****Comment utiliser ce document ?**

1. Complétez les feuillets A et B ;
2. Sélectionnez et complétez la fiche (E à H) qui caractérise votre activité ;
3. Complétez le feuillet Z qui constitue la conclusion de votre évaluation simplifiée des incidences ;
4. Joignez la présente « liste des pièces » aux feuillets et fiches complétés, ainsi que d'éventuels documents complémentaires, pour constituer l'évaluation simplifiée des incidences ;
5. Transmettez l'évaluation simplifiée des incidences au service instructeur avec la demande d'autorisation ou d'approbation, ou avec la déclaration.

A) Feuillets à compléter quelle que soit l'activité :

- A – Présentation générale (page 1/14 du formulaire)
- B – Territoire concerné (page 3/14)
- Z – Conclusions de l'évaluation préliminaire (page 13/14)

B) Éléments cartographiques à fournir :

- Cf. détail en page suivante (page 4/4)

C) Fiche à compléter, suivant la nature de l'activité :

- E – Travaux, aménagements, interventions, constructions, installations (page 5/14)
- F – Manifestations sportives ou culturelles (page 7/14)
- G – Installation classée pour l'environnement (ICPE) soumise à déclaration (page 9/14)
- H – Retournement de prairie (page 11/14)

D) Pièces complémentaires à l'initiative du pétionnaire (à préciser) :

-
-



Eléments cartographiques et illustrations

Pour produire les cartes énumérées ci-dessous, il est recommandé d'utiliser [CARMEN](#) (cf. lien en bas de la page 2/4) qui permet d'éditer des cartes à souhait et d'y ajouter des points, lignes, surfaces et autres mentions. A défaut, reporter manuellement sur des cartes ou photos aériennes les informations nécessaires.

Les cartes, photos et illustrations sont à transmettre imprimées en couleurs, avec une qualité de résolution adaptée permettant une lecture en détail.

1. Carte de localisation par rapport au réseau Natura 2000 :

Les échelles indiquées ci-après sont données à titre indicatif ; il convient de les adapter à chaque situation et au format du papier (A3 ou A4), en veillant à atteindre les objectifs de visualisation formulés, pour couvrir tout le territoire concerné.

S'agissant de l'emprise du projet, il y a lieu de faire figurer précisément sur les cartes les sites d'intervention ou de fréquentation, tout type d'occupation temporaire ou définitive ainsi que les accès, y compris pour la phase chantier, concourant à la compréhension de l'activité et des interactions possibles avec le territoire.

Carte n°	Type de projet	Objectifs de visualisation	Échelle recommandée	Observations
C1	Tous	<ul style="list-style-type: none">- situer le projet par rapport aux sites du réseau Natura 2000,- localiser le projet sur son territoire (type de couvert et de paysage, urbanisation, cours d'eau, continuité écologique, ...),- visualiser les zones naturelles répertoriées pour leur intérêt écologique, faunistique ou floristique (ZNIEFF), les zones protégées par arrêté préfectoral (APB) et les réserves naturelles voisines.	de 1/25.000 à 1/10.000	Fonds IGN de préférence
C2	Situés sur tout ou partie d'un site N2000 ou à moins de 1 km	<ul style="list-style-type: none">- plan de situation détaillé du secteur d'emprise du projet,- bien situer le projet par rapport aux informations du DOCOB.	de 1/10.000 à 1/5.000	Fonds IGN ou photo aérienne
C3	Tous, le cas échéant	<ul style="list-style-type: none">- visualiser les lieux et orientations de prise de vue des photos (cf. chapitre ci-dessous).	de 1/5.000 à 1/2.000	Indiquer l'orientation par une flèche, mentionner le n° de la prise de vue

2. Photographies et illustrations

Il peut être utile de fournir des photos ou illustrations permettant de bien percevoir les enjeux du territoire (photos des zones où auront lieu les travaux et interventions, état initial des espaces concernés, ...) ou pour étayer l'absence ou la réduction des impacts potentiels (matérialisation des mesures d'évitement d'impact ou de protection, plan des bâtiments, ...). Pour les manifestations sportives et culturelles en particulier, la présentation de photos des éditions précédentes peut permettre de mieux comprendre les modes et la qualité d'organisation (barrières, balisage, zones d'accueil du public, des concurrents, ...), ou de montrer l'évolution des terrains (avant, pendant, immédiatement après, plus tard...). Chaque photo ou illustration doit être numérotée et légendée sur une annexe qui sera jointe au dossier.

[Ci-dessous quelques photos du site actuel:](#)



PHOTO 1 : VUE EN RIVE OUEST



PHOTO 2 : VU EN RIVE OUEST



PHOTO 3: VUE EN RIVE OUEST



PHOTO 4: VUE EN RIVE OUEST

Formulaire simplifié – **feuillet A**
« **Présentation générale de l'activité** »**2. Désignation du projet, des travaux ou de la manifestation**

Mise en conformité des équipements de la RD1066 sur l'agglomération mulhousienne, entre les PR37+800 (échangeur des Coteaux) et PR33+000 (échangeur Wittelsheim RD1066-RD19 partiellement compris) vis-à-vis de la protection de la ressource en eau.

1. Catégorie

- Activité agricole Activités industrielles et commerciales Activités de loisirs
 Travaux, aménagements, constructions, installations Interventions, entretien Manifestations / événement
 Autre, à préciser :

3. Acteurs

Responsable (maître d'ouvrage, organisateur, pétitionnaire,...) :

- Personne morale publique** Personne morale privée Personne physique

Nom, prénom ou raison sociale	Adresse postale	Téléphone / Mail / Fax
Collectivité Européenne d'Alsace	Hôtel du Département 100 Avenue d'Alsace BP 20351 68006 COLMAR Cedex	03 89 30 68 68

Partenaires¹ :

Nom, prénom ou raison sociale	Résidence ou siège social	Nature du partenariat ¹

4. Organisation des interventions dans le temps

Période d'intervention pour cette demande :

- dates prévisionnelles : de la première intervention : **non connue à ce stade des études** de la dernière intervention : **non connue à ce stade des études**.
- soit une période d'intervention de **2 à 3 ans**

Nombre prévisionnel de jours d'intervention : 300 jours sur cette période

Interventions possibles après de coucher du soleil : oui non

Fréquence d'intervention sur la période :

- tous les jours qq fois/semaine qq fois/mois qq fois/an moins d'une fois par an

5. Budget

Budget global³ prévisionnel : 9.4 M€TTC pour les travaux

1 Indiquer : MOD (maître d'ouvrage délégant), CO (co-organisateur), AMO (assistant à maître d'ouvrage), MOE (maîtrise d'œuvre), INST (institutionnel), FIN (financier ou sponsor) et/ou AUTRE (autre partenaire).

2 Rayer les mentions inutiles.

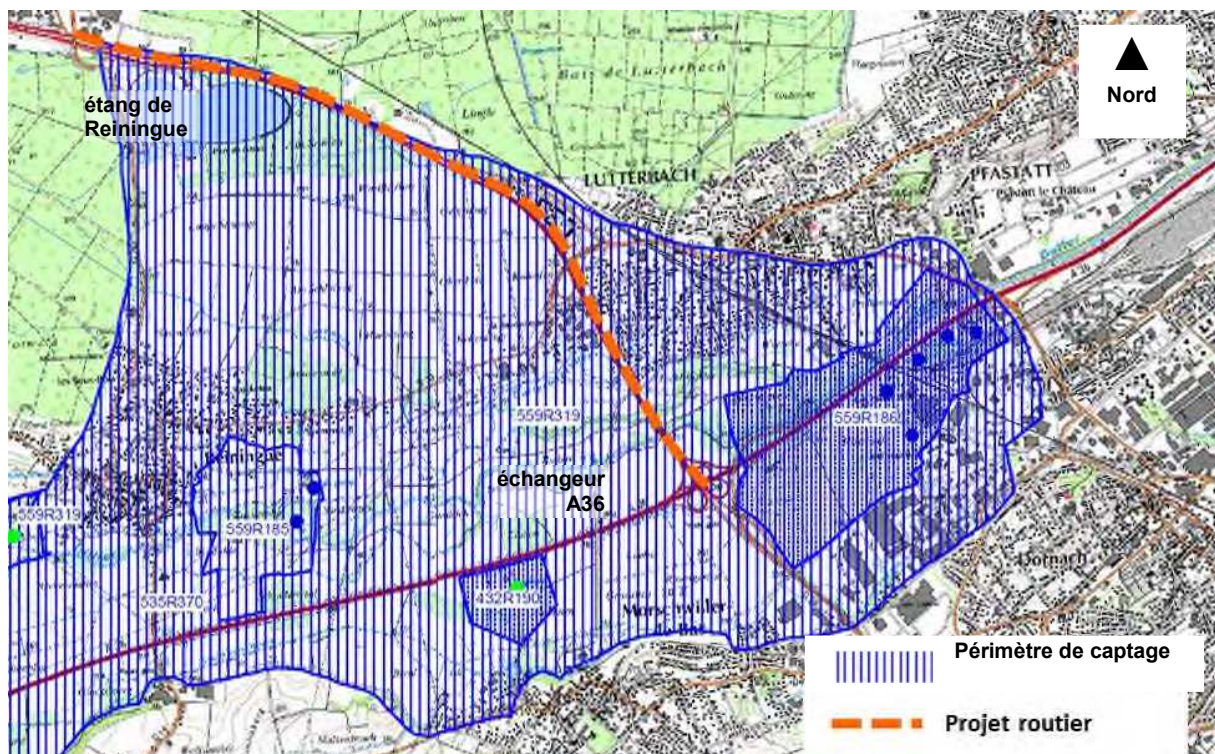
3 Budget total approximatif de l'ensemble des opérations liées ou associées à l'activité.

Commentaires et compléments libres

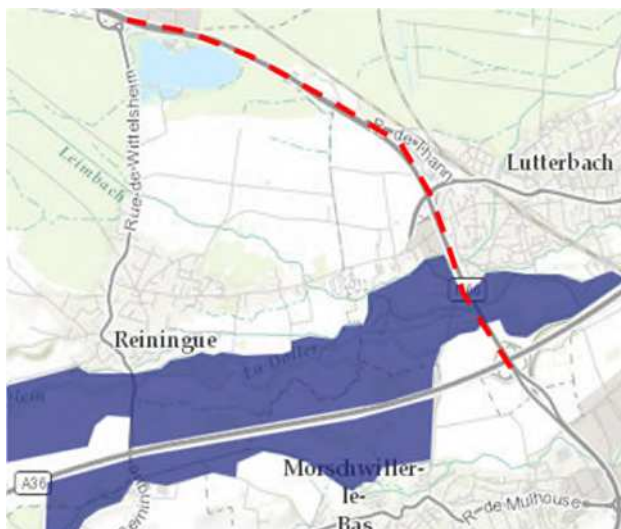
Dans le cadre d'une mise en conformité vis-à-vis de la protection de la ressource en eau sur l'agglomération mulhousienne, l'opération vise à calibrer l'infrastructure RD1066, entre le PR 38+200 (échangeur des Coteaux) et le PR 33+000 (échangeur Wittelsheim RD1066-RD19 partiel). Les modifications envisagées sont :

- Mise en place d'un système de collecte et de traitement avant rejet des eaux de ruissellement des chaussées ;
- Élargissement des plateformes existantes dans le but, d'une part de mettre en place des dispositifs de retenue pour éviter le déversement de matières polluantes dans le terre-plein central et en-dehors de l'infrastructure, d'autre part de généraliser la création de bandes d'arrêt d'urgence ;
- Traitement d'un point noir bruit par l'intégration de protections phoniques en rive de la commune de Lutterbach.

Les bans communaux concernés par l'aménagement sont ceux de Lutterbach, Wittelsheim et Reiningue. Le linéaire de voirie représente environ 5.2 km, entre l'étang de Reiningue et l'échangeur de l'A36.



LOCALISATION DU PROJET DANS LE PÉRIMÈTRE DE CAPTAGE DES EAUX POTABLES DE MULHOUSE



LOCALISATION DU SITE NATURA 2000

Le site de projet est exclusivement sur l'existant. Il n'impacte pas de surfaces supplémentaires par rapport à l'existant dans le périmètre du site Natura 2000.

Formulaire simplifié – **feuillet B**
« **Territoire concerné** »**1. Emprise directe⁴ au sol**1.1. L'activité s'étend sur un(e) ou plusieurs communes/départements/régions⁵1.2. Temps d'occupation⁶: aucun/nc⁷ transitoire (< semaine) temporaire (< 1an) permanent1.3. Emprise directe totale au sol : nc < 100 m² < 1 ha < 3 ha < 10 ha > 10 ha**2. Emprise indirecte et interactions avec l'environnement**

Cocher les sources d'interaction potentielles de l'activité avec son environnement :

 Production de déchets Rejets atmosphériques Rejets aquatiques Création de voies d'accès Présence humaine accrue Bruit ou vibrations Tassement des sols Modification des régimes d'écoulement des eaux ou de la topographie Pollution lumineuse Cloisonnement du territoire Aménagements en cours d'eau Drainage ou irrigation Pollutions accidentelles Autres perturbations :

Légende : Phase chantier / Phases chantier + exploitation

3. Vocations et usages du territoire**3.1. Cocher les zonages présents sur l'emprise de l'activité ou à proximité (< 1 Km) :** Réserve naturelle (RN) APB⁸ Espace Naturel Sensible (ENS) ZNIEFF I⁹ ZNIEFF II⁹ ZICO¹⁰ Zone humide remarquable Site classé/inscrit Autres : **Natura 2000 - SIC****3.2. Cocher les activités ou vocations du territoire concerné par l'activité (rayon de 1 Km) :** Agriculture – prairies, landes Agriculture – labours Forêts Lacs, étangs, rivières Parois rocheuses, cavités Zone de loisirs Espaces urbains Zones industrielles, économiques, artisanales ou commerciales Parkings Autres : **Infrastructure existante de transport RD1066****3.3. Identification des sites Natura 2000 présents dans un rayon de 10 Km :**

Code site	ZPS/ZSC	Nom du site	DOCOB rédigé ⁵	Contact avec l'animateur ⁵
FR4201810	17/03/2008	Vallée de la Doller	oui	non

4 Emplacement des bâtiments, circuits/parcours, surfaces travaillées...

5 Rayer les mentions inutiles.

6 Y compris dépôts, stockages et systèmes modulaires ou démontables.

7 Non concerné.

8 Zone naturelle protégée par Arrêté préfectoral de Protection de Biotope.

9 ZNIEFF = Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (de type I / de type II).

10 Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux.



Formulaire simplifié – feuillet B
« Territoire concerné »

Commentaires et compléments libres

Le projet se situe sur les communes de Reiningue, Wittelsheim et Lutterbach.

Formulaire simplifié – **fiche E**
« Travaux, aménagements, constructions »**1. Interventions sur le bâti existant et constructions****1.1. Nature et conséquences des travaux (plusieurs réponses possibles) :**

Travaux sur le bâti existant Extension de l'existant Nouvelle emprise Démolition

1.2. Les bâtiments existants offrent-ils des gîtes aux chauves-souris : Oui Non Ne sait pas

1.3. Nature des activités dans les bâtiments nouveaux ou rénovés :**2. Nature des travaux, y compris en phase chantier****2.1. Liste des travaux envisagés :**

- | | |
|--|---|
| <input checked="" type="checkbox"/> Tranchées, décaissements | <input checked="" type="checkbox"/> Remblais ou apports de matériaux (terres, gravats, ...) > 10 m ³ |
| <input checked="" type="checkbox"/> Nivellement | <input type="checkbox"/> Aménagements paysagers > 100 m ² |
| <input type="checkbox"/> Drainages | <input checked="" type="checkbox"/> Imperméabilisation > 100 m ² |
| <input type="checkbox"/> Plantations ornementales | <input checked="" type="checkbox"/> Travaux sur voirie existante <input checked="" type="checkbox"/> Création de voiries/chemins/pistes |
| <input type="checkbox"/> Forages, sondages > 1pt/ha | <input checked="" type="checkbox"/> Pose ou entretien de réseaux et canalisations enterrées |
| <input checked="" type="checkbox"/> Pose de clôtures | <input type="checkbox"/> Pose ou entretien de réseaux aériens |
| <input checked="" type="checkbox"/> Défrichage | <input type="checkbox"/> Franchissement de cours d'eau |
| <input checked="" type="checkbox"/> Travaux sur berges | <input type="checkbox"/> Travaux dans le lit d'un cours d'eau |
| <input type="checkbox"/> Construction | <input type="checkbox"/> Autres, à préciser... |

2.2. Moyens et équipements employés :

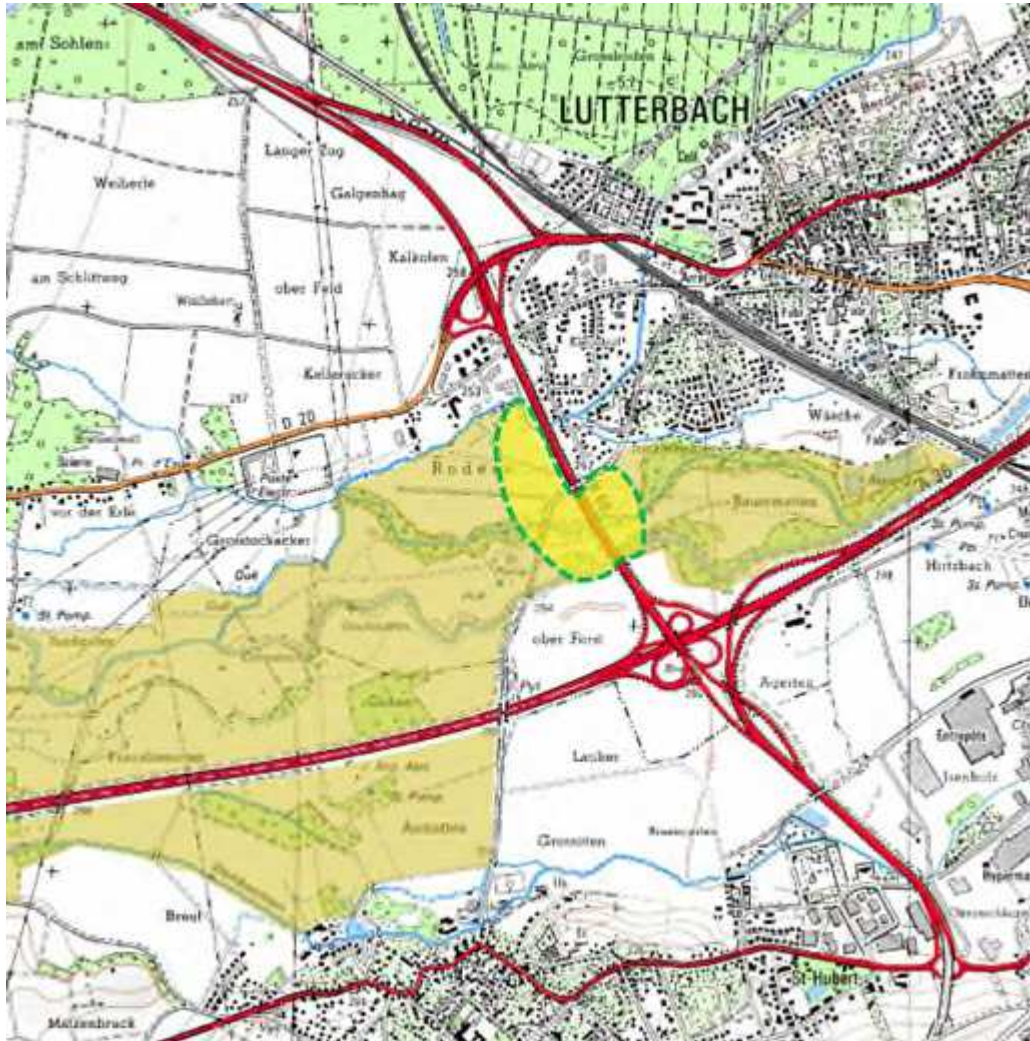
- | | | |
|---|---|---|
| <input checked="" type="checkbox"/> Petits engins < 3 tonnes | <input checked="" type="checkbox"/> Engins > 3 tonnes | <input checked="" type="checkbox"/> Compresseur de chantier |
| <input checked="" type="checkbox"/> Groupe électrogène | <input type="checkbox"/> Engins thermiques portatifs | <input checked="" type="checkbox"/> Toilettes de chantier |
| <input checked="" type="checkbox"/> Benne et container > 3 m ³ | <input type="checkbox"/> Marteau pneumatique > 25 kg | <input type="checkbox"/> Concasseur, cribleur, broyeur |
| <input type="checkbox"/> Peintures, solvants > 100 kg | <input type="checkbox"/> Constructions modulaires > 20 m ² | |
| <input type="checkbox"/> Autres : | | |

3. Effets à long terme de la phase chantier

Après réalisation des travaux, conséquences probables au bout de 2 ans sur les terrains, hors destructions définitives liées à l'objectif même du chantier (constructions, parkings, ...).

- | | |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> Changement de végétation | <input type="checkbox"/> Moindre perméabilité des propriétés des sols et sous-sols |
| <input checked="" type="checkbox"/> Artificialisation définitive | <input type="checkbox"/> Moindre perméabilité à la faune |
| <input type="checkbox"/> Assèchement des sols | <input type="checkbox"/> Nouvelle morphologie des berges et cours d'eau |
| <input checked="" type="checkbox"/> Création de zones soumises à des interventions régulières d'entretien | |
| <input type="checkbox"/> Autres . | |

Commentaires et compléments libres



 Portion du site Natura 2000 potentiellement sensible aux nuisances des travaux

Si l'on se réfère au périmètre de la zone Natura 2000, les emprises des bassins et des travaux d'extension se situent à l'extérieur de celui-ci. Les aménagements sont situés à proximité du périmètre, à respectivement 30 et 80 mètres.

Les travaux impliqueront donc :

- Un débroussaillage nécessaire aux dégagements des emprises et à la bonne circulation des véhicules ;
- Un retalutage d'une portion de route située au sein de la zone Natura 2000.

Cependant, aucune nouvelle emprise ne sera définie, les travaux se réaliseront sur les emprises déjà existantes.

Les nuisances seront donc provoquées par l'installation temporaire du chantier liées aux remplacements des collecteurs et la création des bassins. Ces nuisances se traduiront principalement par le dégagement occasionnel de poussières et le bruit.

En phase exploitation, les rejets du système d'assainissement de gestion des eaux pluviales se feront dans la Dollerbaechlein.

Formulaire simplifié – **fiche F**
« Manifestations sportives ou culturelles »**Pour compléter ce formulaire il convient de considérer :**

- les lieux strictement destinés au déroulement de la manifestation (parcours, tribunes...),
- les espaces de concentration du public (spectateurs, campements, parkings...),
- les espaces liés aux aspects logistiques (parkings, restauration, secours, sanitaires...).

Qu'ils soient :

- spécifiquement dédiés à cette utilisation et donc prévus par les organisateurs,
- ou raisonnablement envisageables, notamment suite aux éditions précédentes.

1. Espaces concernés

- | | | |
|---|--|--|
| <input type="checkbox"/> Voies ouvertes à la circulation motorisée | <input type="checkbox"/> Voies généralement fermées à la circulation motorisée | <input type="checkbox"/> Itinéraires habituellement fréquentés (sentiers, circuits, ...) |
| <input type="checkbox"/> Chemins et dessertes privées ou dépourvues de balisage | <input type="checkbox"/> Abords immédiats des voies, sentiers et chemins | <input type="checkbox"/> Prairies et pelouses |
| <input type="checkbox"/> Zones de terres labourées | <input type="checkbox"/> Abords de cours et plans d'eau | <input type="checkbox"/> Autres : |

2. Nature et caractéristiques de la manifestation

- | | | |
|--|--|--|
| <input type="checkbox"/> Utilisation de véhicules terrestres motorisés | <input type="checkbox"/> Autres engins motorisés terrestres | <input type="checkbox"/> Avions ou autres engins motorisés volants |
| <input type="checkbox"/> Matériel de sonorisation | <input type="checkbox"/> Équipements de type scènes, estrades, tribunes > 100 m ² | <input type="checkbox"/> Feux d'artifice |
| <input type="checkbox"/> Manifestation récurrente | <input type="checkbox"/> Buvettes, restauration | <input type="checkbox"/> Autres : |

3. Fréquentation par le public

Estimation sur l'ensemble du site ou parcours du nombre :	Maximum/journée	Cumulée sur toute la durée
de participants/concurrents :		
de personnes mobilisées (organisation, sécurité) :		
de spectateurs/public :		

4. Moyens mis en œuvre afin de maîtriser le déroulement de la manifestation

- | | | |
|---|--|---|
| <input type="checkbox"/> Balisage des secteurs sensibles | <input type="checkbox"/> Restriction d'accès (barrières) | <input type="checkbox"/> Participation sur inscription en nombre limité |
| <input type="checkbox"/> Canalisation du public (clôture et contrôle aux accès) | <input type="checkbox"/> Déploiement de services de surveillance (commissaires...) | <input type="checkbox"/> Parcours entièrement balisé |
| <input type="checkbox"/> Actions de sensibilisation (règlement, charte...) | <input type="checkbox"/> Gestion des camping-cars (aires de vidange) | <input type="checkbox"/> Remise en état (dépollution, réensemencement, ...) |
| <input type="checkbox"/> Autres : | | |



Commentaires et compléments libres

Formulaire simplifié – **fiche G**
« ICPE soumise à déclaration »**1. Objet de la déclaration ICPE ?**

- Régularisation
- Augmentation de capacité/puissance d'une installation existante
- Remplacement d'une installation par un équipement à vocation identique (autre technologie...)
- Autre modification d'une installation existante
- Nouvel équipement

2. Qu'est-ce que cela va changer concrètement ?

	=	+	-	Commentaires
Rejets aériens (gaz, poussières...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Rejets dans le milieu aquatique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Épandage ou autre type de rejet	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Émissions sonores et vibrations	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Utilisation de substances polluantes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Autre :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Légende : = pas d'évolution prévisible, + augmentation, - réduction probable.

3. Où se situe(ra) l'installation ?

- A l'intérieur d'un bâtiment existant
- A l'intérieur d'un nouveau bâtiment (construction en cours ou prévue)
- Dans un bâtiment normalement clos
- A l'extérieur de tout bâtiment

4. Chantier lié à l'installation

- Nécessite une intervention sur des terrains non artificialisés (forêt, prairie, cours d'eau, fossés, ...)
- Nécessite l'abattage d'arbres, de haies ou de bosquets Défrichage prévu
- Nécessite de creuser des tranchées sur des terrains non artificiels
- Autres interventions en phase chantier :

5. Mesures prises pour atténuer l'impact sur l'environnement



Commentaires et compléments libres



Formulaire simplifié – **fiche H**
« **Retournement de prairie** »

1. Motivation du retournement de prairie

- Demande de modification de votre référence "herbe" auprès du Service agricole de la DDT
- Cessation d'activité laitière Installation en tant que "jeune agriculteur"
- Agriculteur en difficulté Boisement
- Autre :

2. Caractéristiques de l'exploitation

- Vaches laitières¹ _____ ou allaitantes¹ _____ Ovins¹ _____ Caprins¹ _____
 - Surfaces exploitées en estive : _____ ha **Landes et parcours** _____ ha
 - Prairies naturelles : de fauche _____ ha en pâturage _____ ha
 - Prairies temporaires : de plus 5 ans _____ ha de moins 5 ans _____ ha
 - Terres arables : en maïs ensilage _____ ha en maïs grains _____ ha
 - Autres céréales² : ha **Autres cultures²** : ; ha
- ¹ préciser le nombre ² préciser leur type

3. Le projet de retournement concerne :

- _____ ha **dont** _____ ha à l'intérieur du site Natura 2000, correspondant à :
- _____ ha de surface en estive / _____ ha³ _____ ha de landes et parcours / _____ ha³
- _____ ha de prairies naturelles de fauche / _____ ha³ _____ ha de pâturage / _____ ha³
- _____ ha de p. temporaires de plus 5 ans / _____ ha³ _____ ha de moins 5 ans / _____ ha³
- Concernant les prairies, date du dernier semis ou sur-semis : _____
- Amendements / fertilisants : dosage _____ à l'ha fréquence _____ / an
 - Traitements chimiques : appliqués avant retournement : fréquence _____ / an
 - prévus après retournement : fréquence _____ / an
- Période prévue pour le démarrage des travaux : durée _____
- ³ surface globale de l'îlot concerné.

4. Autres travaux liés au retournement

- Destruction de haies _____ m long x _____ m large / de _____ bosquet _____ m long x _____ m et/ou abattage de _____ arbres
- Remblaiement et/ou busage de cours d'eau, fossés sur _____ m et/ou destruction de mare _____ m²
- Travaux de drainage par création de fossés _____ m ou pose de drains _____ ml
- Travaux de terrassement : nivellement, suppression de talus, ou autre à préciser ha
- Destruction de murets en pierres sèches ou de pierriers : _____ m long x _____ m
- Autres interventions éventuelles

5. Mesures prises pour préserver l'environnement, pendant la réalisation des travaux et postérieurement

Les mesures sont à préciser au verso dans la rubrique « Commentaires et compléments libres ».



Commentaires et compléments libres

Formulaire simplifié – **feuillet Z**
« **Conclusions** »

Il est rappelé qu'il est de la seule responsabilité du porteur de projet de conclure sur l'absence ou non d'incidences de son projet. Le présent formulaire s'inscrit dans le cas de l'évaluation simplifiée prévue par l'article R 414-21 du code de l'environnement ; il vise à répondre au point 2° du I de l'article R 414-23 du même code. Il s'agit donc d'exposer ici sommairement les raisons pour lesquelles le projet est, ou non, susceptible d'avoir une incidence sur le/les sites Natura 2000, en prenant en compte tous les aspects abordés au travers des autres feuillets ou fiches retenus. Le porteur de projet peut compléter son évaluation des incidences sur papier libre s'il le juge utile à la justification des raisons et arguments développés.

Le projet est-il susceptible d'avoir une incidence sur un ou plusieurs sites Natura 2000 ?→ **NON :**

Préciser ci-après les raisons pour lesquelles toute incidence sur le/les sites Natura 2000 peut être écartée :

Les incidences potentielles du projet sur le site Natura 2000 sont liées au retalutage et aux rejets potentiels en phase travaux. Cependant, les travaux sur le talus liés à l'élargissement de la route ne concernent pas des habitats d'intérêt écologique ayant pu justifier l'inscription du site N2000. Il s'agit de végétation de bord de route et les arbres ne seront pas impactés par les travaux.

Une attention particulière sera néanmoins portée à la construction des bassins au regard de leur proximité avec la zone Natura 2000 sur les points suivants :

- **Accès aux chantiers**
- **Emprise des travaux**
- **Stockage des matériaux et des terres**
- **Respect des dispositions de chantier vis-à-vis de l'environnement (chantier vert...)**

Tout milieu modifié par l'installation du bassin (talus, fossé...) devra être restauré.

Les emprises des travaux étant situées en dehors de la zone N2000 ou sur la route déjà existante, on peut conclure à l'absence d'incidence sur le site Natura 2000 de la Vallée de la Doller.

Le porteur de projet joint l'ensemble des pièces constituant l'évaluation des incidences Natura 2000 au dossier d'autorisation ou à la déclaration. Sous réserve de la complétude du dossier, si le service instructeur confirme l'absence d'incidence probable sur Natura 2000, la procédure d'évaluation des incidences est close et ne conduit pas à une opposition au titre de Natura 2000.

→ **OUI :**

1. Le porteur de projet recherche à son niveau toute solution alternative pour supprimer tout impact significatif, soit en revoyant la conception de son projet, soit en prenant toute mesure permettant d'éviter ou de supprimer la probabilité d'incidence.

2. En l'absence d'alternatives, au vu de l'impact identifié, le porteur de projet :

- précise les sites Natura 2000 concernés, conformément au 2° du I de l'article R414-23 précité,
- complète l'évaluation des incidences par l'analyse prévue par le II de ce même article, en faisant appel à des organismes compétents si besoin (associations ou bureaux d'étude) ;

-* Dans des cas simples :

si le modèle de l'évaluation simplifiée proposé par ce guide reste pertinent : le porteur de projet transmet un dossier composé de l'évaluation simplifiée, complété par un rapport détaillé relatif aux seuls aspects liés à l'incidence probable ;

-* **Dans les cas complexes :**

qui dépassent les cas couverts par le présent formulaire, un dossier complet est rédigé ; il répondra à toutes les exigences de forme de l'évaluation des incidences Natura 2000 (article R414-23) et remplacera le présent document pour transmission au service instructeur.

Fait à _____, le _____
Cachet, nom et signature



Commentaires et compléments libres

Récépissé de déclaration

Il vous est délivré un récépissé de déclaration suite au dépôt du dossier de déclaration IOTA. concernant le projet **Création d'un lotissement d'activités sur la commune principale 68730.**

ATTENTION : CE RÉCÉPISSÉ ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE MAIS N' AUTORISE PAS LE DÉMARRAGE IMMÉDIAT DES TRAVAUX

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU les schémas directeurs et les schémas d'aménagement et de gestion des eaux mentionnés aux articles L. 212-1 et L. 212-3 potentiellement en cours de validité sur le périmètre du projet ;

VU le code général des collectivités territoriales;

VU le code civil, et notamment son article 640;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement transmis à l'administration et considéré complet en date du 01/09/2022, présenté par SERUE INGENIERIE , enregistré sous le n° **DIOTA-220901-143324-100-149** et relatif à Création d'un lotissement d'activités ;

Il est donné récépissé du dépôt de sa déclaration au déclarant suivant :

SERUE INGENIERIE
4 RUE DE VIENNE

67300 SCHILTIGHEIM

concernant :

Création d'un lotissement d'activités

dont la réalisation est prévue à :

- 68730

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement.

Tableau des rubriques des nomenclatures IOTA

* Rubrique	Alinéa	Libellé des rubriques	* Quantité totale	* Quantité projet	* Régime	Précisions sur les AIOT concernées par le projet
		Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol				

2.1.5.0	2	ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :	1.32 ha	1.32 ha	D		
---------	---	--	---------	---------	---	--	--

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés de prescriptions générales relatifs à ces rubriques disponibles sur le site internet https://aida.ineris.fr/liste_documents/1/17940/1

Le déclarant ne peut pas débiter les travaux avant le 01/11/2022 correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception [des compléments] du dossier de déclaration complet durant lequel il peut être fait une éventuelle opposition motivée à la déclaration par le préfet, conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

Si le projet est également soumis à déclaration d'intérêt général au titre de l'article R.214-88 du code de l'environnement, le préfet dispose alors de 3 mois à compter de la réception par la préfecture du dossier de l'enquête pour s'opposer à la déclaration loi sur l'eau, en application de l'article R.214-95 du code de l'environnement.

Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai, il s'exposerait à une amende pour une contravention de cinquième classe d'un montant maximum de 1 500 euros pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, ce montant est multiplié par cinq conformément à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau compétent à l'échéance de ce délai, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

À cette échéance, conformément à l'article R.214-37, copies de la déclaration et de ce récépissé, ainsi que, le cas échéant, des prescriptions spécifiques imposées ou de la décision d'opposition seront alors adressées aux communes où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture concernée durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage en mairie et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le déclarant est invité à avertir le service de police de l'eau compétent de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans, ou dans un autre délai fixé par le préfet à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant réalisation à la connaissance du préfet compétent qui peut exiger une nouvelle déclaration.

En application de l'article R. 214-40-2 du code de l'environnement, toute transmission du bénéfice de la déclaration à une autre personne que celle mentionnée au dossier de déclaration doit être déclarée par le nouveau bénéficiaire au préfet dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de son activité.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux et activités, objets de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

La référence de votre dossier est : DIOTA-220901-143324-100-149

Le code postal du projet (commune principale) est : 68730

Cette référence et un numéro d'AIOT vous seront nécessaires pour déposer les éventuels compléments et pièces de procédure que sollicitera l'administration. Ce numéro d'AIOT vous sera transmis par l'administration en charge de l'instruction de votre dossier.

Votre avis nous intéresse

Dans une logique d'amélioration continue, nous vous invitons à consacrer une ou deux minutes à répondre à ce [court sondage](#).

Récapitulatif

1 - Démarche

Votre projet est-il également soumis à autorisation au titre de la nomenclature loi sur l'eau ? **Non**

Votre projet est-il soumis à évaluation environnementale ? **Non**

Votre projet est-il connexe à une ICPE ? **Non**

Nom du projet : **Création d'un lotissement d'activités**

Numéro d'AIOT : **Je ne connais pas mon numéro d'AIOT**

Numéro CASCADE : **Je ne connais pas mon numéro CASCADE**

Service instructeur coordonnateur en charge de votre dossier : **Je ne connais pas le service instructeur**

Conditions d'engagement du déclarant :

- **Je m'engage à ce que les fichiers déposés comprennent les informations réglementaires requises, dont les références sont rappelées pour chaque dépôt de fichier tout au long de la téléprocédure.**
- **Je m'engage à ne déposer aucun dossier contenant une ou plusieurs pièces confidentielles. Ce dossier doit être déposé directement au service instructeur coordonnateur.**
- **Je prends note que tous les plans réglementaires sont déposés en fin de la téléprocédure. (étape 6)**
- **Je reconnais avoir pris connaissance de l'ensemble des prescriptions générales applicables à mon projet**
- **En initiant le dépôt de mon dossier via la téléprocédure, je m'engage à déposer les compléments sur Service-public.fr**

2 - Déclarant(s)

Déclarant ou mandataire : **Mandataire**

N° SIRET : **20006605800013**

Organisme : **CA SAINT LOUIS AGGLOMERATION**

Nom : **METERY**

Prénom : **Isabelle**

Fonction : **Directrice de l'Urbanisme Opérationnel**

Adresse email : **metery.isabelle@agglo-saint-louis.fr**

Téléphone fixe : **+ 33 389708533**

Téléphone portable : **+ 33 698429698**

Mandat (Pièce jointe) : **20220826160716494.pdf**

Déclarant (Personne morale) N° 1

N° SIRET : **39043189800027**

Raison sociale : **SERUE INGENIERIE**

Forme Juridique : **SAS, société par actions simplifiée**

Adresse en France

4 RUE DE VIENNE

67300 SCHILTIGHEIM

Signataire

Nom : **VENCHIARUTTI**

Prénom : **Arthur**

Qualité : **Chargé d'affaires**

Téléphone fixe : + 33 388336020

Téléphone portable : + 33 756431131

Adresse email : arthur.venchiarutti@serue.fr

Référent

Nom : **BARUTHIO**

Prénom : **Céline**

Fonction : **Chargé d'affaires Environnement et Procédures**

Téléphone fixe : + 33 388336020

Téléphone portable : + 33 616647911

Adresse email : celine.baruthio@serue.fr

Adresse email d'échange avec l'administration

Adresse email : arthur.venchiarutti@serue.fr

3 - Localisation

Adresse du projet

Code postal et commune : **68730**

Numéro et voie ou lieu dit : **ZWISCHEN DEN BAECHEN**

Géolocalisation du projet

X : **1034659**

Y : **6730267**

Projection : **Lambert 93**

Parcelles : **Parcelles.csv**

4 - Activités

La déclaration est-elle une régularisation d'activité ? **Non**

Le projet se trouve-t-il dans le périmètre d'un ou plusieurs Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) ? **Oui**

Quel(s) sont les SAGE concernés ? **SAGE III-Nappe Rhin**

Tableau des rubriques des nomenclatures IOTA

* Rubrique	Alinéa	Libellé des rubriques	* Quantité totale	* Quantité projet	* Régime	Précisions sur les AIOT concernées par le projet
2.1.5.0	2	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :	1.32 ha	1.32 ha	D	

Caractéristiques du projet

Le projet est-il un plan de gestion établi pour la réalisation d'une opération groupée d'entretien régulier d'un cours d'eau, canal ou plan d'eau ? **Non**

Le projet est-il une installation utilisant l'énergie hydraulique ? **Non**

5 - Documents

Résumé non technique : **VR-21-115-AVP-VRD-DLE-P4.pdf**

Document d'incidences : **VR-21-115-AVP-VRD-DLE-P5a.pdf**

Évaluation des incidences Natura 2000 : **VR-21-115-AVP-VRD-DLE-P5b.pdf**

6 - Plans

Éléments graphiques, plans ou cartes du projet : **Elements graphiques.zip**

Fichier supplémentaire : **VR-21-115-AVP-VRD-DLE-P3.pdf**

Précisions :

Mandat de dépôt d'une Autorisation Environnementale

Je soussigné DEICHTMANN Jean Marc (NOM Prénom), ci-dessous désigné comme « Mandant » déclare sur l'honneur donner mandat à la personne ci-dessous désignée comme « Mandataire », aux fins qu'elle dépose numériquement sur le site Service-public.fr le dossier de ma demande d'autorisation environnementale décrite aux articles L.181-1 et suivants du code de l'environnement, relative au projet lot. Rauspach-le-bas (Nom du projet).

Cadre réservé au MANDANT :

Si personne physique :

Nom : _____
Prénom(s) : _____
Né(e) le : _____ à _____
Adresse : _____
Code postal et ville : _____

Si personne morale :

Organisme : Saint Louis Agglomération
SIRET : 20006605800013
Adresse du siège social : Place de l'Hôtel de Ville CS50199
Code postal et ville : 68300 SAINT LOUIS
représentée par :
Nom : DEICHTMANN
Prénom(s) : Jean-Marc
Né(e) le : _____ à _____

Cadre réservé au MANDATAIRE :

Nom de la personne en charge du dossier : RENCK
Prénom(s) de la personne en charge du dossier : Gilles
Organisme : SERUE
SIRET : 390 431 898 00027
Adresse du siège social : 4 rue de Vienne
Code postal et ville : 67300 SCHILTIGHEIM



Signature du mandant :

Fait à Saint Louis
Le 25/8/2022

Signature du mandataire :

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents de l'Etat en application du code de l'environnement.

Conformément au règlement général sur la protection des données du 27 avril 2016, applicable depuis le 25 mai 2018 et à la loi « informatique et liberté » dans sa dernière version modifiée du 20 juin 2018, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition des informations qui vous concernent.

Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire, Direction Générale de la Prévention et des Risques. Cette demande écrite est accompagnée d'une copie du titre d'identité avec signature du titulaire de la pièce, en précisant l'adresse à laquelle la réponse doit être envoyée.

Maître d'Ouvrage



SAINT-LOUIS AGGLOMERATION

Place de l'Hôtel de Ville
CS50199
68305 Saint-Louis Cedex

Création d'un lotissement d'activités à Ranspach-le-Bas

BUREAU D'INGENIERIE

SERUE Ingénierie

Espace Européen de l'Entreprise
4 rue de Vienne à Schiltigheim
B.P. 70008 - 67013 STRASBOURG Cedex
Tél : 03 88 33 60 20



ARCHITECTE URBANISTE

A. GRANDADAM

6 Rue des veaux
67000 STRASBOURG
Tél : 03.88.36.09.38



Dossier Loi sur l'Eau

Dossier de Déclaration

PIECE N°3 : NATURE, CONSISTANCE, VOLUME ET OBJET DES IOTA

Historique

INDICE	DATE	MODIFICATIONS	ETABLI	VERIFIE	APPROUVE
0	01/09/22	Première diffusion	AV	AV	AV

Identification du document



IDENTIFIANT DU DOCUMENT

T:\2021\VR-21-115 Ranspach-le-bas - zone activites\04
AVP\VRD\DLE\Annexes\Téléprocédure\VR-21-115-AVP-VRD-DLE.docx

Travail\44

APD-



1 - PIECE N°3 : NATURE, CONSISTANCE, VOLUME ET OBJET DES IOTA

1.1 - Objectifs

Le périmètre du projet, localisé au sein du lieu-dit «ZWISCHEN DEN» au Sud-Est de la commune de Ranspach-le-Bas, est identifié dans le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de Ranspach-le-Bas approuvé en Juillet 2022, comme zone AUe (zone à urbaniser destinée aux activités économiques).

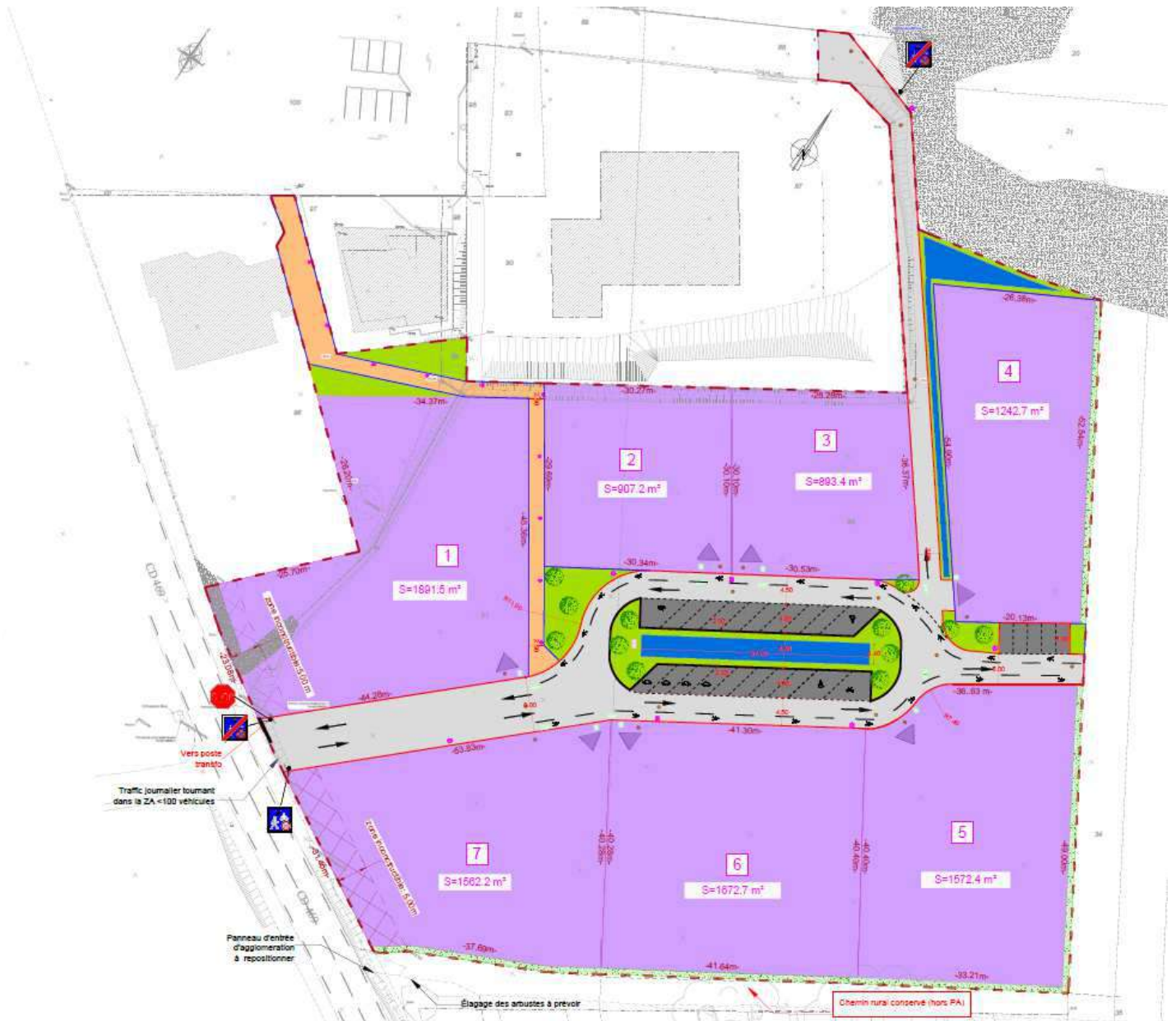
D'une surface totale d'environ 1.32 hectares, le site est destiné à accueillir une zone d'activité comportant 0.97 ha de parcelles allant de 0.09 à 0.18 ha.

La viabilisation de la zone est effectuée par Saint-Louis Agglomération, porteur du présent Dossier Loi sur l'Eau.

Le travail sur les infrastructures routières est basé sur :

- le raccordement sur la RD419 à l'Ouest
- le raccordement sur la rue de Bâle
- la création d'un ilot central de stationnement
- la création d'un réseau interne a la zone d'activité

1.2 - Plan des aménagements projetés



1.3 - Description des ouvrages d'assainissement de l'opération

1.3.1 - Principe de gestion

L'assainissement sera de type «séparatif ».

Le projet sera réalisé par Saint-Louis Agglomération qui rétrocédera les ouvrages à la commune de Ranspach-le-Bas. À ce titre, la gestion des ouvrages des eaux pluviales sera assurée à terme par cette entité. Les plans joints permettent de visualiser le projet, l'intérieur des emprises et son intégration dans son environnement proche.

Chaque parcelle sera équipée d'un regards de branchement Eaux Usées mis en place dans chaque lot à la limite avec le domaine public.

-Regard Eaux Usées de Ø1000 raccordé au réseau structurant par des canalisations en PVC.

1.3.2 - Gestion des eaux usées

Les eaux usées de chaque parcelle seront récoltées dans un regard de branchement individuel et acheminées gravitairement au réseau public existant dans la rue de Bâle via un réseau de collecte qui sera créé en fonction du nombre de logements et d'Equivalent Habitant.

1.3.3 - Gestion des eaux pluviales

1.3.3.1 - Principe de gestion des eaux pluviales à la parcelle

Les eaux pluviales des surfaces privatives seront gérées à la parcelle par infiltration. Chaque propriétaire devra dimensionner ses ouvrages de manière à assurer la gestion d'une pluie N4 de retour 100 ans.

Les lots devront déterminer précisément le coefficient de perméabilité du sol au droit du dispositif prévu.

Par défaut, la valeur est :

- Lot 1 : 3.6×10^{-6} m/s,
- Lot 2 : 2.9×10^{-6} m/s,
- Lot 3 : 2.9×10^{-6} m/s,
- Lot 4 : 2.0×10^{-6} m/s,
- Lot 5 : 2.2×10^{-6} m/s,
- Lot 6 : 3.9×10^{-6} m/s,
- Lot 7 : 3.1×10^{-6} m/s,

Ces valeurs correspondent aux valeurs les plus défavorable relevées lors de l'étude G2AVP réalisée par Fondasol au sein des parcelles concernées.

1.3.3.2 - Principe de gestion des eaux pluviales de voiries

Les eaux de ruissellement des voiries seront dirigées gravitairement vers des noues et les massifs drainant sous stationnement.

Les eaux de ruissellement de la voirie Nord seront dirigées au travers des pentes vers une noue de collecte des eaux. Cette noue va acheminer l'eau vers un bassin de stockage / infiltration des eaux de pluie.

Ces dispositifs d'infiltration permettront de stocker et d'infiltrer les eaux pluviales à hauteur de la pluie centennale.

Les noues seront aménagées de façon à favoriser l'entretien, notamment avec des pentes douces de $\sim 45^\circ$.

Les eaux pluviales des surfaces privatives seront gérées à la parcelle par infiltration.

Le réseau sera composé par :

-Un ensemble de dispositif de collecte gravitaire (avaloirs de bordures, noues, espaces verts)

-Une noue de rétention/infiltration des eaux pluviales dimensionné pour un évènement centennal

-Un bassin de rétention/infiltration des eaux pluviales dimensionné pour un évènement centennal

1.4 - DIMENSIONNEMENT DU RÉSEAU D'EAUX PLUVIALES

1.4.1 - Débit de fuite retenu

Nous avons conçu les aménagements de gestion des eaux pluviales afin d'atteindre l'objectif de 0 rejet au réseau existant.

La totalité des eaux pluviales du projet seront gérées in-situ par infiltration.

Les débits de fuite de nos ouvrages correspondront aux débits d'infiltration de ces derniers.

1.4.2 - Volume à stocker pour une pluie d'une période de retour de 100 ans

1.4.2.1 - BV01

Hypothèses :

Surface de l'emprise : 0.21 ha

- Voirie = 1126 m²
- Noue = 126 m²
- Stationnement drainant = 355 m²
- Cheminement piéton = 334 m²
- Ilot végétalisé = 337 m²

$Q_{inf} = 0.977$ L/s

L'estimation du volume de rétention nécessaire est obtenue via les fiches de calculs SERUE Ingénierie et la méthode des pluies.

MÉTHODE DES PLUIES - Volume

MULHOUSE

Coefficients de Montana : 6 min à 24h (1982-2016)

Q_{fuite} :		L/s
$Q_{infiltration}$:	0,9770	L/s
Q_{apport} :		L/s

	S1	S2	S3	S4
A (ha) :	0,04808	0,1126	0,0337	0,0334
C :	1	0,9	0,2	0,6

S_a =	0,18	ha
$Q_{fuite\ final}$ =	0,977	L/s
$t_{pluie\ critique}$ =	660	min
$h_{a\ pluie}$ =	78	mm

VOLUME DE STOCKAGE :

T= 10 ans :	55	m ³
T= 20 ans :	67	m ³
T= 50 ans :	85	m ³
T= 100 ans :	99	m ³

Le volume de rétention nécessaire pour une pluie centennale est de : **99 m³**

1.4.2.2 - BV02

Hypothèses :

Surface de l'emprise : 0.018 ha

- Voirie = 122 m²
- Stationnement drainant = 57 m²

Q_{inf} = 0.114 L/s

L'estimation du volume de rétention nécessaire est obtenue via les fiches de calculs SERUE Ingénierie et la méthode des pluies.

MÉTHODE DES PLUIES - Volume

MULHOUSE

Coefficients de Montana : 6 min à 24h (1982-2016)

Q _{fuite} :		L/s
Q _{infiltration} :	0,1140	L/s
Q _{apport} :		L/s

	S1	S2
A (ha) :	0,0057	0,0122
C :	1	0,9

Sa =	0,017	ha
Q _{fuite final} =	0,114	L/s
t _{pluie critique} =	540	min
ha _{pluie} =	74	mm

VOLUME DE STOCKAGE :

T= 10 ans :	5	m³
T= 20 ans :	6	m³
T= 50 ans :	7	m³
T= 100 ans :	9	m³

Le volume de rétention nécessaire pour une pluie centennale est de : **9 m³**

1.4.2.3 - BV03

Hypothèses :

Surface de l'emprise : 0.058 ha

- Voirie = 366 m²
- Noue & bassin = 120 m²
- Espace végétalisé = 89 m²

Q_{inf} = 0.114 L/s

L'estimation du volume de rétention nécessaire est obtenue via les fiches de calculs SERUE Ingénierie et la méthode des pluies.

MÉTHODE DES PLUIES - Volume

MULHOUSE	<i>Coefficients de Montana : 6 min à 24h (1982-2016)</i>
-----------------	--

Q _{fuite} :		L/s
Q _{infiltration} :	0,0920	L/s
Q _{apport} :		L/s

	S1	S2	S3
A (ha) :	0,012	0,0366	0,0089
C :	1	0,9	0,2

S _a =	0,047	ha
Q _{fuite final} =	0,092	L/s
t _{pluie critique} =	1440	min
h _{a pluie} =	98	mm

VOLUME DE STOCKAGE :

T= 10 ans :	23	m ³
T= 20 ans :	27	m ³
T= 50 ans :	33	m ³
T= 100 ans :	38	m ³

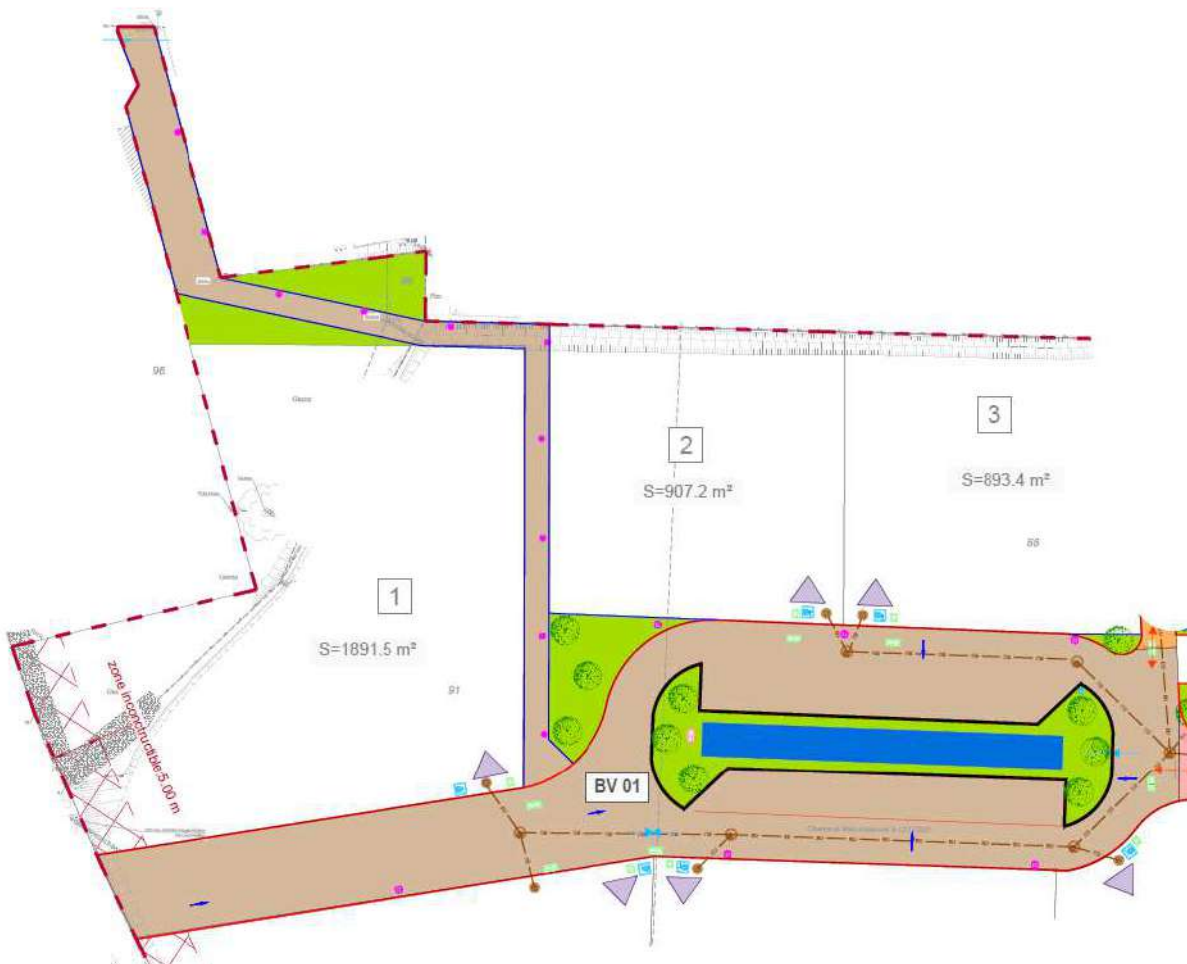
Le volume de rétention nécessaire pour une pluie centennale est de : **38 m³**

1.4.3 - Dispositif de rétention & temps de vidange

1.4.3.1 - BV01

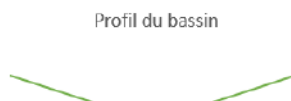
Le volume de rétention de **99 m³** sera obtenu par un massif d'infiltration sous les places de stationnement d'une superficie de **355 m²** et d'une noue d'infiltration d'une superficie de **126 m²**.

Avec un débit d'infiltration (Q_{inf}) de **0.977 L/s**, le temps de la vidange du bassin est de **28h**.



DIMENSIONNEMENT - NOUE/FOSSÉ

Longueur haute de noue :	37,00 ml
Profondeur de noue :	0,45 m
Pente transversale :	2,2 /1 (= 66° / 45%)
Pente longitudinale :	2,2 /1 (= 66° / 45%)
Largeur haute :	3,4 m
Largeur basse :	1,4 m
Longueur basse :	35,0 m
Perméabilité K :	2,00E-06 m/s
Coef Azout (cf. schéma) :	1 S parois 1 S base
$S_{a,transv}$:	1,085 m ²
Q_{inf} par mL :	0,026 m ³ /h/ml
$V_{rét}$ par mL :	0,0072 L/s/ml
	1,08 m ³
Q_{tot} :	0,267 L/s
$V_{rét,tot}$:	38,2 m ³



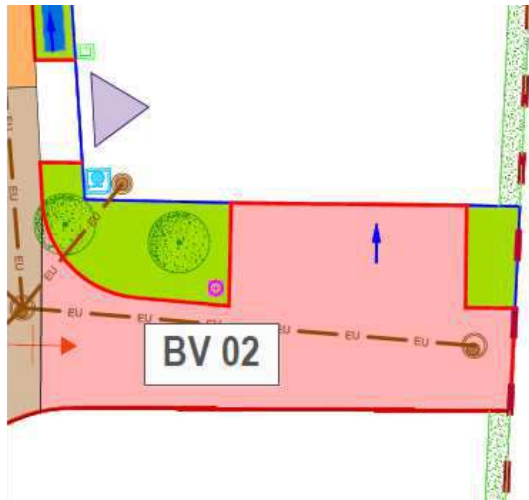
Massif drainant sous stationnement	
Profondeur :	0,6 m
Largeur :	5 m
Porosité :	0,3 u
Longueur :	71 m
Stockage par mL :	0,900 m ³
Volume stockable :	63,90 m ³

Superficie bassin :	355 m ²
Perméabilité K :	2,00E-06 m/s
Q infiltrations :	2,556 m ³ /h
	0,7100 L/s

1.4.3.2 - BV02

Le volume de rétention de **9 m³** sera obtenu par un massif d'infiltration sous les places de stationnement d'une superficie de **57 m²**

Avec un débit d'infiltration (Q_{int}) de **0.114 L/s**, le temps de la vidange du bassin est de **21h**.



Massif drainant sous stationnement

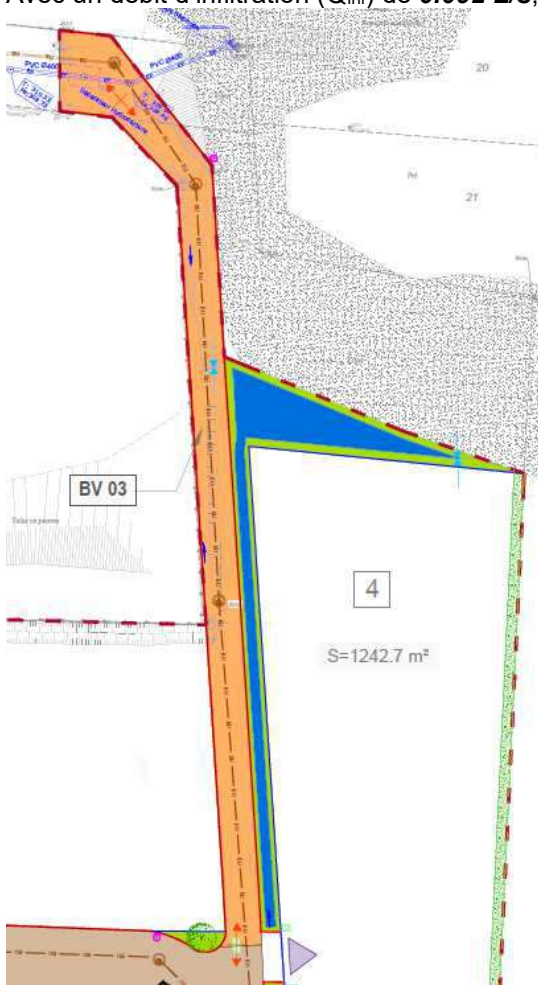
Profondeur :	0,55	m
Largeur :	5	m
Porosité :	0,3	u
Longueur :	11,4	m
Stockage par mL =	0,825	m ³
Volume stockable =	9,41	m ³

Superficie bassin :	57	m ²
Perméabilité K :	2,00E-06	m/s
Q infiltrations =	0,410	m ³ /h
	0,1140	L/s

1.4.3.3 - BV03

Le volume de rétention de **38 m³** sera obtenu par une noue & un bassin d'infiltration d'une superficie totale de **120 m²**.

Avec un débit d'infiltration (Q_{inf}) de **0.092 L/s**, le temps de la vidange du bassin est de **88h**.



DIMENSIONNEMENT - NOUE (avec massif drainant)

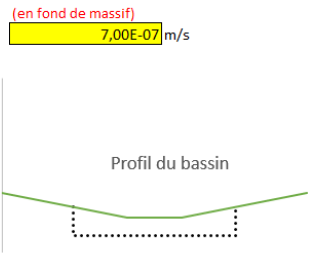
Longueur haute de noue :	46,00	ml
Profondeur de noue :	0,2	m
Pente transversale :	2,2 / 1 (= 66° / 45%)	
Pente longitudinale :	2,2 / 1 (= 66° / 45%)	
Largeur haute :	1	m
Largeur basse :	0,1	m
Longueur basse :	45,1	m
Hauteur massif drainant :	-0,3	m
Largeur du massif drainant :	0,4	m
Longueur du massif drainant :	45,1	m
Porosité du massif drainant :	0,3	u
Perméabilité K :	7,00E-07	m/s
Coef Azzout (cf. schéma) :	1	S parois
	1	S base
S _{a transv} =	0,148	m ²
Q _{inf} par mL =	0,003	m ³ /h/ml
	0,0008	L/s/ml
V _{rét} par mL =	0,15	m ³
Q _{tot} =	0,035	L/s
V _{rét,tot} =	6,1	m ³

(en fond de massif)
7,00E-07 m/s



DIMENSIONNEMENT - Bassin (avec massif drainant)

Longueur haute :	20,00	m
Profondeur :	0,7	m
Pente transversale :	2,2	/1 (= 66° / 45%)
Pente longitudinale :	2,2	/1 (= 66° / 45%)
Largeur haute :	3,75	m
Largeur basse :	0,7	m
Longueur basse :	16,9	m
Hauteur massif drainant :	-0,5	m
Largeur du massif drainant :	2,0	m
Longueur du massif drainant :	16,9	m
Porosité du massif drainant :	0,3	u
Perméabilité K :	7,00E-07	m/s
Coef Azzout (cf. schéma) :	1	S parois
	1	S base
S _{transv} =	1,847	m ²
Q _{inf} par mL =	0,010	m ³ /h/mL
	0,0028	L/s/mL
V _{rét} par mL =	1,85	m ³
Q _{tot} =	0,057	L/s
V _{rét,tot} =	32,0	m ³



1.4.4 - Système de traitement

Les bassins d'infiltration présentent naturellement de bonnes capacités de décantation des polluants et de stockages de MES. Afin d'améliorer ce processus, les bassins pourront être plantés d'essences végétales permettant une phytoremédiation efficace.

Cette double action de traitement permet d'assurer un abattement optimal des différents polluants avant l'infiltration des eaux pluviales vers les nappes et masses d'eaux souterraines. Ce dispositif permet de s'affranchir d'un dispositif technique de prétraitement en amont, tout en offrant une amélioration de l'écosystème. La biodiversité locale en sera bénéficiaire.

2 - ANNEXES

→ 1 : Rapport Géotechnique (G2 AVP)



fondasol

RANSPACH-LE-BAS (68)
Étude géotechnique G1 (Lots) + G2 AVP (Voiries)

Rapport n° PR.MSGT.22.0117 – 001 – 1ère diffusion - 5 mai 2022

SAINT-LOUIS AGGLOMERATION

CREATION D'UN LOTISSEMENT

AGENCE DE MONTBELIARD

530 avenue René Jacot
25460 ETUPES

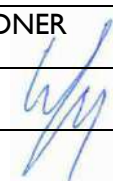
 03.81.91.77.92

 03 81 91 77 93

 montbeliard@fondasol.fr

SUIVI DES MODIFICATIONS ET MISES A JOUR

FTQ.261-B

Rév.	Date	Nb pages	Modifications	Rédacteur	Contrôleur
-	05/05/2022	70	1 ^{ère} diffusion	M. WALDNER 	M. ZERHOUNI
A					
B					
C					

REV	-	A	B	C	REV	-	A	B	C	REV	-	A	B	C
PAGE					PAGE					PAGE				
1	X				41	X				81				
2	X				42	X				82				
3	X				43	X				83				
4	X				44	X				84				
5	X				45	X				85				
6	X				46	X				86				
7	X				47	X				87				
8	X				48	X				88				
9	X				49	X				89				
10	X				50	X				90				
11	X				51	X				91				
12	X				52	X				92				
13	X				53	X				93				
14	X				54	X				94				
15	X				55	X				95				
16	X				56	X				96				
17	X				57	X				97				
18	X				58	X				98				
19	X				59	X				99				
20	X				60	X				100				
21	X				61	X				101				
22	X				62	X				102				
23	X				63	X				103				
24	X				64	X				104				
25	X				65	X				105				
26	X				66	X				106				
27	X				67	X				107				
28	X				68	X				108				
29	X				69	X				109				
30	X				70	X				110				
31	X				71					111				
32	X				72					112				
33	X				73					113				
34	X				74					114				
35	X				75					115				
36	X				76					116				
37	X				77					117				
38	X				78					118				
39	X				79					119				
40	X				80					120				

SOMMAIRE

A	Présentation de notre mission	4
A.1	Mission selon la norme NF P94-500	4
A.2	Programme d'investigations	4
A.3	Documents à notre disposition pour cette étude	5
B	Descriptif général du site et approche documentaire (GI ES)	6
B.1	Description générale du site	6
B.2	Contexte géologique	7
B.3	Zonage sismique	7
B.4	Aléa inondation	7
B.5	Aléa retrait-gonflement	7
B.6	Aléa sur le potentiel radon	8
B.7	Autres risques naturels non géotechniques	8
B.8	Fouilles archéologiques	8
B.9	Aléa anthropique	9
C	Résultats des investigations in situ	10
C.1	Aspects géologiques	10
C.2	Aspects géomécaniques	10
C.3	Niveaux d'eau	11
C.4	Essais de perméabilité <i>in situ</i>	11
C.5	Essais en laboratoire	12
C.6	Données liées au risque sismique	13
D	Études des ouvrages géotechniques projetés	15
D.1	Description générale du projet	15
D.2	Zone d'Influence Géotechnique (ZIG)	15
D.3	Analyse préliminaire du contexte géotechnique par rapport aux projets	16
D.4	Conditions générales de terrassement	16
D.5	Systèmes constructifs envisageables pour les lots (GI PGC)	16
D.6	Couche de forme des voiries (G2 AVP)	18
	ANNEXES	20
1	Conditions Générales de service	21
2	Enchaînement des missions types d'ingénierie géotechnique (Norme NF P94-500)	24
3	Missions types d'ingénierie géotechnique (Norme NF P94-500)	25
4	Plan de situation	26
5	Implantation des sondages	27
6	Résultats des sondages	28
7	Résultats des essais de laboratoire	54

A PRESENTATION DE NOTRE MISSION

SAINT-LOUIS AGGLOMERATION envisage l'aménagement d'un lotissement situé le long de la D419 / Rue de Bâle à RANSPACH-LE-BAS (68).

L'étude géotechnique en phase avant-projet a été confiée à FONDASOL, Agence de Montbéliard, suite à l'acceptation du devis SQ.25GT.21.11.041-IndD du 03/02/2022 par la commande datée du 03/02/2022.

A.1 Mission selon la norme NF P94-500

Il s'agit d'une mission géotechnique de type **G1 (Lots) + G2 AVP (Voiries)** au sens de la norme NF P 94-500 en référence à la « Classification des Missions d'Ingénierie Géotechniques Types » révisée en Novembre 2013.

Les objectifs de notre rapport sont de développer les points suivants :

- L'étude préliminaire du site,
- Le suivi et l'analyse des résultats des investigations,
- La synthèse du contexte géologique et géomécanique du site et l'analyse de son influence sur le projet,
- Les hypothèses géotechniques pour la justification des ouvrages géotechniques (voiries), et les principes généraux de construction et d'adaptation au site (Lots),
- L'approche de la Zone d'Influence Géotechnique (ZIG).

NOTA 1 : *Nos études ne concernent pas les projets géothermiques ; des études géologiques, hydrogéologiques et thermiques spécifiques, aux profondeurs requises pour ces projets, doivent être menées pour analyser les aléas particuliers qui pourraient y être liés (notamment risque de mise en communication de nappes, d'artésianisme, de sols gonflants, etc.).*

NOTA 2 : *L'objet de l'étude géotechnique n'est pas de détecter une éventuelle contamination des sols par des matières polluantes, ni de définir les filières d'évacuation des déblais.*

A.2 Programme d'investigations

A cet effet, nous avons réalisé les investigations suivantes :

- 12 FORAGES DESTRUCTIFS DE RECONNAISSANCE GEOLOGIQUE** notés SD1 à SD12, et descendus à 3.0 m de profondeur.
- 10 ESSAIS D'INFILTRATION** répartis dans les forages précédents pour mesurer in-situ la perméabilité des sols en place conformément à la norme NF EN ISO 22282-2.
- 6 ESSAIS AU PENETROMETRE DYNAMIQUE DPH** notés DPT1 à DPT6, et descendus à 6.0 m de profondeur.
- 6 FOUILLES DE RECONNAISSANCE A LA PELLE MECANIQUE**, notées PMI à PM6 et descendues entre 2.0 et 3.0 m de profondeur.
- 2 ESSAIS D'INFILTRATION MATSUO**, répartis dans les fouilles PMI et PM5.

Les **ESSAIS EN LABORATOIRE** suivants :

- 6 Mesures de la teneur en eau naturelle,
- 6 Analyses granulométriques par tamisage,
- 6 Analyses granulométriques par sédimentométrie,

- 6 Mesures de la valeur au bleu (Vbs),
- 6 Mesures des limites d'Atterberg,
- 2 Mesures de l'Indice Portant Immédiat à teneur en eau naturelle,

Les résultats des sondages et essais ainsi que leur implantation figurent en annexe à la fin du rapport.

A.3 Documents à notre disposition pour cette étude

Pour remplir cette mission, nous avons disposé du cahier des charges établi par le BET (SERUE Ingénierie) datant du 21/10/2021 et comportant :

- Le plan de situation,
- Le plan des voiries,
- La découpe des lots.

B DESCRIPTIF GENERAL DU SITE ET APPROCHE DOCUMENTAIRE (G1 ES)

B.1 Description générale du site

Le terrain étudié se trouve le long de la D419 / Rue de Bâle à RANSPACH-LE-BAS (Voir plan de situation en annexe et vue aérienne ci-dessous).



Figure 1 : Site du projet – www.google.fr/maps

D'un point de vue topographique, le site semble bombé en son centre et peut présenter des variations altimétriques de l'ordre de 9 m d'après nos mesures. Par ailleurs, le terrain présente une pente de 5 à 10 % vers le Nord, sur la partie Nord du site.

Nos sondages ont été nivelés à l'aide d'un GPS dont la précision altimétrique est d'environ +/- 5 cm (système IGN69).

Les cotes des têtes de nos sondages sont les suivantes :

Sondage	SD1	SD2	SD3	SD4	SD5
Cote IGN69	310.4	312.5	314.7	316.3	317.0

Sondage	SD6	SD7	SD8	SD9	SD10
Cote IGN69	318.0	318.7	318.4	316.2	315.7

Sondage	SD11	SD12	PM1	PM2	PM3
Cote IGN69	314.2	317.5	313.2	316.4	317.8

Sondage	PM4	PM5	PM6	DPT1	DPT2
Cote IGN69	319.1	319.1	317.0	313.5	316.9

Sondage	DPT3	DPT4	DPT5	DPT6
Cote IGN69	317.9	319.1	317.5	315.8

B.2 Contexte géologique

D'après la carte géologique du BRGM de Altkirch-Huningue au 1/50000 (extrait ci-dessous), le site est principalement le siège de loëss.

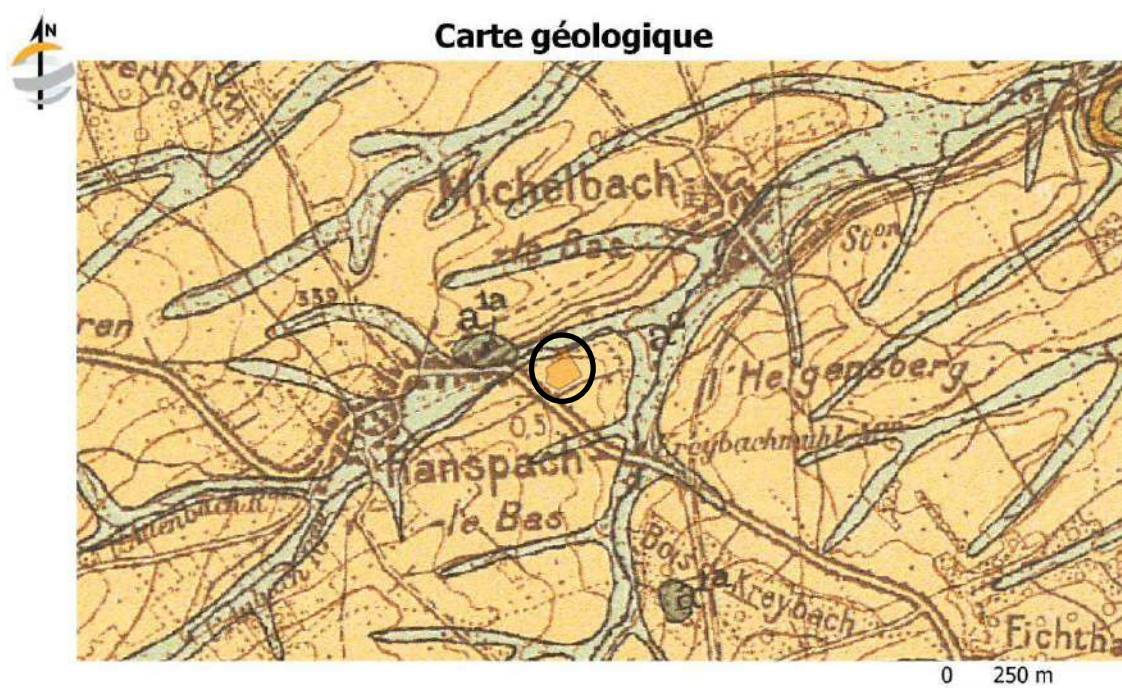


Figure 2 : Carte géologique 1/50000° – www.infoterre.brgm.fr

Le loëss est un limon très fin d'origine éolienne mis en place lors des dernières glaciations du Quaternaire, dont la particularité géotechnique est d'être très sensible à l'eau.

B.3 Zonage sismique

Depuis le 22 octobre 2010, la réglementation parasismique française a évolué avec la publication des décrets 2010-1254 et 2010-1255 du 24 octobre 2010. Ils indiquent que la commune de RANSPACH-LE-BAS est en zone sismique d'aléa **moyen** (dénomination **zone 4**).

B.4 Aléa inondation

La commune de RANSPACH-LE-BAS n'est soumise à aucun PPRI.

B.5 Aléa retrait-gonflement

Le projet se trouve dans un secteur d'aléa « moyen » vis-à-vis du phénomène de retrait/gonflement des argiles comme le montre la carte extraite du site internet www.georisques.gouv.fr suivante :

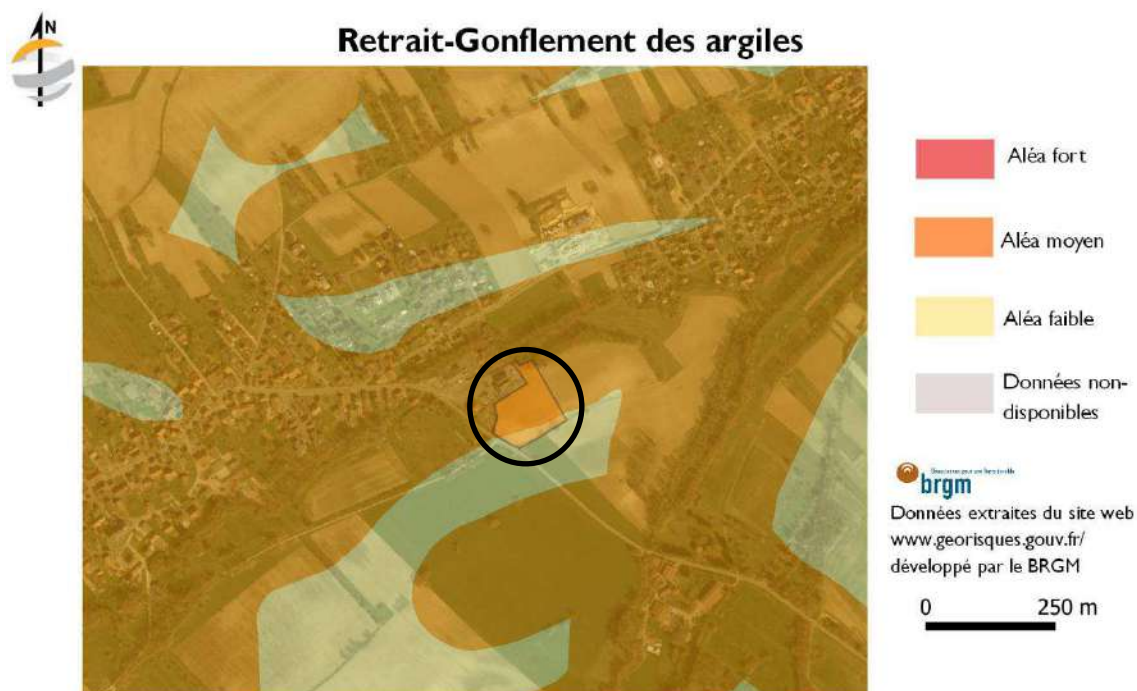


Figure 3 : Classification du risque relatif au retrait-gonflement des argiles - www.georisques.gouv.fr

B.6 Aléa sur le potentiel radon

Le projet est situé dans un département prioritaire pour la protection générale des personnes contre les dangers des rayonnements ionisants (présence potentielle de radon dans le milieu naturel) ; il conviendra que le maître d'ouvrage se réfère au décret N°2002-460 du 4 avril 2002, faisant obligation pour certains ERP de réaliser des mesures de concentration en radon. A titre informatif, la carte du potentiel radon établie par l'IRSN (source : irsn.fr), classe la commune du projet à potentiel faible.

B.7 Autres risques naturels non géotechniques

Il appartiendra aux concepteurs du projet de se renseigner auprès des autorités compétentes sur les autres risques naturels non géotechniques susceptibles de concerner ou non le projet (cf. <http://www.georisques.gouv.fr>).

B.8 Fouilles archéologiques

Nous n'avons pas connaissance de la réalisation d'une campagne de reconnaissances archéologiques sur le site.

Si de telles investigations ont été effectuées, les fouilles réalisées et remblayées, peuvent être de nature à remettre en cause les conclusions du présent rapport compte tenu du risque de dégradation des caractéristiques géotechniques des sols au droit des fouilles.

Aussi, il conviendra de se renseigner auprès des autorités compétentes afin de savoir si des fouilles archéologiques ont été réalisées sur le site et obtenir le cas échéant le plan de récolement.

B.9 Aléa anthropique

D'après les données en accès libre dont nous disposons et remontant jusqu'en 1934 (www.remonterletemps.ign.fr), aucune construction antérieure n'a pu être identifiée au droit du site d'étude. Ce dernier a constitué jusqu'alors un terrain agricole, puis un terrain en friche en bordure de village.

La zone d'activité au Nord du site n'apparaît qu'à la fin des années 1970 et s'étend jusqu'en 1997 pour atteindre son emprise actuelle. En bordure Nord du site des remblais peuvent éventuellement être à prévoir.



C RESULTATS DES INVESTIGATIONS IN SITU

C.1 Aspects géologiques

Pour rappel, nous avons réalisé :

- 12 sondages de reconnaissance géologique à l'aide d'un wagon drill notés SD1 à SD12,
- 6 fouilles de reconnaissance à la pelle mécanique et notés PMI à PM6.

Ils ont permis de mettre en évidence, de haut en bas, les formations suivantes :

- des **lœss (végétalisés en tête)** reconnus jusqu'à la fin des sondages aux profondeurs et cotes suivantes :

Sondage	SD1	SD2	SD3	SD4	SD5
Prof. (m)*	0.0 à >3.0	0.0 à >3.0	0.0 à >3.0	0.0 à >3.0	0.0 à >3.0
Cote IGN69	310.4 à <307.4	312.5 à <309.5	314.7 à <311.7	316.3 à <313.3	317.0 à <314.0

Sondage	SD6	SD7	SD8	SD9	SD10
Prof. (m)*	0.0 à >3.0	0.0 à >3.0	0.0 à >3.0	0.0 à >3.0	0.0 à >3.0
Cote IGN69	318.0 à <315.0	318.7 à <315.7	318.4 à <315.4	316.2 à <313.2	315.7 à <312.7

Sondage	SD11	SD12	PM1	PM2	PM3
Prof. (m)*	0.0 à >3.0	0.0 à >3.0	0 à >2.1	0 à >2.1	0 à >2.1
Cote IGN69	314.2 à <311.2	317.5 à <314.5	313.2 à <311.1	316.4 à <314.3	317.8 à <315.7

Sondage	PM4	PM5	PM6
Prof. (m)*	0 à >2.1	0 à >2.1	0 à >2.2
Cote IGN69	319.1 à <317.0	319.1 à <317.0	317.0 à <314.8

* Profondeur par rapport au niveau en tête de sondage

NOTA : La description des terrains traversés et la position des interfaces comportent des imprécisions inhérentes à la méthode de forage destructif. En particulier, ils ne permettent pas de déterminer la granulométrie exacte des horizons ou d'identifier la présence d'éléments grossiers ou blocs.

C.2 Aspects géomécaniques

Nous avons également réalisé 6 essais au pénétromètre dynamique normalisé type DPH notés DPT1 à DPT6. Ils ont permis de mesurer les résistances de pointe suivantes :

- **Faibles à bonnes** avec : $2.0 \text{ MPa} \leq q_d \leq 8.0 \text{ MPa}$

Il s'agit des lœss reconnus au droit des sondages et sur les diagrammes pénétrométriques jusqu'à leur arrêt, soit entre les profondeurs et cotes suivantes :

Sondage	DPT1	DPT2	DPT3	DPT4
Prof. (m)*	0 à >6.0	0 à >6.0	0 à >6.0	0 à >6.0
Cote IGN69	313.5 à <307.5	316.9 à <310.9	317.9 à <311.9	319.1 à <313.1

* Profondeur par rapport au niveau en tête de sondage

NOTA : Les caractéristiques sont globalement correctes, soit $q_d > 3.0$ MPa, mais il subsiste des passes légèrement moins consistantes ($2.0 \text{ MPa} \leq q_d \leq 3.0 \text{ MPa}$). Ces dernières sont associées notamment à la partie végétalisée supérieure des lœss, mais également à un passage situé entre 311.5 et 312.5 IGN69, ainsi qu'entre 309.0 et 310.0 MPa au droit de DPT1.

C.3 Niveaux d'eau

Aucune venue d'eau n'a été rencontrée au cours de nos interventions du 17/03/2021 au 24/03/2021 sur la profondeur des sondages. Le site n'est à priori pas concerné par la présence d'une nappe phréatique superficielle.

Des ruissellements et des circulations d'eau ponctuelles et aléatoires selon les conditions météorologiques sont en revanche à prévoir.

C.4 Essais de perméabilité *in situ*

C.4.1 Résultats

ESSAIS PORCHET

Nous avons réalisé 10 essais de perméabilité in-situ de type Porchet. Les résultats sont synthétisés dans le tableau suivant :

Sondage	Profondeur (m)	Horizon concerné	Perméabilité k (m/s)	Perméabilité k (mm/h)
SD1	3.0	Lœss	7.0×10^{-7}	3
SD2	3.0	Lœss	4.9×10^{-6}	18
SD3	3.0	Lœss	3.8×10^{-6}	14
SD4	3.0	Lœss	2.2×10^{-6}	8
SD5	3.0	Lœss	3.8×10^{-6}	14
SD6	3.0	Lœss	3.9×10^{-6}	14
SD7	3.0	Lœss	3.1×10^{-6}	11
SD9	3.0	Lœss	3.6×10^{-6}	13
SD10	3.0	Lœss	2.9×10^{-6}	10
SD12	3.0	Lœss	3.5×10^{-6}	13

Ces résultats sont conformes à la nature lœssique des sols.

Rappelons que les lœss sont des sols sensibles à l'eau et que l'infiltration ne doit pas être réalisée à proximité des fondations et des constructions.

ESSAIS MATSUO

Nous avons également réalisé 2 essais de perméabilité in-situ de type Matsuo au droit de fouilles à la pelle mécanique. Les résultats sont synthétisés dans le tableau suivant :

Sondage	Profondeur (m)	Horizon concerné	Perméabilité k (m/s)	Perméabilité k (mm/h)
PM1	1.1	Lœss	$\sim 2.0 \times 10^{-6}$	~ 6
PM5	1.2	Lœss	$\sim 8.0 \times 10^{-6}$	~ 28

C.4.2 Conclusions

NOTA : Les coefficients de perméabilité indiqués ci-dessous sont donnés pour une problématique d'infiltration.

Les coefficients de perméabilité mesurés sont faibles, soit $< 3.0 \times 10^{-6}$ m/s.

Les valeurs données dans le présent rapport ne sont représentatives que des sols testés au droit de nos sondages et aux profondeurs d'essais réalisés : nous conseillons donc à l'équipe de conception de tenir compte des risques d'hétérogénéité et de retenir des valeurs prudentes par type de sol, dans un souci de sécurité vis-à-vis du dimensionnement des ouvrages.

C.5 Essais en laboratoire

C.5.1 Résultats

Nous avons réalisé des essais en laboratoire sur les loëss argilo-limoneux prélevés au droit du site.

Les différents prélèvements ont été classés selon le fascicule II du GTR. Les résultats sont présentés ci-après.

Sondage	Profondeur prélèvement (m)	Teneur en eau (%)	Analyse granulométrique	Limites d'Atterberg	VBS	IPI (%)	Classe selon le fascicule II du GTR
PM1	1.30	24.6	Dmax < 3 mm Passant à 80 µm = 97.7% Passant à 2 µm = 7.2 %	WL = 32 % WP = 24 % Ip = 8 %	1.98	0.3	A1h/th
PM2	0.70	23.0	Dmax < 3 mm Passant à 80 µm = 98.0% Passant à 2 µm = 21.6 %	WL = 40 % WP = 25 % Ip = 15 %	3.04	-	A2h
PM3	0.40	22.4	Dmax < 2 mm Passant à 80 µm = 98.9% Passant à 2 µm = 26.7 %	WL = 41 % WP = 25 % Ip = 16 %	3.00	2	A2h
PM4	1.20	15.0	Dmax < 3 mm Passant à 80 µm = 96.9% Passant à 2 µm = 4.9 %	WL = 32 % WP = 26 % Ip = 6 %	1.38	-	A1
PM5	1.25	16.3	Dmax < 3 mm Passant à 80 µm = 99.0% Passant à 2 µm = 4.5 %	WL = 31 % WP = 24 % Ip = 7 %	1.38	-	A1
PM6	1.30	15.1	Dmax < 2 mm Passant à 80 µm = 99.1% Passant à 2 µm = 3.9 %	WL = 32 % WP = 26 % Ip = 6 %	1.37	-	A1

C.5.2 Synthèse et réutilisation des matériaux

Les résultats en laboratoire montrent que les loëss correspondent à des sols de classe A1 à A2.

Les états hydriques des matériaux étaient globalement « h » à « th » lors de notre intervention fin mars 2022.

Les fines sont très sensibles à l'eau. Si la teneur n'est pas trop élevée, ces sols se prêtent à l'emploi de la plus large gamme d'outils de terrassement.

CONDITIONS D'UTILISATION DES MATERIAUX EN REMBLAIS :

- Dans un état hydrique « th », ces sols sont inutilisables en l'état.
- Dans un état hydrique « h », ces sols sont difficiles à mettre en œuvre en raison de leur faible portance. Sous réserve de réaliser des tests d'aptitude au traitement, un traitement à la chaux pourrait éventuellement permettre la mise en œuvre de ces matériaux en remblai.
- Dans un état hydrique « m », ces sols ne posent pas de problème de réutilisation en remblai, sauf par temps pluvieux.

CONDITIONS D'UTILISATION DES MATERIAUX EN COUCHE DE FORME :

- La sensibilité à l'eau de ces sols implique de les traiter à la chaux + liant hydraulique (sous réserve de réalisation de tests d'aptitude). Dans le cas où ces sols seraient aptes au traitement, il conviendra soit d'éliminer la fraction grossière, soit de prévoir des outils de malaxage adaptés.

Rappelons que les conditions de réutilisation en remblai et en couche de forme doivent respecter les prescriptions du guide GTR 2000. De plus, elles sont tributaires des conditions météorologiques.

C.5.3 Sensibilité au retrait / gonflement

L'analyse des données de laboratoire est présentée en annexe.

Les loess prélevés entre 0 et 2.0 m de profondeur moyenne, sont situés dans la catégorie **des Limons très actifs** selon la classification de Magnan (1989). Ils présentent un **risque de gonflement faible à moyen** selon Bedin (1999). **La fraction argileuse est nocive à active** selon Lautrin (1989).

Selon le diagramme de Casagrande, le sol se situe en dehors du domaine des sols gonflants (domaine déterminé par le retour d'expérience des géotechniciens).

En conclusion, on retiendra une sensibilité moyenne au phénomène de retrait-gonflement des sols.

C.6 Données liées au risque sismique

Zone de sismicité de la commune selon le décret n°2010-1255 daté du 22 Octobre 2010 : **4**

CLASSE SISMIQUE DES SOLS

En première approche, au sens des règles de l'EUROCODE 8 en vigueur, la succession lithologique au droit des différents sondages constitue un sol de **classe C**.

PARAMETRES LIES AU SEISME

Il appartient au Maître d'Ouvrage de préciser la classe d'importance de l'ouvrage.

L'hypothèse faite ci-après, qui influence les paramètres de calculs structurels, doit être confirmée par le maître d'ouvrage.

Les paramètres qui découlent de la zone de sismicité, de la classe de sol et de la catégorie d'importance du bâtiment sont :

Zone de sismicité : 4 D'où l'accélération maximale au rocher : $a_{gr} = 1.6$
Catégorie d'importance du bâtiment : II D'où le coefficient d'importance : $\gamma_I = 1$
Classe de sol : C D'où le paramètre de sol : $S = 1.5$

D'où $a_{max} = a_{gr} \times \gamma_I \times S = 2.4 \text{ m/s}^2$

ÉVALUATION DU RISQUE DE LIQUEFACTION EN CAS DE SEISME

Compte tenu de l'absence de nappe superficielle et des caractéristiques mécaniques correctes mesurées, il n'y a pas de risque de liquéfaction des sols en cas de séisme.

D ÉTUDES DES OUVRAGES GEOTECHNIQUES PROJETES

D.1 Description générale du projet

Le projet consiste en l'aménagement d'un nouveau lotissement de 6 lots d'une emprise au sol de l'ordre de 13 500 m². Il est prévu la réalisation :

- De voiries VL et bandes cyclables desservant les lots,
- De futures constructions dont l'emprise n'est pas connue, que nous considérerons de type simple RdC+Combles sans sous-sol pour chacun des lots.

En l'absence d'information, les niveaux bas correspondant aux futures constructions sera considéré en profil rasant par rapport à la topographie actuelle.



Figure 5 : Plan d'aménagement du lotissement

D.2 Zone d'Influence Géotechnique (ZIG)

DEFINITION : Volume de terrain au sein duquel il y a interaction entre l'ouvrage ou l'aménagement de terrain, et l'environnement. La forme et l'extension de cette zone d'influence géotechnique sont spécifiques à chaque site et à chaque ouvrage ou aménagement de terrain.

Le projet est bordé :

- Côté Est et Sud, par des terrains agricoles,
- Côté Ouest, par la route D419,
- Côté Nord-Est, par des arbres de grande hauteur,

- Côté Nord-Ouest, par plusieurs bâtiments (en partie Ouest) dont nous ne connaissons pas le système de fondation.

Le projet est éloigné de tout bâtiment de plus de 10 m.

D.3 Analyse préliminaire du contexte géotechnique par rapport aux projets

Les investigations géotechniques ont mis en évidence des loëss de compacité correcte, jusqu'à la base de nos investigations à 3.0 m de profondeur/TN. D'après les essais pénétrométriques, nous noterons cependant des passées moins consistantes sur les 50 premiers centimètres et plus en profondeur (notamment entre 309.0 et 311.5 IGN69).

Le site n'est a priori pas concerné par la présence d'une nappe phréatique superficielle. Seules des circulations d'eau ponctuelles et aléatoires selon les conditions météorologiques sont à prévoir.

Nous rappellerons que le site d'étude se situe dans une zone d'aléa sismique et de retrait-gonflement moyen. Il conviendra d'en tenir compte pour la réalisation des futures constructions sur chacun des lots.

D.4 Conditions générales de terrassement

En cas d'évacuation de matériaux hors du site, il conviendra de définir le type de filière adapté d'un point de vue environnemental (cf. rapport environnement Fondasol).

D'une façon générale, l'entreprise devra adapter sa méthodologie d'exécution des travaux (terrassement, compactage...) afin d'assurer l'assainissement des plateformes et d'éviter de déstabiliser les avoisinants pouvant être influencés par les travaux.

Les travaux de terrassement intéresseront les loëss. Ils pourront être réalisés à l'aide d'engins « classiques ».

Nous attirons l'attention sur la grande sensibilité de ces matériaux à l'eau. En effet, il suffit quelquefois de quelques % d'augmentation de leur teneur en eau pour qu'ils passent d'un état consistant à un état mou qui ne permettront pas alors de vérifier les paramètres géotechniques fournis dans ce rapport et entraîner des difficultés de traficabilité des engins.

Les éventuels talus provisoires induits par les terrassements seront protégés par du polyane et réglés à 3 pour 2 (B/H) pour des hauteurs inférieures à 3 m sans surcharge en tête. Dans le cas contraire, une étude de stabilité sera impérative.

D.5 Systèmes constructifs envisageables pour les lots (G1 PGC)

D.5.1 Modes de fondation envisageables

On pourra envisager à ce stade de l'étude la réalisation de fondations superficielles avec rattrapage en gros béton ancrées dans les loëss (non remaniés), et descendues suffisamment profondément pour s'affranchir de l'aléa de retrait-gonflement des argiles, soit au-delà de 1,2 m de profondeur/TF au moins). A cette profondeur, la mise hors-gel des fondations qui nécessite au moins 1.0m de profondeur sera automatiquement assurée.

Pour des fondations ancrées dans les loëss observés, les contraintes admissibles sous fondation seront de l'ordre de 0.16 MPa aux ELS. **Cette valeur approximative devra**

nécessairement être validée et confirmée lors de l'étude de conception géotechnique G2 et en fonction du type et de l'importance de la construction.

L'estimation des tassements sera à réaliser dans le cadre de la mission G2 lorsque les données des ouvrages seront connues (notamment les descentes de charges).

D.5.2 Possibilités techniques pour les niveaux bas

Compte tenu de la nature du projet et du contexte géotechnique du site (aléa retrait-gonflement), et si aucun tassement plurimillimétrique à centimétrique n'est toléré par les dallages, il conviendra de réaliser une dalle portée par les fondations sur vide constructif.

Le cas échéant, et si les mêmes tassements sont tolérés, on pourra envisager un dallage sur terre-plein reposant sur les lœss, sous réserve de mettre en place une couche de forme compactée épaisse (épaisseur à définir en G2 AVP), conformément au DTU13-3.

D.5.3 Remarques générales

Le lœss est un sol particulièrement sensible à l'eau. En effet, il suffit quelquefois de quelques % d'augmentation de sa teneur en eau pour qu'il passe d'un état consistant à un état mou. Les précautions suivantes sont à prendre.

LORS DES TRAVAUX :

- Exécuter des fouilles impérativement par temps sec,
- Contrôler que toutes les fondations sollicitent le lœss, et ne pas hésiter à purger les sols douteux qui subsisteraient au niveau d'assise théorique,
- Bétonner immédiatement les fondations, pour que le fond de fouille ne puisse être détrempé par une éventuelle précipitation, et pour éviter la décompaction des sols,
- En cas de rehausse du terrain, une étude précise dans le cadre de la mission G2 sera à réaliser, notamment concernant les tassements qui seront générés par la surcharge.

EN PHASE DEFINITIVE :

- Veiller à ce qu'aucune fuite accidentelle d'eau ne puisse détrempier le sol d'assise des fondations, donc veiller tout particulièrement à la bonne réalisation des réseaux enterrés d'adduction d'eau et d'assainissement.
- La structure des bâtiments sera bien rigidifiée.
- Nous rappelons que le projet doit se trouver à une distance supérieure à 1 fois celle de la hauteur de l'arbre à l'âge adulte (existants ou à planter) ou 1.5 fois la hauteur dans le cas d'une haie. Si cette règle empirique ne peut être vérifiée, il conviendra de mettre en œuvre un mur anti-racines.

D.5.4 Conclusion GI PGC

Lorsque les caractéristiques précises du projet sur chacun des lots seront définies, notamment :

- Calage altimétrique des niveaux bas,
- Emprise au sol sur la parcelle,
- Descentes de charges,
- Surcharges sur dallages,
- Caractéristique de l'ouvrage (R+I, sans sous-sol, ...).

Selon l'enchaînement des missions géotechniques types de la norme NF P 94 500, une mission de type G2 (étude géotechnique d'avant-projet) sera impérative.

Celle-ci aura pour but de déterminer précisément les principes constructifs envisageables selon les caractéristiques du projet (emprise au sol, cote des niveaux bas, descentes de charges sur fondations, surcharges sur dallage, rehausse du terrain...).

Des sondages complémentaires (sondages pressiométriques descendus jusqu'à au moins 3 m sous la base des fondations, ...) devront être réalisés dans le cadre de la mission G2 pour affiner les paramètres géotechniques.

D.6 Couche de forme des voiries (G2 AVP)

Pour réaliser la couche de forme sous les voiries VL, il faudra :

- Travailler par temps sec.
- Décaper la terre végétale et les sols comportant des racines sur toute leur épaisseur.
- Refermer le fond de forme.
- Disposer un géosynthétique de séparation en fond de forme.
- Mettre en œuvre une couche de forme en matériaux sains et non évolutifs (grave non traitée GNT ou concassé de roche dure 0/40 mm avec moins de 12 % de passant à 80 μm pour qu'il soit insensible à l'eau), soigneusement compactée.

L'entreprise devra adapter les modes de mise en œuvre et de compactage aux caractéristiques du site (notamment l'état hydrique du sol support au moment des travaux), au matériau retenu et au matériel dont elle dispose, afin d'obtenir les critères de réception demandés.

Après terrassement à la cote de PST, l'arase de terrassement se trouvera dans les loëss, **matériaux sensibles à l'eau.**

En fonction des conditions climatiques, on considérera que l'on se situe dans un contexte de PST I-AR I, voire PST 0-AR 0, en conditions défavorables,

Quelle que soit la classe de l'arase initiale, **l'objectif minimum de plateforme pour tous les types de voiries est d'obtenir au minimum une PF2 sur la couche de forme**, soit une réception par essais à la plaque avec $EV2 > 50 \text{ MPa}$ (ou $EV2 > 30 \text{ MPa}$ sous les bandes cyclables).

Il faudra contrôler la portance par des essais en phase chantier.

Si l'on cherche à obtenir des valeurs de réception de plate-forme plus élevées que ci-dessus, ou si l'état hydrique du support le nécessite, il faudra augmenter l'épaisseur de la couche de forme.

Une mesure de portance par essais de poinçonnement (IPI) ou par essais à la plaque (EV2) en début de travaux permettra de s'assurer des conditions de traficabilité de chantier et d'adapter si nécessaire la méthode et l'épaisseur des couches.

Nous retiendrons les ébauches dimensionnelles associées aux cas suivants présentés ci-après, sachant que nos analyses mettent en évidence des valeurs d'IPI < 3 sur les échantillons testés.

Si $IPI < 3$ ou $EV2 < 20 \text{ MPa}$: la traficabilité sur le chantier n'est pas assurée et l'arase est de classe AR0.

Dans ce cas, il convient d'améliorer l'arase par une substitution, et éventuellement des travaux de drainage (fossés profonds, rabattement, ...) de manière à pouvoir la reclasser a minima en classe AR I.

Lorsque $IPI > 3$ ou $20 < EV2 < 50 \text{ MPa}$: la traficabilité sur le chantier est assurée et la classe d'arase est au minimum AR I.

Dans le cas PSTI-ARI :

- Solution 1 : 0,75 m de matériaux D21/D31 ou concassé roche dure ($D_{max} < 150\text{mm}$),
- Solution 2 : 0,60 m de matériaux D21/D31 ou concassé roche dure ($D_{max} < 150\text{mm}$) sur un géotextile.

La traficabilité sur chantier permet d'envisager un traitement. Si l'aptitude est avérée, une amélioration d'arase et une optimisation de l'épaisseur de couche de forme pourraient être envisagées, à étudier en phase PRO.

REMARQUES :

- Il faudra contrôler la portance par des essais à la plaque (NF P94-117-1) ou à la dynaplaque (NF P94-117-2).
- Si l'on cherche à obtenir des valeurs de réception de plate-forme plus élevées que ci-dessus, ou si l'état hydrique du support le nécessite, il faudra augmenter l'épaisseur de la couche de forme.
- Au-dessus de la couche de forme, il faut réaliser la structure de chaussée proprement dite (couche de fondation éventuelle, couche de base et couche de roulement).

EXEMPLE DE STRUCTURE DE CHAUSSEE

Sur une plateforme PF2 pour une voirie VL nous proposons de :

- prévoir 0,15 m de matériaux type GNT (Grave non traitée) de classe 2 ou 3,
- prévoir une couche de roulement de type BBSG (Béton Bitumineux Semi Grenu) classe 3, 0/6 sur 0,05 m.

RESEAUX ENTERRES SOUS CHAUSSEES

Les réseaux enterrés sous chaussée devront être remblayés avec soin et un compactage selon les règles en vigueur.

Le présent rapport conclut la mission d'étude géotechnique G1 (lots) + G2 AVP (voiries) confiée à FONDASOL.

Les calculs et valeurs dimensionnelles donnés dans le présent rapport ne sont que des ébauches destinées à donner un premier aperçu des sujétions techniques d'exécution et ne constituent pas un dimensionnement du projet.

Selon la norme NF P94-500, cette phase est insuffisante pour consulter les entreprises ; elle doit être suivie des phases PRO de prédimensionnement des ouvrages géotechniques, et ACT visant notamment à vérifier avant l'envoi du DCE aux entreprises, que les préconisations de l'étude G2 sont bien prises en compte dans les paragraphes du CCTP relatifs aux ouvrages géotechniques.

Il conviendra également de missionner un géotechnicien pour la supervision d'exécution des travaux géotechniques dans le cadre d'une mission G4. L'étude et le suivi d'exécution de ces travaux est à confier à l'entreprise dans le cadre d'une mission G3.

FONDASOL est à la disposition du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre pour réaliser les missions d'étude G2 phase PRO et la mission G4.



ANNEXES

I CONDITIONS GENERALES DE SERVICE

1. Formation du Contrat

Toute commande par le co-contractant (« le Client »), qui a reçu un devis de la part de FONDASOL, ou l'une quelconque de ses filiales (ci-après le « Prestataire »), quelle qu'en soit la forme (par exemple bon de commande, lettre de commande, ordre d'exécution ou acceptation de devis, sans que cette liste ne soit exhaustive) et ses avenants éventuels, constituent l'acceptation totale et sans réserve des présentes conditions générales par ledit Client, que ce dernier ait contresigné les conditions générales ou non, ou qu'il ait émis des conditions contradictoires. Tout terme de la commande, quelle qu'en soit la forme, et de ses avenants éventuels, qui serait en contradiction avec les présentes conditions générales ou le devis, serait réputé de nul effet et inapplicable, sauf s'il a fait l'objet d'une acceptation écrite expresse non équivoque par le Prestataire. Cette acceptation ne peut pas résulter de l'exécution des Prestations prévues au devis et/ou à la commande, quelle qu'en soit la forme, et/ou avenant éventuel, ou de l'absence de réponse du Prestataire sur ledit terme.

Les présentes conditions générales prévalent sur toutes autres conditions y compris contenues dans la commande (quelle que soit sa forme) du Client ou dans les accusés de réception des échanges de données informatisés, sur portail électronique, dans la gestion électronique des achats ou dans les courriers électroniques du Client. Aucune exception ou dérogation n'est applicable sauf si elle est émise par le Prestataire ou acceptée expressément, préalablement et de manière non équivoque par écrit par le Prestataire. À ce titre, toute condition de la commande ne peut être considérée comme acceptée qu'après accord écrit exprès et non-équivoque du Prestataire. Le contrat est constitué par le dernier devis émis par le Prestataire, les présentes conditions générales, la commande ou l'acceptation de devis ou lettre de commande du Client et, à titre accessoire et complémentaire les conditions de la commande expressément acceptées et spécifiquement indiquées par écrit par le Prestataire comme acceptées (le « Contrat »).

2. Entrée en vigueur

Le Contrat n'entrera en vigueur qu'à la réception par le Prestataire de l'acompte prévu au Contrat ou suivant les conditions particulières du devis, ou, le cas échéant, de l'accusé de réception de commande et/ou de réception de paiement émis par le Prestataire. Sauf disposition contraire des conditions particulières du devis, les délais d'exécution par le Prestataire de ses obligations au titre du Contrat commencent quinze (15) jours ouvrés après la date d'entrée en vigueur du Contrat.

3. Prix

Les prix sont établis aux conditions économiques en vigueur à la date d'établissement du devis. Préalablement au Contrat, les prix sont valables selon la durée mentionnée au devis et au maximum pendant deux (2) mois à compter de la date du devis. À l'entrée en vigueur du Contrat, les prix sont fermes et définitifs pour une durée de six (6) mois mis à jour tous les six (6) mois par application de l'indice "Sondages et Forages TP 04" pour les investigations in situ et en laboratoire, et par application de l'indice « SYNTEC » pour les prestations d'études, l'Indice de base étant le dernier indice publié à la date d'émission du devis.

Les prix mentionnés dans le Contrat ou le devis ne comprennent pas la TVA, les taxes sur les ventes, les droits, les prélèvements, les taxes sur le chiffre d'affaires, les droits de douane et d'importation, les surtaxes, les droits de timbre, les impôts retenus à la source et toutes les autres taxes similaires qui peuvent être imposées au Prestataire, à ses employés, à ses sociétés affiliées et/ou à ses représentants, dans le cadre de l'exécution du Contrat (les « Impôts »), qui seront supportés par le Client en supplément des prix indiqués. Le Prestataire restera toutefois responsable du paiement de tous les impôts applicables en France.

Au cas où le Prestataire serait obligé de payer l'un des Impôts mentionnés ci-dessus, le Client remboursera le Prestataire dans les trente (30) jours suivant la réception des documents correspondants justifiant le paiement de celui-ci. Au cas où ce remboursement serait interdit par toute législation applicable, le Prestataire aura le droit d'augmenter les prix indiqués dans le devis ou spécifiés dans le Contrat du montant des Impôts réellement supportés.

Sauf indication contraire dans le devis, les prix des Prestations relatifs à des quantités à réaliser, quelle qu'en soit l'unité (notamment sans que cela ne soit exhaustif, profonds, mètres linéaires, nombre d'essais, etc) ne sont que des estimatifs sur la base des informations du Client, en conséquence seules les quantités réellement réalisées seront facturées sur la base des prix unitaires du Contrat.

4. Obligations générales du Client

4.1 Le terme « Prestations » désigne exclusivement les prestations énumérées dans le devis du Prestataire comme étant comprises dans le devis à la charge du Prestataire. Toute prestation non comprise dans les Prestations, ou dont le prix unitaire n'est pas indiqué au Contrat, fera l'objet d'un prix nouveau à négocier.

4.2 Par référence à la norme NF P 94-500, il appartient au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre ou à toute entreprise de faire réaliser impérativement par des ingénieries compétentes chacune des missions géotechniques (successivement G1, G2, G3 et G4 et les investigations associées) pour suivre toutes les étapes d'élaboration et d'exécution du projet. Si la mission d'investigations est commandée seule, elle est limitée à l'exécution matérielle de sondages et à l'établissement d'un compte rendu factuel sans interprétation et elle exclut toute activité d'étude, d'ingénierie ou de conseil, ce que le Client reconnaît et accepte expressément.

La mission de diagnostic géotechnique G5 engage le géotechnicien uniquement dans le cadre strict des objectifs ponctuels fixés et acceptés expressément par écrit.

4.3 Sauf disposition contraire expresse du devis, le Client obtiendra à ses propres frais, dans un délai permettant le respect du délai d'exécution du Contrat, tous les permis et autorisations d'importation nécessaires pour l'importation des matériels et équipements et l'exécution des Prestations dans le pays où les matériels et équipements doivent être livrés et où les Prestations doivent être exécutées. En plus de ce qui précède et sauf à ce que l'une ou plusieurs des obligations suivantes soient expressément et spécifiquement intégrées aux Prestations et au bordereau de prix, le Client devra également, notamment, sans que cela ne soit exhaustif :

- Payer au Prestataire les Prestations conformément aux conditions du Contrat ;
- Communiquer en temps utile toutes les informations et/ou documentations nécessaires pour l'exécution du Contrat et notamment, mais pas seulement, tout élément qui lui paraîtrait de nature à compromettre la bonne exécution des Prestations ou devant être pris en compte par le Prestataire ;
- Permettre un accès libre et rapide au Prestataire à ses locaux et/ou au site où sont réalisées les Prestations y compris pour la livraison des matériels et équipements nécessaires à la réalisation des Prestations et notamment, mais pas seulement, les machines de forage ;
- Approuver tous les documents du Prestataire conformément au devis et à défaut dans un délai de deux jours au plus ;

- Préparer ses installations pour l'exécution du Contrat, et notamment, sans que cela ne soit exhaustif, décider et préparer les implantations des forages, fournir eau et électricité, et veiller, le Client étant toujours responsable de ses installations, à ce que le Prestataire dispose en permanence de toutes les ressources nécessaires pour exécuter le Contrat, sauf accord spécifique contraire dans le Contrat. Si le Personnel du Client est tenu d'exécuter un travail lié au Contrat incluant, mais sans s'y limiter, l'assemblage ou l'installation d'équipements, ce personnel sera qualifié et restera en permanence sous la responsabilité du Client. Le Client conservera le droit exclusif de diriger et de superviser le travail quotidien de son personnel. Dans ce cas, le Prestataire ne sera en aucun cas responsable d'une négligence ou d'une faute du personnel du Client dans l'exécution de ses tâches, y compris les conséquences que cette négligence ou faute peut avoir sur le Contrat. Par souci de clarté, tout sous-traitant du Prestataire imposé ou choisi par le Client restera sous l'entière responsabilité du Client ;

- fournir, conformément aux articles R.554-1 et suivants du même chapitre du code de l'environnement, à sa charge et sous sa responsabilité, l'implantation des réseaux privés, la liste et l'adresse des exploitants des réseaux publics à proximité des travaux, les plans, informations et résultats des investigations complémentaires consécutifs à sa Déclaration de projet de Travaux (DT). Ces informations sont indispensables pour permettre les éventuelles déclarations d'intentions de commencement de travaux (DICT) (le délai de réponse, est de 7 à 15 jours selon les cas, hors jours fériés) et pour connaître l'environnement du projet. En cas d'incertitude ou de complexité pour la localisation des réseaux sur le domaine public, il pourra être nécessaire de faire réaliser, à la charge du Client, des fouilles manuelles ou des avant-trous à la pelle mécanique pour les repérer. Les conséquences et la responsabilité de toute détérioration de ces réseaux par suite d'une mauvaise communication sont à la charge exclusive du Client.

- Déclarer aux autorités administratives compétentes tout forage réalisé, notamment, sans que cela ne soit exhaustif, de plus de 10 m de profondeur ou lorsqu'ils sont destinés à la recherche, la surveillance ou au prélèvement d'eaux souterraines (piézomètres notamment).

4.4 La responsabilité du Prestataire ne saurait être engagée en aucun cas pour quelque dommage que ce soit à des ouvrages publics ou privés (notamment, à titre d'exemple, des ouvrages, canalisations enterrés) dont la présence et l'emplacement précis ne lui auraient pas été signalés par écrit préalablement à l'émission du dernier devis et intégrés au Contrat.

5. Obligations générales du Prestataire

Le Prestataire devra :

- Exécuter avec le soin et la diligence requis ses obligations conformément au Contrat, toujours dans le respect des spécifications techniques et du calendrier convenus entre les Parties par écrit ;
- Respecter toutes les règles internes et les règles de sécurité raisonnables qui sont communiquées par le Client par écrit et qui sont applicables dans les endroits où les Prestations doivent être exécutées par le Prestataire ;
- S'assurer que son personnel reste à tout moment sous sa supervision et direction et exercer son pouvoir de contrôle et de direction sur ses équipes ;
- Procéder selon les moyens actuels de son art, à des recherches consciencieuses et à fournir les indications qu'on peut en attendre, étant entendu qu'il s'agit d'une obligation de moyen et en aucun cas d'une obligation de résultat ou de moyens renforcée ;
- Faire en sorte que son personnel localisé dans le pays de réalisation des Prestations respecte les lois dudit pays.

Le Prestataire n'est solidaire d'aucun autre intervenant sauf si la solidarité est explicitement prévue et expressément agréée dans le devis et dans ce cas la solidarité ne s'exerce que sur la durée de réalisation sur site du Client du Contrat.

En cas d'intervention du Prestataire sur site du Client, si des éléments de terrain diffèrent des informations préalables fournies par le Client, le Prestataire peut à tout moment décider que la protection de son personnel n'est pas assurée ou adéquate et suspendre ses Prestations jusqu'à ce que les mesures adéquates soient mises en œuvre pour assurer la protection du personnel, par exemple si des traces de pollution sont découvertes ou révélées. Une telle suspension sera considérée comme un Imprévu, tel que défini à l'article 14 ci-dessous.

6. Délais de réalisation

À défaut d'engagement précis, ferme et expresse du Prestataire dans le devis sur une date finale de réalisation ou une durée de réalisation fixe et non soumise à variations, les délais d'intervention et d'exécution données dans le devis sont purement indicatifs et, notamment du fait de la nature de l'activité du Prestataire, dépendante des interventions du Client ou de tiers, ne sauraient en aucun cas engager le Prestataire. Les délais de réalisation sont soumis aux ajustements tels qu'indiqués au Contrat. À défaut d'accord exprès spécifique contraire, il ne sera pas appliqué de pénalités de retard. Nonobstant toute clause contraire, les pénalités de retard, si elles sont prévues, sont plafonnées à un montant total maximum et cumulé pour le Contrat de 5% du montant total HT du Contrat.

- Le Prestataire réalise le Contrat sur la base des informations communiquées par le Client. Ce dernier est seul responsable de l'exactitude et de la complétude de ces données et transmettra au Prestataire toute information nécessaire à la réalisation des Prestations. En cas d'absence de transmission, d'inexactitude de ces données ou d'absence d'accès au(x) site(s) d'intervention, quelles que soient les hypothèses que le Prestataire a pu prendre, notamment en cas d'absence de données ou d'accès, le Prestataire est exonéré de toute responsabilité et les délais de réalisation sont automatiquement prolongés d'une durée au moins équivalente à la durée de correction de ces données et de reprise des Prestations correspondantes.

7. Formalités, autorisations et accès, obligations d'information, dégâts aux ouvrages et cultures

À l'exception d'un accord contraire dans les conditions spécifiques du devis ou dans les cas d'obligations législatives ou réglementaires non transférable par convention à la charge du Prestataire, toutes les démarches et formalités administratives ou autres, pour l'obtention des autorisations et permis de pénétrer sur les lieux et/ou d'effectuer les Prestations sont à la charge du Client. Le Client doit obtenir et communiquer les autorisations requises pour l'accès du personnel et des matériels nécessaires au Prestataire en toute sécurité dans l'enceinte des propriétés privées ou sur le domaine public. Le Client doit également fournir tous les documents et informations relatifs aux dangers et aux risques de toute nature, notamment sans que cela ne soit exhaustif, ceux cachés, liés aux réseaux, aux obstacles enterrés, à l'historique du site et à la pollution des sols, sous-sols et des nappes. Le Client communiquera les règles pratiques que les

intervenants doivent respecter en matière de santé, sécurité, hygiène et respect de l'environnement. Il assure également en tant que de besoin la formation du personnel, notamment celui du Prestataire, sur les règles propres à son site, avant toute intervention sur site. Le Client sera responsable de tout dommage corporel, matériel ou immatériel, consécutif ou non consécutif, résultant des événements mentionnés au présent paragraphe et qui n'aurait pas été mentionné au Prestataire.

Lorsque les Prestations consistent à mesurer, relever voire analyser ou traiter des sols pollués, le Prestataire a l'obligation de prendre les mesures nécessaires pour protéger son personnel dans la réalisation desdites Prestations, sur la base des données fournies par le Client.

Les forages et investigations de sols et sous-sols peuvent par nature entraîner des dommages sur le site en ce compris tout chemin d'accès, en particulier sur la végétation, les cultures et les ouvrages existants, sans qu'il y ait négligence ou faute de la part du Prestataire. Ce dernier n'est en aucun cas tenu de remettre en état ou réparer ces dégâts, sauf si la remise en état et/ou les réparations font partie des Prestations, et n'est en aucun cas tenu d'indemniser le Client ou les tiers pour lesdits dommages inhérents à la réalisation des Prestations.

8. Implantation, nivellement des sondages

À l'exception des cas où l'implantation des sondages fait partie des Prestations à réaliser par le Prestataire, ce dernier est exonéré de toute responsabilité dans les événements consécutifs à ladite implantation et est tenu indemne des conséquences liées à la décision d'implantation, tels que notamment, sans que cela ne soit exhaustif, le retard de réalisation, les surcoûts et/ou la perte de forage. Les Prestations ne comprennent pas les implantations topographiques permettant de définir l'emprise des ouvrages et zones à étudier ni la mesure des coordonnées précises des points de sondages ou d'essais. Les éventuelles altitudes indiquées pour chaque sondage (qu'il s'agisse de cotes de références rattachées à un repère arbitraire ou de cotes NGF) ne sont données qu'à titre indicatif. Seules font foi les profondeurs mesurées depuis le sommet des sondages et comptées à partir du niveau du sol au moment de la réalisation des essais.

9. Hydrogéologie - Géotechnique

9.1 Les niveaux d'eau indiqués dans le rapport final d'exécution des Prestations correspondent uniquement aux niveaux relevés au droit des sondages exécutés et au moment précis du relevé. En dépit de la qualité de l'étude les aléas suivants subsistent, notamment la variation des niveaux d'eau en relation avec la météo ou une modification de l'environnement des études et Prestations. Seule une étude hydrogéologique spécifique permet de déterminer les amplitudes de variation de ces niveaux et les PHEC (Plus Hautes Eaux Connues).

9.2 L'étude géotechnique s'appuie sur les renseignements reçus concernant le projet, sur un nombre limité de sondages et d'essais, et sur des profondeurs d'investigations limitées qui ne permettent pas de lever toutes les incertitudes inévitables à cette science naturelle. En dépit de la qualité de l'étude, des incertitudes subsistent du fait notamment du caractère ponctuel des investigations, de la variation d'épaisseur des remblais et/ou des différentes couches, de la présence de vestiges enterrés et de bien d'autres facteurs telle que la variation latérale de faciès. Les conclusions géotechniques ne peuvent donc conduire à traiter à forfait le prix des fondations compte tenu d'une hétérogénéité, naturelle ou du fait de l'homme, toujours possible et des aléas d'exécution pouvant survenir lors de la découverte de terrains. Si un caractère évolutif particulier a été mis en lumière (notamment à titre d'exemple glissement, érosion, dissolution, remblais évolutifs, tourbe), l'application des recommandations du rapport nécessite une actualisation à chaque étape du projet notamment s'il s'écoule un laps de temps important avant l'étape suivante.

9.3 L'estimation des quantités des ouvrages géotechniques nécessite, une mission d'étude géotechnique de conception G2 (phase projet). Les éléments géotechniques non décelés par l'étude et mis en évidence lors de l'exécution (pouvant avoir une incidence sur les conclusions du rapport) et les incidents importants survenus au cours des travaux (notamment glissement, dommages aux avoisinants ou aux existants) doivent obligatoirement être portés à la connaissance du Prestataire ou signalés aux géotechniciens chargés des Prestations de suivi géotechnique d'exécution G3 et de supervision géotechnique d'exécution G4, afin que les conséquences sur la conception géotechnique et les conditions d'exécution soient analysées par un homme de l'art.

10. Pollution - dépollution

Lorsque l'objet de la Prestation est le diagnostic ou l'analyse de la pollution de sols et/ou sous-sols, ou l'assistance à la maîtrise d'œuvre ou la maîtrise d'œuvre de prestations de dépollution, le Client devra désigner un coordinateur de Sécurité et de Protection de la Santé sur le site (SPS), assister le Prestataire pour l'obtention des autorisations nécessaires auprès des autorités compétentes, fournir au Prestataire toute information (notamment visite sur site, documents et échantillons) nécessaire à l'obtention des Certificats d'Acceptation Préalable de Déchets ainsi que pour l'obtention des autorisations nécessaires au transport, au traitements et à l'élimination des terres, matériaux, effluents, rejets, déchets, et plus généralement de toute substance polluante.

Sauf s'il s'agit de l'objet des Prestations tel que précisé au devis, notre devis est réalisé sur la base d'un site sur lequel il n'existe aucun danger potentiel lié à la présence de produits radioactifs.

Les missions d'assistance à maîtrise d'œuvre ou de maîtrise d'œuvre seront exercées conformément à l'objectif de réhabilitation repris dans le devis. À défaut d'une telle définition d'objectif, ces missions ne pourront commencer.

11. Rapport de mission, réception des Prestations par le Client

Sauf disposition contraire du Contrat et sous réserve des présentes conditions générales, la remise du dernier document à fournir dans le cadre des Prestations marque la fin de la réalisation des Prestations. La fin de la réalisation des Prestations sur site du Client est marquée par le départ autorisé du personnel du Prestataire du site. L'approbation du dernier document fourni dans le cadre des Prestations doit intervenir au plus tard deux semaines après sa remise au Client. A défaut de rejet explicite et par écrit par le Client dans ce délai, le document sera considéré comme approuvé. L'émission de commentaires ne vaut pas rejet et n'interrompt pas le délai d'approbation. Le Prestataire répondra aux commentaires dans les dix (10) jours de leur réception. A défaut de rejet explicite et par écrit par le Client dans les cinq (5) jours de la réception des réponses aux commentaires ou du document modifié, le document sera considéré comme approuvé. Si le Client refuse le document et que le document n'est toujours pas approuvé deux (2) mois après sa remise initiale, les Parties pourront mettre en œuvre le processus de règlement des litiges tel que défini au Contrat. A défaut de mise en œuvre de ce processus, le rapport sera considéré comme approuvé définitivement trois mois après la date de sa remise initiale au Client.

12. Réserve de propriété, confidentialité

Les coupes de sondages, plans et documents établis par le Prestataire dans le cadre des Prestations ne peuvent être utilisés, publiés ou reproduits par des tiers sans son autorisation. Le Client ne peut pas les utiliser pour d'autres ouvrages sans accord écrit préalable exprès du Prestataire. Le Client s'engage à maintenir confidentielle et à ne pas utiliser pour tout autre objectif que celui prévu au Contrat ou pour le compte de tiers, toute information se rapportant au savoir-faire, techniques et données du Prestataire, que ces éléments soient brevetés ou non, dont le Client a pu avoir connaissance au cours des Prestations ou qui ont été acquises ou développées par le Prestataire au cours du Contrat, sauf accord préalable écrit exprès du Prestataire.

13. Propriété Intellectuelle

Si dans le cadre du Contrat, le Prestataire met au point, développe ou utilise une nouvelle technique, celle-ci est et/ou reste sa propriété exclusive. Le Prestataire est libre de déposer tout brevet s'y rapportant. Le Prestataire est titulaire des droits d'auteur et de propriété sur les résultats et/ou données compris, relevés ou utilisés dans les ou, au cours des, Prestations et/ou

développés, générés, compilés et/ou traités dans le cadre du Contrat. Le Prestataire concède au Client, sous réserve qu'il remplisse ses obligations au titre du Contrat, un droit non exclusif de reproduction des documents remis dans le cadre des Prestations pour la seule utilisation des besoins de l'exploitation, la maintenance et l'entretien du site Client concerné.

En cas de reproduction des documents remis par le Prestataire dans le cadre des Prestations, le Client s'engage à indiquer la source en portant sur tous les documents diffusés intégrant lesdits documents du Prestataire, quelle que soit leur forme, la mention suivante en caractères apparents : « source originelle : Groupe Fondasol – date du document : JJ/MM/AAAA » sans que ces mentions ne puissent être interprétées comme une quelconque garantie donnée par le Prestataire. Le Client s'engage à ce que tout tiers à qui il aurait été donné l'obligation de remettre l'un ou les documents, se conforme à l'obligation de citation de la source originelle telle que prévue au présent article.

14. Modifications du contenu des Prestations en cours de réalisation

La nature des Prestations et des moyens à mettre en œuvre, les prévisions des avancements et délais, ainsi que les prix sont déterminés en fonction des éléments communiqués par le Client et ceux recueillis lors de l'établissement du devis. Des conditions imprévisibles par le Prestataire au moment de l'établissement du devis touchant à la géologie et éléments de terrains et découvertes imprévues, aux hypothèses de travail, au projet et à son environnement, à la législation et aux règlements, à des événements imprévus, survenant au cours de la réalisation des Prestations (l'ensemble désigné par les « Imprévus ») pourront conduire le Prestataire à proposer au Client un ou des avenant(s) avec notamment application des prix du bordereau du devis, ou en leur absence, de nouveau prix raisonnables et des délais de réalisation mis à jour. À défaut d'un refus écrit exprès du Client dans un délai de sept (7) jours à compter de la réception de la proposition d'avenant ou de modification des Prestations, ledit avenant ou modification des Prestations devient pleinement effectif et le Prestataire est donc rémunéré du prix de cet avenant ou de cette modification des Prestations, en sus. En cas de refus écrit exprès du Client, le Prestataire est en droit de suspendre immédiatement l'exécution des Prestations jusqu'à confirmation écrite expresse du Client des modalités pour traiter de ces Imprévus et accord des deux Parties sur lesdites modalités. Les Prestations réalisées à cette date sont facturées et rémunérées intégralement, sans que le Client ne puisse faire état d'un préjudice. Le temps d'immobilisation du personnel du Prestataire est rémunéré selon le prix unitaire indiqué dans le bordereau de prix du devis. Dans l'hypothèse où le Prestataire notifie qu'il est dans l'impossibilité d'accepter les modalités de traitement des Imprévus telles que demandées par le Client, ce dernier aura le droit de résilier le Contrat selon les termes prévus à l'article 19.2 (Résiliation).

15. Modifications du projet après fin de mission, délai de validité du rapport

Le rapport de fin de mission, quel que soit son nom, constitue une synthèse des Prestations telle que définie au Contrat. Ce rapport et ses annexes forment un ensemble indissociable. Toute interprétation, reproduction partielle ou totale, ou utilisation par un autre maître de l'ouvrage, un autre constructeur ou maître d'œuvre, ou conseil desdits maître d'ouvrage, constructeur ou maître d'œuvre pour un projet différent de celui objet du Contrat est interdite et ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prestataire à quelque titre que ce soit. La responsabilité du Prestataire ne saurait être engagée en dehors du cadre de la mission objet du rapport. Toute modification apportée au projet, au site, à l'ouvrage et/ou à son environnement non relevé expressément au Prestataire lors de la réalisation des Prestations ou dont il lui a été demandé de ne pas tenir compte, rend le rapport caduc, dégage la responsabilité du Prestataire et engage celle du Client. Le Client doit faire actualiser le dernier rapport émis dans le cadre du Contrat en cas d'ouverture du chantier (pour lequel le rapport a été émis) plus d'un an après remise dudit rapport. Il en est de même notamment en cas de travaux de terrassements, de démolition ou de réhabilitation du site (à la suite d'une contamination des terrains et/ou de la nappe) modifiant entre autres les qualités mécaniques, les dispositions constructives et/ou la répartition de tout ou partie des sols sur les emprises concernées par l'étude géotechnique.

16. Force Majeure

Le Prestataire ne sera pas responsable, de quelque manière que ce soit, de la non-exécution ou du retard d'exécution de ses obligations à la suite d'un événement de Force majeure. La Force majeure sera définie comme un événement qui empêche l'exécution totale ou partielle du Contrat et qui ne peut être surmonté en dépit des efforts raisonnables de la part de la Partie affectée, qui lui est extérieure. La Force majeure inclura, notamment les événements suivants: catastrophes naturelles ou climatiques, pénurie de main d'œuvre qualifiée ou de matières premières, incidents majeurs affectant la production des agents ou sous-traitants du Prestataire, actes de guerre, de terrorisme, sabotages, embargos, insurrections, émeutes ou atteintes à l'ordre public.

Tout événement de Force majeure sera notifié par écrit à l'autre Partie dès que raisonnablement possible. Si l'événement de Force majeure se poursuit pendant plus de deux (2) mois et que les Parties ne se sont pas mises d'accord sur les conditions de poursuite du Contrat, l'une ou l'autre des Parties aura le droit de résilier le Contrat, sur préavis écrit d'au moins trente (30) jours adressé à l'autre Partie, auquel cas la stipulation de la clause de Résiliation du Contrat s'appliquera.

Quand l'événement de Force majeure aura cessé de produire ses effets, le Prestataire reprendra l'exécution des obligations affectées dès que possible. Le délai de réalisation sera automatiquement prolongé d'une période au moins équivalente à la durée réelle des effets de l'événement de Force majeure. Tous frais supplémentaires raisonnablement engagés par le Prestataire suite à l'événement de Force majeure seront remboursés par le Client au Prestataire contre présentation de la preuve de paiement associée et de la facture correspondante.

17. Conditions de paiement, acompte, retenue de garantie

Aucune retenue de garantie n'est appliquée sur les paiements des Prestations.

Dans le cas où le Contrat nécessite une intervention d'une durée supérieure à un mois, des factures mensuelles intermédiaires sont établies et envoyées par le Prestataire pour paiement par le Client. Les paiements interviennent à réception et sans escompte. L'acompte dont le montant est défini dans les conditions particulières du devis est déduit de la facture ou décompte final(e).

En cas de sous-traitement par le Client au Prestataire dans le cadre d'un ouvrage public, les factures du Prestataire sont réglées directement et intégralement par le maître d'ouvrage, conformément à la loi n°75-1334 du 31/12/1975.

En l'absence de paiement au plus tard le jour suivant la date de règlement figurant sur la facture, il sera appliqué à compter dudit jour et de plein droit, un intérêt de retard égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement la plus récente majorée de 10 points de pourcentage. Cette pénalité sera exigible sans qu'un rappel ou mise en demeure soit nécessaire à compter du jour suivant la date de règlement figurant sur la facture. En sus de ces pénalités de retard, le Client sera redevable de plein droit des frais de recouvrement exposés ou d'une indemnité forfaitaire de 40 €.

Si la carence du Client rend nécessaire un recouvrement contentieux, le Client s'engage à payer, en sus du principal, des frais, dépens et émoluments ordinairement et légalement à sa charge et des dommages-intérêts éventuels, une indemnité fixée à 15% du montant TTC de la créance avec un minimum de 500 euros. Cette indemnité est due de plein droit, sans mise en demeure préalable, du seul fait du non-respect de la date de paiement. Les Parties reconnaissent expressément qu'elle constitue une évaluation raisonnable de l'indemnité de recouvrement et de l'indemnisation des frais de recouvrement.

Un désaccord quelconque dans le cadre de l'exécution des Prestations ne saurait en aucun cas constituer un motif de non-paiement des Prestations réalisées et non soumises à contestation précise et documentée. La compensation est formellement exclue. En conséquence, le Client s'interdit de déduire le montant des préjudices qu'il allègue du prix des Prestations facturé ou de retenir les paiements.

18. Suspension

L'exécution du Contrat ne peut être suspendue par le Prestataire que dans les cas suivants :

- (i) En cas d'Imprévu,
- (ii) En cas de violation par le Client d'une ou plusieurs de ses obligations contractuelles,
- (iii) En cas de Force Majeure.

Quand l'un des événements mentionnés ci-dessus se produit, le Prestataire a le droit de notifier au Client son intention de suspendre l'exécution du Contrat. Dans ce cas, le délai de réalisation sera prolongé d'une période équivalente à la durée de cette suspension et tous les frais associés engagés par le Prestataire suite à cette suspension seront remboursés par le Client contre présentation des preuves de paiement associées, en ce compris l'indemnité d'immobilisation au taux prévu au devis. Le Prestataire peut soumettre la reprise des obligations suspendues au remboursement par le Client au Prestataire des sommes mentionnées ci-dessus.

Si l'exécution du Contrat est suspendue pendant une période de plus de deux (2) mois, le Prestataire aura le droit de résilier le Contrat immédiatement sur préavis écrit d'au moins trente (30) jours, ou dans un autre délai dont les Parties auront convenu, après la réception de cette demande, la Partie défaillante n'a pas pris de mesures satisfaisantes pour respecter le Contrat, la Partie non défaillante peut, sans préjudice de l'exercice des autres droits ou recours dont elle peut disposer, résilier le Contrat en remettant à la Partie défaillante une notification écrite à cet effet.

19. Résiliation

Toute procédure de résiliation est obligatoirement précédée d'une tentative de négociation et résolution amiable du différend.

19.1 Résiliation pour manquement

Si l'une des Parties commet une violation substantielle du Contrat, l'autre Partie peut demander, par écrit, que la Partie défaillante respecte les conditions du Contrat. Si dans un délai de trente (30) jours, ou dans un autre délai dont les Parties auront convenu, après la réception de cette demande, la Partie défaillante n'a pas pris de mesures satisfaisantes pour respecter le Contrat, la Partie non défaillante peut, sans préjudice de l'exercice des autres droits ou recours dont elle peut disposer, résilier le Contrat en remettant à la première Partie une notification à cet effet. Cette résiliation entrera en vigueur à la date où ladite notification de résiliation est reçue par la première Partie.

19.2 Résiliation pour insolvabilité ou événement similaire ou après suspension prolongée

Si l'une ou l'autre des Parties est en état de cessation des paiements ou devient incapable de répondre à ses obligations financières, ou après une suspension supérieure à deux (2) mois, l'autre Partie peut, sans préjudice de l'exercice des autres droits ou recours dont elle peut disposer, résilier le Contrat en remettant à la première Partie une notification à cet effet. Cette résiliation entrera en vigueur à la date où ladite notification de résiliation est reçue par la première Partie.

19.3 Indemnisation pour résiliation

En cas de résiliation du Contrat en totalité ou en partie par le Client ou le Prestataire, conformément aux stipulations des Articles 19.1 ou 19.2, le Client paiera au Prestataire :

- (i) Le solde du prix des Prestations exécutées conformément au Contrat, à la date de résiliation non encore payées, et
- (ii) Les coûts réellement engagés par le Prestataire jusqu'à la date de résiliation pour la réalisation des Prestations y compris si certaines Prestations ne sont pas terminées,
- (iii) les coûts engagés par le Prestataire suite à la résiliation, y compris, mais sans s'y limiter, tous les frais liés à l'annulation de ses contrats de sous-traitance ou de ses contrats avec ses propres fournisseurs et les frais engagés pour toute suspension prolongée (le cas échéant), et
- (iv) un montant raisonnable pour compenser les frais administratifs et généraux du Prestataire du fait de la résiliation, qui ne sera en aucun cas inférieur à quinze (15) pour cent du prix des Prestations restant à effectuer à la date de résiliation.

En cas de résiliation du Contrat due à un événement de Force Majeure conformément à l'Article 16, le Client paiera au Prestataire les montants mentionnés aux alinéas (i), (ii) et (iii) ci-dessus et tous les autres frais raisonnables engagés par le Prestataire suite à l'événement de Force Majeure et à la suspension associée.

19.4 Effets de la résiliation

La résiliation du Contrat en totalité ou en partie, pour quelque raison que ce soit, n'affectera pas les stipulations du présent article et des articles concernant la propriété intellectuelle, la confidentialité, la limitation de responsabilité, le droit applicable et le règlement des différends.

20. Répartition des risques, responsabilités

20.1 Le Prestataire n'est pas tenu d'avertir son Client sur les risques encourus déjà connus ou ne pouvant être ignorés du Client compte-tenu de sa compétence. Le devoir de conseil du Prestataire vis-à-vis du Client ne s'exerce que dans les domaines de compétence requis pour l'exécution des Prestations spécifiquement confiées. Tout élément nouveau connu du Client après la fin de la réalisation des Prestations doit être communiqué au Prestataire qui pourra, le cas échéant, proposer la réalisation d'une prestation complémentaire. A défaut de communication des éléments nouveaux ou d'acceptation de la prestation complémentaire, le Client en assumera toutes les conséquences. En aucun cas, le Prestataire ne sera tenu pour responsable des conséquences d'un non-respect de ses préconisations ou d'une modification de celles-ci par le Client pour quelque raison que ce soit. L'attention du Client est attirée sur le fait que toute estimation de quantités faite à partir des données obtenues par prélèvements ou essais ponctuels sur le site objet des Prestations possède une représentativité limitée et donc incertaine par rapport à l'ensemble du site pour lequel elles seraient extrapolées.

20.2 Le Prestataire est responsable des dommages qu'il cause directement par l'exécution de ses Prestations, dans les conditions et limites du Contrat. A ce titre, il est responsable de ses Prestations dont la défektivité lui est imputable. Nonobstant toute clause contraire dans le Contrat ou tout autre document, la responsabilité totale et cumulée du Prestataire au titre du ou en relation avec le Contrat sera plafonnée au prix total HT du Contrat et à dix mille (10 000) euros pour tout Contrat dont le prix HT serait inférieur à ce montant, quel que soit le fondement de la responsabilité (contractuelle, délictuelle, garantie, légale ou autre). Nonobstant toute clause contraire dans le Contrat ou tout autre document, il est expressément convenu que le Prestataire

ne sera pas responsable des dommages immatériels consécutifs et/ou non-consécutifs à un dommage matériel et ne sera pas responsable des dommages tels que, notamment, la perte d'exploitation, la perte de production, le manque à gagner, la perte de profit, la perte de contrat, la perte d'image, l'immobilisation de personnel ou d'équipements, que ceux-ci soient considérés directs ou non.

20.3 Le Prestataire sera garanti et indemnisé en totalité par le Client contre tous recours, demandes, actions, procédures, recherches en responsabilité de toute nature de la part de tiers au Contrat à l'encontre du Prestataire du fait des Prestations.

21. Assurances

Le Prestataire bénéficie d'un contrat d'assurance au titre de la responsabilité décennale afférente aux ouvrages soumis à obligation d'assurance, conformément à l'article L.241-1 du Code des assurances. **A ce titre et en toute hypothèse y compris pour les ouvrages non soumis à obligation d'assurance, les ouvrages dont la valeur HT (travaux et honoraires compris) excède au jour de la déclaration d'ouverture de chantier un montant de 15 M€ HT doivent faire l'objet d'une déclaration auprès du Prestataire.** Il est expressément convenu que le Client a l'obligation d'informer le Prestataire d'un éventuel dépassement de ce seuil, et accepte, de fournir tous éléments d'information nécessaires à l'adaptation de la garantie. Au-delà de 15 M€ HT de valeur de l'ouvrage, le Client prend également l'engagement, de souscrire à ses frais un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD), contrat dans lequel le Prestataire sera expressément mentionné parmi les bénéficiaires. Le Client prendra en charge toute éventuelle sur-cotation qui serait demandée au Prestataire par rapport aux conditions de base de son contrat d'assurance. Par ailleurs, les ouvrages de caractère exceptionnel, voire inhabituels sont exclus du contrat d'assurance en vigueur et doivent faire l'objet d'une cotation particulière. A défaut de respecter ces engagements, le Client en supportera les conséquences financières. Le maître d'ouvrage est tenu d'informer le Prestataire de la DOC (déclaration d'ouverture de chantier).

Toutes les conséquences financières d'une déclaration insuffisante quant au coût de l'ouvrage seront supportées par le Client.

22. Changement de lois

Si à tout moment après la date du devis du Prestataire au Client, une loi, un règlement, une norme ou une méthode entre en vigueur ou change, et si cela augmente le coût de réalisation des Prestations, ou si cela affecte plus généralement l'une des conditions du Contrat, tel que, mais sans que ce ne soit limitatif, le délai de réalisation ou les garanties, le prix du Contrat sera ajusté en fonction de l'augmentation des coûts subie par le Prestataire du fait de ce changement et supporté par le Client. Les autres conditions du Contrat affectées seront ajustées de bonne foi pour refléter ce/ces changement(s).

23. Interprétation, langue

En cas de contradiction ou de conflit entre les termes des différents documents composant le Contrat tel qu'indiqué en article 1, les documents prévalent l'un sur l'autre dans l'ordre dans lequel ils sont énoncés audit article 1. Sauf clause contraire spécifique dans le devis, tout rapport et/ou document objet des Prestations sera fourni en français. Les titres des articles des présentes conditions générales n'ont aucune valeur juridique ni interprétative.

24. Cessibilité de Contrat, non-renonciation

Le Contrat ne peut être cédé, en tout ou en partie, par le Client ou le Prestataire à un tiers sans le consentement exprès, écrit, préalable de l'autre Partie. La sous-traitance par le Prestataire n'est pas considérée comme une cession au titre du présent article. Le fait que le Prestataire ne se prévale pas à un moment donné d'une quelconque des stipulations du Contrat et/ou tolère un manquement par le Client à l'une quelconque des obligations visées dans le Contrat ne peut en aucun cas être interprété comme valant renonciation par le Prestataire à se prévaloir ultérieurement de l'une quelconque desdites stipulations.

25. Divisibilité

Si une stipulation du Contrat est jugée par une autorité compétente comme nulle et inapplicable en totalité ou en partie, la validité des autres stipulations du Contrat et le reste de la stipulation en question n'en sera pas affectée. Le Client et le Prestataire remplaceront cette stipulation par une stipulation aussi proche que possible de la stipulation rendue invalide, produisant les mêmes effets juridiques que ceux initialement prévus par le Client et le Prestataire.

26. Litiges - Attribution de juridiction

LE PRÉSENT CONTRAT EST SOUMIS AU DROIT FRANÇAIS ET TOUT LITIGE RELATIF AUDIT CONTRAT (SA VALIDITE, SON INTERPRETATION, SON EXISTENCE, SA REALISATION, DEFECTUEUSE OU TOTALE, SON EXPIRATION OU SA RESILIATION NOTAMMENT) SERA SOUMIS EXCLUSIVEMENT AU DROIT FRANÇAIS. À DÉFAUT D'ACCORD AMIABLE DANS UN DÉLAI DE 30 JOURS SUIVANT L'ENVOI D'UNE CORRESPONDANCE FAISANT ÉTAT D'UN DIFFÉREND, TOUT LITIGE SERA SOUMIS POUR RESOLUTION AUX JURIDICTIONS DU RESSORT DU SIÈGE SOCIAL DU PRESTATAIRE QUI SONT SEULES COMPÉTENTES, ET AUXQUELLES LES PARTIES ATTRIBUENT COMPÉTENCE EXCLUSIVE, MÊME EN CAS DE DEMANDE INCIDENTE OU D'APPEL EN GARANTIE OU DE PLURALITÉ DE DÉFENDEURS. LA LANGUE DU CONTRAT ET DE TOUT RÈGLEMENT DES LITIGES EST LE FRANÇAIS.

NOVEMBRE 2018

2 ENCHAINEMENT DES MISSIONS TYPES D'INGENIERIE GEOTECHNIQUE (NORME NF P94-500)

Le Maître d'Ouvrage doit associer l'ingénierie géotechnique au même titre que les autres ingénieries à la Maîtrise d'Œuvre et ce, à toutes les étapes successives de conception, puis de réalisation de l'ouvrage. Le Maître d'Ouvrage, ou son mandataire, doit veiller à la synchronisation des missions d'ingénierie géotechnique avec les phases effectives à la Maîtrise d'Œuvre du projet.

L'enchaînement et la définition synthétique des missions d'ingénierie géotechnique sont donnés ci-après. Deux ingénieries géotechniques différentes doivent intervenir : la première pour le compte du Maître d'Ouvrage ou de son mandataire lors des étapes 1 à 3, la seconde pour le compte de l'entreprise lors de l'étape 3.

Enchaînement des missions G1 à G4	Phases de la maîtrise d'œuvre	Mission d'ingénierie géotechnique et Phase de la mission		Objectifs à atteindre pour les ouvrages géotechniques	Niveau de management des risques géotechniques attendu	Prestations d'investigations géotechniques à réaliser
Étape 1 : Étude géotechnique préalable (G1)		Étude géotechnique préalable (G1) Phase Étude de Site (ES)		Spécificités géotechniques du site	Première identification des risques présentés par le site	Fonction des données existantes et de la complexité géotechnique
	Étude préliminaire, Esquisse, APS	Études géotechnique préalable (G1) Phase Principes Généraux de Construction (PGC)		Première adaptation des futurs ouvrages aux spécificités du site	Première identification des risques pour les futurs ouvrages	Fonctions des données existantes et de la complexité géotechnique
Étape 2 : Étude géotechnique de conception (G2)	APD/AVP	Étude géotechnique de conception (G2) Phase Avant-projet (AVP)		Définition et comparaison des solutions envisageables pour le projet	Mesures préventives pour la réduction des risques identifiés, mesures correctives pour les risques résiduels avec détection au plus tôt de leur survenance	Fonction du site et de la complexité du projet (<i>choix constructifs</i>)
	PRO	Études géotechniques de conception (G2) Phase Projet (PRO)		Conception et justifications du projet		Fonction du site et de la complexité du projet (<i>choix constructifs</i>)
	DCE/ACT	Étude géotechnique de conception (G2) Phase DCE/ACT		Consultation sur le projet de base/choix de l'entreprise et mise au point du contrat de travaux		
Étape 3 : Études géotechniques de réalisation (G3/G4)		A la charge de l'entreprise	A la charge du maître d'ouvrage			
	EXE/VISA	Étude de suivi géotechniques d'exécution (G3) Phase Étude (<i>en interaction avec la phase suivi</i>)	Supervision géotechnique d'exécution (G4) Phase Supervision de l'étude géotechnique d'exécution (<i>en interaction avec la phase supervision du suivi</i>)	Étude d'exécution conforme aux exigences du projet, avec maîtrise de la qualité, du délai et du coût	Identification des risques résiduels, mesures correctives, contrôle du management des risques résiduels (<i>réalité des actions, vigilance, mémorisation, capitalisation des retours d'expérience</i>)	Fonction des méthodes de construction et des adaptations proposées si des risques identifiés surviennent
	DET/AOR	Étude et suivi géotechniques d'exécutions (G3) Phase Suivi (<i>en interaction avec la Phase Étude</i>)	Supervision géotechnique d'exécution (G4) Phase Supervision du suivi géotechnique d'exécution (<i>en interaction avec la phase Supervision de l'étude</i>)	Exécution des travaux en toute sécurité et en conformité avec les attentes du maître d'ouvrage		Fonction du contexte géotechnique observé et du comportement de l'ouvrage et des avoisinants en cours de travaux
À toute étape d'un projet ou sur un ouvrage existant	Diagnostic	Diagnostic géotechnique (G5)		Influence d'un élément géotechnique spécifique sur le projet ou sur l'ouvrage existant	Influence de cet élément géotechnique sur les risques géotechniques identifiés	Fonction de l'élément géotechnique étudié

Classification des missions d'ingénierie géotechnique en page suivante

Février 2014

3 MISSIONS TYPES D'INGENIERIE GEOTECHNIQUE (NORME NF P94-500)

L'enchaînement des missions d'ingénierie géotechnique (étapes 1 à 3) doit suivre les étapes de conception et de réalisation de tout projet pour contribuer à la maîtrise des risques géotechniques. Le maître d'ouvrage ou son mandataire doit faire réaliser successivement chacune de ces missions par une ingénierie géotechnique. Chaque mission s'appuie sur des données géotechniques adaptées issues d'investigations géotechniques appropriées.

ETAPE 1 : ETUDE GEOTECHNIQUE PREALABLE (G1)

Cette mission exclut toute approche des quantités, délais et coûts d'exécution des ouvrages géotechniques qui entre dans le cadre de la mission d'étude géotechnique de conception (étape 2). Elle est à la charge du maître d'ouvrage ou son mandataire. Elle comprend deux phases:

Phase Étude de Site (ES)

Elle est réalisée en amont d'une étude préliminaire, d'esquisse ou d'APS pour une première identification des risques géotechniques d'un site. - Faire une enquête documentaire sur le cadre géotechnique du site et l'existence d'avoisinants avec visite du site et des alentours.

- Définir si besoin un programme d'investigations géotechniques spécifique, le réaliser ou en assurer le suivi technique, en exploiter les résultats.
- Fournir un rapport donnant pour le site étudié un modèle géologique préliminaire, les principales caractéristiques géotechniques et une première identification des risques géotechniques majeurs.

Phase Principes Généraux de Construction (PGC)

Elle est réalisée au stade d'une étude préliminaire, d'esquisse ou d'APS pour réduire les conséquences des risques géotechniques majeurs identifiés. Elle s'appuie obligatoirement sur des données géotechniques adaptées.

- Définir si besoin un programme d'investigations géotechniques spécifique, le réaliser ou en assurer le suivi technique, en exploiter les résultats.
- Fournir un rapport de synthèse des données géotechniques à ce stade d'étude (première approche de la ZIG, horizons porteurs potentiels, ainsi que certains principes généraux de construction envisageables (notamment fondations, terrassements, ouvrages enterrés, améliorations de sols).

ETAPE 2 : ETUDE GEOTECHNIQUE DE CONCEPTION (G2)

Cette mission permet l'élaboration du projet des ouvrages géotechniques et réduit les conséquences des risques géotechniques importants identifiés. Elle est à la charge du maître d'ouvrage ou son mandataire et est réalisée en collaboration avec la maîtrise d'œuvre ou intégrée à cette dernière. Elle comprend trois phases:

Phase Avant-projet (AVP)

Elle est réalisée au stade de l'avant-projet de la maîtrise d'œuvre et s'appuie obligatoirement sur des données géotechniques adaptées.

- Définir si besoin un programme d'investigations géotechniques spécifique, le réaliser ou en assurer le suivi technique, en exploiter les résultats.
- Fournir un rapport donnant les hypothèses géotechniques à prendre en compte au stade de l'avant-projet, les principes de construction envisageables (terrassements, soutènements, pentes et talus, fondations, assises des dallages et voiries, améliorations de sols, dispositions générales vis-à-vis des nappes et des avoisinants), une ébauche dimensionnelle par type d'ouvrage géotechnique et la pertinence d'application de la méthode observationnelle pour une meilleure maîtrise des risques géotechniques.

Phase Projet (PRO)

Elle est réalisée au stade du projet de la maîtrise d'œuvre et s'appuie obligatoirement sur des données géotechniques adaptées suffisamment représentatives pour le site. - Définir si besoin un programme d'investigations géotechniques spécifique, le réaliser ou en assurer le suivi technique, en exploiter les résultats.

- Fournir un dossier de synthèse des hypothèses géotechniques à prendre en compte au stade du projet (valeurs caractéristiques des paramètres géotechniques en particulier), des notes techniques donnant les choix constructifs des ouvrages géotechniques (terrassements, soutènements, pentes et talus, fondations, assises des dallages et voiries, améliorations de sols, dispositions vis-à-vis des nappes et des avoisinants), des notes de calcul de dimensionnement, un avis sur les valeurs seuils et une approche des quantités.

Phase DCE / ACT

Elle est réalisée pour finaliser le Dossier de Consultation des Entreprises et assister le maître d'ouvrage pour l'établissement des Contrats de Travaux avec le ou les entrepreneurs retenus pour les ouvrages géotechniques.

- Établir ou participer à la rédaction des documents techniques nécessaires et suffisants à la consultation des entreprises pour leurs études de réalisation des ouvrages géotechniques (dossier de la phase Projet avec plans, notices techniques, cahier des charges particulières, cadre de bordereau des prix et d'estimatif, planning prévisionnel).
- Assister éventuellement le maître d'ouvrage pour la sélection des entreprises, analyser les offres techniques, participé à la finalisation des pièces techniques des contrats de travaux.

ETAPE 3 : ETUDES GEOTECHNIQUES DE REALISATION (G3 et

G4, distinctes et simultanées)

ETUDE ET SUIVI GEOTECHNIQUES D'EXECUTION (G3)

Cette mission permet de réduire les risques géotechniques résiduels par la mise en œuvre à temps de mesures correctives d'adaptation ou d'optimisation. Elle est confiée à l'entrepreneur sauf disposition contractuelle contraire, sur la base de la phase G2 DCE/ACT. Elle comprend deux phases interactives:

Phase Étude

- Définir si besoin un programme d'investigations géotechniques spécifique, le réaliser ou en assurer le suivi technique, en exploiter les résultats.
- Étudier dans le détail les ouvrages géotechniques: notamment établissement d'une note d'hypothèses géotechniques sur la base des données fournies par le contrat de travaux ainsi que des résultats des éventuelles investigations complémentaires, définition et dimensionnement (calculs justificatifs) des ouvrages géotechniques, méthodes et conditions d'exécution (phasages généraux, suivis, auscultations et contrôles à prévoir, valeurs seuils, dispositions constructives complémentaires éventuelles).
- Élaborer le dossier géotechnique d'exécution des ouvrages géotechniques provisoires et définitifs: plans d'exécution, de phasage et de suivi.

Phase Suivi

- Suivre en continu les auscultations et l'exécution des ouvrages géotechniques, appliquer si nécessaire des dispositions constructives prédéfinies en phase Étude.
- Vérifier les données géotechniques par relevés lors des travaux et par un programme d'investigations géotechniques complémentaire si nécessaire (le réaliser ou en assurer le suivi technique, en exploiter les résultats).
- Établir la prestation géotechnique du dossier des ouvrages exécutés (DOE) et fournir les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage (DIUO).

SUPERVISION GEOTECHNIQUE D'EXECUTION (G4)

Cette mission permet de vérifier la conformité des hypothèses géotechniques prises en compte dans la mission d'étude et suivi géotechniques d'exécution. Elle est à la charge du maître d'ouvrage ou son mandataire et est réalisée en collaboration avec la maîtrise d'œuvre ou intégrée à cette dernière. Elle comprend deux phases interactives:

Phase Supervision de l'étude d'exécution

- Donner un avis sur la pertinence des hypothèses géotechniques de l'étude géotechnique d'exécution, des dimensionnements et méthodes d'exécution, des adaptations ou optimisations des ouvrages géotechniques proposées par l'entrepreneur, du plan de contrôle, du programme d'auscultation et des valeurs seuils.

Phase Supervision du suivi d'exécution

- Par interventions ponctuelles sur le chantier, donner un avis sur la pertinence du contexte géotechnique tel qu'observé par l'entrepreneur (G3), du comportement tel qu'observé par l'entrepreneur de l'ouvrage et des avoisinants concernés (G3), de l'adaptation ou de l'optimisation de l'ouvrage géotechnique proposée par l'entrepreneur (G3).
- Donner un avis sur la prestation géotechnique du DOE et sur les documents fournis pour le DIUO.

A TOUTES ETAPES : DIAGNOSTIC GEOTECHNIQUE (G5)

Pendant le déroulement d'un projet ou au cours de la vie d'un ouvrage, il peut être nécessaire de procéder, de façon strictement limitative, à l'étude d'un ou plusieurs éléments géotechniques spécifiques, dans le cadre d'une mission ponctuelle. Ce diagnostic géotechnique précise l'influence de cet ou ces éléments géotechniques sur les risques géotechniques identifiés ainsi que leurs conséquences possibles pour le projet ou l'ouvrage existant.

- Définir, après enquête documentaire, un programme d'investigations géotechniques spécifique, le réaliser ou en assurer le suivi technique, en exploiter les résultats.
- Étudier un ou plusieurs éléments géotechniques spécifiques (par exemple soutènement, causes géotechniques d'un désordre) dans le cadre de ce diagnostic, mais sans aucune implication dans la globalité du projet ou dans l'étude de l'état général de l'ouvrage existant.

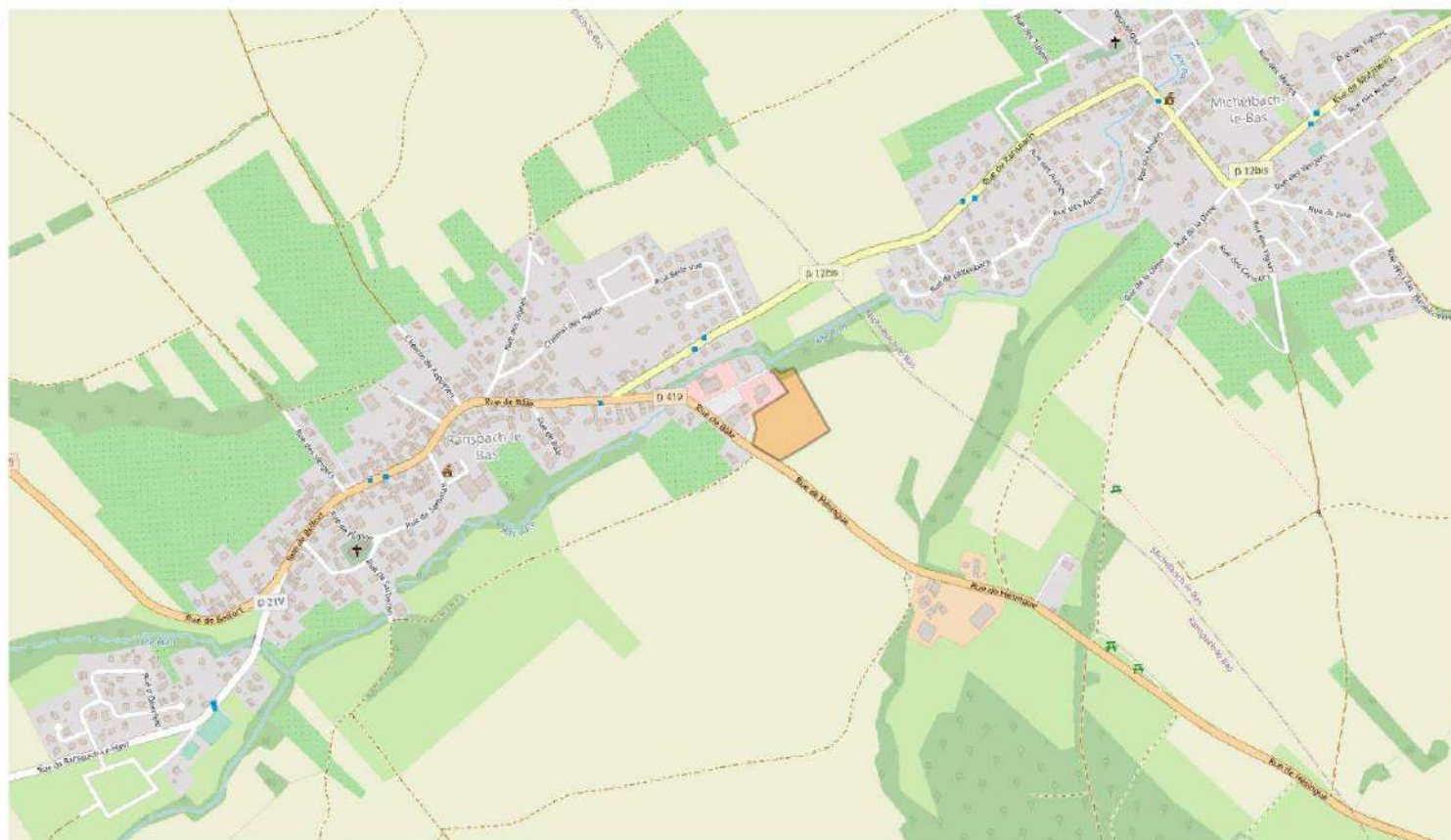
Si ce diagnostic conduit à modifier une partie du projet ou à réaliser des travaux sur l'ouvrage existant, des études géotechniques de conception et/ou d'exécution ainsi qu'un suivi et une supervision géotechniques seront réalisés ultérieurement, conformément à l'enchaînement des missions d'ingénierie géotechnique (étape 2 et/ou 3).

Février 2014

4 PLAN DE SITUATION



Plan de situation



050 m

5 IMPLANTATION DES SONDAGES



Plan d'implantation

LEGENDE :

- ▼ Essai au pénétromètre dynamique
- Forage destructif (avec essai d'infiltration)
- Fouille de reconnaissance à la pelle mécanique (avec essai d'infiltration)



0 10 m

L'implantation des sondages a été réalisée au mieux selon les conditions d'accès au site et de la précision des plans fournis à l'étude

6 RESULTATS DES SONDAGES

fondasol		Aménagement, RANSPACH-LE-BAS				(N° Projet: PR.MSGT.22.0117) Ranspach-le-Bas							
SD1	Longitude (WGS84)	Latitude (WGS84)	Élévation	Angle	Prof. atteinte	Niveau d'eau							
	7,455337700	47,588442400	+310,4 m	0,0°	3,0 m	<input checked="" type="checkbox"/> Néant	<input type="checkbox"/> Non mesuré	<input type="checkbox"/> En cours de forage					
						<input type="checkbox"/> Stabilisé	<input type="checkbox"/> Non stabilisé	<input checked="" type="checkbox"/> Sec					
Début		Fin		Machine		Opérateur							
17/03/2022		17/03/2022		AC7		Sobczyk David							
Elévation	Prof.	Libéologie	Description				Niveau d'eau	Echantillons	Fluides	Outils	Tubage	Equipement	
310,4	0		Loess beiges				Néant	Echantillon Remané	A sec	carotier percussion			forage rebouché
	1												
	2												
307,4	3		3 m					3 m	3 m	3 m		3 m	

1 17/03/2022 - Pas d'Eau En cours de forage -
www.soilcloud.fr

SD2	Longitude (WGS84)	Latitude (WGS84)	Élévation	Angle	Prof. atteinte	Niveau d'eau	
	7,455336100	47,588520000	+312,5 m	0,0°	3,0 m	<input checked="" type="checkbox"/> Néant	<input type="checkbox"/> Non mesuré <input type="checkbox"/> En cours de forage <input type="checkbox"/> Stabilisé <input type="checkbox"/> Non stabilisé <input checked="" type="checkbox"/> Sec

Début		Fin		Machine		Opérateur	
17/03/2022		17/03/2022		AC7		Sobczyk David	

Élévation	Prof.	Lithologie	Description	Niveau d'eau	Echantillons	Fluides	Outils	Tubege	Équipement
312,5	0		Loess beiges	Néant	Echantillon Remanié	A sec	carottier percussion 60mm		forage rebouché
	1								
	2								
		3 m			3 m	3 m	3 m		3 m


309,5 3

1 17/03/2022 - Pas d'Eau En cours de forage -

www.sollcloud.fr

SD3	Longitude (WGS84)	Latitude (WGS84)	Élévation	Angle	Prof. atteinte	Niveau d'eau	
	7,455554000	47,588107900	+314,7 m	0,0°	3,0 m	<input checked="" type="checkbox"/> Néant <input type="checkbox"/> Non mesuré <input type="checkbox"/> En cours de forage	<input type="checkbox"/> Stabilisé <input type="checkbox"/> Non stabilisé <input checked="" type="checkbox"/> Sec

Début		Fin		Machine	Opérateur
17/03/2022		17/03/2022		AC7	Sobczyk David

Élévation	Prof.	Lithologie	Description	Niveau d'eau	Echantillons	Fluides	Outils	Tubege	Equipement
314,7	0		Loess belges	Néant	Echantillon Remanié	A sec	canotier percussion 60mm		forage rebouché
	1								
	2								
		3 m			3 m	3 m	3 m		3 m

311,7	3								
-------	---	--	--	--	--	--	--	--	--

1 17/03/2022 - Pas d'Eau En cours de forage -

www.soilcloud.fr

SD4	Longitude (WGS84)	Latitude (WGS84)	Élévation	Angle	Prof. atteinte	Niveau d'eau	
	7,455994200	47,587770100	+316,3 m	0,0°	3,0 m	<input checked="" type="checkbox"/> Néant <input type="checkbox"/> Non mesuré <input type="checkbox"/> En cours de forage	<input type="checkbox"/> Stabilisé <input type="checkbox"/> Non stabilisé <input checked="" type="checkbox"/> Sec

Début		Fin		Machine	Opérateur
17/03/2022		17/03/2022		AC7	Sobczyk David

Élévation	Prof.	Lithologie	Description	Niveau d'eau	Echantillons	Fluides	Outils	Tubege	Equipement
316,3	0		Loess beiges	Néant	Echantillon Remanié	A sec	carotier percussion 60mm		forage rebouché
	1								
	2								
313,3	3								

313,3 3

17/03/2022 - Pas d'Eau En cours de forage -

www.soilcloud.fr

SD5	Longitude (WGS84)	Latitude (WGS84)	Élévation	Angle	Prof. atteinte	Niveau d'eau	
	7,455798800	47,587864900	+317,0 m	0,0°	3,0 m	<input checked="" type="checkbox"/> Néant <input type="checkbox"/> Non mesuré <input type="checkbox"/> En cours de forage	<input type="checkbox"/> Stabilisé <input type="checkbox"/> Non stabilisé <input checked="" type="checkbox"/> Sec

Début		Fin		Machine	Opérateur	
21/03/2022		21/03/2022		AC7	Sobczyk David	

Élévation	Prof.	Lithologie	Description	Niveau d'eau	Echantillons	Fluides	Outils	Tubage	Équipement
317	0		Less beiges	Néant	Echantillon Remanié	A sec	carotier percussion 60mm		forage rebouché
	1								
	2								
			3 m		3 m	3 m	3 m		3 m

314	3								
-----	---	--	--	--	--	--	--	--	--

1 21/03/2022 - Pas d'Eau En cours de forage -

www.soilcloud.fr

SD6	Longitude (WGS84)	Latitude (WGS84)	Élévation	Angle	Prof. atteinte	Niveau d'eau	
	7,453805000	47,587419200	+318,0 m	0,0°	3,0 m	<input checked="" type="checkbox"/> Néant <input type="checkbox"/> Non mesuré <input type="checkbox"/> En cours de forage	<input type="checkbox"/> Stabilisé <input type="checkbox"/> Non stabilisé <input checked="" type="checkbox"/> Sec

Début		Fin		Machine	Opérateur
17/03/2022		17/03/2022		AC7	Sobczyk David

Élévation	Prof	Lithologie	Description	Niveau d'eau	Echantillons	Fluides	Outils	Tubage	Équipement
318	0		Loess beiges	Néant	Echantillon Remanié	A sec	carotier percussion 60mm		forage rebouché
	1								
	2								
315	3								

17/03/2022 - Pas d'Eau En cours de forage -

www.soilcloud.fr

SD7	Longitude (WGS84)	Latitude (WGS84)	Élévation	Angle	Prof. atteinte	Niveau d'eau	
	7,454593100	47,587512800	+318,7 m	0,0°	3,0 m	<input checked="" type="checkbox"/> Néant <input type="checkbox"/> Non mesuré <input type="checkbox"/> En cours de forage	<input type="checkbox"/> Stabilisé <input type="checkbox"/> Non stabilisé <input checked="" type="checkbox"/> Sec

Début		Fin		Machine	Opérateur
17/03/2022		17/03/2022		AC7	Sobczyk David

Élévation	Prof.	Lithologie	Description	Niveau d'eau	Echantillons	Fluides	Outils	Tubage	Équipement
318,7	0		Loess beiges	Néant	Echantillon Remanié	A sec	carotier percussion 60mm		forage rebouché
	1								
	2								
315,7	3								

1 17/03/2022 - Pas d'Eau En cours de forage -

www.soilcloud.fr

SD8	Longitude (WGS84)	Latitude (WGS84)	Élévation	Angle	Prof. atteinte	Niveau d'eau	
	7,453583700	47,588226100	+318,4 m	0,0°	3,0 m	<input checked="" type="checkbox"/> Néant <input type="checkbox"/> Non mesuré <input type="checkbox"/> En cours de forage <input type="checkbox"/> Stabilisé <input type="checkbox"/> Non stabilisé <input checked="" type="checkbox"/> Sec	

Début		Fin		Machine		Opérateur	
17/03/2022		17/03/2022		AC7		Sobczyk David	

Élévation	Prof.	Lithologie	Description	Niveau d'eau	Echantillons	Fluides	Outils	Tubege	Equipement
318,4	0		Loss belges	Néant	Echantillon Remanié	A sec	carottier percussion 60mm		forage rebouché
	1								
	2								
		3 m			3 m	3 m	3 m		3 m

315,4	3								
-------	---	--	--	--	--	--	--	--	--

1 17/03/2022 - Pas d'Eau En cours de forage -

www.soilcloud.fr

SD9	Longitude (WGS84)	Latitude (WGS84)	Élévation	Angle	Prof. atteinte	Niveau d'eau	
	7,454331700	47,587978600	+316,2 m	0,0°	3,0 m	<input checked="" type="checkbox"/> Néant	<input type="checkbox"/> Non mesuré <input type="checkbox"/> En cours de forage <input type="checkbox"/> Stabilisé <input type="checkbox"/> Non stabilisé <input checked="" type="checkbox"/> Sec

Début		Fin		Machine		Opérateur	
17/03/2022		17/03/2022		AC7		Sobczyk David	

Élévation	Prof.	Lithologie	Description	Niveau d'eau	Echantillons	Fluides	Outils	Tubege	Equipement
316,2	0		Loess beiges	Néant	Echantillon Remanié	A sec	carotier percussion 60mm		forage rebouché
	1								
	2								
313,2	3								

17/03/2022 - Pas d'Eau En cours de forage -

www.soilcloud.fr

SD10	Longitude (WGS84)	Latitude (WGS84)	Élévation	Angle	Prof. atteinte	Niveau d'eau	
	7,454515400	47,588118100	+315,7 m	0,0°	3,0 m	<input checked="" type="checkbox"/> Néant <input type="checkbox"/> Non mesuré <input type="checkbox"/> En cours de forage	<input type="checkbox"/> Stabilisé <input type="checkbox"/> Non stabilisé <input checked="" type="checkbox"/> Sec

Début		Fin	Machine	Opérateur
17/03/2022		17/03/2022	AC7	Sobczyk David

Élévation	Prof.	Lithologie	Description	Niveau d'eau	Echantillons	Fluides	Outils	Tubege	Equipement
315,7	0		Loess beiges	Néant	Echantillon Remanié	A sec	carotier percussion 60mm		forage rebouché
	1								
	2								
		3 m		3 m	3 m	3 m	3 m		

312,7 3

1 17/03/2022 - Pas d'Eau En cours de forage -

www.soilcloud.fr

SD11	Longitude (WGS84)	Latitude (WGS84)	Élévation	Angle	Prof. atteinte	Niveau d'eau	
	7,455350800	47,588158000	+314,2 m	0,0°	3,0 m	<input checked="" type="checkbox"/> Néant	<input type="checkbox"/> Non mesuré <input type="checkbox"/> En cours de forage <input type="checkbox"/> Stabilisé <input type="checkbox"/> Non stabilisé <input checked="" type="checkbox"/> Sec

Début		Fin	Machine	Opérateur
17/03/2022		17/03/2022	AC7	Sobczyk David

Élévation	Prof.	Lithologie	Description	Niveau d'eau	Echantillons	Fluides	Outils	Tubege	Equipement
314,2	0		Löss beige	Néant	Echantillon Remanié	A sec	carotier percussion 60mm		
	1								
	2								
		3 m		3 m	3 m	3 m			

311,2	3								
-------	---	--	--	--	--	--	--	--	--

17/03/2022 - Pas d'Eau En cours de forage -

www.soilcloud.fr

SD12	Longitude (WGS84)	Latitude (WGS84)	Élévation	Angle	Prof. atteinte	Niveau d'eau	
	7,455027800	47,587881100	+317,5 m	0,0°	3,0 m	<input checked="" type="checkbox"/> Néant <input type="checkbox"/> Non mesuré <input type="checkbox"/> En cours de forage	<input type="checkbox"/> Stabilisé <input type="checkbox"/> Non stabilisé <input checked="" type="checkbox"/> Sec

Début		Fin		Machine	Opérateur	
21/03/2022		21/03/2022		AC7	Sobczyk David	

Élévation	Prof.	Lithologie	Description	Niveau d'eau	Echantillons	Fluides	Outils	Tubege	Equipement
317,5	0		Loess beige	Néant	Echantillon Remanié	A sec	carottier percussion 60mm		
	1								
	2								
		3 m		3 m	3 m	3 m			

314,5	3								
-------	---	--	--	--	--	--	--	--	--

1 21/03/2022 - Pes d'Eau En cours de forage -
www.soilcloud.fr

PM1	Longitude (WGS84)	Latitude (WGS84)	Élévation	Angle	Prof. atteinte	Niveau d'eau
	7,455161623	47,588016606	+313,2 m	0,0°	2,1 m	<input checked="" type="checkbox"/> Néant <input type="checkbox"/> Non mesuré <input type="checkbox"/> En cours de forage <input type="checkbox"/> Stabilisé <input type="checkbox"/> Non stabilisé <input type="checkbox"/> Sec

Début	Fin	Machine	Opérateur
24/03/2022	24/03/2022	Pelle mécanique 2.5T	BD

Élévation	Prof.	Lithologie	Description
313,2	0	Loess végétalisé	
		0,5 m	
312,7	1	Loess	
	2	2,1 m	

311,1

PM2	Longitude (WGS84)	Latitude (WGS84)	Élévation	Angle	Prof. atteinte	Niveau d'eau	
	7,455348599	47,587966639	+316,4 m	0,0°	2,1 m	<input checked="" type="checkbox"/> Néant	<input type="checkbox"/> Non mesuré <input type="checkbox"/> En cours de forage <input type="checkbox"/> Stabilisé <input type="checkbox"/> Non stabilisé <input type="checkbox"/> Sec

Début	Fin	Machine	Opérateur
24/03/2022	24/03/2022	Pelle mécanique 2.5T	BD

Élévation	Prof.	Lithologie	Description
316,4	0		Loess végétalisé 0,3 m
316,1	1		Loess
	2		2,1 m

314,3

PM3	Longitude (WGS84)	Latitude (WGS84)	Élévation	Angle	Prof. atteinte	Niveau d'eau
	7,454773559	47,588059435	+317,8 m	0,0°	2,1 m	<input checked="" type="checkbox"/> Néant <input type="checkbox"/> Non mesuré <input type="checkbox"/> En cours de forage <input type="checkbox"/> Stabilisé <input type="checkbox"/> Non stabilisé <input type="checkbox"/> Sec

Début	Fin	Machine	Opérateur
24/03/2022	24/03/2022	Pelle mécanique 2.5T	BD

Élévation	Prof.	Lithologie	Description
317,8	0		Loess végétalisé 0,3 m
317,5	1		Loess
	2		2,1 m

315,7			
-------	--	--	--

PM4	Longitude (WGS84)	Latitude (WGS84)	Élévation	Angle	Prof. atteinte	Niveau d'eau	
	7,454928784	47,588014226	+319,1 m	0,0°	2,1 m	<input checked="" type="checkbox"/> Néant	<input type="checkbox"/> Non mesuré <input type="checkbox"/> En cours de forage <input type="checkbox"/> Stabilisé <input type="checkbox"/> Non stabilisé <input type="checkbox"/> Sec

Début		Fin	Machine	Opérateur
24/03/2022		24/03/2022	Pelle mécanique 2.5T	BD

Élévation	Prof.	Lithologie	Description
319,1	0		Loess végétalisé (matière organique) 0,3 m
318,8	1		Loess
	2		2,1 m

317

PM5	Longitude (WGS84)	Latitude (WGS84)	Élévation	Angle	Prof. atteinte	Niveau d'eau	
	7,455151039	47,588180783	+319,1 m	0,0°	2,1 m	<input checked="" type="checkbox"/> Néant	<input type="checkbox"/> Non mesuré <input type="checkbox"/> En cours de forage <input type="checkbox"/> Stabilisé <input type="checkbox"/> Non stabilisé <input type="checkbox"/> Sec

Début	Fin	Machine	Opérateur
24/03/2022	24/03/2022	Pelle mécanique 2.5T	BD

Élévation	Prof.	Lithologie	Description
319,1	0		Loess végétalisé (matière organique) 0,3 m
318,8	1		Loess
	2		2,1 m

317

PM6	Longitude (WGS84)	Latitude (WGS84)	Élévation	Angle	Prof. atteinte	Niveau d'eau	
	7,455263931	47,587842910	+317,0 m	0,0°	2,2 m	<input checked="" type="checkbox"/> Néant	<input type="checkbox"/> Non mesuré <input type="checkbox"/> En cours de forage <input type="checkbox"/> Stabilisé <input type="checkbox"/> Non stabilisé <input type="checkbox"/> Sec

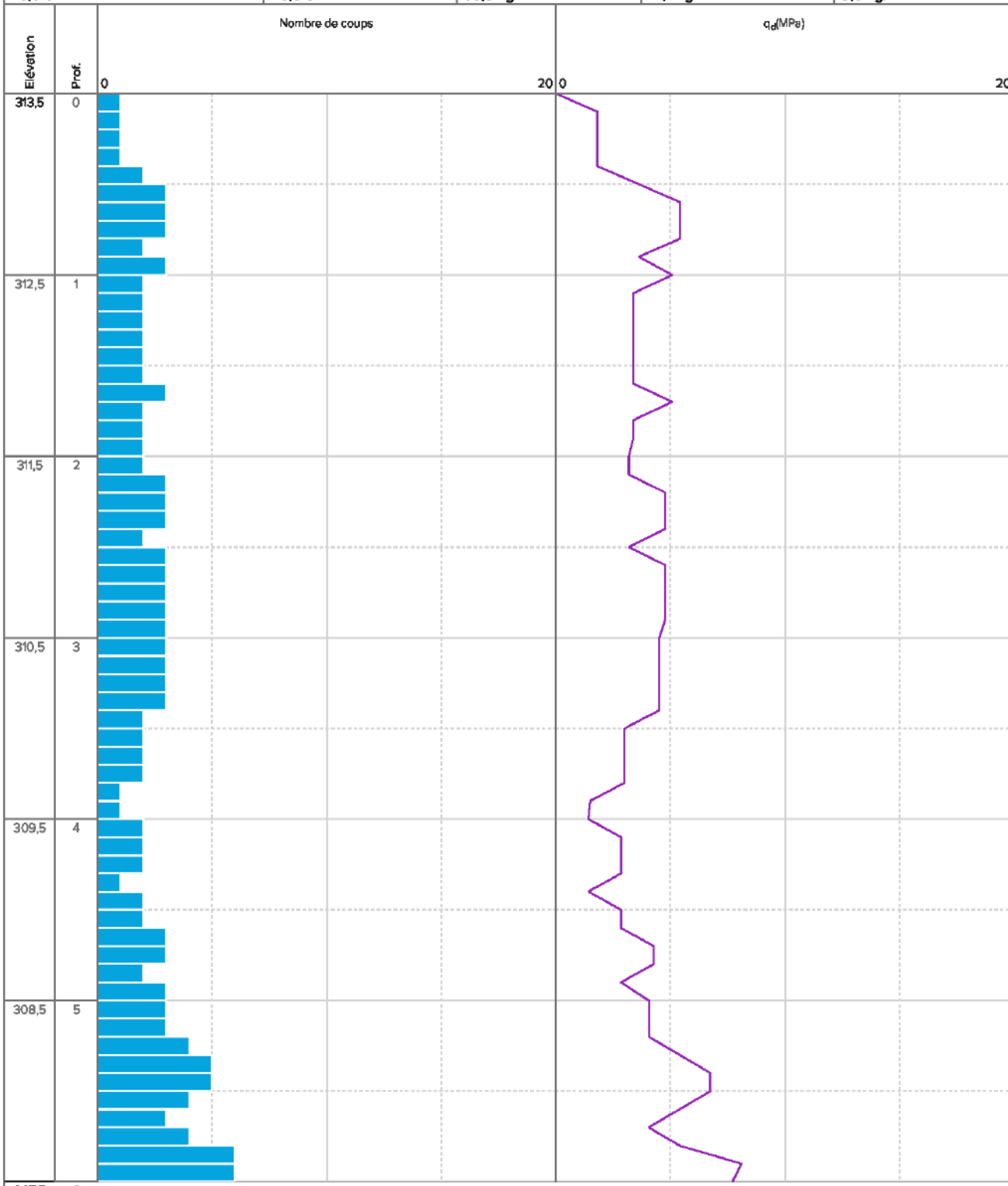
Début	Fin	Machine	Opérateur
24/03/2022	24/03/2022	Pelle mécanique 2.5T	BD

Élévation	Prof.	Lithologie	Description
317	0		Loess végétalisé 0,3 m
316,7	1		Loess
	2		2,2 m

314,8			
-------	--	--	--

DPT1	Longitude (WGS84)	Latitude (WGS84)	Elévation	Angle	Prof. atteinte
	7,455181000	47,588628300	+313,5 m	0,0°	6,0 m
Données	Type	Début	Fin	Machine	Opérateur
DPRB-DPT_1	Pénétrömètre dynamique	23/03/2022	23/03/2022		VIEUXMAIRE

Type de pénétrömètre				
Super Lourd SOCO/SMRI				
Hauteur de chute	Surface de pointe	Masse frappante	Masse accessoire	Masse de la tige
75,0 cm	20,0 cm ²	63,5 kg	12,7 kg	5,6 kg/m

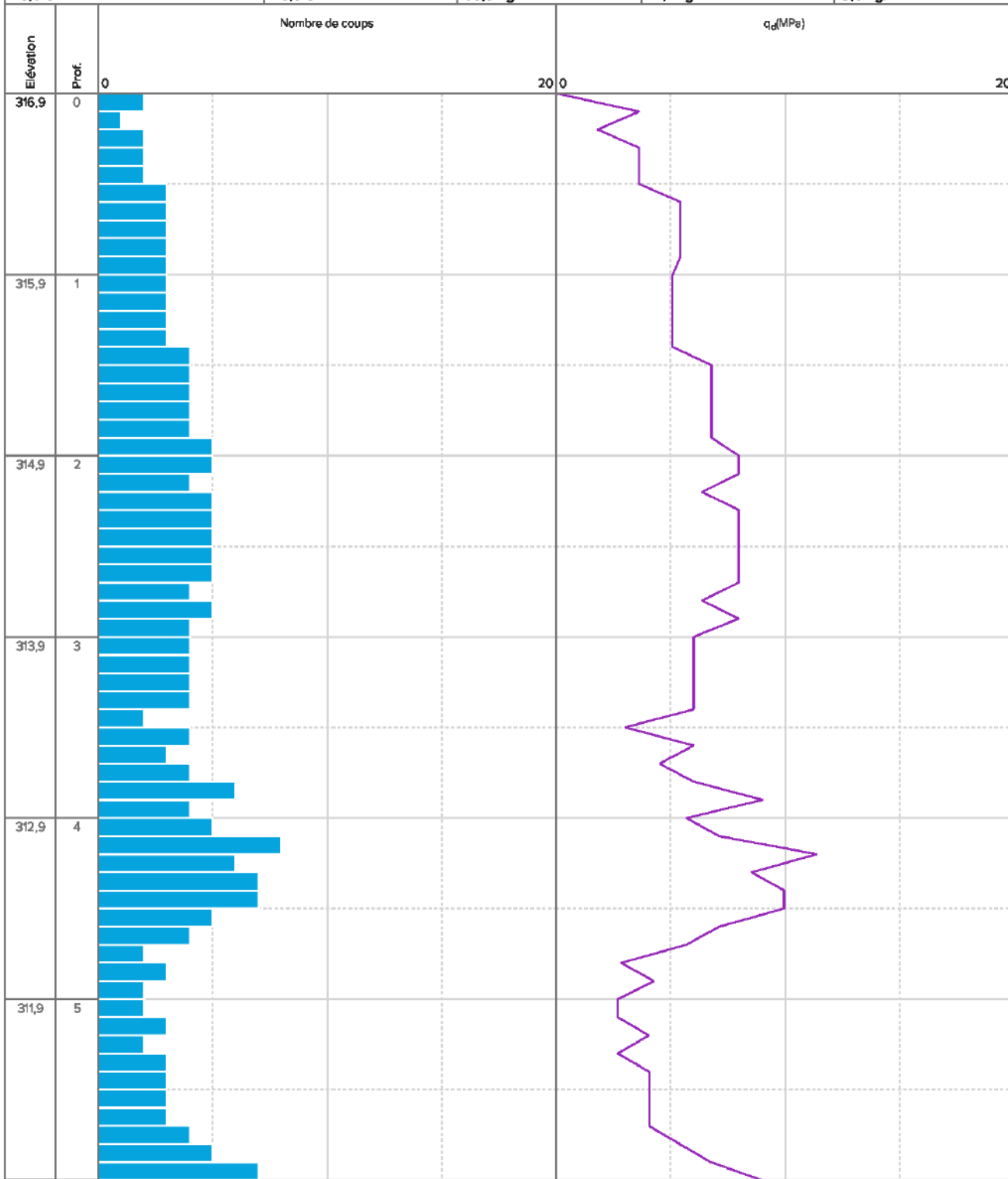


DPT2	Longitude (WGS84) 7,455671700	Latitude (WGS84) 47,587826000	Élévation +316,9 m	Angle 0,0°	Prof. atteinte 6,0 m
Données	Type	Début	Fin	Machine	Opérateur
DPRB-DPT_2	Pénétromètre dynamique	23/03/2022	23/03/2022		VIEUXMAIRE

Type de pénétromètre

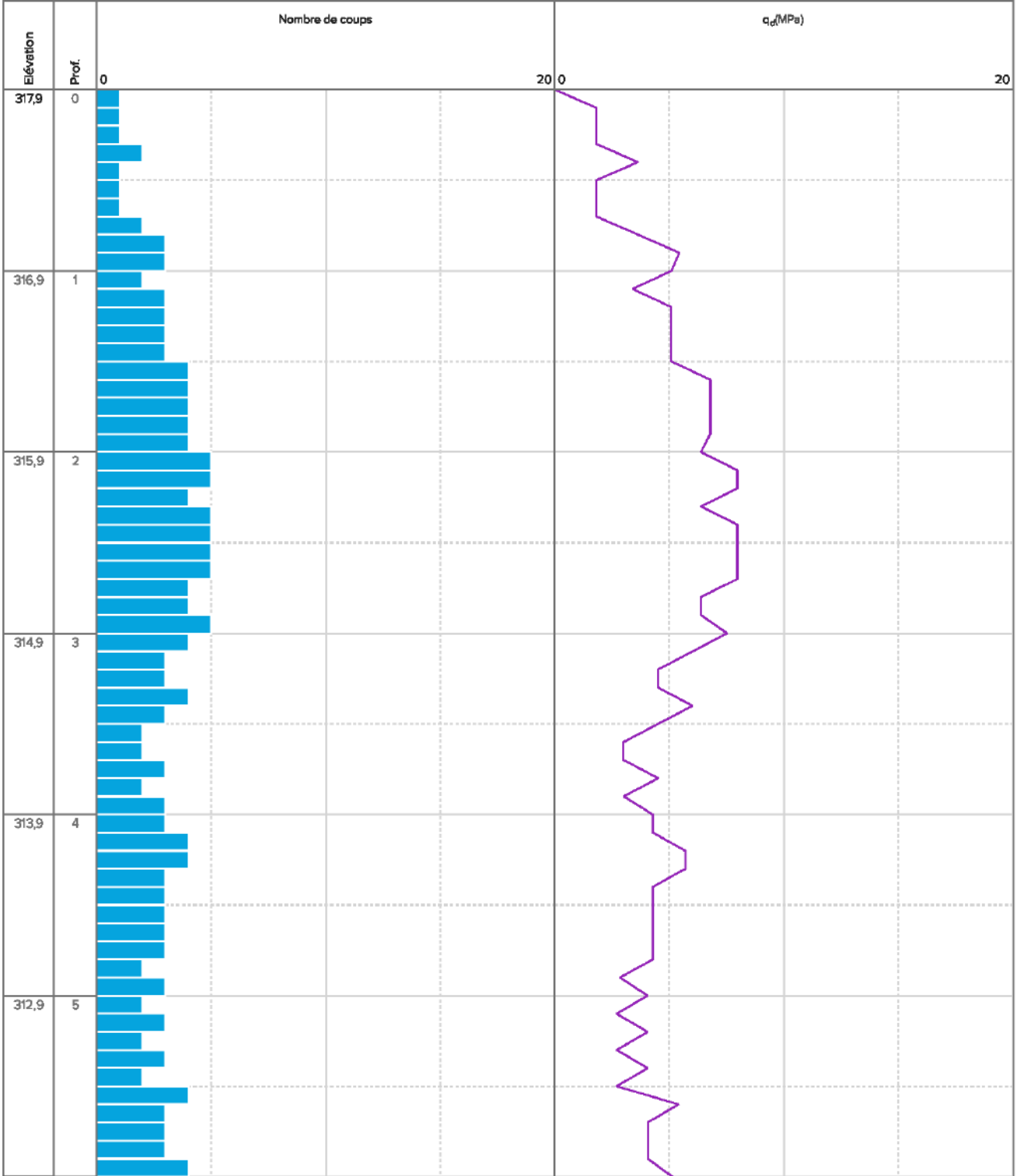
Super Lourd SOCO/SMRI

Hauteur de chute 75,0 cm	Surface de pointe 20,0 cm ²	Masse frappante 63,5 kg	Masse accessoire 12,7 kg	Masse de la tige 5,6 kg/m
-----------------------------	---	----------------------------	-----------------------------	------------------------------



DPT3	Longitude (WGS84) 7,453899900	Latitude (WGS84) 47,589213600	Élévation +317,9 m	Angle 0,0°	Prof. atteinte 6,0 m
Données	Type Pénétromètre dynamique	Début 23/03/2022	Fin 23/03/2022	Machine	Opérateur VIEUXMAIRE

Type de pénétromètre Super Lourd SOCO/SMRI				
Hauteur de chute 75,0 cm	Surface de pointe 20,0 cm ²	Masse frappante 63,5 kg	Masse accessoire 12,7 kg	Masse de la tige 5,6 kg/m

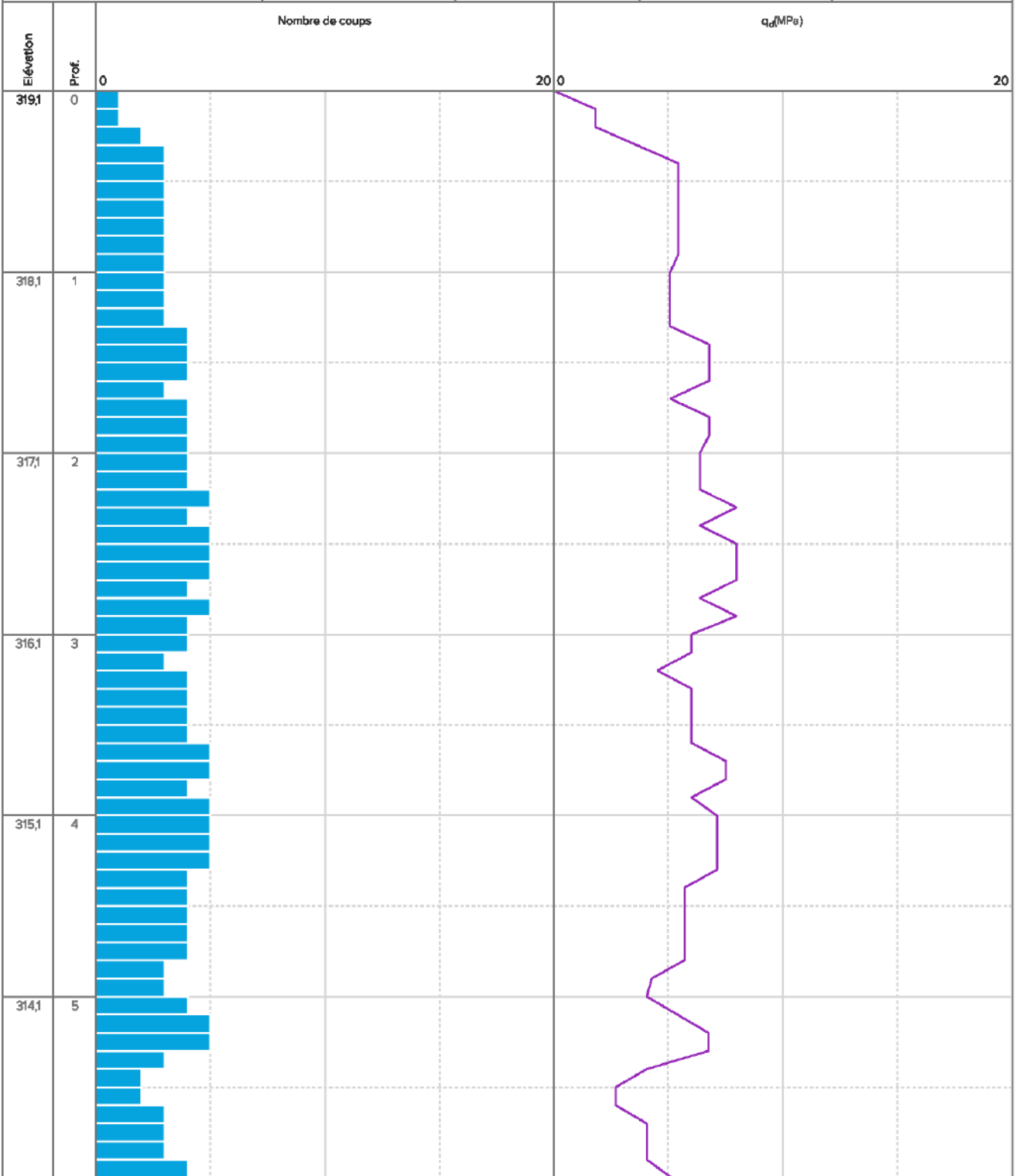


DPT4	Longitude (WGS84) 7,454517600	Latitude (WGS84) 47,587543200	Elévation +319,1 m	Angle 0,0°	Prof. atteinte 6,0 m
Données	Type	Début	Fin	Machine	Opérateur
DPRB-DPT_4	Pénétrömètre dynamique	23/03/2022	23/03/2022		VIEUXMAIRE

Type de pénétrömètre

Super Lourd SOCO/SMRI

Hauteur de chute 75,0 cm	Surface de pointe 20,0 cm ²	Masse frappante 63,5 kg	Masse accessoire 12,7 kg	Masse de la tige 5,6 kg/m
-----------------------------	---	----------------------------	-----------------------------	------------------------------

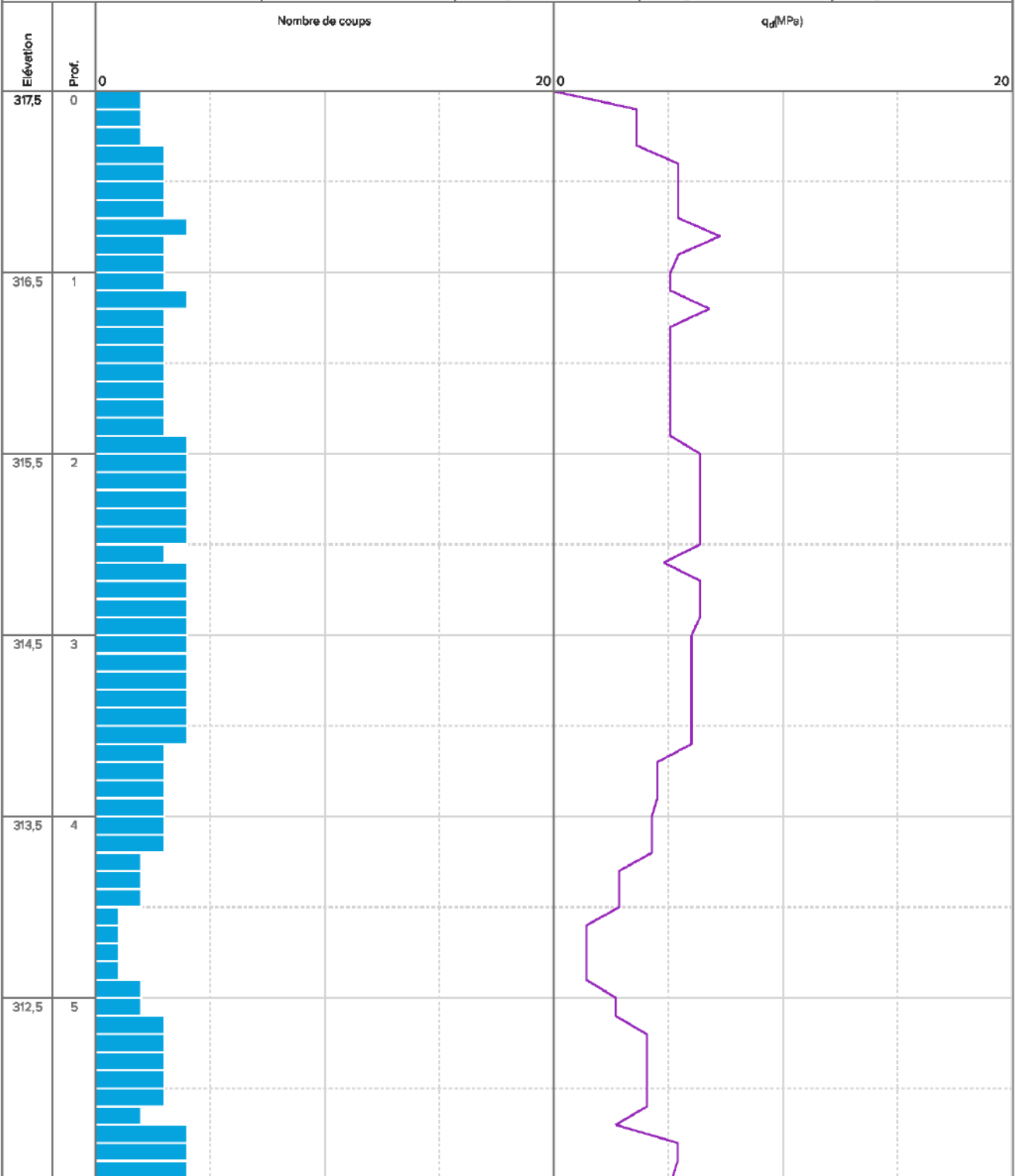


DPT5	Longitude (WGS84) 7,453638000	Latitude (WGS84) 47,588336900	Elévation +317,5 m	Angle 0,0°	Prof. atteinte 6,0 m
Données	Type	Début	Fin	Machine	Opérateur
DPRB-DPT_5	Pénétromètre dynamique	23/03/2022	23/03/2022		VIEUXMAIRE

Type de pénétromètre

Super Lourd SOCO/SMRI

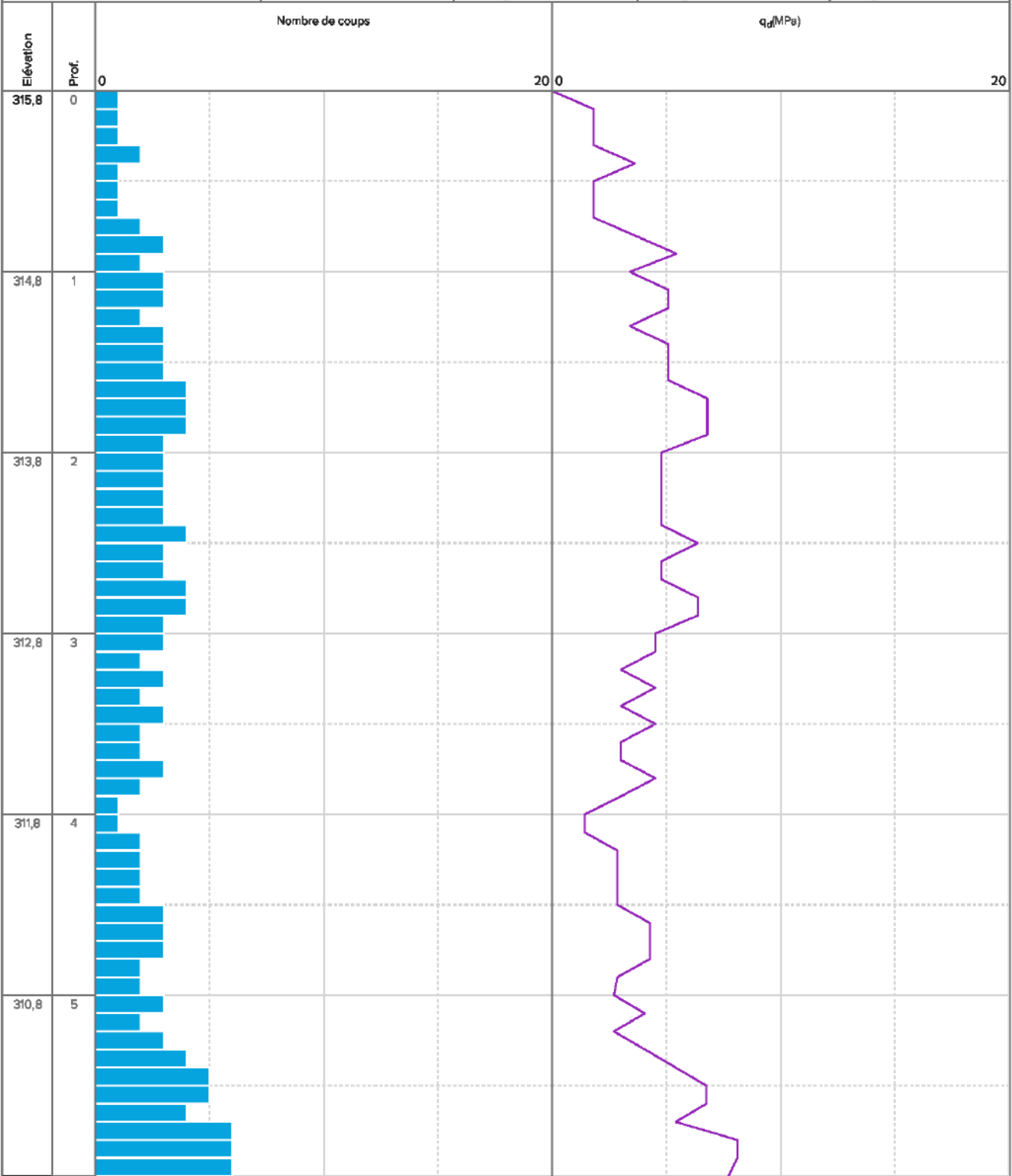
Hauteur de chute 75,0 cm	Surface de pointe 20,0 cm ²	Masse frappante 63,5 kg	Masse accessoire 12,7 kg	Masse de la tige 5,6 kg/m
-----------------------------	---	----------------------------	-----------------------------	------------------------------



DPT6	Longitude (WGS84) 7,453284800	Latitude (WGS84) 47,588372300	Elévation +315,8 m	Angle 0,0°	Prof. atteinte 6,0 m
Données	Type	Début	Fin	Machine	Opérateur
DPRB-DPT_6	Pénétromètre dynamique	23/03/2022	23/03/2022		VIEUXMAIRE

Type de pénétromètre
Super Lourd SOCO/SMRI

Hauteur de chute 75,0 cm	Surface de pointe 20,0 cm ²	Masse frappante 63,5 kg	Masse accessoire 12,7 kg	Masse de la tige 5,6 kg/m
-----------------------------	---	----------------------------	-----------------------------	------------------------------



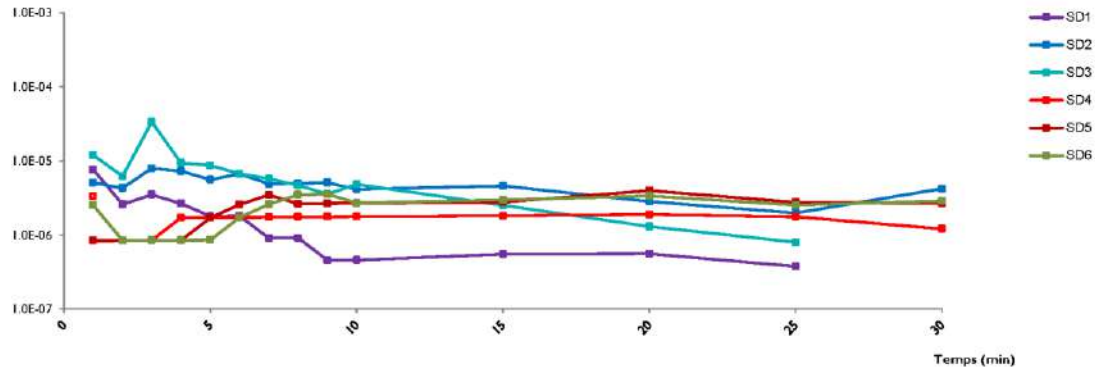
**COMPTE RENDU D'ESSAI
PORCHET A CHARGE
VARIABLE**
FTQ 234-125

AFFAIRE N° :	PR.MSGT.22.0117
CHANTIER :	Lotissement - RANSPACH-LE-BAS
OPERATEUR :	AC7

RESULTATS DES ESSAIS		
ESSAI	PERMEABILITE :	
SD1	7.0E-07 m/s	3 mm/h
SD2	4.9E-06 m/s	18 mm/h
SD3	3.8E-06 m/s	14 mm/h
SD4	2.2E-06 m/s	8 mm/h
SD5	3.8E-06 m/s	14 mm/h
SD6	3.9E-06 m/s	14 mm/h

OBSERVATIONS :

Perméabilité instantanée (m/s)



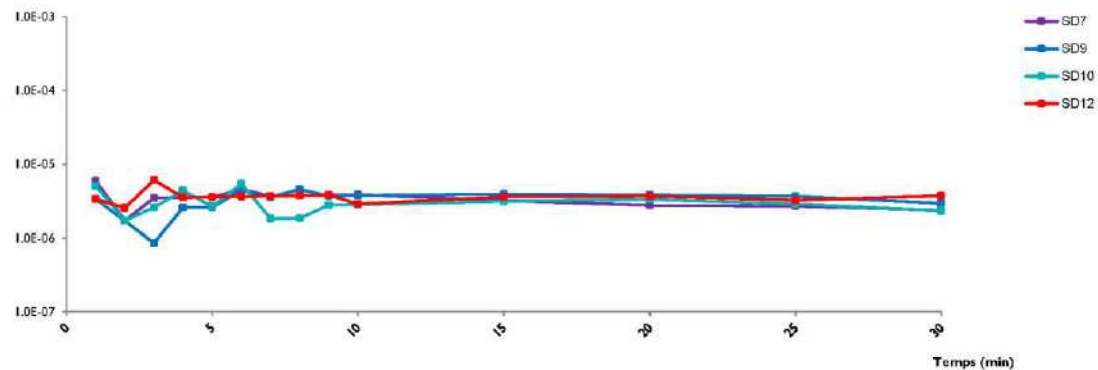
**COMPTE RENDU D'ESSAI
PORCHET A CHARGE
VARIABLE**
FTQ 234-125

AFFAIRE N° :	PR.MSGT.22.0117
CHANTIER :	Lotissement - RANSPACH-LE-BAS
OPERATEUR :	AC7

RESULTATS DES ESSAIS		
ESSAI	PERMEABILITE :	
SD7	3.1E-06 m/s	11 mm/h
SD9	3.6E-06 m/s	13 mm/h
SD10	2.9E-06 m/s	10 mm/h
SD12	3.5E-06 m/s	13 mm/h

OBSERVATIONS :

Perméabilité instantanée (m/s)



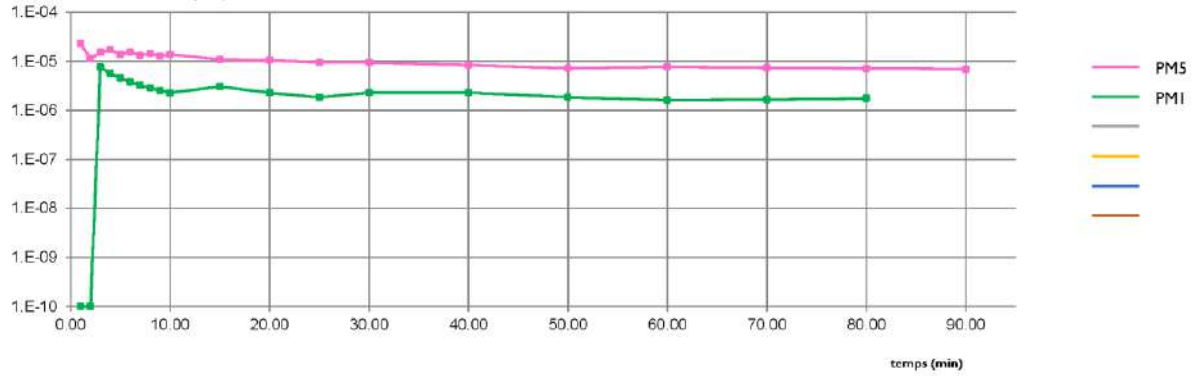
**COMPTE RENDU
D'ESSAI MATSUO**

AFFAIRE N° : PR.MSGT.22.0117
 CHANTIER : Ranspach-le-bas
 OPERATEUR : BD

RESULTATS DES ESSAIS

N° ESSAI :	ESSAI :	DATE ESSAI :	PERMEABILITE :
1	PM5	24/03/2022	8.0E-06 m/s
2	PMI	24/03/2022	2.0E-06 m/s

Perméabilité instantanée (m/s)




OBSERVATIONS :

7 RESULTATS DES ESSAIS DE LABORATOIRE

FTQ.243

Management OSHE

		RÉCAPITULATIF D'ESSAIS DE LABORATOIRE																													
Projet N° : PR.MSGT.22.0117 Date : 11/01/2022		M. WALDNER Ingénieur d'étude, site :						22/04/2022 Responsable du laboratoire : Boris PHOENIXBATH						11/1																	
Forage	Prof. moyenne (m)	Nature	Win	P _i	A _s	W _L	W _p	h _p	VBS	Ca	CO ₂	D _{max}	Passant à		Passant à		Proctor		Proctor		IPI	LA	MOE	FS	SE	FR	DG	Classification			
													50 mm	2 mm	63 µm	2 mm	W _{spn}	W _{opt}	W _{spn}	W _{opt}									W _{spn}	W _{opt}	W _{spn}
		Normes		NF P 94-051		NF P 94-051		NF P 94-051		NF P 94-051		NF P 94-051		NF P 94-051		NF P 94-051		NF P 94-051		NF P 94-051		NF P 94-051		NF P 94-051		NF P 94-051		NF P 94-051			
Remarques :		*Win = valeur en eau sur 0,60 NF P 11-300. *Le ne peut être calculé uniquement si le résultat < 40µm (NF P 94-051)																													
Nombre d'essais																															
PM1	1,30	limon marron	24,6			32	24	8	1,98			3	100,0	99,8	97,4	7,2	99,8	97,7				2									A1th
PM2	0,70	argile limoneuse marron	23,0			40	25	15	3,04			3	100,0	100,0	98,0	21,6	100,0	98,0				0,3									AZ
PM3	0,40	argile limoneuse marron	22,4			41	25	16	3,00			2	100,0	100,0	99,9	28,7	100,0	99,9				2,0									A2th
PM4	1,20	limon marron	15,0			32	26	6	1,38			3	100,0	99,9	96,6	4,9	99,9	96,9													A1
PM5	1,25	loess marron	16,3			31	24	7	1,38			3	100,0	99,9	98,6	4,5	99,9	99,0													A1
PM6	1,30	limon marron	15,1			32	26	6	1,37			2	100,0	100,0	99,1	3,9	100,0	99,1													A1

IDENTIFICATION D'UN SOL EN LABORATOIRE

Nom de l'affaire : CREATION D'UN LOTISSEMENT - RANSPACH LE BAS
N° d'affaire : MSGT.22.0117 **Laboratoire :** ARGENTEUIL

Quantité de matériau Normalisée: oui
Sondage : PM1 **Date de prélèvement :** 24/03/2022
Profondeur (m) : 0.50 à 2.10 **Date de réception :** 31/03/2022
Cote (m) : à **Mode de prélèvement :** Pelle mécanique
Profondeur moyenne : 1.30 m
Nature matériau : limon marron **Étuve (°C)** x
105°C 50°C

TENEUR EN EAU PONDÉRALE (NF P 94-050)
Date de l'essai : 12/04/2022
Observations : **Résultat :**
Teneur en eau :
w_n = 24.6 %

MASSE VOLUMIQUE DES SOLS FINS (NF P 94-053) - MÉTHODE D'IMMERSION DANS L'EAU
Date de l'essai :
Conditions :
Conditions de conservations :
Conditions de préparation : immersion dans l'eau
Température de la salle d'essai : °C
Observations : **Résultats :**
ρ = t/m³
Autres paramètres :
ρ_d = t/m³
γ = kN/m³
γ_s = kN/m³

LIMITES D'ATTERBERG
Limite de liquidité: Méthode du cône (NF P 94-052-1) et limite de plasticité (NF P 94-051)
Limite de liquidité W_L : **Date de l'essai :** 19/04/2022

Mesure N°	1	2	3	4
Enfoncement (mm)	13.5	15.5	17.7	21.6
w (%) (NF P 94-050)	28.9	30.8	32.3	34.3

Limite de plasticité W_p : **Résultats :**

Mesure N°	1	2	3
w (%) (NF P 94-050)	23.9	23.2	23.7

W_L = 32 %
W_p = 24 %
I_p = 8

Observations :

ESSAI AU BLEU DE MÉTHYLÈNE (NF P 94-068)
Date de l'essai : 14/04/2022 **Fraction 0/5mm dans la fraction**
Proportion : C = 100
Observations : **Résultat :**
Valeur de bleu du sol :
VBS = 1.98

EQUIVALENT DE SABLE (NF EN 933-8+A1)
Date de l'essai :
Fraction testée : fraction 0/2 mm f = %
Teneur en eau : w = %
Observations : **Résultats :**
SE₁ = %
SE₂ = %
Equivalent de sable :
SE(10) = %

COEFFICIENT DE FRIABILITÉ DES SABLES (NF P 18-576)
Observations : **Résultat :**
F_s = %

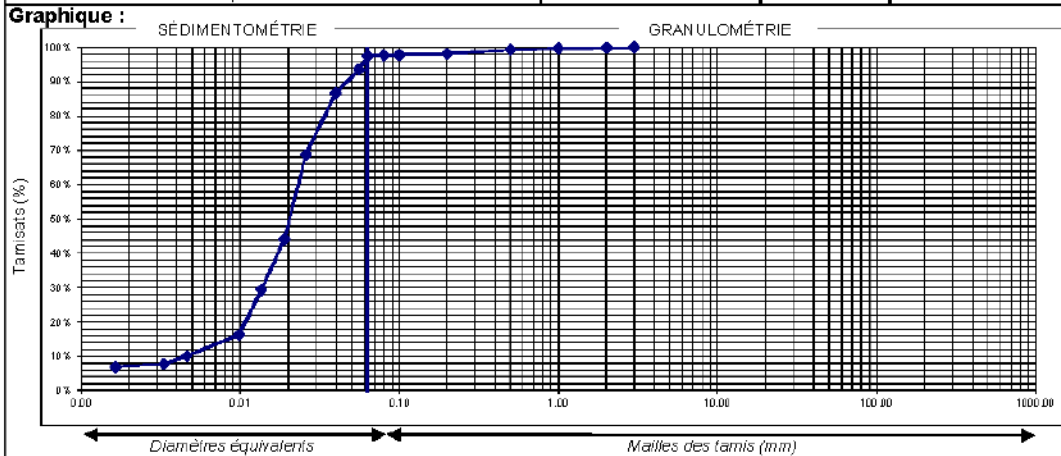
**ANALYSE GRANULOMÉTRIQUE PAR TAMISAGE À SEC
APRÈS LAVAGE ET SÉDIMENTATION**
(réalisé selon la norme NF EN ISO 17892-4)

Nom de l'affaire : CREATION D'UN LOTISSEMENT - RANSPACH LE BAS
N° d'affaire : MSGT.22.0117 **Laboratoire :** ARGENTEUIL

Quantité de matériau Normalisée: OUI
Sondage : PM1 **Date d'essai granulométrie :** 14/04/2022
Profondeur (m) : 0.50 à 2.10 **Date d'essai sédimentométrie :** 14/04/2022
Cote (m) : à **Mode de prélèvement :** Pelle mécanique
Profondeur moyenne : 1.3 m **Date de réception :** 31/03/2022

NATURE DU SOL TESTÉ ET CONDITION D'ESSAI :

Classification NF P 11-300 : A1th	Nature du sol selon Classification granulométrique	limon marron
Nature du sol limon marron	Maille Maximum utilisée ou Diamètre maximum : $d_m = 5 \text{ mm}$	Température d'étuvage : 105°C Plus gros élément $D_{max} = 3 \text{ mm}$
% de passant à : 50 mm = 100.00% 20 mm = 100.00% 5 mm = 100.00%	2 mm = 99.83% 80 µm = 97.66% 63 µm = 97.43%	2 µm = 7.17%



Facteurs d'uniformité C_u : Impossible à déterminer | Facteur de courbure C_c : Impossible à déterminer * calculé sur la fraction fine

DONNÉES GRANULOMÉTRIQUES (NF EN ISO 17892-4)

Résultats :

Mailles (X) mm	80	63.0	50	31.5	20	10	5	2	1	0.5	0.2	0.1	0.08	0.063
Passant %	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	99.83	99.58	99.25	98.04	97.76	97.66	97.43
Refus %								0.17	0.42	0.75	1.96	2.24	2.34	2.57

DONNÉES SÉDIMENTOMÉTRIQUES (NF EN ISO 17892-4)

Paramètres :	Résultats :							
Densimètre :	Temps (h:min:s)	Lecture R'_h	Température (°C)	η (mPa.s)	Lecture corrigée R_d	H_r (mm)	K_a (%)	ϕ équiv D (µm)
$h = 155.74 \text{ mm}$	00:01:00	12.6	17.7	1.1	12.10	160.00	93.5%	55.57
$V_s = 64.1 \text{ ml}$	00:02:00	11.7	17.7	1.1	11.20	163.48	86.5%	39.72
$N = 26.68 \text{ mm}$	00:05:00	9.4	17.7	1.1	8.90	172.37	68.7%	25.79
Facteurs correcteurs :	00:10:00	6.2	17.7	1.1	5.70	184.75	44.0%	18.88
$C_m = -0.2$	00:20:00	4.3	17.7	1.1	3.80	192.10	29.3%	13.62
$R'_b = 0.50$	00:40:00	2.6	17.7	1.1	2.10	198.68	16.2%	9.79
Éprouvette : L = 331.00 mm	03:02:00	1.8	18.3	1.0	1.30	201.77	10.0%	4.59
Masse volumique :	05:44:00	1.5	19.6	1.0	1.00	202.93	7.7%	3.30
$\rho_s = 2.687 \text{ Mg/m}^3$	22:58:00	1.4	18.0	1.1	0.90	203.32	7.0%	1.64
Conventionnelle <input checked="" type="checkbox"/>								
Mesurée : <input type="checkbox"/>								

Observations :

**INDICE PORTANT IMMÉDIAT - INDICE CBR
IMMÉDIAT - INDICE CBR APRÈS IMMERSION**
(réalisé selon la norme NF P 94-078)

Nom de l'affaire : CREATION D'UN LOTISSEMENT - **Laboratoire :** ARGENTEUIL
N° d'affaire : RANSPOCH LE BAS
MSGT.22.0117

Sondage : PM1 **Date de prélèvement :** 24/03/2022
Profondeur : 0.50 à 2.10 m **Date d'essai :** 15/04/2022
Cote : à m **Date de réception :** 31/03/2022
Profondeur moyenne : 1.30 m
Nature du sol : limon marron
Classification du sol : A1th

Caractéristique de l'essai :
Énergie proctor : Normale
Modifiée
Température d'étuvage : 105°C
50°C

Indice Portant Immédiat (IPI) :

Teneur en eau (Méthode par étuvage selon la norme NF P 94-050) :

Teneur en eau sans liant :

w = 24.0 %

w = % de wOPN

Teneur en eau avec liant :

w = %

w = % de wOPN

Résultat :

IPI = 0.3 %

Masse volumique sèche :

pd = 1.59 t/m³

pd = % de pdOPN

Observations :

Matériaux saturés en eau

Indice CBR immédiat (I.CBR immédiat) :

Teneur en eau (Méthode par étuvage selon la norme NF P 94-050) :

Teneur en eau sans liant :

w = %

w = % de wOPN

Teneur en eau avec liant :

w = %

w = % de pdOPN

Résultat :

I.CBR immédiat = %

Masse volumique sèche :

pd = t/m³

pd = % de pdOPN

Observations :

Matériaux saturés en eau

Indice CBR après immersion (I.CBR immersion) :

Teneur en eau (Méthode par étuvage selon la norme NF P 94-050) :

Teneur en eau sans liant :

w avant immersion = %

w avant immersion = % de wOPN

Teneur en eau avec liant :

w avant immersion = %

w avant immersion = % de pdOPN

Teneur en eau après immersion :

w après immersion = %

Résultat :

I.CBR immersion = %

Gonflement G = %

Masse volumique sèche :

pd = t/m³

pd = % de pdOPN

Observations :

Matériaux saturés en eau

IDENTIFICATION D'UN SOL EN LABORATOIRE

Nom de l'affaire : CREATION D'UN LOTISSEMENT - RANSPACH LE BAS
N° d'affaire : MSGT.22.0117 **Laboratoire :** ARGENTEUIL

Quantité de matériau Normalisée: oui
Sondage : PM2 **Date de prélèvement :** 24/03/2022
Profondeur (m) : 0.00 a 1.40 **Date de réception :** 31/03/2022
Cote (m) : a **Mode de prélèvement :** Pelle mécanique
Profondeur moyenne : 0.70 m
Nature matériau : argile limoneuse marron **Étuve [°C]**

x	
105°C	50°C

TENEUR EN EAU PONDÉRALE (NF P 94-050)
Date de l'essai : 12/04/2022
Observations : **Résultat :**
Teneur en eau :
w_n = 23.0 %

MASSE VOLUMIQUE DES SOLS FINS (NF P 94-053) - MÉTHODE D'IMMERSION DANS L'EAU
Date de l'essai :
Conditions :
Conditions de conservations :
Conditions de préparation : immersion dans l'eau
Température de la salle d'essai : °C
Observations : **Résultats :**
ρ = t/m³
Autres paramètres :
ρ_d = t/m³
γ = kN/m³
γ_s = kN/m³

LIMITES D'ATTERBERG
Limite de liquidité: Méthode du cône (NF P 94-052-1) et limite de plasticité (NF P 94-051)
Limite de liquidité W_L :

Mesure N°	1	2	3	4
Erfoncement (mm)	13.9	16.2	18.3	23
w (%) (NF P 94-050)	37.1	38.1	41.2	45.4

Date de l'essai : 20/04/2022
Limite de plasticité W_p :

Mesure N°	1	2	3
w (%) (NF P 94-050)	25.3	25.0	24.3

Résultats :
W_L = 40 %
W_p = 25 %
I_p = 15
Observations :

ESSAI AU BLEU DE MÉTHYLÈNE (NF P 94-068)
Date de l'essai : 14/04/2022 **Fraction 0/5mm dans la fraction**
Proportion : C = 100
Observations : **Résultat :**
Valeur de bleu du sol :
YBS = 3.04

EQUIVALENT DE SABLE (NF EN 933-8+A1)
Date de l'essai :
Fraction testée : fraction 0/2 mm **f =** %
Teneur en eau : w = %
Observations : **Résultats :**
SE₁ = %
SE₂ = %
Equivalent de sable :
SE(10) = %

COEFFICIENT DE FRIABILITÉ DES SABLES (NF P 18-576)
Observations : **Résultat :**
F_s = %

fondasol
LABORATOIRE GÉOTECHNIQUE

FTQ 243-104
V9 du 12/3/2021

PROCÈS-VERBAL D'ESSAI

ANALYSE GRANULOMÉTRIQUE PAR TAMISAGE À SEC
APRÈS LAVAGE ET SÉDIMENTATION
(réalisé selon la norme NF EN ISO 17892-4)

Nom de l'affaire : CREATION D'UN LOTISSEMENT - RANSPACH LE BAS

N° d'affaire : MSGT.22.0117 **Laboratoire :** ARGENTEUIL

Quantité de matériau Normalisée: oui

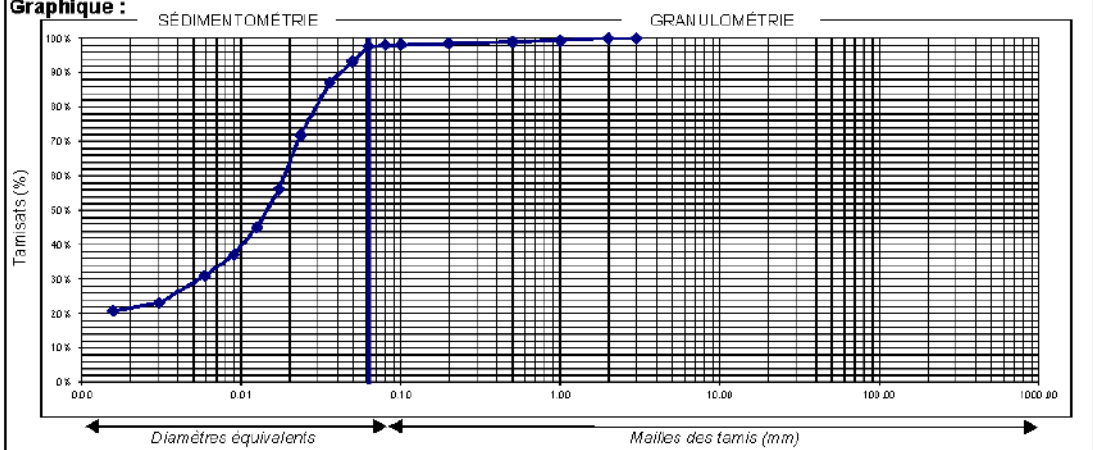
Sondage : PM2 **Date d'essai granulométrie :** 14/04/2022

Profondeur (m) : 0.00 à 1.40 **Date d'essai sédimentométrie :** 19/04/2022

Cote (m) : à **Mode de prélèvement :** Pelle mécanique

Profondeur moyenne : 0.7 m **Date de réception :** 31/03/2022

NATURE DU SOL TESTÉ ET CONDITION D'ESSAI :			
Classification NF P 11-300 : A2	Nature du sol selon Classification granulométrique		argile limoneuse marron
Nature du sol : argile limoneuse marron	Maille Maximum utilisée ou Diamètre maximum : $d_m = 5 \text{ mm}$	% estimé d'éléments $> d_m$	Température d'étuvage : 105°C
% de passant à :			Plus gros élément $D_{max} = 3 \text{ mm}$
50 mm = 100.00%	2 mm = 99.98%	2 μm = 21.61%	
20 mm = 100.00%	80 μm = 97.95%		
5 mm = 100.00%	63 μm = 97.61%		



Facteurs d'uniformité C_u : Impossible à déterminer | Facteur de courbure C_c : Impossible à déterminer * calculé sur la fraction fine

DONNÉES GRANULOMÉTRIQUES (NF EN ISO 17892-4)

Mailles (X) mm	80	63.0	50	31.5	20	10	5	2	1	0.5	0.2	0.1	0.08	0.063
Passant %	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	99.98	99.37	98.92	98.49	98.11	97.95	97.61
Refus %								0.02	0.63	1.08	1.51	1.89	2.05	2.39

DONNÉES SÉDIMENTOMÉTRIQUES (NF EN ISO 17892-4)

Paramètres :	Résultats :							
Densimètre :	Temps (h:min:s)	Lecture R_h	Température (°C)	n (mPa.s)	Lecture corrigée R_d	H_r (mm)	K_v (%)	d equiv D (μm)
$h = 155.74 \text{ mm}$	00:01:00	20.6	18.1	1.1	16.60	129.05	93.2%	49.66
$V_h = 64.1 \text{ ml}$	00:02:00	19.5	18.1	1.1	15.50	133.31	87.0%	35.69
$N = 26.68 \text{ mm}$	00:05:00	16.8	18.1	1.1	12.80	143.75	71.9%	23.44
Facteurs correcteurs :	00:10:00	14.0	18.1	1.1	10.00	154.68	56.2%	17.19
$C_m = -0.2$	00:20:00	12.0	18.0	1.1	8.00	162.32	44.9%	12.47
$R_h = 4.00$	00:40:00	10.6	17.9	1.1	6.60	167.73	37.1%	8.97
Éprouvette : $L = 331.00 \text{ mm}$	01:35:00	9.5	18.0	1.1	5.50	171.99	30.9%	5.89
Masse volumique :	05:55:00	8.1	19.2	1.0	4.10	177.40	23.0%	3.05
$\rho_s = 2.687 \text{ Mg/m}^3$	21:57:00	7.7	17.1	1.1	3.70	178.95	20.8%	1.56
Conversionnelle <input checked="" type="checkbox"/>								
Mesurée : <input type="checkbox"/>								

Observations :

IDENTIFICATION D'UN SOL EN LABORATOIRE

Nom de l'affaire : CREATION D'UN LOTISSEMENT - RANSPACH LE BAS
N° d'affaire : MSGT.22.0117 **Laboratoire :** ARGENTEUIL

Quantité de matériau Normalisée: oui
Sondage : PM3 **Date de prélèvement :** 24/03/2022
Profondeur (m) : 0.00 à 0.80 **Date de réception :** 31/03/2022
Cote (m) : à **Mode de prélèvement :** Pelle mécanique
Profondeur moyenne : 0.40 m
Nature matériau : argile limoneuse marron **Étuve (°C) :** x
105°C 50°C

TENEUR EN EAU PONDÉRALE (NF P 94-050)
Date de l'essai : 12/04/2022
Observations : **Résultat :**
Teneur en eau :
 $w_p = 22.4 \%$

MASSE VOLUMIQUE DES SOLS FINS (NF P 94-053) - MÉTHODE D'IMMERSION DANS L'EAU
Date de l'essai :
Conditions :
Conditions de conservations :
Conditions de préparation : immersion dans l'eau
Température de la salle d'essai : °C
Observations : **Résultats :**
 $\rho = \text{t/m}^3$
Autres paramètres :
 $\rho_d = \text{t/m}^3$
 $\gamma = \text{kN/m}^3$
 $\gamma_s = \text{kN/m}^3$

LIMITES D'ATTERBERG
Limite de liquidité: Méthode du cône (NF P 94-052-1) et limite de plasticité (NF P 94-051)
Limite de liquidité W_L : **Date de l'essai :** 14/04/2022

Mesure N°	1	2	3	4
Enfoncement (mm)	12.7	16.9	20.3	22.4
w (%) (NF P 94-050)	37.4	40.7	43.7	45.0

Limite de plasticité W_p : **Résultats :**

Mesure N°	1	2	3
w (%) (NF P 94-050)	25.3	24.5	24.4

$W_L = 41 \%$
 $W_p = 25 \%$
 $I_p = 16$

Observations :

ESSAI AU BLEU DE MÉTHYLÈNE (NF P 94-068)
Date de l'essai : 14/04/2022 **Fraction 0/5mm dans la fraction**
Proportion : C = 100
Observations : **Résultat :**
Valeur de bleu du sol :
 $VBS = 3.00$

EQUIVALENT DE SABLE (NF EN 933-8+A1)
Date de l'essai :
Fraction testée : fraction 0/2 mm $f = \%$ **Résultats :**
Teneur en eau : w = %
Observations : $SE_1 = \%$
 $SE_2 = \%$
Equivalent de sable :
 $SE(10) = \%$

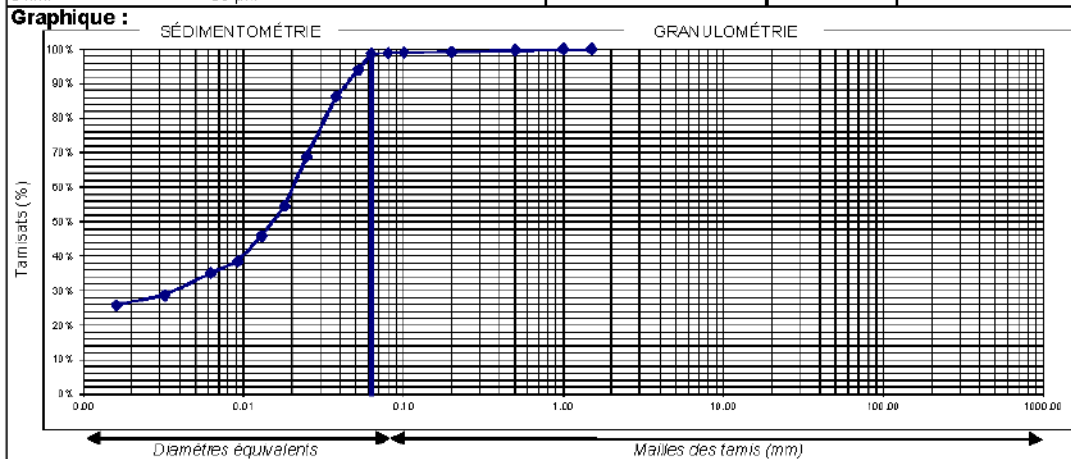
COEFFICIENT DE FRIABILITÉ DES SABLES (NF P 18-576)
Observations : **Résultat :**
 $F_s = \%$

**ANALYSE GRANULOMÉTRIQUE PAR TAMISAGE À SEC
APRÈS LAVAGE ET SÉDIMENTATION**
(réalisé selon la norme NF EN ISO 17892-4)

Nom de l'affaire : CREATION D'UN LOTISSEMENT - RANSPACH LE BAS
N° d'affaire : MSGT.22.0117 **Laboratoire :** ARGENTEUIL

Quantité de matériau Normalisée: oui
Sondage : PM3 **Date d'essai granulométrie :** 14/04/2022
Profondeur (m) : 0.00 à 0.80 **Date d'essai sédimentométrie :** 19/04/2022
Cote (m) : à **Mode de prélèvement :** Pelle mécanique
Profondeur moyenne : 0.4 m **Date de réception :** 31/03/2022

NATURE DU SOL TESTÉ ET CONDITION D'ESSAI :			
Classification NF P 11-300 : A2th	Nature du sol selon Classification granulométrique		argile limoneuse marron
Nature du sol argile limoneuse marron	Maille Maximum utilisée ou Diamètre maximum :		Température d'étuvage : 105°C
% de passant à :	% estimé d'éléments > d _m	Plus gros élément	
60 mm = 100.00%	2 mm = 100.00%	2 μm = 26.74%	D _{max} = 1.5 mm
20 mm = 100.00%	80 μm = 98.88%		
5 mm = 100.00%	63 μm = 98.67%		



Facteurs d'uniformité Cu : Impossible à déterminer / Facteur de courbure Cc : Impossible à déterminer * calculé sur la fraction fine

DONNÉES GRANULOMÉTRIQUES (NF EN ISO 17892-4)

Mailles (X) mm	80	63.0	50	31.5	20	10	5	2	1	0.5	0.2	0.1	0.08	0.063
Passant %	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	99.93	99.70	99.21	99.01	98.88	98.67
RETUS %									0.07	0.30	0.79	0.99	1.12	1.33

DONNÉES SÉDIMENTOMÉTRIQUES (NF EN ISO 17892-4)

Paramètres :		Résultats :							
Densimètre :		Temps (h:min:s)	Lecture R _v	Température (°C)	η (mPas)	Lecture corrigée Rd	H _v (mm)	K _v (%)	ø équiv D (μm)
h = 155.74 mm		00:01:00	16.9	18.0	1.1	16.40	143.38	94.1%	52.40
V _h = 64.1 ml		00:02:00	15.5	18.0	1.1	15.00	148.78	86.1%	37.75
N = 26.68 mm		00:05:00	12.5	18.0	1.1	12.00	160.38	68.9%	24.79
Facteurs correcteurs :		00:10:00	10.0	18.0	1.1	9.50	170.05	54.5%	18.05
C _m = -0.2		00:20:00	8.5	18.0	1.1	8.00	175.85	45.9%	12.98
R ₀ = 0.60		00:41:00	7.2	18.0	1.1	6.70	180.88	38.4%	9.19
Éprouvette : L = 331.00 mm		01:30:00	6.6	18.1	1.1	6.10	183.20	35.0%	6.24
Masse volumique :		05:50:00	5.5	18.2	1.1	5.00	187.48	28.7%	3.20
ρ _s = 2.687 Mg/m ³		21:52:00	5.0	17.1	1.1	4.50	189.39	25.8%	1.61
Conventionnelle <input checked="" type="checkbox"/>									
Mesurée : <input type="checkbox"/>									

Observations :

**INDICE PORTANT IMMÉDIAT - INDICE CBR
IMMÉDIAT - INDICE CBR APRÈS IMMERSION**
(réalisé selon la norme NF P 94-078)

Nom de l'affaire : CREATION D'UN LOTISSEMENT - **Laboratoire :** ARGENTEUIL
N° d'affaire : RANSPACH LE BAS
MSGT.22.0117

Sondage : PM3
Profondeur : 0.00 à 0.80 m
Cote : à m
Profondeur moyenne : 0.40 m
Nature du sol : argile limoneuse marron
Classification du sol : A2th

Date de prélèvement : 24/03/2022
Date d'essai : 15/04/2022
Date de réception : 31/03/2022

Caractéristique de l'essai :
Énergie proctor : Normale
Modifiée
Température d'étuvage : 105°C
50°C

Indice Portant Immédiat (IPI) :

Teneur en eau (Méthode par étuvage selon la norme NF P 94-050) :

Teneur en eau sans liant :

w = 22.5 %

w = % de wOPN

Teneur en eau avec liant :

w = %

w = % de wOPN

Résultat :

IPI = 2.0 %

Masse volumique sèche :

pd = 1.63 t/m³

pd = % de pdOPN

Observations :

Indice CBR immédiat (I.CBR immédiat) :

Teneur en eau (Méthode par étuvage selon la norme NF P 94-050) :

Teneur en eau sans liant :

w = %

w = % de wOPN

Teneur en eau avec liant :

w = %

w = % de pdOPN

Résultat :

I.CBR immédiat = %

Masse volumique sèche :

pd = t/m³

pd = % de pdOPN

Observations :

Indice CBR après immersion (I.CBR immersion) :

Teneur en eau (Méthode par étuvage selon la norme NF P 94-050) :

Teneur en eau sans liant :

w avant immersion = %

w avant immersion = % de wOPN

Teneur en eau avec liant :

w avant immersion = %

w avant immersion = % de pdOPN

Teneur en eau après immersion :

w après immersion = %

Résultat :

I.CBR immersion = %

Gonflement G = %

Masse volumique sèche :

pd = t/m³

pd = % de pdOPN

Observations :

IDENTIFICATION D'UN SOL EN LABORATOIRE

Nom de l'affaire : CREATION D'UN LOTISSEMENT - RANSPACH LE BAS
N° d'affaire : MSGT.22.0117 **Laboratoire :** ARGENTEUIL

Quantité de matériau Normalisée: oui
Sondage : FM4
Profondeur (m) : 0.30 à 2.10
Cote (m) : à
Profondeur moyenne : 1.20 m
Nature matériau : limon marron
Date de prélèvement : 24/03/2022
Date de réception : 31/03/2022
Mode de prélèvement : Pelle mécanique
Étuve (°C) :

x
105°C
50°C

TENEUR EN EAU PONDÉRALE (NF P 94-050)
Date de l'essai : 12/04/2022
Observations :
Résultat :
Teneur en eau :
 $w_n = 15.0 \%$

MASSE VOLUMIQUE DES SOLS FINS (NF P 94-053) - MÉTHODE D'IMMERSION DANS L'EAU
Date de l'essai :
Conditions :
Conditions de conservations :
Conditions de préparation : immersion dans l'eau
Température de la salle d'essai : °C
Observations :
Résultats :
 $\rho = \text{t/m}^3$
Autres paramètres :
 $\rho_d = \text{t/m}^3$
 $\gamma = \text{kN/m}^3$
 $\gamma_s = \text{kN/m}^3$

LIMITES D'ATTERBERG
Limite de liquidité: Méthode du cône (NF P 94-052-1) et limite de plasticité (NF P 94-051)
Limite de liquidité W_L :

Mesure N°	1	2	3	4
Enfoncement (mm)	13.2	15.2	19.3	20.6
w (%) (NF P 94-050)	30.8	31.3	32.4	33.2

Limite de plasticité W_p :

Mesure N°	1	2	3
w (%) (NF P 94-050)	25.8	25.8	25.6

Observations :
Résultats :
 $W_L = 32 \%$
 $W_p = 26 \%$
 $I_p = 6$
Date de l'essai : 19/04/2022

ESSAI AU BLEU DE MÉTHYLÈNE (NF P 94-068)
Date de l'essai : 14/04/2022
Fraction 0/5mm dans la fraction
Proportion : C = 100
Observations :
Résultat :
Valeur de bleu du sol :
VBS = 1.38

EQUIVALENT DE SABLE (NF EN 933-8+A1)
Date de l'essai :
Fraction testée : fraction 0/2 mm f = %
Teneur en eau : w = %
Observations :
Résultats :
 $SE_1 = \%$
 $SE_2 = \%$
Equivalent de sable :
 $SE(10) = \%$

COEFFICIENT DE FRIABILITÉ DES SABLES (NF P 18-576)
Observations :
Résultat :
 $F_s = \%$

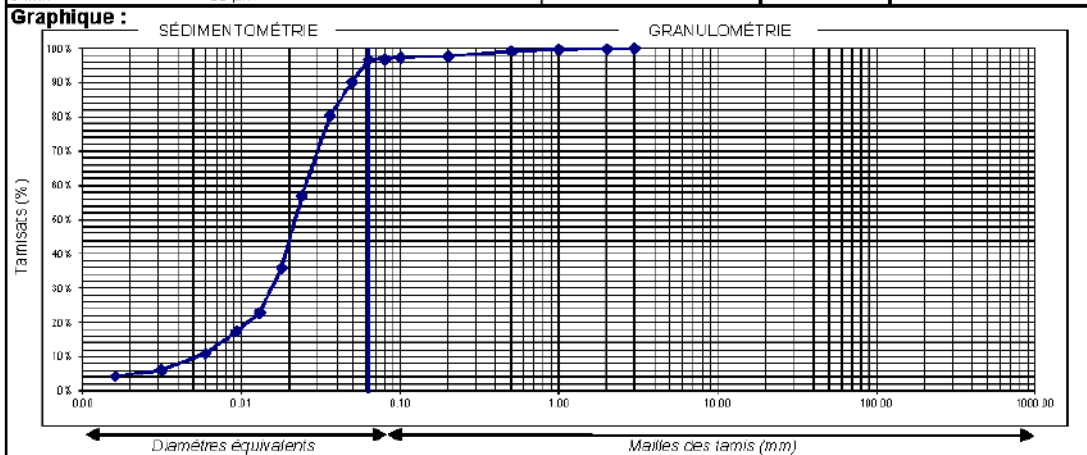
**ANALYSE GRANULOMÉTRIQUE PAR TAMISAGE À SEC
APRÈS LAVAGE ET SÉDIMENTATION**
(réalisé selon la norme NF EN ISO 17892-4)

Nom de l'affaire : CREATION D'UN LOTISSEMENT - RANSPACH LE BAS
N° d'affaire : MSGT.22.0117 Laboratoire : ARGENTEUIL

Quantité de matériau Normalisée: oui
Sondage : PM4 Date d'essai granulométrie : 14/04/2022
Profondeur (m) : 0.30 à 2.10 Date d'essai sédimentométrie : 19/04/2022
Cote (m) : à Mode de prélèvement : Pelle mécanique
Profondeur moyenne : 1.2 m Date de réception : 31/03/2022

NATURE DU SOL TESTÉ ET CONDITION D'ESSAI :

Classification NF P 11-300 : A1	Nature du sol selon Classification granulométrique : limon marron	Température d'étuvage : 105°C
Nature du sol : limon marron	Maille Maximum utilisée ou Diamètre maximum : $d_m = 5$ mm	% estimé d'éléments $> d_m$
% de passant à : 50 mm = 100.00% 20 mm = 100.00% 5 mm = 100.00%	2 mm = 99.89% 80 μ m = 96.92% 63 μ m = 96.64%	Plus gros élément : $D_{max} = 3$ mm



Facteurs d'uniformité C_u : Impossible à déterminer Facteur de courbure C_c : Impossible à déterminer * calculé sur la fraction fine

DONNÉES GRANULOMÉTRIQUES (NF EN ISO 17892-4)

Résultats :

Mailles (\times) mm	80	63.0	50	31.5	20	10	5	2	1	0.5	0.2	0.1	0.08	0.063
Passant %	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	99.89	99.67	99.13	97.67	97.30	96.92	96.64
Retus %								0.11	0.33	0.87	2.33	2.70	3.08	3.36

DONNÉES SÉDIMENTOMÉTRIQUES (NF EN ISO 17892-4)

Paramètres :

Densimètre :
 $h = 155.74$ mm
 $V_h = 64.1$ ml
 $N = 26.68$ mm
Facteurs correcteurs :
 $C_m = -0.2$
 $R'_0 = 4.00$
Éprouvette : $L = 331.00$ mm

Masse volumique :
 $\rho_s = 2.687$ Mg/m³
Conventionnelle :
Mesurée :

Résultats :

Temps (h:min:s)	Lecture R'_h	Température (°C)	η (mPa.s)	Lecture corrigée R_d	H_r (mm)	K_0 (%)	ϕ équiv D (μ m)
00:01:00	20.6	18.2	1.1	16.60	129.05	90.1%	49.60
00:02:00	18.8	18.2	1.1	14.80	136.01	80.3%	36.00
00:05:00	14.5	18.2	1.1	10.50	152.66	67.0%	24.12
00:10:00	10.6	18.1	1.1	6.60	167.73	35.8%	17.90
00:20:00	6.2	18.1	1.1	4.20	177.01	22.8%	13.00
00:40:00	7.2	18.1	1.1	3.20	180.88	17.4%	9.50
01:40:00	6.0	18.1	1.1	2.00	185.52	10.9%	5.95
06:00:00	6.1	19.2	1.0	1.10	189.01	6.0%	3.12
22:02:00	4.8	17.1	1.1	0.80	190.17	4.3%	1.61

Observations :

IDENTIFICATION D'UN SOL EN LABORATOIRE

Nom de l'affaire : CREATION D'UN LOTISSEMENT - RANSPACH LE BAS
N° d'affaire : MSGT.22.0117 **Laboratoire :** ARGENTEUIL

Quantité de matériau Normalisée: oui
Sondage : PM5
Profondeur (m) : 0.30 à 2.20
Cote (m) : à
Profondeur moyenne : 1.25 m
Nature matériau : loess marron
Date de prélèvement : 24/03/2022
Date de réception : 31/03/2022
Mode de prélèvement : Pelle mécanique
Étuve (°C) :

x	
105°C	50°C

TENEUR EN EAU PONDÉRALE (NF P 94-050)
Date de l'essai : 12/04/2022
Observations :
Résultat :
Teneur en eau :
 $w_n = 16.3 \%$

MASSE VOLUMIQUE DES SOLS FINS (NF P 94-053) - MÉTHODE D'IMMERSION DANS L'EAU
Date de l'essai :
Conditions :
Conditions de conservations :
Conditions de préparation : immersion dans l'eau
Température de la salle d'essai : °C
Observations :
Résultats :
 $\rho = \text{t/m}^3$
Autres paramètres :
 $\rho_d = \text{t/m}^3$
 $\gamma = \text{kN/m}^3$
 $\gamma_s = \text{kN/m}^3$

LIMITES D'ATTERBERG
Limite de liquidité: Méthode du cône (NF P 94-052-1) et limite de plasticité (NF P 94-051)
Limite de liquidité W_L :

Mesure N°	1	2	3	4
Enfoncement (mm)	12.8	15.0	18.3	21.2
w (%) (NF P 94-050)	29.6	30.6	31.5	32.5

Limite de plasticité W_p :

Mesure N°	1	2	3
w (%) (NF P 94-050)	24.3	24.2	24.1

Observations :
Date de l'essai : 14/04/2022
Résultats :
 $W_L = 31 \%$
 $W_p = 24 \%$
 $I_p = 7 \%$

ESSAI AU BLEU DE MÉTHYLÈNE (NF P 94-068)
Date de l'essai : 14/04/2022
Fraction 0/5mm dans la fraction
Proportion : C = 100
Observations :
Résultat :
Valeur de bleu du sol :
 $VBS = 1.38$

EQUIVALENT DE SABLE (NF EN 933-8+A1)
Date de l'essai :
Fraction testée : fraction 0/2 mm f = %
Teneur en eau : w = %
Observations :
Résultats :
 $SE_1 = \%$
 $SE_2 = \%$
Equivalent de sable :
 $SE(10) = \%$

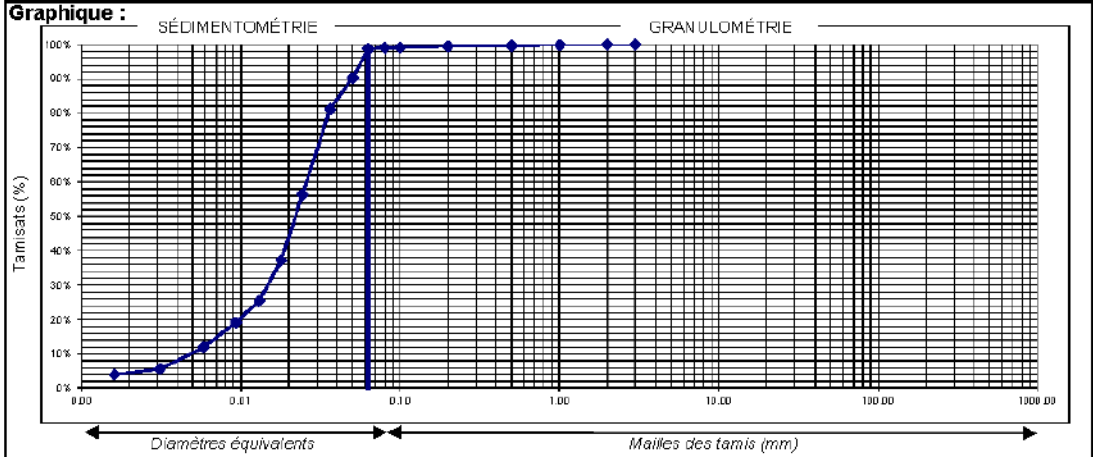
COEFFICIENT DE FRIABILITÉ DES SABLES (NF P 18-576)
Observations :
Résultat :
 $F_s = \%$

**ANALYSE GRANULOMÉTRIQUE PAR TAMISAGE À SEC
APRÈS LAVAGE ET SÉDIMENTATION**
(réalisé selon la norme NF EN ISO 17892-4)

Nom de l'affaire : CREATION D'UN LOTISSEMENT - RANSPACH LE BAS
N° d'affaire : MSGT.22.0117 **Laboratoire :** ARGENTEUIL

Quantité de matériau Normalisée: oui
Sondage : FM5
Profondeur (m) : 0.30 à 2.20
Cote (m) : à
Profondeur moyenne : 1.25 m
Date d'essai granulométrie : 14/04/2022
Date d'essai sédimentométrie : 19/04/2022
Mode de prélèvement : Pelle mécanique
Date de réception : 31/03/2022

NATURE DU SOL TESTÉ ET CONDITION D'ESSAI :		
Classification NF P 11-300 : A1	Nature du sol selon Classification granulométrique	loess marron
Nature du sol loess marron	Maille Maximum utilisée ou Diamètre maximum : $d_m = 5 \text{ mm}$	Température d'étuvage : 105°C Plus gros élément $D_{max} = 3 \text{ mm}$
% de passant à : 50 mm = 100.00% 2 mm = 99.94% 20 mm = 100.00% 5 mm = 100.00%	2 µm = 4.50%	



Facteurs d'uniformité Cu : Impossible à déterminer | Facteur de courbure Cc : Impossible à déterminer * calculé sur la fraction fine

DONNÉES GRANULOMÉTRIQUES (NF EN ISO 17892-4)

Mailles (X) mm	80	63.0	50	31.5	20	10	5	2	1	0.5	0.2	0.1	0.06	0.03
Passant %	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	99.94	99.87	99.69	99.45	99.18	99.01	98.65
Retus %								0.06	0.13	0.31	0.55	0.82	0.99	1.35

DONNÉES SÉDIMENTOMÉTRIQUES (NF EN ISO 17892-4)

Paramètres :	Résultats :							
	Temps (h:min:s)	Lecture R_h	Température (°C)	η (mPa.s)	Lecture corrigée R_d	H_r (mm)	K_c (%)	σ équiv D (µm)
Densimètre :								
$h = 155.74 \text{ mm}$	00:01:00	20.0	18.0	1.1	16.00	131.37	90.2%	50.16
$V_h = 64.1 \text{ ml}$	00:02:00	18.4	18.0	1.1	14.40	137.56	81.1%	36.30
$N = 26.68 \text{ mm}$	00:05:00	14.0	18.0	1.1	10.00	154.58	56.4%	24.34
Facteurs correcteurs :	00:10:00	10.6	18.0	1.1	6.60	167.73	37.2%	17.92
$C_{90} = -0.2$	00:20:00	8.5	18.0	1.1	4.50	175.85	25.4%	12.98
$R_{90} = 4.00$	00:40:00	7.4	17.9	1.1	3.40	180.11	19.2%	9.30
Eprouvette : L = 331.00 mm	01:45:00	6.1	18.1	1.1	2.10	185.14	11.8%	5.80
Masse volumique :	06:05:00	5.0	19.3	1.0	1.00	189.39	5.6%	3.10
$\rho_s = 2.687 \text{ Mg/m}^3$	22:07:59	4.7	17.0	1.1	0.70	190.55	3.9%	1.61
Conventionnelle <input checked="" type="checkbox"/>								
Mesurée <input type="checkbox"/>								

Observations :

IDENTIFICATION D'UN SOL EN LABORATOIRE

Nom de l'affaire : CREATION D'UN LOTISSEMENT - RANSPACH LE BAS
N° d'affaire : MSGT.22.0117 **Laboratoire :** ARGENTEUIL

Quantité de matériau Normalisée: oui
Sondage : PM6 **Date de prélèvement :** 24/03/2022
Profondeur (m) : 0.40 à 2.20 **Date de réception :** 31/03/2022
Cote (m) : à **Mode de prélèvement :** Pelle mécanique
Profondeur moyenne : 1.30 m
Nature matériau : limon marron **Étuve (°C) :**

X	
105°C	50°C

TENEUR EN EAU PONDÉRALE (NF P 94-050)
Date de l'essai : 12/04/2022
Observations : **Résultat :**
Teneur en eau :
 $w_n = 15.1 \%$

MASSE VOLUMIQUE DES SOLS FINS (NF P 94-053) - MÉTHODE D'IMMERSION DANS L'EAU
Date de l'essai :
Conditions :
Conditions de conservations :
Conditions de préparation : immersion dans l'eau
Température de la salle d'essai : °C
Observations : **Résultats :**
 $\rho = \text{t/m}^3$
Autres paramètres :
 $\rho_d = \text{t/m}^3$
 $\gamma = \text{kN/m}^3$
 $\gamma_s = \text{kN/m}^3$

LIMITES D'ATTERBERG
Limite de liquidité: Méthode du cône (NF P 94-052-1) et limite de plasticité (NF P 94-051)
Limite de liquidité W_L :

Mesure N°	1	2	3	4
Enfoncement (mm)	13.8	16.7	18.7	21.1
w (%) (NF P 94-050)	30.5	31.7	32.4	33.4

Date de l'essai : 20/04/2022
Limite de plasticité W_p :

Mesure N°	1	2	3
w (%) (NF P 94-050)	26.7	25.9	25.6

Résultats :
 $W_L = 32 \%$
 $W_p = 26 \%$
 $I_p = 6$

ESSAI AU BLEU DE MÉTHYLÈNE (NF P 94-068)
Date de l'essai : 14/02/2022 **Fraction 0/5mm dans la fraction**
Proportion : C = 100
Observations : **Résultat :**
Valeur de bleu du sol :
YBS = 1.37

EQUIVALENT DE SABLE (NF EN 933-8+A1)
Date de l'essai :
Fraction testée : fraction 0/2 mm **f = %**
Teneur en eau : w = %
Observations : **Résultats :**
 $SE_1 = \%$
 $SE_2 = \%$
Equivalent de sable :
 $SE(10) = \%$

COEFFICIENT DE FRIABILITÉ DES SABLES (NF P 18-576)
Observations : **Résultat :**
 $F_s = \%$

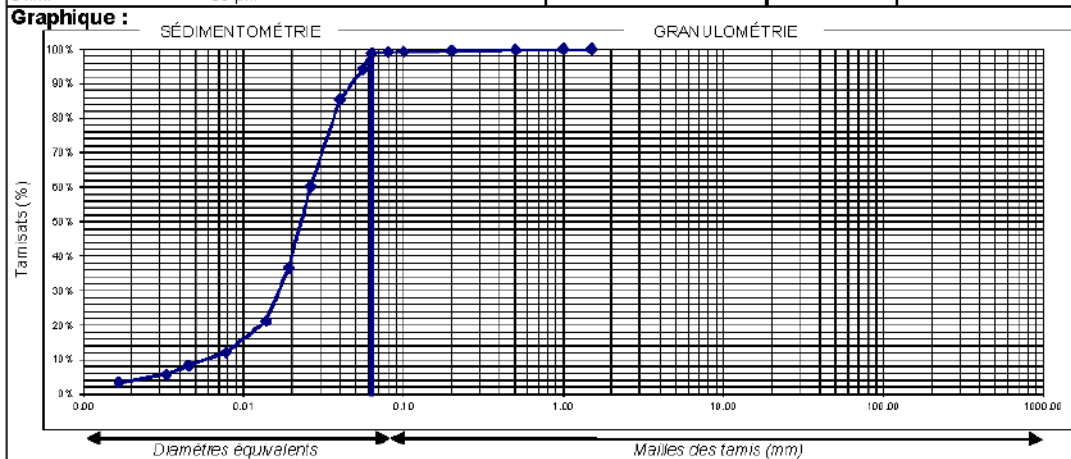
**ANALYSE GRANULOMÉTRIQUE PAR TAMISAGE À SEC
APRÈS LAVAGE ET SÉDIMENTATION**
(réalisé selon la norme NF EN ISO 17892-4)

Nom de l'affaire : CREATION D'UN LOTISSEMENT - RANSPACH LE BAS
N° d'affaire : MSGT.22.0117 **Laboratoire :** ARGENTEUIL

Quantité de matériau Normalisée: oui
Sondage : PM6 **Date d'essai granulométrie :** 14/04/2022
Profondeur (m) : 0.40 à 2.20 **Date d'essai sédimentométrie :** 14/04/2022
Cote (m) : à **Mode de prélèvement :** Pelle mécanique
Profondeur moyenne : 1.3 m **Date de réception :** 31/03/2022

NATURE DU SOL TESTÉ ET CONDITION D'ESSAI :

Classification NF P 11-300 : A1	Nature du sol selon Classification granulométrique	limon marron
Nature du sol : limon marron	Maille Maximum utilisée ou Diamètre maximum :	Température d'étuvage : 105°C
% de passant à :	dm = 2 mm	Plus gros élément Dmax = 1.5 mm
60 mm = 100.00%		
2 mm = 100.00%		
80 µm = 99.06%		
20 mm = 100.00%		
80 µm = 99.06%		
5 mm = 100.00%		
63 µm = 98.72%		



Facteurs d'uniformité Cu : Impossible à déterminer / Facteur de courbure Cc : Impossible à déterminer * calculé sur la fraction fine

DONNÉES GRANULOMÉTRIQUES (NF EN ISO 17892-4)

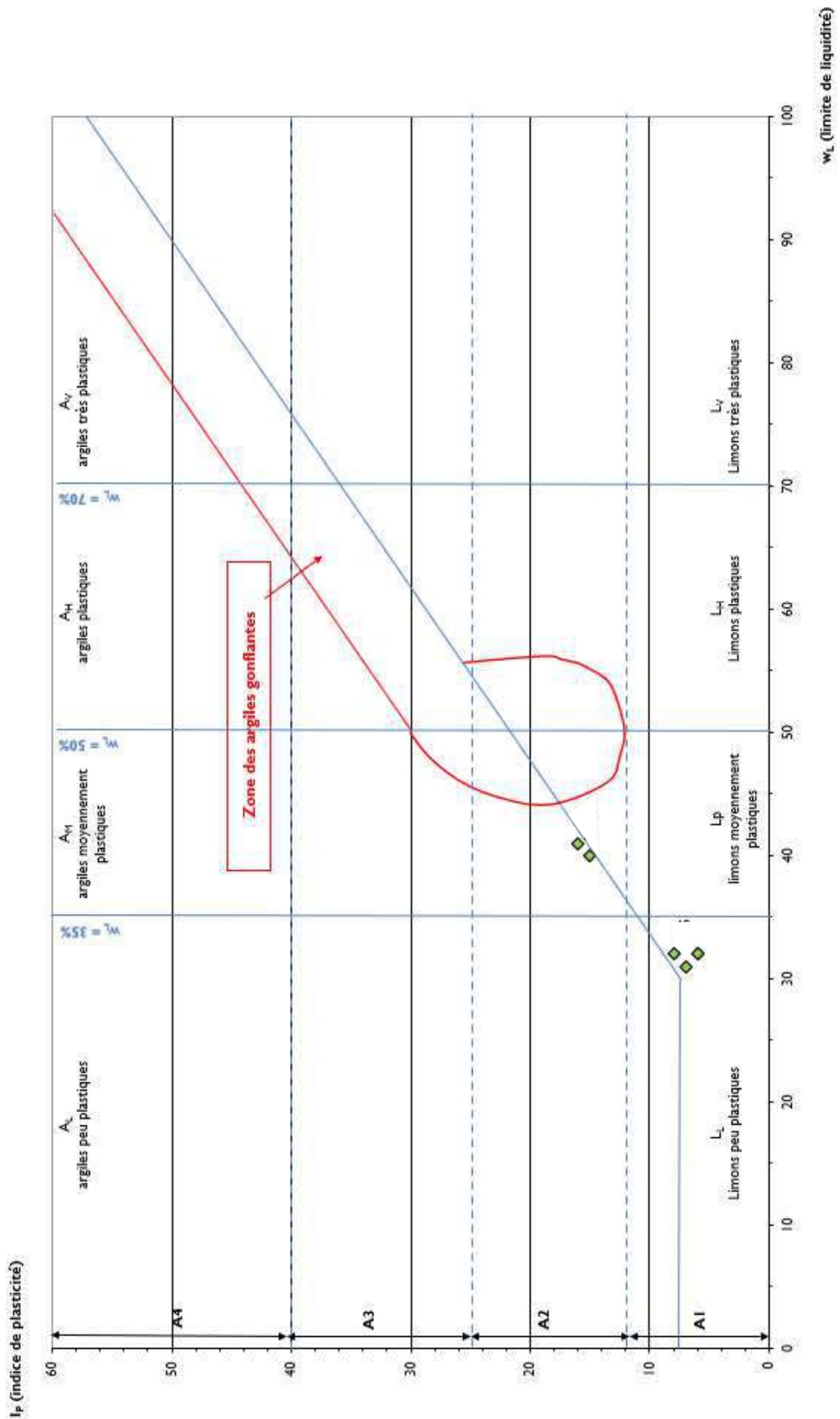
Résultats :

Mailles (X) mm	80	63.0	50	31.5	20	10	5	2	1	0.5	0.2	0.1	0.08	0.063
Passant %	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	99.96	99.80	99.52	99.22	99.06	98.72
RETUS %									0.04	0.20	0.48	0.78	0.94	1.28

DONNÉES SÉDIMENTOMÉTRIQUES (NF EN ISO 17892-4)

Paramètres :	Résultats :							
Densimètre :	Temps (h:min:s)	Lecture R _v	Température (°C)	η (mPas)	Lecture corrigée R _d	H _c (mm)	K _v (%)	ø équiv D (µm)
h = 155.74 mm	00:01:00	12.1	17.7	1.1	11.60	161.93	94.3%	55.90
V _h = 64.1 ml	00:02:00	11.0	17.7	1.1	10.50	166.18	85.4%	40.05
N = 26.68 mm	00:05:00	7.9	17.7	1.1	7.40	178.17	60.2%	26.23
Facteurs correcteurs :	00:10:00	5.0	17.6	1.1	4.50	189.39	36.6%	19.14
C _m = -0.2	00:20:00	3.1	17.5	1.1	2.60	196.74	21.1%	13.81
R ₀ = 0.60	01:04:00	2.0	17.6	1.1	1.50	201.00	12.2%	7.90
Éprouvette : L = 331.00 mm	03:07:00	1.5	18.4	1.0	1.02	202.05	6.3%	4.54
Masse volumique :	05:49:00	1.2	19.6	1.0	0.70	204.09	5.7%	3.28
ρ _s = 2.687 Mg/m ³	22:57:00	0.9	17.9	1.1	0.40	205.25	3.3%	1.65
Conventionnelle X								
Mesurée :								

Observations :





fondasol

www.groupefondasol.com

AGENCE DE MONTBELIARD

530 avenue René Jacot

25460 ETUPES

 03.81.91.77.92

 03 81 91 77 93

 montbeliard@fondasol.fr

Maître d'Ouvrage



SAINT-LOUIS AGGLOMERATION

Place de l'Hôtel de Ville
CS50199
68305 Saint-Louis Cedex

Création d'un lotissement d'activités à Ranspach-le-Bas

BUREAU D'INGENIERIE

SERUE Ingénierie

Espace Européen de l'Entreprise
4 rue de Vienne à Schiltigheim
B.P. 70008 - 67013 STRASBOURG Cedex
Tél : 03 88 33 60 20



ARCHITECTE URBANISTE

A. GRANDADAM

6 Rue des veaux
67000 STRASBOURG
Tél : 03.88.36.09.38



Dossier Loi sur l'Eau

Dossier de Déclaration PIECE N°5 – LE DOCUMENT D'INCIDENCES

Historique

INDICE	DATE	MODIFICATIONS	ETABLI	VERIFIE	APPROUVE
0	01/09/22	Première diffusion	AV	AV	AV

Identification du document



IDENTIFIANT DU DOCUMENT

T:\2021\VR-21-115 Ranspach-le-bas - zone activites\04 Travail\44 APD-
AVP\VRD\DLE\Annexes\Téléprocédure\VR-21-115-AVP-VRD-DLE.docx



1 - PIÈCE N°5 – LE DOCUMENT D'INCIDENCES

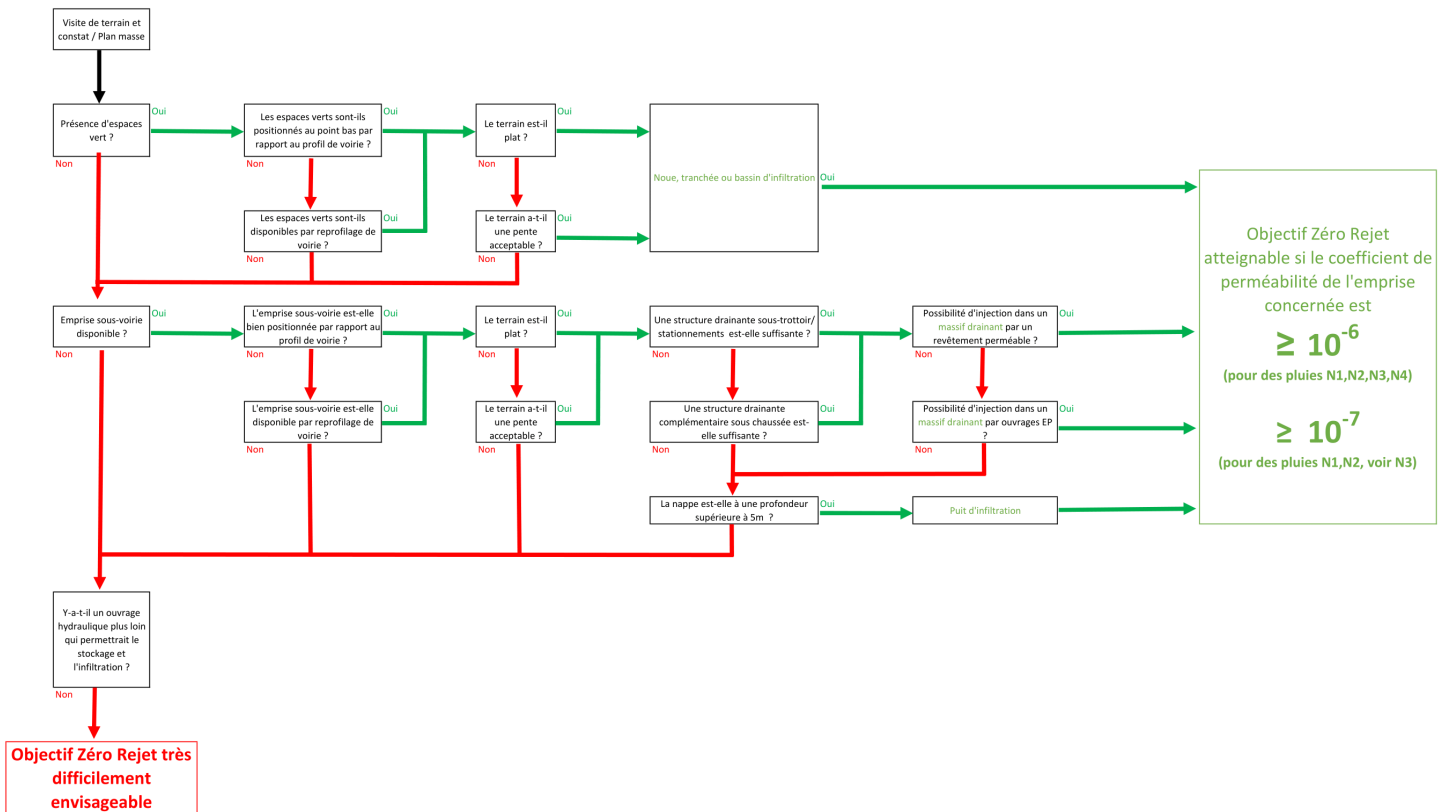
1.1 - Méthodologie décisionnel

Dans le cadre du projet, il était pertinent d'analyser les possibilités de déconnexion des eaux pluviales des réseaux existants pour réaliser une Gestion Intégrée des Eaux Pluviales.

Ci-contre se trouve l'arbre décisionnel d'aide à la conception pour la GIEP. Il permet de définir les solutions les plus intéressantes pour atteindre l'objectif du zéro-rejet et les possibilités de déconnexion d'un bassin versant suivant ses contraintes techniques.

Cet arbre décisionnel s'applique dans un choix de conception localisé. Pour étudier le projet d'aménagement concerné il a été important d'avoir au préalable clairement défini l'ensemble des sous-bassin versant. Chaque sous-bassin présente des caractéristiques intrinsèques qui détermineront les conditions d'application de la GIEP.

GIEP - Objectif 0-rejet



Arbre décisionnel GIEP

1.2 - Etat initial

1.2.1 - Contexte topographique

Topographiquement, le terrain est bombé en son centre, tout en présentant une pente de 5 à 10 % vers le boisement au Nord-Est de la parcelle.

Son altitude se situe à environ 319 et 309 (IGN69).

1.2.2 - Contexte géologique

Les sondages menés par Fondasol ont mis en évidence la présence de :

- De Löss beiges de 0 à plus de 3m,

1.2.3 - Particularité du climat pour le site concerné

Ranspach-le-Bas est sous influence continentale. Le climat est semblable à celui de la ville de Mulhouse qui dispose d'une station de relevé météorologique. La plaine d'Alsace est caractérisée par son climat semi-continentale, qui se traduit par une pluviométrie bien inférieure aux régions voisines, avec un cumul annuel parmi les plus faibles de France. L'influence de ce climat entraîne par ailleurs une occurrence d'événements orageux plus élevée que la moyenne nationale.

Données Climatiques	Mulhouse	Moyenne Nationale
Insolation	1819 heures/an	1973 heures/an
Pluviométrie	748 mm/an	867 mm/an
Neige	26 jours/an	14 jours/an

Source : MétéoFrance

Ce climat est également caractérisé par des températures qui peuvent atteindre les deux extrêmes, avec des hivers très froids et des étés très chauds.

En Janvier la température minimale moyenne atteint les -0.6°C , avec des records enregistrés à -20.2°C .

En Juillet la température maximale moyenne atteint les 26.4°C , avec des records enregistrés à 38.9°C .

L'amplitude thermique annuelle est d'environ 40°C .

Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Année
Température maximale (moyenne en °C)												
5.3	7.4	12	16.5	20.5	24.3	26.4	26.3	21.5	15.9	9.6	6	16
Température moyenne (moyenne en °C)												
2.3	3.4	7	10.6	14.7	18.4	20.3	20	15.9	11.3	6.2	3.2	11.1
Température minimale (moyenne en °C)												
-0.6	-0.5	1.9	4.7	8.9	12.4	14.1	13.8	10.2	6.7	2.7	0.3	6.2

Source : MétéoFrance

1.2.4 - Photographie de l'accès au site



Photographie de l'accès via la RD419

1.2.5 - Carte du zonage réglementaire PPR

La commune n'est soumise à aucun PPR.
Pas de données cartographiques disponibles

1.2.6 - Analyse de la carte du zonage réglementaire, PPR

Nous remarquons que le projet n'est donc pas sujet aux inondations par débordement de crue, ni par d'autres zonages du plan de risques.

1.2.7 - Cartes des milieux naturels



APPRONA

LÉGENDE

Cours d'eau (FR)

- III
- Lauter, Moder, Zorn, Fecht, Lauch, Thur, Doller
- Cours d'eau

Rhin

- Ouvrage
- Rhin
- Rhin

Carte Hydrographie - Source : Aprona



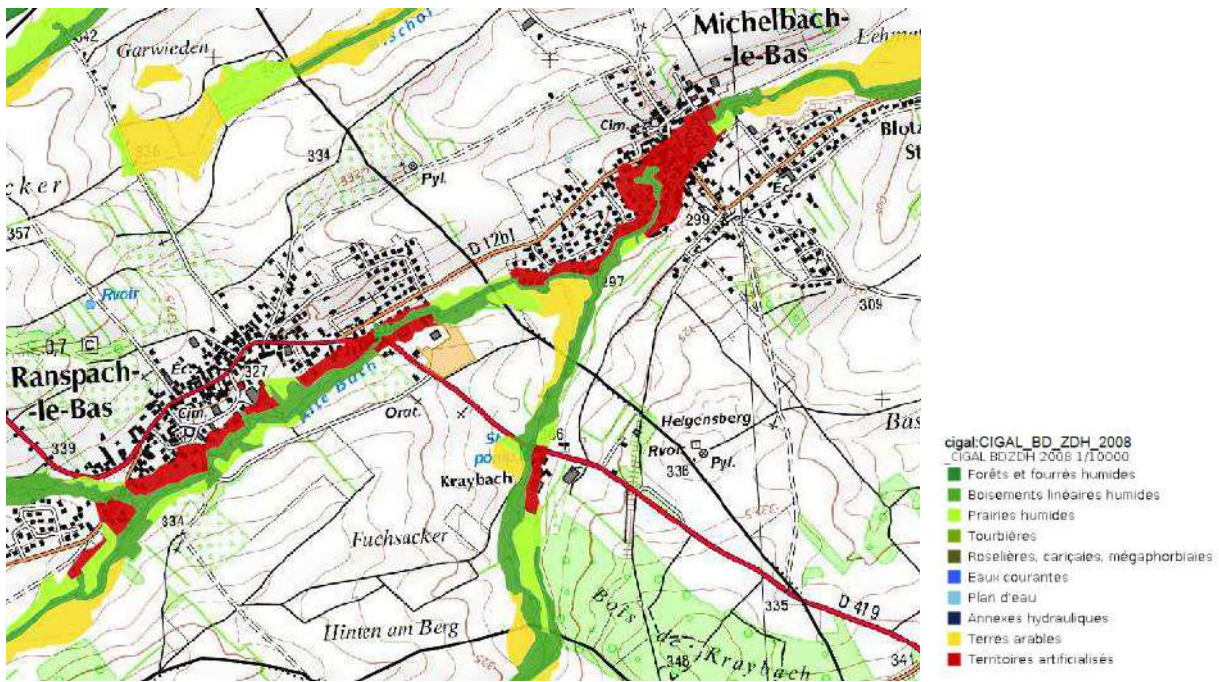
APPRONA

LÉGENDE

Etat écologique

- Non déterminé
- Très bon état
- Bon état
- Etat moyen
- Etat médiocre
- Mauvais état

Carte Etat des cours d'eaux - Source : Aprona



Carte Inventaire zone humide - Source : CARMEN DREAL

1.2.8 - Analyse des cartes des milieux naturels

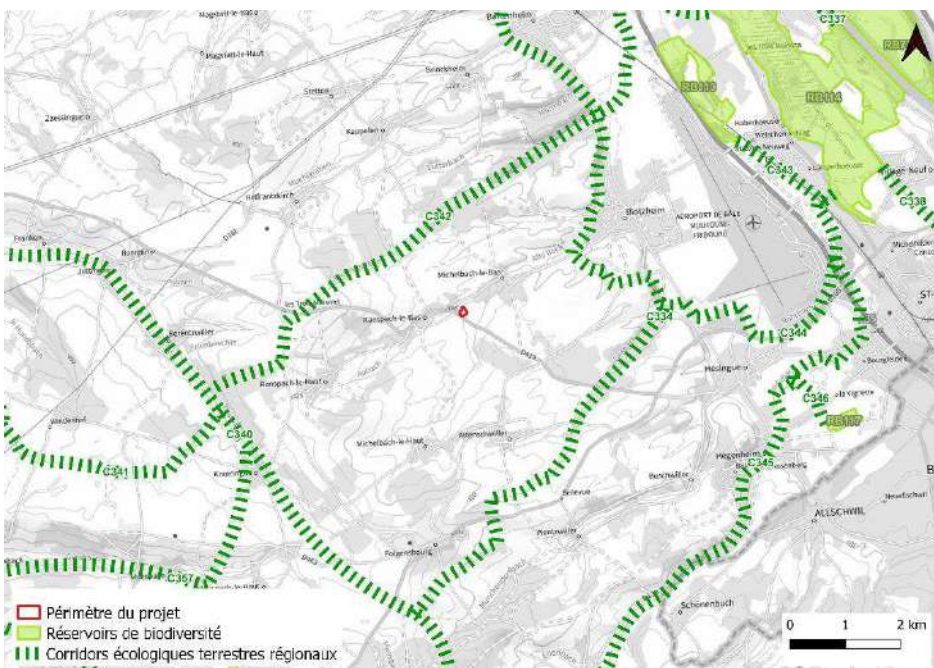
Le réseau hydrographique alentour se compose :

- à petite échelle du ruisseaux : Aubach qui bordent l'opération, Willerbach, située à 250m et l'Altebach situé à 400m
- à plus grande échelle : le Rhin, situé à environ 8.5 km à l'Est de l'opération et la rivière de l'III, située à 11 km à l'Ouest,

La qualité écologique du Willerbach et de l'Altebach est considérée comme moyenne.

Le projet borde par une zone de boisement linéaire humide, qui sera exclu de tout aménagement. Aucune zone humide ne se trouve dans l'emprise du projet.

1.2.9 - Fonctionnement écologique et trame verte et bleue



1.2.10 - Cartes des zones SAGES



Cartes zone SAGES - Source : Aprona

1.2.11 - Analyse des cartes de zones SAGES

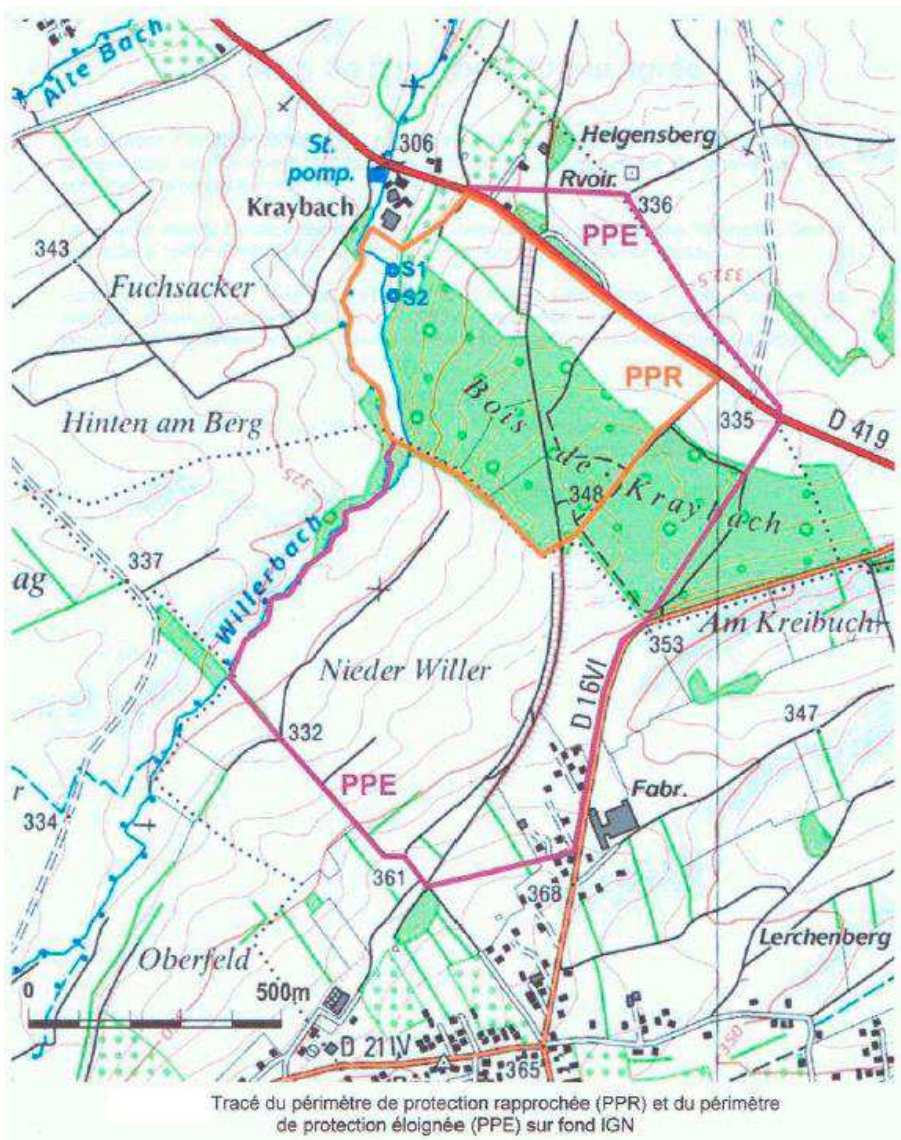
L'emprise de notre projet se trouve en zone de réglementation SAGE III Nappe Rhin - eaux souterraines et eaux superficielles.

Il conviendra donc de répondre aux orientations du SDAGE et des différents SAGES

1.2.12 - Périmètre de protection pour l'alimentation en eau potable



Carte Eau Potable - Source : Aprona



Source : ARRETE N° 18.2015/ARS/SRE du 9 décembre 2015

1.2.13 - Analyse de la carte eau potable

L'opération se situe à l'intérieur d'une zone de captage en eau potable.

Mais aucun dispositif spécifique ne sera nécessaires vis-à-vis de ce point puisque notre opération se trouve en dehors du périmètre de protection rapprochée et du périmètre de protection éloignée.

1.2.14 - Carte des PHE



Carte PHE- Source : Aprona

1.2.15 - Analyse de la carte des PHE

Nous constatons lors de l'analyse de la carte que le projet n'est pas concerné par les remontées de nappes

1.3 - Incidence sur le milieu récepteur

1.3.1 - Milieu aquatique

Les eaux pluviales du bassin versant s'écoulent de façon gravitaire dans des noues & bassins de rétention et d'infiltration.

Le sol permettant l'infiltration totale des eaux pluviales du projet vers la nappe phréatique, ces dernières seront entièrement gérées à la source dans les bassins prévus à cet effet.

1.3.2 - Intérêt particulier de la zone

Aucune zone classée en zone à dominante humide ne borde l'emprise du site.

Le site présente un enjeux moyen en termes d'habitats biologiques et d'espèces végétal.

Les habitats retrouvés au droit du périmètre du projet correspondent principalement à des cultures et des jachères.

1.3.3 - Incidences durant la phase des travaux

La globalité des travaux ne devrait pas avoir d'incidence sur le milieu aquatique en raison de la distance entre la zone opérationnelle et le ruisseau de l'Aubach, d'autant que la zone boisée est gardée intacte.

Toute destruction accidentelle du milieu amènera à un réaménagement à l'identique de la zone détruite. Les matériaux seront extraits par l'entreprise et évacués vers une décharge agréée.

Le risque est essentiellement généré par l'utilisation des engins de terrassement et est lié aux zones de stockages d'hydrocarbures et de vidange des huiles des engins.

Les rejets directs seront limités par la mise en place d'installation de chantiers adaptés au stockage et la manutention des produits dangereux.

Les consignes de sécurité seront prises afin d'éviter ces types de déversement préjudiciables à la qualité des eaux.

Les mesures à prendre pendant les travaux sont détaillées au chapitre 6.3.

Conclusion : En raison de l'emprise des travaux et des méthodes d'exécutions employées, les travaux ne devraient pas avoir d'incidence sur le milieu naturel. D'autant plus que l'intérêt que présente le site, d'ordre faunistique ou halieutique, ne devrait pas être dégradé en raison d'absence d'enjeux écologiques sur site.

1.3.4 - Incidences en phase d'exploitation

1.3.4.1 - Pollution saisonnière :

La pollution saisonnière est due à deux facteurs principaux :

- l'épandage de produits phytosanitaires pour entretenir les espaces verts et les voiries
- l'épandage de sels déverglaçant.

Les produits phytosanitaires peuvent être des engrais ou des pesticides et peuvent polluer les milieux aquatiques soit par le ruissellement de l'eau contaminée soit par l'effet du vent.

Le sel répandu sur les chaussées et les parcelles privatives est majoritairement évacué par les eaux de ruissellement.

Les chlorures, également très solubles constituent une pollution dissoute difficilement maîtrisable.

Le système de prétraitement apporte une première réponse dans leurs gestions en limitant une partie du rejet dans le milieu naturel.

Mais seul une politique de gestion rigoureuse de l'application de ses substances peut réellement en limiter l'impact, comme l'utilisation de nouvelles techniques, plus manuelles et plus gourmandes en temps telles que le désherbage thermique, manuel ou mécanique.

1.3.4.2 - Pollution accidentelle :

Cette pollution essentiellement générée par les accidents de la circulation est directement liée à la nature et à la quantité de produit déversée sur la voie public (carburant, fioul domestique...).

Le risque d'accident sur cette zone est a priori très faible puisque la circulation des poids lourds se limitera aux livraisons, aux activités de maintenance et à l'évacuation des ordures ménagères.

Une pollution accidentelle peut également résulter d'un incendie se produisant sur le site; les eaux utilisées pour éteindre l'incendie se trouvent dans les écoulements d'eaux pluviales avec divers éléments issus de la construction.

1.4 - Compatibilité réglementaire

1.4.1 - Périmètres de protection en eau potable

La ZAC est situé dans un périmètre de protection d'alimentation en eau potable, mais étant en dehors des périmètres réglementaires, aucune disposition particulière ne sera nécessaire.

1.4.2 - Compatibilité avec le SDAGE

Le S.D.A.G.E (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) est un instrument de gestion, instauré par la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 (art.3), et qui constitue le document de planification de la ressource en eau à l'échelle du bassin. Il fixe les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau dans le bassin hydrographique et définit les objectifs de quantité et de qualité des eaux, ainsi que les aménagements à réaliser pour les atteindre.

Le SDAGE 2022-2027 est entré en vigueur le 18 mars 2022.

Il définit les objectifs et les grandes orientations pour une gestion équilibrée des ressources en eau. Les « Orientations fondamentales et dispositions » du SDAGE sont déclinées à travers six grands thèmes :

- Eau et santé
- Eau et pollution
- Eau, nature et biodiversité
- Eau et rareté
- Eau et aménagement du territoire
- Eau et gouvernance

Le détail de ces orientations et l'adéquation avec le projet sont présentés par thématique dans le tableau suivant.

Thèmes du SDAGE	Orientations	Adéquation avec le projet
Thème 1 : eau et santé	Orientation T1 - O1 Assurer à la population, de façon continue, la distribution d'une eau potable de qualité	Oui, aucune interaction n'a lieu entre le projet et la préservation de la ressource en eau potable.
	Orientation T1 - O2 Favoriser la baignade en toute sécurité sanitaire	Non concerné
Thème 2 : eau et pollution	Orientation T2 - O1 Réduire les pollutions responsables de la non atteinte du bon état des eaux	Non concerné
	Orientation T2 - O2 Connaître et réduire les émissions de substances toxiques	Non concerné
	Orientation T2 - O3 Veiller à une bonne gestion des systèmes d'assainissement publics et des boues d'épuration	Non concerné

Thèmes du SDAGE	Orientations	Adéquation avec le projet
	Orientation T2 - O4 Réduire la pollution par les nitrates et les produits phytosanitaires d'origine agricole	Non concerné
	Orientation T2 - O5 Réduire la pollution par les produits phytopharmaceutiques d'origine non agricole	Non concerné
	Orientation T2 - O6 Réduire la pollution de la ressource en eau afin d'assurer à la population la distribution d'une eau de qualité	Non concerné
	Orientation T2 - O7 Protéger le milieu marin en agissant à la source sur les eaux continentales	Non concerné
Thème 3 : eau, nature et biodiversité	Orientation T3 - O1 Appuyer la gestion des milieux aquatiques sur des connaissances solides, en particulier en ce qui concerne leurs fonctionnalités	Non concerné.
	Orientation T3 - O2 Organiser la gestion des bassins versants et y mettre en place des actions respectueuses des milieux naturels, et en particulier de leurs fonctionnalités	Non concerné
	Orientation T3 - O3 Restaurer ou sauvegarder les fonctionnalités naturelles des bassins versants, des sols et des milieux aquatiques, et notamment la fonction d'autoépuration	Non concerné
	Orientation T3 - O4 Arrêter la dégradation des écosystèmes aquatiques	Non concerné
	Orientation T3 - O5 Mettre en œuvre une gestion piscicole durable	Non concerné
	Orientation T3 - O6 Renforcer l'information des acteurs locaux sur les fonctionnalités des milieux aquatiques et les actions permettant de les optimiser	Non concerné
	Orientation T3 - O7 Préserver les milieux naturels et notamment les zones humides	Non concerné
	Orientation T3 - O8 Préserver et reconquérir la Trame verte et bleue (TVB) pour garantir le bon fonctionnement écologique des bassins versants	Non concerné

Thèmes du SDAGE	Orientations	Adéquation avec le projet
	Orientation T3 – O9 Respecter les bonnes pratiques en matière de gestion des milieux aquatiques	Non concerné
Thème 4 : eau et rareté	Orientation T4 - O1 Prévenir les situations de surexploitation et de déséquilibre quantitatif de la ressource en eau	Non concerné
	Orientation T4 - O2 Evaluer l'impact du changement climatique et des activités humaines sur la disponibilité des ressources en assurant les suivis des eaux de surface et des eaux souterraines	Non concerné
Thème 5 : eau et aménagement du territoire	Orientation T5A - O4 (Objectif 4.1 du PGRI) Préserver et reconstituer les capacités d'écoulement et d'expansion des crues	Non concerné
	Orientation T5A – O5 (Objectif 4.2 du PGRI) Maîtriser le ruissellement pluvial sur les bassins versants en favorisant, selon une gestion intégrée des eaux pluviales, la préservation des zones humides, des prairies et le développement d'infrastructures agro-écologiques	Les eaux pluviales sont intégralement infiltrées.
	Orientation T5A - O7 (Objectif 4.4 du PGRI) Prévenir le risque de coulées d'eaux boueuses	Non concerné
	Orientation T5B – O1 Limiter l'impact des urbanisations nouvelles et des projets nouveaux pour préserver les ressources en eau et les milieux et limiter les rejets	Non concerné
	Orientation T5B – O2 Préserver de toute urbanisation les parties de territoire à fort intérêt naturel notamment ceux constituant des éléments essentiels de la Trame verte et bleue (TVB)	Non concerné
	Orientation T5C - O1 L'ouverture à l'urbanisation d'un nouveau secteur ne peut pas être envisagée si la collecte et le traitement des eaux usées (assainissement collectif ou non collectif) qui en seraient issus ne peuvent pas être assurés dans des conditions conformes à la réglementation en vigueur et si l'urbanisation n'est pas accompagnée par la programmation des travaux et actions nécessaires à la réalisation ou à la mise en conformité des équipements	Non concerné

Thèmes du SDAGE	Orientations	Adéquation avec le projet
	Orientation T5C – O2 L'ouverture à l'urbanisation d'un nouveau secteur ne peut pas être envisagée si l'alimentation en eau potable de ce secteur ne peut pas être effectuée dans des conditions conformes à la réglementation en vigueur et si l'urbanisation n'est pas accompagnée par la programmation des travaux et actions nécessaires à la réalisation ou à la mise en conformité des équipements de distribution et de traitement.	Non concerné
Thème 6 : eau et gouvernance	Orientation T6 - O1 Développer, dans une démarche intégrée à l'échelle des bassins versants du Rhin et de la Meuse, une gestion de l'eau participative, solidaire, transfrontalière et résiliente aux impacts du changement climatique	Non concerné
	Orientation T6 - O2 Assurer la prise en compte des enjeux de l'eau et du changement climatique dans les projets des territoires	Non concerné
	Orientation T6 - O3 Renforcer la participation du public et de l'ensemble des acteurs intéressés pour les questions liées à l'eau, aux milieux naturels et au changement climatique	Non concerné

1.4.3 - Compatibilité avec le PGRI – Plan de Gestion des Risques d’Inondation sur le bassin du Rhin

Le plan de gestion des risques d’inondation a été approuvé le 21 mars 2022 pour le District du Rhin. Ce document a pour vocation d’intégrer une politique globale de gestion du risque d’inondation en respect des principes structurants définis par le Parlement Européen et par sa directive cadre sur l’eau. Le PGRI est une déclinaison spécifique du SDAGE Rhin-Meuse pour le volet risque d’inondation et vient préciser certains éléments spécifiques au bassin versant du Rhin.

Thèmes du PGRI	Déclinaison des objectifs	Lien avec le projet
Favoriser la coopération entre les acteurs	Organiser la concertation entre acteurs à différentes échelles pour garantir une vision partagée et une gestion intégrée des risques d’inondation	Non concerné
	Organiser la gouvernance de la prévention des inondations et les maîtrises d’ouvrage opérationnelles	Non concerné
	Assurer une coordination des mesures ayant un impact transfrontalier à l’échelle des districts hydrographiques internationaux du Rhin et de la Meuse	Non concerné
Améliorer la connaissance et développer la culture du risque	Améliorer la connaissance des aléas	Non concerné
	Améliorer la connaissance de la vulnérabilité	Non concerné
	Capitaliser les éléments de connaissances sur les aléas, les enjeux et la vulnérabilité	Non concerné
	Informier le citoyen, développer la culture du risque	Non concerné
Aménager durablement les territoires	Préserver les zones d’expansion des crues en milieu non urbanisé et ne pas augmenter les enjeux en zone inondable	Non concerné
	Privilégier le ralentissement des écoulements	Non concerné
	Limiter le recours aux aménagements de protection	Non concerné

Thèmes du PGRI	Déclinaison des objectifs	Lien avec le projet
	localisée ne réduisant pas l'aléa	
	Intégrer le risque de défaillance des ouvrages construits ou aménagés jouant un rôle de prévention des inondations	Non concerné
	Réduire la vulnérabilité des enjeux aux inondation	Non concerné
Prévenir le risque par une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau	Préserver et reconstituer les capacités d'écoulement et d'expansion des crues	Non concerné
	Maîtriser le ruissellement pluvial sur les bassins versants en favorisant, selon une gestion intégrée des eaux pluviales, la préservation des zones humides, des prairies et le développement d'infrastructures agroécologiques.	Les eaux pluviales seront collectées dans plusieurs bassins d'infiltration, limitant leur concentration.
	Prévenir le risque de coulées d'eau boueuse	Non concerné
Se préparer à la crise et favoriser le retour à une situation normale	Améliorer la prévision et l'alerte	Non concerné
	Se préparer à gérer la crise	Non concerné
	Maintenir l'activité pendant la crise et favoriser le retour à une situation normale	Non concerné

1.4.4 - Compatibilité avec le SAGE – ILL-NAPPE-RHIN – Eaux souterraines et superficielles

Le SAGE III-Nappe Rhin a été approuvé par arrêté préfectoral le 01 juin 2015 et définit des orientations fondamentales pour une gestion équilibrée de la ressource en eau d'un point de vue local.

Le projet répond à toutes les orientations du SAGE à savoir :

- Afin d'assurer la qualité des cours d'eaux un dispositif de traitement avant rejet sera mis en place.
- Gestion des débits d'étiage : aucun prélèvement n'est opéré.
- Le projet n'impactera en rien le cours d'eau et son écosystème.
- Le projet n'impactera pas non plus la nappe phréatique

Le tableau suivant présente ces orientations déclinées en thématiques majeures et l'adéquation du projet avec celles-ci :

Thématiques majeures du SAGE		Objectifs généraux	Adéquation avec le projet
Préservation et reconquête de la qualité de la nappe phréatique rhénane	Reconquérir la qualité de la nappe	ESout OA : Privilégier les actions préventives	Non concerné
		ESout OB : Lutter contre la dégradation des eaux souterraines notamment du fait des pollutions diffuses	Non concerné
		ESout OC : Poursuivre les efforts de réduction des pollutions d'origine industrielle et artisanale	Non concerné
		ESout OD : Poursuivre la décontamination des sites pollués	Non concerné
		ESout OE : Préserver et reconquérir la qualité de l'eau des captages d'eau potable	Non concerné
	Préserver la nappe de toute nouvelle pollution	ESout OF : Poursuivre les efforts accomplis en matière d'assainissement	Non concerné
		ESout OG : Veiller à ne pas accroître la vulnérabilité de la nappe	Non concerné
		ESout OH : Intégrer des problématiques liées à la gestion des eaux dans les projets d'aménagement	Non concerné
		ESout OI : Préserver la nappe de tout nouveau rejet d'eaux usées	Les eaux usées seront collectées indépendamment et rejetées au réseau public
	Rester vigilant pour éviter une surexploitation de la	ESout OJ : Encourager une utilisation raisonnée de la nappe	Non concerné
Préservation et restauration de la qualité et de la fonctionnalité des écosystèmes	Maintenir des milieux aquatiques fonctionnels	ESup-OA : Veiller à ce que la gestion des eaux superficielles et des milieux aquatiques associés soit cohérente et durable à l'échelle du bassin	Non concerné

Thématiques majeures du SAGE	Objectifs généraux	Adéquation avec le projet
aquatiques	ESup-OB : Maintenir ou restaurer un fonctionnement hydrologique et écologique des cours d'eau et des zones humides le plus proche possible de l'état naturel (pour le Rhin : état avant travaux de canalisation mais après rectification par Tulla, soit 1927) en tenant compte de la désignation, par le SDAGE Rhin, des 4 masses d'eau Rhin en Masses d'Eau Fortement Modifiées	Non concerné
	ESup-OC : Préserver le fonctionnement hydrologique naturel des milieux riediens	Non concerné
	ESup-OD : Préserver les zones humides remarquables et dans la mesure du possible les zones humides ordinaires	Non concerné
	ESup-OE : Assurer une cohérence d'ensemble des objectifs de débit d'étiage sur le réseau hydrographique	Non concerné
	ESup-OF : Assurer une cohérence globale entre les objectifs de protection contre les crues et la préservation des zones humides	Non concerné
Restaurer les cours d'eau et les écosystèmes aquatiques	ESup-OG : Définir les priorités dans la poursuite des programmes de lutte contre la pollution de façon à tendre vers les objectifs de qualité fixés par le SDAGE	Non concerné
	ESup-OH : Redynamiser les anciens bras du Rhin	Non concerné
	ESup-OI : Restaurer un fonctionnement hydrologique permettant d'assurer la pérennité des forêts alluviales rhénanes dans leur spécificité	Non concerné
	ESup-OJ : Restaurer un fonctionnement optimal des cours d'eau, notamment assurer leur continuité longitudinale	Non concerné
	ESup-OK : Optimiser les débits transférés à partir du Rhin et adapter leur gestion à la protection des écosystèmes et à la satisfaction des usages de l'eau, en fonction des débits disponibles (a minima les droits d'eau connus)	Non concerné

Thématiques majeures du SAGE		Objectifs généraux	Adéquation avec le projet
Veiller à ce que l'aménagement du territoire soit compatible avec la préservation des ressources en eau superficielles	ESup - OL : Maîtriser l'occupation des sols dans les zones humides remarquables	Non concerné	
	ESup - OM : Maîtriser l'occupation des sols pour éviter l'aggravation des crues ; mettre en place des mesures préventives	Non concerné	
	ESup – ON : Identifier, préserver et restaurer les zones inondables en vue d'une gestion solidaire amont-aval	Non concerné	
	ESup - OO : Pour tout projet portant atteinte aux espèces, habitats et/ou à la fonctionnalité des milieux humides, veiller à : 1) éviter le dommage, 2) en réduire l'impact, 3) s'il subsiste des impacts résiduels, compenser le dommage résiduel identifié	Non concerné	

Le projet est compatible avec les orientations fondamentales du SAGE III-Nappe-Rhin.

1.5 - Descriptif des moyens de surveillance

1.5.1 - Surveillance en phase de travaux

Les moyens de surveillance prévus seront les suivants:

- délimitation de la zone d'intervention et mise en place de clôture de protection autour du chantier ;
- surveillance des abords du chantier afin de détecter toute perte ou égoutture de produits potentiellement polluants (hydrocarbures)

1.5.2 - Surveillance en phase d'exploitation

La surveillance sera assurée par le concessionnaire du réseau.

La surveillance portera sur le bon fonctionnement des dispositifs suivants :

- Avaloirs de bordure
- Noues & Bassins,

Un nettoyage et un entretien de ces équipements sera à réaliser régulièrement.

Dispositif	Préconisations	Entretien courant	Entretien curatif
Noues/Bassins d'infiltration	Proscrire l'utilisation de produits phytosanitaires et privilégier le désherbage thermique, manuel ou mécanique	Rotation de fauche tardive pour préserver un milieu refuges (1 x/an, ramassage des feuilles et des détritiques (1-2 x/ans)	curage de la couche de terre végétale colmatée (généralement ~≤15cm)
Massifs drainants	/	Entretien du revêtement drainant en surface/ramassage des feuilles et des détritiques ; curage des bouches d'injection, curage des drains, inspection des regards	décolmatage du revêtement drainant/remplacer le matériau drainant
systèmes de collecte	/	Entretien courant des dispositifs	/

1.5.3 - Mesures de protection

1.5.3.1 - Protection pendant les travaux

Les mesures de protection à prendre sont :

- ne pas effectuer de vidange d'huile et de remplissage des réservoirs en carburant sur le site en-dehors des aires d'entretien qui seront spécialement aménagées à cet effet
- des aires de stockage de produits et de stationnement des engins seront aménagées
- aires de stockage de fuel ou d'huile hydraulique
- récupération, stockage et évacuation des huiles et hydrocarbures dans des récipients
- interdiction de tout écoulement de béton dans les fossés
- gestion des installations de chantier : Traitement des eaux usées de la base vie
- nettoyer le chantier après les travaux

Maître d'Ouvrage



SAINT-LOUIS AGGLOMERATION

Place de l'Hôtel de Ville
CS50199
68305 Saint-Louis Cedex

Création d'un lotissement d'activités à Ranspach-le-Bas

BUREAU D'INGENIERIE

SERUE Ingénierie

Espace Européen de l'Entreprise
4 rue de Vienne à Schiltigheim
B.P. 70008 - 67013 STRASBOURG Cedex
Tél : 03 88 33 60 20



ARCHITECTE URBANISTE

A. GRANDADAM

6 Rue des veaux
67000 STRASBOURG
Tél : 03.88.36.09.38



Dossier Loi sur l'Eau

Dossier de Déclaration

PIECE N°5 – LE DOCUMENT D'INCIDENCES – Natura 2000

Historique

INDICE	DATE	MODIFICATIONS	ETABLI	VERIFIE	APPROUVE
0	01/09/22	Première diffusion	AV	AV	AV

Identification du document



IDENTIFIANT DU DOCUMENT

T:\2021\VR-21-115 Ranspach-le-bas - zone activites\04
AVP\VRD\DLE\Annexes\Téléprocédure\VR-21-115-AVP-VRD-DLE.docx

Travail\44

APD-



1 - PIECE N°5 – LE DOCUMENT D'INCIDENCES – NATURA 2000

1.1 - Milieux naturels et protections réglementaires de la faune

1.1.1 - Carte des protections réglementaires de la faune



géoportail

LÉGENDE

- Site Ramsar
- ZNIEFF type I, première génération
- ZNIEFF type I, deuxième génération
- ZNIEFF type II, première génération
- ZNIEFF type II, deuxième génération
- Zone de protection spéciale (ZPS)
- Site d'importance communautaire (SIC)
- Zone d'importance pour la conservation des oiseaux (ZICO)

Carte des Espaces Protégés - Source : Géoportail

1.1.2 - Analyse de la carte des protections réglementaires de la faune

Le projet est situé en dehors des zones :

- Naturelles Natura 2000 (> 6.5 km)
- D'inventaire ZNIEFF 1 & 2, ZICO (> 2.5 km)
- De convention RAMSAR (> 6.5 km)
- De protections contractuelles (ex : parc régionaux) (> 3 km)

Le secteur d'étude du projet ne comprend pas de site Natura 2000.

1.1.3 - Évaluation des incidences des sites classés et biotopes

Le terrain n'est pas concerné par une classification « NATURA 2000 », « ZNIEFF 1 & 2 », « ZICO », ou « RAMSAR », et ne présente aucune zone humide identifiée.

Le site ne présente pas d'enjeux majeurs en termes d'habitats biologiques et d'espèces végétales.

Maître d'Ouvrage



SAINT-LOUIS AGGLOMERATION

Place de l'Hôtel de Ville
CS50199
68305 Saint-Louis Cedex

Création d'un lotissement d'activités à Ranspach-le-Bas

BUREAU D'INGENIERIE

SERUE Ingénierie

Espace Européen de l'Entreprise
4 rue de Vienne à Schiltigheim
B.P. 70008 - 67013 STRASBOURG Cedex
Tél : 03 88 33 60 20



ARCHITECTE URBANISTE

A. GRANDADAM

6 Rue des veaux
67000 STRASBOURG
Tél : 03.88.36.09.38



Dossier Loi sur l'Eau

Dossier de Déclaration

PIECE N°4 – LE RESUME NON TECHNIQUE

Historique

INDICE	DATE	MODIFICATIONS	ETABLI	VERIFIE	APPROUVE
0	01/09/22	Première diffusion	AV	AV	AV

Identification du document



IDENTIFIANT DU DOCUMENT

T:\2021\VR-21-115 Ranspach-le-bas - zone activites\04 Travail\44 APD-
AVP\VRD\DLE\Annexes\Téléprocédure\VR-21-115-AVP-VRD-DLE.docx



1 - PIECE N°4 – LE RESUME NON TECHNIQUE

Saint-Louis Agglomération souhaite réaliser un lotissement d'activité situé au sein du lieu-dit «ZWISCHEN DEN» au Sud-Est de la commune de Ranspach-le-Bas.

Il est prévu une surface totale de 1.32 hectares. Le site est actuellement composé de terrains agricoles.

La gestion des eaux pluviales publiques se fera par Gestion Intégrée des Eaux Pluviales sans aucun rejet aux réseaux. Les ouvrages d'infiltration seront composés de noues et de massifs drainants.

La gestion des eaux pluviales privées se fera à la parcelle.

Les coefficients d'infiltrations relevé lors des études géotechniques menées par FONDASOL permettent d'envisager la gestion intégrale par infiltration d'évènements pluvieux N4 (pluie centennale).

Le projet n'est pas situé dans une zone humide ou un site Natura 2000, et n'aura d'influence sur aucune zone classée ou réglementaire.

La zone boisée situé au nord de l'emprise est exclue du projet pour assurer sa préservation.

Le projet est situé hors zone PPRI.

Il n'y a pas de présence de nappe sub-affleurante

Les rubriques concernées par le projet sont :

- la 2.1.5.0 : la surface du projet est supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D).

Récépissé de déclaration

Il vous est délivré un récépissé de déclaration suite au dépôt du dossier de déclaration IOTA concernant le projet Aménagement Les Quatre Saisons sur la commune principale Mulhouse 68200.

ATTENTION : CE RÉCÉPISSÉ ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE MAIS N' AUTORISE PAS LE DÉMARRAGE IMMÉDIAT DES TRAVAUX

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU les schémas directeurs et les schémas d'aménagement et de gestion des eaux mentionnés aux articles L. 212-1 et L. 212-3 potentiellement en cours de validité sur le périmètre du projet ;

VU le code général des collectivités territoriales;

VU le code civil, et notamment son article 640;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement transmis à l'administration et considéré complet en date du 04/10/2022, présenté par COGEDIM EST , enregistré sous le n° **DIOTA-221004-153729-978-058** et relatif à Aménagement Les Quatre Saisons ;

Il est donné récépissé du dépôt de sa déclaration au déclarant suivant :

COGEDIM EST
28 AV DU RHIN

67100 STRASBOURG

concernant :

Aménagement Les Quatre Saisons

dont la réalisation est prévue à :

- Mulhouse 68200

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement.

Tableau des rubriques des nomenclatures IOTA

* Rubrique	Alinéa	Libellé des rubriques	* Quantité totale	* Quantité projet	* Régime	Précisions sur les AIOT concernées par le projet

2.1.5.0	2	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :	1.66 ha	1.66 ha	D		
---------	---	---	---------	---------	---	--	--

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés de prescriptions générales relatifs à ces rubriques disponibles sur le site internet https://aida.ineris.fr/liste_documents/1/17940/1

Le déclarant ne peut pas débiter les travaux avant le 04/12/2022 correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet durant lequel il peut être fait une éventuelle opposition motivée à la déclaration par le préfet, conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

Si le projet est également soumis à déclaration d'intérêt général au titre de l'article R.214-88 du code de l'environnement, le préfet dispose alors de 3 mois à compter de la réception par la préfecture du dossier de l'enquête pour s'opposer à la déclaration loi sur l'eau, en application de l'article R.214-95 du code de l'environnement.

Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai, il s'exposerait à une amende pour une contravention de cinquième classe d'un montant maximum de 1 500 euros pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, ce montant est multiplié par cinq conformément à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau compétent à l'échéance de ce délai, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

À cette échéance, conformément à l'article R.214-37, copies de la déclaration et de ce récépissé, ainsi que, le cas échéant, des prescriptions spécifiques imposées ou de la décision d'opposition seront alors adressées aux communes où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture concernée durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage en mairie et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le déclarant est invité à avertir le service de police de l'eau compétent de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans, ou dans un autre délai fixé par le préfet à compter de la date du

présent réceptionné, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant réalisation à la connaissance du préfet compétent qui peut exiger une nouvelle déclaration.

En application de l'article R. 214-40-2 du code de l'environnement, toute transmission du bénéfice de la déclaration à une autre personne que celle mentionnée au dossier de déclaration doit être déclarée par le nouveau bénéficiaire au préfet dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de son activité.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux et activités, objets de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent réceptionné ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

La référence de votre dossier est : DIOTA-221004-153729-978-058

Le code postal du projet (commune principale) est : Mulhouse 68200

Cette référence et un numéro d'AIOT vous seront nécessaires pour déposer les éventuels compléments et pièces de procédure que sollicitera l'administration. Ce numéro d'AIOT vous sera transmis par l'administration en charge de l'instruction de votre dossier.

Votre avis nous intéresse

Dans une logique d'amélioration continue, nous vous invitons à consacrer une ou deux minutes à répondre à ce [court sondage](#).

Récapitulatif

1 - Démarche

Votre projet est-il également soumis à autorisation au titre de la nomenclature loi sur l'eau ? **Non**

Votre projet est-il soumis à évaluation environnementale ? **Non**

Votre projet est-il connexe à une ICPE ? **Non**

Nom du projet : **Aménagement Les Quatre Saisons**

Numéro d'AIOT : **Je ne connais pas mon numéro d'AIOT**

Numéro CASCADE : **Je ne connais pas mon numéro CASCADE**

Service instructeur coordonnateur en charge de votre dossier : **La DDT(M)**

Avez-vous échangé sur le projet avec ce service instructeur avant de déposer ce dossier ? **Non**

Conditions d'engagement du déclarant :

- **Je m'engage à ce que les fichiers déposés comprennent les informations réglementaires requises, dont les références sont rappelées pour chaque dépôt de fichier tout au long de la téléprocédure.**
- **Je m'engage à ne déposer aucun dossier contenant une ou plusieurs pièces confidentielles. Ce dossier doit être déposé directement au service instructeur coordonnateur.**
- **Je prends note que tous les plans réglementaires sont déposés en fin de la téléprocédure. (étape 6)**
- **Je reconnais avoir pris connaissance de l'ensemble des prescriptions générales applicables à mon projet**
- **En initiant le dépôt de mon dossier via la téléprocédure, je m'engage à déposer les compléments sur Service-public.fr**

2 - Déclarant(s)

Déclarant ou mandataire : **Mandataire**

N° SIRET : **82096101900016**

Organisme : **BEREST RHIN RHONE**

Nom : **ROCHETEAU**

Prénom : **MATTHIEU**

Fonction : **Projeteur**

Adresse email : **matthieu.rocheteau@berest.fr**

Téléphone fixe : **+ 33 389203010**

Mandat (Pièce jointe) : **2. Mandat_depot.pdf**

Déclarant (Personne morale) N° 1

N° SIRET : **41946154600071**

Raison sociale : **COGEDIM EST**

Forme Juridique : **Société en nom collectif**

Adresse en France

28 AV DU RHIN

67100 STRASBOURG

Signataire

Nom : **GIACOMINI**

Prénom : **NICOLAS**

Qualité : **Responsable Programmes**
Téléphone portable : + 33 669948720
Adresse email : ngiacomini@cogedim.com

Référent

Nom : **GIACOMINI**
Prénom : **NICOLAS**
Fonction : **Responsable Programmes**
Téléphone portable : + 33 669948720
Adresse email : ngiacomini@cogedim.com

Adresse email d'échange avec l'administration

Adresse email : matthieu.rocheteau@berest.fr

3 - Localisation

Adresse du projet

Code postal et commune : **68200 Mulhouse**
Numéro et voie ou lieu dit : **44 Rue Lavoisier**

Géolocalisation du projet

X : **1023732**
Y : **6748267**
Projection : **Lambert 93**
Parcelles : **fichier-parcelles.csv**

4 - Activités

La déclaration est-elle une régularisation d'activité ? **Non**

Le projet se trouve-t-il dans le périmètre d'un ou plusieurs Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) ? **Oui**

Quel(s) sont les SAGE concernés ? **SAGE ILL-NAPPE-RHIN**

Tableau des rubriques des nomenclatures IOTA

* Rubrique	Alinéa	Libellé des rubriques	* Quantité totale	* Quantité projet	* Régime	Précisions sur les AIOT concernées par le projet
2.1.5.0	2	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :	1.66 ha	1.66 ha	D	

Caractéristiques du projet

Le projet est-il un plan de gestion établi pour la réalisation d'une opération groupée d'entretien régulier d'un cours d'eau, canal ou plan d'eau ? **Non**

Le projet est-il une installation utilisant l'énergie hydraulique ? **Non**

5 - Documents

Résumé non technique : **B.1.Résumé non technique.pdf**

Document d'incidences : **B.0.Déclaration loi sur l'eau.pdf**

Évaluation des incidences Natura 2000 : **B.5.Formulaire_Natura2000_simplifie_Loi-Eau.pdf**

6 - Plans

Éléments graphiques, plans ou cartes du projet : **B.2.Plan masse_B.3.Plan des réseaux humides_B.4. Schéma de principe du système d'infiltration.pdf**

Fichier supplémentaire : **B.6.Courrier engagement Surveillance Entretien réseau EP.pdf**

Précisions :



Programme d'aménagement « Les Quatre Saisons » à Mulhouse

Résumé non technique du dossier de déclaration au titre de la loi sur l'eau

Indice	Date	Réalisé par	Objet de la modification		Phase
A	03/10/2022	M.ROCHETEAU	Version original		DLE
Resp. Projet		Vérificateur	Echelle	N° Affaire	N° Pièce
N.MOIOLI		S.SCHWOERER	-	68-0224-21-006-3	-
Nom du fichier		B.1.Résumé non technique			

Ce document est la propriété de BEREST, il ne peut être utilisé ou reproduit sans autorisation.

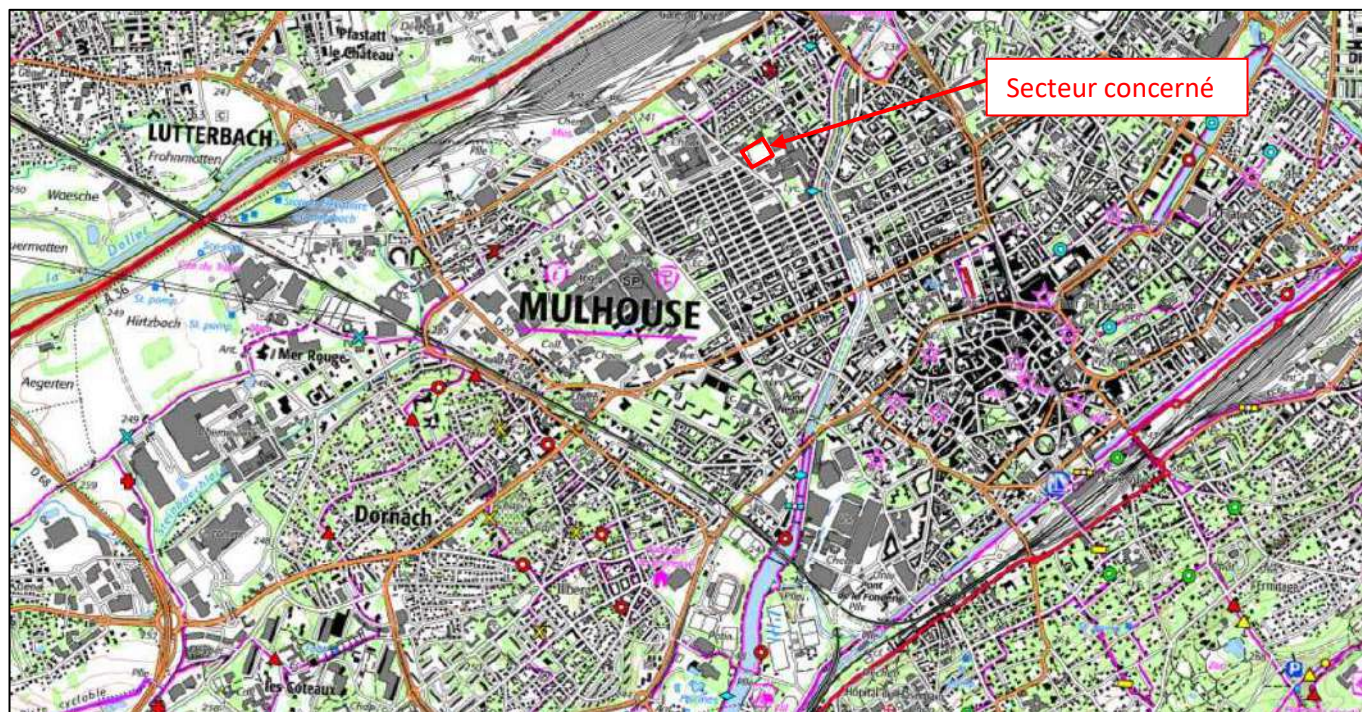
1 Nom et adresse du demandeur

COGEDIM EST
28, Avenue du Rhin
67100 STRASBOURG
Téléphone : 03.88.56.16.55

Représenté par Monsieur Nicolas GIACOMINI, Responsable de programmes.

2 Localisation des installations, ouvrages, travaux et activités (I.O.T.A.)

Le projet d'aménagement se situe au Nord-Ouest de la partie urbaine de MULHOUSE et consiste à la création d'un nouveau quartier à usage d'habitation. Cet espace est actuellement composé d'une friche industrielle.



Plan de localisation (Source Géoportail).

3 Rubriques de la nomenclature concernées

La rubrique de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée par la demande est :

Paragraphe	Désignation	Régime	Projet
2. 1. 5. 0. 2°	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin versant naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha.	Déclaration	Surface totale du projet ≈ 1,66 ha

4 Présentation des Installations, Ouvrages, Travaux et Activités

4.1 Objet du projet

COGEDIM prévoit l'aménagement d'un nouveau quartier au cœur de Mulhouse. Le terrain à l'état de friche sera entièrement remanié. Les bâtiments existants en ruines seront démolis, tout comme le bâtiment en front de la rue Lavoisier. La requalification de cet espace vise à renforcer l'attractivité du quartier, à assurer l'aménagement, le développement et la mixité sociale.

4.2 Enjeux sur le site

Le projet se situe en dehors d'un périmètre de protection d'un captage d'eau potable, n'est pas concerné par une zone de protection réglementée (ZNIEFF, Natura 2000...), n'est pas situé au sein d'une zone humide et n'est pas soumis à un PPRI.

4.3 Principe de gestion des eaux pluviales

L'opération porte sur une surface totale d'environ 1,66 ha.

Le projet prévoit une gestion des eaux pluviales au plus près de la source par la mise en place d'un système d'infiltration des eaux pour chaque sous bassin versant.

Les eaux de ruissellement issues des voiries d'accès (y compris cheminement piéton) seront infiltrées via des noues, des tranchées d'infiltration et des zones de stationnement en pavés drainant. Celles issues des toitures des bâtiments seront infiltrées en totalité par des tranchées d'infiltration. Et les eaux issues de la toiture du bâtiment n° 2 seront infiltrées via la noue d'infiltration situé au centre du projet.

Le dimensionnement des systèmes a été réalisé sur la base des différents niveaux de service prévu par la doctrine du Grand-Est.

Les systèmes prévus restent des dispositifs simples nécessitant peu d'entretien avec un linéaire de canalisation de collecte des eaux très faible.



Extrait du plan de masse du projet



**Direction Départementale des Territoires
du Haut-Rhin**

Service de l'Eau, de l'Environnement et des Espaces Naturels

☎ : 03 89 24 84 40
☎ : 03 89 24 82 79
✉ : ddt-seeen-bema@haut-rhin.gouv.fr

Date d'arrivée de la demande



ÉVALUATION DES INCIDENCES NATURA 2000

Formulaire simplifié

« Travaux, aménagements, constructions » soumis à déclaration au titre de la loi sur l'eau et situés en dehors d'un site Natura 2000

1. Interventions sur le bâti existant et constructions

1.1 Nature et conséquences des travaux (plusieurs réponses possibles) :

- travaux sur le bâti existant extension de l'existant nouvelle emprise destruction

1.2 Les bâtiments existants offrent-ils des gîtes aux Chauves-Souris : oui non ne sait pas

1.3 Nature des activités dans les bâtiments nouveaux ou rénovés :

Aménagement du quartier "Les Quatre Saisons" à Mulhouse

2. Nature des travaux, y compris en phase chantier

2.1 Liste des travaux envisagés :

- | | |
|--|---|
| <input checked="" type="checkbox"/> Tranchées, décaissements | <input checked="" type="checkbox"/> Remblais ou apports de matériaux (terres, gravats, ...) > 5 m ³ |
| <input checked="" type="checkbox"/> Nivellement | <input type="checkbox"/> Aménagements paysagers >100 m ² |
| <input type="checkbox"/> Drainages | <input checked="" type="checkbox"/> Imperméabilisation >100 m ² |
| <input type="checkbox"/> Plantations ornementales | <input type="checkbox"/> Travaux sur voirie existante <input checked="" type="checkbox"/> Création de voiries/chemins |
| <input type="checkbox"/> Forages, sondages > 1pt/ha | <input checked="" type="checkbox"/> Pose ou entretien de réseaux et canalisations enterrées |
| <input type="checkbox"/> Travaux de clôtures | <input type="checkbox"/> Pose ou entretien de réseaux aériens |
| <input type="checkbox"/> Défrichage | <input type="checkbox"/> Franchissement de cours d'eau |
| <input type="checkbox"/> Travaux sur berges | <input type="checkbox"/> Travaux dans le lit d'un cours d'eau |
| <input type="checkbox"/> Autres : | |

2.2 Moyens et équipements employés :

- | | | |
|---|---|--|
| <input checked="" type="checkbox"/> Petits engins <1 tonne | <input checked="" type="checkbox"/> Engins lourds >1 tonne | <input type="checkbox"/> Compresseurs de chantier |
| <input type="checkbox"/> Groupes électrogènes | <input checked="" type="checkbox"/> Engins thermiques portatifs | <input type="checkbox"/> Toilettes de chantier |
| <input checked="" type="checkbox"/> Bennes et containers > 3 m ³ | <input type="checkbox"/> Marteau pneumatique > 25 kg | <input type="checkbox"/> Concasseur, cribleur, broyeur |
| <input type="checkbox"/> Peintures et solvants > 100 kg | <input type="checkbox"/> Constructions modulaires > 20 m ² | |
| <input type="checkbox"/> Autres : | | |

3. Effets à long terme de la phase chantier

Après réalisation des travaux, conséquences probables au bout de 2 ans sur les terrains, hors destructions définitives liées à l'objectif même du chantier (constructions, parkings, ...) :

- | | |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> Changement de végétation | <input type="checkbox"/> Modification des propriétés des sols et sous-sols |
| <input type="checkbox"/> Artificialisation définitive | <input type="checkbox"/> Moindre perméabilité à la faune |
| <input type="checkbox"/> Assèchement des sols | <input type="checkbox"/> Nouvelle morphologie des berges et cours d'eau |
| <input checked="" type="checkbox"/> Création de zones soumises à des interventions régulières d'entretien | |
| <input type="checkbox"/> Autres : | |

La demande complète, datée et signée doit être transmise à la
Direction Départementale des Territoires du Haut-Rhin – S.E.E.E.N.
Cité administrative – Bâtiment Tour – 68026 COLMAR CEDEX

«Conclusions»

Il est rappelé qu'il est de la seule responsabilité du porteur de projet de conclure sur l'absence ou non d'incidences de son projet. Le présent formulaire s'inscrit dans le cas d'évaluation simplifiée, prévu par l'article R 414-21 du Code de l'environnement (CdE) : il vise à répondre au point 2° du I de l'article R 414-23. Il s'agit donc d'exposer ici sommairement les raisons pour lesquelles le projet est, ou non, susceptible d'avoir une incidence sur Natura 2000, en prenant en compte tous les aspects abordés au travers des autres formulaires retenus. Le porteur de projet peut compléter son évaluation des incidences sur papier libre s'il le juge utile à la compréhension ou à la justification des raisons et arguments développés.

Le projet est-il susceptible d'avoir une incidence sur un ou plusieurs sites Natura 2000 ?

→ NON :

1. Préciser ci-après les raisons pour lesquelles toute incidence sur Natura 2000 peut être écartée :
Le projet d'aménagement du quartier "Les Quatre Saisons" sur la commune de MULHOUSE se situe à plus de 2,6 km à l'Ouest de la zone Natura 2000 « Vallée de la Doller ».
Le projet n'aura aucune incidence sur cette zone Natura 2000.

2. Indiquer le site Natura 2000 le plus proche et sa distance par rapport aux travaux :
Le site Natura 2000 le plus proche du projet, « Vallée de la Doller » (FR4201810) est situé à 2,6 km.

3. Le porteur de projet joint l'ensemble des pièces constituant l'évaluation des incidences Natura 2000 au dossier d'autorisation ou à la déclaration. Sous réserve de la complétude du dossier, si le service instructeur confirme l'absence d'incidence probable sur Natura 2000, la procédure d'évaluation des incidences est close et ne conduit pas à une opposition au titre de Natura 2000.

→ OUI :

1. Le porteur de projet recherche à son niveau toute solution alternative pour supprimer toute incidence possible, soit en revoyant la conception de son projet, soit en prenant toute mesure permettant d'éviter ou de supprimer la probabilité d'incidence.

2. En l'absence d'alternatives, au vu de l'incidence identifiée, le porteur de projet :

- précise les sites Natura 2000 concernés, conformément au 2° du I de l'article R414-23 du CdE,
- complète l'évaluation des incidences par l'analyse prévue par le II de ce même article, en faisant appel à des organismes compétents si besoin (tels que associations ou bureaux d'étude).

→ dans des cas simples, si le modèle de l'évaluation simplifiée proposé par ce guide reste pertinent : le porteur de projet transmet un dossier composé de l'évaluation simplifiée, complété par un rapport détaillé relatif aux seuls aspects liés à l'incidence probable,

→ dans les cas complexes qui dépassent les cas couverts par le présent guide, un dossier complet pouvant s'apparenter à une étude d'impact est rédigé, qui répondra à toutes les exigences de forme de l'évaluation des incidences Natura 2000 (article R414-23 du CdE), et aucun des formulaires du présent guide ne sera transmis en l'état au service instructeur.

Fait à :

le :

Cachet, nom et signature

**La demande complète, datée et signée doit être transmise à la
Direction Départementale des Territoires du Haut-Rhin – S.E.E.E.N.
Cité administrative – Bâtiment Tour – 68026 COLMAR CEDEX**

A , le

OBJET : Aménagement du quartier « Les Quatre Saisons » à MULHOUSE
Lettre d'engagement : Entretien et gestion des ouvrages d'eaux pluviales

Madame, Monsieur,

Dans le cadre de l'aménagement du quartier « Les Quatre Saison » sur la commune de MULHOUSE, des ouvrages de gestion des eaux pluviales seront mis en place.

Le gestionnaire s'engage à se charger de la surveillance et de l'entretien des ouvrages de gestion des eaux pluviales, dans le cadre de ses compétences.

Les principaux ouvrages sont listés ci-dessous :

- Avaloirs de chaussée ;
- Conduites d'eaux pluviales ;
- Décanteur ;
- Puits et tranchée d'infiltration.

Un cahier d'entretien sera tenu à jour. Sur ce cahier figureront la programmation des opérations d'entretien à réaliser ainsi que, pour chaque opération réalisée, les quantités et la destination des produits évacués.

Nous restons à votre disposition pour tout renseignement complémentaire et vous prions de croire, Madame, Monsieur, en l'expression de notre considération distinguée.

Cachet
Signature



Mandat de dépôt d'une Déclaration IOTA

Je soussigné BIACOMINI NICOLAS (NOM Prénom), ci-dessous désigné comme « Mandant » déclare sur l'honneur donner mandat à la personne ci-dessous désignée comme « Mandataire », aux fins qu'elle dépose numériquement sur le site Service-public.fr le dossier de ma déclaration IOTA décrite aux articles L.214-1 et suivants du code de l'environnement, relative au projet Programme d'aménagement « Les Quatre Saisons » à Mulhouse.

Cadre réservé au MANDANT :

Si personne physique :

Nom : _____
Prénom(s) : _____
Né(e) le : _____ à _____
Adresse : _____
Code postal et ville : _____

Si personne morale :

Organisme : SNC COGEDIM AS
SIRET : 413 461 546 00071
Adresse du siège social : 29 Avenue du Rhin
Code postal et ville : 67100 Strasbourg
représentée par :
Nom : Philippe
Prénom(s) : Philippe
Né(e) le : 02/03/1970 à Saint-Avold

Cadre réservé au MANDATAIRE :

Nom de la personne en charge du dossier : **ROCHETEAU**
Prénom(s) de la personne en charge du dossier : **MATTHIEU**
Organisme : **BEREST RHIN-RHÔNE**
SIRET : **820 961 019 000 16**
Adresse du siège social : **71, RUE DU PRUNIER - BP 21227**
Code postal et ville : **68012 COLMAR CEDEX**

SNC COGEDIM-EST
28, avenue du Rhin
67100 STRASBOURG
Tél. : 03 88 56 16 55
SIRET : 419 481 546 00031

Signature du mandant :

Fait à Strasbourg
Le 04/10/2022

Signature du mandataire

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents de l'Etat en matière de protection de l'environnement.

Conformément au règlement général sur la protection des données du 27 avril 2016, applicable depuis le 25 mai 2018 et à la loi n° 2018-1017 du 10 septembre 2018 modifiée du 20 juin 2018, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition des informations qui vous concernent.

Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier ou un courriel (...@.gouv.fr) au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier. Cette demande écrite est accompagnée d'une copie du titre d'identité avec signature du titulaire de la pièce, en précisant l'adresse à laquelle la réponse doit être envoyée.

BEREST RHIN-RHÔNE
21227 - 71
68012 COLMAR CEDEX
03 88 56 20 30 10
colmar@berest.fr



Programme d'aménagement « Les Quatre Saisons » à Mulhouse

Dossier de déclaration

au titre de la loi sur l'eau

Indice	Date	Réalisé par	Objet de la modification		Phase
A	03/10/2022	M.ROCHETEAU	Version original		DLE
Resp. Projet	Vérificateur	Echelle	N° Affaire		N° Pièce
N.MOIOLI	S.SCHWOERER	-	68-0224-21-006-3		-
Nom du fichier	68-0224-21-006-3-E-NE-N001-101-Déclaration loi sur l'eau				

Ce document est la propriété de BEREST, il ne peut être utilisé ou reproduit sans autorisation.

SOMMAIRE

1	NOM ET ADRESSE DU DEMANDEUR	4
2	LOCALISATION DES INSTALLATIONS, OUVRAGES, TRAVAUX ET ACTIVITES (I.O.T.A.)	5
2.1	LOCALISATION DU PROJET	5
2.2	DOCUMENTS D'URBANISMES.....	6
3	PRESENTATION DES INSTALLATIONS, OUVRAGES, TRAVAUX ET ACTIVITES	7
3.1	JUSTIFICATION DU PROJET	7
3.2	DESCRIPTION DE L'AMENAGEMENT DU PROJET.....	7
3.3	SURFACE PRISE EN COMPTE	8
3.4	DESCRIPTION DU SYSTEME DE COLLECTE DES EAUX USEES	9
3.5	PRINCIPE DE GESTION DES EAUX PLUVIALES ET DIMENSIONNEMENT DES OUVRAGES	9
3.5.1	<i>Préconisations de la doctrine relative à la gestion des eaux pluviales de la région Grand-Est.....</i>	<i>9</i>
3.5.2	<i>Principe de gestion des eaux pluviales.....</i>	<i>10</i>
3.5.3	<i>Calcul du volume à stocker pour les niveaux de service N1 à N3.....</i>	<i>11</i>
3.5.4	<i>Prise en compte de la pluie exceptionnelle pour le niveau de service N4</i>	<i>12</i>
3.6	ALIMENTATION EN EAU POTABLE ET PROTECTION INCENDIE	13
3.7	RUBRIQUES DE LA NOMENCLATURE CONCERNEES	13
4	DOCUMENT D'INCIDENCE.....	14
4.1	ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DU SITE.....	14
4.1.1	<i>Environnement paysager et topographie actuelle.....</i>	<i>14</i>
4.1.2	<i>Contexte géologique.....</i>	<i>15</i>
4.1.3	<i>Etude géotechnique et essai d'infiltration</i>	<i>16</i>
4.1.4	<i>Prise en compte du risque de pollution existante</i>	<i>17</i>
4.1.5	<i>Contexte hydrogéologique.....</i>	<i>18</i>
4.1.6	<i>Réseau hydrographique.....</i>	<i>21</i>
4.1.7	<i>Risques naturels.....</i>	<i>22</i>
4.1.8	<i>Contraintes environnementales et Natura 2000</i>	<i>23</i>
4.2	INCIDENCE DU PROJET	25
4.2.1	<i>Incidences en phase chantier.....</i>	<i>25</i>
4.2.2	<i>Incidences en phase d'exploitation.....</i>	<i>25</i>
4.3	MESURES COMPENSATOIRES	26
4.4	SDAGE RHIN-MEUSE 2022-2027.....	27
4.5	COMPATIBILITE AVEC LE SDAGE RHIN-MEUSE 2022-2027	28
4.6	COMPATIBILITE AVEC LE SAGE ILL-NAPPE-RHIN.....	29
5	MOYENS DE SURVEILLANCE ET D'INTERVENTION	30
5.1	PHASE CHANTIER.....	30
5.2	PHASE D'EXPLOITATION	30
6	PLANNING	30
7	ELEMENTS GRAPHIQUES ET ANNEXES	31

Objet de la demande

Maître d'ouvrage	COGEDIM
Projet	Programme d'aménagement « Les Quatre Saisons » à Mulhouse
Régime de la demande	Déclaration
I.O.T.A.concerné	<p>Rubrique 2.1.5.0. : Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin versant naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet :</p> <p><i>1° Supérieur ou égale à 20 ha → IOTA soumis à autorisation (A) ;</i></p> <p><i>2° Supérieur à 1ha, mais inférieur à 20 ha → IOTA soumis à déclaration (D) ;</i></p>
	Surface du projet : 1,66 ha

DOSSIER DE DECLARATION **AU TITRE DE LA LOI SUR L'EAU**

1 Nom et adresse du demandeur

Maître d'ouvrage du projet

COGEDIM EST
28, Avenue du Rhin
67100 STRASBOURG
Téléphone : 03.88.56.16.55

Représenté par Monsieur Nicolas GIACOMINI, Responsable de programmes.

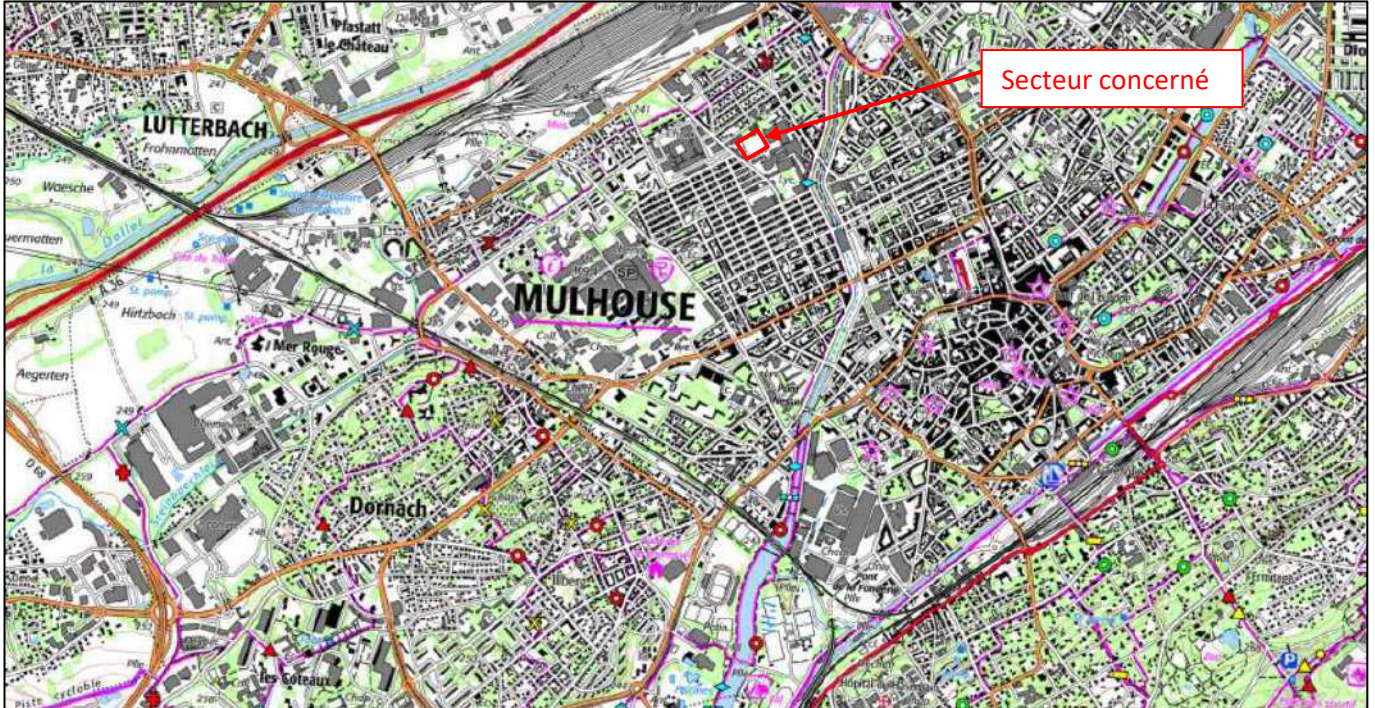
Maître d'œuvre VRD du projet

BEREST RHIN-RHÔNE
71 rue du prunier
BP 21 227
68012 Colmar Cedex
Téléphone : 03.89.20.30.10

2 Localisation des installations, ouvrages, travaux et activités (I.O.T.A.)

2.1 Localisation du projet

Le projet d'aménagement se situe au Nord-Ouest de la partie urbaine de MULHOUSE et consiste à la création d'un nouveau quartier à usage d'habitation. Cet espace est actuellement composé d'une friche industrielle.



Plan de localisation (Source Géoportail).

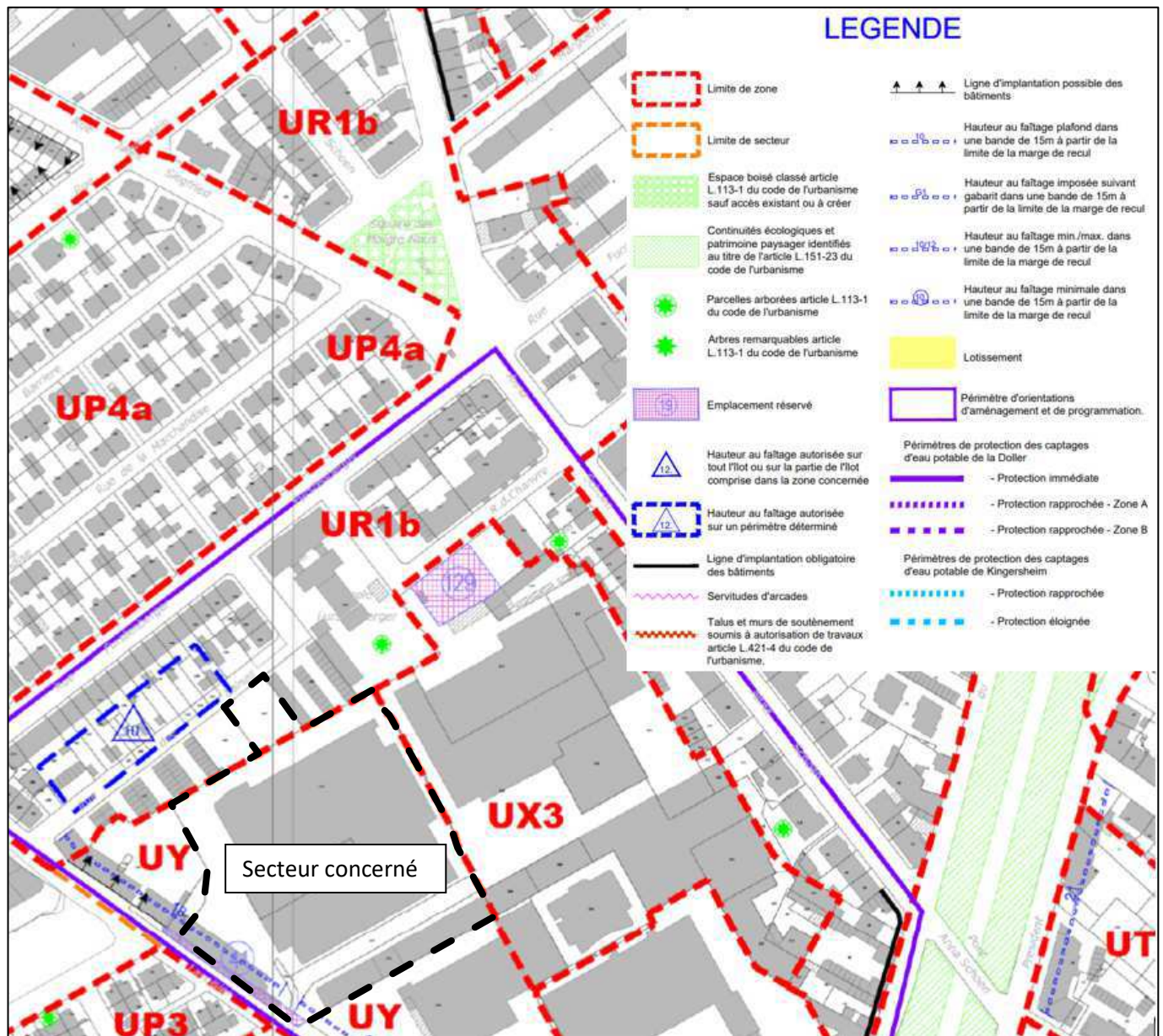
Le terrain situé au sein de la section LL du plan cadastral est constitué de quatre parcelles n°135, n°141, n°142, n°144, n°149, n°150 et n°151. L'accès à la zone concernée se fera par la rue Lavoisier et la rue des Laines.



Extrait cadastral (source cadastre.govv)

2.2 Documents d'urbanismes

Ce projet d'aménagement concerne la zone UY du PLU de la Ville de Mulhouse approuvé par délibération du conseil le 13 décembre 2021.



Extrait du Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Mulhouse

Les dispositions du règlement concernant l'assainissement de la zone UY (identique à toutes les zones) sont les suivantes :

Eaux Usées :

« Tout terrain sur lequel une occupation ou utilisation du sol est susceptible d'évacuer des eaux résiduaires doit être raccordé au réseau public d'assainissement, conformément à la réglementation en vigueur. »

Eaux pluviales :

« Tout terrain doit être aménagé avec des dispositifs permettant l'évacuation qualitative et quantitative des eaux pluviales. Ils doivent être adaptés à la topographie, à la nature du sous-sol et aux caractéristiques des constructions. »

Lorsque le réseau existe, les aménagements réalisés sur tout terrain devront être tels qu'ils garantissent l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collecteur.

En l'absence de réseau, les constructeurs ou aménageurs devront réaliser à leur charge, un réseau d'assainissement des eaux pluviales provenant des surfaces collectives imperméabilisées. En outre, chaque constructeur devra réaliser sur son propre fonds et à sa charge, des dispositifs appropriés et proportionnés permettant l'évacuation directe et sans stagnation des eaux pluviales provenant des aires imperméabilisées privatives. »

3 Présentation des Installations, Ouvrages, Travaux et Activités

3.1 Justification du projet

COGEDIM prévoit l'aménagement d'un nouveau quartier au cœur de Mulhouse. Le terrain à l'état de friche sera entièrement remanié. Les bâtiments existants en ruines seront démolis, tout comme le bâtiment en front de la rue Lavoisier. La requalification de cet espace vise à renforcer l'attractivité du quartier, à assurer l'aménagement, le développement et la mixité sociale.

Le projet se situe en dehors d'un périmètre de protection d'un captage d'eau potable, n'est pas concerné par une zone de protection réglementée (ZNIEFF, Natura 2000...), n'est pas situé au sein d'une zone humide et n'est pas soumis à un PPRI.

3.2 Description de l'aménagement du projet

L'opération porte sur une surface totale d'environ 1,66 ha.

Le projet a pour ambition d'accueillir 182 logements, un parc autour d'une noue paysagère, une parcelle maraichère avec une culture en pleine terre et quatre locaux d'activités répondant aux besoins du quartier.

Six bâtiments constituent le projet :

- Le bâtiment 1 se développe principalement rue Lavoisier du R+2 au R+5 et accueille une résidence senior de 53 logements ainsi qu'au rez-de-chaussée trois cellules d'activités et une salle commune ;
- Le bâtiment 2 se développe en R+3 et R+4 et accueille 44 logements collectifs,
- Le bâtiment 3 se développe en R+2 et accueille 26 logements intermédiaires,
- Le bâtiment 5 et 6 se développe en R+2 et R+3 et accueille 27 logements intermédiaires,
- Le bâtiment 7 se développe en R+5 et accueille 32 logements ainsi qu'au rez-de-chaussée 1 cellule d'activité.

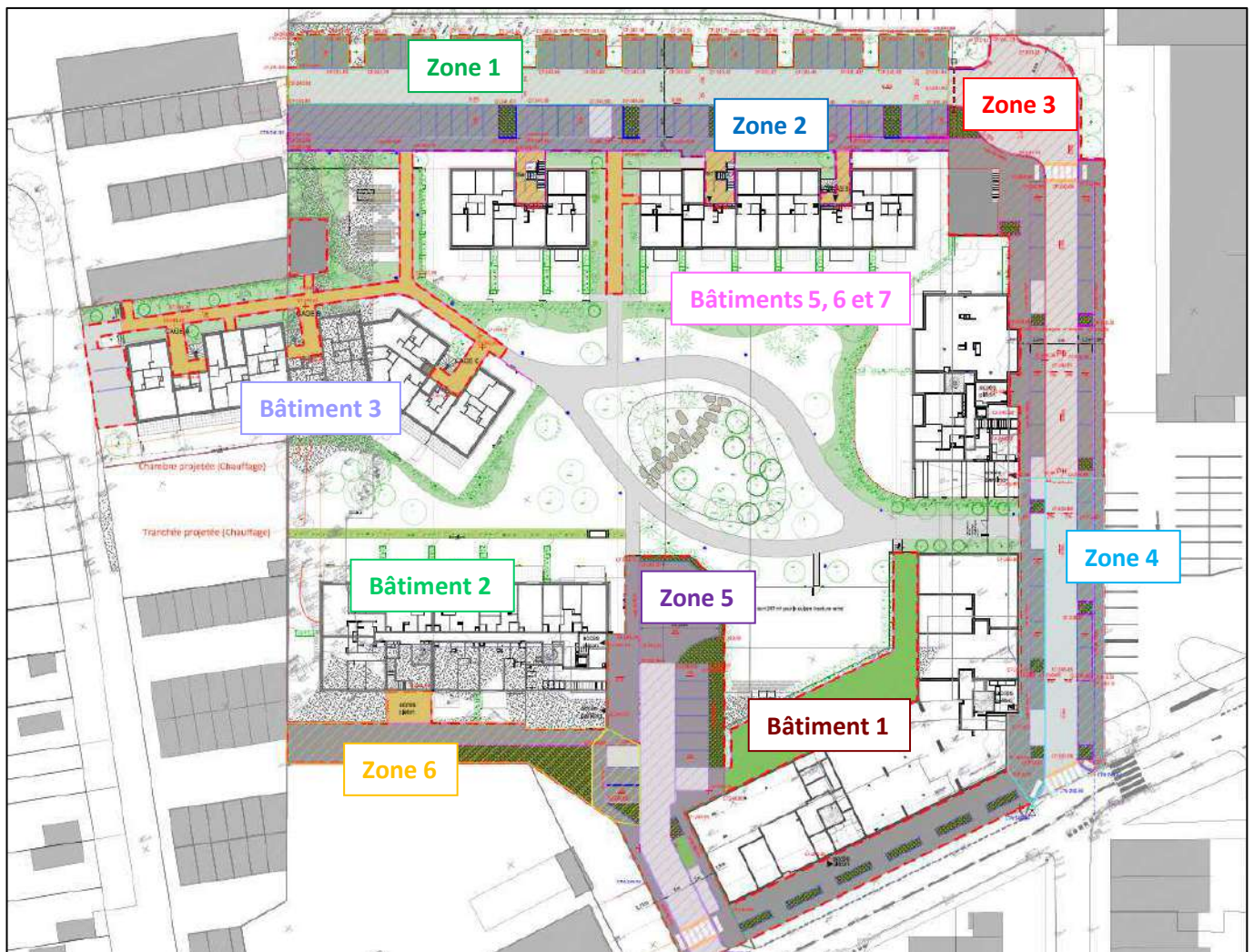
On retrouve une mixité du type d'habitat, des volumétries et du traitement architectural des bâtiments.

La voirie, en voie sans issue, sera connectée au Sud à la rue Lavoisier.

Des chemins piétons seront créés afin de favoriser les modes doux depuis la rue Lavoisier et la rue des Laines et permettront de créer un circuit de promenade en périphérie de la noue végétalisée.

3.3 Surface prise en compte

Le détail des surfaces est décrit ci-dessous :



Extrait du plan de masse du projet

Partie	Désignation	Type de surface	Surface (m2)
Emprise globale du projet			16 611
Zone 1	Enrobés	Imperméable	559
	Pavés drainants	Perméable	388
	Noue (hors zone)	Perméable	100
	Total surface		947
Zone 2	Enrobés	Imperméable	377
	Pavés drainants	Perméable	384
	Espaces verts	Perméable	60
	Total surface		821
Zone 3	Enrobés	Imperméable	866
	Pavés drainants	Perméable	162
	Espaces verts	Perméable	47
	Total surface		1 075
Zone 4	Enrobés	Imperméable	485
	Pavés drainants	Perméable	112
	Espaces verts	Perméable	21
	Toiture du bâtiment 1	Imperméable	175
	Total surface		793
Zone 5	Enrobés	Imperméable	553
	Pavés drainants	Perméable	268
	Espaces verts	Perméable	12
	Toiture du bâtiment 2	Imperméable	53
	Total surface		886
Zone 6	Enrobés	Imperméable	231
	Noue	Perméable	115
	Total surface		346
Bâtiment 1	Toitures du bâtiment	Imperméable	719
	Total surface		719
Bâtiment 2	Toitures du bâtiment	Imperméable	804
	Total surface		804
Bâtiment 3	Toitures du bâtiment	Imperméable	660
	Total surface		660
Bâtiment 5, 6 et 7	Toitures des bâtiments	Imperméable	1 404
	Total surface		1 404

3.4 Description du système de collecte des eaux usées

Pour préserver la qualité des eaux, le projet prévoit les dispositions suivantes :

- Mise en place d'un réseau assainissement séparatif ;
- Raccordement des eaux usées au réseau existant ;
- Infiltration des eaux pluviales.

Des collecteurs d'eaux usées Ø 200mm seront posés sous la chaussée et munis de regards de visite Ø 1000mm avec tampon fonte. Les réseaux gravitaire projetés seront raccordés aux collecteurs de la rue des Laines et rue Lavoisier. Les branchement particuliers seront amenés au droit des bâtiments. Ils seront munis de regards de branchement avec fermeture par un tampon fonte.

3.5 Principe de gestion des eaux pluviales et dimensionnement des ouvrages

3.5.1 Préconisations de la doctrine relative à la gestion des eaux pluviales de la région Grand-Est

La note de doctrine relative à la gestion des eaux pluviales de la région Grand-Est préconise une gestion de la pluie au plus près d'où elle tombe au sein du projet et en privilégiant dans cet ordre :

- L'infiltration surfacique ;
- L'infiltration dans le sol ;
- Le rejet au milieu hydraulique superficiel ;
- Le raccordement au réseau pluvial existant, voire en dernier recours vers un réseau unitaire.

La doctrine prévoit également une gestion des eaux pluviales par « niveau de service » correspondant à un type de pluie :

- Niveau de service N1 « Pluie courante » : il s'agit d'infiltrer une pluie de hauteur cumulée 10mm en 24h maximum (période de retour T = 1mois) ;
- Niveau de service N2 et N3 « Pluie moyenne à forte » : il s'agit de stocker et/ou d'infiltrer à minima une pluie de période de retour décennale avec un temps de vidange de 96h maximum ;
- Niveau de service N4 « Pluie exceptionnelle » : il s'agit de démontrer la résilience du projet face aux évènements exceptionnels (période de retour T = 30 à 100 ans), en indiquant les directions d'écoulement et les zones qui s'inonderont.

3.5.2 Principe de gestion des eaux pluviales

Le projet prévoit une gestion des eaux pluviales au plus près de la source par la mise en place d'un système d'infiltration des eaux pour chaque sous bassin versant.

Les eaux de ruissellement issues des voiries d'accès (y compris cheminement piéton) seront infiltrées via des noues, des tranchées d'infiltration et des zones de stationnement en pavés drainant.

Les eaux de ruissellement issues des toitures des bâtiments seront infiltrées en totalité par des tranchées d'infiltration.

Les eaux issues de la toiture du bâtiment n° 2 seront infiltrées via la noue d'infiltration situé au centre du projet.

Au vu des cotes PHE estimés par le bureau d'étude FONDASOL et des cotes altimétriques du T.N, la nappe est située à environ 3 mètres du sol en période de très hautes eaux.

La cote PHE est fixée au paragraphe 4.1.5 *Contexte hydrogéologique – Niveau piézométrique*.

Le plan de masse du projet et la coupe type des systèmes d'infiltration des eaux pluviales sont joints en annexe.

Caractéristique des systèmes d'infiltration :

Tranchée d' infiltration	Caractéristiques	Zone 2	Zone 3	Zone 4	Zone 5	Bât 1	Bât 3	Bât 5, 6 et 7
	Hauteur stockage / infiltration (m)	1,70						
	Epaisseur voirie (m)	0,80						
	Profondeur totale (m)	2,50						
	Ø Puits d'inflation (mm)	1 200						
	Largeur tranchée (m)	1,80						
	Longueur tranchée (m)	12	24	17	17	16	15	38
	Capacité du système (m ³)	17,3	28,9	22,2	22,2	21,2	20,2	42,5

Noue	Caractéristiques	Zone 1	Zone 6
	Profondeur (m)	0,3	0,3
	Surface au niveau fini (m ²)	92,9	41,4
	Capacité avec des talus 1/1 (m ³)	23,0	10,4

3.5.3 Calcul du volume à stocker pour les niveaux de service N1 à N3

- [Données d'entrées, rappel des surfaces du projet et coefficient d'apport retenu :](#)

Les ouvrages d'infiltration projetés seront concernés par les eaux de ruissellement de chaussée et de toiture. Certaines surfaces étant semi-perméable les coefficients d'apport retenus pour chaque type de revêtement sont décrits ci-dessous :

Nature de la surface	Coefficient d'apport
Voirie	1
Pavés drainants	0,5
Espaces verts	0,2
Toitures	1

Valeurs du coefficient d'apport selon le type de surface

Les superficies reprisent par les systèmes d'infiltrations ainsi que les coefficients de perméabilité retenus sont décrits ci-dessous :

Partie	Superficie (m ²)	Coefficient K (m/s)
Zone 1	676	2,10.10 ⁻⁵
Zone 2	581	
Zone 3	957	
Zone 4	721	
Zone 5	744	
Zone 6	346	
Bâtiment 1	719	
Bâtiment 3	660	
Bâtiment 5, 6 et 7	1 404	
Total	6 808 m²	

Un sondage préalable au travaux sera réalisé afin de déterminer la profondeur de la couche perméable.

Le cas échéant, le sol sous le fond du dispositif d'infiltration sera reconstitué avec un matériaux disposant d'un coefficient de perméabilité supérieur à 2,10.10⁻⁵ m/s dans le but d'atteindre la couche perméable.

Les différents systèmes d'infiltration sont dimensionnés afin de gérer chaque niveau de service comme préconisé par la doctrine eaux pluviales de la région Grand-Est. En effet la capacité des ouvrages a été dimensionnée d'une part dans le but de stocker puis d'infiltrer en moins de 24h une hauteur de pluie de 10 mm relative à une pluie courante et d'autre part de stocker et d'infiltrer une pluie forte d'une période de retour 10 ans.

- [Calcul du volume à stocker pour les pluies courantes \(niveau de service N1\) :](#)

Pour rappel, une pluie courante correspond à une hauteur de pluie de 10 mm tombée sur une période de 24 heures. Le temps de vidange des ouvrages d'infiltration est déterminé par le rapport entre le volume de la pluie courante et la capacité d'infiltration du système.

Partie	V pluie courante (m ³)	V de stockage (m ³)	T de vidange (h)
Zone 1	6,76	23,0	1,7
Zone 2	5,81	17,3	1,8
Zone 3	9,57	28,9	1,7
Zone 4	7,21	22,2	1,7
Zone 5	7,44	22,2	1,7
Zone 6	3,46	10,4	1,8
Bâtiment 1	7,19	21,2	1,8
Bâtiment 3	6,60	20,2	1,7
Bâtiment 5, 6 et 7	14,04	42,5	1,7
Total	68,08 m³	207,9 m³	

Les caractéristiques des systèmes d'infiltration permettent le stockage puis l'infiltration d'une pluie courante en moins de 24h.

- [Calcul avec la méthode des pluies pour les pluies fortes \(niveau de service N2 et N3\) :](#)

Par application de la méthode des pluies, le volume maximal à stocker pour la surface totale du projet est déterminé par la différence entre le volume ruisselé (entrant) et le volume évacué/infiltré (fuite).

Les hauteurs de pluie permettant de déterminer le volume ruisselé sont calculées avec la loi de Montana :

$$H_e = a * d^{(1-b)}$$

Avec : H_e la hauteur de pluie en mm,
a et b les coefficients de Montana issus de la station de Bâle-Mulhouse,
d la durée de l'évènement pluvieux.

Pour un épisode pluvieux de 60 min et une période de retour 20 ans, cas le plus critique, les volumes à stocker par zones sont les suivants :

Partie	V ruisselé (m ³)	V infiltré (m ³)	V à stocker (m ³)	V de stockage (m ³)	T de vidange (h)
Zone 1	27,6	4,7	22,9	23,0	4,9
Zone 2	20,6	3,4	17,2	17,3	5,3
Zone 3	34,1	5,6	28,5	28,9	5,1
Zone 4	25,7	4,2	21,5	22,2	5,1
Zone 5	26,4	4,2	22,2	22,2	5,2
Zone 6	12,4	2,1	10,3	10,4	4,9
Bât 1	25,3	4,2	21,1	21,2	5,3
Bât 3	23,6	3,9	19,7	20,2	5,1
Bât 5, 6 et 7	50,1	8,3	41,8	42,5	5,0
Total	245,8 m³	40,6 m³	205,2 m³	207,9 m³	

Les capacités des ouvrages d'infiltration permettent la rétention et l'infiltration d'une pluie forte (période de retour 10 ans) en moins de 96h, sans débordement.

3.5.4 Prise en compte de la pluie exceptionnelle pour le niveau de service N4

Pour un épisode pluvieux de 60 min et une période de retour 100 ans, cas le plus critique, les volumes déversés par zones sont les suivants :

Partie	V ruisselé (m ³)	V infiltré (m ³)	V à stocker (m ³)	V de stockage (m ³)	V déversé (m ³)
Zone 1	46,2	4,7	41,5	23,0	18,5
Zone 2	34,7	3,3	31,4	17,3	14,1
Zone 3	57,2	5,6	51,6	28,9	22,7
Zone 4	43,1	4,2	38,9	22,2	16,7
Zone 5	44,5	4,2	40,3	22,2	18,1
Zone 6	20,7	2,1	18,6	10,4	8,2
Bât 1	43,0	4,1	38,9	21,2	17,7
Bât 3	39,5	3,9	35,6	20,2	15,4
Bât 5, 6 et 7	83,9	8,3	75,6	42,5	33,1
Total	412,8 m³	40,4 m³	372,4 m³	207,9 m³	164,5 m³

En cas de pluie exceptionnelle (période de retour 100 ans) et lorsque les ouvrages d'infiltration arriveront à saturation, des débordements seront constatés au niveau des points bas de chaque zone.

Une partie de la voirie étant pentée vers la rue Lavoisier (zone 3,4,5 et 6), le volume non infiltré/stocké (65,7 m³) sera dirigé vers celle-ci.

Les débordements issus des zones 1 et 2 seront contenus au niveau de la noue et des places de stationnements au nord.

Les débordements issus des systèmes d'infiltration des eaux de toitures seront contenus au niveau des espaces verts situés au centre du projet.

Dans tous les cas, les débordements n'auront aucun impact sur les bâtiments.

En conclusion, le principe de gestion des eaux pluviales du projet permet de répondre aux préconisations de la note de doctrine de la région Grand-Est.

En effet, le projet prévoit une gestion intégrée des eaux pluviales avec une interception des eaux de ruissellements au plus proche de la source et une infiltration totale.

De plus, le projet a été conçu afin que les débordements issus d'un épisode pluvieux exceptionnel n'aient aucun impact sur les bâtiments.

3.6 Alimentation en eau potable et protection incendie

Des conduites Ø100mm sont projetées et seront raccordées aux réseaux existants Ø150mm rue des Laines et rue Lavoisier.

Des vannes de sectionnement permettront d'isoler les différents tronçons.

Les différents lots seront desservis par des branchements avec regard de comptage.

La protection incendie sera assurée par un poteau d'incendie Ø100mm.

3.7 Rubriques de la nomenclature concernées

La rubrique de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée par la demande est :

Paragraphe	Désignation	Régime	Projet
2. 1. 5. 0. 2°	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin versant naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha.	Déclaration	Surface totale du projet ≈ 1,66 ha

4 Document d'incidence

4.1 Analyse de l'état initial du site

4.1.1 Environnement paysager et topographie actuelle

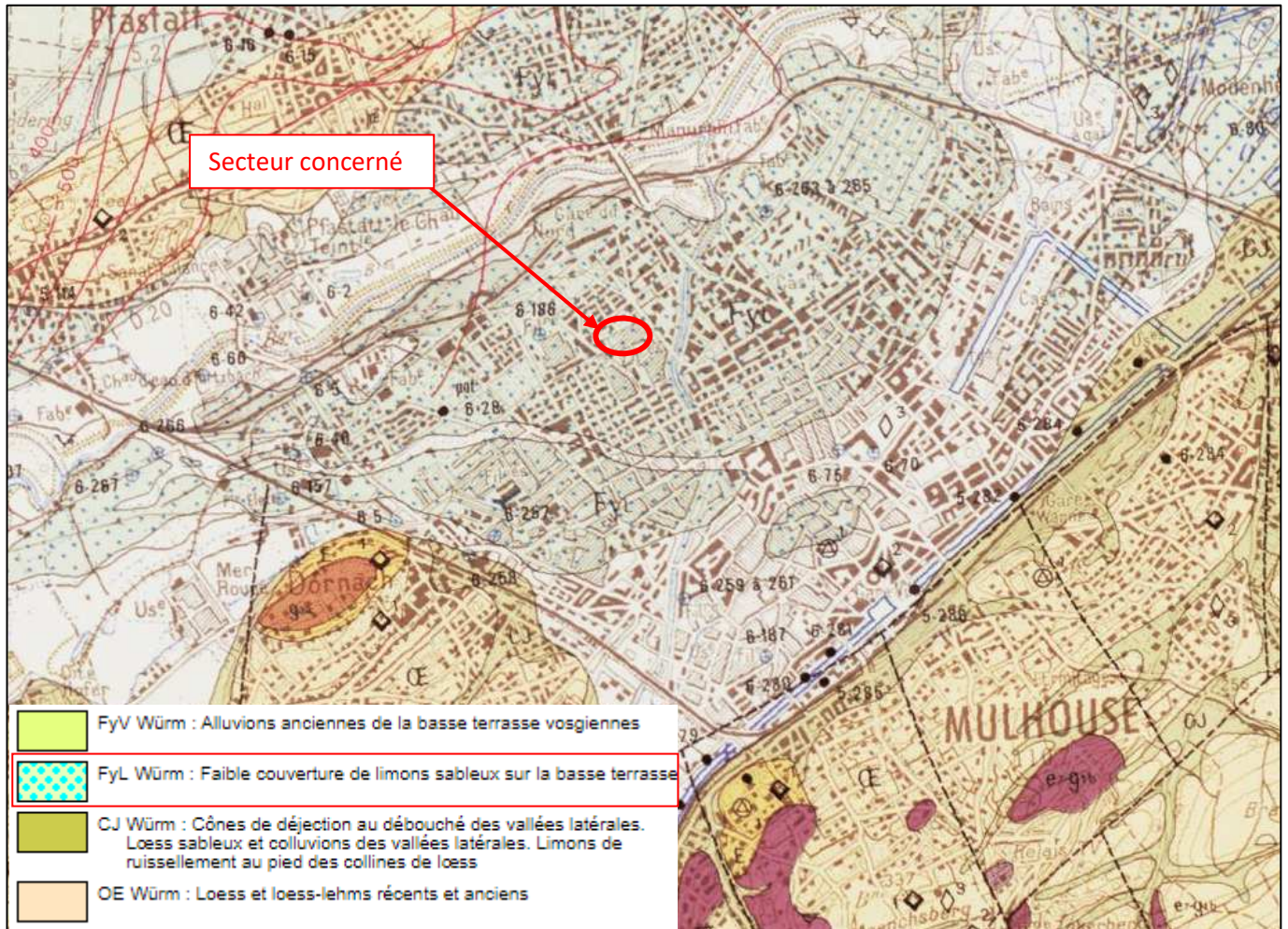
Le site présente une topographie plane avec des niveaux altimétriques variant entre 240,70 et 241,10 mNGF.



Photographie aérienne su site (source Géoportail)

4.1.2 Contexte géologique

D'après la carte géologique du BRGM au 1/50000 (extrait ci-dessous), le site est le siège d'une faible couverture de limons sableux sur la basse terrasse.

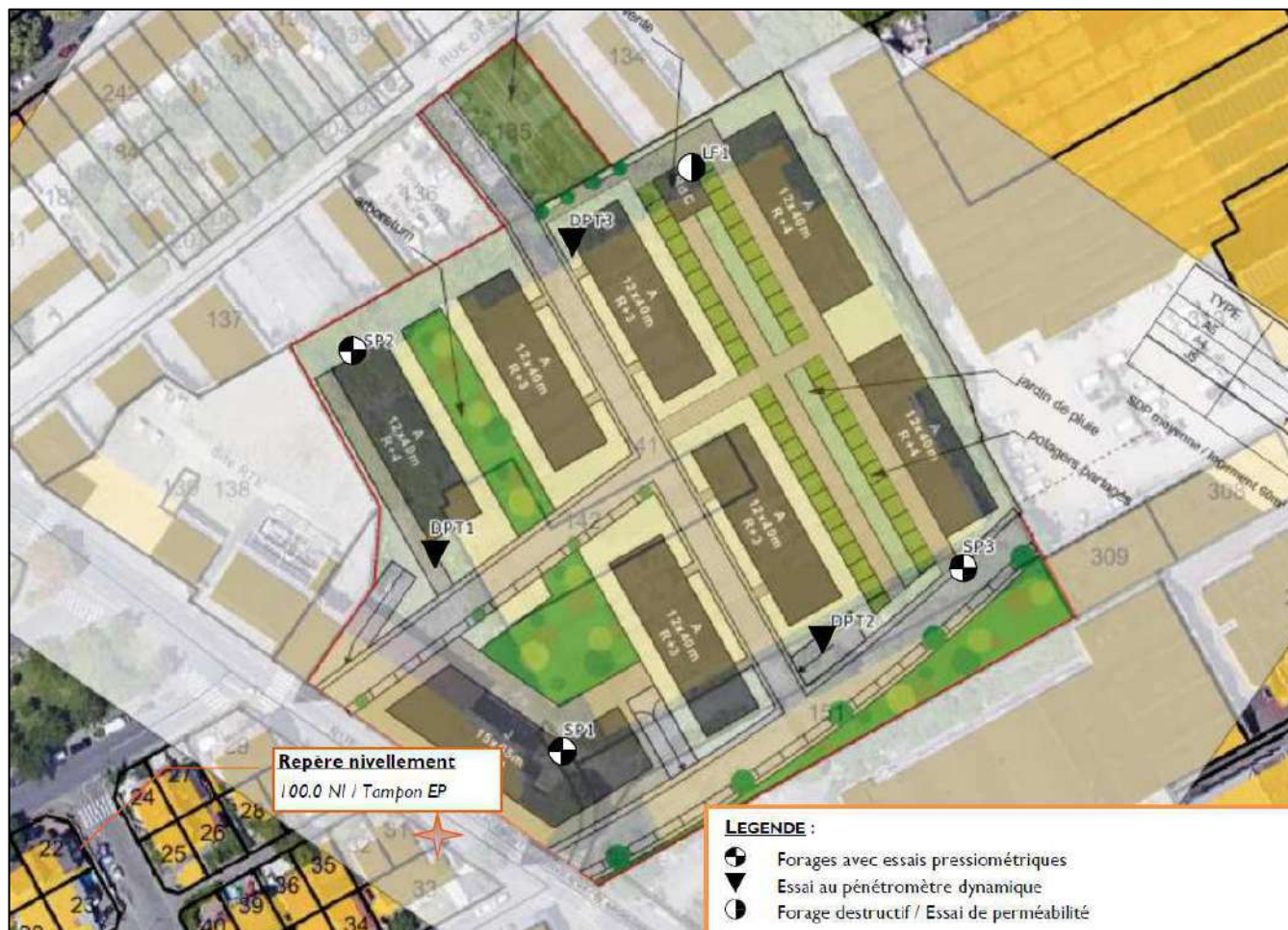


Carte géologique du BRGM

4.1.3 Etude géotechnique et essai d'infiltration

Une étude géotechnique a été réalisée par FONDASOL en juillet 2020. Les résultats des essais de perméabilité sont présentés ci-dessous :

Sondage	Prof. essai (m)	Horizon concerné	Perméabilité k (m/s) Injection	Perméabilité k (m/s) Descente
LFI	4.5	Sables graveleux	7.5×10^{-5}	2.1×10^{-5}



Localisation des sondages (FONDASOL)

Les conclusions de FONDASOL concernant les résultats obtenus sont les suivantes :

« Les coefficients de perméabilité mesurés sont moyens, de l'ordre de 2 à 7×10^{-5} m/s, ce qui peut s'expliquer par la présence d'une matrice limono-argileuse des sables graveleux et par leur forte compacité.

Une solution d'infiltration des eaux pluviales dans le sol devra tenir compte de la variabilité des valeurs mesurées. »

Pour le dimensionnement des ouvrages d'infiltration, il a été choisi de prendre une sécurité en retenant un coefficient de perméabilité de 2.10^{-5} m/s sur toute la surface du projet.

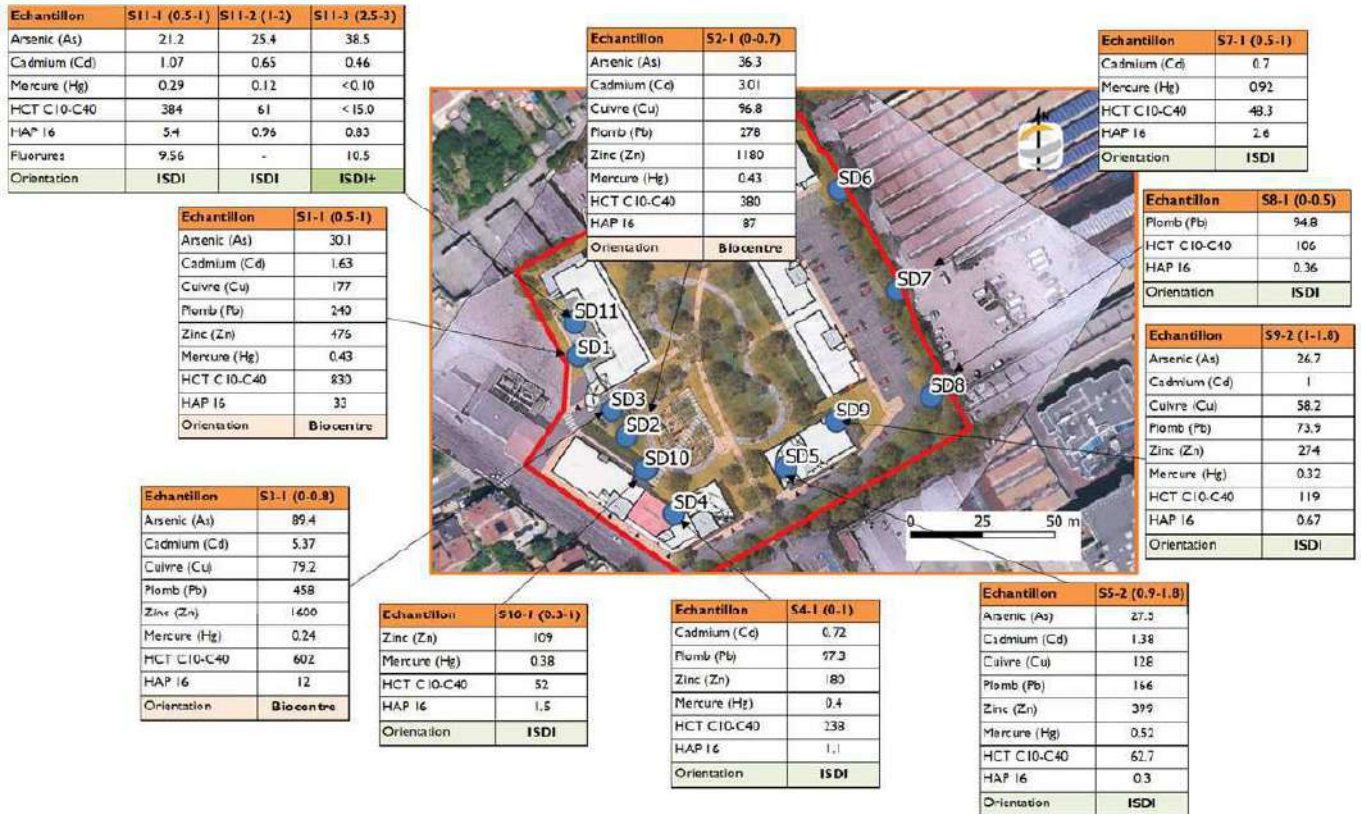
L'étude géotechnique est jointe en annexe.

4.1.4 Prise en compte du risque de pollution existante

Le bureau d'étude FONDASOL a réalisé un diagnostic environnemental des sols et des terres à excaver. Cette étude a permis d'établir une analyse des enjeux sanitaires et l'établissement d'un plan de gestion. Elle définit donc les mesures de gestion de pollutions dans la conception du projet.

Les conclusions de cette étude sont présentées ci-dessous et permettent de garantir que l'infiltration des eaux pluviales sur le site et spécifiquement au droit des ouvrages d'infiltration ne présente aucun risque pour le sous-sol et la nappe.

Le diagnostic environnemental est joint en annexe.



Synthèse cartographique des résultats (FONDASOL)

4.1.5 Contexte hydrogéologique

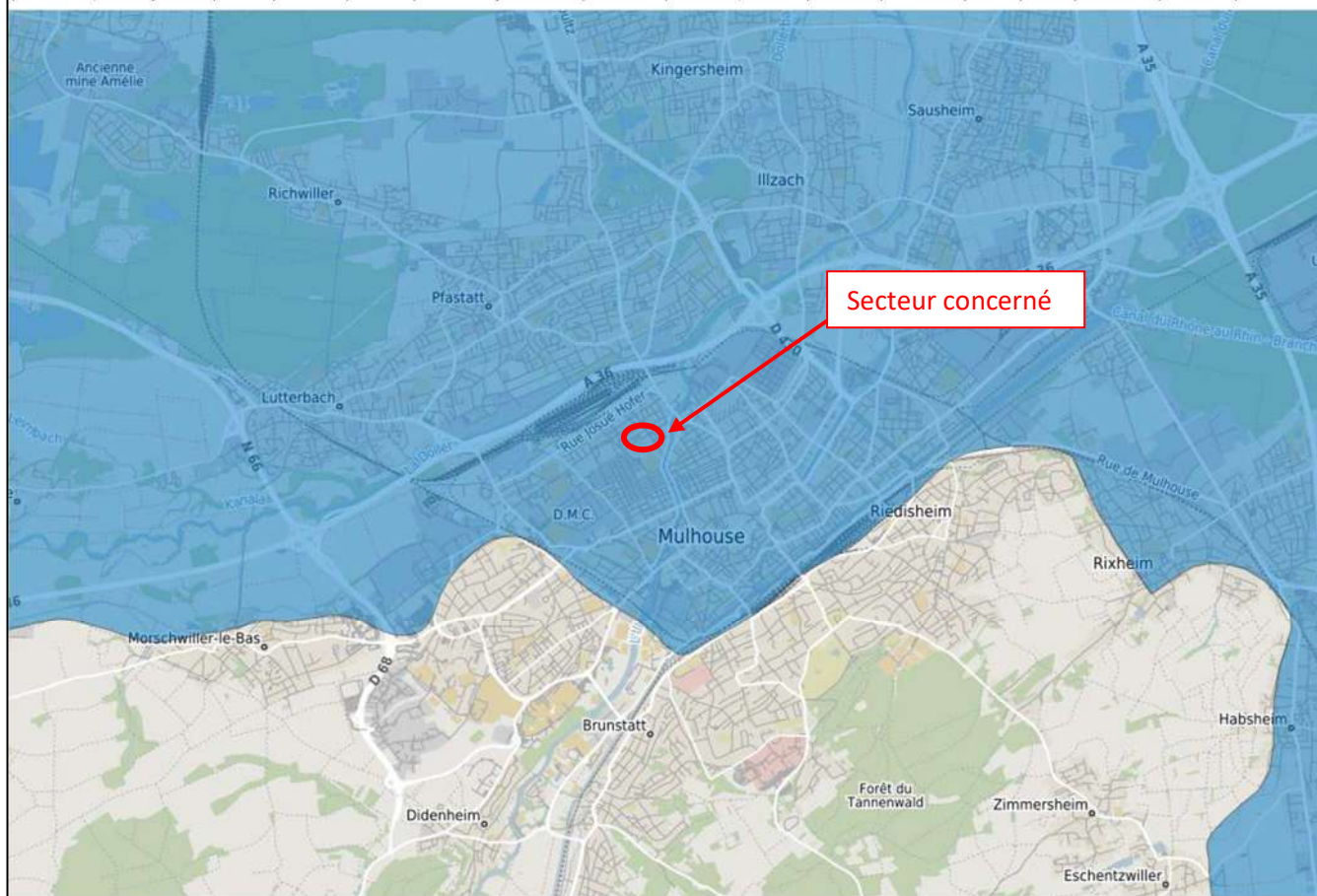
- Masse d'eau souterraine**

Le secteur d'étude est localisé au sein de l'aquifère rhéna.

La masse d'eau concernée correspond à la masse d'eau du pliocène de Haguenau et nappe d'Alsace (Code 2001).

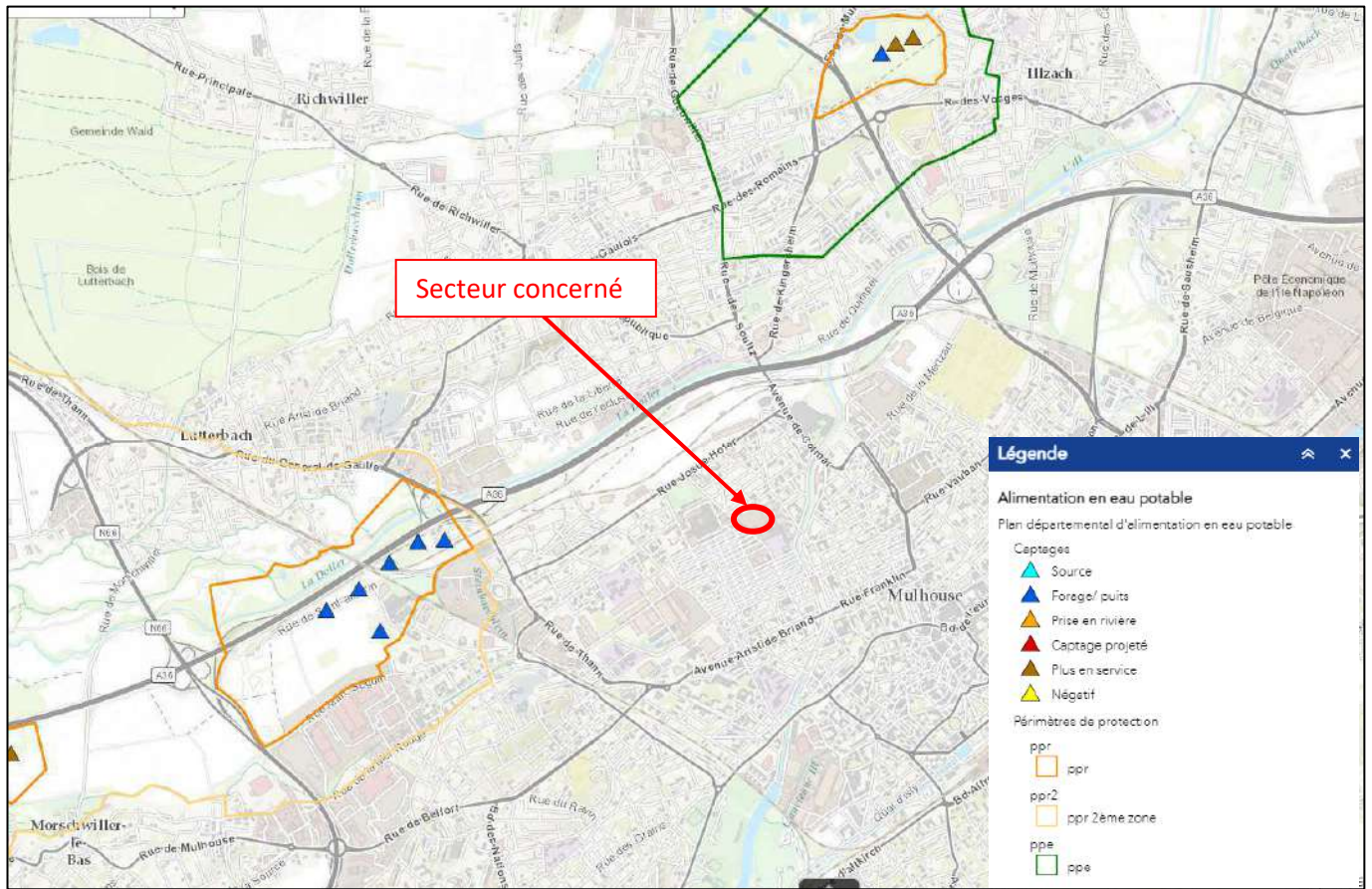
Cette masse d'eau est de type « alluvionnaire ».

Nom de la masse d'eau	Type de masse d'eau	District de rat.	Trans. district	Secteur de travail	Etat actuel						Objectif d'état retenu				Echéance définie pour atteindre l'objectif		
					Nitrates	Tendance à la hausse nitrates	Pesticides	Chlorures	Solvants chlorés	Sulfates	Etat qualitatif	Etat quantitatif actuel	Etat global	Etat global		Etat quantitatif	Etat chimique
Pliocène de Haguenau et nappe d'Alsace	Alluvial	Rhin	Non	Rhin supérieur	Fas Bon	Cui	Pas Bon	Pas Bon	Bon	Bon	Pas Bon	Bon	Pas Bon	Bon Etat	Bon Etat	Bon Etat	2027



Localisation de l'aquifère rhéna (source Aprona)

• Aires d'alimentation de captage AEP (AAC)



Carte des périmètres de protection des captages d'eau potable (DATA HAUT-RHIN)

Le projet ne se situe pas au sein d'un périmètre de protection de captage AEP. Le site se situe à environ 1,8km à l'est des captages de la basse Vallée de la Doller et à 2,6km au sud des forages de Kingersheim.

• Niveau Piézométrique

Dans son étude géotechnique réalisée en juillet 2020, FONDASOL a déterminé la cote des plus hautes eaux de la nappe. L'étude géotechnique est jointe en annexe. Les conclusions sont les suivantes :

Sur un terrain situé à 300m au Nord du terrain d'étude, nous avons rencontré de l'eau, à partir de 6.7m de profondeur, cote 234.7 NGF le 20/04/2020 et le 15/04/2008, le niveau d'eau avait été relevé à 6.9m de profondeur, soit à la cote 234.5NGF. Les fluctuations entre les mois d'avril et juin étaient donc faibles en 2008.

L'APRONA met à disposition certaines cartes piézométriques, nous présentons ci-après la carte Mulhouse ouest de 2018, avec l'implantation des piézomètres de suivi de la nappe.



Figure 4 : extrait de carte piézométrique de l'APRONA

Nous présentons ci-dessous les dernières données disponibles du piézomètre de suivi implanté place de la Réunion (Identifiant: 04136X0199 / M107) :

Synthèse sur toute la période de mesure

Sol	238,86 m
Maximum	234,92 m (30/05/1983)
Moyenne	234,13 m
Dernière valeur	234,03 m (13/03/2020)
Minimum	232,89 m (29/08/1988)
Substratum	205,52 m

Synthèse des mesures des mois de mars

Sol	238,86 m
Maximum	234,68 m (30/03/1978)
Moyenne	234,24 m
Dernière valeur	234,03 m (13/03/2020)
Minimum	233,02 m (14/03/1988)
Substratum	205,52 m

Tableau de synthèse des données

	Cote de la nappe (m IGN69)		Température (°C)	
Nombre de mesures	2292		0	
Date première mesure	19/01/1976			
Date dernière mesure	13/03/2020			
	Date	Mesure	Date	Mesure
Minimum	29/08/1988	232,89		
Moyenne	-	234,13		
Maximum	30/05/1983	234,92		

En mars 2020, la nappe se situait environ 0.9m sous la crue de 1983. Le battement maximum enregistré est de 2m. Les variations de la nappe entre le mois de mars et de juin sont de l'ordre de +/- 30cm sur la période de mesure.

A ce jour, les données de juin du piézomètre de suivi ne sont pas encore disponibles pour estimer plus précisément les fluctuations de la nappe au droit du site.

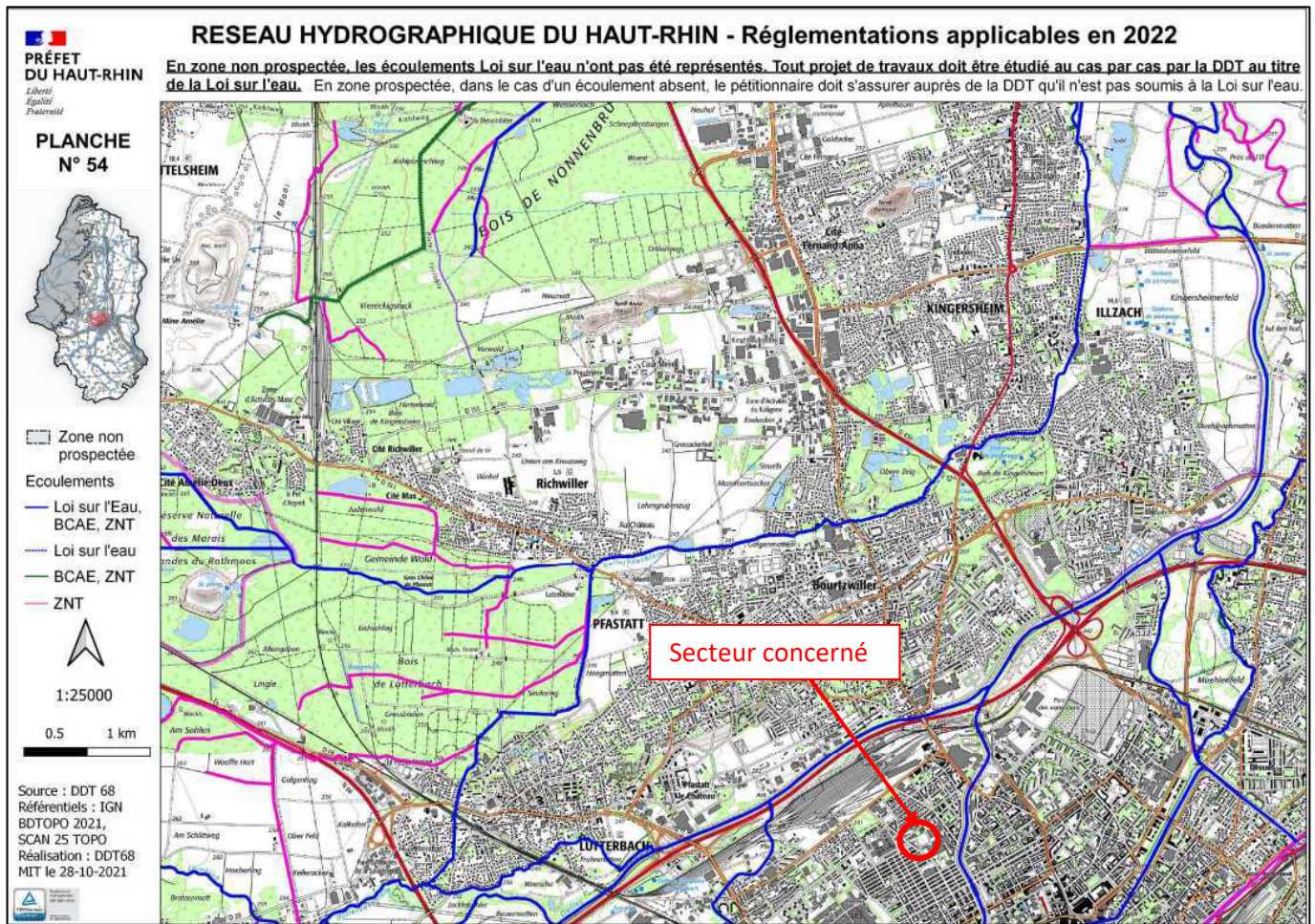
En première approche, en raisonnant par approximation, et en considérant les variations au droit du terrain et du piézomètre similaires, on peut considérer un niveau de crue de 1983 à 1.2m par rapport à notre relevé de juin 2020 au droit du terrain.

Alors en considérant une revanche de 0.5m, nous conseillons de prévoir des sous-sols n'excédant pas 3m de profondeur, afin qu'ils ne soient pas impactés par une remontée de nappe.

Extrait de l'étude géotechnique de FONDASOL

4.1.6 Réseau hydrographique

Le site du projet est situé à proximité de la masse d'eau superficielle dénommée « CR18 - ILL3 » (source SIERM).



Cartographie du réseau hydrographique (DDT68)

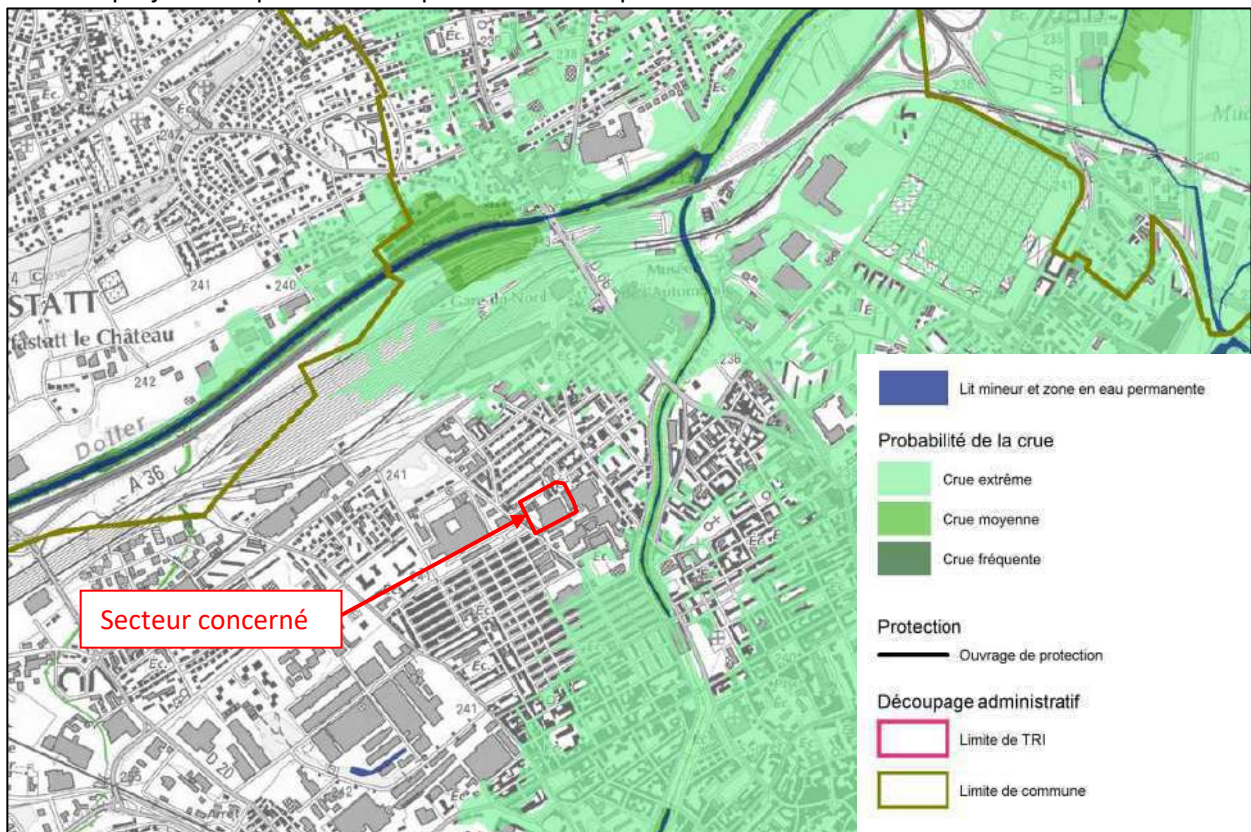
4.1.7 Risques naturels

Le site du projet n'est pas soumis au PPR inondation de l'ill par débordement ou remontée de nappe.



Extrait cartographique du PPR de l'ILL approuvé

L'agglomération Mulhousienne a fait l'objet d'une étude TRI (Territoire à Risque Important d'inondation). Il ressort que le site du projet n'est pas concerné par une zone de probabilité de crue.



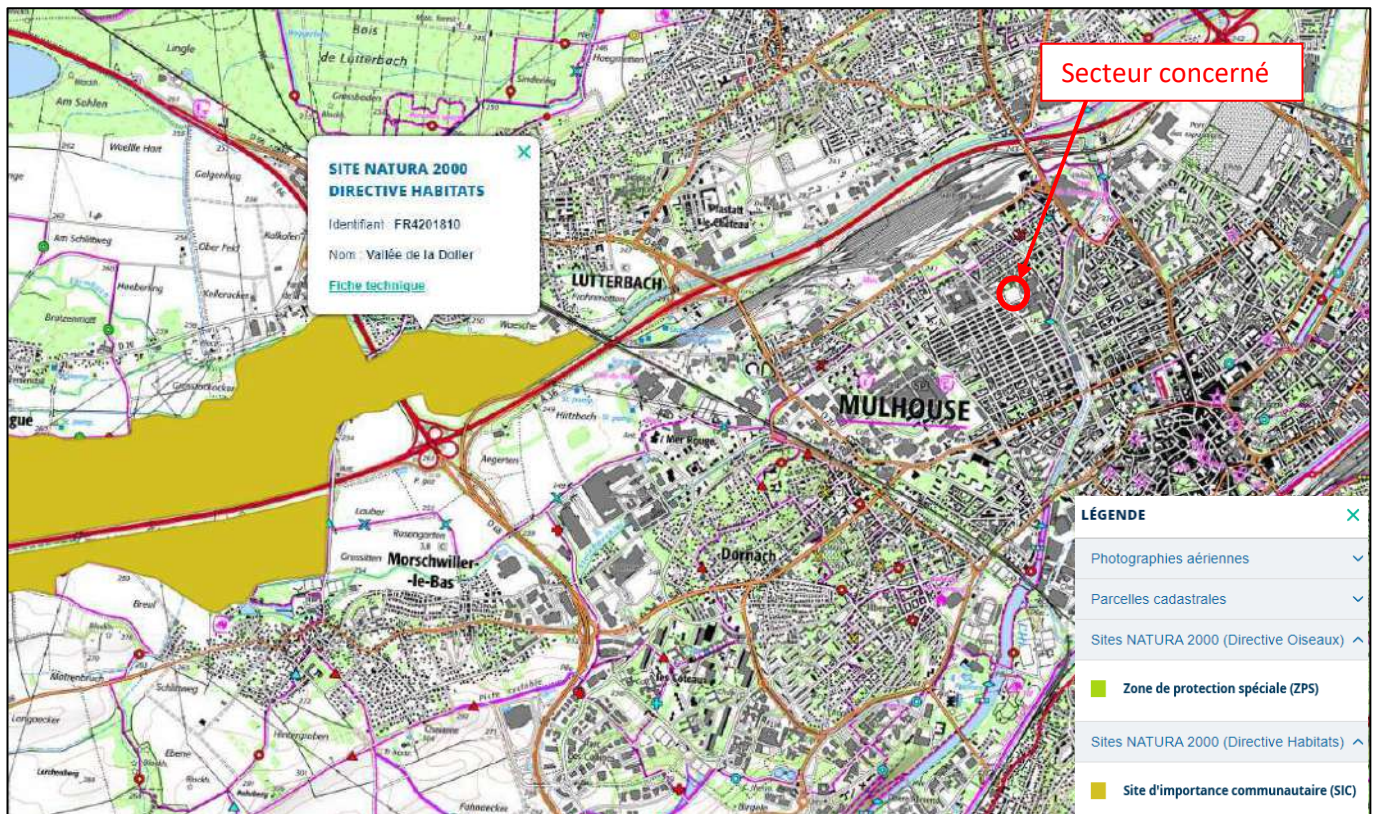
Extrait cartographique du TRI de l'agglomération Mulhousienne

4.1.8 Contraintes environnementales et Natura 2000

- Zones de protection

La zone de travaux n'est pas concernée par une zone de protection. Le projet n'aura aucune incidence sur un site Natura 2000. Il est situé à 2,6 km à l'Est de la zone Natura 2000 « FR4201810 – Vallée de la Doller ».

Le projet étant situé en dehors des zone Natura 2000 l'activité ne sera pas susceptible de porter atteinte aux objectifs de conservation des habitats et/ou des espèces végétales ou animales.



Carte des zones de protection réglementaires des milieux naturels (Géoportail)

Le projet est également situé hors d'une zone ZNIEFF.

- Zones humides

Le site du projet n'est pas concerné par une zone à dominantes humides.



Carte des zones à dominantes humides (Data Haut-Rhin)

4.2 Incidence du projet

4.2.1 Incidences en phase chantier

Les pollutions qui peuvent se produire en période de travaux sont ponctuelles et temporaires.

Ces pollutions éventuelles peuvent avoir plusieurs origines :

- Les installations de chantier, qui génèrent des rejets polluants : eaux usées, eaux de lavage, déchets divers...
- Les produits polluants stockés et manipulés sur le chantier
- Les opérations de maintenance des véhicules (pollution accidentelle) : fuites de réservoirs, accidents lors des travaux.

Les dispositions prises afin de supprimer, limiter ces incidences sont décrites dans le paragraphe – Moyen de surveillance et des préventions des risques d'accidents.

4.2.2 Incidences en phase d'exploitation

- Sur les eaux superficielles

Les eaux de ruissellement du projet (voiries et bâtiments) seront gérées par infiltration, via des ouvrages de types tranchées et noues d'infiltration dimensionnés pour une pluie d'une période de retour 20 ans.

Ainsi, le projet ne sera à l'origine d'aucun rejet d'eaux pluviales directement dans les eaux superficielles ou dans le réseau communal.

Le projet n'aura donc aucun impact sur les eaux superficielles tant du point de vue de la qualité des eaux que du point de vue de la perturbation des écoulements superficiels.

- Sur les eaux souterraines

L'imperméabilisation des surfaces, entraine principalement un risque de pollution du milieu récepteur. On distingue : pollution chronique et pollution accidentelle.

La pollution chronique :

Elle est liée essentiellement au trafic (gaz d'échappement, fuites de fluides, usure de divers éléments) mais également à l'infrastructure routière (usure de la chaussée, corrosion des équipements de sécurité et de signalisation...).

Dans les eaux de ruissellement, la majorité de la pollution émise se fixe sur les matières en suspension (MES) qui proviennent essentiellement de l'usure des pneumatiques, de la corrosion des véhicules et de l'usure de la chaussée.

Au vu de la faible surface de voirie projetée et du nombre limité de véhicules qui circuleront (riverain uniquement), l'impact des eaux pluviales de l'aménagement sur les eaux souterraines sera minime.

Par ailleurs, le projet prévoit la mise en place d'ouvrage de rétention/décantation susceptible de retenir une partie de la pollution particulaire.

Pollution accidentelle :

Cette pollution est consécutive à un accident de circulation au cours duquel sont déversées des matières polluantes voire dangereuse, avec des conséquences plus ou moins graves sur la ressource en eau, selon la nature et la quantité du produit déversé.

Afin de traiter les eaux pluviales des zones circulées avant infiltration, le projet prévoit la mise en place d'un décanteur/débourbeur en amont des tranchées capable de collecter :

- Les métaux lourds par sédimentation,
- Les résidus d'huile et les déchets toxiques organiques stockés en surface devront être collectés régulièrement (un coude plongeur fait office de paroi siphonide).

4.3 Mesures compensatoires

En phase chantier, afin d'éviter les pollutions de l'eau, du sol et du sous-sol liées notamment aux engins et aux matériaux les mesures suivantes seront mises en place :

Mesures d'évitement

Les bases vie seront aménagées sur un emplacement bien défini. Elles seront équipées de toilette de chantier mobile. L'utilisation de sanitaire est obligatoire quelle que soit la localisation du (des) chantier(s) par rapport à la base vie. S'il le juge nécessaire le titulaire du marché pourra mettre à disposition des toilettes de chantier mobiles supplémentaires à proximité du(des) chantier(s) en cours.

Des containers (type bacs poubelles fermés) devront être mis à disposition pour le tri des déchets inertes (plastiques, cartons ...). Les déchets non inertes (liquide ou solide) seront stockés sur bac de rétention d'un volume au moins égal au volume stocké. Tous les matériaux inertes nécessaires au chantier seront stockés au niveau de la base vie.

Mesures de réduction

- Chantier :
 - Nettoyer régulièrement les chantiers et leurs abords ainsi que les voiries d'accès ;
 - Entretenir les plateformes de travail, les zones de stockage et d'approvisionnement, les parkings, les aires d'évolution des engins de chantier ;
 - Remettre en état les lieux en fin de chantier ;
 - Aucun déchet ne sera brûlé sur place.
- Engins de chantier et autres véhicules :
 - Présentation des véhicules intervenant sur le site, véhicules récents et propres ;
 - Le titulaire du marché s'assurera que les engins de chantier mis en œuvre soient exempts de toute fuite, qu'elle provienne des circuits hydrauliques, de carburant ou des organes de lubrification ;
 - Les pièces susceptibles de fuites d'hydrocarbures par rupture ou simple usure seront entretenues et changées régulièrement.
- Matériaux :
 - Tous les matériaux et matériels mis en œuvre feront l'objet de demandes d'agréments auprès du MO avec présentation des fiches produits.

4.4 SDAGE RHIN-MEUSE 2022-2027

Créé par la Loi sur l'eau de 1992, le SDAGE fixe pour chaque bassin hydrographique les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau dans l'intérêt général et dans le respect des principes de la loi sur l'eau. Ce document d'orientation s'impose aux décisions de l'Etat, des collectivités et établissements publics dans le domaine de l'eau notamment pour la délivrance des autorisations administratives (rejets, etc....) ; les documents de planification en matière d'urbanisme doivent être compatibles avec les orientations fondamentales et les objectifs du SDAGE.

Les projets de SDAGE et de programmes de mesures 2022-2027 sont le fruit d'une mise à jour des documents du cycle de gestion 2016-2021 selon les priorités prédéfinis par le Comité de bassin et le Préfet coordonnateur de bassin.

Le contenu du SDAGE est organisé selon trois axes. En premier lieu, il définit les orientations permettant de satisfaire les grands principes d'une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau énumérée aux articles L. 211-1 et L. 430-1 du Code de l'environnement. Il fixe ensuite les objectifs de qualité et de quantité à atteindre pour chaque masse d'eau du bassin. Pour réaliser ces objectifs environnementaux, il détermine enfin les aménagements et les dispositions nécessaires pour prévenir la détérioration et assurer la protection et l'amélioration de l'état des eaux et des milieux aquatiques.

L'analyse de la situation dans le bassin Rhin-Meuse a permis de dégager 6 thèmes, décliné en multiples orientations et définissant les dispositions à prendre afin d'atteindre les objectifs environnementaux.

Orientations fondamentales et dispositions du SDAGE 2022 - 2027
THEME 1 « EAU ET SANTE » <i>Enjeu 1 : Améliorer la qualité sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine et à la baignade.</i>
THEME 2 « EAU ET POLLUTION » <i>Enjeu 2 : Garantir la bonne qualité de toutes les eaux, tant superficielles que souterraines.</i>
THEME 3 « EAU, NATURE ET BIODIVERSITE » <i>Enjeu 3 : Retrouver les équilibres écologiques fondamentaux des milieux aquatiques.</i>
THEME 4 « EAU ET RARETE » <i>Enjeu 4 : Utiliser plus sobrement la ressource en eau sur l'ensemble des bassins du Rhin et de la Meuse.</i>
THEME 5 « EAU ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE » <i>Enjeu 5 : Gestion équilibrée de la ressource en eau dans le développement et l'aménagement des territoires.</i> <i>Partie 5A : Inondations</i> <i>Partie 5B : Des écosystèmes fonctionnels comme solutions pour un aménagement adapté aux impacts du changement climatique</i> <i>Partie 5C : Alimentation en eau potable et assainissement des zones ouvertes à l'urbanisation</i>
THEME 6 « EAU ET GOUVERNANCE » <i>Enjeu 6 : Développer, dans une démarche intégrée à l'échelle des bassins versants du Rhin et de la Meuse, une gestion de l'eau participative, solidaire et transfrontalière, et des principes d'adaptation et d'atténuation du changement climatique.</i>

4.5 Compatibilité avec le SDAGE RHIN-MEUSE 2022-2027

Orientations fondamentales et dispositions du SDAGE 2022-2027	Caractéristiques du projet assurant la compatibilité
<p>THEME 1 « EAU ET SANTE » <i>Enjeu 1 : Améliorer la qualité sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine et à la baignade.</i></p>	
<p>THEME 2 « EAU ET POLLUTION » <i>Enjeu 2 : Garantir la bonne qualité de toutes les eaux, tant superficielles que souterraines</i></p>	
<p>THEME 3 « EAU, NATURE ET BIODIVERSITE » <i>Enjeu 3 : Retrouver les équilibres écologiques fondamentaux des milieux aquatiques.</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Projet situé en dehors d'un périmètre de captage d'eau potable
<p>THEME 4 « EAU ET RARETE » <i>Enjeu 4 : Utiliser plus sobrement la ressource en eau sur l'ensemble des bassins du Rhin et de la Meuse.</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Projet situé en dehors d'une zone d'intérêt environnementale
<p>THEME 5 « EAU ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE » <i>Enjeu 5 : Gestion équilibrée de la ressource en eau dans le développement et l'aménagement des territoires.</i> <i>Partie 5A : Inondations</i> <i>Partie 5B : Des écosystèmes fonctionnels comme solutions pour un aménagement adapté aux impacts du changement climatique</i> <i>Partie 5C : Alimentation en eau potable et assainissement des zones ouvertes à l'urbanisation</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Pas de rejets au milieu superficiel : Infiltration des eaux pluviales ✓ Le projet ne prévoit pas de prélèvement ni dans les eaux superficielles ni dans les eaux souterraines ✓ Raccordement des eaux usées au réseau d'assainissement existant
<p>THEME 6 « EAU ET GOUVERNANCE » <i>Enjeu 6 : Développer, dans une démarche intégrée à l'échelle des bassins versants du Rhin et de la Meuse, une gestion de l'eau participative, solidaire et transfrontalière, et des principes d'adaptation et d'atténuation du changement climatique.</i></p>	

Au regard de ces éléments, les travaux prévus sont compatibles avec les objectifs du S.D.A.G.E.

4.6 Compatibilité avec le SAGE ILL-NAPPE-RHIN

L'ensemble du site d'étude est soumis aux prescriptions du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de l'III-Nappe-Rhin.

Orientations fondamentales du SAGE III-Nappe-Rhin	Caractéristiques du projet assurant la compatibilité
<p><u>Préservation de la nappe phréatique rhénane :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Stopper la dégradation des eaux souterraines - Inciter aux technologies propres - Poursuivre la décontamination des sites pollués prioritaires - Mieux protéger les captages d'eau potable - Poursuivre les efforts accomplis en matière d'assainissement - Veiller à ne pas accroître la vulnérabilité de la nappe - Maîtriser les prélèvements dans la nappe 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Projet situé en dehors d'un périmètre de captage d'eau potable ✓ Mise en place d'un réseau séparatif
<p>⇒ <u>Préservation des eaux superficielles et des milieux aquatiques associés</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Préserver les cours d'eau désignés par la CLE (dont font partie les cours d'eau phréatiques) de tout prélèvement d'eau ainsi que de tout rejet d'eaux usées, épurées ou non. Toute intervention de nature mécanique doit avoir comme objectif l'amélioration de la fonctionnalité du cours d'eau et des milieux alluviaux associés ; - Restaurer et renaturer les cours d'eau selon les principes listés par le SDAGE (dont : reprise d'entretien, rediversification du lit mineur, aménagements écologiques). Gérer les tronçons envasés soit par des techniques d'auto-curage soit par des techniques de curage raisonnés ; - Maintenir les boisements de berge existants et reconstituer un boisement adapté le long des berges des cours d'eau sur un minimum de 75% du linéaire. Mettre en place des programmes pluriannuels de gestion. 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Pas de rejets au milieu superficiel : Infiltration des eaux pluviales

Au regard de ces éléments, les travaux prévus sont compatibles avec les préconisations du SAGE III-Nappe-Rhin.

5 Moyens de surveillance et d'intervention

5.1 Phase chantier

Les risques de pollution en phase chantier sont aléatoires, mais il est assez facile de s'en prémunir moyennant quelques précautions élémentaires, qui seront imposées aux entreprises chargées des travaux :

- assainissement du chantier,
- aires spécifiques pour le stationnement et l'entretien des engins de travaux,
- dispositifs de sécurité liés au stockage de carburant, huiles et matières dangereuses,
- conditions météorologiques pour la mise en œuvre des matériaux bitumineux.

Les phases de chantier comporteront :

- le nettoyage et le débroussaillage de l'emprise des travaux,
- les terrassements en masse, pour le bâtiment, la voirie et les réseaux,
- la pose des réseaux,
- la pose des revêtements (chaussées) et les plantations.

La réglementation générale concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs sera applicable pendant les travaux de construction d'abord, puis pendant l'exploitation.

5.2 Phase d'exploitation

Plan de récolement

Une fois les travaux terminés, les entreprises devront remettre les plans de récolement de tous les aménagements (voirie, réseaux divers...).

Un exemplaire de chaque plan devra être transmis à la commune de Mulhouse qui se chargera de les archiver avec le récépissé de déclaration loi sur l'eau.

Entretien

Le gestionnaire du réseau s'engage à visiter et entretenir régulièrement les différents ouvrages de manière à garantir leur bon fonctionnement en permanence.

Un cahier d'entretien sera tenu à jour. Y seront enregistrés : la programmation des opérations d'entretien à réaliser, les quantités et la destination des produits évacués. Le courrier d'engagement de surveillance et d'entretien du réseau d'eaux pluviales est joint en annexe.

6 Planning

Le démarrage des travaux est prévu pour décembre 2022/janvier 2023 concernant la partie démolition/désamiantage et le démarrage des terrassement sera précédé d'une phase de fouille archéologique (environ 3 mois).

7 Éléments graphiques et annexes

Documents joints à la présente demande :

- Résumé non technique,
- Plan de masse,
- Plan des réseaux humides,
- Coupe type du système d'infiltration,
- Formulaire Natura 2000,
- Courrier d'engagement de surveillance et d'entretien du réseau d'eaux pluviales.

Fait à _____ , le _____

Le Maitre d'ouvrage

Récépissé de déclaration

Il vous est délivré un récépissé de déclaration suite au dépôt du dossier de déclaration IOTA concernant le projet Lotissement Rue Vauban à WIDENSOLEN sur la commune principale Widensolen 68320.

ATTENTION : CE RÉCÉPISSÉ ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE MAIS N' AUTORISE PAS LE DÉMARRAGE IMMÉDIAT DES TRAVAUX

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU les schémas directeurs et les schémas d'aménagement et de gestion des eaux mentionnés aux articles L. 212-1 et L. 212-3 potentiellement en cours de validité sur le périmètre du projet ;

VU le code général des collectivités territoriales;

VU le code civil, et notamment son article 640;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement transmis à l'administration et considéré complet en date du 05/12/2022, présenté par SOVIA , enregistré sous le n° **DIOTA-221205-102627-611-056** et relatif à Lotissement Rue Vauban à WIDENSOLEN ;

Il est donné récépissé du dépôt de sa déclaration au déclarant suivant :

SOVIA
10 PL DU CAPITAINE DREYFUS

68000 COLMAR

concernant :

Lotissement Rue Vauban à WIDENSOLEN

dont la réalisation est prévue à :

- Widensolen 68320

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement.

Tableau des rubriques des nomenclatures IOTA

* Rubrique	Alinéa	Libellé des rubriques	* Quantité totale	* Quantité projet	* Régime	Précisions sur les AIOT concernées par le projet

2.1.5.0	2	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :	1.06 ha	1.06 ha	D		
---------	---	---	---------	---------	---	--	--

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés de prescriptions générales relatifs à ces rubriques disponibles sur le site internet https://aida.ineris.fr/liste_documents/1/17940/1

Le déclarant ne peut pas débiter les travaux avant le 05/02/2023 correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet durant lequel il peut être fait une éventuelle opposition motivée à la déclaration par le préfet, conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

Si le projet est également soumis à déclaration d'intérêt général au titre de l'article R.214-88 du code de l'environnement, le préfet dispose alors de 3 mois à compter de la réception par la préfecture du dossier de l'enquête pour s'opposer à la déclaration loi sur l'eau, en application de l'article R.214-95 du code de l'environnement.

Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai, il s'exposerait à une amende pour une contravention de cinquième classe d'un montant maximum de 1 500 euros pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, ce montant est multiplié par cinq conformément à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau compétent à l'échéance de ce délai, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

À cette échéance, conformément à l'article R.214-37, copies de la déclaration et de ce récépissé, ainsi que, le cas échéant, des prescriptions spécifiques imposées ou de la décision d'opposition seront alors adressées aux communes où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture concernée durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage en mairie et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le déclarant est invité à avertir le service de police de l'eau compétent de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans, ou dans un autre délai fixé par le préfet à compter de la date du

présent réceptionné, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant réalisation à la connaissance du préfet compétent qui peut exiger une nouvelle déclaration.

En application de l'article R. 214-40-2 du code de l'environnement, toute transmission du bénéfice de la déclaration à une autre personne que celle mentionnée au dossier de déclaration doit être déclarée par le nouveau bénéficiaire au préfet dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de son activité.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux et activités, objets de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent réceptionné ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

La référence de votre dossier est : DIOTA-221205-102627-611-056

Le code postal du projet (commune principale) est : Widensolen 68320

Cette référence et un numéro d'AIOT vous seront nécessaires pour déposer les éventuels compléments et pièces de procédure que sollicitera l'administration. Ce numéro d'AIOT vous sera transmis par l'administration en charge de l'instruction de votre dossier.

Votre avis nous intéresse

Dans une logique d'amélioration continue, nous vous invitons à consacrer une ou deux minutes à répondre à ce [court sondage](#).

Récapitulatif

1 - Démarche

Votre projet est-il également soumis à autorisation au titre de la nomenclature loi sur l'eau ? **Non**

Votre projet est-il soumis à évaluation environnementale ? **Non**

Votre projet est-il connexe à une ICPE ? **Non**

Nom du projet : **Lotissement Rue Vauban à WIDENSOLEN**

Numéro d'AIOT : **Je ne connais pas mon numéro d'AIOT**

Numéro CASCADE : **Je ne connais pas mon numéro CASCADE**

Service instructeur coordonnateur en charge de votre dossier : **La DDT(M)**

Avez-vous échangé sur le projet avec ce service instructeur avant de déposer ce dossier ? **Non**

Cette démarche initiale DIOTA est-elle la première autorisation ou déclaration déposée sur le projet ? **Oui**

Conditions d'engagement du déclarant :

- **Je m'engage à ce que les fichiers déposés comprennent les informations réglementaires requises, dont les références sont rappelées pour chaque dépôt de fichier tout au long de la téléprocédure.**
- **Je m'engage à ne déposer aucun dossier contenant une ou plusieurs pièces confidentielles. Ce dossier doit être déposé directement au service instructeur coordonnateur.**
- **Je prends note que tous les plans réglementaires sont déposés en fin de la téléprocédure. (étape 6)**
- **Je reconnais avoir pris connaissance de l'ensemble des prescriptions générales applicables à mon projet**
- **En initiant le dépôt de mon dossier via la téléprocédure, je m'engage à déposer les compléments sur Service-public.fr**

2 - Déclarant(s)

Déclarant ou mandataire : **Mandataire**

N° SIRET : **47830673100033**

Organisme : **SETUI**

Nom : **MICHEL**

Prénom : **CYRIL**

Fonction : **TECHNICIEN VRD**

Adresse email : **setui@setui.fr**

Téléphone fixe : + **33 389203972**

Mandat (Pièce jointe) : **MANDAT.pdf**

Déclarant (Personne morale) N° 1

N° SIRET : **35216386900048**

Raison sociale : **SOVIA**

Forme Juridique : **SAS, société par actions simplifiée**

Adresse en France

10 PL DU CAPITAINE DREYFUS

68000 COLMAR

Signataire

Nom : **GEORGENTHUM**

Prénom : **Stephan**
Qualité : **Gérant**
Téléphone fixe : + **33 389229510**
Adresse email : **s.g@sovia-68.fr**

Référent

Nom : **MUNSCH**
Prénom : **ALBAN**
Fonction : **CHARGE AFFAIRE AMENAGEMENT**
Téléphone fixe : + **33 389229510**
Adresse email : **a.munsch@sovia-68.fr**

Adresse email d'échange avec l'administration

Adresse email : **s.g@sovia-68.fr**

3 - Localisation

Adresse du projet

Code postal et commune : **68320 Widensolen**
Numéro et voie ou lieu dit : **Rue Vauban**

Géolocalisation du projet

X : **1033912**
Y : **6782714**
Projection : **Lambert 93**
Parcelles : **fichier-modele-parcelles.csv**

4 - Activités

La déclaration est-elle une régularisation d'activité ? **Non**

Le projet se trouve-t-il dans le périmètre d'un ou plusieurs Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) ? **Oui**

Quel(s) sont les SAGE concernés ? **SAGE ILL NAPPE RHIN**

Tableau des rubriques des nomenclatures IOTA

* Rubrique	Alinéa	Libellé des rubriques	* Quantité totale	* Quantité projet	* Régime	Précisions sur les AIOT concernées par le projet
2.1.5.0	2	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :	1.06 ha	1.06 ha	D	

Caractéristiques du projet

Le projet est-il un plan de gestion établi pour la réalisation d'une opération groupée d'entretien régulier d'un cours d'eau, canal ou plan d'eau ? **Non**

Le projet est-il une installation utilisant l'énergie hydraulique ? **Non**

5 - Documents

Résumé non technique : **DLE_Résumé non technique.pdf**

Document d'incidence ou étude d'impact : **DLE_Incidence.pdf**

Évaluation des incidences Natura 2000 : **DLE_Incidence Natura 2000.pdf**

Justificatif de maîtrise foncière : **ATTESTATION ACQUISITION TERRAIN.pdf**

6 - Plans

Éléments graphiques, plans ou cartes du projet : **PLANS.zip**

Précisions :

Dossier de Déclaration d'Ouvrage

Au titre de la Loi sur l'Eau

LOTISSEMENT

« Rue Vauban »



Commune de Widensolen

Document d'incidences

1. SEQUENCE EVITER / REDUIRE / COMPENSER (ET/OU ANTICIPER)

Les paragraphes suivants décrivent l'application de la séquence éviter, réduire, compenser (et/ou réduire) sur le projet d'aménagement objet du présent dossier. La séquence ERC s'applique ici en priorité sur les thématiques de la gestion et la qualité de l'eau pluviale.

1.1 Eviter

Pour limiter l'impact d'un projet sur l'environnement et dans le présent contexte en particulier sur la gestion des eaux pluviales, il faut en première ligne éviter les impacts générés par le projet. Dans le cadre de la gestion des eaux pluviales, cela consiste principalement à réduire les surfaces imperméabilisées et à éviter les risques de pollution.

Le présent projet de lotissement réduit la quantité d'eau de ruissellement par les mesures suivantes :

- Création d'espaces verts dans le lotissement ainsi que la limitation de l'imperméabilisation par la création de surfaces en revêtement non perméable (pavés infiltrants sur les places de stationnement).
- Infiltration de la pluie courante et de la pluie moyenne à forte.
- Gestion de la pluie au plus près de là où elle tombe (voir paragraphe ci-dessous).

Gestion de la pluie au plus près de là où elle tombe

La création d'un lotissement ne doit pas impacter les terrains adjacents au terrain bâti, qu'il s'agisse de zones urbanisées, de voirie ou de terrain agricole. Il est donc impératif de gérer l'eau pluviale sur la zone aménagée. C'est pourquoi l'infiltration de l'eau pluviale au plus proche de son point de chute doit être privilégiée.

Sur le lotissement « Rue Vauban » les eaux pluviales seront infiltrées dans une noue et des bassins d'infiltration. Il n'y aura aucun réseau destiné à la gestion des eaux pluviales.

1.2 Réduire

Les mesures adoptées par le maître d'ouvrage pour réduire les effets négatifs du projet sont présentées ci-dessous.

Afin de limiter l'impact hydraulique sur le milieu récepteur les eaux pluviales seront collectées par des caniveaux à grille puis infiltrées à proximité dans une noue et des bassins d'infiltration selon le secteur.

Les ouvrages d'infiltration sont placés de manière à intercepter la totalité des eaux pluviales issues de la voirie, comme représenté sur l'annexe 1. Les eaux pluviales issues des parcelles privées seront infiltrées à la parcelle.

Les notes de calcul de dimensionnement des ouvrages d'infiltration sont détaillées en annexe 4. Pour le dimensionnement, on prendra la hauteur d'eau tombant lors d'une pluie de retour 20 ans. Un coefficient de colmatage de 50 % de la surface d'infiltration a été pris en compte dans le dimensionnement des ouvrages d'infiltration.

Les calculs ont été réalisés sur la base de la perméabilité résultant des essais de perméabilité réalisés par HYDROGÉOTECHNIQUE qui est de $4 \cdot 10^{-4}$.

Les ouvrages d'infiltration sont positionnés le long des voiries et seront végétalisées.

Bassin versant	Superficie du BV	Superficie d'infiltration	Durée de vidange (h)
BV1 : noue d'infiltration	511 m ²	22 m ²	0,1 h
BV2 + BV4 : bassin d'infiltration	946 m ²	216 m ²	0,1 h
BV3 : bassin d'infiltration	549 m ²	55 m ²	0,1 h

Tableau 1 : récapitulatif des volumes de rétention, surfaces d'infiltration et durée de vidange des dispositifs d'infiltration

Lors d'évènements pluvieux supérieurs à un évènement vingtenal, les eaux pluviales seront gérées sur l'emprise du lotissement. Les ouvrages d'infiltration étant surdimensionnés, il n'est pas nécessaire de réaliser des ouvrages de rétention supplémentaires. Il n'y aura donc pas de stagnation d'eau sur la voirie.

1.3 Compenser et/ou Anticiper

L'évitement et la réduction des impacts du projet sur l'environnement ne permettent pas de supprimer tous les effets négatifs du projet. Les mesures suivantes sont adoptées afin de compenser et d'anticiper les éventuels effets négatifs dus à l'aménagement du lotissement.

Anticipation des pluies exceptionnelles

Les ouvrages de gestion des eaux pluviales sont dimensionnés pour une pluie vingtennale. Or des évènements pluvieux de plus forte intensité sont possibles. Il convient donc d'anticiper le chemin que prendra cette eau et éviter qu'elle ne cause des dégâts sur les bâtiments et les structures avoisinantes.

La gestion des pluies extrêmes a été traitée dans le présent dossier et les eaux pluviales seront gérées dans les ouvrages infiltration étant donné que ceux-ci sont surdimensionnés.

Anticipation du risque de pollution par le traitement des eaux ruisselées

Étant donné le faible risque de pollution accidentelle et le faible taux de pollution chronique, ainsi que l'infiltration décentralisée, les eaux pluviales ne seront pas traitées avant infiltration.

Dans le cas du présent lotissement, le traitement des eaux pluviales se fera dans les premières couches du sol recouvrant les ouvrages d'infiltration. La pollution ne sera pas concentrée, puisque les apports se feront sur le linéaire de la noue et sur toute la superficie des places de stationnement en pavés infiltrants. Il n'y aura pas de concentration des polluants, comme cela peut être le cas avec un réseau de collecte.

Dossier de Déclaration d’Ouvrage

Au titre de la Loi sur l’Eau

LOTISSEMENT

« Rue Vauban »



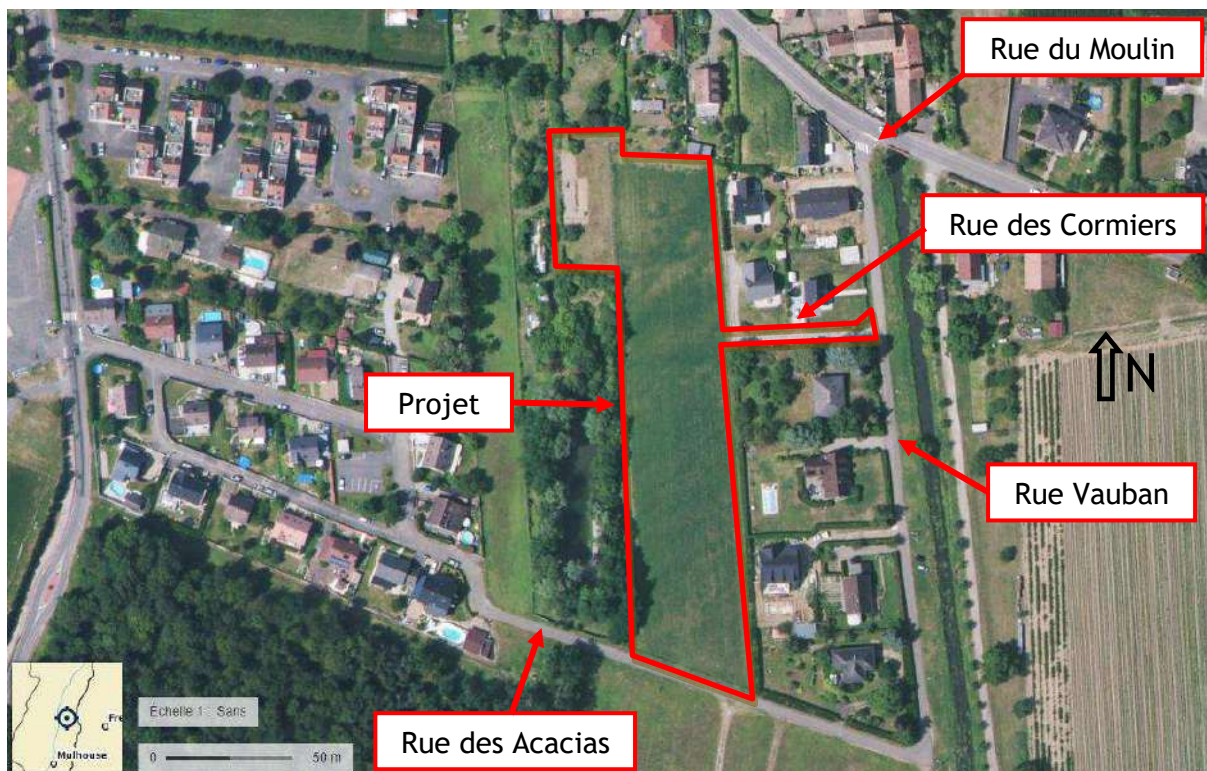
Commune de Widensolen

Résumé non technique

Présentation du projet

Le projet de lotissement sur la commune de Widensolen « Rue Vauban » est situé au Sud-Est de la commune. Le terrain aménagé est délimité, au Nord et à l’Est par des habitations, à l’Ouest par des parcelles non loties et un étang et au Sud par la Rue des Acacias.

L’accès au lotissement se fera par la Rue Vauban et la Rue Vauban.



La superficie totale du terrain aménagée est de 10 599 m². Le projet d'aménagement prévoit la réalisation de 20 lots maximum, destinés à de l'habitat individuel et collectif.

De manière globale, le lotissement « Rue Vauban » constitue une extension du secteur bâti existant et l'intégration du projet au site tient :

- Au développement harmonieux de la zone agglomérée,
- À un aménagement cohérent du secteur,
- À une bonne articulation avec le tissu urbain environnant.

La création du lotissement vient en continuité immédiate d'une zone déjà urbanisée avec un caractère pavillonnaire.

Le projet comprend, conformément aux orientations d'aménagement du secteur :

- De voiries destinées à la circulation,
- Des espaces verts

Les aménagements de viabilité nécessaires à la desserte des parcelles, qui seront réalisés, sont les suivants :

- Voies de circulation,
- Alimentation en eau potable et défense incendie,
- **Assainissement**
- **Eaux pluviales (techniques alternatives)**
- Electricité, éclairage public et télédistribution,
- Collecte des déchets

Au titre de la loi sur l'eau, le lotissement sera équipé d'un système d'assainissement séparatif :

- Les eaux usées domestiques seront rejetées gravitairement dans une conduite elle-même connectée au réseau d'assainissement existant.
- Les eaux pluviales des voiries seront collectées puis infiltrées par le biais de noue d'infiltration, bassins d'infiltration de pavés infiltrants.
- Les eaux pluviales des parcelles privatives (toitures et cours) seront stockées et infiltrées à la parcelle.

Rubriques de la nomenclature concernées

Le projet est soumis au code de l'environnement pour l'infiltration des eaux pluviales : d'après l'article R214-1 du Code de l'Environnement, chapitre IV, section 1 (procédures d'autorisation ou de déclaration), sous-section 1, titre II concernant les rejets :

2.1.5.0 Pour le rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :

1° Supérieur ou égale à 20 hectares est soumise à Autorisation

2° Supérieur à 1 hectare mais inférieur à 20 hectares est soumise à Déclaration

Le projet est soumis à Déclaration. En effet la zone de projet (voirie, trottoirs, cours privées, toitures) est d'environ 1.0599 ha.

Incidences du projet

Les eaux souterraines

L'infiltration des eaux pluviales est possible : la cote des plus hautes eaux décennales est de 187,16 m. Le fond des dispositifs d'infiltration doit être supérieur à 187.66 m.

La perméabilité du sol est de $4 \cdot 10^{-4}$ m/s.

Usages et contraintes

La zone de projet ne fait partie **d'aucune zone Natura 2000**, et n'est pas référencée comme zone humide. **Elle se situe cependant à proximité la zone ZNIEFF TYPE I 420012976 « Forêt sèche du Kastenwald ».**

Le projet d'aménagement lotissement « Rue Vauban » à Widensolen est conforme aux prescriptions des différents SDAGE, SAGE, Code de l'Environnement ainsi qu'aux différents usages recensés.

Milieu récepteur

Le volume d'une pluie courante de 10 mm est de 5,4 m³. Elle est infiltrée en 1 heures environ sur les espaces perméables (noues et bassins). La pluie courante des parcelles privatives sera infiltrée ou retenue pour réutilisation sur la parcelle.

Le débit vingtennal corrigé avant aménagement est de 25 l/s. Il est de 209 l/s après aménagement (sans mesures).

Les eaux pluviales issues des surfaces imperméabilisées collectives (voiries...) sont infiltrées par une noue d'infiltration avec une structure réservoir et des bassins d'infiltration.

Séquence éviter, réduire, compenser et/ou anticiper

Eviter :

La quantité d'eau ruisselée est limitée par les mesures suivantes :

- Création d'espaces verts le long des voiries,
- Places de stationnement en revêtement perméable (pavés infiltrants),
- Infiltration de la pluie courante et de la pluie moyenne à forte,
- Gestion de la pluie au plus près de son point de chute.

Réduire :

Les eaux pluviales issues des voiries s'écoulent librement vers la noue et les bassins d'infiltration, il n'y a pas de concentration des polluants. Les polluants transportés par les eaux pluviales sont retenues par les premières couches de sol de la noue d'infiltration et des bassins d'infiltration.

Les eaux pluviales sont stockées puis infiltrées dans une noue et des bassins d'infiltration. Les dispositifs sont dimensionnés pour une pluie vingtennale.

Anticiper :

Lors d'évènements plus importants, la pluie peut stagner sur la chaussée et les espaces verts avant d'être infiltrée par les noues, les pavés infiltrants et les espaces verts. L'eau pluviale, même pour une pluie exceptionnelle, est gérée sur l'emprise du lotissement.

Surveillance et entretien

L'aménageur aura la responsabilité de l'entretien jusqu'à rétrocession des espaces publics du lotissement (voirie et réseaux).

La Communauté de Communes du Pays Rhin Brisach assurera la surveillance et l'entretien des réseaux d'eaux usées et tiendra un carnet de suivi et la Commune de Widensolen assurera l'entretien des ouvrages d'infiltration après rétrocession.

Récépissé de déclaration

Il vous est délivré un récépissé de déclaration suite au dépôt du dossier de déclaration IOTA concernant le projet Lotissement Rue Vauban à WIDENSOLEN sur la commune principale Widensolen 68320.

ATTENTION : CE RÉCÉPISSÉ ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE MAIS N' AUTORISE PAS LE DÉMARRAGE IMMÉDIAT DES TRAVAUX

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU les schémas directeurs et les schémas d'aménagement et de gestion des eaux mentionnés aux articles L. 212-1 et L. 212-3 potentiellement en cours de validité sur le périmètre du projet ;

VU le code général des collectivités territoriales;

VU le code civil, et notamment son article 640;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement transmis à l'administration et considéré complet en date du 05/12/2022, présenté par SOVIA , enregistré sous le n° **DIOTA-221205-102627-611-056** et relatif à Lotissement Rue Vauban à WIDENSOLEN ;

Il est donné récépissé du dépôt de sa déclaration au déclarant suivant :

SOVIA

10 PL DU CAPITAINE DREYFUS

68000 COLMAR

concernant :

Lotissement Rue Vauban à WIDENSOLEN

dont la réalisation est prévue à :

- Widensolen 68320

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement.

Tableau des rubriques des nomenclatures IOTA

* Rubrique	Alinéa	Libellé des rubriques	* Quantité totale	* Quantité projet	* Régime	Précisions sur les AIOT concernées par le projet

2.1.5.0	2	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :	1.06 ha	1.06 ha	D	
---------	---	---	---------	---------	---	--

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés de prescriptions générales relatifs à ces rubriques disponibles sur le site internet https://aida.ineris.fr/liste_documents/1/17940/1

Le déclarant ne peut pas débiter les travaux avant le 05/02/2023 correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet durant lequel il peut être fait une éventuelle opposition motivée à la déclaration par le préfet, conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

Si le projet est également soumis à déclaration d'intérêt général au titre de l'article R.214-88 du code de l'environnement, le préfet dispose alors de 3 mois à compter de la réception par la préfecture du dossier de l'enquête pour s'opposer à la déclaration loi sur l'eau, en application de l'article R.214-95 du code de l'environnement.

Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai, il s'exposerait à une amende pour une contravention de cinquième classe d'un montant maximum de 1 500 euros pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, ce montant est multiplié par cinq conformément à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau compétent à l'échéance de ce délai, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

À cette échéance, conformément à l'article R.214-37, copies de la déclaration et de ce récépissé, ainsi que, le cas échéant, des prescriptions spécifiques imposées ou de la décision d'opposition seront alors adressées aux communes où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture concernée durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage en mairie et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le déclarant est invité à avertir le service de police de l'eau compétent de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans, ou dans un autre délai fixé par le préfet à compter de la date du

présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant réalisation à la connaissance du préfet compétent qui peut exiger une nouvelle déclaration.

En application de l'article R. 214-40-2 du code de l'environnement, toute transmission du bénéfice de la déclaration à une autre personne que celle mentionnée au dossier de déclaration doit être déclarée par le nouveau bénéficiaire au préfet dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de son activité.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux et activités, objets de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

La référence de votre dossier est : DIOTA-221205-102627-611-056

Le code postal du projet (commune principale) est : Widensolen 68320

Cette référence et un numéro d'AIOT vous seront nécessaires pour déposer les éventuels compléments et pièces de procédure que sollicitera l'administration. Ce numéro d'AIOT vous sera transmis par l'administration en charge de l'instruction de votre dossier.

Votre avis nous intéresse

Dans une logique d'amélioration continue, nous vous invitons à consacrer une ou deux minutes à répondre à ce [court sondage](#).

Récapitulatif

1 - Démarche

Votre projet est-il également soumis à autorisation au titre de la nomenclature loi sur l'eau ? **Non**

Votre projet est-il soumis à évaluation environnementale ? **Non**

Votre projet est-il connexe à une ICPE ? **Non**

Nom du projet : **Lotissement Rue Vauban à WIDENSOLEN**

Numéro d'AIOT : **Je ne connais pas mon numéro d'AIOT**

Numéro CASCADE : **Je ne connais pas mon numéro CASCADE**

Service instructeur coordonnateur en charge de votre dossier : **La DDT(M)**

Avez-vous échangé sur le projet avec ce service instructeur avant de déposer ce dossier ? **Non**

Cette démarche initiale DIOTA est-elle la première autorisation ou déclaration déposée sur le projet ? **Oui**

Conditions d'engagement du déclarant :

- **Je m'engage à ce que les fichiers déposés comprennent les informations réglementaires requises, dont les références sont rappelées pour chaque dépôt de fichier tout au long de la téléprocédure.**
- **Je m'engage à ne déposer aucun dossier contenant une ou plusieurs pièces confidentielles. Ce dossier doit être déposé directement au service instructeur coordonnateur.**
- **Je prends note que tous les plans réglementaires sont déposés en fin de la téléprocédure. (étape 6)**
- **Je reconnais avoir pris connaissance de l'ensemble des prescriptions générales applicables à mon projet**
- **En initiant le dépôt de mon dossier via la téléprocédure, je m'engage à déposer les compléments sur Service-public.fr**

2 - Déclarant(s)

Déclarant ou mandataire : **Mandataire**

N° SIRET : **47830673100033**

Organisme : **SETUI**

Nom : **MICHEL**

Prénom : **CYRIL**

Fonction : **TECHNICIEN VRD**

Adresse email : **setui@setui.fr**

Téléphone fixe : + **33 389203972**

Mandat (Pièce jointe) : **MANDAT.pdf**

Déclarant (Personne morale) N° 1

N° SIRET : **35216386900048**

Raison sociale : **SOVIA**

Forme Juridique : **SAS, société par actions simplifiée**

Adresse en France

10 PL DU CAPITAINE DREYFUS

68000 COLMAR

Signataire

Nom : **GEORGENTHUM**

Prénom : **Stephan**
Qualité : **Gérant**
Téléphone fixe : + **33 389229510**
Adresse email : **s.g@sovia-68.fr**

Référent

Nom : **MUNSCH**
Prénom : **ALBAN**
Fonction : **CHARGE AFFAIRE AMENAGEMENT**
Téléphone fixe : + **33 389229510**
Adresse email : **a.munsch@sovia-68.fr**

Adresse email d'échange avec l'administration

Adresse email : **s.g@sovia-68.fr**

3 - Localisation

Adresse du projet

Code postal et commune : **68320 Widensolen**
Numéro et voie ou lieu dit : **Rue Vauban**

Géolocalisation du projet

X : **1033912**
Y : **6782714**
Projection : **Lambert 93**
Parcelles : **fichier-modele-parcelles.csv**

4 - Activités

La déclaration est-elle une régularisation d'activité ? **Non**

Le projet se trouve-t-il dans le périmètre d'un ou plusieurs Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) ? **Oui**

Quel(s) sont les SAGE concernés ? **SAGE ILL NAPPE RHIN**

Tableau des rubriques des nomenclatures IOTA

* Rubrique	Alinéa	Libellé des rubriques	* Quantité totale	* Quantité projet	* Régime	Précisions sur les AIOT concernées par le projet
2.1.5.0	2	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :	1.06 ha	1.06 ha	D	

Caractéristiques du projet

Le projet est-il un plan de gestion établi pour la réalisation d'une opération groupée d'entretien régulier d'un cours d'eau, canal ou plan d'eau ? **Non**

Le projet est-il une installation utilisant l'énergie hydraulique ? **Non**

5 - Documents

Résumé non technique : **DLE_Résumé non technique.pdf**

Document d'incidence ou étude d'impact : **DLE_Incidence.pdf**

Évaluation des incidences Natura 2000 : **DLE_Incidence Natura 2000.pdf**

Justificatif de maîtrise foncière : **ATTESTATION ACQUISITION TERRAIN.pdf**

6 - Plans

Éléments graphiques, plans ou cartes du projet : **PLANS.zip**

Précisions :



AMÉNAGEUR FONCIER

10, Place du Capitaine Dreyfus

68000 COLMAR

MANDAT

Je soussigné, M Stephan GEORGENTHUM gérant de la **SAS SOVIA** autorise le **Bureau d'Etudes SETUI** à déposer en son nom tous les dossiers de déclarations au titre de la Loi sur l'Eau par le biais de la nouvelle plateforme GUNenv.

Fait à Colmar, 25 Novembre 2022

SAS SOVIA

M. Stéphane GEORGENTHUM

Gérant

SOVIA SAS
10, Place du Capitaine Dreyfus
68000 Colmar
Tél. : 03 89 22 95 10

A large, stylized handwritten signature in blue ink, appearing to be the name "Stephan", written over the printed contact information.

Colmar, le 29 novembre 2022

Objet :

Commune de WIDENSOLEN

Lotissement «*RUE VAUBAN*»

ATTESTATION EN VUE DE DOSSIER LOI SUR L'EAUP

Je soussigné Stephan GEORGENTHUM, gérant de la SAS SOVIA, aménageur du lotissement «*RUE VAUBAN*» à WIDENSOLEN, atteste par la présente être propriétaire des parcelles représentant l'emprise du lotissement.

Fait pour servir et valoir ce que de droit.

Stephan GEORGENTHUM
Gérant de la SAS SOVIA



Dossier de Déclaration d'Ouvrage

Au titre de la Loi sur l'Eau

LOTISSEMENT

« Rue Vauban »



Commune de Widensolen

Document d'incidence Natura 2000

La zone Natura 2000 la plus proche de la zone de projet est située à 1,45 km. Il s'agit de la zone Natura 2000 directive Oiseaux FR4201813 « Hardt Nord ». Elle n'est pas impactée par le projet.



Figure 4 : Zone Natura 2000 la plus proche du lotissement

**Arrêté n° 2023/G-46 portant ouverture des concours
d'Éducateur Territorial des Activités Physiques et Sportives - session 2024**

Le Président,

- VU le code général de la fonction publique et notamment les Chap. III – Tit. II – Liv. V et Chap. IV – Tit. II – Liv. III, articles L 452-34 et 35) ;
- VU le décret n° 2022-1491 du 30 novembre 2022 portant simplification des mesures de publicité des arrêtés d'ouverture des concours et examens ;
- VU le décret n° 2020-523 du 4 mai 2020 relatif à la portabilité des équipements contribuant à l'adaptation du poste de travail et aux dérogations aux règles normales des concours, des procédures de recrutement et des examens en faveur des agents publics et des candidats en situation de handicap ;
- VU le décret n° 2013-908 du 10 octobre 2013 relatif aux modalités de désignation des membres des jurys et des comités de sélection pour le recrutement et la promotion des fonctionnaires relevant de la fonction publique de l'État, de la fonction publique territoriale et de la fonction publique hospitalière ;
- VU le décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013 relatif aux conditions générales de recrutement et d'avancement de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la fonction publique territoriale ;
- VU le décret n° 2011-605 du 30 mai 2011 portant statut particulier du cadre d'emplois des éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives ;
- VU le décret n° 2011-789 du 28 juin 2011 fixant les modalités d'organisation des concours pour le recrutement des éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives ;
- VU le décret n° 2010-329 du 22 mars 2010 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale ;
- VU le décret n° 2010-311 du 22 mars 2010 modifié relatif aux modalités de recrutement et d'accueil des ressortissants des Etats membres de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen, dans un corps, un cadre d'emplois ou un emploi de la fonction publique française ;
- VU le décret n° 2008-512 du 29 mai 2008 modifié relatif à la formation statutaire obligatoire des fonctionnaires territoriaux ;
- VU le décret n° 2007-196 du 13 février 2007 modifié relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique ;
- VU le décret n° 2002-872 du 3 mai 2002 modifié relatif au troisième concours de recrutement pour certains cadres d'emplois de la fonction publique territoriale ;
- VU le décret n° 95-681 du 9 mai 1995 fixant les conditions d'inscription des candidats aux concours d'accès à la fonction publique de l'Etat et à la fonction publique hospitalière par voie électronique ;
- VU le décret n° 81-317 du 7 avril 1981 modifié fixant les conditions dans lesquelles certains pères ou mères de famille bénéficient d'une dispense de diplôme pour se présenter à divers concours ;

- VU le Code du Sport, Livre II, Titre II, Chapitre I, disposant en son article L. 221-3 que les sportifs de haut niveau peuvent faire acte de candidature aux concours publics, sans remplir les conditions de diplômes ;
- VU l'arrêté du 12 décembre 2011 fixant le programme des épreuves des concours et des examens professionnels pour le recrutement des éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives ;
- VU l'arrêté du 26 juillet 2007 modifié fixant les équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique subordonnés à la possession de diplômes ou titres sanctionnant un niveau d'études déterminé relevant d'une formation générale ou de plusieurs spécialités de formation ;
- VU la charte et la convention cadre de coopération interrégionale des Centres de gestion de l'Est ;
- VU le recensement des postes à ouvrir effectué auprès des Centres de gestion de l'Interrégion Est ;

ARRÊTE

Art. 1 : Le Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Haut-Rhin organise par voie de convention avec les Centres de gestion des Ardennes, de l'Aube, de la Côte d'Or, du Doubs, du Jura, de la Marne, de la Haute-Marne, de Meurthe et Moselle, de la Meuse, de la Moselle, de la Nièvre, du Bas-Rhin, de la Haute-Saône, de Saône et Loire, des Vosges, de l'Yonne et du Territoire de Belfort, les concours externe et interne **d'éducateur territorial des activités physiques et sportives** pour la session 2024.

30 postes sont ouverts aux concours répartis comme suit :

18 postes au concours externe soit 60 % des postes à pourvoir,
12 postes au concours interne soit 40 % des postes à pourvoir,

Art. 2 : Le **concours externe** est ouvert aux candidats titulaires d'un titre ou diplôme professionnel, délivré au nom de l'Etat et inscrit au répertoire national des certifications professionnelles, classé au moins au niveau 4, délivré dans le domaine des activités physiques et sportives mentionnées par le code du sport ou d'une qualification reconnue comme équivalente.

Le **concours interne** est ouvert aux fonctionnaires et agents publics des collectivités territoriales, de l'Etat, des établissements publics qui en dépendent, y compris ceux mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, aux militaires ainsi qu'aux agents en fonction dans une organisation internationale intergouvernementale à la date de clôture des inscriptions, comptant au moins quatre ans de services publics au 1^{er} janvier 2024.

Art. 3 : L'inscription sera ouverte du **16 mai 2023** au **21 juin 2023** inclus sur le site internet du Centre de gestion du Haut-Rhin : www.cdg68.fr, rubrique « concours/examens », puis « inscription et suivi » et enfin « pré-inscription ». L'inscription par voie télématique peut être effectuée au Centre de gestion du Haut-Rhin.

Aucune inscription ne sera prise par courrier, téléphone, télécopie ou messagerie électronique.

A noter, le décret n° 2021-376 du 31 mars 2021, paru au Journal Officiel du 2 avril 2021, est venu préciser les modalités de mise en œuvre du dispositif visant à limiter l'inscription d'un candidat à un même concours ou examen organisé simultanément par plusieurs centres de gestion, quelles que soient les modalités d'accès (externe, interne, examen, ...) ce qui a abouti à la création d'une plateforme unique nationale d'inscription : www.concours-territorial.fr. Le candidat est

naturellement réorienté vers ce site à partir du nôtre et peut procéder à sa préinscription à partir de son compte FranceConnect ou d'un compte local déjà créé ou à créer.

Les dossiers d'inscription dûment complétés et accompagnés des pièces justificatives demandées pourront être déposés sur l'accès sécurisé du candidat au format PDF, déposés ou renvoyés au Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Haut-Rhin, 22 rue Wilson 68027 Colmar Cedex pour le **29 juin 2023** dernier délai (cachet de la poste faisant foi le cas échéant).

Tout dossier d'inscription papier déposé ou posté hors délai sera irrecevable et rejeté. Tout pli insuffisamment affranchi sera refusé par le Centre de gestion du Haut-Rhin. Les copies de dossier ainsi que les captures d'écran ou leurs impressions ne seront pas acceptées.

De même tout incident dans la transmission du formulaire d'inscription, quelle qu'en soit la cause (perte, retard, grève...) engage la responsabilité de l'émetteur et entraîne un refus d'admission à concourir.

Les horaires d'ouverture du Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale sont les suivants :

- du lundi au jeudi de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h30,
- le vendredi de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h00.

Dans le cas d'un dépôt de dossier d'inscription sur l'accès sécurisé, le candidat doit cliquer sur « Clôturer mon inscription ».

Art. 4 : Les candidats demandant un aménagement d'épreuve se verront transmettre un certificat médical après dépôt de leur dossier d'inscription. Celui-ci devra être dûment complété par un médecin agréé du département de résidence du candidat, et retourné au centre de gestion organisateur. Le certificat médical doit avoir été établi moins de six mois avant le déroulement des épreuves et au plus tard 6 semaines avant le déroulement des épreuves. La date limite de transmission est fixée au 13 décembre 2023, soit 6 semaines avant le déroulement des épreuves.

Art. 5 : Lors de leur inscription en ligne sur le site internet du Centre de Gestion du Haut-Rhin, les candidats obtiennent des codes confidentiels sous la forme d'un code utilisateur et d'un mot de passe. A l'aide de ces codes les candidats devront se connecter à leur accès sécurisé sur le site internet du Centre de Gestion du Haut-Rhin (www.cdg68.fr rubrique « Concours et examens » puis « Accès sécurisé candidats ») afin de :

- suivre la bonne réception de leur dossier d'inscription par le service concours opérationnel du Centre de Gestion du Haut-Rhin, qui par conséquent ne délivre aucun accusé de réception aux candidats ;
- télécharger et imprimer leurs convocations aux différentes épreuves. Les convocations seront disponibles environ 15 jours avant la date de chacune des épreuves ;
- télécharger leur attestation de présence aux différentes épreuves environ 15 jours après le déroulement de celles-ci ;
- consulter les résultats d'admission ainsi que les notes et commentaires obtenus ;
- demander et obtenir la version PDF de leur(s) copie(s).

Un courriel invitera les candidats à prendre connaissance de ces informations lorsqu'elles auront été transférées dans leur accès sécurisé (sauf pour la réception de leur dossier d'inscription). Le défaut de réception de la convocation ne saurait engager la responsabilité de l'administration. Ainsi il appartient à un candidat n'ayant pas reçu sa convocation dans son accès sécurisé 5 jours avant la date de l'épreuve, de contacter le service concours du Centre de Gestion du Haut-Rhin.

Art. 6 : Les conditions d'accès, la nature des épreuves et les modalités d'organisation de l'opération sont consultables dans la brochure du concours sur le site internet www.cdg68.fr. Les règlements des épreuves écrites et orales sont accessibles sur le site internet du Centre de gestion du Haut-Rhin : www.cdg68.fr, rubrique « Concours/Examens » ; ensuite « Arrêtés Concours / Examens » puis « Règlements des concours/examens ». Tout renseignement complémentaire pourra être communiqué sur simple courriel adressé au service des concours du Centre de Gestion du Haut-Rhin (concours@cdg68.fr).

Art. 7 : Les épreuves écrites d'admissibilité se dérouleront le **23 janvier 2024**.
Le(s) lieu(x) d'organisation des épreuves fera(ont) l'objet d'un nouvel arrêté. Les candidats seront répartis sur le(s) site(s) en fonction de leur lieu de résidence et de la capacité d'accueil de la ou des salle(s) retenue(s).

L'épreuve d'admissibilité du concours externe consiste à répondre à un ensemble de questions, dont le nombre est compris entre trois et cinq, à partir des éléments d'un dossier portant sur l'organisation des activités physiques et sportives dans les collectivités territoriales, les règles d'hygiène et de sécurité, notamment en milieu aquatique, et les sciences biologiques et les sciences humaines, et permettant d'apprécier les capacités du candidat à analyser et à présenter des informations de manière organisée.
(durée : 3 heures ; coefficient 2)

L'épreuve d'admissibilité du concours interne consiste en la rédaction d'une note à partir des éléments d'un dossier portant sur l'organisation des activités physiques et sportives dans les collectivités territoriales permettant d'apprécier les capacités du candidat à analyser une situation en relation avec les missions dévolues aux membres du cadre d'emplois. (durée : 3 heures ; coefficient 2).

La réunion du jury chargé de dresser la liste des candidats admissibles aura lieu au mois de mars 2024 au siège du Centre de gestion du Haut-Rhin. Au regard des installations sportives susceptibles d'être occupées, compte-tenu du nombre de candidats admissibles et selon le souhait de l'inspection académique du Haut-Rhin de voir les épreuves d'admission s'inscrire dans le déroulement des séances de sport de l'éducation nationale, le jury détermine lors de cette réunion une discipline sportive par option au concours d'ETAPS.

Pour chacun des concours, le jury détermine, le nombre total des points nécessaires pour être admissible et, sur cette base, arrête la liste des candidats admis à se présenter aux épreuves d'admission.

Art. 8 : Les épreuves d'admission se dérouleront au plus tôt fin du mois de mars 2024.
Les lieux d'épreuves feront l'objet d'un nouvel arrêté.

Les épreuves d'admission des concours externe et interne comportent :

- 1° Une épreuve physique comprenant un parcours de natation et une épreuve de course (coefficient 1) ;
- 2° La conduite d'une séance d'activités physiques et sportives (préparation : trente minutes ; durée de la séance : trente minutes ; coefficient 3 sauf pour les externes (coefficient 2)), suivie d'un entretien avec le jury (durée : 30 minutes, dont 5 minutes au plus d'exposé ; coefficient 1).

Le candidat choisit, lors de son inscription au concours, l'une des cinq options suivantes :

- pratiques individuelles et activités au service de l'hygiène et de la santé ;
- pratiques duelles ;
- jeux et sports collectifs ;
- activités de pleine nature ;
- activités aquatiques.

La réunion du jury chargé de dresser la liste d'admission des lauréats aura lieu au plus tôt au mois de juin 2024 au siège du Centre de gestion du Haut-Rhin.

A l'issue des épreuves, le jury arrête, dans la limite des places mises au concours, la liste d'admission.

En cas de partage égal des voix, la voix du président est prépondérante.

Le président du jury transmet la liste mentionnée ci-dessus à l'autorité organisatrice des concours, avec un compte-rendu de l'ensemble des opérations.

Au vu de la liste d'admission, l'autorité organisatrice des concours établit par ordre alphabétique la liste d'aptitude correspondante.

Art. 9 : Il est attribué à chaque épreuve une note de 0 à 20. Chaque note est multipliée par le coefficient correspondant.

Les épreuves écrites sont anonymes et font l'objet d'une double correction.

Toute note inférieure à 5 sur 20 à l'une des épreuves obligatoires d'admissibilité ou d'admission entraîne l'élimination du candidat.

Art. 10 : Le présent arrêté sera :

- transmis à Monsieur le Préfet du Haut-Rhin,
- transmis aux Présidents des Centres de gestion des Ardennes, de l'Aube, de la Côte d'Or, du Doubs, du Jura, de la Marne, de la Haute-Marne, de Meurthe et Moselle, de la Meuse, de la Moselle, de la Nièvre, du Bas-Rhin, de la Haute-Saône, de Saône et Loire, des Vosges, de l'Yonne et du Territoire de Belfort,
- affiché au Centre de gestion du Haut-Rhin,
- publié sur site internet du Centre de gestion du Haut-Rhin,
- transmis aux délégations régionales C.N.F.P.T. du ressort géographique des centres de gestion conventionnés,
- transmis aux agences "Pôle Emploi" du ressort géographique des centres de gestion conventionnés,
- publié au Recueil des actes administratifs du Département du Haut-Rhin.

Fait à Colmar, le 13 avril 2023

Le Président,



Lucien MULLER
Maire de Wettolsheim

Acte à classer

2023G46

1	2	3	4
En préparation	En attente retour Préfecture	> AR reçu <	Classé

Identifiant FAST : ASCL_2_2023-04-13T15-29-54.00 (MI244446681)

Identifiant unique de l'acte : 068-286800248-20230413-2023G46-AR (Voir l'accusé de réception associé)

Objet de l'acte : Arrêté n. 2023/G-46 portant ouverture des concours
d'Educateur Territorial des Activités Physiques et
Sportives - session 2024
Date de décision : 13/04/2023



Nature de l'acte : Actes réglementaires

Matière de l'acte : 4. Fonction publique
4.1. Personnel titulaires et stagiaires de la F.P.T.
4.1.6. ORGANISATION DE CONCOURS - LISTES D'APTITUDE

Identifiant unique de l'acte antérieur

;

Acte : ar2023G46 ouverture ETAPS pref... Multicanal : Non

Classer

Annuler

Préparé

Transmis

Accusé de réception

Date 13/04/23 à 15:29

Date 13/04/23 à 15:29

Date 13/04/23 à 15:38

Par HUGELIN Marisa

Par HUGELIN Marisa

**Arrêté n° 2023/G-47 portant ouverture des concours
d'Éducateur Territorial des Activités Physiques et Sportives
Principal de 2^{ème} classe – session 2024**

Le Président,

- VU le code général de la fonction publique et notamment les Chap. III – Tit. II – Liv. V et Chap. IV – Tit. II – Liv. III, articles L 452-34 et 35) ;
- VU le décret n° 2022-1491 du 30 novembre 2022 portant simplification des mesures de publicité des arrêtés d'ouverture des concours et examens ;
- VU le décret n° 2020-523 du 4 mai 2020 relatif à la portabilité des équipements contribuant à l'adaptation du poste de travail et aux dérogations aux règles normales des concours, des procédures de recrutement et des examens en faveur des agents publics et des candidats en situation de handicap ;
- VU le décret n° 2013-908 du 10 octobre 2013 relatif aux modalités de désignation des membres des jurys et des comités de sélection pour le recrutement et la promotion des fonctionnaires relevant de la fonction publique de l'État, de la fonction publique territoriale et de la fonction publique hospitalière ;
- VU le décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013 relatif aux conditions générales de recrutement et d'avancement de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la fonction publique territoriale ;
- VU le décret n° 2011-605 du 30 mai 2011 portant statut particulier du cadre d'emplois des éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives ;
- VU le décret n° 2011-789 du 28 juin 2011 fixant les modalités d'organisation des concours pour le recrutement des éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives ;
- VU le décret n° 2010-329 du 22 mars 2010 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale ;
- VU le décret n° 2010-311 du 22 mars 2010 modifié relatif aux modalités de recrutement et d'accueil des ressortissants des Etats membres de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen, dans un corps, un cadre d'emplois ou un emploi de la fonction publique française ;
- VU le décret n° 2008-512 du 29 mai 2008 modifié relatif à la formation statutaire obligatoire des fonctionnaires territoriaux ;
- ~~VU le décret n° 2007-196 du 13 février 2007 modifié relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique ;~~
- VU le décret n° 2002-872 du 3 mai 2002 modifié relatif au troisième concours de recrutement pour certains cadres d'emplois de la fonction publique territoriale ;
- VU le décret n° 95-681 du 9 mai 1995 fixant les conditions d'inscription des candidats aux concours d'accès à la fonction publique de l'Etat et à la fonction publique hospitalière par voie électronique ;
- VU le décret n° 81-317 du 7 avril 1981 modifié fixant les conditions dans lesquelles certains pères ou mères de famille bénéficient d'une dispense de diplôme pour se présenter à divers concours ;

- VU le Code du Sport, Livre II, Titre II, Chapitre I, disposant en son article L. 221-3 que les sportifs de haut niveau peuvent faire acte de candidature aux concours publics, sans remplir les conditions de diplômes ;
- VU l'arrêté du 12 décembre 2011 fixant le programme des épreuves des concours et des examens professionnels pour le recrutement des éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives ;
- VU l'arrêté du 26 juillet 2007 modifié fixant les équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique subordonnés à la possession de diplômes ou titres sanctionnant un niveau d'études déterminé relevant d'une formation générale ou de plusieurs spécialités de formation ;
- VU la charte et la convention cadre de coopération interrégionale des Centres de gestion de l'Est ;
- VU le recensement des postes à ouvrir effectué auprès des Centres de gestion de l'Interrégion Est ;

ARRÊTE

Art. 1 : Le Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Haut-Rhin organise par voie de convention avec les Centres de gestion des Ardennes, de l'Aube, de la Côte d'Or, du Doubs, du Jura, de la Marne, de la Haute-Marne, de Meurthe et Moselle, de la Meuse, de la Moselle, de la Nièvre, du Bas-Rhin, de la Haute-Saône, de Saône et Loire, des Vosges, de l'Yonne et du Territoire de Belfort, les concours externe et interne **d'éducateur territorial des activités physiques et sportives principal de 2^{ème} classe** pour la session 2024.

10 postes sont ouverts aux concours répartis comme suit :

- 6 postes au concours externe *soit 60 % des postes à pourvoir,*
- 3 postes au concours interne *soit 30 % des postes à pourvoir,*
- 1 poste au concours de 3^{ème} voie *soit 10 % des postes à pourvoir,*

Art. 2 : Le **concours externe** est ouvert aux candidats titulaires d'un titre ou diplôme professionnel, délivré au nom de l'Etat et inscrit au répertoire national des certifications professionnelles, classé au moins au niveau 5, délivré dans le domaine des activités physiques et sportives mentionnées par le code du sport ou d'une qualification reconnue comme équivalente.

Le **concours interne** est ouvert aux fonctionnaires et agents publics des collectivités territoriales, de l'Etat, des établissements publics qui en dépendent, y compris ceux mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, aux militaires ainsi qu'aux agents en fonction dans une organisation internationale intergouvernementale à la date de clôture des inscriptions, comptant au moins quatre ans de services publics au 1^{er} janvier 2024.

Le **troisième concours** est ouvert aux candidats justifiant, au 1^{er} janvier 2024, de l'exercice pendant quatre ans au moins, d'une ou de plusieurs activités professionnelles, quelle qu'en soit la nature, d'un ou de plusieurs mandats de membre d'une assemblée élue d'une collectivité territoriale ou d'une ou de plusieurs activités en qualité de responsable, y compris bénévole, d'une association.

La durée de ces activités ou mandats ne peut être prise en compte que si les intéressés n'avaient pas, lorsqu'ils les exerçaient, la qualité de fonctionnaire, de magistrat, de militaire ou d'agent public.

Art. 3 : L'inscription sera ouverte du **16 mai 2023** au **21 juin 2023** inclus sur le site internet du Centre de gestion du Haut-Rhin : www.cdg68.fr, rubrique « concours/examens », puis « inscription et suivi » et enfin « pré-inscription ». L'inscription par voie télématique peut être effectuée au Centre de gestion du Haut-Rhin.

Aucune inscription ne sera prise par courrier, téléphone, télécopie ou messagerie électronique.

A noter, le décret n° 2021-376 du 31 mars 2021, paru au Journal Officiel du 2 avril 2021, est venu préciser les modalités de mise en œuvre du dispositif visant à limiter l'inscription d'un candidat à un même concours ou examen organisé simultanément par plusieurs centres de gestion, quelles que soient les modalités d'accès (externe, interne, examen, ...) ce qui a abouti à la création d'une plateforme unique nationale d'inscription : www.concours-territorial.fr. Le candidat est naturellement réorienté vers ce site à partir du nôtre et peut procéder à sa préinscription à partir de son compte FranceConnect ou d'un compte local déjà créé ou à créer.

Les dossiers d'inscription dûment complétés et accompagnés des pièces justificatives demandées pourront être déposés sur l'accès sécurisé du candidat au format PDF, déposés ou renvoyés au Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Haut-Rhin, 22 rue Wilson 68027 Colmar Cedex pour le **29 juin 2023** dernier délai (cachet de la poste faisant foi le cas échéant).

Tout dossier d'inscription papier déposé ou posté hors délai sera irrecevable et rejeté. Tout pli insuffisamment affranchi sera refusé par le Centre de gestion du Haut-Rhin. Les copies de dossier ainsi que les captures d'écran ou leurs impressions ne seront pas acceptées.

De même tout incident dans la transmission du formulaire d'inscription, quelle qu'en soit la cause (perte, retard, grève...) engage la responsabilité de l'émetteur et entraîne un refus d'admission à concourir.

Les horaires d'ouverture du Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale sont les suivants :

- du lundi au jeudi de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h30,
- le vendredi de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h00.

Dans le cas d'un dépôt de dossier d'inscription sur l'accès sécurisé, le candidat doit cliquer sur « Clôturer mon inscription ».

Art. 4 : Les candidats demandant un aménagement d'épreuve se verront transmettre un certificat médical après dépôt de leur dossier d'inscription. Celui-ci devra être dûment complété par un médecin agréé du département de résidence du candidat, et retourné au centre de gestion organisateur. Le certificat médical doit avoir été établi moins de six mois avant le déroulement des épreuves et au plus tard 6 semaines avant le déroulement des épreuves. La date limite de transmission est fixée au 13 décembre 2023, soit 6 semaines avant le déroulement des épreuves.

Art. 5 : Lors de leur inscription en ligne sur le site internet du Centre de Gestion du Haut-Rhin, les candidats obtiennent des codes confidentiels sous la forme d'un code utilisateur et d'un mot de passe. A l'aide de ces codes les candidats devront se connecter à leur accès sécurisé sur le site internet du Centre de Gestion du Haut-Rhin (www.cdg68.fr rubrique « Concours et examens » puis « Accès sécurisé candidats ») afin de :

- suivre la bonne réception de leur dossier d'inscription par le service concours opérationnel du Centre de Gestion du Haut-Rhin, qui par conséquent ne délivre aucun accusé de réception aux candidats ;
- télécharger et imprimer leurs convocations aux différentes épreuves. Les convocations seront disponibles environ 15 jours avant la date de chacune des épreuves ;
- télécharger leur attestation de présence aux différentes épreuves environ 15 jours après le déroulement de celles-ci ;
- consulter les résultats d'admission ainsi que les notes et commentaires obtenus ;
- demander et obtenir la version PDF de leur(s) copie(s).

Un courriel invitera les candidats à prendre connaissance de ces informations lorsqu'elles auront été transférées dans leur accès sécurisé (sauf pour la réception de leur dossier d'inscription). Le défaut de réception de la convocation ne saurait engager la responsabilité de l'administration. Ainsi il appartient à un candidat n'ayant pas reçu sa convocation dans son accès sécurisé 5 jours avant la date de l'épreuve, de contacter le service concours du Centre de Gestion du Haut-Rhin.

Art. 6 : Les conditions d'accès, la nature des épreuves et les modalités d'organisation de l'opération sont consultables dans la brochure du concours sur le site internet www.cdg68.fr. Les règlements des épreuves écrites et orales sont accessibles sur le site internet du Centre de gestion du Haut-Rhin : www.cdg68.fr, rubrique « Concours/Examens », ensuite « Arrêtés Concours / Examens » puis « Règlements des concours/examens ». Tout renseignement complémentaire pourra être communiqué sur simple courriel adressé au service des concours du Centre de Gestion du Haut-Rhin (concours@cdg68.fr).

Art. 7 : Les épreuves écrites d'admissibilité se dérouleront le **23 janvier 2024**.
Le(s) lieu(x) d'organisation des épreuves fera(ont) l'objet d'un nouvel arrêté. Les candidats seront répartis sur le(s) site(s) en fonction de leur lieu de résidence et de la capacité d'accueil de la ou des salle(s) retenue(s).

L'épreuve d'admissibilité du concours externe consiste en la rédaction d'un rapport, assorti de propositions opérationnelles, à partir des éléments d'un dossier portant sur l'organisation des activités physiques et sportives dans les collectivités territoriales, les règles d'hygiène et de sécurité, notamment en milieu aquatique, et les sciences biologiques et les sciences humaines. (durée : 3 heures ; coefficient 2)

Les épreuves d'admissibilité du concours interne et de 3^{ème} voie consistent en :

- 1° La rédaction d'un rapport, assorti de propositions opérationnelles, à partir des éléments d'un dossier portant sur l'organisation des activités physiques et sportives dans les collectivités territoriales (durée : 3 heures ; coefficient 1) ;
- 2° Des réponses à des questions portant sur l'organisation des activités physiques et sportives dans les collectivités territoriales, permettant d'apprécier les connaissances professionnelles du candidat (durée : 3 heures ; coefficient 1).

Pour chacun des concours, le jury détermine, le nombre total des points nécessaires pour être admissible et, sur cette base, arrête la liste des candidats admis à se présenter aux épreuves d'admission.

La réunion du jury chargé de dresser la liste des candidats admissibles aura lieu au mois de mars 2024 au siège du Centre de gestion du Haut-Rhin. Au regard des installations sportives susceptibles d'être occupées, compte-tenu du nombre de candidats admissibles et selon le souhait de l'inspection académique du Haut-Rhin de voir les épreuves d'admission s'inscrire dans le déroulement des séances de sport de l'éducation nationale, le jury détermine lors de cette réunion une discipline sportive par option au concours d'ETAPS principal de 2^{ème} classe.

Art. 8 : Les épreuves d'admission se dérouleront au plus tôt fin du mois de mars 2024.
Les lieux d'épreuves feront l'objet d'un nouvel arrêté.

Les épreuves d'admission du concours externe, interne et de 3^{ème} voie comportent :

- 1° Une épreuve physique comprenant un parcours de natation et une épreuve de course (coefficient 1) ;
- 2° La conduite d'une séance d'activités physiques et sportives (préparation : trente minutes ; durée de la séance : trente minutes ; coefficient 2 pour le concours externe

et 3 pour le concours interne et de 3^{ème} voie), suivie d'un entretien avec le jury (durée : 30 minutes, dont 5 minutes au plus d'exposé ; coefficient 1).

Le candidat choisit, lors de son inscription au concours, l'une des cinq options suivantes :

- pratiques individuelles et activités au service de l'hygiène et de la santé ;
- pratiques duelles ;
- jeux et sports collectifs ;
- activités de pleine nature ;
- activités aquatiques.

La réunion du jury chargé de dresser la liste d'admission des lauréats aura lieu au plus tôt au mois de juin 2024 au siège du Centre de gestion du Haut-Rhin.

A l'issue des épreuves, le jury arrête, dans la limite des places mises au concours, la liste d'admission.

En cas de partage égal des voix, la voix du président est prépondérante.

Le président du jury transmet la liste mentionnée ci-dessus à l'autorité organisatrice des concours, avec un compte-rendu de l'ensemble des opérations.

Au vu de la liste d'admission, l'autorité organisatrice des concours établit par ordre alphabétique la liste d'aptitude correspondante.

Art. 9 : Il est attribué à chaque épreuve une note de 0 à 20. Chaque note est multipliée par le coefficient correspondant.

Les épreuves écrites sont anonymes et font l'objet d'une double correction.

Toute note inférieure à 5 sur 20 à l'une des épreuves obligatoires d'admissibilité ou d'admission entraîne l'élimination du candidat.

Art. 10 : Le présent arrêté sera :

- transmis à Monsieur le Préfet du Haut-Rhin,
- transmis aux Présidents des Centres de gestion Centres de gestion des Ardennes, de l'Aube, de la Côte d'Or, du Doubs, du Jura, de la Marne, de la Haute-Marne, de Meurthe et Moselle, de la Meuse, de la Moselle, de la Nièvre, du Bas-Rhin, de la Haute-Saône, de Saône et Loire, des Vosges, de l'Yonne et du Territoire de Belfort,
- affiché au Centre de gestion du Haut-Rhin,
- publié sur site internet du Centre de gestion du Haut-Rhin,
- transmis aux délégations régionales C.N.F.P.T. du ressort géographique des centres de gestion conventionnés,
- transmis aux agences "Pôle Emploi" du ressort géographique des centres de gestion conventionnés,
- publié au Recueil des actes administratifs du Département du Haut-Rhin.

Fait à Colmar, le 13 avril 2023

Le Président,

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'Lucien Muller', written over a horizontal line.

Lucien MULLER
Maire de Wettolsheim

Acte à classer

2023G47

1	2	3	4
En préparation	En attente retour Préfecture	> AR reçu <	Classé

Identifiant FAST : ASCL_2_2023-04-13T15-31-24.00 (MI244446910)

Identifiant unique de l'acte : 068-286800248-20230413-2023G47-AR (Voir l'accusé de réception associé)

Objet de l'acte : Arrêté n. 2023/G-47 portant ouverture des concours
d'Eduteur Territorial des Activités Physiques et
Sportives Principal de 2ème classe - session 2024
Date de décision : 13/04/2023



Nature de l'acte : Actes réglementaires

Matière de l'acte : 4. Fonction publique
4.1. Personnel titulaires et stagiaires de la F.P.T.
4.1.6. ORGANISATION DE CONCOURS - LISTES D'APTITUDE

Identifiant unique de l'acte antérieur

:

Acte : Ar2023G47 ouverture ETAPSPal2cl... Multicanal : Non

Classer

Annuler

Préparé

Transmis

Accusé de réception

Date 13/04/23 à 15:31

Date 13/04/23 à 15:31

Date 13/04/23 à 15:38

Par HUGELIN Marisa

Par HUGELIN Marisa

Le Président,

- VU le code général de la fonction publique (liv. III, tit. II, chap.V) ;
VU le décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013, relatif aux conditions générales de recrutement et d'avancement de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la fonction publique territoriale ;
VU le décret n° 2010-329 du 22 mars 2010 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale ;
VU le décret n° 2011-605 du 30 mai 2011 portant statut particulier du cadre d'emplois des éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives ;
VU le décret n° 2011-793 du 28 juin 2011 fixant les modalités d'organisation de l'examen professionnel prévu au III de l'article 17 du décret n° 2011-605 susmentionné ;
VU le décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013 relatif aux conditions générales de recrutement et d'avancement de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la fonction publique territoriale ;
VU l'arrêté n° 2022/G-72 du 30 juin 2022 modifié portant ouverture de l'examen professionnel d'éducateur territorial des activités physiques et sportives principal de 2^{ème} classe par voie d'avancement de grade ;
VU le procès-verbal du jury d'admission réuni en date du 29 mars 2023 ;

ARRÊTE

Art. 1 : La liste des candidats admis à l'issue de la session 2023 de l'examen professionnel d'accès à l'emploi d'éducateur territorial des activités physiques et sportives principal de 2^{ème} classe par voie d'avancement de grade, est arrêtée comme suit :

ANCIAN	Loïc	LOTHE	Annabelle
BLENERT	Stephane	MEISTERMANN	Arnaud
BONOD	Aurelie	MOINS	Géraud
CORNET	Cédric	OUTERS	Vincent
FUHRER	Nicolas	STUDER	Romuald
GUTOWSKI	Angélique	THIRIET	Alexandre

Art. 2 : Le présent arrêté sera :

- transmis à Monsieur le Préfet du Haut-Rhin,
- transmis aux Présidents des Centres de gestion des régions Bourgogne-Franche-Comté et Grand-Est,
- affiché au Centre de gestion du Haut-Rhin,
- publié au Recueil des actes administratifs du Département du Haut-Rhin.

Fait à Colmar, le 14 avril 2023

« Signé »

Lucien MULLER
Maire de Wettolsheim

Le Président,

- VU le code général de la fonction publique (liv. III, tit. II, chap.V) ;
VU le décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013, relatif aux conditions générales de recrutement et d'avancement de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la fonction publique territoriale ;
VU le décret n° 2010-329 du 22 mars 2010 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale ;
VU le décret n° 2011-605 du 30 mai 2011 portant statut particulier du cadre d'emplois des éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives ;
VU le décret n° 2011-793 du 28 juin 2011 fixant les modalités d'organisation de l'examen professionnel prévu au III de l'article 17 du décret n° 2011-605 susmentionné ;
VU le décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013 relatif aux conditions générales de recrutement et d'avancement de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la fonction publique territoriale ;
VU l'arrêté n° 2022/G-71 du 30 juin 2022 modifié portant ouverture de l'examen professionnel d'éducateur territorial des activités physiques et sportives principal de 1^{ère} classe par voie d'avancement de grade ;
VU le procès-verbal du jury d'admission réuni en date du 29 mars 2023 ;

ARRÊTE

Art. 1 : La liste des candidats admis à l'issue de la session 2023 de l'examen professionnel d'accès à l'emploi d'éducateur territorial des activités physiques et sportives principal de 1^{ère} classe par voie d'avancement de grade, est arrêtée comme suit :

BATAILLARD	Stéphane
BOURGEOIS	Gaëtan
COLSON	Edouard
GERARD	Jérôme
LOPEZ	Virginie
MARTINEZ	José

MONTAZ	Maxime
ROBIN	Olivier
SCHULIAR	Vanessa
SEGALLA	Julien
TOURNAY	Thierry
TOUSSAINT	Mylène

Art. 2 : Le présent arrêté sera :

- transmis à Monsieur le Préfet du Haut-Rhin,
- transmis aux Présidents des Centres de gestion des régions Bourgogne-Franche-Comté et Grand-Est,
- affiché au Centre de gestion du Haut-Rhin,
- publié au Recueil des actes administratifs du Département du Haut-Rhin.

Fait à Colmar, le 14 avril 2023

« Signé »

Lucien MULLER
Maire de Wettolsheim